



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

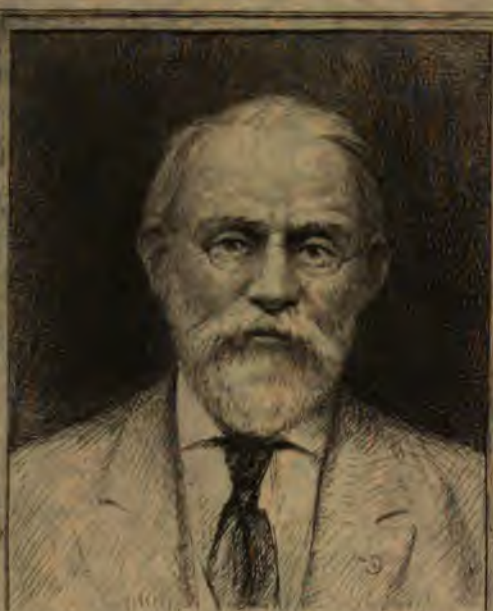
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 50039 7

LIBRAIRIE ANCIENNE
et MODERNE
BADIOU-AMANT
7, Rue du Plat, LYON
ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



1200
Aug.
H.C.V.

#C
611
#781
S8

10 - 10

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE
DE LA DROME.

TOME V. — 1870.

VALENCE, IMPRIMERIE DE CHENEVIER ET CHAVET.

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME.



Colligite ne pereant.

TOME CINQUIÈME.



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ.

—
1870

24

LETTRE

SUR

L'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE DU DAUPHINÉ

par M. J. Brun-Durand,

A M. Lacroix, Secrétaire-Archiviste de la Société d'Archéologie
et de Statistique de la Drôme.

(Suite et fin. — Voir la 15^e livraison.)

XIII

SAINT-RUF.

Abbatia Sancti Ruphi propè Valentiam.

Cette abbaye, chef d'ordre d'une importante congrégation de chanoines réguliers, doit ses commencements à quatre chanoines de la cathédrale d'Avignon : Kamalde, Odilon, Ponce et Durand, qui, désireux de pratiquer plus étroitement la règle de saint Augustin, se retirèrent auprès de l'église de Saint-Just, hors les murs, que l'évêque et le chapitre de cette ville leur abandonnèrent, avec tous ses droits, le 1^{er} janvier 1039. Rapidement accru, grâce à la réputation de sainteté de ses habitants, le nouveau monastère, placé dès l'origine sous le vocable de Saint-Ruf, à cause des reliques qui y ont reposé jusqu'en 1590, époque à laquelle le cardinal d'Armagnac les fit transporter à Notre-Dame des Doms, fut bientôt élevé au rang d'abbaye et l'institut érigé en congrégation par le pape Urbain II, vers 1095 environ; époque à laquelle une foule de prieurés et d'églises, non-seulement en France, mais encore en Espagne, en Italie et en Afrique, étaient déjà dans sa dépendance.

Cette première abbaye ayant été ruinée par les Albigeois, en 1156, l'abbé Raymond en transporta le siège, deux ans après, dans l'île Esparvière, auprès de Valence, avec l'agrément d'Odon de Chaponay, évêque de cette ville, et de son chapitre, qui lui cédèrent ce territoire moyennant 200 marcs d'argent; et de là encore les chanoines de Saint-Ruf furent chassés, cette

fois par les Calvinistes, qui incendièrent le couvent en 1562. Ceux-là se réfugièrent alors à l'intérieur de la ville, dans le prieuré de Saint-Jacques, l'un de leurs principaux bénéfices, que les Huguenots incendièrent également en 1569, d'où s'ensuivirent trente années de provisoire, après lesquelles l'abbé et les chanoines, ayant obtenu à cet effet des lettres patentes d'Henri IV (1600), firent construire sur l'emplacement de ce même prieuré de Saint-Jacques, dont la mense avait été unie à l'abbaye, les vastes bâtiments qui servent aujourd'hui de préfecture et de temple protestant. Ce troisième établissement fut le dernier.

De graves abus ayant donné lieu au rétablissement de la conventualité, en 1741, cette mesure donna lieu à de telles contestations entre les membres de l'abbaye, que quelques-uns, pour y échapper, provoquèrent, par d'incessantes réclamations, une bulle, du 1^{er} juillet 1771, par laquelle le pape Clément XIV prononçait la suppression de l'ordre, la sécularisation de ses membres et leur incorporation dans l'ordre religieux et militaire de Notre-Dame du Mont-Carmel. Instruite de cela, l'assemblée générale du clergé de France réclama auprès du souverain pontife, qui, se rendant à son désir, fulmina, en février 1773, une seconde bulle annulant et révoquant l'union prononcée, et autorisa les évêques à éteindre au fur et à mesure des décès des titulaires les bénéfices de la congrégation de Saint-Ruf situés dans leurs diocèses, pour leurs biens être employés de la manière la plus profitable pour l'Église et pour l'État, exceptant seulement de cette mesure les prieurés de la Côte-Saint-André, de Notre-Dame de la Boisse, de Chagny et d'Annonay, dont la collation était réservée au roi de France, qui, le 12 juin suivant, ordonna par lettres patentes l'exécution du contenu de la bulle. En conséquence, le 12 août 1774, Fiacre-François de Grave, évêque de Valence et commissaire apostolique, prononça la sécularisation et l'extinction de tous les bénéfices de l'ordre, sous la réserve des droits des titulaires, qui devaient en jouir comme par le passé, leur vie durant¹.

(1) *Mémoire concernant l'abbaye de Saint-Ruf*, publié par l'abbé CHEVALIER. — *Repertorium Sancti Ruffi*. — *Inv. des Archives de la Drôme*, p. 237. — *Recueil des édits*, XXVI, 3 et 25, etc.

La liste des abbés et supérieurs généraux de Saint-Ruf a été donnée par Chorier, dans son *État politique*, et par Guy Allard, dans son Dictionnaire; mais l'une et l'autre sont inexactes. Infiniment supérieure, celle du *Gallia* comporte néanmoins diverses rectifications, quelques noms ayant été omis et d'autres inscrits mal à propos; tandis que la durée du gouvernement de bon nombre d'autres est modifiée par l'examen attentif des nombreux documents que renferment les Archives de la Drôme.

1039. — KAMALDE, le premier d'entre les fondateurs, ne porta pas le titre d'abbé ¹.

PONCE I, dont le pape Callixte II rappelle le souvenir dans une lettre adressée, le 28 avril 1623, à l'abbé Ponce II ².

ARNOUL, qui fut ensuite archevêque de Lyon, et qui, suivant une tradition rapportée par Catellan, introduisit la règle de saint Augustin dans le monastère de Saint-Ruf, ce qui est une invraisemblance, les chanoines d'Avignon étant déjà soumis à cette règle qu'ils ont suivie jusqu'en 1485 ³.

1083-1096. — ARBERT, que les mémoires de l'abbé Chomel font succéder à Arnoul, en 1083, reçut, en 1084, de Bernard, comte de Bizauldun, en Espagne, l'église de Sainte-Marie de Bizauldun, au diocèse de Girone, et, le 18 septembre 1096, obtint du pape Urbain II un bulle par laquelle ce pontife, attendu les fruits abondants produits en tant de contrées par le genre de vie adopté par ses chanoines, les érigea en congrégation ⁴.

1100-1110. — LETBERT, chanoine séculier de Lille, abbé de Saint-Ruf dès 1100, reçut, en 1110, de Léger, évêque de Viviers, l'église de Bourg-Saint-Andéol, et dans le même temps de saint Ismidon, évêque de Die, celles de Taulignan. Cet abbé a donné lieu à une intéressante notice littéraire et bibliographique de M. l'abbé Chevalier ⁵.

(1) CATELLAN, 308.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Repert.*, 62, 290, 93.

(5) *Id.*, 85.

1111-1116. — OLDEGARIUS, ODELGARIUS, OLLEGARIUS ou ODOXERIUS, à la prière de qui Raymond Berenger, comte de Barcelonne, confirma, le 23 novembre 1111, la donation précédemment faite à son ordre de l'église de Bizauldun, obtint, le 11 janvier 1115, du pape Pascal II, une bulle confirmative des droits, privilèges et possessions de Saint-Ruf, et parmi celles-ci nous voyons mentionnées les églises de Mévouillon et d'Albagnonet¹, ainsi que celle de Saint-Ruf, près Tripoli de Barbarie, laquelle avait été donnée par le comte Raymond de Barcelonne².

1123-1125. — PONCE II, à la prière de qui le pape Callixte II confirma la donation qu'il avait faite étant archevêque de Vienne aux chanoines de Saint-Ruf du prieuré de Saint-Martin de Vienne, avec toutes ses dépendances³, donation qui fut renouvelée deux ans après par l'archevêque Pierre I⁴.

A cet abbé Chorier et Catellan donnent pour successeur, en 1124, ce qui est une première erreur, Conrad de Subura, neveu du pape Honorius III, cardinal en 1126, puis pape lui-même en 1153, sous le nom d'Anastase IV, et cette opinion, que ne partage pas M. Hauréau, est encore celle de Platina⁵, qui place l'abbaye de Saint-Ruf dans le diocèse de Velletri.

1127. — SÉVÈRE, du temps de qui saint Étienne, évêque de Die, renouvela et maintint la donation des églises de Chalancon, Volvent, Taulignan et Arnayon⁶, avec leurs dépendances, faite par les bienheureux Hugues et Ismidon, ses prédécesseurs⁷.

(1) Mévouillon, canton de Séderon; Albagnonet, commune de Rochegude (Drôme).

(2) *Repert.*, 305. — CATELLAN, 310.

(3) Les dépendances du prieuré de Saint-Martin de Vienne étaient les paroisses de Saint-Alban, de Serezin et de Vermelles (Isère). Collombet dit que ce prieuré fut donné à l'ordre de Saint-Ruf en 1113; mais ce doit être une erreur, car il n'en est pas question dans la bulle du pape Pascal II, en date de 1115.

(4) *Repert.*, 62. — CHARVET, 334.

(5) PLATINA, *De vitis pontificum romanorum*. Cologne, 1600, in-4°, p. 201.

(6) Chalancon, Arnayon et Volvent, canton de la Motte-Chalancon, et Taulignan, canton de Grignan (Drôme).

(7) *Repert.*, 86.

1129-1133. — GUILLAUME I, reçut, en 1129, de Ponce, évêque de Belley, les églises d'Ordenas, de Chimilin, de Corbelin, de Romagnieu, de Saint-Symphorien (la Bâtie-Montgascon), et de *Colonica*, avec les chapelles de Faverge et de Saint-André¹, à quoi Boson de Brior ajouta, quatre ans après, diverses terres sises à Ordenas².

Environ 1147. — N..., à qui le pape Eugène III adressa, le 28 janvier 1145-1150, une bulle confirmant la sentence rendue par l'archevêque de Lyon, Amédée, légat apostolique, sur les différends de l'église de Viviers avec l'ordre de Saint-Ruf, et maintenant à celui-ci la possession de l'église de Bourg-Saint-Andéol^{3, 4}.

Cette initiale conviendrait parfaitement à Nicolas Brakespeare, qui fut pape sous le nom d'Adrien IV, et que plusieurs historiens disent avoir été abbé de Saint-Ruf; mais à l'encontre de cette opinion, nous avons le passage suivant d'une bulle adressée par ce pontife à l'ordre de Saint-Ruf : *Licet ex injuncta nobis a domino apostolatus officio, debeamus omnibus ecclesiis providere, pro illis tamen præcipuè oportet nos esse sollicitos quibus speciali vinculo caritatis sumus adstricti, quatenus et nos videamus exsequi quod debemus et quæ nobis mater extitit honestatis et in religione studuit attentim informare, patris beneficium sentiat illius qui olim filius vocabatur*. Parlerait-il ainsi, s'il avait été autre chose que simple religieux dans cet ordre⁵?

1151. — GEOFFROY, élu cette année-là évêque de Tortose.

1153-1155. — DURAND, reçut, le 23 avril 1154, du pape Anastase IV une bulle par laquelle cet ancien chanoine de Saint-Ruf met sous la protection spéciale du Saint-Siège l'ordre et l'abbaye, dont il confirme les droits sur diverses églises, notamment celle de Saint-Jacques de Valence⁶.

(1) Ordenas (Ain), Chimilin, Corbelin, Romagnieu, la Bâtie-Montgascon et Saint-André-le-Gaz, canton de Pont-de-Beauvoisin; Faverges, canton de la Tour-du-Pin (Isère).

(2) *Repert.*, 89.

(3) Bourg-Saint-Andéol (Ardèche).

(4) *Repert.*, 86.

(5) *Id.*, 303.

(6) *Id.*, 77.

1158-1172. — RAYMOND, qui fit l'acquisition de l'île Esparvière et y transféra l'abbaye; obtint, le 24 juillet 1159, d'Alexandre III, le droit de donner la tonsure à ses chanoines, et le 17 août suivant, de Bernard, évêque de Saintes, la cession de l'église de Saint-Nicolas-de-Mornac. Cet abbé est encore connu par la donation que lui fit, le 19 août 1172, d'une terre et de vignes situées au quartier de Faventines, Durand, de Romans, dont la femme était converse de Saint-Ruf ¹.

1178-1184. — GUILLAUME II, appelé Willelme Arbert dans une charte du cartulaire de Léoncel, reçut, en 1178, de Guillaume de Clérieu, abbé de Saint-Félix, la donation de deux vignes, et transigea, six ans après, avec l'abbesse de Soyons au sujet de leurs droits sur l'île de Soyons ².

1185. — AYMON, qui, ayant acquis deux vignes voisines de l'enclos épiscopal, obtint le consentement de l'évêque ³.

1186. — PIERRE I, reçut de Roger, seigneur de Clérieu, la manse de Cortellas à Livron et le droit de pasquerage dans toutes les terres de sa seigneurie de La Voulte, le tout du consentement de Lambert, évêque de Valence, et de l'abbé de Saint-Félix, Guillaume de Clérieu ⁴.

1190*. — *Arnaud I*, présent à un échange que firent entre eux Guillaume de Chandieu et son frère ⁵.

1192*. — *Pierre II*, entre les mains de qui les chanoines de la cathédrale du Puy se départirent de tous leurs droits sur les églises de Sainte-Marie et de Saint-André de Crest, et de Saint-Domin de Grane ⁶.

1197-1205. — FALQUES ou FALCON I, qui reçut, en 1197, l'hommage de Gaucelin de Naves pour les châteaux de Naves, de Malbosc et de Beaumes, inféodés à son frère par l'abbé Guillaume II, est également mentionné dans une charte de l'an

(1) CATELLAN, 304. — *Repert.*, 91, 81, 387.

(2) *Repert.*, 387.

(3) *Id.*, 387.

(4) *Id.*, 388.

(5) *Id.*, 384.

(6) *Id.*, 88.

1201, par laquelle Aimar de Poitiers, *par la grâce de Dieu*, comte de Valentinois, et son frère Guillaume, chanoine de Saint-Ruf, donnent à ladite abbaye, pour le repos de leurs âmes, droit de pâturage dans toutes leurs terres. Trois ans après, il fit un échange avec Guillaume de Rochefort, chevalier de l'ordre du Temple et commandeur de Valence, et vivait encore en 1205, époque à laquelle le comte de Valentinois lui donna l'exemption de tous péages et octrois dans ses terres ¹.

L'an 1206, le pape Innocent III adressa à l'abbé de Saint-Ruf, qui n'est pas dénommé, et à ses chanoines une bulle confirmative de leurs privilèges et droits, dans laquelle figurent comme dépendances de l'ordre, outre les églises et prieurés dont il a déjà été question, ceux de Notre-Dame de l'Ile, près Vienne, de Vilieu, de Loze, de Flavières, de la Côte-Saint-André, de Paladru, d'Annonay, de Peyraud, de Saint-Pierre de Die, de Saint-Pierre de Valdrôme, de Notre-Dame de Clelles ², etc. ³.

1207*-1212*. — ARNAUD II, grand prieur de l'abbaye en 1199, accepta, comme abbé, en 1207, la donation que la nommée Jeanne lui fit de son fils Pierre, et, l'an 1210, transigea avec Galdinus, abbé de Saint-Chaffre, au sujet du prieuré de Saint-Victor. Il fut élu évêque de Nîmes en 1212 ⁴.

1212-1221. — FALQUES ou FALCON II, à qui le pape Innocent III adressa une lettre, le 29 avril 1212, transigea, en 1215, avec Joffrey, évêque de Nice, et, six ans après, acheta de Guillaume de Châteaubourg une maison à Etoile, appelée la Motte ⁵.

1236. — M....., reçut, le 10 octobre, en présence des prieurs

(1) *Repert.*, 61, 81, 328, 388. — *Invent.*

(2) La Côte-Saint-André, chef-lieu de canton; Paladru, canton de Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs; Clelles, chef-lieu de canton (Isère); Peyraud, Annonay (Ardèche); Valdrôme, canton de la Motte-Chalancon (Drôme).

(3) *Repert.*, 294.

(4) *Cartul. de Die*, 46. — *Repert.*, 386. — *Hist. de Lang.*, v. 285.

(5) *Repert.*, 386.

de Saint-Martin de Vienne et de Notre-Dame de l'Ile, l'hommage de Regordanus de Naves ¹.

1244-1253. — GUILLAUME III, au profit de qui Lambert de Turey et sa femme Béatrix se départirent de tous leurs droits sur l'hôpital de Caberac en Albigeois, fut maintenu dans ses droits de juridiction sur le prieuré de *Cavafaia*, en Poitou, par sentence du cardinal-légat Eustache, du 27 février 1253 ².

1253-1267*. — GUILLAUME IV, prieur de la Boisse, dont l'élection par le chapitre général fut confirmée, le 22 septembre 1258, par le pape Innocent IV, termina, le 18 juillet 1260, les différends qu'il avait avec le prieur d'Étoile, Ponce Matrat ³, relativement aux dîmes du lieu d'Olche, territoire dudit Étoile, et, le 19 novembre 1265, fit un accord avec le prieur de Saint-Victor, touchant les eaux et les moulins de Saunière, enfin approuva, le 26 septembre 1267, une transaction intervenue entre les prieurs d'Aymargues et du Caylard ⁴.

1268-1272*. — ANTHELME, par la grâce de Dieu, abbé de Saint-Ruf, renouvela et maintint en faveur d'Aymar d'Ali-xan, chanoine de Valence, un accensement qu'avait fait l'abbé Guillaume, et dont l'acte n'avait pu être dressé par suite de la mort de celui-ci ; puis, avec le consentement du chapitre général, établit une association de prières avec les chanoines d'Oulx ⁵.

1273*. — *Guillaume V*, acheta, courant juillet, à Bérard, bailli de Saint-Marcel, une pension de six deniers à laquelle celui-ci avait droit comme héritier de Guigues Saramand, son oncle, et qui pesait sur une terre de Saint-Ruf à Étoile ⁶.

1274*-1303. — ARTAUD, dont le gouvernement ne laisse pas de place à celui d'un Odon, que le *Gallia* et Chorier mettent sous la date 1280, accensa, le 6 janvier 1274, une maison à Jean et

(1) *Repert.*, 329.

(2) *Id.*, 84, 67.

(3) Le prieuré de Saint-Marcellin d'Étoile dépendait de l'abbaye de Saint-Chaffre.

(4) *Id.*, 75, 101, 242.

(5) *Id.*, 383. — *Cartul. d'Oulx*, 288.

(6) *Id.*, 382.

Ponce Prat, d'Étoile, fit reconnaître par Pierre Sibourg, damoiseau d'Annonay, les droits de l'abbaye sur le domaine de Pontéaz, mandement d'Albon, le 14 décembre 1284, et, les 8 octobre 1288 et 25 décembre 1301, obtint des évêques de Valence Jean et Guillaume la confirmation du droit de pasquelage dans les terres de l'évêché. Il vivait encore le 10 octobre 1303 ¹.

1305-1307. — ÉTIENNE, nous est connu par divers accensements et d'autres actes du 23 mai 1305 au 15 mai 1307 ².

1307-1308. — REGINALD ou RAYNAUD, appelé Reginald d'Albon par Chorier, rendit, en 1307, une sentence qui maintenait Aymeric Sollicer, nommé au prieuré de Molleron, diocèse de Poitiers, par le pape Clément VI, contre les prétentions du clerc Artaud, nommé par l'évêque diocésain. L'année suivante, et le 6 des ides de juin, Guillaume de Saint-Médard, prieur de Bonnevaux, en Languedoc, et Lantelme de Naves lui passèrent reconnaissance ³.

1310-1328. — ODON, qui siégeait en novembre 1310 et en juin 1328, reçut du dauphin Jean II le droit de pasquelage dans le mandement de Chabeuil, par acte du 9 mars 1215, et, le 13 février 1322, fit une transaction avec Aymeric de Naves touchant ses droits sur les châteaux de Malbosc, Naves, etc. ⁴.

1328-1358. — PIERRE III, prieur de Saint-Nazaire de Pezenas, confirmé comme abbé de Saint-Ruf par le pape Jean XXII, le 14 décembre 1328, siégeait encore le 29 septembre 1358, jour auquel il fut témoin d'une vente de terres faite par Philippe de Chambailac, archevêque de Nicosie, que Chorier met, par erreur, au nombre des abbés de Saint-Ruf ⁵.

1358-1363. — GUILLAUME VI HOSPITIS ou DE L'HÔSTE, nommé par le pape Innocent VI, le 5 novembre 1358, fut investi, le 19 janvier 1363, par Reynaud Falavel, châtelain de Chabeuil, de

(1) *Repert.*, 82, 83, 97, 383, 388.

(2) *Id.*, 283, 289, 293.

(3) *Id.*, 93, 329.

(4) *Id.*, 75, 97, 330, 384, 396.

(5) *Id.*, 389, 391, etc.

la grange de Pontgion ou de la Buzatte, sur la route de Montvendre, et dépendant du fief delphinal, laquelle il avait acquise l'année précédente de Louis de Montoison, fils de Pierre et héritier d'Artaud, son oncle ¹, ².

Tous les historiens de Saint-Ruf donnent pour successeur à Guillaume Hospitis Anglic de Grimoard de Grizac, frère du pape Urbain V, fondateur du collège de Saint-Ruf de Montpellier; mais ce personnage, qui était en 1358 prieur de Saint-Pierre de Die et d'Aymargues en 1376, n'a jamais revêtu la dignité abbatiale dans l'ordre de Saint-Ruf, dont il fut seulement un membre considérable par sa position et son influence ³.

1365-1393. — BERTRAND D'OROZE ou D'AUROUZE, abbé de Notre-Dame d'Entremont, diocèse de Genève, transféré à Saint-Ruf le 18 septembre 1365, fit, en 1371 (23 septembre), la visite du prieuré de Saint-Vallier, que le pape Urbain V avait placé dans sa dépendance en même temps que ceux de Notre-Dame des Grez et de Notre-Dame de Bonrepos, diocèse de Carpentras, par bulle du 19 mars 1364; visita le lendemain le prieuré de Saint-Félix de Valence, dont l'union à l'ordre de Saint-Ruf date du 29 novembre 1363, et, le 29 août 1383, obtint du pape Clément VII l'union du prieuré de Saint-Victor à sa mense abbatiale. C'est à ce même abbé qu'est adressée la bulle de privilèges accordée à l'ordre de Saint-Ruf par l'empereur Charles IV, en 1392, et confirmée le 12 mars de l'année suivante par Jacques de Montmaur, gouverneur du Dauphiné ⁴.

1393-1401. — GUILLAUME VII DE VERGY, ancien archevêque de Besançon, cardinal, prêtre du titre de Sainte-Cécile, prieur d'Aymargues et abbé commendataire de Saint-Ruf, étant en cette dernière qualité tenu de payer chaque année aux chanoines de son abbaye quarante florins d'or, leur abandonna en échange, par acte du 13 juin 1393, les rentes, cens, décimes

(1) Cette grange est aujourd'hui le domaine de Saint-Ruf, traversé par la route de Valence à Crest par Chabeuil.

(2) *Repert.*, 402 et suiv. — *Gall. Christ.*, 1100.

(3) *Id.*, 246, 383.

(4) *Id.*, 79, 102, 107, 392, 393, 394, 398, etc.

et arrérages que lui devaient les prieurs de Romeyer, Gresse, Volvent, les Pilles, Ordenas, Serrières, Tramolée et Peyraud ¹. C'est par erreur qu'on lui donne un Jean I pour successeur, à la date de 1400, car nous le voyons encore en 1401, étant abbé, arrenter les biens du prieuré d'Aymargues ².

1403-1410. — GUILLAUME VIII SOLERII ou DU SOLIER, prieur de Saint-Vallier, en 1366-1388, accensa, comme prieur de Saint-Victor, un petit pré à Claude Étienne, le 7 février 1403, fit d'autres accensements en 1406 et 1408, et signa, en 1410, l'inventaire des reliques des SS. Irénée, Epipode et Alexandre, en l'église Saint-Irénée de Lyon ³.

1410-1424. — JEAN I, patriarche d'Antioche, concéda, le 14 mai 1410, certains droits à Gérard de Sotulo, curé d'Étoile et donné de Saint-Ruf; obtint, le 27 janvier 1416, la confirmation des privilèges de l'abbaye par l'empereur Sigismond, et siégeait encore en 1424 ⁴.

1426-1451. — VITAL JANVIER, autorisa, en 1426, l'union du prieuré de Poissy à l'abbaye d'Entremont, dépendante de Saint-Ruf depuis le XIII^e siècle, et fit, le 8 mai 1437, avec les syndics de la commune de Valence un accord suivant lequel tous les habitants de cette ville se pourraient libérer des rentes par eux dues aux chanoines de Saint-Ruf à raison de 20 florins de capital pour un florin de rente, 10 florins pour deux sétiers de froment, et 5 florins pour un baril de vin. Une reconnaissance du 15 février nous le montre vivant encore en 1451 ⁵.

1459. — JEAN II, à qui est adressée une bulle du 20 février 1459, par laquelle le pape Pie II confirme les constitutions données à l'ordre de Saint-Ruf par le pape Urbain V, et maintient l'abbé dans le droit d'exiger les pensions qui lui étaient

(1) Gresse, canton du Monestier-de-Clermont; Tramolée, canton de Saint-Jean-de-Bournay (Isère); Romeyer, canton de Die; les Pilles, canton de Nyons (Drôme); Serrières (Ardèche).

(2) *Repert.*, 100, 247, etc.

(3) *Id.*, 372, 379. — *Gall. Christ.*

(4) *Id.*, 74, 100, 372, 380, 389.

(5) *Id.*, 101, 107, 248, 352, 353, 371, 374, 396, etc.

dues par les prieurs commendataires pour droits de *mazatis* et autres ¹.

1460-1468. — LOUIS DE POITIERS, baron de Serignan ², évêque de Valence et de Die et prieur de Saint-Ruf d'Avignon, obtint, en 1460, de l'official d'Avignon une sentence qui maintenait son droit de directe sur le château de Vedenes. A partir de l'année suivante jusqu'à sa mort, arrivée le 21 avril 1468, il eut pour vicaire-général, dans l'ordre de Saint-Ruf, Barthélemy de Rue ³.

1468-1472. — GERARD DE BASTET DE CRUSSOL, archevêque de Tours, patriarche d'Antioche, puis évêque de Valence et de Die, succéda à Louis de Poitiers, le 19 mai 1468, et mourut le 28 août 1472 ⁴.

1478-1503. — JULIEN DE LA ROVÈRE, évêque d'Ostie, cardinal de Saint-Pierre-ès-Liens, grand pénitencier de l'église romaine, légat apostolique dans les comtés de Venaissin, de Valentinois et de Diois, enfin pape, le 1^{er} novembre 1503, sous le nom de Jules II, possédait en commende l'abbaye de Saint-Ruf, dès 1478, époque à laquelle il y avait pour vicaires-généraux Jean Jousserand et Barthélemy de Rue, prieur de Saint-Martin-de-Coussaud ⁵. Tous les actes émanés de cet abbé ou de ses représentants ne l'appellent jamais que le cardinal Jullien ⁶.

1505. — AMANIEU D'ALBRET, frère de Jean, roi de Navarre, cardinal de Saint-Nicolas-a-Carcere, en 1500, administrateur

(1) *Repert.*, 65.

(2) Louis de Poitiers, fils de Louis, seigneur, et de Catherine de Giac, prévôt de Valence et abbé de Saint-Ruf, évêque de Valence et de Die, par suite de la résignation de son oncle Jean, en 1448, reçut en 1456, du dauphin Louis XI la terre de Pizançon pour le désistement de ses droits à l'héritage du dernier comte de Valentinois, se trouva aux États de Tours, en 1467, et testa le 27 avril 1468, élisant sa sépulture dans l'église des Cordeliers d'Amboise.

(3) *Repert.*, 133, 396.

(4) *Id.*, 374. — COLOMBI.

(5) Saint-Martin-de-Coussaud, commune d'Alixan, canton de Bourg-de-Péage (Drôme).

(6) *Repert.*, 73, 77, 138, 371, 396.

des évêchés de Pamiers et de Pampelune, fut, suivant quelques auteurs, Chorier et le continuateur du *Gallia* entre autres qui l'appellent Amédée de Navarre, abbé de Saint-Ruf, mais je n'en ai aucune preuve.

1511. — PIERRE IV COTEREAU, n'est connu que par l'acquisition d'une rente de 15 florins, faite le 6 juillet 1511, et par une reconnaissance sans date que lui firent quelques habitants de Crussol, Saint-Péray et Guilherand ¹, ².

1520-1550. — JEAN III D'ANCEZUNE, prévôt de la cathédrale d'Avignon et de la collégiale de l'Ile en Venaissin, prieur de Pont-Saint-Esprit et de Saint-Vallier, arrenta, par procureur, le 9 mai 1520, à Pierre Balbin, marchand, et, le 4 mars 1552, à Pierre Coste, docteur ès-droits, les biens du prieuré de Saint-Ruf d'Avignon unis à la mense abbatiale, et obtint, le 28 juillet 1550, un arrêt du parlement de Grenoble, maintenant ses droits de juridiction sur les chanoines de Saint-Ruf ³.

1556-1561. — PIERRE DE CENAME, transigea, le 5 mai 1558, avec Philippe de Bussut, sacristain de l'abbaye de Saint-Ruf, nommé au prieuré de Saint-Andéol, au sujet de ses droits sur la dépouille du précédent prieur, Maurice Fulcher ⁴.

1565-1576. — CHARLES DE GELAS DE LEBERON, neveu de Jean de Montluc, évêque de Valence, à qui il succéda, vendit au seigneur de Montmiral, le 10 mars 1565, divers cens que Saint-Ruf avait à Triors, Romans et autres lieux, et, le 19 septembre 1576, abandonna à Gaspard Rolland, son successeur dans l'abbaye de Saint-Ruf, les droit et action qu'il pouvait avoir sur Pierre Rozel, rentier du prieuré d'Aymargues, par acte signé : Charles de Leberon, *esleu* de Valence ⁵.

1576-1593*. — GASPARD ROLLAND, abbé régulier, qui eut pour vicaire-général Aimar Bergier, plus tard abbé de Saou, n'a

(1) Crussol, Guilherand et Saint-Péray (Ardèche).

(2) *Repert.*, 382, 397.

(3) *Id.*, 174, 175.

(4) *Id.*, 114, 247, etc.

(5) *Id.*, 248, 385.

laissé que des actes administratifs sans importance. Le *Gallia* lui donne pour successeur Gabriel de Castaigne, docteur en théologie, et pour lors abbé de Saou; mais je n'ai pas trouvé de traces de cet abbé dans les papiers de Saint-Ruf, dont l'examen permet au contraire de croire que le successeur immédiat de Gaspard Rolland fut le suivant ¹.

1595-1604. — GUILLAUME IX, MANUEL DE LA FAY, docteur en droit, dont l'administration est établie avec preuves depuis le 2 octobre 1595, était mort dès le 8 mai 1604, jour auquel nous voyons le chapitre général de l'ordre présidé par le vicaire-général, *sede vacante* ².

1605. — JACQUES I, MANUEL DE LA FAY, neveu du précédent, appelé « nouvel abbé » dans une transaction faite, le 7 juillet 1605, avec les habitants d'Aymargues ³, touchant la reconstruction de l'église Sainte-Croix ⁴.

1609-1671*. — GUILLAUME X, MANUEL DE LA FAY, frère du précédent, lui succéda dès le 4 décembre 1609, et mourut en 1671 ⁵.

1672-1684. — HUMBERT DE VALERNOD ⁶.

1686-1702. — EDMÉ CAMUS DE LA BATIE, prieur de Mévouillon, vicaire-général de l'ordre dès 1654 ⁷.

1703-1709. — JOACHIM DE VALERNOD, à qui Fléchier, évêque de Nîmes, écrivait en 1704 : « On ne doit pas oublier dans le » diocèse de Nîmes l'évesque de vostre maison qui l'a autrefois » sagement et utilement gouverné ⁸ ».

1711-1720. — MARCELLIN DE ROLLIN, qui obtint, le 17 novembre 1717, du pape Clément VII, l'union du prieuré de Saint-Vallier à sa mense, réserve faite des droits du titulaire, qui mou-

(1) *Repert.*, 21, 151, 157, 248. — Arch. de la Drôme, B, 732.

(2) *Id.*, 114, 280.

(3) Aymargues (Gard).

(4) *Id.*, 234.

(5) *Id.*, 123, 178. — Arch. de la Drôme, B, 271.

(6) Arch. de la Drôme, B. 325.

(7) *Id.*, B, 421.

(8) *Repert.*, 181, 182, 192, 266.

rut l'année suivante; donna, le 2 avril 1720, aux prêtres de Notre-Dame-de-la-Garde, près Avignon, la somme de 150 livres, à la charge de célébrer chaque année, à son intention, deux messes, l'une le jour de Saint-Ruf, dans l'église métropolitaine, l'autre le jour de Saint-Marcellin, partout ailleurs ¹.

1727. — ANDRÉ DE SERRE ².

1731-1754*. — PIERRE VI, LOUIS DE CHOMEL, auteur d'une histoire manuscrite de l'ordre de Saint-Ruf, conservée à la bibliothèque impériale, fonds de Fontanieu, mort le 30 avril 1754 ³.

1754*-1761*. — *Claude de Nantes*, qui fit demander par Claude Vignon, aumônier et vicaire-général de l'ordre, la levée des scellés apposés sur les effets de son prédécesseur ⁴.

1761-1774. — JACQUES II DE TARDIVON, dernier abbé, consentit à l'extinction de l'ordre et à la suppression de l'abbaye, moyennant une rente viagère de 10,000 livres et la conservation des prérogatives d'abbé. Il vivait encore en 1790.

Ajoutons que les principales dépendances de l'abbaye de Saint-Ruf en Dauphiné étaient, outre les prieurés dont il a été question dans cette notice, ceux de Martin-de-Coussaud, à Alixan, de Saint-Jacques de Montelieu, de Saint-Michel de Château-double, de l'île Marette, près Anneyron, de Saint-Ruf de Romans, etc., etc. Ses armoiries étaient : *d'azur à trois croissants d'argent posés deux et un, et une étoile d'or en cœur*.

XIV

Saint-Ruf étant le dernier monastère du diocèse de Valence dont on trouve l'histoire dans le *Gallia*, avec lui se terminera naturellement notre excursion dans le domaine de M. Hau-réau, nous réservant d'y revenir quand aura paru le diocèse

(1) *Repert.*, 142, 164, 182, 188, 196. — *Invent. de Saint-Ruf*, etc.

(2) *Invent. de Saint-Ruf*.

(3) *Repert.* — Arch. de la Drôme, B. 534.

(4) *Repert.*

de Die, trop heureux si je stimule ainsi la sage lenteur du Bénédictin d'Auteuil qui, depuis trois longues années, hélas ! nous fait attendre la continuation de sa belle œuvre, certain que je serai alors d'avoir rendu un véritable service à tous les amis des études historiques et à l'histoire elle-même. Quant à cette lettre, remplit-elle le but que je me suis proposé ? Nul n'est mieux à même de l'apprécier que vous, mon cher collègue, dont la vie toute entière se passe dans l'étude de nos annales. En tous cas, je sais parfaitement qu'il y a encore bien des lacunes à combler, et j'aspire au jour où d'autres me rectifieront et me compléteront, rien n'étant définitif, je le répète, dans ce domaine où, plus que partout ailleurs, est vraie la parole de Socrate : « Je suis savant parce que je » sais que je ne sais rien ». Par suite, rien ne m'est plus nécessaire que le concours d'autrui pour mener à bonne fin la lourde tâche que je me suis imposée. Permettez-moi donc de terminer cette lettre en faisant appel à l'obligeance de tous les amateurs et chercheurs dauphinois, à celle des membres de la Société d'Archéologie, nos collègues, et particulièrement à la vôtre, mon ami.

Crest, 1^{er} décembre 1869.

J. BRUN-DURAND.



ÉTYMOLOGIES DES NOMS DE LIEU

DU DÉPARTEMENT DE LA DRÔME.

(SUITE. — Voir *Bulletin*, N.^{os} 9, 12, 13, 14 et 15.)

§ III.

Noms empruntés à l'idée générale
de cours d'eau, ruisseau.

L'AIGUES ou EYGUES, affluent du Rhône, doit son nom à un radical qu'on retrouve dans *aqua*, eau, fontaine, en l., *aga*, en b. l., *agua*, en esp. et en port., *aigue*, en prov., *aigain* et *oich*, en irl., *aigean* et *uisge*, en éc., *agen*, en br.; *ach* et *aig*, en k., *aughas*, chose liquide, en s. c. t., *aghal* ou *eghel*, réunion d'eaux, en hébr.¹ De cette racine dérivent : *aiguière*, *aigualier*, fontainier, porteur d'eau; *Aigala*, cours d'eau qui arrose Alixan; la terre des *Aigalades*, près de Marseille (*aquæ latæ*, eaux répandues); *Eygelayes*, près de Séderon, qui appartenait, dans le XVIII^e siècle, aux la Tour-Gouvernet; *Eygaliens*, près du Buis, où coulent de nombreux ruisseaux, appelé *Aguilerium*, de *Ayguelariis*, en 1317; ce fief appartenait, en 1766, aux Ventaillac; *Eyguières* (Bouches-du-Rhône), *Aqueria* et *Aquaria*.

Aix, près de Die, ancienne baronnie qui a appartenu aux d'Isoard et aux Artaud (XIII^e et XIV^e s.), aux la Tour-Gouvernet (XVI^e s.), et aux de Veynes (1789); appelé *de Aquis*, en 1189 et 1279; *Aïs*, en 1178 et 1214; *Ays*, en 1224, 1256 et 1332;

(1) B.^{on} DE BELLOGUET, t. I, p. 226 et 250; — GESNIUS, p. 12; — HOUZÉ, p. 83.

de *Aysio*, en 1226, en 1300 et en 1322¹. Il y a, dans cette commune, une source salée près de laquelle on a trouvé un petit autel consacré à *Bormano* et à *Borma*, divinités gauloises considérées comme le génie de plusieurs sources thermales, dont quelques-unes portent encore le nom de *Bourbon* ou *Bourbonne* ². Beaucoup de villages situés près d'une source minérale s'appelaient *Aquæ*; c'était aussi le nom d'*Aix* (Provence), et d'*Aix-les-Bains*. Il y a eu dans ce mot, probablement sous l'influence du radical celtique *aig*, addition de voyelle ou épenthèse, comme dans *Dieppe*, pour *Deppa*; *aigu*, pour *acutus*; *aimer*, pour *amare*; *aile*, pour *ala*, et la dernière syllabe d'*aquæ* s'est usée peu à peu, comme dans beaucoup d'autres mots analogues. Pour l'*Auron* ou l'*Oron*, voir le § II, v.º, *Valloire*.

La partie méridionale de la ville de Montélimar porte le nom d'*Aigu*; il a la même origine que celui d'une église dont il ne reste plus de vestige depuis longtemps. Elle était au midi du Roubion, près du pont et de la route de Marseille; on a trouvé dans ce quartier beaucoup d'ossements humains, des médailles et des antiquités romaines, et quelques inscriptions gravées sur des pierres employées à la construction des maisons du faubourg Saint-James. Cet édifice est appelé *Prioratus de Ayguno*, dans un acte suspect de 1161, et *Ecclesia Beatæ Mariæ de Ayguno*, dans des titres de 1262, 1340 et 1363 ³. En 1449, ce prieuré fut annexé à la collégiale, et les bâtiments qui le composaient furent détruits par les protestants ⁴. La porte de la ville qui y conduisait est désignée dans les anciens documents sous les noms de *porta Ayguni*, *Accusiorum* et *Acutiorum*. M. Mésengère (*Statistique*, p. 354) ne laisse pas échapper l'occasion de rattacher l'église de

(1) VALBONNAYS, t. II, p. 19, 64, 103; — l'abbé CHEVALIER, *Chartularium Diensis*, p. 5, 9, 69.

(2) D.^r LONG, *Recherches sur les antiquités romaines du pays des Vocontiens*, p. 108; — GREPPO, *Eaux thermales de la Gaule*, p. 25; — DE BELLOGUET, t. I, p. 233.

(3) L'abbé CHEVALIER, *Chartularium civitatis Montilii Ademarii*, p. 18 et 36.

(4) L'abbé VINCENT, *Notice historique sur Montélimar*, p. 6 et 43.

N.-D. d'Aygu à un oratoire païen, élevé par les Romains « à *Icarus* ou *Aigarus* (le Bouvier), qu'on invoquait contre les eaux dévastatrices, » mais dont jamais personne n'a entendu parler.

Il me paraît beaucoup plus naturel de voir dans le nom de l'église d'Aigu, dont la fondation remonte peut-être au IX^e ou au X^e siècle, un souvenir de la *mansio* appelée ACUNUM par Peutinger et la table théodosienne; *Acuno*, par Antonin; *Acusio* et *Acusium*, dans l'Itinéraire de Bordeaux, et qui ne peut pas être *Ancone*, petit village situé sur les bords du Rhône, dans des terrains souvent inondés et impropres à l'établissement d'une bonne route (v. *Ancone*, § V). C'est à Montélimar, d'ailleurs, qu'on a trouvé la colonne milliaire transportée plus tard du jardin des Recollets (le collège) dans celui de la préfecture de Valence (*Statistique*, p. 622); l'addition d'une voyelle a changé *Acunum* en *Aygunum*, comme *aqua* en *aigue*.

ACUNUM dut être abandonné peu à peu, lorsque, dans les premiers temps du moyen âge, les Adhémar ou leurs prédécesseurs se fortifièrent sur la hauteur, et donnèrent leur nom à une nouvelle ville dans l'enceinte de laquelle on n'a pas trouvé de débris romains autres que la colonne milliaire. La *mansio* était sur l'emplacement de N.-D. d'Aigu, un peu en amont du confluent du Roubion et du Jabron, ce qui permettait de passer séparément et avec plus de facilité ces deux torrents, dont les eaux n'étaient pas encore réunies. Le nom d'ACUNUM est peut-être synonyme de celui de *la Rivière*, commun à un si grand nombre de localités; voir *Jabron*. Il aurait été alors emprunté à la même racine qu'*Aigues*, suivie d'une finale indiquant souvent un diminutif ou une forme adjective, et qui servait aussi à latiniser ou à gréciser les mots gaulois, finale qui a disparu dans le nom plus moderne d'*Aigu*. J'avoue que cette traduction est un peu hypothétique, mais elle me semble préférable à celle de M. Diefenbach, qui assimile *Acunum* à *Aganum* ou *Acanum* en valais; ce nom veut dire, en c., pierre, rocher¹, ce qui

(1) DIEFENBACH, p. 218; — DE BELLOQUET, t. I, p. 139; — ZEUSS, p. 38; — *Revue archéologique*, septembre 1869, p. 188.

est inapplicable à *Acunum*, près duquel il n'existe ni rocher, ni trace de monuments dits celtiques.

ARCHIANE, près de Châtillon, ancien fief des évêques de Die, *Archiana*, en 1293, doit son nom à deux sources très-abondantes qui sortent des anfractuosités de la montagne du Glandas, et alimentent la Drome pendant l'été. *Archiane* reproduit assez fidèlement la forme bretonne *ar'chan* ou *archan*, le canal ou les fontaines (*ar*, le, la, les), dont on retrouve le radical dans *kanal* et *c'hanal*, canal, chenal, cours d'eau, en br., *caineal*, en irl., *kanal*, en all. et en rus., *khami*, en s. c. t.; de *khan*, creuser (*χαυνειν* en gr.)¹. ARCHIANE est donc synonyme des noms hybrides *Arfons* et *Arfont*, la fontaine, et de celui d'*Archen*, que M. Chotin² traduit par les eaux, les ruisseaux. L'i a été introduit dans *Archiane* comme dans *chien* pour *canem* (de *canis*). V. le § I, v.^o *Arnayon*.

Le Plan-de-Baix, au nord de Crest, est un ancien fief des Poitiers, qui appartenait, au XVI^e s., aux Bertrand, du Royannais, dans le XVII^e, aux d'Arbalestier, et dans le XVIII^e, aux Baudet de Beauregard et aux Montrond, aujourd'hui représentés par MM. de Sièyes et Flour de Saint-Genis. Les anciennes formes étaient *Bais*, en 1169, 1178, 1191, 1222 et 1244³, *Baix* aux Montagnes (1374), et *Bays-le-Rebost* (1481), peut-être de *repositus*, caché, retiré. Ce nom est le même que celui du moulin de BAIX, entre Montélimar et Grignan, et celui de *Baix* (Ardèche), *Bais*, en 1197 et 1237, *Bays*, en 1227, *Apud Basium*, en 1219⁴. Ce dernier bourg est appelé *Bannium* dans un acte suspect ou faux de 1201⁵, et *Castrum Bani* dans un acte de 1519; on trouve quelquefois aussi la même forme pour le nom du Plan-de-Baix, mais le savant auteur de l'*Histoire du Vivarais*, M. l'abbé Rouchier, à l'obligeance duquel je dois divers rensei-

(1) EDWARDS, p. 212; — BELLOT, *Sanscrit derivations*, p. 24.

(2) *Étymologies des noms de lieu du Brabant*, p. 52.

(3) L'abbé CHEVALIER, *Chartularium de Leoncello*, passim.

(4) Idem, *Chartularium Sancti Theofredi*, p. 41, 42; — *Bulletin archéologique*, 1868, p. 73.

(5) Idem, *Chartularium Montilii Adhemarii*, p. 24.

gnements, pense que les formes *Banum* et *Banium* résultent d'une mauvaise lecture des anciens actes, reproduite indéfiniment, comme beaucoup d'erreurs, et qu'il doit y avoir *Bacium* ou *Bavium*. Je le pense aussi et je ne crois pas que ces noms altérés aient pu être changés en *Baix*, tandis que *Bacium* et *Basium* représentent assez bien le *bach* allemand. Quant à l'ancienne forme *Baix-sur-Baix*, elle était due à ce que le village était dominé par un château-fort qui portait le même nom ¹.

Plan de Baix signifie plateau de la rivière, c'est-à-dire de la Gervanne, qui coule au pied d'une haute falaise taillée à pic, et *Baix*, baigné par le Rhône, est synonyme du nom si commun de la Rivière. D'après M. Gatschet ², *Baie*, *Baye*, *Baia*, *Baix*, *Biez*, noms fréquents dans la Suisse allemande, correspondent au *bach* (ruisseau, autrefois rivière) germanique, et ont la même racine que *païas*, lac, baie, amas d'eau, en s. c. t., *baia* et *baya*, en b. l., *baï*, en b. q., *bahia*, rivière, en esp., *Baïae*, nom d'une ville de Campanie, qui signifie aussi bains, eaux thermales, en l. *Roubaix* (*Rosbacum*), ruisseau des roseaux, représente le *Rosbach* allemand et le *Roosbeek* hollandais, et *Marbaix*, ruisseau des marais, est identique à *Marbach* et *Marbeke* ³. Voir Buesch.

Bach appartient à la même série que *beek*, en holl., *baek*, en dan. et en suéd., *bekr*, en sc., *becc*, en ang. s., *bec*, en anc. normand et peut-être en celtique, *beck*, en anc. ang., *bak*, en pers., *πηγη*, en gr.; *bek* renferme, en ar. et en héb., l'idée de couler ⁴; *becque*, canal de décharge, dans le nord de la France; on retrouve *bec* dans *Bec-Hellouin*, *Bec-Thomas*, etc., en Normandie; dans MAUBEC, nom commun à cinq villages, dont l'un, situé près de Vienne, avait donné son nom à une illustre maison éteinte

(1) Albert du Boys, *Album du Vivarais*, p. 168.

(2) *Orts-etymologische Forschungen*, p. 84; — L. DE BOCHAT, *Mémoires critiques sur la Suisse*, t. III, p. 194, traduit aussi par cours d'eau le nom de deux torrents appelés *Baye*, qui coulent près de Lausanne; — BURNOUF, *Dictionnaire sanscrit*, p. 388.

(3) E. MANNIER, *Études étymologiques*, etc., p. 89.

(4) MEIDINGER, *Dictionnaire*, etc., p. 220.

aujourd'hui. *Maubec* (Vaucluse) est appelé *Malus Becus* en latin, et *Maubec* (Basses-Pyrénées), *Malbec* et *Malbeg*. MAUBEC est un quartier situé au nord de Chanos-Curson; en 1836, on a fondé, près de Montélimar, un vaste couvent de Trappistines dans un lieu appelé MAUBEC, près d'un petit torrent qui déborde et charrie des cailloux à la suite des orages. Ce nom et celui de *Maubac* doivent être traduits par mauvais ruisseau. La fontaine de *Saint-Bacq* (*Sanctus Bacchus*), près de Suze-la-Rousse, doit son nom au même radical, ainsi que les quartiers appelés *Bégou*, situés, en général, dans des lieux coupés de ruisseaux.

BÉCONNÉ, sur les bords du Lez, près de Taulignan, se nommait *Becone*, en 1201, *Becona*, en 1284; ce fief a donné son nom à une des nombreuses branches de la maison de Vesc, tombée en quenouille il y a environ un demi-siècle dans la famille de Revel du Perron. BECONNÉ, qui appartenait aux Vesc dans le XII^e siècle, était encore leur propriété en 1789, mais pendant ce long intervalle il avait passé entre les mains des Montauban (1332), des Poitiers et des Alleman (1445), pour revenir aux de Vesc en 1478¹. *Beconne*, *Bécon*, le *Bégou*, le *Becquet*, etc., sont des diminutifs du radical *bec*, peut-être aussi une altération de *berg*, montagne, en al.

Le nom de la BERRE est commun à deux cours d'eau; l'un passe près de Pierrelatte et l'autre près de Narbonne; on peut citer encore le vaste *étang de Berre*. Ce mot, fréquemment employé dans la composition des noms des torrents des Pyrénées, tels que *Béranguet*, *Berdanchon*, *Berdoutan*, *Bérecame*, *Bérème*, a dû être un substantif. On peut le rapprocher du sanscrit *var*, *vari*, eau, rivière; *varunas*, océan; *varida*, nuage (litt. donneur d'eau); du zend *vairi*, eau, rivière (*feor* et *feoran* en irl.). Le *Var* et le *Varana* sont deux rivières de l'Inde². On peut citer encore le *Vars* ou *Vers* de la Provence, le *Vara* de la

(1) M. LACROIX, *L'arrondissement de Montélimar*, t. I, p. 279, donne des détails très-complets sur les seigneurs de *Bécone* ou *Béconne*.

(2) EICHOFF, *Parallèle des langues de l'Europe et de l'Inde*, p. 327; — PICTET, *Origines*, t. I, p. 144.

Calédonie, le *Varusa* de la Cisalpine, le *Veronius*, affluent de la Garonne, la *Vareize*, près de Vienne, *Varisia* en 938¹, et la *Véoure* ou *Vioure*, qui arrose les murs et quelquefois les maisons de Chabeuil. Les permutations des lettres *b*, *f*, *v* sont fréquentes lorsqu'un mot passe d'une langue dans l'autre.

On place sur les bords de la *Berre* la *mutatio* ou relai appelée *Novemcraris* dans les Itinéraires. M. Vallentin a émis le premier une idée que je crois très-juste : il pense que *Craris* est le résultat d'une erreur de lecture ou de copie et qu'il devait y avoir *Baris*. La *mutatio* de *Novembaris* aurait alors emprunté son nom à celui de la *Berre* ou *Barre*, comme celle de *Lectoce*, au *Lez* ; les changements de l'*a* en *e* sont communs, comme dans *pater*, *père*, *mater*, *mère*. Quant à la traduction de *novem*, j'avoue mon embarras, à moins que ce soit une altération de *novio*, comme dans *Noviodunum* et *Noviomagus*, nouveau village ; ce serait alors une allusion à un nouveau lit de la *Berre*, formé à la suite d'une inondation.

BONDONNEAU, près de Montélimar, où les Romains avaient un établissement thermal important dont on a trouvé de nombreux débris, ainsi que des tuyaux en plomb, des restes de mosaïques, des médailles, des statuettes et des objets en argent, dont l'un, qui est une anse de vase, a été payé, dit-on, 4,000 francs, et se trouve au musée du Louvre², veut dire eau qui bouillonne ou *bondonne*, en anc. prov. et en v. franç. Cette source doit son nom aux bulles d'air qu'elle dégage.

La **BOURNE**, affluent de l'Isère, *Borna* en 1107 et 1174, est encore un substantif devenu nom propre. Il est emprunté à la même racine que *born*, *burne*, *brunne*, fontaine, ruisseau en t., *born*, *bourn*, *burn*, en ang. s., *born*, en all. et en holl. ; *Bournac*, *Bornacum*, Saint-Jean de Bournay (*Sanctus Johannes Bornini*), sur un cours d'eau qui fait mouvoir des moulins ; **BORNE**, près de Glandage, *Borna*, dans les XII^e et XIII^e s., sur les bords

(1) L'abbé CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, p. 73.

(2) M. LACROIX, *L'arrondissement de Montélimar*, t. I, p. 86, donne des détails pleins d'intérêt sur les antiquités trouvées à Bondonneau.

d'un ruisseau; la *Borne*, un des premiers affluents que reçoit la Loire, ont la même étymologie. *Lang* ou *Long-Bourne* est un ruisseau qui traversait autrefois une partie de Londres à ciel ouvert, et qui coule aujourd'hui dans un canal après avoir laissé son nom à un quartier de la ville. Un *bourneau*, *bornellus*, en b. l., est un conduit destiné à renfermer l'eau d'une fontaine : voir *Jabron*.

Le BUESCH de Lus prend sa source dans le canton de Châtillon et se jette dans la Durance. Ce nom veut dire torrent, dans l'ancien idiôme alpin (*bouel* et *bouet* en pyrénéen, *buat* et *buais* en anc. normand). Les noms analogues sont ceux du *Bez*, affluent de la Drome, et du diminutif *BESSET* (ruisseau), empruntés à la même racine que *bessa*, *bessale*, ruisseau, en b. l., *besse*, en v. fr., etc. Voir *Baix*. Citons encore *buée*, amphore; *buer*, laver, lessiver; *beuchen*, en all., *peuchen*, en t., etc. Pour *Dive*, voir § 5, v.° *Divajeu*, et pour DARENTIACA, v. *Saillans*, § III.

La DROME, *Droma* en 1203 (*Cart. de Die*, p. 42), est appelée *Druna* dans Ausone (*Éloge de la Moselle*), seul auteur latin qui ait mentionné cette rivière. Cette forme me paraît être le résultat d'une erreur de copie. M. Quicherat semble avoir la même opinion, puisque dans son *Vocabulaire géographique*, p. 53, il adopte la forme latine *Druma*, en citant Ausone. On trouve en Normandie un autre cours d'eau appelé la *Drome*. L'idée que renferme ce nom est celle d'une course rapide, *δρομας* en gr., d'où *καμηλος δρομας*, chameau coureur, ou dromadaire, *δρομων*, vaisseau de course, etc. Le quartier de DROMETTE, près de Montélimar, est traversé par un torrent. Tous ces mots se rattachent au s. c. t. *dram*, *drava* et *dru*, courir, couler, se mouvoir, qui ont formé *dravanti*, rivière, torrent, et les noms de la *Drave*, du *Drac*, *Dravus*, en latin¹, et peut-être celui de la *Durance* (*Druentia*, en l.), la coureuse, la rapide (*Druanti*, en s. c. t.).

Notons en passant un néologisme qui pourrait bien « aux

(1) BURNOUF, *Dictionnaire sanscrit*, p. 334; — PICTET, *Origines*, t. I, p. 143.

» Saumaises futurs préparer des tortures », c'est celui de DROME, pour orage, dû aux prédictions atmosphériques et aux almanachs de Mathieu de la Drome. Pour *Eurre* ou *Urre*, voir le § IV, et pour *Eygelayes*, v. *Aigues*.

L'ESTAGNOL, près de Baume-de-Transit, où se trouvaient autrefois de nombreux étangs, et *Lens-Lestanc* n'ont pas besoin d'explication. Du latin *fons*, fontaine, dérivent : FONTGRAND, Fontbonne, Fondeville, *fontis villa*, maison de la fontaine, fief situé près d'Anneyron qui appartenait, dans le XVII^e s., aux Brunier de Larnage, et dans le XVIII^e, aux princes de Rohan-Soubise, comtes d'Albon; c'est aujourd'hui la propriété de M. Gagnière.

FONTAGER (*fontis ager*, domaine de la fontaine). Ce fief, qui est près de Saint-Vallier, d'après M. l'abbé Vincent, appartenait en 1339 à Lancelot de Briord; il passa plus tard aux de Gruel et aux Châtelard; le château appartient aujourd'hui à M. le baron de Croze. Le mot *font* était autrefois féminin, comme le prouvent les noms de *Fonfrède*, *Lafont*, etc. Pour *Galaure*, voir le § II, v.^o *Valloire*.

Le nom de la GERVANNE, affluent de la Drome, qui brise ses eaux contre des rochers, et coule dans un étroit vallon profondément encaissé, qu'on appelle les Gorges d'Omblèze, veut dire rivière des rochers. On retrouve la première partie du mot *guer*, *guuer*, ruisseau, cours d'eau, en corn., *gouer* et *goez*, en br. (Zeuss, p. 1119), et dans les noms du *Gers*, de la *Gère*, (*Jaira*, dans le X^e s.), qui se jette dans le Rhône, à Vienne; de la *Gérène* ou *Gérine*, en Suisse; de *Gières*, près de Grenoble, *Geria*, en latin, sur le bord d'un torrent; du *Guiers-Vif* (Isère), qui ne tarit jamais; du *Guiers-Mort*, qui est souvent à sec pendant l'été; du village appelé *Entre-deux-Guiers*; quant à *van* et *ven*, ils veulent dire en c. montagne, rocher, v. le § I, v.^o *ben*. Je ne sais si l'on peut traduire de la même manière le nom du quartier appelé GERVANS, entre Hostun et la Motte, et celui du village de GERVANS, canton de Tain, près d'un petit torrent qui descend de la montagne, dont le nom était *Gervanciacum*, en 909 (M. Giraud, *Preuves*, t. I, p. 132), *Girvant*, en 1323, *Girvandum*, en 1470, et qui appartenait dans le siècle dernier aux Saint-Vallier. Pour *ac*, v. § I, v.^o *Aleyrac*.

GUISANS, près de Bourdeaux, sur les bords du Roubion, *Guzanz* en 1168 et en 1198 (*Cart. de Die*, p. 28 et 86), qui appartenait aux Chabrilan en 1760; *Guisanne*, rivière des Hautes-Alpes, *Aguisiana* dans le VIII^e s.; s'ils ne sont pas, comme le nom du *Jabron*, les débris d'une forme plus ancienne, ont la même racine que *guis*, couler, en irl., *uisge*, eau, rivière, en éc., *visa*, en s. c. t. (*Belloquet*, t. I, p. 226). Pour *Hauterives*, v. *Riaille*.

Isara est le nom latin de l'*Oise* et de l'*ISÈRE*; cette dernière rivière est appelée *Isera* par Grégoire de Tours. Les noms analogues sont : l'*Isar* ou *Iser*, en Bavière; l'*Yseron*, près de Lyon; l'*Yser*, dans le département du Nord; l'*Ysser*, en Algérie; l'*Yssche*, dans le Brabant; le *Lison* (pour l'*Ison*, v. § IV, v.^o *Loriot*), affluent du Doubs; l'*Yssel*, en Hollande (les finales *on* et *el* indiquent des diminutifs), etc. Ces mots sont empruntés à un radical sanscrit, *visa*, eau, rivière (d'où *avisa*, océan; Burnouf, p. 58 et 606), qu'on retrouve dans *is*, *iche*, *isc*, en celtotudesque¹, *wis*, en hongrois, *isge*, en irl., *uisge*, en éc. et en irl. (d'où le nom moderne de l'*Oise*), etc. Quant à la seconde partie du mot *Isara*, elle est empruntée, comme dans les suivants : *Visera*, la *Vezère*, affluent de la Dordogne, la *Vizeraa*, en Suède, au mot sanscrit *ara*, rapide (*dra* et *ir*, aller, se mouvoir, *ire*, en l., *drani*, tourbillon, etc. Burnouf, p. 46); on le retrouve, probablement sous la forme réduplicative indiquant le superlatif, dans les noms de beaucoup de rivières ou de torrents de la Suisse et de l'Allemagne appelés *Aar*, et dans l'*Aron*; l'*Arron*, l'*Arun*, l'*Arroux*, l'*Aruin*, l'*Araxe*, et dans ceux d'un grand nombre de torrents des pays pyrénéens, dans lesquels *arrecq* a le sens de torrent. *Isère* veut donc dire eau courante; c'est l'expression *cours d'eau* renversée.

M. Jacobs² pense que les noms d'*Arar* et de *Sauconna* (la Saône) étaient deux appellations contemporaines et synonymes,

(1) CROTIN, *Brabant*, p. XI et 177; — DE BELLOQUET, t. I, p. 226; — TAYLOR, p. 202 et 217; — FORSTEMANN, p. 32.

(2) *Fleuves et rivières de la Gaule*, p. 5.

données à deux parties différentes de la même rivière par deux tribus voisines ; la forme *Arar* conviendrait très-bien à la partie supérieure de son cours, qui se rapproche de la Suisse, où il y a tant d'*Aar*. Les noms de village *Izeau*, *Izel*, *Izeron*, *Izon*, *Ison* paraissent synonymes de celui de la *Rivière*. *Izon*, près de Séderon, qui appartenait, dans le XVIII^e siècle, aux de Vaulserre des Adrets, est appelé *de Yzone* en 1317, et *de Yzono* en 1467.

Deux cours d'eau nommés JABRON arrosent le département ; l'un se jette dans le Roubion, et l'autre, qui prend sa source dans le canton de Séderon, se perd dans la Durance, près de Sisteron. Ce dernier est désigné ainsi dans un acte de 1264¹ : *Ad pontem Aquæ Brunæ, vel vulgariter Agabronis* ; quant au premier, il est appelé, en 1404, *Riperia Jabronis*. Un philologue aussi complaisant qu'érudit, M. le commandant Mowat, auquel je dois beaucoup de notes et d'idées qui m'ont été très-utiles pour l'*Étymologie des noms de la Drome*, a bien voulu m'adresser, en 1866, une lettre, insérée dans la *Revue archéologique*, de laquelle j'extrais ce qui suit : « La forme primitive *Agabron* s'est contractée en *Abron* (qui est aussi le nom d'une rivière de la Nièvre), d'après la règle de la chute de la gutturale entre deux voyelles. D'autre part, *Agabron* a donné lieu à une autre forme secondaire, par l'aphérèse de l'*a* initial ; il reste *Gabron*, qui s'est à son tour affaibli en JABRON, suivant les procédés habituels. Voilà comment on peut s'expliquer que les deux formes *Abron* et *Jabron* ne découlent pas l'une de l'autre, mais dérivent chacune indépendamment d'une forme plus ancienne et plus complète, *Agabron*, donnée par un texte authentique, et laissant clairement entrevoir sa signification, sans qu'il faille recourir au radical *avr* ou *abr*, etc. *Abron* et JABRON constituent un véritable doublet. »

On peut citer beaucoup d'autres exemples d'aphérèses, notamment : la *Guisanne*, affluent de la Durance, *Aguisiana* et *Aquisiana*, dans le VIII^e siècle ; *Gusargues* (Hérault), *Aguzanica*, dans le XII^e siècle ; *Bollène*, *Abolena*, etc. Il ne me

(1) M. DE LAPLANE, *Histoire de Sisteron*, t. II, p. 330.

paraît pas possible de traduire *Aqua Bruna* et *Agabron* (Jabron) par eau ou rivière *brune*, trouble, car l'eau de ce torrent est claire, sauf à la suite des pluies abondantes ou des orages. *Bron* et *brun* ont plutôt la signification de cours d'eau; *brunnen*, en al., *brunn*, en t., en ang. s. et en suéd., *bourn*, en ang. (v. *Bourne*), avaient primitivement le sens de torrent, eau courante; ils ont pris plus tard celui de source, fontaine¹. Dans de très-anciens documents, insérés dans les *Acta Sanctorum*, *brumum* veut dire rivière, et on croit que chez les Gaulois *bronn* correspondait au *brunn* germanique. L'expression *Aqua Bruna* formerait donc un pléonasme; elle est synonyme de celle d'*Aqua Rubio*, donnée au Roubion en 957. J'ai déjà traduit *Acunum* par la *Rivière*, et cette *mansio* était sur la rive gauche du JABRON, dont la première moitié du nom était *Aqua*, cours d'eau, rivière. *Bron* a la même racine que *Rhône*; les exemples analogues de prothèse sont : *tante*, autrefois *ante*, *amita*, en l.; *cane*, autrefois *ane*, d'*anas*, canard; *nombril*, autrefois *umbril*, d'*umbilicus*, etc.

LÈNE est un cours d'eau qui prend sa source non loin de Condillac, et se jette dans le Rhône près du village appelé aussi LÈNE (*Lena*, dans un acte suspect ou faux de 1099, *Cartulaire de Montélimar*, p. 14, *Lène* en 1355, *Lena* en 1445, *Layne* en 1521), qui a longtemps appartenu aux Poitiers. Des lettres patentes de 1400 disent que le château de Layne venait d'être détruit par Roger Raymond de Turenne, et M. Delacroix (*Statistique*, p. 520) raconte sur ce château des choses complètement romanesques. Le nom de *Lène*, comme le mot *lône* ou *losne*, bras de rivière, a la même racine que *len*, étang, cours d'eau, en br., *llyn*, en k., *ληνος*, en gr.; plusieurs rivières d'Allemagne s'appellent *Leine* et *Lahn*²; voir *Lionne*.

Le LEZ, qui coule près de Grignan, a son homonyme dans le

(1) SCHÖEBEL, *Analogies constitutives de la langue allemande*, p. 13. — Dans le Var, il y a encore un *Jabron*, qui coule près de Comps.

(2) Pour plus de détails, voir : DE COSTON, *Origine des noms*, p. 83 et 203; — *Études étymologiques*, p. 17.

département de l'Hérault; on trouve aussi dans les Pyrénées le *Lech*, le *Léech*, la *Lesch*, le *Leck*, la *Lys*, etc. Forstemann¹ cite comme ayant le sens de cours d'eau, en t., *leich*, *leck*, *lek*, *laika*, *like*, et il les rapproche d'une série de noms rappelant l'idée d'eau ou de lac, tels que *Louech*, *Loch*, *Luchon*, etc.; v. § V, v.° *Luc*.

La LIONNE, qui arrose le Royannais, est appelée *Liona* en 1174 (*Cart. de Léoncel*, p. 24). Ce nom paraît avoir eu primitivement la signification de cours d'eau et appartenir à la même série que ceux des deux rivières appelées *Lyon*, dans le Perth et dans l'Inverness; que le *Loin*, dans le Banff; la *Lîne*, dans le Cumberland (Taylor, p. 215); la *Leine*, en Hanovre; la *Ligne*, en Anjou; la *Lègne*, en Champagne; la *Lène*, dans l'Hérault; la *Liane*, dans le Pas-de-Calais; de même que la *Lène* (Drome), ces affluents devraient leur nom au même radical que les mots de *lyn* et *lyan*, que L. de Bochat² cite comme ayant le sens de cours d'eau en néo-celtique.

L'abbaye de LÉONCEL, bâtie près d'une des deux sources de la LIONNE, a été peuplée, en 1137, par une colonie de religieux venus de Bonnevaux³. LÉONCEL est appelé *Abbatia Fontis Lionne* en 1154; *Fontis Lione* en 1171; *Fontis Leone* en 1150; *Fontis Leonne* en 1163; et plus tard *Leoncellum*, *Lioncellum*, *Liuncellum*, *Lyoncellum*⁴, c'est-à-dire abbaye ou couvent de la Lionne (*cellum* pour *cella*). La famille de Lionne, anoblie en 1580, éteinte en 1731⁵, et arrivée si rapidement à la fortune et aux honneurs, était originaire de Saint-André-en-Royans, situé à quelques kilomètres de la Lionne. On montrait encore, il y a une cinquantaine d'années, l'humble maison qui servit de

(1) *Die Deutschen Ortsnamen*, p. 34; — MORRIS, *The etymology of local names*, p. 42.

(2) *Mémoires critiques sur la Suisse*, t. III, p. 463 et 475.

(3) L'abbé NADAL, *Histoire hagiologique du diocèse de Valence*, p. 577.

(4) L'abbé CHEVALIER, *Chartularium de Leoncello*, passim.

(5) A. ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*, t. II, p. 84 et 86. Un officier d'artillerie porte cependant le titre et le nom de comte de *Lyonne*.

berceau à cette famille puissante¹, dont le nom est analogue à ceux de *Deloire* ou de *Loire*, de *Seine*, *Degironde*, etc. Pour *Lus*, v. le § V; pour *MAUBEC*, v. *Bec*, et pour *Miscon*, v. le § V.

L'OUVÈZE, qui passe au Buis, rappelle le patois suisse *owa*, *auwa*, ruisseau et quelquefois marais, et le néo-celtique *avon*, *aven*, *aouen*, rivière (*ave*, *awe*, *ève*, *earwe*, *eanwe*, eau, ruisseau, dans les langues romanes, racines du mot *évier*²).

Les noms du RHÔNE et du *Rhin*, comme ceux de la *Saône* et de la *Seine* (*Saucona* et *Sequana*), ne diffèrent que par une variante dans la prononciation. Ils rappellent l'idée de marche, de mouvement, de course; les rivières, dit Pascal, sont des chemins qui marchent. On peut citer beaucoup de noms analogues ou identiques, notamment la *Roanne*, qui se jette dans la Drome près de Saillans; le *Rouanel*, qui coule près de Ville-neuve-de-Berg; le *Rhône* et le *Rounel*, dans l'Hérault; le *Rhône*, dans Eure-et-Loir (*Rodna* et *Rona* dans le XI^e s.); le *Rhins*, près de Roanne; le Petit-*Rhône*, dans la Meurthe; la *Ronne*, dans le Hainaut³; le *Roannai*, en Belgique; la *Daronne* (Ardèche), et la *Garonne*, dont le radical est peut-être combiné avec l'article breton *ar*, le et la, altéré par le temps, comme le *bron* de *Jabron*, etc.

Tous ces noms font partie de la même famille que *rinnen* et *rennen*, courir, couler, en al. et en hol.; *rinnan*, en t.; *run*, en ang.; *ronnen*, en bas-saxon; *ρεενν*, en gr.; *ruens*, courant, en l.; *rinne*, ruisseau, canal, en al. et ang. s.; *runs*, en t.; *ryn*, en hol.; *renna*, en sc.; du sanscrit *rt*, aller, couler, d'où : *rinās*, fluide, etc.⁴. Le latin *Rhodanus*, *Rhodan* ou *Rodan*, en c., est une variante représentant exactement le sanscrit *ródana*, cours d'eau, de *rud*, couler. Cette forme est plus ancienne et

(1) L'abbé CLERC-JACQUIER, *Esquisses historiques sur Saint-André-en-Royans*, p. 22.

(2) GATSCHET, p. 61; — TAYLOR, p. 197.

(3) CHOTIN, *Brabant*, p. 12; — TAYLOR, p. 206.

(4) EICHHOFF, p. 355; — MEIDINGER, p. 317; — BURNOUF, p. 540 et 546; — OBRY, *Du berceau de l'espèce humaine*, p. 125; — PICTET, t. I, p. 145; — EDWARDS, p. 412.

moins usée que celle de RHÔNE, dans laquelle l'accent tonique qui est sur la lettre *o*, comme en sanscrit, indique une contraction. On la retrouve dans le *Rhodaune*, qui coule à l'est de Dantzig : c'est l'*Eridanus* (pour *ar rodan*, le fleuve) qui, d'après Hérodote, se déchargeait dans la mer du Nord; le *Rhotamus*, ancien nom du Tavignano (Corse); le *Rhodius* de la Troade, etc.; dans *rhedu*, couler, courir, en gal.; *redi*, en br.; *roid*, en éc. et en irl.; *rudh* et *roud*, rivière, en zend et en pers., etc.

RIAILE, *Ribeyre*, *Rieux*, *Rieusec*, les *Ribaux*, les *Rivoux*, les *Rivoires* (ce dernier nom peut dériver aussi de *rovoria* ou *robوريا*, bois de chênes, ou de *roures*, *robur*, en l.); RIMON, près de Saillans, qui appartenait aux Grammont, *Rimont* en 1231¹, synonyme de *Rumont*, ruisseau de la montagne (*rivus montis* ou *rivi mons*); (V. *Rimandoule*, affluent du Roubion, v.^o *Mirmande*, § I); ainsi que *rial*, *ribe*, *rive*, *ripe*, ruisseau, dans l'idiôme vulgaire, sont empruntés au radical sanscrit *rt*, couler, qui a de nombreux dérivés. Tels sont *rivière* (*riviera*, en it., *ribera*, en esp.), de *rivus*, ruisseau, auquel la terminaison *ière* donne l'idée de réunion, de multiplicité, comme dans *crapaudière*, *cressonnière*, *rizière*; ruisseau est un diminutif de *rius*, en b. l., pour *rivus*, qui correspond au grec *ρεος* et *ποος*, et au sanscrit *rayas*.

HAUTERIVES, *Alta Ripa* en 1083², 1284 et 1321, doit son nom, dit M. Lacroix (*Bull. arch.*, 1868, p. 285), aux collines élevées qui servent de rives à la Galaure, de Roybon à Saint-Vallier. Ce fief a appartenu aux d'HAUTERIVES (XII^e s.), aux Poysieu (XV^e s.); aux Saint-Priest, barons de Saint-Chamond (1499), et aux Borel (1596); le dernier Borel, marquis d'HAUTERIVES, se ruina et n'eut qu'une fille, ce qui n'empêche pas que son nom n'est pas éteint. Sa terre, dit M. Lacroix, fut acquise en 1783, pour le prix de 148,583 livres, par M. de Châtelard, aujourd'hui représenté par M. Copin de Miribel.

Le substantif *ravin* (*ravoie*, *ravoir*, *ravasse*, dans le XIV^e s.)

(1) *Gallia Christiana*, t. XVI, *Preuves*, p. 206.

(2) L'abbé CHEVALIER, *Cart. de Saint-André-le-Bas*, p. 202.

a beaucoup d'analogie soit avec *rivus*, soit avec *srava*, cours d'eau, en sanscrit (*sru*, couler), soit avec *rawa*, liquide, en pers.¹, et *rawa*, aller, couler, en hind. *Ravage* et *ravasclas*, averse, en provençal, ont la même origine, ainsi que *ravelin* *rivellino*, en it.), qui désignait primitivement un fossé, un retranchement. RAVEL, près de Châtillon, *Castrum de Revello* en 1224 et 1343 (*Cart. de Die*, p. 69 et 116), qui appartenait, dans le siècle dernier, aux Perdeyer et aux Philibert, seigneurs de Venterol, et Revel, *Revellum*, nom commun à cinq villages, ainsi que *Ravières* (Yonne), *Ribarias* en 721; *Reveillon* (Eure-et-Loir), *Rivellonium* en 1113, *Rivellon* en 1250; *Réviers* (de *Riveriis*); *Révilhon*, etc., représentent des diminutifs de *rivus*, tels que *rivulus*, *rius*, *riulus*, en b.l. *Ravel* et *Revel* sont aussi des noms d'homme connus depuis le XI^e s., formes francisées des noms tudesques *Rahlves*, *Rahlve*, *Ralphs*, *Rolff*, cités par Pott, p. 263.

Le ROUBION, *Aqua Rubio* en 957², *Robio* dans le *Cart. de Montélimar*, et le *Rubicon* doivent leur nom au même radical que *rabi*, *ravin*, en lang. *Robina* et *rubina*, en b. l., *roubina*, en provençal, désignent un canal servant à l'irrigation ou à la navigation, et *robinier*, un éclusier. Le canal de la *Robine*, près de Narbonne, et celui de la *Roubine*, près d'Aigues-Mortes, remontent à l'époque romaine; le ROBINET de Donzère est l'endroit où le canal qui arrose la plaine de Pierrelatte quitte le lit du Rhône; le substantif *robinet* a la même étymologie. Dans un acte de 1057 (*Général*, p. 12), on mentionne la *lône* de *Rubian* (de *Rubiano*), près de Tarascon; la *Roubine* arrose le territoire de Saint-Paul-trois-Châteaux, etc.

D'après le docteur Long³ et Delacroix (p. 42 et 604), SAILLANS, *Villa de Sallenz* en 1201, *Sallentz* en 1256, *Castrum Salientis* en 1299, *Saillens* et *Saillenz*, ancien fief des évêques de Die, est construit sur l'emplacement de la *mutatio* appelée DAREN-

(1) PICTET, *Origines*, t. 1, p. 136.

(2) L'abbé CHEVALIER, *Chartularium Sancti Theofredi*, p. 7.

(3) *Recherches sur les antiquités romaines du pays des Vocontiens*, p. 85.

TIACA dans l'Itinéraire de Bordeaux. L'ancien et le nouveau nom paraissent empruntés tous deux à l'idée d'eau courante ou jaillissante. DARENTIACA est le mot sanscrit *taranta*, torrent et averse (Pictet, t. I, p. 144; Burnouf, p. 286), suivi de la finale *ac*; on en retrouve la racine dans *tara*, rapide, en irl.; *tarandus*, renne, en scythe; *tarant*, en pol. La *Darantasia* des Itinéraires, qui a donné son nom à la *Tarantaise*, occupait l'emplacement de Moutier-sur-Isère. Le nom primitif de SAILLANS, qu'on peut traduire par maison du torrent, s'est conservé, dit-on, dans celui de la place de la *Daraise*, sur laquelle on trouve une colonne milliaire.

Lorsque le nom celtique a cessé d'avoir une signification, on lui en a substitué un nouveau. On appelle *Saliens* ou *Saillens*, dans certaines provinces, les quartiers où se trouvent des eaux jaillissantes, du latin *saliens aqua*. On retrouve la même idée dans le nom de la *Sorgue* (Vaucluse), *Sorgia* et *Surgia* dans les anciens actes, dans *Sorgeon* et *Surgeon*, source, dans le XIV^e s., du l. *surgere*, *surgir*, sourdre, pour *surrigare* (*rigare*, arroser); dans *spring*, fontaine jaillissante, en al. (*springen*, jaillir, sauter); *quell*, fontaine (*quellen*, jaillir), etc.

Si DARENTIACA devait son nom au torrent de la Drome¹, SAILLANS doit le sien à la Drome ou aux fontaines qui arrosent son territoire. On retrouve dans beaucoup de langues le radical dont il est formé, notamment dans *sala*, *salila*, eau, fontaine, et *sal*, aller, couler, en s. c. t.; *silim*, couler, distiller, en irl.; *seil*, torrent, en ar.; *seille*, cours d'eau, en dialecte franc-comtois; *sil* et *ziil*, fossé, canal, en t. et en hol (d'où peut-être le mot *sillon*); *sail*, mer et sel, en éc. et en irl.²; *sal*, en l., ainsi que dans le mot *salive* et dans les noms de divers cours d'eau, tels que la SALAINE, affluent de la Drome; la SILLAS, qui coule près

(1) M. DELACROIX, p. 41, d'après M. Mésengère et la mythologie qu'il a composée pour son usage particulier, traduit *Darantiaca* par *Diva Arrunci Acca*, Divine Mère préservant des dangers.

(2) BURNOUF, p. 700; — EDWARDS, p. 421; — PICTET, t. I, p. 139; — FORSTEMANN, p. 75; — BELLOT, *Sanskrit derivations*, p. 101.

de Romans; la *Sala*, en Espagne; le *Salat*, affluent de la Garonne; le *Salha* et le *Saleys* (Basses-Pyrénées); la *Saale*, en Allemagne; le *Sal*, affluent du Don, appelé lui-même *Silis* par les Scythes, etc. Notons en passant qu'il est quelquefois difficile de distinguer les noms dérivant de *salire*, jaillir, et de *sala*, eau, et que les substantifs ayant le sens de cours sont formés de la même manière que les noms des diverses rivières; ceux-ci ont été substantifs avant de devenir noms propres.

La SAVASSE, *Savacia* dans les X^e et XII^e s. (M. Giraud, *Preuves*, t. III, p. 8 et 136), inondait souvent autrefois les bas quartiers de Romans: c'est le mot sanscrit *sava*, eau, chose liquide, avec la terminaison péjorative *asse*, donnée par les Romains à un cours d'eau très-incommode. On rencontre la même racine dans *sua* (contraction de *sava*), torrent, en irl.; *saius*, lac, mer, en goth.; *seo*, en t.; *see*, en all.; *saba*, il a imbibé, en héb.; *sabag*, teinturier, en ar.; *sapa*, suc, sève, *sabaia*, bière, en l.; le *Savus* de la Pannonie; le *Savo* de la Campanie; la *Savena* de Bologne; les deux *Sabis* (Pictet, t. I, p. 139; — Burnouf, p. 701); la *Saverne*, la Sève de Normandie; la SAUVE, qui coule près de Nyons, et la SEPY, près de Die, etc. Le Pont-de-Barret, sur le territoire duquel se trouve une source minérale, s'appelait SAVENNA avant le X^e s. Ce nom a été conservé, car le quartier de *Saverne* est à un kilomètre du village (*Bull. arc.*, 1867, p. 225). L'ancien nom a dû tomber en désuétude, lorsque l'on construisit un pont sur le Roubion. Pour *Savasse*, voir le § V.

VEAUNES est un village dont le territoire est traversé par la VEAUNE, qui se jette dans l'Isère. Il est probable que le cours d'eau a donné son nom au village, appelé *Villa Vedena* en 909, *Vedona* en 1031, et *Veana* dans le titre de l'acte de 1031 (M. Giraud, *Preuves*, t. I, p. 25; t. III, p. 17), *Veavna* en 1461. Le château, qui était une maison forte sans juridiction, a été acquis en 1389 par Guillaume de Fay; peu d'années avant 1789, Philippe de Fay-Solignac le légua à M. Bruno du Vivier, son neveu¹. Il appartient aujourd'hui à M. Savy. Quant au fief, il a

(1) M. DE RIVOIRE DE LA BATIE, *Armorial de Dauphiné*, p. 707.

été possédé par Diane de Poitiers, et plus tard par MM. Lacroix de Saint-Vallier; MM. de Fay-Solignac portaient cependant la qualification de seigneurs de *Veauunes*.

Le nom moderne de la *VEAUNE* est usé comme celui du Rhône : il est formé de la même racine que celui de la *Vanne* (*Vedena*), qui se jette dans l'Yonne à Sens; la *Vône* ou *Vonne*, qui a donné son nom à *Vivonne* (Vienne), *Vicavedona* et *Vividona*¹, sans doute pour *vicius vedonae*, bourg de la rivière; l'*Huveaune*, près de Marseille, *Vueauna* en 1368 (du Cange), c'est la forme moderne à laquelle on a ajouté l'article *la* ou *le*, comme dans *Uppegua*, le *Pègue* : v. le § I. *Vonas* (Ain) est entouré de cours d'eau, mais je ne sais si telle est l'origine du nom de *Védènes* (Vaucluse), que divers archéologues croient être *Vindalium*. Les anciennes formes *Vedena* et *Vedona* paraissent être des diminutifs de *vadhu* et *badhu*, rivière, en sanscrit; *vaidhi*, en zend. (*vadi*, en ar.). On peut rapprocher ces mots de *Venna*, rivière, et *vaudan*, liquide, en s. c. t.; de *wan*, cours d'eau, dans les noms ang. s. ²; de *vatter*, eau, en ang. et en hol.; *vatten*, en suéd., etc. Dans le nom moderne de *VEAUNES*, la lettre *e* représente la syllabe de *Vedena* ou *Vedona* usée par le temps. Pour la *Véoure* ou *Vioure*, v. *Berre*.

(A continuer.)

BON DE COSTON.

(1) M. QUICHERAT, *De la formation française des anciens noms de lieu*, p. 22.

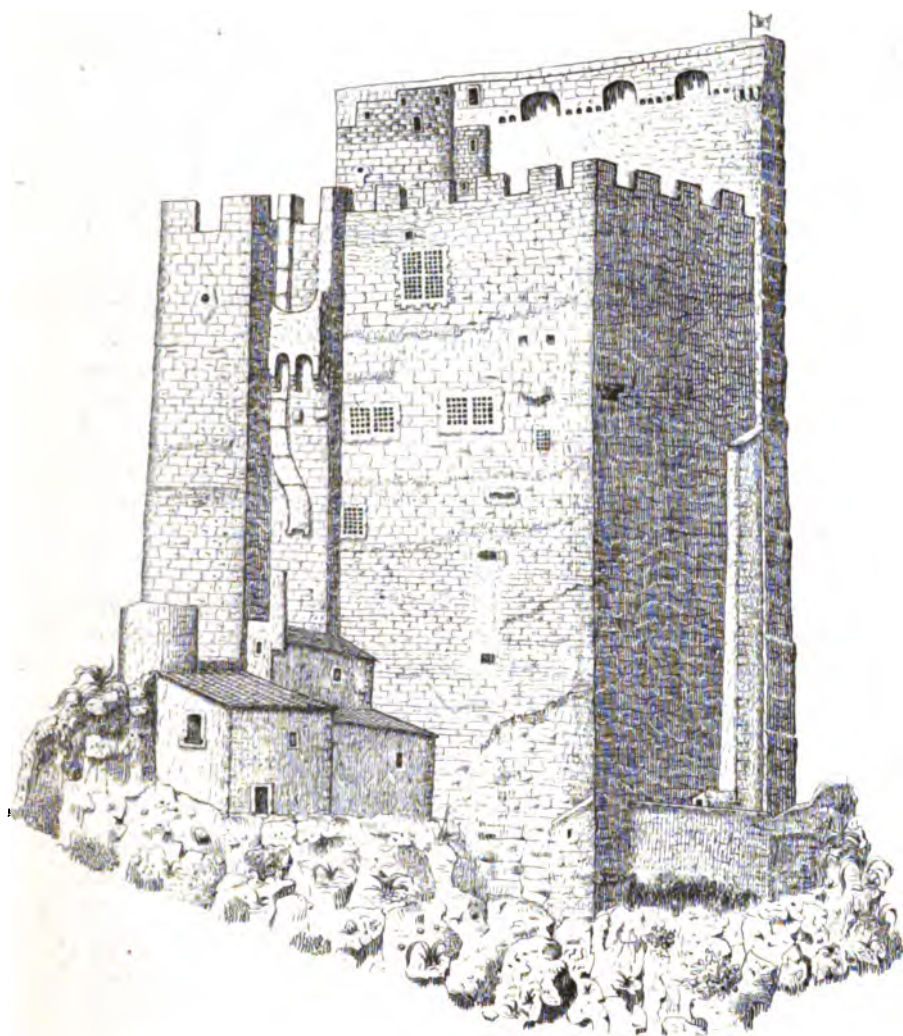
(2) W. DONALDSON, *Varronianus*, p. 45; — BURNOUF, p. 618; — PICTET, t. I, p. 140; — RICHHOFF, p. 153.

LA TOUR DE CREST.

La Tour de Crest est, sans contredit, le plus beau morceau d'architecture féodale qui soit dans le département de la Drôme, et l'on peut même ajouter, sans exagération, l'un des plus remarquables monuments militaires de la France. Quoique cet insigne édifice jouisse d'une légitime célébrité, il n'a pas encore été, que nous sachions, l'objet d'une monographie proprement dite, et les quelques auteurs qui en ont parlé se sont bornés à signaler son existence et à célébrer ses beautés, sans précisément s'astreindre à les décrire. Le travail le plus complet que nous connaissions à ce sujet est la *Notice sur la tour de Crest*, publiée par M. Jules Courtet¹ dans la *Revue archéologique*²;

(1) M. Jules Courtet, sous-préfet de Die de 1846 à mars 1848, sut allier le goût de l'étude et les recherches de l'érudition aux qualités d'un sage administrateur. Il a publié dans les revues savantes un certain nombre de documents sur nos contrées, entr'autres une *Notice sur les antiquités de la ville de Die* dans la *Revue archéologique* (tome IV, p. 203 et suiv.); nous connaissons encore de lui une *Statistique monumentale* très-sommaire (une simple nomenclature) *du département de Vaucluse*, publiée dans la même revue (N.° du 15 mai 1848, tirage à part en une brochure de 8 p. in-8°). — Né à Lisle (Vaucluse), en 1806, M. Jules Courtet est rentré dans la vie privée après les événements politiques de 1848. La *Biographie de Vaucluse* a consacré un article à ce savant modeste, qui n'était alors (1841) qu'à ses débuts.

(2) Tirée à part en une brochure de 15 pages in-8° (imprimerie Grapelet, 1848), et ornée d'une lithographie représentant la Tour et un bas-relief du XVI^e siècle, dont nous parlerons plus bas. — On peut consulter encore sur la Tour de Crest : *Histoire pittoresque et anecdotique des anciens châteaux, demeures féodales, forteresses, citadelles*, etc., par M. de THIBIAGE (Paris, Renault, 1856, in-8°), p. 150, avec gravure (N.° 153); — *Itinéraire descriptif et historique du Dauphiné*, par JOANI, 2^e partie, p. 7; — *Statistique monumentale de la Drôme*, par M. le chanoine Jouve, p. 126; — *Notice historique sur Crest*, par l'abbé VINCENT, p. 93, etc., etc.



LA TOUR DE CREST



mais cette notice, fort intéressante d'ailleurs, est consacrée à l'histoire de la Tour, de ses seigneurs et de la ville de Crest plutôt qu'à la description archéologique du monument ; c'est pourquoi nous n'hésitons pas à en donner ici une monographie nouvelle, que nous avons tâché de rendre aussi complète et aussi exacte que possible.

Assise en croupe sur une crête de rocher, au point où la chaîne mourante de la Raye commence à s'incliner vers la ville, et entièrement fondée sur le roc vif, la Tour de Crest présente déjà à sa base une élévation d'environ 115 mètres au-dessus du niveau de la Drôme, dominant au loin le paysage de sa silhouette gigantesque ; on l'aperçoit se dessinant sur l'horizon de plus de cinq lieues de distance, à l'orient et à l'occident de la vallée, jusqu'au Rhône et aux montagnes du Vivarais. La ville s'étend en amphithéâtre au-dessous d'elle, formant à ses pieds comme un vaste escabeau.

Sa forme générale est celle d'un parallélogramme irrégulier, dont le grand axe, tourné du levant au couchant, offre au midi un frontispice principal qui regarde la ville et fait face à la vallée. Elle se compose de deux constructions bien distinctes, œuvres d'époques différentes, accolées et juxtaposées plutôt qu'unies ensemble, et qui ont conservé chacune leur caractère et leur cachet particulier. La partie ancienne, située au nord, consiste en une tour pentagonale, dont les flancs inégaux mesurent de six à sept mètres de longueur hors-œuvre. Elle est bâtie sur le sommet d'un petit plateau rocheux, au pied duquel les constructions plus récentes sont en contre-bas d'environ 14 mètres ; encastrée au midi dans la masse totale, elle offre au dehors deux angles ouverts qui forment au nord de la Tour une saillie fort irrégulière. On remarque vers son sommet une série de petites consoles rangées quatre à quatre sur deux des côtés extérieurs, entre lesquelles sont percées les baies longues et étroites de quatre meurtrières, vraies fentes, que nous retrouverons accusées à l'intérieur par un fort évasement.

Tout le monde s'accorde à voir dans cette tour primitive l'œuvre des anciens seigneurs de Crest, ou tout au moins celle des Poitiers. Elle est conçue en pierres granitiques d'un bel ap-

pareil, de 0,40 cent. de hauteur sur 0,70 cent. de largeur en moyenne, bien brochées et parfaitement jointées. On lui assigne généralement pour date le X^e ou le XI^e siècle; c'est bien là en effet le caractère de cette architecture noire et sombre de la féodalité à son début, lourde, rude, informe, privée d'air et de lumière, masse écrasante, beaucoup plus semblable à une prison qu'à une forteresse, et surtout à un château. Aucun trait bien saillant ne peut préciser sa date avec exactitude; mais on sait que le château de Crest existait dès le commencement du XII^e siècle; car le pape Callixte II y signa, le 11 mars 1120, une bulle adressée aux évêques de Coïmbre et de Salamanque, en Espagne.

Un mur fort élevé se détache de cette tour primitive et descend, par une pente rapide, de l'O. N. O. à l'E. S. E., conservant à son sommet la même hauteur, égale, moins quelques centimètres, à celle du pentagone. Il se termine brusquement au midi, sans faire angle avec les autres murs latéraux qui viennent le rejoindre vers son extrémité, et qu'il dépasse d'environ trois mètres, offrant sur sa coupe longitudinale neuf petites retraites successives, dont la saillie totale n'excède pas un mètre; son épaisseur, prise de front, est de 2^m 70. Ce beau mur s'élève d'une seule jetée à une hauteur moyenne de 45 mètres; sa large surface ne présente aucune ouverture, et on n'y remarque d'autre accident qu'un léger cordon ou retraite vers le milieu de sa hauteur. Il est couronné par une plate-bande horizontale servant d'allée sur son sommet, où il mesure encore une épaisseur de 2^m 12. Ce sentier aérien, dont le parcours n'est pas sans danger, est protégé, en guise de garde-fou, par une main-courante en fer, terminée à son extrémité par une tige qui supporte un drapeau, ou plutôt une girouette en fer blanc¹

(1) En présence de cette mesquinerie, M. l'abbé Vincent se livre aux réflexions suivantes : « Là où se déployait jadis la bannière des Poitiers, on » a placé un je ne sais quoi de fer blanc peint, ressemblant toutefois plus » à une girouette qu'à un drapeau. Le drapeau de fer blanc sur une tour » qui résume l'histoire de Crest! quoi de plus ignoble que cette invention » de l'avarice municipale? quoi de plus disgracieux que cette immense

jadis colorée. Ce point est le plus élevé de la Tour ; en cet endroit, elle ne mesure pas moins de 50^m 50 au-dessus du sol ; mais cette hauteur va en diminuant de l'est à l'ouest , à cause de la déclivité du terrain , jusqu'au pentagone , lequel ne s'élève plus qu'à 39^m 85 au-dessus du banc rocheux sur lequel il est assis. Trois meurtrières , faisant suite à celles que nous avons remarquées au pentagone , sont percées au-dessous de l'allée , offrant au revers intérieur du mur un fort évasement.

A ne considérer cette belle pièce que par la force de son appareil et la solidité de sa masse , on serait presque tenté de la rattacher à la construction primitive ; elle en reproduit en effet les principaux caractères architectoniques , et par contre elle diffère totalement de la partie antérieure , de laquelle d'ailleurs elle est complètement indépendante ; tandis qu'elle se relie immédiatement au pentagone , auquel les autres murs touchent à peine , laissant entr'eux et lui une ligne de soudure qui rend la démarcation des deux époques parfaitement sensible. On remarque , dans l'angle intérieur occasionné par la rencontre des deux constructions , un petit corbillon dont la racine pénètre à la fois dans la maçonnerie de la tour primitive et dans celle du grand mur ; il supporte une petite bâtisse en encorbellement , destinée à racheter l'angle dont nous venons de parler ; ce qui supposerait tout au moins qu'à leur sommet les deux constructions sont du même âge. Mais en examinant la chose de plus près , il est facile de se convaincre que cette différence que l'on remarque dans l'appareil et la force de ce mur provient uniquement de sa position au point le plus accessible et , pour ainsi dire , le plus vulnérable de la Tour. Cette partie , en effet , est la seule à laquelle on puisse arriver de plain-pied , n'étant point protégée comme les autres par l'escarpement du rocher ou par des constructions avancées ; il était donc nécessaire de la fortifier davantage , et d'y concentrer tous les moyens de

» girouette sans plis et sans ondulations ? Faites donc de la poésie devant
» un emblème pareil ? Dites-lui donc de flotter au vent pour éveiller les
» ombres errantes des chevaliers et des hommes d'armes ? La machine
» tourne sur son manche raide et sans grâce , comme un sot empesé. »
(*Notice historique sur Crest*, p. 96.)

défense. Cette observation explique en même temps la saillie que projette le grand mur au-delà des constructions antérieures: c'est afin de les couvrir entièrement et de les mettre à l'abri des projectiles ou d'un coup de main. Quant au corbillon et au petit mur qu'il supporte, on doit en attribuer la présence à une addition postérieure destinée précisément à relier la construction ancienne à la nouvelle.

Ce beau mur est donc, ainsi que toute la partie antérieure de la Tour, l'œuvre de la seconde période, qui occupe ainsi plus de trois côtés sur quatre de la construction totale. Cette seconde partie tranche entièrement sur la précédente (à la partie antérieure du moins), par la qualité et le style de la construction. L'appareil est un peu plus petit, et il est conçu en pierres mollasses assez légères; quelques-unes sont effeuillées et détériorées, au point que l'on serait tenté de prendre la partie moderne pour la partie ancienne, et réciproquement. Un certain nombre d'ouvertures sont percées irrégulièrement sur ses trois faces, tandis que la partie ancienne n'en a à peu près aucune. Les voûtes à ogive naissante qui règnent à l'intérieur dénotent la transition de l'architecture à une période nouvelle, à laquelle on assigne généralement pour limite extrême le XII^e ou même le commencement du XIII^e siècle; car on sait que dans nos contrées l'architecture ogivale n'a pénétré que plus tard, lorsque déjà elle était florissante dans le Nord. Cependant nous observerons qu'à l'état rudimentaire où nous la voyons dans la Tour, on la rencontre un demi-siècle, et même près d'un siècle auparavant. En somme, à en juger par les simples données du style, nous croyons pouvoir assigner au XIII^e siècle cette seconde partie du monument.

Pierre de Vaux-Cernay, qui écrivait, vers l'année 1215, les événements dont il fut le contemporain et presque le témoin, parle du château de Crest comme déjà célèbre et très-puissant à cette époque : *Castrum nobilissimum, fortissimum, militibus et servientibus benè munitum* ¹. Ce texte semblerait supposer une

(1) « Château très-noble et très-fort, rempli de soldats et de toute sorte de gens de service. »

forteresse complète dès le commencement du XIII^e siècle. Cependant nous savons, par d'autres documents non moins formels, que l'illustre Amédée de Roussillon, évêque de Valence et de Die un demi-siècle plus tard (de 1276 à 1281), fit construire à Crest une forte citadelle ¹. Ce furent sans doute des travaux de simple restauration que fit exécuter le prélat valentinois, puisque le château existait déjà dans toute sa force à l'époque où écrivait le moine chroniqueur; mais il faut que cette restauration ait été bien considérable pour que les historiens se soient crus autorisés à lui attribuer, sans restriction, la construction d'une forteresse nouvelle. Nous n'avons plus sous les yeux la citadelle entière, pour juger, par l'état comparatif des différentes parties, de celle qu'il conviendrait d'attribuer à l'évêque Amédée; mais tout nous porte à croire qu'il s'agit de la partie de la Tour qui nous occupe, et dont, en tous cas, le style et tous les caractères architectoniques concordent merveilleusement avec cette date ². Un coup-d'œil rapide sur l'état de nos contrées à cette époque

(1) « *Fuit et arx imponenda Crisæ* (COLUMBI, *De rebus gestis Valentini norum et Diensium Episcoporum*, Lugduni, 1652, p. 137). « Il munit cette » ville d'un fort château. » (GHEORIER, *Histoire générale du Dauphiné*, t. II, p. 158.)

(2) M. l'abbé Vincent, trompé sans doute par des restaurations plus récentes, estime que la citadelle bâtie par Amédée de Roussillon n'existe plus, et que la construction actuelle est de beaucoup postérieure. « Elle » semble, dit-il, à l'inspection de son architecture, appartenir au XV^e » siècle. Privé de documents authentiques, on ne saurait sans témérité » trancher une question de cette nature, et attribuer à Amédée de Roussillon une portion considérable de la tour de Crest, tandis que ses efforts se bornèrent peut-être à reconstruire le château adjacent et situé » sur les derrières du donjon. Le mot citadelle peut également s'appliquer » à un vaste ensemble de fortifications. » (*Notice historique sur Crest*, p. 22.)

Les scrupules de notre honorable collègue et maître ne sont pas fondés. Il suffit en effet de jeter un coup-d'œil sur le monument pour se convaincre que l'on doit en rapporter l'ensemble bien au-delà du XV^e siècle, et que le XIII^e est la date la plus modérée qu'on puisse lui assigner. Les fenêtres croisées que l'on remarque vers le sommet, et qui sont en effet un des caractères distinctifs du XV^e siècle, appartiennent, à n'en pouvoir douter, à un remaniement dont il est facile de suivre les traces, et que nous signalerons en son lieu.

suffira pour établir notre hypothèse, et jeter le plus grand jour sur ce point intéressant de notre histoire.

Par acte du 5 octobre 1226, Silvion de Crest, de la famille des Arnaud, seigneurs primitifs de Crest, doyen de l'église de Valence, fit don à Guillaume de Savoie, évêque de cette ville, des terres d'Aouste et de Divajeu, et de la moitié du château de Crest¹ : l'autre moitié appartenait aux Poitiers, qui étaient venus, on ne sait trop à quelle époque, s'implanter à côté des seigneurs primitifs. Mais les puissants comtes de Valentinois n'étaient pas gens à dominer à demi, et à souffrir si près d'eux une autorité rivale. Aymar de Poitiers, qui régnait alors, prenait plaisir à faire la guerre au clergé et à s'emparer de ses terres. Il dut user de sa courtoisie ordinaire avec le dernier représentant de la famille seigneuriale, qui avait à ses yeux le double tort d'être homme d'église et légitime possesseur d'une place que son ambition convoitait fort. Le puissant comte avait beau jeu contre son adversaire, que les obligations de sa charge retenaient loin de son fief. Aussi, l'infortuné Silvion, constamment envahi, excédé et molesté, se déterminait-il à résigner entre les mains de son évêque un pouvoir qui allait désormais lui échapper, et à se décharger sur plus fort que soi de droits qu'il ne pouvait plus défendre, et de dignités devenues pour lui un insupportable fardeau.

Comme il était facile de le prévoir, l'orgueilleux sire de Poitiers ne devait pas avoir plus d'égards pour son nouveau collègue que pour celui qui l'avait précédé ; aussi la donation du 13 mars devint-elle pour les évêques de Valence une source

(1) COLUMBI, *De rebus gestis*..., p. 54-55. — Cette parerie de Crest avait été d'abord donnée, en 1146, par Arnaud de Crest, *homme puissant et pieux*, à l'évêque de Die, Hugues II, qui lui en fit rétrocession, en se réservant le haut domaine. Une charte donnée à Arles en 1178 par l'empereur Frédéric-Barberousse, en faveur de Robert, évêque de Die, n'attribue au prélat que la moitié de la juridiction sur Crest. Ce dernier ne figure que comme témoin dans la charte des franchises communales concédée en 1188 par Aymar de Poitiers à tous ses gens de Crest.

féconde de luttes et d'incessantes querelles avec les comtes de Valentinois. « Ces deux pouvoirs », dit M. Courtet, « étaient » trop en contact pour ne pas se heurter ; et ce n'était pas seulement dans l'enceinte de Crest que devaient naître des occasions de querelles et de luttes : c'était dans le Diois ; c'était dans le Valentinois. Les Poitiers portaient cette double couronne ; or, chacune avait un évêque pour ennemi ¹. »

La guerre des Albigeois fournit un premier prétexte de discorde. Aymar de Poitiers, feudataire de Raymond de Toulouse, embrassa le parti du trop fameux comte, tandis que les deux évêques se rangeaient tout naturellement à la cause de Simon de Montfort. Cet illustre capitaine, pour défendre ses alliés, vint à deux reprises, en 1212 et en 1217, mettre le siège devant le château de Crest, où le comte de Valentinois s'était enfermé ; mais il échoua dans l'une et l'autre entreprise, et, à la dernière, il fut obligé de traiter avec son rival ; l'une des clauses de la pacification fut le mariage du fils d'Aymar avec l'héritière de Simon de Montfort. Cette double défaite fut pour la gloire jusqu'alors intacte du chef des croisés un rude échec, dont les évêques, ses alliés, ressentirent vivement le contre-coup ; un semblable succès sur un tel adversaire n'était pas en effet de nature à modérer les prétentions du turbulent Aymar, ni à favoriser un rapprochement. L'évêque de Die, Humbert III, fut assassiné à la porte de sa cathédrale ; le Souverain-Pontife, Clément IV, crut remédier au mal et concilier les partis en choisissant pour évêque de Valence Bertrand de Montlaur, allié aux Poitiers ; mais l'effet attendu ne fut pas obtenu : l'évêque excommunia son adversaire, lequel s'empara de tous ses châteaux ; et les choses procédèrent tant et si bien, que le Pape Grégoire X crut devoir décréter la suppression de l'évêché de Die, ou plutôt sa réunion à celui de Valence, par une bulle datée de Vienne le 24 septembre 1275. Cette mesure décisive avait pour but de diminuer les ferments de discorde et aussi de concentrer sur une même tête des forces divisées. Amédée de

(1) *Notice sur la Tour de Crest*, p. 7.

Roussillon fut le premier qui réunit dans ses mains les rênes des deux églises. Cet évêque, l'un des types les plus remarquables de ces prélats guerriers que le moyen âge nous offre en si grand nombre, se montra constamment l'intrépide défenseur de ses droits temporels, et sa vie toute entière fut consacrée à repousser les injustes agressions des comtes de Valentinois; les Poitiers avaient enfin trouvé un émule digne d'eux. Aymar I^{er} étant mort en 1277, Aymar II, son fils aîné, lui succéda, et marchant sur les traces de son père, il poursuivit à toute outrance la guerre engagée contre l'évêque Amédée. Les deux champions continuèrent de batailler, jusqu'à ce que l'archevêque de Narbonne et Raoul, maréchal de France, s'étant interposés, le premier au nom du Pape, et le second de la part du roi de France Philippe-le-Hardi, obtinrent par leur médiation une trêve entre les parties belligérantes. Amédée leva l'interdit qu'il avait lancé contre son adversaire, et lui restitua toutes les places dont il s'était emparé. La ville de Crest continua d'être indivise entre lui et le comte; mais un traité spécial, conclu le 14 mai 1278, attribua au prélat la possession exclusive du château ¹. C'est vraisemblablement à cette date, qui du moins paraît très-approximative, que l'on doit rapporter la construction de la forte citadelle dont parlent les biographes d'Amédée, et qui, selon toute apparence, n'est autre que la Tour de Crest, dans la partie qui nous occupe.

Quoi qu'il en soit, cette seconde construction présente un développement total de 32^m 50^c de face, sur 15 environ de profondeur et 4^m 50 de hauteur. Le côté occidental de la façade est

(1) La parerie de Crest demeura ainsi indivise entre l'évêque de Valence et le comte de Valentinois jusqu'au milieu du XIV^e siècle, époque à laquelle le pape Innocent VI députa le cardinal de Talleyrand, évêque d'Albano, pour régler ce long différend, et terminer, s'il se pouvait, cet éternel sujet de discorde. Celui-ci amena les parties à une transaction, d'après laquelle l'évêque cédait au comte sa parerie de Crest, et recevait en échange les châteaux de Bourdeaux et de Bezaudun, avec une pension annuelle de deux cents florins d'or. La charte originale de ce traité, que M. Courtet dit exister aux archives de la Drôme, porte la date du 4 juillet 1356.

terminé par une double saillie, dont la première, assez légère, paraît n'être qu'un ressaut du mur, tandis que l'autre, proéminente d'environ trois mètres, est occasionnée par un petit corps de bâtiment que nous retrouverons à l'intérieur; c'est une espèce de tourillon complètement enchâssé dans la grande construction. Fondé sur un bloc de rocher qui s'élève de plusieurs mètres au-dessus de la base de la Tour, il se détache de celle-ci à angle droit, et présente une face de 6^m 40^c qui dévie de l'alignement indiqué par la grande façade en s'avancant de biais du levant au couchant, de manière à former à l'extrémité ouest de la tour un angle sensiblement aigu. On remarque sur la droite du tourillon, et vers les deux tiers de sa hauteur, un *moucharaby*¹ correspondant directement à la porte de la Tour, et destiné à en protéger l'entrée; il est supporté par deux arcatures légèrement ogivales, soutenues elles-mêmes en encorbellement par autant de consoles à triple modillon. Ce petit hors-d'œuvre occupe l'intervalle compris entre la première et la seconde saillie; il remplit l'angle intérieur de la dernière, et vient faire front en ligne droite avec la face du tourillon. La façade entière est percée çà et là d'ouvertures de différentes dimensions, réparties irrégulièrement sur toute sa surface, au nombre de six; on en distingue quatre plus grandes dont deux géminées, vers le milieu, et deux autres vers le sommet, partagées par des meneaux croisés à la manière des fenêtres castrales du XVI^e siècle; l'une d'elles a été murée; elles sont cantonnées irrégulièrement aux quatre angles de la façade. D'énormes treillis en barres de fer, disposés quelquefois à double rang, protègent chaque ouverture. On remarque aussi sur le petit côté du tourillon qui regarde la façade, faisant angle d'équerre avec elle, trois petites ouvertures carrées d'inégales grandeurs, destinées à éclairer les cachots intérieurs; elles sont également grillées de fer.

(1) « Les portes étaient surmontées de *moucharabys*, espèces de balcons saillants portés sur des consoles, entre lesquelles on pouvait laisser tomber toute sorte de projectiles sur l'ennemi. » (BATTISIER, *Histoire de l'art monumental*, p. 604.)

Les deux côtés adjacents à la grande façade ne sont pas parfaitement parallèles ; ils forment avec le mur méridional un angle légèrement ouvert, de sorte que, placé à une certaine distance, on peut apercevoir à la fois trois des murs latéraux. Celui du couchant est construit sur un escarpement considérable du rocher, qui rend la tour inabordable de ce côté ; on y remarque, vers l'angle méridional, la saillie d'une latrine portée sur trois grandes consoles, et deux petites baies carrées, l'une desquelles appartient à la tour primitive. Celle-ci forme, par un de ses côtés, un peu plus de la moitié de la longueur de la face occidentale, à laquelle elle se joint en ligne droite, mais en laissant toujours parfaitement distincte la soudure des deux époques. Le mur du levant, qui est le plus petit de tous, n'a que 15^m 10¹ ; il est percé de huit meurtrières, et va rejoindre, *sans le toucher*, le grand mur dont nous avons précédemment parlé.

Toute cette partie antérieure de la Tour est surmontée d'une couronne de créneaux rectangulaires, formée de neuf merlons à la façade, et de quatre au côté oriental. Au fond et contre le nord, on aperçoit le revers du grand mur, qui s'élève à dix mètres environ au-dessus de la terrasse de la tour.

Pénétrons maintenant dans ce sanctuaire de la féodalité : tout respire dans cette enceinte le caractère dur et sombre de cette puissance de fer dont elle fut l'œuvre ; tout y présente l'aspect d'une prison. Le cœur se resserre en entrant sous ces masses écrasantes de pierres qui semblent peser de tout leur poids sur l'âme du spectateur. « Ce n'est pas sans un sentiment de terreur », dit M. l'abbé Vincent, « qu'on pénètre dans l'antique citadelle des Poitiers. Ces lourdes portes bardées de fer, cette obscurité mystérieuse, ces salles voûtées qu'éclaire une faible clarté, ces meurtrières, ces escaliers creusés dans l'épaisseur du mur, tout frappe l'imagination, tout réveille des souvenirs éteints. Ici est le noir cachot où gémissaient les prisonniers de guerre ou les vassaux insoumis. La félonie, le crime, et peut-être l'innocence, ont habité ce lieu de douleur ². »

(1) 16^m 80 à la base et 19^m 50, en comptant l'épaisseur du grand mur.

(2) *Notice historique sur Crest*, p. 94.

L'intérieur de la Tour se divise verticalement, c'est-à-dire dans le sens de la hauteur, en deux étages (non compris les combles et le rez-de-chaussée, ni la subdivision de ce dernier), et horizontalement en deux parties, séparées entr'elles par un mur qui s'élève dans toute la hauteur intérieure, du nord au midi, formant à droite et à gauche deux compartiments à peu près égaux. Le compartiment de droite ou oriental serait presque carré, s'il n'était subdivisé par un second mur de refend de manière à former à chaque étage deux grandes salles d'égale dimension, dans lesquelles on pénètre par deux portes pratiquées l'une à côté de l'autre, et séparées seulement par l'épaisseur du mur intérieur. Le compartiment occidental n'offre pas de subdivision proprement dite; mais il sert comme de vestibule aux salles dont nous venons de parler; plus à la tour vieille et au tourillon encastres au nord et au midi, mais qui ne commencent à être creux qu'à partir du premier étage. Le grand mur mitoyen mesure en longueur, d'un mur latéral à l'autre, 12^m 50 sur 1^m 48 d'épaisseur; le second mur de refend, qui divise le compartiment oriental, 10^m 15, du levant au couchant, et chacune des salles, de 57 à 59 mètres carrés; celles du nord sont un peu plus grandes; la plupart de ces salles sont voûtées. La partie qui forme vestibule n'offre que des étages en bois; ce sont d'énormes poutres recouvertes d'un plancher; il n'y a de voûte que sous les combles. Un large escalier en bois, grossièrement travaillé, conduit aux différents étages de la Tour.

L'unique entrée du monument est une porte ogivale percée vers l'extrémité ouest de la façade méridionale; elle présente à sa face extérieure un tympan nu formé d'un linteau droit qui repose carrément sur deux petites consoles superposées. Mais la voûte qui recouvre le couloir d'entrée est modelée sur l'arc extérieur; elle mesure 4^m de hauteur sur 2^m 10 de largeur et 3^m 90 de longueur, car l'épaisseur du mur n'est pas moindre en cet endroit: c'est un vrai vestibule. L'entrée proprement dite est un peu plus resserrée; elle ne présente que 1^m 80 de largeur, 3^m 84 de hauteur et 2^m 78 sous le linteau, sur une longueur de 1^m 32. Cette entrée était autrefois fermée par deux

forts vantaux en bois qui subsistent encore et par une sorte de grosse grille en fer, mouvant verticalement sur des gonds et retenue par des chaînes. On voit encore entre ces deux clôtures la coulisse où s'engageait la herse, que l'on faisait tomber d'en-haut.

Cette porte donne immédiatement accès au rez-de-chaussée de la Tour, dont l'aire est formée de rochers. Le premier objet qui frappe les regards du spectateur en pénétrant dans cette enceinte est la base de la tour primitive, qui s'avance à angle droit, formant à l'intérieur une saillie d'environ 3^m 50 de côté; elle présente un fort talus (1^m 08), qui cesse brusquement à une hauteur de 2^m 30. L'appareil offre une particularité remarquable: il est tout en pierres bosselées, taillées seulement sur l'arête, et qui n'ont pas moins de 0^m 15 de saillie; mais le bosselage va en diminuant et cesse complètement avec le talus ¹. Le pied de cette construction n'est éloigné que de 4^m 43 de l'entrée de la Tour, à laquelle il fait face.

Dans l'enfoncement qui existe entre le pied de cette vieille tour et le grand mur du milieu, on remarque un puits à margelles, qui servait autrefois à l'approvisionnement du château; c'est aujourd'hui le réceptacle des eaux pluviales, qui y sont amenées par des cheneaux. Sa profondeur n'est que de 8^m 60.

Outre l'entrée ordinaire des deux salles orientales, qui est commune à chaque étage, ce premier vestibule présente encore, vers l'angle sud-est, une troisième porte ouvrant dans le même mur: elle donne accès dans une cave pratiquée sous les salles du rez-de-chaussée. On y descend par un escalier de vingt degrés, portant sur un arc en pierres de taille; à en juger par quelques arrachements qui existent encore le long des

(1) Il ne faut donc point confondre ce bosselage avec le *rustiqué* de la Renaissance. On le rencontre très-fréquemment dans nos contrées, surtout à la partie inférieure des édifices: on peut observer cette particularité à la tour de Ratières, au clocher de Grane, au clocher de Saint-Donat, et dans beaucoup d'autres monuments bien antérieurs à la Renaissance. On ne saurait donc arguer de la présence de ces bosselages pour rattacher ce dernier édifice à l'époque en question, comme l'a voulu M. de Saint-Andéol. (Voir le *Bulletin de la Société*, t. II, p. 401.)

murs , cette cave était primitivement voûtée , ou du moins destinée à l'être ; elle est maintenant recouverte d'un plancher qui repose sur de grosses poutres. Un énorme pilier, formé d'un massif de trois pilastres superposés , s'élève vers le centre , soutenant la retombée de deux arceaux ogiviques à double vousure ; ces arceaux supportent le mur de refend intérieur qui divise , dans toute la hauteur de la Tour, cette partie orientale en deux compartiments à peu près égaux. Le mur du levant est percé de deux soupiraux assez élevés , qui s'ouvrent vers le milieu de chaque travée. La longueur totale de cette pièce est de 11 m. 50 c. sur 10 m. 15 c. de largeur.

Les salles supérieures prises ensemble présentent exactement la même grandeur ; mais les dimensions sont en sens inverse. Chacune d'elles est éclairée par une fenêtre , dont l'embrasure , fort évasée , va en s'écartant de 0,70 cent. à 1 m. 40 cent. ; l'épaisseur du mur intérieur, mesurée aux pieds-droits des portes, est en cet endroit de 2 m. 70, et celle du second mur de refend, qui forme la séparation des salles , de 1 m. 48. Une voûte en berceau semi-ogivale recouvre chaque pièce , et repose à sa naissance sur une corniche très-saillante, qui s'élève à 3 m. 20 au-dessus du sol ; mais ces belles voûtes sont complètement masquées par un ignoble plancher jeté sur les corniches , qui divise en deux la hauteur de la salle , et en détruit par conséquent toute l'harmonie ; de plus , l'intrados est enduit d'un épais plâtras qui lui enlève complètement son cachet monumental. Cet étage postiche est presque aussi élevé que la partie inférieure , quoiqu'il n'ait pour hauteur que la courbure de la voûte ; les deux pièces dont il se compose sont éclairées par une fenêtre longue , que l'on dirait avoir été pratiquée après coup ; on y accède par deux portes grossièrement ouvertes aussi après coup dans l'épaisseur du mur mitoyen.

Le vestibule offre pareillement , à cette hauteur , un plancher dont l'aire est un peu plus élevée que la corniche servant de support à l'étage surajouté ; on y descend par deux degrés. Ce second vestibule est éclairé par une grande fenêtre qui ouvre sur la façade, près du mur mitoyen, et dont la hauteur est aussi partagée par le plancher postiche. Au fond, et sur le même

côté, on remarque un enfoncement considérable, recouvert d'une voûte en berceau : cette embrasure correspond à la porte d'entrée de la Tour ; elle est éclairée par une fenêtre carrée percée au milieu. On y a construit sur la gauche, dans le sens de l'épaisseur du mur, une grande cheminée avec fourneaux et chaudières ; mais ces accessoires sont, je crois, de récente date (1851) ; le manteau en bois recouvrant le fourneau porte, avec les initiales J. H. S., la date 1529 ¹, qui fixe l'époque de cette malheureuse addition. Un tuyau fort léger, en simples briques, appuie sur ce manteau, et, traversant le mur, monte de biais et en saillie le long de la façade, jusque sous le moucharaby, dans le creux duquel il s'engage, pour reparaître ensuite au-dessus, et porter la fumée jusqu'à la hauteur des créneaux. Toute cette partie n'est évidemment qu'une subdivision postérieure du rez-de-chaussée, qui, à coup sûr, n'existait pas dans la distribution primitive de la Tour.

Le premier étage n'est pas voûté. Il présente au levant deux salles hautes et obscures, recouvertes d'énormes poutres qui supportent le dallage de l'étage supérieur ; et, au couchant, l'entrée du tourillon carré que nous avons vu extérieurement formant aile sur le flanc sud-ouest de la façade. Cet édicule projette dans l'intérieur une saillie qui n'excède pas 1^m 35 ; cette partie saillante est percée, sur sa largeur, d'une porte assez étroite, dont le seuil est élevé de 2^m 55 au-dessus du plancher ; on y arrive par un mauvais escalier de bois, qui donne accès dans une petite salle carrée d'environ 5 m. 45 cent. sur 4 m. 50 de côté ; elle est éclairée par une fenêtre fortement grillée qui ouvre au levant, donnant à angle droit sur la grande façade ; entre cette fenêtre et la porte, on remarque une arcature aveugle assez considérable, pratiquée dans l'épaisseur du mur. Mais ce qui frappe le plus l'attention du spectateur, c'est une ouverture carrée qui existe au milieu du parquet, large de la grosseur du corps humain, et recouverte par une trappe à jour formée d'une grosse grille en fer solidement cadénassée. C'est là l'unique

(1) Le dernier chiffre est difficile à déterminer : c'est un 0 ou un 9.

entrée d'un cachot souterrain qui mesure 6 m. 15 cent. de profondeur; outre cette ouverture, il reçoit quelque lumière d'un étroit soupirail que nous avons déjà signalé au-dehors. Un anneau fixé à la voûte au-dessus de la fatale gorge était destiné à fixer la corde par laquelle on descendait le malheureux prisonnier, ou les vivres destinés à prolonger dans ce tombeau son affreuse agonie; c'est pour cela que l'on désigne cette prison sous le nom de *Cachôt des Cordes*.

Tout porte à croire que des oubliettes semblables, et plus terribles encore, existent au fond de la vieille tour située vis-à-vis, mais qui n'est pas encore ouverte à cette hauteur. Leur présence est attestée au-dehors par une petite lucarne soigneusement grillée, percée au couchant dans la partie du pentagone qui paraît pleine à l'intérieur. Peut-être était-ce seulement une pièce ou issue secrète ménagée en cas de surprise, et communiquant avec les nombreux souterrains qui ont certainement existé aux environs de la Tour. Mais on en ignore l'entrée; on sait toutefois qu'un étroit escalier en spirale régnait dans la partie pleine formée par l'angle nord du pentagone; car on en voit encore l'entrée au sommet du donjon; mais elle a été bouchée dès les premiers degrés. Cet escalier conduisait évidemment à des parties intérieures aujourd'hui totalement inconnues.

Le deuxième et dernier étage est complètement voûté, savoir: la salle orientale du nord, par un quart de cercle formant arc-boutant contre le grand mur extérieur; celle du midi, par une voûte semi-ogivale, et la partie formant vestibule, par un double berceau coupé à angle droit en suivant les côtés intérieurs du pentagone. La ligne d'intersection est marquée par un grand arc à surface large et plate, jeté transversalement d'un bout à l'autre de l'enceinte; il s'appuie d'un côté contre l'arête de la vieille tour, et de l'autre, dans l'angle correspondant de la nouvelle. On voit, sous son intrados, trois anneaux destinés autrefois, dit-on, à suspendre les victimes de la justice féodale; de semblables anneaux existent en pareil nombre à la voûte de la salle méridionale. Dans la partie parallèle à la façade, le berceau va en se rétrécissant du levant au couchant; celui qui suit la direction perpendiculaire présente, à son extrémité nord,

une interruption notable dans l'angle du grand mur et de la vieille tour ; quelques-uns disent que cette ouverture , qui communique avec la terrasse , servait à précipiter les prisonniers. Toute cette voûte , d'ailleurs , est d'un travail très-imparfait , et , actuellement du moins , elle ne présente aucun caractère , recouverte qu'elle est d'un épais enduit de mortier.

Les deux salles de la partie orientale sont ornées chacune d'une énorme cheminée , dont le manteau fort massif est soutenu par des consoles rondes ; elles sont adossées l'une à l'autre contre le mur de refend , qui leur sert de commun appui. La pièce du midi offre un plancher postiche qui la divise en deux étages ; un escalier , ou plutôt une mauvaise échelle conduit au second ; on y remarque encore un enfoncement considérable , qui forme comme un petit cabinet avec porte et fenêtre , dans l'épaisseur du mur de la façade : c'était vraisemblablement des lieux d'aisance ; une particularité semblable se montre au même point à peu près à toutes les salles du midi.

C'est à partir de ce second étage seulement que s'ouvre la vieille tour. Elle présente , au-dessus de la partie souterraine et inconnue , une disposition exactement analogue à celle du tourillon de la façade : ce sont deux cachots superposés , dont l'un sert de vestibule à l'autre , et qui communiquent ensemble par une trappe. Le cachot supérieur est de plain-pied avec les combles de la Tour , tandis que celui d'en-bas occupe toute la hauteur du second étage ; on y pénètre , du fond du vestibule , par une porte dérobée , qui ouvre dans l'encognure , près d'un autel qui avait été dressé pour célébrer la messe en 1851 , et à laquelle on descend par un escalier de quatre marches , car le sol du cachot est à un mètre et demi au-dessous du niveau du plancher¹. On remarque en passant la profondeur de l'embrasure , qui forme , dans l'épaisseur du mur de la vieille tour , un vrai vestibule de 2^m 95 de longueur ; il se termine à ses deux extré-

(1) Vis-à-vis cette porte est l'entrée d'une petite salle qui existe au-dessus du *cachot des cordes* ; elle est à peu près de même dimension que celui-ci , peu élevée et percée aussi à la voûte d'une trappe bouchée qui correspondait à la terrasse.

mités par deux lourdes portes, toutes bardées de fer et armées d'énormes verrous; ce cachot est à peu près complètement obscur, à tel point qu'on ne peut rien y distinguer qu'à l'aide d'un flambeau : l'air et la lumière y pénètrent faiblement par un étroit soupirail percé dans le mur occidental à une hauteur considérable; il mesure 5^m 65 de longueur sur 5^m 70 de largeur et 12^m environ de hauteur; la voûte, parfaitement conservée, est un berceau à plein cintre : circonstance notable qui suffirait à elle seule pour établir une distance entre l'âge du pentagone et celui des parties antérieures, où règne exclusivement l'ogive naissante. La trappe percée au centre de la voûte ne s'aperçoit que de l'intérieur, car le parquet du cachot supérieur la recouvre entièrement. On remarque aussi au milieu du mur septentrional une sorte de porte murée située au-dessous de la naissance de l'arc; cette ouverture correspondait sans doute à l'escalier tournant que nous avons signalé tout à l'heure.

Cette prison monumentale porte le nom de *Cachot de Saint-Julien*. La légende populaire explique en ces termes l'origine de cette dénomination : « Un serviteur des Poitiers, ayant nom Julien, refusa de servir les passions de son maître; mal lui en prit : le plus affreux souterrain du donjon s'ouvrit pour lui, et une mort violente mit seule fin à ses longues et terribles tortures. Le peuple découvrit ce mystère d'iniquité, et, dans sa compatissance pour une aussi grande infortune, protesta contre l'acte tyrannique du châtelain en canonisant le pauvre Julien. De là le nom de *Saint-Julien* appliqué au cachot qui avait été le témoin muet d'un forfait exécrationnel ¹. »

Pourquoi faut-il que de semblables souvenirs se rattachent à de si beaux murs, et viennent en assombrir l'aspect? pourquoi faut-il qu'une impression de douleur et de tristesse accompagne dans l'âme de l'étranger l'incontestable intérêt que présente la visite intérieure du monument? On est saisi d'un frisson involontaire à la vue de ces vastes salles où la lumière du jour

(1) L'abbé VINCENT, *Notice historique sur Crest*, p. 95.

ne pénètre qu'à regret; de ces lourdes portes qui grincent sur leurs gonds, et dont les verrous se referment inexorables sur le malheureux prisonnier; de ces chaînes encore sanglantes; de ces affreuses oubliettes, vrais tombeaux, où de toutes parts une désespérante barrière interdit au prisonnier l'espoir de la liberté; et, enfin, de ces nombreux anneaux scellés aux voûtes pour suspendre d'infortunées victimes, dont les cadavres, exposés ensuite contre les parois extérieures, aux crochets que l'on voit encore sous les créneaux de la Tour, donnaient au terrible édifice l'aspect d'une boucherie humaine ¹. En présence de cet appareil de supplice et de mort, un sentiment invincible de terreur et de tristesse s'empare de l'âme, et le spectateur se prend à maudire l'odieux tableau qu'il a sous les yeux.

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER,
Professeur au collège de Crest.

(A continuer.)

(1) On remarque, aux deux tiers environ de la hauteur de la façade, six crochets semblables à des dents de fourche, fixés dans le mur la pointe en avant, dont la destination n'était pas autre, dit-on, que celle que nous venons d'indiquer.



ESSAI HISTORIQUE SUR LA BARONNIE DE CLÉRIEU

ET SUR
LES FIEFS QUI EN ONT DÉPENDU (1).

FIEFS ET ARRIÈRE-FIEFS.

CHAPITRE PREMIER.

Les fiefs et les maisons fortes.

Au moyen âge il était bien plus facile qu'on ne le croit généralement de parvenir à la noblesse. La profession des armes, la possession des fiefs à la troisième génération, dans certains cas l'exercice de la jurisprudence ou de la médecine y conduisaient naturellement (2). Aussi le chancelier de l'Hôpital pouvait-il dire avec raison, dans sa harangue aux États d'Orléans, que « nulle porte d'honneur n'était fermée au tiers-état, qu'il pouvait venir aux premiers états de l'Église et de la Justice et par fait d'armes acquérir la noblesse et autres honneurs ». Aux anoblissements concédés par les souverains se joignaient, en Dauphiné notamment, ceux que certains seigneurs à peu près indépendants se croyaient en droit d'octroyer. Il y a plus, l'histoire de Languedoc nous apprend qu'au XIII^e siècle on faisait peu de différence entre les simples chevaliers et les bourgeois des principales villes. Dans le midi de la France surtout les preuves de ce fait se présentent en grand nombre. « Ce qui con-

(1) Voir 3^e livraison, p. 273, 4^e livr., p. 16, 6^e livr., p. 253, 8^e livr., p. 56, 11^e livr., p. 405, 12^e livr., p. 39, 13^e livr., p. 127, 14^e livr., p. 269, 15^e livr., p. 360.

(2) Voyez, sur les *Chevaliers-ès-Lois*, SALVAING DE BOISSIEU, *De l'usage des fiefs*, Grenoble, 1731, 1^{re} partie, p. 294.

firme, ajoute Dom Vaissette, ce que nous avons dit ailleurs, que la noblesse ne consistait anciennement que dans la liberté (1). » Par une loi qui ne souffre guère d'exceptions, les sommités de la société se sont sans cesse rajeunies et renouvelées dans les classes placées au-dessous d'elles.

L'ordonnance de Blois de 1579 et l'édit de 1600 modifièrent cet état de choses, l'une en ce qui concernait les fiefs, l'autre relativement aux hommes d'armes. Dès lors les charges devinrent la principale et presque l'unique source de l'anoblissement. Les parlements, les chambres des comptes et cours des aides, les bureaux des finances, enfin les offices de secrétaires du Roi furent les pépinières de la noblesse nouvelle. La plupart des familles nobles aujourd'hui existantes ne connaissent pas d'autre origine. Ajoutons, pour être juste, que quelques-unes, depuis leur point de départ, ont considérablement grandi par les services rendus, les alliances, la position dans le pays.

Ce que nous avons dit plus haut explique la grande quantité d'écuyers et de chevaliers qui, du XIII^e au XVI^e siècle, se montrent sur tous les points de la France. Au-dessous des antiques et puissantes races de grands feudataires se pressait une multitude de petits gentilshommes, souvent peu favorisés de la fortune, recherchant les postes de judicature ou l'emploi de châtelains (2), presque confondus avec la bourgeoisie, à laquelle appartenaient fréquemment d'autres branches de leurs familles. Aussi n'est-il pas sans exemple que les noms de quelques-uns de ces nobles, depuis longtemps disparus, se retrouvent aujourd'hui sur les lieux mêmes dans les plus modestes positions.

La baronnie de Clérieu comprenait, au temps de ses premiers seigneurs, les communes actuelles de Clérieu (canton de Romans), de Marsas et de Chavannes (canton de Saint-Donat), de Veaunes, Chanos-Curson, Beaumont-Montoux, la Roche-de-Glun et le Pont-de-l'Isère, cette dernière récemment créée

(1) T. III, p. 530.

(2) Ces emplois mêmes de châtelains, de vèhiers, de mistraux, etc., ont été parfois, à une époque ancienne, l'occasion de prétentions sanctionnées plus tard par le temps. Voy. BRIZARD, *Histoire généalogique de la maison de Beaumont*, t. I^{er}, p. 502.

(canton de Tain). Enfin la seigneurie de Chantemerle (du même canton de Tain) se trouvait adjointe à la baronnie. Au point de vue ecclésiastique, toutes ces localités étaient du diocèse de Vienne, à l'exception de la Roche dépendant de l'évêque de Valence. Il existait sur ce territoire assez vaste un certain nombre de fiefs qui relevèrent des possesseurs successifs de la terre de Clérieu ou de ses démembrements. Selon l'usage particulier au Dauphiné, les gentilshommes multiplièrent à leur gré sur leurs fonds les maisons fortes, véritables châteaux munis de créneaux, de tours et d'autres fortifications, mais dépourvus de juridiction féodale. Nous commencerons par la paroisse de Clérieu la nomenclature de ces anciennes résidences, auxquelles se rattachent souvent de curieux souvenirs.

Contre l'enceinte du village on rencontrait la maison forte de Veilleu ou Veilheu, devant son nom à une famille dont nous avons déjà eu occasion de parler. Le jurisconsulte romain Velheu, conseiller delphinal en 1443, apporta probablement la noblesse à sa race. Au XVI^e et au commencement du XVII^e siècle, plusieurs des siens occupèrent des charges de conseillers au parlement ou à la chambre des comptes de Grenoble; ils ont donné à l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux, en 1446, un administrateur perpétuel, Romanet Velhieu, ambassadeur ou agent en cour de Rome du Dauphin, depuis Louis XI, lequel prince pendant le pontificat de Romanet vint au village de Saint-Restitut vénérer les reliques du saint patron, et en 1512 ils ont eu un chanoine de Romans. Ils se répandirent à Chabeuil et dans d'autres localités; mais les deux branches qui nous intéressent sont celle de Clérieu et une autre que nous retrouverons à Curson. Claude Veilheu, fils de Gonet, est en 1484 au nombre des nobles de Clérieu. Noble Jean Veilleu hommage, en 1512, à Jean de Poitiers « une maison, colombier et cour assis au lieu de Clérieu, confrontant du levant le Chalon mort, les murs dudit Clérieu entre deux, du couchant la grand'rue tendant de la place de la Lovene à l'église Sainte-Catherine dudit lieu ». Le 26 nov. 1530, Jehan de Veilleu, écuyer, habitant de Clérieu, fils d'autre Jehan et frère de Jehanne, veuve d'Aymar de Vaux, écuyer, fait son testament. On y voit que d'un premier mariage

avec Catherine Dupré il laissa Marguerite, femme de Josserand de Seytre, écuyer, seigneur de Novesan. Remarié, le 2 mai 1540, à Hélène de Blanchelaine, il en avait eu Joachim sans postérité et Sébastienne qui épousa Jean Pallasson. Noble Alain de Monts de Savasse, parent des Veilleu par les Seytre, recueillit leur héritage, et son fils, Claude de Monts, vendit, vers 1650, une portion du fief à Jean Rivoire, marchand de Romans (1). De l'autre côté de l'Herbasse, à une petite distance de Clérieu, on remarque encore les ruines de Sablières, qui fut le manoir d'une maison d'ancienne chevalerie, les Archinjaud, descendants de Truanus, vâhier de Peyrins au XI^e siècle, charge demeurée en leur possession jusque vers la fin du XIV^e. Le 19 mars 1327, Chabert Archinjaud, damoiseau, châtelain de Clérieu vers 1330, se reconnaît homme lige de Guichard de Clérieu et de Guillaume de Poitiers pour le fief d'Aurel au mandement de Clérieu, qui à chaque changement de vassal doit 110 sols de bonne monnaie viennoise, ainsi que pour le manse de Sablières, tant en son nom qu'en celui de Falcon et de Michel de Marjays, fils du seigneur Lambert de Marjays. Rolland de Veaunes et Lantelme Sicard, chevaliers, conservaient une portion du tènement d'Aurel. Le premier y avait sa maison de la Balme et le second le fief des Marches. Dans une reconnaissance du 5 décembre 1450 pour des franc-alleux sur Peyrins, Beaumont et la Roche-de-Glun, Ponson Archinjaud est qualifié de noble et puissant seigneur, titre qui ne se prodiguait guère alors. Le 24 nov. 1495, Guillaume de Poitiers, seigneur de Clérieu, reçoit l'hommage de noble Pierre des Marches, *aliàs* Archinjaud, tant en son nom qu'en celui des héritiers de Ponson Archinjaud, pour la maison forte de Sablières. En 1510, noble Antoine Archinjaud dit de Marches, *de Marchiis*, leur a succédé. Pierre de Marches apparaît en 1530 le dernier de sa famille. Ce fut lui, sans doute, qui aliéna la propriété en faveur d'honorable Jean Luc, bourgeois de Tournon; car, en 1530, sans doute en vertu du droit de prélation, Jean de Poitiers reprit la

(1) J.-J. PILOT DE THOREY, *Le Parlement de Dauphiné*; — BOYER DE SAINT-MARTHE, *Hist. de l'église cathédrale de St-Paul-trois-Châteaux*, p. 172, et addition, p. 35; — Arch. des châteaux de Saint-Vallier et de Blanchelaine.

maison forte des mains de Jean Luc. En 1545, maître Romain Thomé était sieur de Sablières. Sortis de la judicature de Romans, les Thomé, qui s'élevèrent jusqu'au parlement et mêlèrent leur sang à celui des Chastaing la Sizeranne, des Mistral et des Jomaron, ne conservèrent pas longtemps Sablières, dont le seigneur haut justicier Jean de La Croix, évêque de Grenoble, fut mis en possession, le 13 sep. 1598 (1).

Les Priant ou Priam, seigneurs de la Laupie et Condillac, près de la ville de Montélimar, transportèrent le nom de ce dernier fief à la maison forte qu'ils construisirent à une demi-lieue au midi de Clérieu. A une époque où les Tournon se rattachaient à Turnus, où les origines troyennes étaient de mode dans les généalogies, les Priam prétendaient descendre de leur homonyme, le dernier roi d'Iion, dont les infortunes étaient représentées dans la grande salle de leur principal château. Le 17 février 1450, noble Jacques de Priam dit de la Garde, de Clérieu, prête hommage au Roi-Dauphin pour ce qu'il possède en biens francs dans les mandements de Peyrins et de Beaumont. Son successeur, Jean de Priam, seigneur de Condillac, vend, en 1475, à Isabelle de Poitiers, dame de Florensac, le four banal de Clérieu, distrait, nous ne savons à quelle époque, des droits du fief dominant. On trouve encore comme seigneurs de Condillac en 1499 Arnaud et en 1510 Jacques de Priam. Ce dernier fournit le 4 septembre 1540 le dénombrement de ses biens au mandement de Clérieu. On rencontre après eux Aymar de Priam. Cette maison, alliée aux Cornillan, aux Vesc, aux d'Urre, s'éteint avec le XVI^e siècle. Marguerite, une de celles par qui la branche de Clérieu tombe en quenouille, épouse Bonaventure Ruffaud, sieur de Sillac, secrétaire du chapitre de Saint-Barnard. L'évêque de Grenoble Jean de la Croix avait réuni en 1603 à ses nombreux domaines Condillac, aliéné par ses descendants. Car, le 8 septembre 1720, André Gondoin, capitaine d'infanterie au régiment de Nivernais, chevalier de Saint-Louis,

(1) VALBONNAYS, t. I^{er}, p. 116, 146; — *Cart. de St-Barnard*, t. I^{er}, p. 168; — *Cayer des anciens hommages de la baronnie de Clérieu* (imp. in-4^e), p. 2, 24; — *Inventaires de Clérieu de 1650 et 1681*, aux arch. du château de Saint-Vallier; — PITHON-CURT, t. II, p. 265, etc.

filz de noble Pierre Gondoin, conseiller en la chambre des comptes de Dauphiné, vendit pour le prix de 124,000 livres les domaines de Bancy et Condillac sur Clérieu à Gabriel Bonnot, écuyer, vicomte de Mably, conseiller-secrétaire du Roi en la chancellerie près le parlement de Grenoble. Ce dernier était mort en 1727, laissant de sa femme Catherine de la Coste : 1^o François, seigneur de Condillac, grand prévôt de la maréchaussée de Lyon, qui prit J.-J. Rousseau pour précepteur de ses enfants et dont la postérité subsiste; 2^o Gabriel, publiciste, bien connu sous le nom d'abbé de Mably; 3^o Étienne, également célèbre sous celui de Condillac. Cette terre, à laquelle étaient attachées d'assez nombreuses redevances, fut morcelée et a passé de mains en mains (1).

Serméane, dont les arbres dominant le village de Clérieu, est appelé par erreur Saint-Reméane sur la carte de Cassini et sur celle de l'État-major. Nous ignorons si c'était un fief, comme le prétend La Chanaye-Desbois, ou un simple domaine. Il fut acquis vers 1713 par Just-Henri de Tardivon, qui s'établit en Dauphiné à l'occasion de son mariage avec Marie Orlandin (2). Originaires de Romans, les Tardivon habitaient jusqu'alors en Vivarais. Just-Henry eut entre autres enfants Jacques, dernier abbé général de Saint-Ruf, Joseph-Justin, sieur de Serméane, capitaine et chevalier de Saint-Louis, recueillant par son union avec Marie du Poisle de Châtillon les biens amassés durant de longues et honorables générations de notaires et de châtelains, et Jeanne-Thérèse, qui épousa Louis-Thomas de Josselin, lieutenant-colonel d'infanterie. Leur postérité est représentée par la famille Lesage, de Valence. Quant aux du Poisle, on trouve

(1) Baron de Coston, *Orig. étymol. et signification des noms propres et des armoiries*, p. 461; — Extrait des registres du Dauphiné du livre intitulé : *Recognitiones rerum francarum de archa Dominorum*, fol. XCI, in-4°, imp., collection H. Gariel; — Notes de MOULINET; — *Liève confinale des rentes deubes à Mgr de Chepvières de la terre de Condilhat*, ms. in-fol., comm. par M. Henry Machon; — Arch. de la Drôme.

(2) Louis Orlandin, colonel de la milice de Valence, est l'un des 500 anoblis par lettres du Roi données à Versailles en janvier 1697. On y voit qu'il est issu d'une famille noble originaire de Florence.

Jean du Poisle, de Romans, maître-d'hôtel de M^{me} de Saint-Vallier (1579), un maître aux comptes à la même époque, un capitaine au régiment de Périgord au milieu du XVII^e siècle, et Claude du Poisle de Châtillon, doyen du chapitre de Valence en 1750.

D'autres noms nous ramènent aux époques féodales, les Lobet, les Berlion, les Maloc. Didier Lobet était chanoine de Romans en 1233, et Hugues Lobet, damoiseau, fut son contemporain. Un autre personnage de la même famille portant ce dernier prénom, mentionné au testament de Guichard de Clérieu comme son écuyer, hommageait en 1344 et 1345 aux Poitiers son fief, qui touchait à celui d'Aurel, confinait à la Commanderie de Beaumont-Monteux et comprenait une partie de Chanos et de Curson. Cette famille fut illustrée par Didier Lobet, abbé général de l'ordre de Saint-Antoine, mort en 1369, après avoir été un des conseillers les plus influents du Dauphin Humbert II, et comptait parmi ses membres noble Lantelme Lobet, qui en 1375 achète d'Aymard de la Tour, seigneur de Vinay, seize familles d'hommes liges avec leur descendance sur les paroisses de Saint-Véran et de Villards (1).

Le 16 des calendes de janvier 1217, Raymond Bérenger, seigneur indépendant de Beauvoir en Royans et l'un des ancêtres de l'illustre maison de ce nom, accordait à ses vassaux Lambert de Maloc, chevalier, Pierre d'Iserand, Guigue de la Roche, ainsi qu'à Lambert, chapelain de Gravenc, l'autorisation de prendre l'habit religieux dans la maison de Saint-Romans de Gravenc, avec la faculté de disposer de leurs biens, comme bon leur semblerait. Cette famille a été l'objet d'un acte dont les dispositions sont non moins remarquables. Le 5 octobre 1330, Guillaume de Poitiers, seigneur de Clérieu, affranchit ses hommes liges Jean et Guillaume Maloc frères, du lieu de Chanos,

(1) *Cartulaire de Léoncel*, N.^o 115; — HAURÉAU, *Gallia Christiana*, prov. Vienn., col. 197; — VALBONNAYS, t. II, p. 467; — *Cartularium homagiorum Clayriaci*, de notis Steph. Guioterie. — *Cayer de plusieurs hommages et reconnaissances en la seigneurie de Cheurières et Blanieu réunis* (imp. in-4°).

de toute taille, contribution, vintain, du guet et de l'escharguet (*gayta et eschargayta*), aides et de toute autre servitude rustique, immunités dont leurs prédécesseurs avaient joui de temps immémorial. Évidemment, ces exemptions étaient de véritables anoblissements ou, comme dans le cas présent, des reconnaissances de noblesse. Nous citerons encore Guillaume de Maloc, chanoine de Romans (1332), et dans le même temps Berton de Maloc, châtelain de Beaumont-Monteux, Jordane de Maloc, assistante de l'abbesse de Saint-Just, Guillaume de Maloc, chevalier (1). Il ne faut pas confondre cette famille, encore existante au XV^e siècle, avec les Gilbert de Maloc, qui ont donné plusieurs conseillers au parlement de Grenoble. Ce fut un de ces derniers que l'on désigna, en 1572, pour accompagner l'évêque Jean de Montluc dans son ambassade en Pologne.

Les Berlion, *Berlionis*, — Berlion est un prénom de ces temps-là devenu nom patronymique, — qui ont produit un grand nombre de chevaliers et formé des branches en diverses contrées de la province, semblent originaires du mandement de Clérieu, ou du moins le premier qui soit venu à notre connaissance, Armand Berlion, vivant en 1230, est mentionné dans le testament d'Amédée Moine comme héritant de terres au quartier de Roion et sur le territoire de Bren; Guillaume Berlion figure parmi les témoins. En 1285, Raymond Berlion prête hommage à Roger de Clérieu et Guillaume de Poitiers pour ses biens à Clérieu. Le 1^{er} octobre, Arnaud Berlion, chevalier, teste en faveur de Guillon Berlion, de Clérieu, son fils. On voit dans ce document que le testateur avait pour femme Rixent, que leur fille Sibille était mariée à Pierre de Maleval, chevalier. Les enfants de ces derniers, Guillelmon, Aquin, Odebert, Galborc la jeune, Rixent et Audeta, sont l'objet de divers legs. Aymard Berlion eut pour héritière, en 1332, sa fille Béatrix,

(1) SALVAIN DE BOISSIEU, *De l'usage des fiefs*, Grenoble, 1731, 2^e partie, p. 114; — Extrait des arch. de la ch. des comptes, aux arch. du château de Peyrins; — VALBONNAYS, t. II, p. 181, 187, 227; — GIRAUD, *Essai sur Romans*, t. II, p. 213, 214, 224, 235, 236.

femme d'Humbert d'Hostun. Le 14 janvier de cette année-là, elle jure d'être bonne femme lige « *bona fœmina ligia de corpore* » de Guichard de Clérieu et de Guillaume de Poitiers. Ordinairement en pareil cas on dispensait les femmes du baiser de paix dû par le vassal à son suzerain. Le mari de Béatrix, en prêtant à son tour l'hommage, réserve la fidélité dont il est redevable au Dauphin et au comte de Valentinois. Ce fut sans doute la même Béatrix qui se remaria à François de Crochis et paraît dans l'hommage du Mouchet de 1344. Raymond Berlion possédait à la même époque des biens et censes à Clérieu et Chantemerle. Amédée fut abbé de Saint-André-le-Bas de Vienne en 1342 et 1345; un autre Amédée seigneur d'Ourches et de Vérone en 1413. Mais la branche résidant sur la paroisse de la Terrasse est celle qui a jeté le plus d'éclat. Demeurée longtemps en franc-alleu, elle se soumit en 1347 à la mouvance de la maison de Beaumont, avec laquelle elle conserva des liens d'étroite amitié. Eustache Berlion, chevalier, fut le frère de Jean, qui prit part au transport du Dauphiné et accompagna Humbert II dans son expédition contre les Turcs. Leurs descendants exerçaient encore à la fin du XV^e siècle des droits de patronage sur des chapelles à Montbonod et à la Terrasse. Enfin, Catherine Berlion, religieuse à Montfleury, vivait en 1519 (1).

Les hommages et reconnaissances nous indiquent aussi parmi les vassaux nobles ou ecclésiastiques de la baronnie au XIV^e siècle Didier de Bren, Guigon et François de Sancto Martio, Guillaume de Châteaubourg, Alexandre, seigneur de Saint-Didier, Girard Sicard, d'Albon; — au XV^e, Pierre de Buffevent et sa fille Jeanne, mariée à Artaud de Beaumont, Pierre Crozel, Jean Coronel ou Colonel, Henry Morellet, Louis Chomar, Jausserand Vernolh, Guillaume Arnulphi, Guillaume Chapayron, d'Alixan; — au XVI^e, les commandeurs de Monteux et de Saint-Paul-lès-Romans, les prieurs de Saint-Donat et de Saint-Bardoux, l'abbé de

(1) *Cartularium Clayriaci*; — Notes de MOULINET; — BRIZARD, *Hist. de la maison de Beaumont*; — J.-J. GUIFFREY, *Hist. de la réunion du Dauphiné*, pièces just., p. 183 et 184; — Polletus..... *Diœcesis Gratianopolitan.*; — Ap. MARION, *Cartulaire de St-Hugues*, p. 322, 349.

Saint-Antoine et l'abbesse de Vernaison, le recteur de l'hôpital Sainte-Foi de Romans et le chapitre de Saint-Barnard, l'archevêque de Vienne, Antoine Gruel, seigneur de Fontager, Ponson Monistrol, Jean Bovis, ou Bœuf, de Saint-Donat, François et Étienne Langon, Guillaume Bodot, Aymar Payn, Gaspard de Vallin, Jean Granet, Ennemond Girodon, Étienne de Cugno, Guillaume de Beaumont, seigneur de Pellafol, Jeanne de Marchiis, femme de noble et égrège Robert Marchand, docteur ès-lois à Saint-Marcellin, Méraud et François de Grolée, Aymar et François de Revel; — au XVII^e siècle, Louis Blanc, seigneur de la Garde du Mas, Pierre de Bressieu, seigneur de Beaucroissant, Octavien Carles de Conton, Arnoux de Loulle, président en l'élection de Romans, Jacques Giraud et son fils François, l'un et l'autre conseillers au parlement. Ces riches bénéficiers, ces princes de l'Église, ces puissants gentilshommes ou ces hobereaux plus modestes, tous ces possesseurs de censes, de rentes et de droits féodaux ont pour jamais disparu de la scène du monde; à peu d'exceptions près, leurs noms même ne laissent de trace que dans la mémoire de l'archéologue ou de l'historien local.

Veaunes, *Vedena*? *Vedona*? *Veona*, *Veauna*.

La charte 10 (bis) du cartulaire de Saint-Barnard (entre 907 et 909) mentionne la donation de l'église de Saint-Benoît « *in villa Vedena* » et de ses dépendances faite à David, abbé de Romans, par Alexandre, archevêque de Vienne, de l'avis du comte Hugues. Dans une autre charte de l'année 1031 (N.^o 107) il est question de « *villa Vedona* ». Ce qui autorise à supposer qu'il s'agit bien ici de l'église paroissiale de Veauunes, connue au XIV^e siècle déjà sous le vocable de Saint-Étienne, c'est que cette dernière fut en effet jusqu'à la Révolution de la collation du chapitre de Saint-Barnard; il serait difficile de placer ailleurs la localité indiquée dans les documents que nous venons de citer.

Au commencement du XIII^e siècle, le fief de Veauunes avec le *merum imperium* était dans la famille de Chalmen ou Charmes. En septembre 1221, Raymond de Charmes le vendit à Guillaume Gratepaille et à Roger, son frère, seigneurs de Clé-

rieu, qui lui rendirent par le même acte la maison forte de la localité ainsi que ses dépendances. En 1231 cet échange fut confirmé avec la clause expresse que ladite maison forte ne pourrait jamais être distraite de la domination et juridiction de Clérieu. A partir de ces temps, la seigneurie de la paroisse de Veaunes ne cessa d'appartenir aux possesseurs de la baronnie, dont elle partagea toutes les vicissitudes. Quant à la maison forte, elle fut hommagée en 1294 à Roger de Clérieu par Raymond de Veaunes, sans doute un descendant de Raymond de Charmes. De 1308 à 1343, Rolland de Veaunes, chevalier, fils de Raymond, paraît dans des actes du même genre pour tous ses biens sur la paroisse Saint-Étienne de Veaunes, le fief d'Aurel et sa maison sur la place de Clérieu. Il relève successivement de Graton et Guichard de Clérieu, du Dauphin Humbert II, qui occupa la baronnie de 1336 à 1342, enfin du comte de Valentinois. Rolland avait un frère bâtard, noble homme Maynet de Veaunes, damoiseau, dont Aymar de Poitiers acheta l'hommage. Cette famille, qui allait bientôt s'éteindre, aliéna la maison forte de Veaunes en faveur de Guillaume de Fay, qui, le 28 mai 1379, se reconnut homme lige du comte Louis de Poitiers. Après lui viennent son fils Eustache et François de Fay dit Coquardon, père d'autre François. Une alliance des Fay avec les Solignac fait plus tard prévaloir pendant de longues années ce dernier nom. Une fille de cette branche porte le prénom bizarre d'Ogaya. Noble Jean de Solignac, *de Solempniaco* ou *de Solloniaco*, passe en 1499 une transaction avec Guillaume de Poitiers. Antoine de Solignac, plus connu sous le nom de capitaine de Veaunes, était fils d'autre Jean qui donna son dénombrement le 27 août 1540. Tandis qu'en ces temps de troubles ses voisins, les Bouvier, de Curson, se jetaient dans le parti protestant, Antoine, demeuré fidèle à la foi catholique, joua un certain rôle dans la contrée. Il fut gouverneur de Romans, enseigne de la compagnie du seigneur de Tournon et sut mériter la confiance de l'illustre Gordes, qui l'associa à ses généreux desseins en le chargeant, après la Saint-Barthélemy, de protéger les huguenots de Romans échappés au massacre du 21 septembre dans les prisons de Mont-Ségur. Le 14 octobre 1644, Claude de

Solignac rendit hommage au président de Chevrières pour la maison forte de Veaunes et ses biens au terroir d'Aurel. Sa postérité reprit le nom de Fay, et ce rameau se termina par Philippe de Fay-Solignac, laissant vers 1750 son héritage à son neveu Ferdinand-Bruno du Vivier, capitaine au régiment de royal-vaisseau, à la charge de porter son nom et ses armes. Ce sont les du Vivier qui firent peindre à la fin du siècle dernier le pennon d'alliance des Fay ornant encore la salle à manger du château et décrit, d'après nos indications, dans l'*Armorial du Dauphiné* de M. de Rivoire-la-Bâtie. Nous avons également fourni à ce curieux recueil quelques-uns des renseignements insérés à l'article *Veauunes*. Reconstitué sous les Fay, le château, qui porte au-dessus de sa principale entrée le millésime de 1612, est adossé à un bois et placé sur un coteau d'où l'on embrasse une vue magnifique, ainsi qu'il en est toujours dans cette contrée pour les points culminants. La petite rivière de la Veauune, qui s'en va arroser Curson, coule au fond de cette jolie vallée; à droite Clérieu, les prairies des bords de l'Herbasse et Saint-Bardoux sur sa colline; à gauche, à travers les accidents de terrain, se pressent, jusqu'à la forêt de Sizay, Bren, Margès, Saint-Donat, Marsas, Chavannes, les chapelles en ruines, les cloîtres et les châteaux pleins de souvenirs, le vieux manoir des Iserand qui se reflète dans son étang ceint de roseaux; devant nous, dans un lointain déjà brumeux, s'élèvent les cimes déchirées des Alpes dauphinoises dominées par la dent de Voreppe.

Un document du temps nous apprend qu'au XVII^e siècle il n'y avait pas au village de Veauunes plus de 40 habitants. Aujourd'hui il en comprend environ 300; mais cette population, exclusivement agricole, ne paraît pas destinée à s'accroître (1).

Sur la même commune, la maison forte d'Hauteville ou Auteville, *Alta villa*, a donné son nom à une ancienne race qui paraît souvent dans nos annales dauphinoises. Cette localité est

(1) Arch. du château comm. par M. Savy, maire de Veauunes et propriétaire du château; — *Mémoires d'Eustache PIÉMONT*, p. 112, 130, 192, 193; — Dr Ulysse CHEVALIER, *Lettres inédites du baron de Gordes*, p. 5 et suiv.; — Arch. de la Drôme, C, 927.

mentionnée dans une charte du XI^e siècle du cartulaire de Saint-Barnard (N.^o 70) à propos d'un don fait à l'abbaye par Arbert, fils d'Adalgise de Clérieu. Guillaume d'Hauteville, chevalier, est présent en 1184 à la sentence arbitrale portée par Robert, archevêque de Vienne, et Hugues, abbé de Bonnevaux, entre Ardutius, évêque de Genève, et Guillaume, comte de la même ville (1). Le cartulaire de Léoncel fait mention d'Adhémar d'Hauteville en 1183. Aux archives de la Drôme, au bas d'un acte de 1273 relatif à l'exécution d'un legs de Briande, femme d'Adhémar d'Hauteville, chevalier, en faveur des religieuses de Commerci, près Romans, on voit le sceau de cet Adhémar, sur lequel on discerne encore un lion. Le samedi veille de Saint-Michel 1284, il passa une reconnaissance à Guillaume de Claveyson pour des fonds sur Mercurol. En 1343, Jean d'Hauteville dut à la confiance du dernier Dauphin de Viennois la charge importante de bailli de l'Embrunois. Aymar, chanoine de Lyon, était conseiller du même Humbert II. Florimond et Pierre d'Hauteville, coseigneurs d'Hauteville, seigneurs de la Coste, rendirent hommage (1349) au duc de Normandie avec les principaux seigneurs de la province. Ils marquèrent surtout dans l'église. On trouve R. d'Hauteville, doyen de Valence (1268), et après lui Guillaume, revêtu de la même dignité, Alix, abbesse de Soyons (1288), Guillaume, abbé de Saint-Tiers de Saou (1295), un autre Guillaume, chanoine de Romans (1233), Arriadna, religieuse à Soyons (1243). Au XIV^e siècle le fief était divisé entre Guionnet et Pierre d'Hauteville; Berlionet Lobet, Raymond de Veaunes et Guigon de Saint-Mars en possédaient aussi une part. Le droit total à chaque mutation s'élevait à quarante livres bonne monnaie viennoise. Ce fief commençait au moulin du

(1) SPON, *Hist. de Genève*, éd. in-4°, t. II, p. 39, 49. Les rapports entre le Dauphiné et Genève, dépendant alors de la province ecclésiastique de Vienne, étaient alors fréquents, ainsi que le prouve le choix des médiateurs; on comprend donc la présence d'un chevalier de nos contrées. Cependant comme le nom d'Hauteville est assez répandu et qu'il existe d'ailleurs au-dessus de Vevey un château qui s'appelle ainsi, on ne peut rien affirmer de certain.

comte au-delà de l'Herbasse jusqu'à la Veauue, de là en remontant entre les bois de Curson et ceux d'Hauteville à Chandias, d'où l'on suivait une ligne droite pour arriver au Sorbier de Freyssières et au lieu nommé Molinaz de la Veauue, de manière à aboutir au pont de Trelhis de Clérieu. Guionnet d'Hauteville était redouté pour sa violence, qui ne respectait rien. Dans une querelle, il maltraita, au point de lui faire sortir les yeux de la tête, Lantelme Aymon, vassal d'Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny et Saint-Donat, oncle d'Humbert II. Graton ayant donné asile à Guionnet, son homme lige, les gens de Saint-Donat ravagèrent la terre de Clérieu. De guerre lasse un accommodement eut lieu, le 10 mars 1323, à Saint-Donat entre le baron de Faucigny d'une part, les seigneurs de Clérieu et d'Hauteville de l'autre, qui se remirent mutuellement leurs injures. On ne dit pas que le malheureux Aymon ait reçu aucun dédommagement. — Guichard de Clérieu concède, le 9 janvier 1336, à Aymar d'Hauteville les censives et corvées de 40 familles d'habitants sur la paroisse de Chanos et Curson et 15 florins d'or à prendre sur le péage de Clérieu. Quelques années après, le Dauphin se l'attacha par différents dons. Cette famille tomba en quenouille par Alix, mariée à Pierre Auberjon, et Florence, qui devint la femme de Gilles du Puy. Ce dernier, qui testa en 1420, fut seigneur d'Hauteville, père de Guionnet et grand-père de Florimond du Puy-d'Hauteville, qui, ne payant pas la dot de sa sœur Catherine, veuve de noble Antoine de Montaclard, habitant à Vals, se vit contraint en 1473 par autorité de justice de vendre à noble Lantelme de Veilheu huit sétérées du fief. Après lui Jean, qui épousa Jeanne de Vesc. Ses enfants, Jean du Puy, de Peyrins, seigneur d'Hauteville, Jacques du Puy, seigneur de la Roche, Honoré, seigneur de Rochefort, passèrent une transaction au sujet de sa succession, le dernier juillet 1515. Par son testament, du 7 octobre 1524, Gabriel du Puy, seigneur de Murinais, lieutenant et garde pour le Roi de la ville et place du Mont-Saint-Michel, appelle en substitution Jean du Puy, seigneur d'Hauteville, et Aymar du Puy, seigneur de Montbrun, ce qui établit la communauté d'origine. Peu après, Jean vendit le poids de farine de la ville de Romans à Nicolas

de Caritat. Le 8 juin 1546, François du Puy, fils de Jean, aliéna, du consentement de Marie de Tardes, sa mère, la maison forte d'Hauteville en faveur de Louis Arloud, dit Ramond, écuyer, de la Roche-de-Glun, qui paya les lods à Guillaume de Poitiers, baron de Clérieu, à raison du sixième denier. Le 11 mars 1611, ce fief passa entre les mains de Bonaventure Guigou, marchand de Romans. Le 17 avril 1644, noble André Izerand de Lemps, sieur du Mouchet, rendit hommage au président de Chevrières pour le Mouchet, Hauteville et les biens de Hugues Lobet. Ce manoir appartenait en 1688 au sieur de Rostaing et fut vendu, le 11 octobre 1763, par noble François Rey, trésorier de France, seigneur du Mouchet, à noble Louis d'Honneur, aussi trésorier de France, résidant à Romans. Il est aujourd'hui la propriété de M. Rostaing, avocat, maire de Chanos-Curson (1).

Chanos-Curson (946 habitants).

Cette commune est composée de deux villages, de Chanos et de Curson. Chanos est appelé dans les anciens titres *Villa Canoscho* ou *Chanozco*, *Chanozcum*, *Cannoscus*. C'est là que se trouve l'église paroissiale de Saint-Martin, bâtie dans le style ogival secondaire. Au milieu du XI^e siècle, deux frères de Léger, archevêque de Vienne, Adon, chanoine de Romans, et Armand donnèrent au chapitre de cette abbaye les deux églises de Chanos, sous les vocables de Saint-Pierre et de Saint-Martin. La première a disparu depuis une époque reculée, la seconde était primitivement construite sur une éminence au-dessus du village. Il paraît que la possession n'en fut pas sans trouble pour Saint-Barnard; car, une cinquantaine d'années après, ces églises sont restituées, avec le presbytère, les terres cultivées et incultes,

(1) Arch. de l'Isère, cartons du Valentinois et inventaire de la ch. des comptes; — Arch. de la Drôme, id. des châteaux de Saint-Vallier et de Peyrins; — Notes de MOULINET; — Papiers comm. par M. Henry Machon, par M. Rostaing, maire de Chanos; — *Cart. de Léoncel*, N.^o 172 et 205; — BRUN-DURAND, dans le *Bulletin de la Société archéologique de la Drôme*, 15^e livraison; — RIVOIRE LA BATIE, *Armorial*; — CHORIER, *Hist. gén.*, t. II, p. 316; — *Cartularium Clayriaci*.

du consentement de Guillaume de Clérieu, par Guillaume, fils de Lantelme de Mercurol, et son écuyer Boniface, qui rendirent le premier les deux tiers et l'autre le reste des dîmes. Guillaume étant depuis entré en religion, ainsi que sa femme, leurs enfants ratifièrent cet acte de justice et de réparation. La collation de Saint-Martin demeura au chapitre de Romans jusqu'à la Révolution (1). La chapelle de Saint-Marcellin, pillée et détruite en 1792, paraît avoir existé dès le X^e siècle. En effet, dans la charte 90 de Saint-Barnard, sans date, mais que M. Giraud place entre 952 et 993, il est question d'une terre de Saint-Marcel à Chanos. Saint-Marcellin dépendait de la sacristie du prieuré de Mantes ou Manthoz en Valloire (ordre de Saint-Benoît, congrégation de Cluny) mentionnée dans une charte de Guigue-le-Gras (1079).

Le sacristain de Mantes percevait, à ce titre, quelques dîmes sur le mandement de Chanos et devait une rémunération au curé de l'endroit, obligé de dire la messe une fois par semaine à Saint-Marcellin (2). Enfin, Saint-Pierre de Marnas, *Sanctus Petrus a Marnatis, de Marnasio, de Marnaz*, cette chapelle en ruines à droite de la route de Tain à Chantemerle, entourée d'un bosquet touffu de chênes, dont les rejets vigoureux ont par les fenêtres effondrées et les murs disjoints envahi l'enceinte consacrée, fait aujourd'hui partie de la commune de Mercurol, mais était alors une annexe de Chanos. Vers la fin du XI^e siècle, Arnaud Mulet, fils d'Odilon, donne à Saint-Barnard l'église de Marnas avec son cimetière et une petite vigne. Le chanoine Ponce de Pisançon, auquel ladite église avait été confiée, acheta les dîmes, moitié d'Humbert de Larnage et moitié d'Artaud Boniface, pour la somme totale de 54 sous 4 deniers. Au siècle suivant, Guillaume de Mercurol et Addon, son fils, abandonnèrent leurs droits ou prétentions sur ces dîmes en faveur du chapitre de Romans, qui en a joui jusqu'en 1790 (3).

(1) *Cart. de St-Barnard*, N.^{os} 28, 50, 90, 97, 205, 216, 217, 218, 259, 260, 262; — GIRAUD, *Essai*, t. I^{er}, p. 103.

(2) BRUN-DURAND, *Dict. ecclésiastique*; — ALF. DE TERREBASSE, ap. *La Mure, comtes de Forest*, t. III, pièces suppl., p. 126.

(3) *Cart. de St-Barnard*, N.^{os} 25, 154, 186, 298.

Le bayle de Chanos en 1234 s'appelait Martin. Cette charge, dont l'objet était de recueillir les droits seigneuriaux, était souvent héréditaire. On a vu que le fief Lobet embrassait une partie du territoire de Chanos. Les rôles du vingtième noble nous apprennent que Daniel de Riordan, ancien capitaine d'infanterie, habitait il y a cent ans cette localité.

Curson, *Curzon*, appartenait en tout ou en partie, aux XII^e et XIII^e siècles à une famille de ce nom. Humbert de Curson, chanoine de Saint-Félix de Valence, existait en 1185, Francon en 1233 et Chabert en 1246. Aymar de Curson, damoiseau, vendit, en 1281 à Roger de Clérieu, des biens et censes à Pisançon. Le fief se divisa : il était possédé, en 1327, par Raymond de Curson, damoiseau, Guillaume de Curson, fils de Galbert, Hugues Lobet, fils de Margaronne de Curson, François de Givors, Guillaume de Châteaubourg et Tholomia, qui rendirent hommage à Guichard de Clérieu et à Guillaume de Poitiers (1). La part d'Aymar de Curson était, en 1443, à noble Jean de Chabert. Le fils ou le petit-fils de ce dernier, portant le même prénom, hommagea en 1498 et fut père de Marguerite, *aliàs* Javotte, Chabert, femme, en 1510, de noble Antoine d'Arces, qui descendait de Pierre d'Arces, dit Perrillon, second fils de messire Artaud d'Arces, chevalier, seigneur d'Arces. Pierre d'Arces, héritier du bien de Burlet et autres lieux, s'établit à la Roche-de-Glun, où il épousa, le 17 août 1396, Anglantine, fille de noble Girard Chapot, de Tournon, et testa en novembre 1415. Ces d'Arces possédaient une maison à Tournon. L'un d'eux, Raymond, embrassa le protestantisme ; mais étant revenu en 1588 à la foi catholique, on assure qu'il termina sa vie comme ermite dans la forêt de Sénart. Antoine d'Arces, qui nous a amené à cette digression, ne laissa qu'une fille, Florye ; mariée en 1512 à noble Claude de Bouvier, auquel elle transmit le fief et la maison forte de Chabert. De cette union vint Raymond, qui épousa Claudine de Robiac, dont Louis de Bouvier-Chabert. Le père et le fils, fort appréciés de Lesdiguières, furent

(1) *Cart. de Léoncel* ; — Arch. de l'Isère, cartons du Valentinois ; — *Cartularium Clayriaci*.

de hardis capitaines huguenots. L'établissement de nouveaux impôts qui pesaient exclusivement sur le peuple depuis longtemps épuisé, les justes réclamations du tiers-état demandant qu'on ne pût augmenter le nombre des biens nobles, question alors brûlante et d'où sortit le fameux procès des tailles, la ligue des communes de Dauphiné (1578) et les soulèvements qui suivirent, mirent le comble au désordre dans la province. En 1580 « M. de Tournon avec sa compagnie, raconte Eustache Piémont dans ses curieux Mémoires, passant par Chanos-Curson où il disna avec sa troupe, estant adverty que certains du village s'estoient rangés dans une maison de Chabeuil (il veut dire la maison de Chabert), il les voulut forcer, mais ils le repoussèrent disant qu'ils ne luy demandoient rien, et en le repoussant ils luy tuèrent deux des siens. » Les Bouvier de Chabert tombèrent en quenouille par Marguerite, mariée en 1736 à noble Antoine de Rostaing, sieur du Castelet, qui aliéna la maison de Chabert, vulgairement appelée aujourd'hui la maison de la Dame. Une autre branche des Bouvier, les Bouvier-Montmeyran, possédait aussi une maison forte à Curson au XVII^e siècle. Elle appartenait en 1734 à noble Louis-Laurent Parisot, habitant à Valence (1).

Au-dessous de la maison de la Dame se trouve l'ancienne maison forte des Dorier, qui finit par devenir la maison seigneuriale. Noble Pierre Dorier, vivant en 1450, fut le père de Thomas, marié à Louise Farnier. Leurs descendants vendirent leurs propriétés, en 1528 et 1530, à Jean Philibois, bisaleul maternel de Jean de Luc. Ce Jean de Luc, fils d'un commissaire des guerres habitant à Tournon, anobli en 1606 après avoir épousé une D^{lle} de Corbeau, avait fini par réunir en ses mains la plupart des fiefs de Curson. Une branche de cette famille s'éteignit bientôt chez les Ginestous la Tourrette; l'autre, qui posséda un moment la seigneurie de Montélégiér, s'allia aux d'Espinchal, aux Montchenu et subsistait encore en 1722. Le

(1) Notes de MOULINET; — G. ALLARD, généalogies manuscrites, à la bibliothèque de Grenoble; — Divers inventaires de Clérieu, aux arch. du château de Saint-Vallier.

président de Chevrières acquit par droit de prélation les biens des Luc de Curson, et fit de la maison forte sa résidence, quand il venait dans la baronnie de Clérieu. Il y avait une chapelle, détruite probablement en septembre 1792, époque à laquelle le château fut pillé (1).

La maison forte des Veilheu, parents de ceux de Clérieu, avait été démolie avant 1644, à cause de sa vétusté. La Veaune, dit un document du temps, venant du moulin du seigneur de Clérieu, pour aller au moulin Terrail, traversait le fief. C'était sans doute l'emplacement de l'habitation actuelle de M. le baron Saint-Cyr Nugues. Noble Lanthelme Veilheu, fils de François, fut le père de Balthazard, qui rendit hommage, en 1498, à Guillaume de Poitiers, et le grand-père de François de Veilheu. Celui-ci eut pour héritier noble Charles de Murinais, en possession en 1591, dont la fille Jeanne se maria à Antoine Davin, docteur en médecine, anobli en octobre 1606. Le 9 mars 1631, ils vendirent la généralité de leurs biens à Jean de Luc (2).

Conflans, élégante maison seigneuriale, aujourd'hui livrée à l'abandon, mais fière encore de sa tourelle et de ses fenêtres à meneaux, fut construit probablement au XV^e siècle par l'un des nombreux favoris de Louis XI, Jean de Conflans, originaire de Saintonge. Antoine de Conflans est au nombre des six nobles admis héréditairement dans la confrérie de Saint-Jean de Valence, par la bulle de fondation du Pape Alexandre VI, du 20 juillet 1499, sur la demande de César Borgia, duc de Valentinois. Cet Antoine, d'autres disent Jean, possédait en 1508 un pré sur Beaumont-Monteux, pour lequel il obtint du gouverneur du Dauphiné l'emphytéose de l'eau sortant du pré du Roi, dit pré Dauphin. Un arrêt du parlement en faveur de Jean de Conflans débouta, en 1543, Claude de Conflans de ses prétentions sur la maison forte, cour, jardin, etc. Jean eut de sa femme Marguerite de Chanelos Louise, mariée à noble Joachim de Brunier, seigneur de Larnage, qui arrenta le domaine des Chassis

(1) P. ANSELME, t. VIII, p. 594; — Arch. du château de Saint-Vallier.

(2) Papiers comm. par M. Machon.

sur Mercurol, appelé encore Conflans, du nom de ses anciens possesseurs, et appartenant aujourd'hui à M. le commandant Degros. Veuve en 1619, Louise se remaria à noble Félicien Basset, avocat, sieur de la maison forte du Pin, auquel elle légua Conflans. L'héritage était sans doute grevé de dettes, car M^e Basset passa un bail en hypothèque à Pierre-Béatrix-Robert de Saint-Germain, conseiller au parlement. Ces deux personnes tombèrent d'accord pour passer, le 12 décembre 1652, vente du fief et de la maison de Conflans à noble Antoine de Mitailier, conseiller du Roi, maître ordinaire en la chambre des comptes de Dauphiné, gendre du sieur Jean Barnaud, marchand à Romans. Mais le président de Chevrières, par droit de prélation et de retrait féodal, obtint un arrêt du parlement de Paris du 7 septembre 1655, en vertu duquel il fut mis en possession après avoir remboursé le prix d'acquisition. Cependant il ne garda pas longtemps Conflans; en effet, noble Pierre Fournier, natif de Pont-en-Royans, qui prenait la qualification de valet de chambre de la reine de Pologne, rendit hommage en 1662 audit président pour cette propriété, qu'il possédait encore en 1686, et qui revint plus tard aux la Croix-Chevrières (1).

La grange du Caire au terroir du Caire, *alias* du Périer, sur Chanos-Curson, appartenait en 1400 à Jacques du Puy-d'Hauteville et à sa femme, Jeanne de Montrigaud, et en 1510 à noble Martial Farnier. — Noble Jean de Tournon, seigneur de Châteauneuf-de-Vernoux, garde pour le Roi des greniers à sel de Tournon, Tain et Valence, issu d'une branche bâtarde de la maison de Tournon en Vivarais, acquit, vers 1536, une terre au lieu de Curson, terroir d'Armelot, qui garda depuis le nom de Châteauneuf. Son fils Claude, mari de Claire du Puy-d'Hauteville et père de Claude, Gaspard et Paul de Tournon, la revendit en 1552 à Antoine Luc.

Il s'exerçait à Curson, de temps immémorial, un droit de gabelle sur les marchandises traversant la localité. Ce péage, qui rapportait du reste une somme peu importante, fut quelque-

(1) Factum de procès; — Arch. de la Drôme.

fois revendiqué par les gouverneurs du Dauphiné au nom du pouvoir royal; mais il finit par demeurer sans conteste aux barons de Clérieu (pancartes des 14 juillet 1496 et 23 novembre 1531). Les revenus territoriaux étaient plus élevés. Le 27 octobre 1782, le comte de Saint-Vallier arrenta à sieur Jacques Crozet, habitant à Curson, moyennant le prix annuel de 2,072 livres, le moulin banal de Curson, les pré, jardin, vigne, terre, château et enclos situés à Curson, ensemble le pré Loubat au mandement de Monteux.

Chavannes, *Eschavanas*, *Chavangnhas*, *Chavainmas* (301 habitants).

Dans le testament du 8 juillet 1230 d'Amédée Moine, que nous avons eu plusieurs fois occasion de citer et qui fait partie du fonds de Vernaison, aux archives de la Drôme, l'église de Chavannes reçoit un marc d'argent pour un calice. Elle est sous le vocable de Saint-Priest, *Sanctus Projectus*. La collation et les dîmes appartenaient au chapitre de Romans. M. Brun-Durand croit que cette église a remplacé Saint-André de Roion.

On trouve en 1160 Lambert et Guillaume de Chavannes dans le traité entre l'abbaye de Saint-Barnard et les Lambert-François. Lantelme vivait à la même époque. On ne voit pas qu'ils aient eu des successeurs. Il est probable que cette localité fit de très-bonne heure partie du domaine des seigneurs de Clérieu. Il y a eu une famille du nom de Chavannes habitant à Moras aux XIV^e et XV^e siècles; mais elle paraît originaire du Graisivaudan. En 1652, 1659 et 1675, le président de Chevrières arrentait à divers particuliers, pour un chapon ou une poule de cense, les eaux pluviales découlant du chemin public de Chavannes. Au XVII^e siècle, une branche de la maison de Clavayson portait le titre de seigneurs de Chavannes. Il est probable qu'il s'agit de la localité de ce nom aux environs de Vienne. Il paraît que M. de Rostaing, seigneur du Mouchet et d'Hauteville, possédait vers 1700 Chavannes sur Clérieu (1).

(1) *Cartulaire de St-Barnard*, N.^o 303 et 338; — Notes de MOULINET; — Arch. de la Drôme.

Les détails manquant au sujet de Chavannes, tout l'intérêt se porte sur le Mouchet, *Mochetum*, *Moschetum*, appartenant en 1327 à Aymar et Guilhermette du Mouchet, qui en rendirent hommage à Guichard de Clérieu. Aymar était mort l'année suivante, laissant un fils, nommé Aymon, qui ne vécut sans doute pas longtemps; car, le 19 janvier 1344, François de Crochis, damoiseau, prête à son tour hommage à Louis de Poitiers, comte de Valentinois, et à Amédée de Poitiers, coseigneurs de Clérieu, au nom de sa femme, Béatrix Berlion, pour la maison forte du Mouchet, *bastidam fortem*, avec son circuit clos de murs, les maisons contiguës, le vivier au-dessus de la maison, le grand vivier situé au-dessous et divisé en deux, le moulin à moudre du froment et du seigle et en outre tout ce que François et Béatrix possédaient au mandement de Clérieu, tant de l'héritage du seigneur du Mouchet qu'autrement. Le 16 mai 1408, Charles de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, fit donation du Mouchet à son bâtard Guillaume, qu'il avait eu d'une servante de Romans appelée Béatrix. Ledit Guillaume n'ayant pas eu de postérité, la maison forte revint aux Poitiers. Le 4 mai 1422, par acte passé au château d'Étoile, Louis de Poitiers-Saint-Vallier inféode le Mouchet à noble homme François de Lemps, qui fut père de Hugues de Lemps, seigneur du Mouchet, juge de la baronnie de Clérieu, présent, le 25 juin 1461, à l'hommage prêté à l'église de Valence par François d'Urre, coseigneur d'Urre. Outre le Mouchet, Claude de Lemps, chevalier, fils de Hugues, eut, par sa femme Perronnette de Roussillon, le fief de la Montagne, confrontant le mandement de Saint-Antoine. Jean de Lemps fut son successeur. Cette branche finit en la personne de Françoise de Lemps, mariée en 1554 à Philibert d'Iserand, qui prit part aux guerres d'Italie; leur fils Antoine d'Iserand de Lemps, seigneur du Mouchet, continua la postérité. On voit aux environs du village de Vion (Ardèche) les vastes ruines du château d'Iserand, détruit dans les guerres de religion. Connue depuis Pons, seigneur d'Yserand ou Iserand en 1300, cette race valeureuse, qui combattit à Crécy et à Cérisolles, venait de là et tenait encore en Vivarais Chanelos et une partie d'Ay. Vers 1450, à la suite d'une con-

fiscation féodale de leur château paternel, pour des causes demeurées assez obscures, par leur suzerain le seigneur de Tournon, ils passèrent en Dauphiné où ils possédèrent Montclar, ainsi que les maisons fortes du Mollard-Bouchard, de Senaut et de la Grange-Beauvoir-en-Royans. Ils donnèrent à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem nombre de chevaliers et un commandeur mentionné avec honneur dans le *Martyrologe des chevaliers de Malte* de Goussancourt. De son mariage avec Gasparde de la Porte, Antoine Iserand de Lemps, seigneur de la Montagne et du Mouchet (vivant en 1621), eut Claude, qui lui succéda en toutes ses possessions. André d'Iserand de Lemps, seigneur du Mouchet et d'Hauteville en 1686, semble le dernier de sa branche. Peu après, M. de Rostaing tenait sa place. Nous pensons qu'il s'agit des Rostaing-la-Rivoire, alliés en 1639 aux Iserand, dont ils auraient hérité. Marie-Alix de Rostaing, mariée en 1709 à Louis-François de la Baume, comte de Suze, fut à son tour dame du Mouchet. Son fils Louis-Charles de la Baume-Suze vendit le fief, le 21 février 1759, à noble François Rey, trésorier de France en la généralité de Grenoble, qui obtint un arrêt du parlement de Dauphiné le maintenant en possession de l'étang dit du Milieu, pour une contenance de 18 sétérées, avec défense aux habitants des communautés de Chavannes et Marsas d'y faucher l'herbe et d'y faire paitre leurs bestiaux. L'état des lieux a notablement changé depuis l'hommage de François de Crochis. Une inondation ayant rompu, à une époque inconnue, la digue de séparation, l'étendue de l'étang se trouvant réduite par des dessèchements successifs, il ne reste plus aujourd'hui qu'une seule pièce d'eau. Alexandre Rey du Mouchet, garde-du-corps, fils du trésorier de France, périt au siège de Lyon, laissant veuve M^{lle} de Mazenod, remariée quelques années plus tard au comte de Saint-Vallier, pair de France, fils du dernier seigneur de Clérieu.

Sur la porte d'entrée du château le griffon des Iserand est accolé au lion des Lemps, dans un écusson accompagné d'élégants ornements héraldiques, où se trahit l'art délicat de la Renaissance, mais que le marteau révolutionnaire a mutilés en 1792. L'édifice a été construit en diverses époques. La façade

du côté de l'étang est flanquée de deux grosses tours. On remarque dans une salle du rez-de-chaussée, sur le plafond et les panneaux en bois, des peintures mythologiques paraissant dater du XVII^e siècle; dans une cour, quatre médaillons contemporains des sculptures de la porte et représentant des têtes, dont l'une rappelle le type traditionnel de Louis XI; peut-être une allusion aux visites que ce prince se plaisait à faire à un riche villageois du Mouchet, pendant son séjour chez Imbert de Baternay. Un bel escalier droit conduit au premier étage, d'où la vue s'étend sur une plaine boisée, semée de prairies et de villages; à gauche, derrière le rideau de collines faiblement ondulé qui dérobe le cours du Rhône, l'horizon se ferme sur les montagnes sévères du Vivarais (1).

Marsas, *Marczas*, *Marsaz* (743 habitants).

L'église sous le vocable de Saint-Didier et Saint-Blaise appartenait au prieur de Saint-Donat, auquel la possession des dîmes de cette localité fut confirmée par bulle du pape Alexandre III, en date du 12 des calendes d'août 1279. Ces droits passèrent, au XVIII^e siècle, aux Jésuites du collège de Tournon.

Pierre de Marsaz apparaît en 1160 dans le traité de paix entre l'abbaye de Romans et Raynaud François et ses fils. Guillaume de Marsas était sous-prieur de Léoncel en 1204. 1327, Martin de Marsas reconnaît tenir de Guichard de Clérieu et de Guillaume de Poitiers de 13 à 16 sétiers de froment sur le mandement de Clérieu, plus pareille quantité au terroir de Marsas, au lieu dit *en la Cima*, aliàs *la Tuva*, indivis avec Guillaume de Valle, chacun devant quatre oies de cense. Le 15 janvier 1344, noble Raymonde, veuve de Martin, et son fils Jean de Marsas prêtent hommage pour les mêmes biens au comte de Valentinois et à Amédée de Poitiers, qui reçoivent aussi l'hommage de François de Montrigaud, damoiseau, et de son frère, enfin de Guillaume, Pierre, Thomas et Jean Baluchii, de Saint-Donat,

(1) *Cartularium Clayriaci*; — DUCHESNE, *Comtes de Valentinois*; — CHOBIER, t. II, p. 461; — Notes de MOULINET; — *Livre de comptes de Nicolas de Bergèdes, sieur de Lemps en Vivarais*, 1664, ms. comm. par M^{me} de la Cheisserie; — Arch. de la Drôme; — Id. du château de Peyrins.

pour leurs biens sur la même paroisse et notamment au terroir dit *en Feninol*.

Selon Moulinet, les Allemand, qui possédèrent Margès et Larnage, furent aussi seigneurs de Marsas. Il cite le testament de Guillaume Allemand, seigneur de Marsas, du 3 mars 1360, la transaction d'autre Guillaume Allemand, seigneur du même lieu, à raison d'un legs fait par Béatrix Allemand (27 août 1365), enfin une fondation d'un troisième Guillaume Allemand, également seigneur de Marsas, datée du 9 mai 1449.

Un siècle plus tard, le 2 septembre 1539, Gaspard de Loras est dit seigneur de Loras et de Marsas. Son fils Annibal et son petit-fils Gaspard sont indiqués dans leur généalogie comme ayant conservé les mêmes fiefs. Cela nous conduit jusqu'en 1626. Marsas était au XVIII^e siècle du domaine des barons de Clérieu.

Eustache Piémont nous apprend qu'en 1580, à l'époque de la ligue des communes, les gens de Marsas, se voyant pillés par les troupes de Romans et les compagnies de la Croze et de la Balme, résolurent de se défendre, et qu'un soir le lieutenant de la Croze, ayant envahi leur village à la tête de cinquante soldats, ils le blessèrent, lui tuèrent vingt de ses hommes et se réfugièrent dans une église. La relation ne nous donne pas la suite d'une de ces aventures si fréquentes dans ces tristes temps.

Il y avait à Marsas dès le XV^e siècle une aumône qui a persisté jusqu'à la Révolution. N'oublions pas un détail de statistique : M. Gondoin, capitaine de cavalerie, sans doute le même qui vendit la seigneurie de Condillac aux Bonnot, avait établi dans ce lieu, dans le courant du siècle passé, un foulon à draps (1).

ANATOLE DE GALLIER.

(A continuer.)

(1) BRUN-DURAND, *Dict. ecclésiastique*; — *Cart. de St-Barnard*, N.° 303; — *Cart. de Léoncel*, N.° 85; — *Cartularium Clayriaci*; — Notes de MOULINET; — D'HOZIER, *Armorial universel*, 1^{er} reg.; *Généalogie des Loras*, p. 347, 348; — *Mémoires d'Eustache Piémont*, p. 115 de l'imprimé; — Rôles du vingtième noble, aux arch. de la Drôme.

RECHERCHES

SUR

LES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE

DE LA VILLE DE VALENCE.

SUITE. — Voir *Bulletin*, N.º 6, 7, 8, 9, 11, 13, 14, 15.

Hôpital Saint-Etienne. — Hôpital du Saint-Esprit.

Dans le quartier de la Basse-Ville, il y a eu deux hôpitaux compris dans la nomenclature des archives du chapitre de Saint-Apollinaire : ce sont l'hôpital Saint-Etienne & l'hôpital du Saint-Esprit. Les indications que nous fournissent ces mêmes archives remontent pour le premier à l'an 1396 & pour le second à 1383.

Ce quartier de notre ville a eu, dans son temps, une prépondérance marquée, & il ne faut pas s'étonner que des hôpitaux y aient été fondés. Ces établissements suivent la population, & c'est au milieu d'elle qu'ils sont placés d'ordinaire.

C'est sur le bord des fleuves que se faisaient les premiers établissements des villes; &, très-probablement, les premières fondations de la nôtre ont été jetées sur la rive du Rhône. Lorsqu'elle s'est agrandie & surtout lorsqu'elle s'est fortifiée, elle a cherché, tout naturellement, sur la colline qui domine ce site à l'est un développement & une protection si favorablement fournis par la nature. C'est sur ce point culminant que ses monuments religieux ou autres ont été placés; mais la Basse-Ville conservait toujours son importance relative. C'était le port d'arrivée pour le commerce de Valence, & le mouvement y était très-animé par le trans-

port du sel, dont Valence était l'entrepôt¹. C'est ainsi que, vers le milieu du XVI^e siècle, un des consuls de la ville, dont l'autorité suffirait de reste à établir cette notoriété, Claude Rogier, dans cette curieuse notice sur Valence qu'il rédigea au nom du Conseil municipal pour l'ouvrage de Belleforest, put dire de ce quartier : « Au ponant lui est le Rosne qui la » rend plus riche & marchande². » Nous ne voulons d'autres preuves de cette assertion que la multiplicité & l'importance des établissements publics qui ont existé sur ces bords du Rhône.

Les écoles publiques avaient été placées dans ce quartier, probablement parce qu'il était le plus peuplé : « La » maison des écoles de grammaire située en *la Rivière* » proche la fontaine de Pissantour³. »

Ce qu'on appelait *la Rivière de Valence*⁴ était ce quartier situé au bas de la colline qui s'étend jusque sur les bords du Rhône, & c'est ce fleuve, probablement, qui lui a fait donner ce nom de *la Rivière* : en effet, il est désigné sous ce nom de *la Rivière du Rosne* dans des actes des XIV^e, XV^e & XVI^e siècles.

La fontaine de Pissantour est cette source si abondante & si limpide qui sourd dans la rue des Boucheries au même niveau & sans doute du même réservoir que les fontaines Saint-Estève & de la Robine. Elle est en contre-bas de la rue, & c'est par une double rampe de quelques marches que l'on y descend. Un arceau pris sur une vieille maison la pro-

(1) Dans le cadastre de 1547, on trouve recensées dans ce quartier plusieurs *maysons & bouziques à sel*. Il y avait sur le quai le *Portalet du sel*, qui était la porte réservée à ces arrivages.

(2) Aux archives de la mairie : registre des délibérations, séance du 25 novembre 1572.

(3) Archiv. du chap. St-Apoll., fol. 47.

(4) Voir *Arrêts de la Chambre des Comptes de Grenoble*, vol. 5^e, fol. 448, aux archives de la préfecture.

tège, & elle est à la disposition du public de ce quartier. — « La rue de Pissantour, » — lisons-nous dans un *Inventaire de la Baylie de la Sacristie*, — « s'en va des Freres Prescheurs de Valence, là où furent les estudes ou escoles des » enfants¹. » C'est celle qui, du bas de la côte Saint-Martin à l'hôpital actuel, a reçu le nom de *rue des Boucheries*, lorsque, par un arrêté du maire du 25 vendémiaire an X², les boucheries y furent installées. C'est dire que cette rue avait perdu son importance ancienne.

La maison des écoles devait être cette maison d'une certaine apparence, aujourd'hui démolie & dont il ne reste qu'une porte murée, où l'hôpital avait établi une fabrique à foie. Cette supposition est fondée sur cette indication formelle tirée toujours des mêmes archives du chapitre : « Leur » maison (des consuls) *située devant la fontaine de Pissantour* où sont les écoles de grammaire & où estoient autrefois les estuves ou poisses (*sic*)³. »

Dans le cadastre de Valence, volume IV (fol. 296), à la *soixante-troyfiesme yfle.....*, le long « du chemin de Pissantour environnant les Jacopins », sous le N.° 5995, on lit : « A la communauté de Valence-Meyson ou est l'escole de » grammaire avec cours & jardin tire de carrure CCXXXVI » T. (236 toises). » D'une autre main & d'un caractère tout différent, il est écrit : « T. Marie Bonnard 140 t. & le sur- » plus les Capucins », c'est-à-dire que cet emplacement avait été divisé & aliéné à ces nouveaux propriétaires. Une note plus explicite nous fournit ce renseignement : « Nota. » Les 140 t. cy-dessus sont franchises de tailles, l'emplacement appartenait à la ville, M. Salomon Demeyrais la fist » saisir à son encontre le 3^e juillet 1647, franchise de toutes

(1) Aux archives de la préfecture, fol. 492.

(2) Aux archives de la mairie.

(3) Fol. 48.

» tailles, & a été vendue de même par M. Demeyrais à
 » François Bonnard par acte reçu M. Quinet le 22^e aoust
 » 1693. »

Tout à côté était le couvent des Dominicains ou *Freres
 Prescheurs de Valence*, autrement dits les *Jacobins*.

« Le couvent des Freres Prêcheurs de Valence avait été
 » fondé l'an 1234. Il fut dans son origine de cent religieux,
 » & l'on assure que Humbert, dernier dauphin, prenoit
 » plaisir de s'y retirer quelquefois, avant qu'il se démit de
 » ses états; & que c'est dans cette maison qu'il conçut le
 » dessein de se retirer enfin pour toujours dans le même
 » ordre. »

« On peut juger de l'ancienne grandeur de cette maison
 » par ce nombre de religieux qu'elle avait autrefois.....
 » Nos derniers hérétiques la ruinèrent en 1562. Mais ce qui
 » en a été rétabli depuis ne laisse pas de faire voir une église
 » & une maison assez grande, assez belle¹. » Elle est ainsi
 recensée sous le N.^o 6002 : « Aux Freres prescheurs. Con-
 » uent de Jacopins avec son pertenement consistant en les-
 » glize, semitiere, jardins, prés & vignes le tout dans ung
 » clos de muralhes qui fait carre audeuant celluy dud. Cha-
 » zal au pied de la coste de Courbe Seruante & du long du
 » chemin de Piffantour jusques a la coste de Saint-Martin
 » ou lentrete dud. semitiere fait carre aud. de celluy de la
 » poulate & de la jusques a la rue Nostre-Dame a lestable
 » de Jehan Reynaud que na este toyfé²..... »

Les Capucins, venus bien plus tard, s'il est vrai que la
 construction de leur église ne remonte qu'à l'année 1627³,
 y avaient fait aussi un établissement considérable, puisqu'ils

(1) *Les Antiquités de l'Église de Valence*, par Mgr. Jean de CATELLAN,
 p. 345.

(2) Ancien cadastre de Valence, vol. IV.

(3) OLLIVIER (Jules), *Essais hist. sur Valence*, p. 172.

avaient acheté pour s'y établir dix-huit maisons ou jardins¹ depuis le clos des Jacobins jusqu'aux murailles de la ville & à la tour de Constance. Cet établissement est devenu l'hôpital actuel par suite d'un « arrêté de M. le Préfet (c'était M. » Marie Descorches) du 27 messidor an XII (16 juillet » 1794) portant échange de la maison ci-devant nationale » des Capucins de cette ville & ses dépendances cédée par » la loi du 4 ventôse an XII, en faveur de l'hospice des » vieillards & des enfants trouvés de cette ville, contre la » maison ayant appartenu audit hospice & ses dépendan- » ces². » La maison de l'ancien hôpital général, *les grandes boutiques*, aujourd'hui monastère de Sainte-Claire, fut mise à la disposition de l'administration des Domaines en suite de cet échange avec une soulte de 40 francs en sa faveur.

Ces deux établissements des Dominicains & des Capucins avaient à cette époque une grande importance.

Dans ce même quartier de la Basse-Ville avait été transférée en 1621 la noble & riche abbaye de Religieuses Bénédictines connue sous le nom de N. D. de Soyons. Les bâtiments qu'elle occupait servent aujourd'hui de logement aux employés militaires de l'arsenal ; ses jardins s'étendaient le long du Rhône, & son église, dont la façade sur la rue conserve le cachet du temps, est, au dire des archéologues, un morceau digne de quelque attention.

Enfin, le *jardin du palais du Roy*, cette création de Louis XI, lorsqu'il était encore dauphin, relégué dans notre ville, se trouvait aussi dans ce même quartier de la Basse-Ville : « Le roi Louis XI, demeurant à Valence, avait acquis de M. Jamin, barbier, un verger situé vers *la rivière*, » *de Valence*, & du recteur de l'hôpital un autre verger, &

(1) Voir le cadastre, fol. 297, des N.^{os} 6004 à 6026.

(2) Aux archives de l'hôpital.

» de plusieurs autres de même, le tout contigu, dont il
» avait fait un grand pré¹. »

Ce grand pré devait occuper ce vaste emplacement au nord & en contre-bas de l'avenue du pont où se voient encore de beaux jardins entretenus par divers jardiniers de notre ville.

Un hôpital sous le vocable de *Saint-Etienne* existait aussi dans ce quartier.

D'où lui venait cette appellation ?

Nous remarquerons que saint Étienne était pour nos pères un saint en grande vénération. Une chapelle adossée à la cathédrale, que nous avons vu démolir pour régulariser l'avenue du porche de la tour que l'on vient d'y construire en remplacement de l'ancien clocher, était très-anciennement dédiée à saint Étienne & paraît avoir eu une certaine importance. C'est là que fut transporté le corps de saint Apollinaire : « Ce tombeau fut d'abord dans l'église de » Saint-Pierre du Bourg-lès-Valence, célèbre alors par un » monastère de religieux très-édifiants. Son corps fut depuis » transporté dans la petite église de Saint-Étienne, voisine » de l'église cathédrale, & qui tenait alors peut-être lieu » de l'église cathédrale. Il fut enfin transporté, peu de » temps après, dans la grande église dédiée alors aux saints » évêques & martyrs Corneille & Cyprien, mais qui, prenant depuis son saint évêque pour patron, en a pris aussi » le nom². »

La belle fontaine qui s'élève au pied du clocher avait ce même nom de Saint-Étienne que l'usage a défiguré en celui de *Saint-Estève*. Nous lisons au fol. 70 de l'*Inventaire du chapitre* : « La rue de la Pêcherie commence au béal qui » vient de la fontaine Saint-Étienne & va jusqu'au Rone....

(1) Registre de la Chambre des Comptes de Grenoble, vol. 5^e, fol. 452 au verso, aux archives de la préfecture.

(2) Mgr. DE CATELLAN, *Antiq. de l'Église de Valence*, p. 92.

» La côte Saint-Étienne est la descente qui est au dessous
 » du clocher. » Il n'est pas étonnant qu'un hôpital dans ce
 quartier fût mis sous le même vocable.

Quoi qu'il en soit, cet hôpital est clairement désigné par un
 acte compris dans l'inventaire du chapitre de Saint-Apolli-
 naire, fol. 1350. Il est ainsi conçu :

« Plus un autre parchemin en date du 11^e novembre
 » 1396, par lequel Barthélemy Gericoti, *administrateur*
 » *de l'hôpital du bénéfice Saint-Étienne*, & par l'ordre de
 » M.^{re} Jean Fornelli, ptre de l'eglise de Valence, recteur
 » du j.^{or} bénéfice de Saint-André & de Saint-Etienne unis
 » ensemble, lequel hôpital est des membres dudit bénéfice
 » Saint-Etienne duquel bénéfice est..... lhospital. Pnt &
 » donnant pouvoir aud. Barthélemy Gericoti, administra-
 » teur & gouverneur, pour l'utilité dud. hôpital & au nom
 » d'icelluy, donne en amphythéose une maison & court (*fic*)
 » audit bénéfice de Saint-Etienne *situé en la rivière de Va-*
 » *lence, lieu dict au Petit-Paradis*, confront du V. la rue
 » publique, de B. le jardin dud. hôpital, sous la cense an-
 » nuelle de deux sestiers froment & d'une galine (*poule*) an-
 » nuelle, payables auxd. administrateurs, savoir est a Pierre
 » & Jean Crescentis père & fils. Acte reçu Jean de Turre-
 » pini, no.^{re}.

» Et sur le dos est escript : Bartholomej Gericotj, admi-
 » nistratoris hospitalis Sti Stephani ad censamentum. Petrus
 » & Joēs Crescentis, pater & filius, habitatores Ripariæ pro
 » quadam domo & orto simul contiguus. Sub censu duorum
 » festerariorum frumenti & unius gallinæ Reclori primi be-
 » neficij Sti Andreæ. Cotté N.^o 954 ¹. »

D'après ces indications positives, l'hôpital Saint-Etienne
 était situé en *la rivière de Valence, lieu dict au Petit-*
Paradis.

(1) Aux archives de la préfecture, fol. 1356.

Cette rue du *Petit-Paradis* n'était pas cette ruelle tortueuse qui porte aujourd'hui ce nom à la descente du pont conduisant à la rue de la Pêcherie. Celle-ci s'appelait dans ce temps le *viol de Chovet*¹.

La rue du *Petit-Paradis* était la rue qui conduit du pied de la côte Saint-Martin à la fontaine Saint-Estève : « tendant de la rue N^{re}-Dame en la rue de la Pêcherie..... » fins au pontet du béal des eaux procédant des fonteynes » Saynct-Estienne². » On reconnaît cette rue bordée par des murs de jardins, fort délaissée, parce qu'elle est à peu près sans habitants ; & ce qui nous fixe sur cette indication, c'est que cette dénomination lui est conservée dans notre dernier cadastre de 1808. Elle figure au plan parcellaire & est inscrite sous cet ancien nom du *Petit-Paradis*. J'ignore dans quelles circonstances & pour quel motif ce nom a été transféré au viol de Chovet, qui s'appelait en 1808 *rue de la Vierge*.

Mais, dans cette ancienne rue du *Petit-Paradis*, où pouvait se trouver l'hôpital Saint-Étienne ? Les traces en ont disparu du fol depuis longtemps ; & celles que nous fournissent quelques actes sont bien rares & bien vagues.

Au folio 1428 de l'*Inventaire du chapitre de Saint-Apollinaire*, nous trouvons cette seule indication : « Par- » chemin en date du 15 juillet 1429, par lequel M. Hugues » de Genas, doyen, fonde une grande messe tous les jours » à l'autel Saint-Hierôme, pour laquelle il donne une mai- » son, verger ou jardin & fontaine joignant vers la fontaine » Saint-Estienne de Valence, confrontant, du levant, le » béal du moulin de Saint-Estienne & led. moulin, du vent, » la rue publique qui va de lad. fontaine *ad pistoriam* » *Rodani* ; de bise, maison & jardin de l'hospital Saint-

(1) Cadastre de 1547, fol. 288 au verso.

(2) *Ibid.*, 65^e jlle, fol. 213.

» *Eftienne*¹. » Cet emplacement se voit dans les jardins qui longent, à l'ouest, l'ancienne rue du Petit-Paradis.

J'ai cherché dans le vieux cadastre de Valence qui est aux archives de la mairie, dans lequel se trouve le *toysage des maysons, jardins & prés dans la ville de Vallence*, j'ai cherché suivant de porte en porte les maisons de la 62^e île, laquelle « commence à la maison des hoirs de Odon-Peroué » qui fait carré au fortir du Vyol des Repenties entrant à » la rue de N^re-Dame jusques à la maison & jardin de » Pierre Vial, laboureur, qui fait carré à lad. rue & au » bout d'icelle; & à celle du Petit-Paradis qui va au beal » des fonteynes vis-à-vis la maison de..... du lieu de Mau- » ues; & par là à la maison ou chochiere de Anthoine du » Molin qui fait carré au bout de lad. rue du Petit-Paradis » & dans led. beal des fonteynes vis-à-vis de celluy de » Daniel Thauerne; & de là, passant le pont dud. beal à la » maison de Jehan Brun dit Cartier qui fait front & carré » à la coste Saint-Estienne à l'entrée de laquelle y a des de- » grés de pierre²..... » Je n'ai trouvé aucune indication relative à l'hôpital Saint-Estienne, qui devait cependant être contenu dans cette île. Il est vrai qu'il avait disparu par suite de son union avec l'hôpital Saint-André³, union qui, d'après l'acte que j'ai cité précédemment, était antérieure à l'année 1396, tandis que ce cadastre n'a été fait que 150 ans plus tard (en 1547). Dans ce long intervalle, il n'est pas étonnant que ces bâtiments aient changé de destination & que le cadastre n'indique que ceux qui existaient lorsqu'il a été fait.

Peut-être pourrait-on le retrouver dans l'établissement des *Filles Repenties* fondé en 1541 par M. Pierre Morel, à

(1) Aux archives de la préfecture, fol. 1356.

(2) Fol. 293.

(3) Archives de Saint-Apollinaire, fol. 1949.

qui la ville de Valence a dû aussi à cette même date la fondation de son collège. Cet établissement, recensé sous le N.^o 5940, était formé de « *mayson & jardin qui va de rue à rue* ». On aurait très-bien pu y affecter les bâtiments délaissés de l'hôpital Saint-Étienne, comme, plus tard, lorsque les *Filles Repenties* cessèrent d'exister, on y établit un hôpital, ainsi que nous l'apprend cette note inscrite au cadastre sous la date du 13 mars 1694 : « Sert à pnt d'hospital despuis quelques années aux pauvres passants & mandians¹. »

L'autre hôpital qui a existé dans ce même quartier de la Basse-Ville, a sans doute été plus important, puisqu'il a été fondé avant lui & qu'il lui a survécu. C'est l'*hôpital du Saint-Esprit*.

Dans l'inventaire du chapitre Saint-Apollinaire, au folio 51, est l'indication d'une « pension de trois florins sur l'hospital du Saint-Esprit en la rivière ».

C'est la première indication ; elle est sans date.

Plus loin, aux folios 1337 & 1347, nous trouvons, avec une date certaine, des indications sur l'emplacement qu'il occupait. C'est un « parchemin en date du 26^e aoust 1383, » par lequel Pierre d'Alginos dict Vigorosij adense à Anthoine Bedocij une maison & jardin joignant du costé de la bize, en la Rivière de Valence, lieu dict *en la Pescherie*, » confront, du levant, maison &..... viol entre deux, — » du couchant, *le viol qui va de la Pescherie à l'hospital du Saint-Esprit de lad. Rivière* ; de bize, proche le jardin » dud. hospital, & du vent, prez de la rue qui va de lad. » Pescherie vers la rue de Saint-Apollinaire..... se mouvant de la directe de l'église de Valence & de la baylie de

(1) Cadastre de Valence, fol. 293 au verso.

» *clauso*, sous la cense accoustumée. Acte reçu Guill. Ju-
» venis, no.^{re}. — Cotté N.° 510, Valence, 169. »

La rue de la Pescherie existe encore sous ce même nom.
« — La rue du Claux ou mieux du Clos (*de Clauso*) com-
» mence à la fin de la coste Saint-Martin & finit à la rue
» de Pissantour, au bas de la coste de Corbe-Syrvante¹. »

Cette position est donc bien précisée.

Un autre acte du 11^e aoust 1390 précise encore mieux la position :

« maison & jardin joignant en la rue de la Pes-
» cherie proche la rue droite de la Pescherie qui va de la
» fontaine Saint-Estienne vers la Pescherie de Valence du
» costé du vent, & proche le jardin de l'hospital du Saint-
» Esprit du costé de bize, viol au milieu du costé du le-
» vant, & proche le viol qui va de la Pescherie de l'hospital
» du Saint-Esprit du costé du couchant. »

« Plus un autre parchemin en date du 20^e maj 1413, par
» lequel (siégeant qui dessus) les sieurs concurés de l'église
» de Valence ayant trois florins d'or sur une maison en la
» Rivière confront de bize avec l'hospital du Saint-Esprit,
» du vent avec la rue publique qui va de la fontaine Saint-
» Estienne droit à la Pescherie & rivière du Rosne.....
» (Acte reçu Reymond de la Sala, cotté lettre T., N.°
» 1120.)² »

« Plus un autre parchemin en date du 1^{er} mars 1475,
» par lequel Pierre Laurentij & sa femme ayant eu procès
» civil avec M.^{re} les concurés de l'église de Valence pour
» raison d'une maison située en la rivière de Valence, rue
» du Port, confront du L. avec la court de l'hospital du
» Saint-Esprit, de bize aussi lad. court, muraille au milieu,

(1) Inv. du chapitre.

(2) Fol. 1389.

» etc..... Led. acte fort effacé & déchiré. Cotté lettre T. in
 » sacco signato par A., N.º C.XXX, Valence, 632¹. »

« Plus un autre parchemin en datte du 15^e [a]uril 1477,
 » par lequel Peronon Forneti, de la rivière de Valence, ap-
 » pensionne à Jacques Chanctoni Tiffier, de lad. rivière,
 » une maison & jardin joignant en la rue qui va de la fon-
 » taine Saint-Estienne à la porte du Rosne & du port, con-
 » front du L. avec le verger de l'hospital du Saint-Esprit
 » de la rivière, du C. maison, etc...., de bize lad. rue & du
 » vent jardin, etc.... sous 18 gros pour l'œuvre du Bayle de
 » la Baylie de clauso d'où elle est dicte se mouvoir..... *En*
 » *deux peaux de parchemin* cottées N.º 372. Valence,
 » 635². »

« Plus un autre parchemin en datte du 12^e mars 1482 ,
 » par lequel Florimonde relaissée de Peronon Forneti, de
 » Valence, & Michel, leur fils, vendent au vénérable cha-
 » pitre de lad. Église 18 gros sur une maison & jardin en
 » la rivière qui va de la fontaine Saint-Estienne au portal
 » du fleuve du Rosne & du port d'icelluy. Confront du L.
 » verger de l'hospital du Saint-Esprit, etc...., de bize la rue
 » publique, etc..... Acte reçu Théobald Herbert, no.^{re},
 » cotté N.º 373. Valence, 654³. »

» Pension pour une maon & jardin en la Basse-Ville, rue
 » de la Pescherie, confront du C. la rue tendant à l'hospital
 » du Saint-Esprit, de bize le jardin dud. hospital, du V.
 » lad. rue de la Pescherie, etc.⁴. »

Ici, nous avons bien assez de documents pour nous fixer.

L'hôpital du Saint-Esprit était situé, ainsi que cela ressort
 de ces divers actes, dans un viol qui débouchait en la rue

(1) Fol. 1506.

(2) Fol. 1507.

(3) Fol. 1513.

(4) Fol. 2153.

de la Pêcherie; il était au nord de cette rue, non loin du port; c'est là tout ce que nous indiquent ces actes du XIV^e & du XV^e siècles.

Mais, le cadastre de 1547 précise mieux la position. Voici l'indication qu'il nous fournit (fol. 289): « La cinquante-neufuiesme isle commençant à la meyson de Jehan Gamonis qui fait carré sur la placette de la porte de la Pêcherie du costé du Rosne & à la rue de la Pêcherie allant à l'hostel-Dieu du Saint-Esprit, & par ladicte rue à la maison de Mauues qui faict carré à lad. rue de la Pêcherie & de la ruelle qui va à la rue de Nostre-Dame; & par lad. rue & la meyson de Anne Pyolette qui faict carré à lad. rue de Nostre-Dame & aud. viol qui va aux murs du Rosne, etc.....¹ » Je suis les maisons qui sont nommées dans cette 59^e isle du N.^o 5868 au N.^o 5872. Là se trouve la « meyson d'Aymar Ruel dict Poulat, qui faict carré au *viol qui ne perce pas* ou EST L'HOSTEL-DIEU SAINT-ESPRIT. » Une note indique que cette maison a appartenu postérieurement aux *hospitaux*. Le N.^o 5873 était, *dans led. vyol*, la maison de Jacques La Roze; une note, comme la précédente, indique qu'elle fut plus tard des *R. P. Prêcheurs*. N.^o 5874, vient l'HOSTEL-DIEU DU SAINT-ESPRYT, *meyson, court & jardin AU FOND DUD. VYOL*, « *n'a esté toyzé* », n'étant pas soumis à la taille.

L'indication est aussi précise que possible; il est facile, dans cette isle de maisons, de retrouver ce *vyol qui ne perce pas* & qui forme encore aujourd'hui un cul de sac innommé sur ce point de la rue Pêcherie. Mais rien, dans les habitations qui s'y trouvent, n'indique les bâtiments qui devaient composer l'*hostel-Dieu du Saint-Esprit*.

Dans le *Tableau progressif des biens des pauvres de Valence*, imprimé en 1782 par délibération du Bureau, on

(1) Aux archives de la mairie.

voit qu'à cette date il existait encore « des fonds, masures » & débris de l'hôpital Saint-Esprit¹. Dans une délibération du Bureau des pauvres du 2 septembre 1612, le Recteur demande « s'il plaît au Bureau aduouer les réparations » faites à l'hôpital du Saint-Esprit². » Dans une requête du Recteur des pauvres (en 1693) réclamant les pensions dues par la communauté (la ville), il est dit « que les paf- » sants pauvres, les malades & infirmes sont reçus dans les » hôpitaux du Saint-Esprit & de Saint-André; que les re- » venus de ces deux établissements sont perdus depuis la » construction de la citadelle³. »

Ces deux établissements qui, au dire du Bureau des pauvres, « avaient été les deux anciennes maisons de charité⁴ », furent unis & disparurent ensemble lorsqu'on créa l'hôpital général.

(A continuer.)

F. DUPRÉ DE LOIRE.

(1) Aux archives de l'hôpital, B. 102.

(2) Aux archives de l'hôpital, B. 102. — Registre des délibérations.

(3) *Ibid.*, série B. III, B. I.

(4) *Ibid.* — *Tableau progressif*, etc.

SAINT BERTRAND DE GARRIGUE

(DES FRÈRES PRÊCHEURS)

COMPAGNON DE SAINT DOMINIQUE.

SA VIE ET SON CULTE.

In memoria æterna erit justus.

(Ps., CXI, 7.)

INTRODUCTION.

Sur la voie de grande communication de Grignan à Orange, à un kilomètre de la route impériale de Pont-Saint-Esprit à Briançon, le voyageur rencontre un charmant village du Comtat gracieusement assis sur les bords de l'Érin. On le nomme Bouchet, autrefois Bouschet, *Boschetum* dans les anciens titres, parce qu'au XI^e siècle ce lieu n'avait qu'une maison de chasse, vieux manoir seigneurial, cachée sous les frais ombrages d'une touffe d'ieuses. On aurait dit une *boschetta* italienne sous le beau soleil de la Provence, un petit Éden que la Providence avait préparé pour des vierges.

Un siècle plus tard, en effet, là, dans cette solitude, à l'abri d'un coup de main de la part des routiers, s'élevait, sous la protection de la Croix et de l'épée des seigneurs voisins, une magnifique abbaye de filles de Cîteaux, devenue célèbre par le culte de saint Bertrand de Garrigue.

Avant de parler de ce bienheureux, il nous a paru nécessaire, pour localiser les événements que nous devons raconter, de faire connaître l'asile sacré qui posséda ses reliques.

Quelle fut l'origine de cette abbaye? Le Père Boyer de Sainte-Marthe présume qu'elle fut fondée par les princes d'Orange de

la maison de Baux ¹; de son côté, l'annaliste d'Aiguebelle conjecture qu'elle dut son établissement aux Adhémar de Grignan ². Dans ce conflit d'opinions en apparence si opposées, la croyance traditionnelle interpose son jugement de conciliation : sans rien diminuer de la part active que prirent à la prospérité du monastère ces deux familles alliées, elle veut faire honneur de sa fondation à leur souche commune, aux comtes héréditaires d'Orange de la seconde race.

Enregistrons ces vieux souvenirs.

Une comtesse d'Orange de la maison d'Adhémar et quelques jeunes filles des plus nobles familles des environs sont entraînées vers la vocation monastique par l'exemple de leurs frères, qui vont s'ensevelir dans les cloîtres cisterciens du diocèse; elles veulent suivre la même règle, et manifestent l'intention de se retirer dans la solitude de Bouchet, pour s'y consacrer à Dieu, sous la direction du Révérend abbé d'Aiguebelle. L'évêque de Saint-Paul-trois-Châteaux approuve leur pieux dessein : il leur promet l'appui de son autorité et le concours de ses largesses, comme haut justicier et grand décimateur du Tricastin, depuis les rives du Rhône jusqu'à la rivière d'Aigues ³; de leur côté, les princes d'Orange, prêts à s'unir avec l'illustre maison de Baux, par le mariage de Bertrand de Baux avec Thiburge Adhémar, leur offrent leur protection avec l'apanage du fief du Bouchet pour leur fille et pour ses compagnes, sans droit de reversion.

C'est sous de si heureux auspices que le nouvel établissement fut commencé. On y travailla avec l'ardeur d'une foi vive; et bientôt l'église, le cloître, les cellules et les autres dépendances du monastère se trouvèrent protégés par un solide mur d'enceinte.

L'abbaye parut alors majestueuse au milieu d'une couronne d'arbres verts que la cognée avait respectés, surtout lorsqu'on

(1) *Hist. de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux*, p. 92.

(2) *Annales d'Aiguebelle*, t. I, p. 146.

(3) Le Père BOYER DE SAINTE-MARTHE, *Hist. de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux*, p. 60.

entendit la cloche appeler pour la première fois les sœurs à la prière.

On dit qu'en ce jour solennel douze religieuses, sous la conduite de la jeune comtesse d'Orange, prirent le voile cistercien en présence d'une grande assemblée, et qu'en vouant à Dieu leur virginité elles consacrèrent leur église abbatiale en l'honneur de la Vierge Marie, leur patronne, sous le nom de Notre-Dame-du-Bosquet.

Quoique défiguré par les siècles et par la main des hommes, ce monastère conserve encore, au milieu de ses ruines imposantes, les traits les plus saillants de la physionomie religieuse et féodale de son époque.

Son plan général avait la forme d'un polygone irrégulier, dont il est facile de suivre les détails dans le périmètre du village actuel.

Son grand portail était situé au midi dans une espèce de redan défendu par une couronne de machicoulis et par les tours crénelées des murailles voisines ¹. Clos la nuit par une lourde sarrasine, il ne s'ouvrait le jour qu'à la voix de la châtelaine et introduisait la pieuse voyageuse dans un vaste quadrilataire dont le flanc sud de l'abbaye formait l'un des côtés.

Une partie de cette cour intérieure devait servir de lieu de récréation aux cisterciennes, soit après les repas, soit après les exercices religieux; car elle communiquait, d'une part, avec le réfectoire, de l'autre, avec l'église et la salle du chapitre, en traversant le cloître.

A l'est existait une seconde enceinte séparée de la grande cour par diverses constructions dont on voit encore les vestiges. Là étaient le moulin, la boulangerie, l'hôtellerie des dames et le cloître.

Le moulin existe encore. Il faisait mouvoir ses artifices au moyen d'une écluse intérieure alimentée par les seules eaux de

(1) Sous prétexte d'utilité publique, l'édilité communale vient d'ordonner la démolition de cette magnifique porte, qui existait encore au mois de septembre dernier.

l'Érin ¹, et les vassaux de l'abbaye pouvaient y venir moudre leurs grains, sans violer la clôture monastique.

La boulangerie avec ses dépendances se trouvait à 15 mètres du flanc sud de l'église. On remarque encore, dans les caves de M. Salivet, la bouche du four, en style du XII^e siècle, et deux élégantes armoires où les religieuses entreposaient leurs mets, avant ou après la cuisson.

L'hôtellerie des dames était adossée au mur du cimetière. Sa porte à plein cintre se montre à l'orient, où l'on arrivait par un chemin de ronde pratiqué au-dessus de l'écluse du moulin. On reconnaît cet édifice à quatre fenêtres rectangulaires, ornées de colonnettes.

De l'hôtellerie, il était facile de pénétrer directement dans le cloître ; mais à droite de cette issue existait une porte latérale, aujourd'hui murée, qui permettait aux dames du monde d'aller prier dans le cimetière et de là dans l'église. Cette porte, avec son linteau en droite ligne reposant sur deux consoles, appendice de ses jambages, a une architecture bien différente de celle des autres portes qui l'avoisinent et semble accuser l'époque où les pèlerins accouraient en foule à l'abbaye.

Le cloître montre la naissance des voussures de ses arcades, au-dessus de la porte du chapitre : il était le rendez-vous habituel de la communauté dans ses différents exercices ; car de ce point central elle pouvait aller directement à la grande cour, à l'hôtellerie, au cimetière, à l'église et se transporter sur tous les points du monastère.

Ici se dresse devant nous la façade intérieure de l'abbaye ; elle regarde obliquement la direction de l'est, avec son portail à plein cintre surmonté d'un œil-de-bœuf, *foramen rotundum*, et d'une fenêtre ogivale, pour éclairer la salle du chapitre et celle du dortoir aux premiers rayons du jour.

Le savant annaliste d'Aiguebelle nous paraît mal inspiré, lorsqu'il nous assure que « ce vaste édifice était non pas le » couvent des religieuses, mais leur église. »

(1) Les eaux de l'Aigues n'arrivent à l'écluse que depuis 1408, époque à laquelle fut ouvert le canal de Tulette.

« Le monument, du reste, ajoute-t-il, a tous les caractères
» d'une église : orientation parfaite, belle façade avec portail,
» rosace et fenêtre, voûte hardie et élancée, arcs doubleaux su-
» perbes reposant sur de beaux culs-de-lampe sculptés, magni-
» fique vaisseau, parfaitement éclairé par de hautes et larges fe-
» nêtres ; en un mot, rien n'y manque. Il suffirait pour la re-
» mettre en son premier état de mettre à bas la méchante voûte
» inférieure jetée plus tard, depuis la destruction de l'abbaye,
» nous ne savons à quelle fin ¹. »

L'intérêt de notre sujet nous oblige à réfuter cette erreur capitale, erreur qui, en changeant la destination de ce monument, jetterait la confusion dans notre récit.

Nous en sommes convaincu, un examen plus attentif des lieux aurait donné au savant annaliste d'Aiguebelle la conviction profonde que ce vaste édifice, de 46 mètres de long sur 11 de large, bâti en pierres de taille de moyen appareil provenant des carrières de l'Estagnol, alors aux princes d'Orange, n'a aucun des caractères d'une église abbatiale.

En effet, son orientation est loin d'être parfaite : la boussole indique le nord-est, et au lieu de voir dans cette direction le chevet d'une église, on y trouve l'entrée d'une façade, ou, si l'on veut, la porte d'un sanctuaire tourné en sens inverse d'une orientation sérieuse.

Les hautes et larges fenêtres rectangulaires qui éclairent ce magnifique vaisseau sur ses flancs, sont l'œuvre de la chambre apostolique, héritière du domaine seigneurial après la destruction du monastère ; elles ont remplacé les étroites fenêtres à plein cintre de l'ancienne abbaye, dont trois seulement ont échappé au vandalisme, ainsi qu'on peut le voir sur la façade méridionale au milieu des robustes contre-forts à ressaut assis sur le terrain le moins solide, pour doubler la force d'un mur de 2 mètres d'épaisseur.

La voûte inférieure, que l'on suppose jetée là sans motif, est parfaitement en harmonie avec le style sévère des construc-

(1) *Annales d'Aiguebelle*, t. I, p. 286, note.

tions primitives. D'autre part, la hardiesse et l'élégance de la voûte supérieure, avec ses arcs doubleaux à larges moulures, semble accuser un siècle postérieur, un temps de prospérité pour Notre-Dame. Les traces de remaniement que l'on aperçoit sur la pente du mur indiquent, dit-on, la direction de l'ancienne toiture en dalles taillées qui recouvrait autrefois cette majestueuse voûte du dortoir.

Qu'on ne vienne pas nous dire que la croyance traditionnelle se trompe dans l'interprétation de l'acte de 1443, en donnant le nom de dortoir à la grande salle supérieure de l'abbaye. C'était bien là, en effet, le *dormitorium* d'où les religieuses descendaient au chapitre ou à l'église par l'escalier extérieur appliqué contre l'angle nord de la façade orientale. Avant la construction du mur de refend qui la divisa en deux compartiments inégaux, sous les vice-légats ¹, le dortoir avait une longueur totale de 36 m. environ. Aujourd'hui, il ne mesure plus que 26 m. 70 c., sur 6 m. 80 c. de large, et compte encore 20 cellules avec leur arcade à plein cintre. Enchassées géométriquement dans l'épaisseur des murs latéraux, ces cellules ont 1 m. 10 c. de profondeur sur 2 m. de longueur, espace suffisant pour contenir le grabat d'une cistercienne vouée à la pénitence.

A l'ouest, sur le même plan horizontal, se trouvaient les chambres du père-visiteur et des missionnaires. Quatre petites fenêtres primitives indiquent encore la position de ces appartements réservés.

En descendant l'escalier de la *grande tour* placée entre l'abbaye et l'ancien château féodal, pour servir de lieu de refuge en cas d'attaque, on arrivait à la fameuse *porte de fer*, ouverte seulement aux chevaliers défenseurs de la place ².

(1) Pour conserver la mémoire de la division du dortoir en deux compartiments, le vice-légat fit inscrire ces mots sur le mur de refend : *Utraque fecit unum*.

(2) Depuis l'exhaussement de la route, un esprit léger a vu dans la *porte de fer* l'entrée d'un tunnel imaginaire qui aurait traversé le lit de la rivière du Lez, pour aboutir, après un trajet de 7 kilomètres, à l'*Estagnol*, dans un prétendu monastère de Templiers.

M. l'Archiviste de la Préfecture de la Drôme a fait justice de cette fable

Non loin de cette porte, en face du *grand jardin*, étaient les cuisines, disposées de manière à pouvoir servir, au midi, l'hôtellerie des étrangers, et, à l'est, le réfectoire de la famille monastique.

A la suite du réfectoire venaient la grande salle du chapitre, qu'on désigne encore sous ce nom, et enfin le parloir, dont la porte se montre au nord, près de l'ancien portail de l'église.

De tous les édifices que nous venons de parcourir aucun, sans contredit, n'est mieux orienté que l'église actuelle. Mais son emprisonnement au milieu d'un pâté de maisons, parmi lesquelles figurent la sacristie et le nouveau presbytère; son badigeonnage; ses décorations en plâtre, imprimées sur les murs intérieurs par l'école italienne; tout, en un mot, semble conspirer pour cacher aux yeux du touriste le mérite de son antiquité.

(*L'arrondissement de Montélimar*, t. I, p. 320); mais un publiciste de la localité, loin de combattre la calomnie, s'est malheureusement empressé de la répandre, pour égayer mal à propos le cercle de ses lecteurs (*Voyage humoristique dans le Midi*, p. 50 et 332).

Cet écrivain distingué, nous le déplorons, ne s'est pas aperçu que, par leur récit, « *les deux curieuses intrépides qui ont voulu pénétrer, il y a quelques mois, sous les voûtes maudites du souterrain mystérieux,* » ont complètement abusé de sa trop grande crédulité. Il ne se serait pas exposé à cette mystification féminine s'il s'était donné la peine d'examiner les lieux et de consulter les chartes de sa propre famille; car il aurait acquis comme nous la conviction profonde : 1° qu'il n'existe aucune trace de tunnel dans les ruines de l'abbaye ni ailleurs; 2° que les religieuses de Bouchet, parmi lesquelles Marguerite de Baux, dame de Suze-la-Rousse, comptait plusieurs parentes, n'ont jamais mérité aucun blâme; 3° que l'*Estagnol* n'a jamais appartenu aux Templiers. En effet, ce fief fut détaché de la principauté d'Orange en 1237, par Raymond de Baux, et donné par ce prince à l'abbaye de Bouchet, où une de ses filles était abbesse en 1238 (PITHON-CURT, t. III, p. 318). La dissolution de ce monastère fit ensuite rentrer cette terre dans le domaine de Louis de La Baume, comte de Suze (*Annales d'Aigebelle*, t. I, p. 296). Avant de s'engager dans une question si délicate, l'auteur du *Voyage humoristique* aurait dû profiter de l'expérience d'un de ses ancêtres qui, ayant eu la fantaisie, en 1751, de chercher une chèvre et un chevreau en or massif, à l'*Estagnol*, dans le prétendu monastère des Templiers, n'y trouva qu'un simple crucifix, vrai type de la vie pénitente de nos cisterciennes (DELACROIX, *Statistique de la Drôme*, p. 607).

Cependant ne cherchons pas ailleurs l'église conventuelle.

Ici, comme dans les autres constructions, les matériaux sont en pierres de taille de moyen appareil, disposées pas assises régulières pour former des murs, sans contreforts, de 1 m. 30 c. d'épaisseur. Aux flancs extérieurs de la nef se dessine un cordon, destiné à servir, sans doute, de console aux voussures d'une galerie.

Le plan de l'édifice est une croix latine avec abside principale semi-circulaire et deux absidioles dans le transept. Du chevet au portail, elle mesure 21 m. de long sur 18 m. 25 c. de large, dans la croisée, et 7 m. au bas de la nef, qui se prolongeait autrefois jusqu'à l'angle nord de la façade orientale de l'abbaye, ce qui donnait au monument une longueur totale de 29 m. 60 c.

Du haut de la tribune, derrière la grande corniche en plâtre artificiellement fixée aux murs par des crampons de fer, l'on voit se dérouler une seconde corniche primitive, fort simple : elle court sans interruption autour de la nef, pour servir de couronne aux pilastres et d'encadrement à la voûte principale en berceau à plein cintre, dont la hauteur égale 10 m. 60 c.

La grande abside a la forme d'un hémicycle. Sa voûte, éclairée autrefois par une seule fenêtre, simule assez bien une demi-coupole sphérique encadrée par l'arc triomphal qui termine le chœur; et son enveloppe extérieure, bâtie en pierres de taille de grand et moyen appareil, a l'aspect d'une tour solide semi-circulaire, avec couronnement en diadème reposant sur des denticules.

Les transepts accusent deux parallélogrammes de 5 m. 60 c. de long sur 5 m. 25 c. de large. C'est là, derrière les autels latéraux, que se cachent les absidioles. Elles regardent l'orient, comme l'abside principale, et affectent ses formes intérieures sur un diamètre de 2 m. environ. Leurs enveloppes extérieures, si on en juge par celle du midi, sont deux éperons rectangulaires, s'inclinant subitement à leur sommet, pour se protéger contre les eaux pluviales.

L'absidiole du nord, où devaient être déposées les reliques de saint Bertrand, était primitivement éclairée par trois fenêtres à

plein cintre, dont l'une, plus étroite mais plus élancée, projetait directement la lumière dans sa demi-coupole sphérique.

Tel est en raccourci le portrait de l'église conventuelle de Notre-Dame, couchée comme dans un tombeau au milieu du cimetière de l'abbaye. Avec son architecture romane, simple, sans ornements, mais pleine de noblesse religieuse, elle semble dire à la science qu'elle fut édifiée dans la première moitié du XII^e siècle. Aussi, l'histoire confirme-t-elle ce que nous apprennent les monuments : « Ce monastère, disent les auteurs » du *Gallia christiana*, prit naissance presque en même temps » qu'Aiguebelle ¹, » c'est-à-dire un peu après 1137, sous le gouvernement de dom Guillaume, son premier abbé.

En présence d'un texte si formel, l'annaliste d'Aiguebelle paraît comme effrayé de voir l'antiquité de notre église abbatiale égaler presque celle de son propre monastère; il tourne et retourne les paroles des auteurs du *Gallia christiana* dans tous les sens, comme pour retarder sans motif l'époque de sa fondation. Il avoue cependant qu'AIMAR-ADHÉMAR, en 1173, trouva cette abbaye fondée à son avènement.

« Quatre monastères d'hommes, dit-il, devaient leur existence à Aiguebelle ou relevaient d'elle immédiatement ou en seconde ligne..... Là ne se bornait pas toute la sollicitude d'AIMAR-ADHÉMAR, notre infatigable abbé. Outre l'abbaye de Pigier, à Valaurie, dont les religieuses, autrefois bénédictines, s'étaient mises sous la juridiction du bienheureux Guillaume, il avait encore sous sa conduite les religieuses de l'abbaye du Bouchet au diocèse de Saint-Paul-trois-Châteaux ². »

1200. — Grâce à la bonne direction de cet abbé et de son successeur, Albéric II, pendant 27 ans, la régularité et la sainteté, qui en est la compagne inséparable, avaient régné dans cette solitude; mais sous l'administration de Rixende, fille de Giraud Adhémar de Monteil et de Mabile, comtesse de Marseille,

(1) *Gallia christiana*, t. I, col. 740.

(2) *Annales d'Aiguebelle*, t. I, p. 144 et 145.

l'existence du monastère de Bouchet fut gravement compromise par le plus terrible des événements.

Après avoir ravagé le Languedoc, à la tête d'une armée d'hérétiques albigeois, Raymond VI, comte de Toulouse, vient fondre à l'improviste sur le Tricastin. Dans la contrée, on s'entretenait encore avec effroi de la mort sanglante de Bertrand de Baux, prince d'Orange, assassiné, le jour de Pâques, dans la métropole d'Arles par les ordres de Raymond V; on connaissait les cruautés récentes de son fils, ses ravages contre les églises et les monastères, ses persécutions contre les prêtres, les religieux et les vierges. Aussi, à son approche, la population est-elle saisie d'épouvante, et chacun songe-t-il au salut de sa vie : les uns, plus courageux s'enferment dans les châteaux avec la milice seigneuriale; les autres, plus timides, cachent leurs trésors dans les champs ¹ et abandonnent précipitamment leurs foyers domestiques. Les cisterciennes de Bouchet prirent ce dernier parti, après avoir laissé la garde de leur couvent à leurs vassaux sous le commandement des seigneurs voisins; elles prirent, dit-on, volontairement le chemin de l'exil, pour attendre des jours meilleurs. C'était de leur part un acte de prudence; car tandis que Raymond assiégeait Saint-Paul-trois-Châteaux, une de ses bandes, attirée sans doute par l'espoir d'emporter un riche butin, vint attaquer leur monastère. Les hérétiques causèrent d'abord quelques dommages à l'abbaye; mais au moment où ils veulent tenter un assaut général pour en forcer l'entrée, les assiégés hissent sur leurs épaules les ruches à miel qui sont sur les remparts et les lan-

(1) En 1838, le sieur Martin Bossan fit la découverte d'un de ces trésors à la *Garrigue de Rochemade*. Nous constatâmes en sa présence qu'il était du poids de 6,500 grammes, et que cette nombreuse monnaie, renfermée dans deux vases à goulot assez étroit, n'était pas frappée au même type. On y voyait en effet des pièces de Vienne, de Valence, de Narbonne, de Provence, d'Anduse, d'Orange, de Toulouse et de Lodève, appartenant toutes au XII^e siècle. M. REQUIEN a parlé de cette découverte dans la *Revue numismatique* de 1844, et conjecture avec raison que l'enfouissement de ce trésor doit remonter vers l'année 1200, c'est-à-dire à l'époque de l'irruption albigeoise.

cent avec vigueur par dessus l'ennemi. Cette secousse violente exaspère les abeilles; elles sortent par myriades de leurs demeures, et, armées de leur dard, elles attaquent avec fureur les fantassins, les chevaux et les cavaliers albigeois, qui prennent honteusement la fuite dans le plus grand désordre ¹.

Le comte de Toulouse fut plus heureux devant Saint-Paul-trois-Châteaux : cette ville lui ouvrit ses portes. Mais aux termes de la capitulation réglée entre lui et l'évêque Bertrand de Clansayes, il fut convenu que Raymond licencierait ses troupes et qu'il mettrait sous sa protection féodale non-seulement la ville, mais encore les forteresses et les villages du Tricastin ².

1202. — A la tempête avait donc succédé le calme et la sécurité. Nos vierges, comme de timides colombes dispersées pendant l'orage, regagnèrent doucement leur asile sacré, sous la conduite de Rixende, leur abbesse; elles prièrent de nouveau en commun sous l'œil du Seigneur, et, pleines de confiance en sa bonté divine, qui donne aux petits oiseaux leur aliment et aux lys des vallées leur blanche parure, elles se mirent à l'œuvre pour réparer leurs malheurs. Elzéar, dont l'avènement au siège abbatial d'Aiguebelle avait été signalé par les désastres albigeois, s'empressa de leur venir en aide, en contribuant pour sa part à la restauration de leurs cellules. Ce bon abbé eut la consolation de voir refleurir le monastère ³, qui allait ajouter à sa couronne de sainteté un nouveau titre de gloire, en recueillant le dernier soupir d'un saint missionnaire envoyé en Lan-

(1) M. Louis DE LAINCEL, *Voyage humoristique dans le Midi*, p. 50. — L'événement de la défense de Bouchet par les abeilles est également rapporté par M. LACROIX (*L'arrondissement de Montélimar*, p. 340). Ce dernier auteur le place en 1562, pendant les guerres de religion. Si nous adoptons la première version, c'est qu'elle est fondée sur la tradition locale.

(2) BOYER DE SAINTE-MARTHE, *Hist. de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux*, p. 66. — Le traité passé entre Raymond VI et Bertrand de Clansayes fut annulé, en 1210, au concile de Montélimar, comme contraire aux libertés de l'église de Saint-Paul (*Ibid.*, p. 72).

(3) *Annales d'Aiguebelle*, t. I, p. 161.

guedoc pour convertir les hérétiques partisans du comte de Toulouse.

Ce missionnaire est le bienheureux Bertrand de Garrigue, dont la mort et le culte résumeront l'histoire de l'abbaye de Bouchet et de ses vieilles ruines.

(A continuer.)

L'ABBÉ ISNARD,
curé de Tulette.



NOTICES

RELATIVES AUX GUERRES DE RELIGION

TIRÉES DES

ARCHIVES DU COUVENT DE SAINT-FRANÇOIS DE MONTÉLIMAR

MISES EN ORDRE

par E. ARNAUD,

d'après le manuscrit de M. VALLENTIN, de Montélimar.



Les archives d'où nous avons tiré ces notes consistent en trois petits cahiers manuscrits ¹, très-compactes, d'une écriture fort ténue, mais facile à lire. Ils ne sont que les épaves d'une collection beaucoup plus vaste, car l'un des trois cahiers porte le N.º 20, et ils renferment des matériaux de natures très-diverses : amortissements, reconnaissances, donations, testaments, lièves, pensions, procès, fondations de messes, arrêts de parlement, ordonnances synodales, extraits relatifs à la doctrine des Jansénistes et des Quiétistes, résumé du *Praxis de sepulturis* du Rév. Père François-Marie-Samuel (Turin, 1678), fragments de la table alphabétique de l'*Histoire abrégée du Dauphiné*, par Chorier, notes et actes importants concernant les Adhémar et les Poitiers, enfin quatre tables chronologiques éparses au milieu des autres pièces, et intitulées : *Guerres civiles de religion, années chroniques depuis 1567, années critiques des guerres de religion* ², *pièces utiles pour servir à l'histoire des guerres civiles depuis l'an 1567* ³.

(1) Ils ont été mis à notre disposition par leur propriétaire, avec l'exquise obligeance qui le caractérise.

(2) Ces années critiques, d'après une table chronologique contenue dans le cahier qui en donne la suite, s'étendaient de l'an 200 à l'an 1726.

(3) Il ne reste qu'une demi-page de ces pièces; les autres ont été retranchées par l'auteur.

Nous avons fondu ces quatre tables en une seule, après en avoir élagué tout ce qui n'a pas une importance historique réelle. Elles mentionnent, en effet, un grand nombre d'actes de notaire, utiles seulement au travailleur patient qui voudrait faire une histoire minutieuse des familles et de la topographie de la ville de Montélimar. Ces tables ont été rédigées dans le premier quart du XVIII^e siècle par un seul et même auteur, qui a mis à contribution les papiers du couvent de Saint-François échappés au naufrage des guerres religieuses, les mémoires de Gordes, lieutenant-général du roi en Dauphiné, ceux d'Hermentier et d'autres bourgeois de Montélimar, les actes des notaires, les *Histoires* imprimées de Chorier et du père Daniel. Elles ne sont malheureusement que des résumés chronologiques qui renvoient à des mémoires plus étendus ¹. La disparition de ces derniers est infiniment regrettable, et nous sommes réduits à nous contenter de nos brèves notices chronologiques, qui en renferment la substance; heureux encore de les posséder, en présence de l'extrême pénurie des documents manuscrits relatifs aux guerres civiles et religieuses de notre province. Ajoutons que nous avons pu quelque peu étendre ces quatre tables chronologiques par l'adjonction de divers extraits des *Mémoires concernant le couvent Saint-François de Montélimar*, qui forment l'un des trois cahiers des archives dudit couvent et qui sont remplis de notes et de pièces historiques placées à la suite les unes des autres, sans ordre, ni de temps, ni de lieu, ni de matière.

(1) Nous ne reproduisons pas ces renvois, devenus sans objet depuis que les mémoires originaux sont perdus.



NOTICES

RELATIVES AUX GUERRES DE RELIGION

TIRÉES

des archives du couvent de Saint-François de Montélimar.

1558

6 août. — Procuration du frère François Tempeste¹. Il était gardien du couvent en 1551.

1560

Compagnie de Salerne icy.

Contribue icy Châteauneuf pour Salerne. — Mariage du sieur Audeyer, stipulé à Valence, qui laisse à douter de sa religion. Présent M. de Monluc².

1^{er} janvier. — Commencement et suite de la révolte.

11 mars. — Avaient icy *domos habitationis* nobles Sébastien de Vesc, sieur de Comps; Charles Du Puy, sieur de Montbrun; Guillaume de Moreton, sieur de Sauzet.

13 mars. — Testament de dame Catherine de Cornilhan qui sent l'hérésie.

7 avril. — Emprunt solidaire de 300 écus par Bourjac, sénéchal, Sébast. de Vesc de Comps, le sieur de Montbrun, le sieur Jean de Vesc, Naucase, Baltazar Sauvain et Jull. Picot, marchand; rendus le 4 juillet 1565 à Guill. Baratier, qui avait prêté par ledit Pichot, alors ministre, stipulant au nom des autres.

(1) François Tempeste, cordelier du couvent de Saint-Sauveur, prêcha les doctrines luthériennes à Montélimar en 1560, se retira peu après à Genève, d'où il fut envoyé l'année suivante comme pasteur à Pont-en-Royans.

(2) Il s'agit ici de Jean de Monluc, évêque de Valence, qui penchait vers la Réforme.

28 *may*. — Habitants catholiques députés à garder la porte du Fuct.

Juin. — Prince de Salerne icy.

11 *juillet*. — Suite de la recherche icy des étrangers.

15 *juillet*. — Conventions pour l'entretien de la compagnie du prince de Salerne étant icy. Pâches à ce sujet le 11 aoust.

20 *août*. — Révocation d'un maître d'école.

1 *septembre*. — Enseigne des Bayles de La Coquise, remise aux consuls, qui la baillent au capitaine Montesquis, qui doit aller à Monthrun. Armes distribuées icy contre M. de Monthrun pour aller à son château.

8 *septembre*. — Bail d'écoles à un catholique.

1 *octobre*. — Bail d'enseigne au capitaine Ladret, pour porter à Monthrun.

4 *octobre*. — Bail de 20 piques au sieur de Vinay.

14 *octobre*. — Entretien de Salerne troupes.

15 *novembre*. — États à Grenoble.

25 *novembre*. — Ordre du Roy au prince de Salerne, sans doute pour partir.

13 *décembre*. — Le sieur de La Garde exhorte d'être fidèle au Roy.

Décembre. — Partie de couvent donnée aux protestants pour prêcher (tiré d'un acte du 16 fév. 1562).

1561

7 *may*. — Bail d'écoles à un catholique.

14 *octobre*. — Nobles du pays demandent des temples au Roy.

Juillet. — Édit contre les Huguenots¹.

1562

..... — Audit an, nous fûmes chassés du couvent.

(1) Cet édit, qui ne permettait pas le libre exercice de la religion, avait cependant pour but de faire disparaître les bûchers et les échafauds qui avaient déjà ensanglanté la France. Il fut inspiré par le chancelier de L'Hospital. Il porte le nom d'édit de juillet.

3 janvier. — Sommaton et refus de remettre nos joyaux aux consuls catholiques. — Remise d'une croix d'argent ledit jour. Prise le 7 aoust par Baratier. Prise par le même du calice de l'hôpital.

8 janvier. — Procuration des nobles de ce païs pour déclarer aux États qu'ils veulent vivre en Huguenots.

17 janvier. — Édit de paix¹, publié icy le 16 fév., et protestation des religieux de ne plus laisser prêcher chez nous.

23 janvier. — Protestation des Huguenots icy pour n'avoir été appelés au conseil et avoir défendu d'y prier comme eux.

12 février. — Patentes des sieurs de Tende et Crussol au sieur de Saint-Auban pour lever et conduire 1,000 hommes.

16 février. — Refus des consuls de les loger sans autre ordre.

5 may. — Conseil politique dans Valence.

6 may. — M. de Moreton de Sauzet fait achapt de trois arquebuses et dix piques, et le 9 may on trouve certain mémoire de canons, halebardes, fusils, moules à dragée et d'harquebuse.

9 juin. — Armes remises au gouverneur sieur de La Baume-Cornilhan, huguenot.

24 juin. — Testament huguenot de sieur Charles d'Urre Cornilhan.

30 juin. — Nos gents à Die.

24 aoust. — Blasphèmes contre la messe.

26 septembre. — Attestation des consuls de bleds employés aux étapes, 300 settiers, remis par ordre du sieur de Montbrun.

Octobre. — S'assemblent à Bays. Chanoines de Viviers enfermés par Noël Albert.

19 octobre. — Des Adrets met icy une cote pour le sieur de Sauzet, ministre. Paye sa cote le sieur de Monts.

Novembre ou décembre. — Des Adrets convoque icy les états.

9 novembre. — Emprunt des consuls par ordre du baron des Adrets pour cotisation.

(1) C'est l'édit précédent, qui ne fut sans doute publié ou enregistré à Grenoble que le 17 janvier.

3 décembre. — Testament du sieur de Diés, huguenot; présent Jean Pellet, ministre d'Orange.

9 décembre. — Procuration du sieur Vincent Mathyer, ministre de Genève, habitant icy, pour vendre ses biens de Genève.

13 décembre. — Commission à M. de Saint-Auban pour lever des troupes et prendre vases sacrés.

19 décembre. — Bataille de Dreux ¹.

24 décembre; 8 janvier et 8 avril (1563). — Sieur Pierre Marcel, visénéchal commis.

25 décembre. — *Initium anni* (1563, vieux style), consulat tout huguenot icy. Présents les ministres. Prêche par eux.

28 décembre. — (1563, vieux style). Testaments huguenots; présents nos ministres; style huguenot.

1563

Deniers imposés icy et au ressort pour l'entretien des garnisons du sieur de Remoles à Valence et Romans.

17 et 18 mars. — Paix d'Orléans, reçue seulement le 29 avril en ce pays, à Valence, dans l'assemblée des villes huguenotes. Il s'en était tenu déjà une icy des mêmes villes vers janvier. Icy le prêche fut ordonné partout.

19 mars. — Edit de paix d'Amboise, publié à Châteauneuf-du-Rhône le 21 juillet ².

26 mars. — Mandement du Roy d'exécuter son édit pour la vente des biens ecclésiastiques. Vente du clergé de Viviers.

1 may. — Contestation des deux partis à Châteauneuf-de-Rhone pour le consulat.

29 may. — Procuration du gouverneur des baronies, député

(1) Entre Montmorency, le duc de Guise et Saint-André, du côté des catholiques, et Condé, Coligny et d'Andelot, du côté des protestants; les derniers perdirent la bataille.

(2) Cet édit de pacification permit le libre exercice de la religion réformée.

par le conseil politique pour être payé. — Requête au conseil de Valence par le sieur de Lens, gouverneur des baronies, pour ses assignations depuis décembre.

6 *juin*. — Nobles de ces quartiers cautionnent icy le sieur des Adrets devant le sieur de Crussol.

11 *juin*. — Ceux de Saint-Paul députent au Roy le sieur de Moreton pour n'être troublés en leur religion et le 1^{er} juillet se déclarent huguenots, et lesdits députés partent.

13 *août*. — Remise par le sieur de Dorne d'un mandat du conseil de Valence du 5 may pour être remboursé d'emprunt fait sur luy.

18 *août*. — Propositions des consuls huguenots à nos religieux ou projet non exécuté.

15 *septembre*. — Bail d'écoles à un huguenot icy par lesdits consuls.

9 *novembre*. — Feux imposés pour ledit entretien de Remoles; envoyé l'état icy 27 novembre.

13 *décembre*. — Le Roi interprète son édit de paix ¹.

18 *décembre*. — Édit pour la dixme de ce pays, enregistré à Grenoble le 20 avril 1564 et à Châteauneuf-du-Rhone par son ordre 4 juillet 1565.

24 *décembre*. — Porte sur le cimetière de Sainte-Croix permise à un huguenot par les consuls au sieur de Vieux Cavet. Interdite par l'évêque 16 novembre 1642.

1564

4 *janvier*. — Martin, greffier, commis icy à l'emprunt fait par le conseil de Valence.

25 *janvier*. — Provençaux icy de tous états passent actes dans ce couvent.

6 *février*. — Mandement contre les huguenots par le sieur Gabriel de Serbellone, gouverneur du Comtat.

(1) Cette déclaration sur l'édit de pacification du 19 mars tendait à restreindre les libertés accordées aux protestants. Elle fut publiée le 14 décembre et non le 13.

22 mars. — Gens de Surinhan au Comtat permettant à leur fils, ministre dudit lieu, de se marier à Genève.

May. — Mort de Calvin à Genève. Bèse, substitué.

Juin. — Édit de Roussillon fixant *initium anni* au 1^{er} janvier.

13 juin. — Place dans la maison, à présent de M. de Fourville, où se fait le prêche.

7 juillet. — Apostasie de sœur Marguerite Cotte, religieuse de Montfleury.

10 juillet. — Apostasie d'un curé, d'un antonin et d'un augustin.

12 juillet. — Apostasie d'un cordelier de Gap et d'un curé.

13 juillet. — Feuz à Châteauneuf, messe et prêche en la même église. Eau bénite répandue le 15 aoust.

Aoust. — Le Roy étoit à Roussillon; arriva icy le 14 septemb.

11 septembre. — Ordre du sénéchal sur l'entrée du Roy au 14 sept. Sa route d'icy, sa suite; requête de l'évêque de Viviers le 8 oct. pour empêcher le prêche à Châteauneuf et à Donzère.

1565

21 février ad 30 décembre. — Pan de mur tombé à Châteauneuf. Testaments huguenots. Mariage de ministre. Ministre du lieu d'Anconne.

10 mars. — Gens armés icy attroupés, volant la nuit.

11 mars. — Insolences de la jeunesse réprimées.

11 avril. — Défense de prêcher à Châteauneuf et Donzère au ministre. Sa réponse et refus.

17 avril. — Nos MM. de Die rentrent.

25 may. — Procession icy indiquée au 27, précaution du chapitre et conseil. Taxe des foules.

7 juin. — Remontrance du consistoire icy.

27 juin. — Teste un huguenot; présent Pichot, ministre du lieu de Nihons, y légué.

4 juillet. — Quittance du ministre Picot.

8 juillet. — Maître d'école, huguenot, élevant chacun dans sa religion.

L'évêque de Saint-Paul fait l'office dans la maison appelée de l'audience.

7 septembre. — Contestations au conseil pour réparer Sainte-Croix; délibéré refuser, pour ne contribuer à bâtir aussi le nouveau préche.

22 octobre. — Le Roy défend les libelles.

26 octobre. — Commis pour empêcher qu'on ne se moque des prêtres par la ville et dans leurs fonctions.

17 décembre. — Sera la cloche de Saint-Jean remise au clocher, ôtée aux troubles, pour que l'exercice soit fait.

22 décembre jusqu'au 27. — Contestations icy entre les deux partis pour le consulat.

1566

11 janvier. — Claude de Cabanas, ministre icy, natif du lieu de Joyeuse. Testament de Tivel, ministre à Montbocher.

14 janv., 14 sept., 14 nov. — Procédures des catholiques de Châteauneuf pour avoir le service divin.

19 janvier. — Quatre ministres stipulant icy. Obligation pour le ministre de Mallet.

13 septembre. — Légat pour l'édification du temple.

22 octobre. — Une femme lègue à l'édifice du temple.

4 novembre. — Requête présentée à M.^{rs} du parlement par les habitants de Châteauneuf-du-Rhône, exposant qu'au moyen des troubles survenus pour la diversité des religions, le service divin auroit entièrement cessé et cesse encore en l'église paroissiale de Saint-Nicolas dudit Châteauneuf, tant pour n'y avoir aucuns autels dressés que par faute d'ornements, revenu et aliment nécessaire pour l'entretienement des prêtres; ce qui auroit souvent obligé les suppliants de s'en plaindre au prieur de Saint-Pierre du palais dudit lieu, qui est tenu d'y en entretenir deux continuellement pour faire ledit service, requérant son rentier de faire construire et bâtir un autel, fournir les ornements et aliments pour lesdits deux prêtres, par le désir qu'ils ont de voir rétablir ladite église et le divin service; la cour, par son décret, ordonne audit prieur de le faire, autrement seront les revenus du prieuré séquestrés et à ce employés après huitaine.

..... — Sages règlements icy par M. de Gorde. Troupes religionnaires viennent en France.

1587

13 *février*. — Ordonnance ou mandement, signé Félix Bourjac, sénéchal, et André de Exéa, visénéchal, donné icy au sujet d'un emprunt fait pour six mois par le Roy de 25,000 livres sur les aisés de la province; les commissaires à ce députés sont le président Truchon et l'archevêque d'Ambrun.

..... — Prise et ruine de Viviers par le sieur Saint-Auban; il démolit la cathédrale, pille et profane les églises, chanoines; il emporte les titres de l'évêque et chanoines; punition de luy et complices.

6 *juin*. — Teste icy un huguenot et lègue 50 florins pour la construction du temple qu'on bâtit icy.

13 *août*. — Teste en huguenote la mère du ministre Tous-saint Pichot.

21 *juillet*. — Quittance du charpentier qui a réédifié le couvert du cloître brûlé.

10 *septembre*. — Mandement du Roy pour observer ses édits.

14 *septembre*. — Sommaire apprinse sur le défaut de messe au lieu de Châteauneuf.

27 *septembre*. — Conjuration de Monceaux, et le 28 septemb., celle de Méaux¹; origines des seconds troubles et se fait soulèvement général sous l'amiral de Châtillon. Fuite du Roy de nuit avec les Suisses. Rendé-vous à Valence.

(A continuer.)

(1) Condé et Coligny, joués par la reine-mère, forment le projet d'enlever le roi et la reine-mère à Monceaux, où réside la Cour. Celle-ci se retire à Meaux et de là à Paris. Condé inquiète sa retraite.



DIX-SEPTIÈME SÉANCE.

(25 novembre 1869.)

PRÉSIDENTE DE M. DE GALLIER.

M. le Président présente à l'assemblée comme *membres titulaires* :

M. Émile Bruyas, à Lyon ;

M. le marquis de Marcieu, à Crépol ;

M. le vicomte de Miribel, à Hauterives ;

et comme *membres correspondants* :

M. Macé, professeur d'histoire à la faculté de Grenoble ;

M. le baron d'André, capitaine de frégate à Toulon ;

M. le vicomte Georges Douglas, lieutenant au 2^e Chasseurs, à Montréal, près Nantua ;

M. le marquis de Béranger, à Sassenage.

Ces Messieurs ayant réuni l'unanimité des suffrages sont proclamés membres de la Société.

M. le Président rappelle qu'à la précédente séance M. l'abbé Jassoud, vicaire à Peyrins, a été reçu membre titulaire de la Société, et que l'omission de son nom dans la reproduction du compte-rendu de cette séance est le résultat d'une erreur que l'on s'empressera de réparer dans le prochain bulletin.

M. Vallentin rappelle que dans la séance du 20 janvier 1868 il fut pris la résolution suivante :

« La Société décernera tous les deux ans, s'il y a lieu, une médaille d'or de 300 fr., une médaille d'argent de 100 fr. et une mention honorable aux membres titulaires ou correspondants auteurs des meilleurs ouvrages relatifs à l'histoire, à l'archéologie, à la numismatique ou à la statistique du département, qui auront été publiés ou édités dans ce laps de temps et qui n'auront pas été imprimés aux frais de la Société. »

Il demande l'exécution de cette délibération et propose de nommer en mai prochain le jury chargé d'apprécier les travaux envoyés au concours de 1870, afin que les auteurs aient le temps de présenter deux ou trois exemplaires de leurs travaux.

La Société décide que les conditions de ce concours seront déterminées au mois de mai prochain.

CHRONIQUE.

A partir de cette année, toutes les réclamations relatives à l'envoi du *Bulletin*, comme fausses directions, changements d'adresses, etc., devront être adressées à M. Lacroix, archiviste départemental, secrétaire-archiviste de la Société, chargé de l'expédition dudit *Bulletin* et de la correspondance.

Messieurs les membres de la Société sont instamment priés de s'adresser directement à M. Poinçot, agent-voyer en chef du département de la Drôme, trésorier de l'association, pour tout ce qui regarde les cotisations annuelles et la comptabilité.

L'événement principal du trimestre a été le concours académique de 1869, ouvert le 31 mars et clos le 31 juillet.

M. Caillemet, dans un rapport très-intéressant¹, a rendu compte des résultats de ce concours.

— M. Paulin Blanc, professeur au lycée de Grenoble, avait présenté l'*Histoire de la draperie à Vienne*.

— M. Crozet, membre de l'Académie delphinale, 1^o les *Mémoires de Nicolas Chorier, de Vienne, sur sa vie et ses affaires*, traduits de trois livres en texte latin, Grenoble 1868; 2^o *Description topographique, historique et statistique des cantons formant le département de l'Isère et des communes qui en dépendent*, Grenoble 1869; 3^o une notice manuscrite sur les archives de l'ancienne Chambre des Comptes de Grenoble;

— M. Pascal, *Le Désert de la Grande-Chartreuse*, Grenoble, 1868;

— M. E. Maignien, des *Recherches sur les évêques et sur le chapitre de la cathédrale de Grenoble* (manuscrit);

— M. Emmanuel Pilot de Thorey, une *Histoire et une statis-*

(1) *Séance annuelle de rentrée des Facultés et de l'École préparatoire de médecine et de pharmacie, le 18 novembre 1869. — Grenoble, Baratier frères et Dardelet, broch. in-8°.*

tique des différents établissements de charité ayant existé en Dauphiné, depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1790 (manuscrit);

— M. A. Pilot, archiviste du département de l'Isère, des mémoires détachés sur le Conseil delphinal et sur le Parlement de Grenoble; plus une liste des magistrats qui siégèrent dans ces deux assemblées;

— M. Arnaud, pasteur de l'église réformée de Crest, une *Histoire de l'académie protestante de Die* (manuscrit);

— M. A. Lacroix, archiviste du département de la Drôme, 1^o *Notice historique sur Saint-Paul-lès-Romans*, Valence, 1866; 2^o *Études sur le canton du Grand-Serre*, Valence, 1869; 3^o *L'arrondissement de Montélimar, géographie, histoire et statistique*, Montélimar, 1868, 1^{er} volume.

M. l'abbé Chevalier, de Romans, 1^o *Chartularium civitatis Diensis*, *Chartularium ecclesie Beatæ Mariæ Diensis*, *Chartularii S. Theofredi excerpta*, *Nécrologe de Saint-Robert de Cornillon*, *Polyptica diæcesium Viennensis, Valentiniensis, Diensis et Grahanopolitanæ*, *Hagiologium et chronica duo antistitum Viennensium necnon chronicon episcoporum Valentiniensium*, Grenoble, 1868; 2^o *Chartularium Sancti Andreæ inferioris Viennæ*, Vienne, 1869; 3^o *Chartularium Sancti Petri de Burgo*, Valence; 4^o *Chartularium Beatæ Mariæ de Leoncello*, Montélimar, 1869; 5^o *Notice analytique sur le Cartulaire d'Aimon de Chissé*, Colmar, 1869; 6^o *Nécrologe du couvent des Dominicains de Grenoble*, Grenoble, 1869; 7^o *Letbert, abbé de Saint-Ruf*, Versailles, 1867, Valence, 1868; 8^o *Notice sur les évêques de Valence*, Valence, 1867; 9^o *Inventaire des archives des Dauphins*, Paris, 1869; *Catalogue des évêques de Grenoble*, par le cardinal Le Camus, Grenoble, 1868; 10^o *Charte de fondation de l'abbaye de Beaulieu*, Grenoble, 1868; 12^o *Chartes valentiniennes en langue vulgaire*, Paris, 1867; 13^o extraits du *Bulletin de la Société d'archéologie de la Drôme*, et de la *Revue critique d'histoire et de littérature*, 4 brochures; 14^o *notice sur un Cartulaire des Dauphins de Viennois*, Grenoble, 1867; 15^o *Notice sur un cartulaire inédit de la ville de Grenoble*.

Le jury était composé de :

- MM. Courtade, recteur de l'académie, *président* ;
- E. Chaper et V. Burdet (Académie delphinale) ;
- E. Caillemet et A. Macé (Société de statistique de l'Isère) ;
- F. de Saint-Andéol et Rouchier (Société des sciences historiques de l'Ardèche) ;
- A. de Gallier et Brun-Durand (Société d'archéologie de la Drôme) ;
- Patry, Gueymard, Petit et H. Gariel, nommés par M. le Ministre de l'instruction publique.

Le prix de 1000 fr. institué par décret impérial du 30 mars 1869 a été décerné à M. l'abbé Chevalier, de Romans ;

La 1^{re} mention honorable à M. Lacroix ;

La 2^e mention honorable à M. Arnaud.

Ce résultat prouve que la Société d'archéologie de la Drôme a eu les honneurs du concours.

La 2^e livraison de la réimpression de Chorier vient d'être expédiée aux souscripteurs, qui possèdent ainsi la moitié du 2^e volume de l'*Histoire du Dauphiné*. Grâce au zèle et aux soins de MM. Chenevier et Chavet, cette entreprise toute patriotique arrivera à bonne fin d'ici à peu de temps.

M. Albert Caise, un de nos collègues, après avoir publié une histoire de Saint-Vallier, pleine de faits et de renseignements curieux, me prie d'annoncer la publication prochaine d'un *cartulaire* de la même ville ou relevé des chartes et documents relatifs à ses habitants, à ses possesseurs féodaux, à son histoire. Nul doute que cette 2^e partie de son œuvre ne reçoive un favorable accueil.

De son côté, M. Rochas travaille à un supplément de sa *Biographie du Dauphiné*, vaste répertoire où sont rappelés tant d'ouvrages et de documents peu connus, et c'est là une excellente nouvelle à propager dans la province. Nul ne connaît mieux notre histoire que M. Rochas, et ses ouvrages, si juste-

ment appréciés des érudits, sont attendus avec d'autant plus d'impatience qu'ils renferment à chaque page des renseignements toujours exacts, toujours complets et presque toujours inédits.

Déjà les bibliophiles dauphinois et M. E. Chaper surtout ont ouvert leurs précieuses collections au savant et habile historien.

M. de Coston, dans la 15^e livraison du Bulletin, p. 372, note 2, ayant relevé l'erreur qui a fait placer sur la carte de l'État-major l'Hermitage au-dessus de La Teppe, M. le colonel de Belgarrie, auteur de la carte, s'est adressé à M. le général de division Jarras, directeur du dépôt de la guerre, et a reçu la réponse suivante, datée de Paris le 7 décembre 1869 :

« Mon cher colonel,

» Par votre lettre en date du 1^{er} décembre, vous m'avez signalé une erreur qui a été commise sur la feuille de Valence au 80,000^e dans l'indication du coteau de l'Hermitage, qui n'est pas mise à sa véritable place.

» Je vous remercie de cette rectification qui est toute dans l'intérêt de l'exactitude de la carte et qui a été reconnue parfaitement fondée.

» La minute de votre travail exécutée en 1844 ne porte aucune indication du coteau de l'Hermitage, et celle qui figure sur la carte y a été ajoutée après coup, sans qu'on ait pu se rendre compte comment et par qui elle avait été ordonnée.

» Quoi qu'il en soit, les indications du coteau ne figurent pas sur la carte de France au 80,000^e; j'ai donné l'ordre que celle relative au coteau de l'Hermitage soit effacée et ne soit pas remplacée.

» Recevez, mon cher colonel, etc.

» Le général de division, directeur,

» JARRAS. »

J'ai reçu la première livraison de la *Petite revue des Bibliophiles dauphinois*, paraissant dix fois par an, curieuse collection de raretés dauphinoises, avec illustrations de M. Rahoult dans le texte.

La *Petite revue* sera l'intermédiaire des érudits de la province pour la solution des problèmes bibliographiques et historiques.

Or, M. Gariel, secrétaire-rédacteur de la Société des bibliophiles, avec le secours de ses riches collections, peut à lui seul résoudre tous les problèmes; avec des collaborateurs tels que MM. de Terrebonne, Émile Giraud, E. Chaper, de Gallier, L. Vallentin, marquis de Bérenger, Roman, Amat, etc., etc., que ne doit-on pas attendre de la *Petite revue*?

La Société d'archéologie de la Drôme ne peut que faire des vœux pour sa durée.

M. de Laplane, auteur d'ouvrages estimés sur Sisteron, vient de mourir, à l'âge de 96 ans. C'est une immense perte pour notre histoire provinciale. Il était membre de l'académie des inscriptions et belles-lettres, et grand-père maternel de M. Vallentin, notre honoré vice-président.

M. le marquis de Sièyes ayant bien voulu me signaler une erreur de chiffres dans mes Études historiques sur le canton du Grand-Serre, à la commune de Saint-Bonnet-de-Valclérieux (p. 236), j'ai écrit à M. le maire pour avoir les contenances exactes des prés et leur produit par hectare; voici sa réponse :

Prairies naturelles.	30 hectares.
Id. artificielles.	30 id.
Produit par hectare des 1 ^{res} .	2000 kilogr.
Id. Id. 2 ^{es} .	3000 id.

J'avais mis 55 hectares de prés et 2927 quintaux. Au lieu de quintaux, il fallait kilogrammes.

J'ai extrait des *Annales de la Société académique d'architecture de Lyon* les coutumes des bâtiments, à cause de l'utilité d'un code uniforme sur ce point.

Les voici :

« I. La construction du pilier en pierre de taille, formant la tête d'un mur mitoyen sur la voie publique, doit toujours être combinée dans l'intérêt des deux propriétaires. L'adoption des moyens à employer, suivant les divers cas, doit être soumise à la décision d'experts amiablement choisis ou nommés par la justice.

» II. Lorsqu'un expert estime la valeur d'un mur séparatif dont on veut acquérir la mitoyenneté, il doit l'apprécier à sa valeur réelle, en tenant compte des pierres d'angle dites *enchants*, ainsi que des allèges & liaisons reliant la maçonnerie.

» III. Tout mur mitoyen séparant deux bâtiments doit être fondé au solide, avoir une épaisseur de 80 centimètres depuis le sol des fondations jusqu'au niveau de la voie publique, & 50 centimètres au-dessus.

» Tout mur mitoyen ne servant que de clôture doit être fondé à un mètre en contre-bas du sol naturel, avec 60 centimètres d'épaisseur jusqu'à la recoupe, & 50 centimètres au-dessus.

» Il doit comporter la hauteur légale au-dessus du sol le plus élevé.

» IV. Dans les villes où la clôture est obligatoire, l'axe des murs mitoyens doit être sur la ligne séparative.

» Hors des villes où la clôture est facultative, un mur séparatif doit être juxtaposé sur la limite des deux propriétés, ou distant d'un mètre pour le tour d'échelle.

» V. Dans les villes, la clôture est obligatoire pour toutes les propriétés renfermées dans les limites de l'octroi.

» Hors de ces limites la clôture est facultative.

» VI. Les contre-murs exigés dans l'ancienne coutume pour les fossés d'aisances ne sont plus obligatoires; il suffit d'un enduit en ciment appliqué suivant les règles de l'art.

» VII. Les tuyaux des latrines doivent être isolés de trois centimètres au moins du mur mitoyen, sauf la prise des colliers. Le parement du mur devra être recouvert d'un enduit en ciment sur une largeur de 60 centimètres en face du tuyau.

» VIII. Tout propriétaire qui veut établir contre un mur mitoyen des écuries, des étables, ou entreposer du fumier ou toute autre matière corrosive, ou encore y placer des rigoles pour l'écoulement des eaux, doit préalablement faire enduire son mur d'une forte couche de ciment de 2 centimètres d'épaisseur & de 1 mètre au moins de hauteur.

» Cette hauteur sera augmentée si la nature ou le volume des objets adossés contre le mur l'exige.

» IX. Le vide à laisser entre les forges, les fours & fourneaux & les murs mitoyens, doit être conforme aux dimensions suivantes :

» Dans les forges & fours ordinaires de boulangers & pâtisseries, le vide doit avoir 16 centimètres de largeur par la hauteur du foyer.

» Dans les fourneaux de restaurants ou calorifères, le vide de 16 centimètres doit exister dans toute la hauteur du fourneau ou calorifère & de la gaine, depuis le carrelage jusqu'au plancher supérieur.

» Dans les fours de potiers, teinturiers & autres grandes usines où le feu est continu, l'isolement doit être de 32 centimètres & de toute la hauteur de l'étage; la gaine même doit être isolée du mur mitoyen dans toute sa hauteur.

» Tous ces vides doivent être ouverts par les côtés, afin de laisser circuler l'air.

» X. Tout enfoncement dans les murs mitoyens étant implicitement interdit par l'art. 662 du code civil, les encastresments de cheminées, tuyaux de latrines & autres doivent être supprimés lorsqu'il y a lieu de reconstruire le mur mitoyen, & même lorsque l'on reconstruit dans toute leur hauteur les gaines ou tuyaux encastrés.

» XI. Les reprises faites dans le mur mitoyen doivent être payées, savoir : celles à gros de mur, moitié par chaque propriétaire; celles à mi-mur, par le propriétaire du côté duquel elles sont exécutées. Chaque propriétaire paie seul les étalements, enduits & agencements de son côté.

» XII. Lorsque la reconstruction ou réparation d'un mur mitoyen s'exécute dans l'intérêt d'un seul propriétaire, par des moyens plus coûteux que ceux ordinaires, l'excédant doit être supporté en entier par le propriétaire intéressé à la conservation du mur; l'autre ne doit payer que la moitié d'un mur fait dans les conditions ordinaires. »

Il manquait une règle fixe & certaine dans les usages & coutumes; elle existe maintenant, non comme loi encore, mais comme projet.

Ouvrages reçus pendant le trimestre :

— *Petite revue des bibliophiles dauphinois*, N.º 1, Grenoble, E. Allier fils, 1869, broch. in-8º (échange).

— *Le passage du Guildo ou un Léonidas breton, épisode de la guerre de sept ans*, par M. Antonin Macé, imprimerie impériale, 1866, broch. in-8º (hommage de l'auteur).

— *Enquête agricole. Réponses des sous-commissions cantonales au questionnaire sur la situation et les besoins de l'agriculture*, Valence, Céas et fils, 1868 (hommage de la Société départementale d'agriculture de la Drôme), 1 vol. in-8º.

Bulletin de l'académie delphinale, 3º série, t. IV, 1868, Grenoble, Prudhomme, 1 vol. in-8º.

— *Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, année 1868, Châlon-sur-Marne, Le Roy, 1 vol. in-8°.

— *Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie*, année 1868, N.^{os} 3 et 4; 1869, N.^{os} 1 et 2, Amiens, Caillau, 1 vol in-8°.

— *Revue des Sociétés savantes des départements*, publiée sous les auspices du Ministre de l'instruction publique, 4^e série, t. X, juillet-octobre, 2 liv. in-8°.

— *Bulletin de la Société de statistique, des sciences naturelles et des arts industriels du département de l'Isère*, 3^e série, t. I, liv. 3 et 4, Grenoble, Maisonville et fils, 1 vol. in-8°.

— *Mémoires de l'académie impériale de Metz*, XLIX^e année, 1867-1868, 2^e série. — Lettres, sciences, arts et agriculture, 1^{re} et 2^e parties. Metz, 1868, Rousseau Pallez, 2 vol. in-8°.

— *Discours prononcés par Eugène Villedieu, candidat de l'indépendance démocratique aux élections législatives de 1869*, Paris 1869, Guillemin et Dantu, broch. in-8°.

— *Mémoires de la Société littéraire de Lyon. Littérature, histoire, archéologie*, année 1868, Lyon, 1869, Aimé Vingtrienier, 1 vol. in-8°.

— *Journal de Montélimar*. — *Journal de Die*.

— *Journal des travaux de l'académie nationale agricole, manufacturière et commerciale*, décembre 1869, broch. in-8°.

— *Mémoires de l'académie du Gard*, novembre 1867, août 1868. Nîmes, Clavel Ballivet, 1869, 1 vol. in-8°.

— *Les Taï-Pings*, par Armand HEURTEL, Rouen, E. Cagniard, 1859, 1 vol. in-8° (hommage de l'auteur, poème).

M. le chanoine Nadal a offert pour l'album de la Société une gravure représentant l'hôtel du Gouvernement, où mourut Pie VI, et le portrait de ce pape;

M. Dupré de Loire, président de la Société d'agriculture de la Drôme, diverses antiquités égyptiennes.

A. LACROIX.

TABLEAU DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE

D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE

DE LA DROME.

Président d'honneur.

M. VERNHETTE *, préfet du département de la Drôme.

Présidents honoraires.

M. le comte MONIER DE LA SIZERANNE, C. *, sénateur, membre du conseil général de la Drôme, à Tain.

M. GIRAUD (Émile) *, ancien député, à Romans.

Mgr GUEULETTE *, évêque de Valence.

M. FERLAY, C. *, préfet honoraire, à Valence.

Membres fondateurs.

MESSIEURS

BAILLY *, architecte du Gouvernement, à Paris.

BOREL-SOUBEYRAN, membre du conseil général de la Drôme, à Crest.

LACROIX SAINT-PIERRE, O. *, député au Corps législatif, membre du conseil général de la Drôme, à Chabeuil.

MORIN, O. *, député au Corps législatif, membre du conseil général de la Drôme, à Dieulefit.

DE MONTLUISSANT, O. *, lieutenant-colonel d'artillerie, membre du conseil général de la Drôme.

MOTTET-D'AUBENAS, à Paris.

DE PIZANÇON (le marquis), à Pizançon.

Membres titulaires.**MESSIEURS**

- ALLÉOUD, notaire, membre du conseil général de la Drôme, à Luc.
ARCES (le comte D'), propriétaire à Mercurol.
ARMAND, pasteur à Montélimar.
ARNAUD, pasteur à Crest.
AULAN (le marquis D'), membre du conseil général de la Drôme.
BARRAL, procureur impérial à Valence.
BABOIN (Reymond), membre du conseil général, à Saint-Vallier.
BEGOU (l'abbé), vicaire-général à Valence.
BELLON, instituteur libre à Charpey.
BERGER, avocat, membre du conseil général de la Drôme, à Valence.
BERLHE (D^e), vérificateur de l'enregistrement à Valence.
BERNARD, architecte à Valence.
BERNARD, médecin à Montbrun.
BERNAULT, juge à Valence.
BERNON (le baron Prudent D^e) *, maître des requêtes au conseil d'État, membre du conseil général de la Drôme, maire de Moras.
BERNON (le baron Just D^e), trésorier-payeur général de la Drôme, à Valence.
BESSON DES BLAINS, maire d'Albon.
BIMARD (le marquis D^e), à Chabeuil.
BLACHE, notaire à Saint-Donat.
BOISSON, percepteur à Mirabel.
BONNET, docteur en médecine à Valence.
BOURDIN, pasteur, chef d'institution à Valence.
BOURRAS *, secrétaire-général de la préfecture de la Drôme, à Valence.
BOTTU DE VERCHÈRES (Joseph), à Saint-Jean-de-Muzols.
BOVET, notaire à Crest.
BRUN-DURAND (Justin), à Crest.
BRUYAS (Émile), à Lyon.
CHABRIÈRES-ARLÈS (Maurice), à Lyon.
CHABRILLAN (le marquis D^e), à Saint-Vallier.
CHABRILLAN (le comte Fortuné D^e), à Paris.

CHANSIERGUES DU BORD (le baron DE) *, membre du conseil général de la Drôme, à Saint-Paul-trois-Châteaux.

CHARETON, C. *, colonel du génie, membre du conseil général de la Drôme, à Toulon.

CHAUFFEUR, architecte de la ville de Valence.

CHENEVIER, imprimeur à Valence.

CHEVALIER (Ulysse), docteur en médecine à Romans.

CHEVALIER (l'abbé), correspondant du Ministère de l'instruction publique, à Romans.

CHEVALIER (Jules), à Romans.

CLAIRFOND, ancien notaire à Monteller.

CLAIRFOND (Eugène), géomètre à Chabenil.

COLONJON (DE), adjoint à la mairie de Saint-Vallier.

COSTON (le baron de), à Montélimar.

COURBASSIER, médecin à Saint-Nazaire.

COURCELLES (DE) *, inspecteur général de l'imprimerie et de la librairie, à Paris.

DÉRIARD, directeur de la verrerie, à Valence.

DUMONTEIL (l'abbé), principal du collège de Crest.

DUPORTROUX, à Romans.

DUPRÉ DE LOIRE, docteur en médecine, président de la Société d'agriculture de la Drôme, à Valence.

DUPRÉ-LATOIR, docteur en médecine à Valence.

DUVERNET *, chef de division à la préfecture de la Drôme, à Valence.

ÉPAILLY, architecte, inspecteur diocésain, à Valence.

FAURE, juge d'instruction à Valence.

FAURE-BIGUET (Albert), procureur impérial à Gex (Ain).

FLORANS (le comte DE), à Tain.

FORCHERON (Émile), juge de paix à Valence.

FRANCONNIÈRE (le général DE), C. *, membre du conseil général de la Drôme, à Saint-Marcel-lès-Valence.

GALLIER (Anatole DE), à Tain.

GARNIER (l'abbé), professeur à l'institution Saint-Joseph, à Montélimar.

GELLY DE MONTCLA (le général), C. *, à Grenoble.

GILLY (Louis), à Valence.

GRESSE, notaire à Aouste.

GUICHARD (Jules), avocat à Valence.

GUILLÉMINET, professeur de physique au collège de Valence.

HUGUES (l'abbé), professeur au petit-séminaire de Valence.

HUGUENIN, négociant à Valence.

ISNARD (l'abbé), curé de Tulette.

JACQUEMET (Léon), à Valence.

JASSOUD (l'abbé), vicaire à Peyrus.

JOHANYS, bibliothécaire de la ville de Valence.

LACHEISSERIE (D^e) *, ancien député, à Valence.

LACROIX, archiviste du département de la Drôme.

LAMBERT, ancien maire de Combovin.

LAMORTE-FÉLINES (D^e), juge de paix à Die.

LANTHEAUME, au Pêcher-sur-Omlèze.

LARNAGE (le comte D^e) *, à Tain.

LARNAGE (Vincent D^e GARCIN D^e), à Tain.

LATUNE (Charles) *, membre du conseil général de la Drôme, à Crest.

LAURENS *, maire de Die, membre du conseil général de la Drôme.

LE BLANC (Fabius), à Nyons.

MACHON (Henri), à Tain.

MAGNIN (D^e), pasteur à Saillans.

MALENS, avocat à Valence.

MARCELLIN, conseiller à la cour impériale de Grenoble, membre du conseil général de la Drôme, à Grenoble.

MARCHAUD, agent-voyer d'arrondissement à Nyons.

MARCIEU (le marquis D^e), à Crépol.

MARTIN, docteur en médecine, adjoint au maire de Grignan, à Grignan.

MAURIN (Alcide), docteur en médecine à Crest.

MAZET (l'abbé), professeur au petit-séminaire de Valence.

MENET (D^e) *, maire de Valence.

MIRIBEL (le vicomte D^e), à Hauterives.

MONIER DE LA SIZERANNE (le vicomte Fernaud), député au Corps législatif, à Beausembant.

MONTROND (le baron D^e) *, maire de Recoubau.

MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*, à Lyon.

MOUTIER, curé de Saint-Nazaire-en-Royans.

NADAL, chanoine titulaire à Valence.

NUGUES, banquier à Romans.

NUGUES (Alphonse), à Romans.

ODOARD (Henri), maire de Chantemerle.

PAMPELONNE (D^e) *, lieutenant de vaisseau en retraite, à Valence.

PAYAN, docteur en médecine à Valence.

- PAYAN-DUMOULIN (De) *, conseiller à la cour impériale d'Aix.
PELOUX *, ingénieur des ponts et chaussées à Valence.
PELOUX, avocat à Valence.
PERROSSIER (l'abbé Cyprien), professeur à Crest.
PION, président du tribunal de Gap.
PLAN-LACONDAMINE, membre du conseil général de la Drôme, à Die.
PLANTA (De), à Montélimar.
PLAUCHE-BEAUCAIRE, curé-archiprêtre de Romans.
POINÇOT, agent-voyer en chef de la Drôme, à Valence.
PRUNIERES (le comte De), à Valence.
REY, notaire, membre du conseil général de la Drôme, à Saillans.
RICHAUD, principal du collège de Valence.
ROBERT, avoué à Valence.
ROBERT (Charles), à Paris.
ROMAN, président du consistoire de Valence.
ROSTAING (Émile), maire de Chanos-Curson.
ROSTAING (Charles De), à Valence.
SESTIER, notaire à Montélimar.
SIÈYES (le marquis De), à Valence.
SIÈYES (le vicomte De), à Beauchastel (Ardèche).
SOLLIER, avocat à Valence.
SOULLIER (l'abbé), curé de Vesc.
TAMPIER, négociant, membre du conseil d'arrondissement, à Valence.
TERRIS (l'abbé), professeur au petit-séminaire d'Avignon.
THANNARON *, maire du Bourg-lès-Valence.
THIBAUD (l'abbé), curé de Pont-de-Barret.
TRACOL, architecte à Valence.
VACHER *, membre du conseil général de la Drôme, à Valence.
VALLENTIN, juge d'instruction à Montélimar, membre de plusieurs Sociétés savantes.
VERDET, membre du conseil général de la Drôme, négociant à Avignon.
VERTUPIER (Louis), à Crest.
VEYRENC, curé à Eygluy.
VIGNE (l'abbé), vicaire-général à Valence.
-

Membres correspondants.**MESSIEURS**

- ALÈGRE (Léon), à Bagnols.
 ANDIGNÉ (le marquis D'), lieutenant-colonel d'état-major, attaché au Ministère de la guerre, à Paris.
 ANDRÉ (le baron D'), capitaine de frégate, à Paris.
 ANSELME (D'), à Avignon.
 BANCEL, député au Corps législatif, à Paris.
 BAUME-PLUVINEL (le marquis DE LA), à Paris.
 BÉRENGER (le marquis DE), à Sassenage.
 BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.
 BULOT, architecte du département, à Melun.
 CAIZE (Albert), à Paris.
 CAIZE, inspecteur des douanes à Tarbes.
 CHAMPOLLION (Aimé) *, chef de bureau au Ministère de l'intérieur.
 CARMEJANE (baron DE), chef d'escadron d'artillerie au 20^e, à Strasbourg.
 CHAPER (Eugène), président de l'Académie delphinale, à Grenoble.
 Mgr DAVID *, évêque de Saint-Brieuc.
 DOUGLAS (le vicomte Georges), lieutenant au 2^e chasseurs, à Montréal.
 DUBOYS (Albert), ancien magistrat, à Grenoble.
 FAUCHER (Paul DE), à Bollène.
 FAYARD *, conseiller à la cour impériale de Lyon.
 FIVEL, architecte à Chambéry.
 GALLET (Louis), sous-économe à la Salpêtrière.
 GARDETTE (Eugène DE LA), docteur en médecine au Cheylard.
 GARIEL, directeur de la bibliothèque de Grenoble.
 GIRODET (Victor), inspecteur des contributions directes à Lille.
 GONTIER (Léon), notaire à Pontchérury.
 GRÉAU (Julien), à Troyes.
 HELME, juge d'instruction à Embrun.
 LAFAYOLLE (Henri), juge de paix au Cheylard.
 LAINCEL (le marquis Louis DE), à Paris.
 LARROQUE (Louis DE), avocat à Paris.
 LEGUAY, architecte à Paris.
 Mgr LYONNET, O. *, archevêque d'Alby.
 MAIGNIEN (Edmond), à Grenoble.
 MAISONNEUVE, publiciste à Paris.

MARC-AUREL (Jules), commis-négociant à Lyon.
 MACÉ, professeur à la faculté de Grenoble.
 MAURIN (Louis), à Marseille.
 MAZON *, à Paris.
 MINJOLLAT DE LA PORTE, à Saint-Vallier.
 MONS (le vicomte DE), à La Côte-Saint-André.
 OLLIER DE MARICHARD, à Vallon.
 PALLIAS (Honoré), secrétaire de la Société littéraire de Lyon.
 PERSIGNY (S. Exc. le duc DE), G. *, membre du Conseil privé, sénateur.
 PILOT (Emmanuel), à Grenoble.
 PONGINS (le comte DE), à Feurs.
 REYMONDON, architecte du département de l'Ardèche.
 REYNAUD (Horace), substitut du procureur impérial à Villefranche.
 ROCHAS (Adolphe), à Paris.
 ROMAN (Joseph), avocat à Gap.
 ROSSET (l'abbé), chanoine honoraire, inspecteur des écoles primaires à Bagnères-de-Bigorre.
 ROSTAING (le baron DE) *, capitaine de vaisseau en retraite, à Romans.
 ROUIN (Flavien), receveur des postes à Gap.
 ROUX (Gustave), juge au tribunal civil de Bourgoin.
 ROZIÈRES (Ernest DE), à Carpentras.
 SAINT-ANDÉOL (DE), à Grenoble.
 SAINT-GENIS (Victor DE), vérificateur de l'enregistrement à Chambéry.
 SAINT-FERRÉOL (le comte DE), à Uriage.
 SALIN (Patrice), chef de bureau au conseil d'État.
 TREISSIER (Eugène), avocat à Gap.
 TERREBASSE (Alfred DE), à Ville-sous-Anjou.
 UZÈS (le duc D'), à Paris.
 VALLIER (Gustave), à Grenoble.
 VALSERRES (Jacques), rédacteur au *Constitutionnel*, à Paris.
 VASCHALDE, directeur de l'établissement thermal de Vals.
 VILLEDIEU (DE), à Berzème.

Communes abonnées.

AOUSTE.
 CHARPEY.
 CREST.
 LA GARDE-ADHÉMAR.
 MONTÉLIMAR.

Membres du Bureau.**MESSIEURS**

GALLIER (Anatole DE), *président*.

BONNET, docteur en médecine,

VALLENTIN, juge d'instruction à Montélimar,

ROSTAING (Charles DE),

} *vice-présidents.*

LACROIX, archiviste du département, *secrétaire-archiviste*.

GUILLEMINET, professeur au collège de Valence, *vice-secrétaire*.

POINÇOT, agent-voyer en chef, *trésorier*.

EPAILLY, architecte, inspecteur diocésain, *vice-trésorier*.

Comité de publication.**MESSIEURS**

ROSTAING (Charles DE).

RICHAUD, principal du collège de Valence.

MALENS, avocat à Valence.

BRUN-DURAND, à Crest.

BERLHE (DE), vérificateur de l'enregistrement, à Valence.

AMPLE DISCOVRS

DV SIEGE ET PRINSE

DE LA VILLE ET CITADELLE

DE LA MEVRE EN DAVPHINÉ

*Contenant les approches, sorties, escarmouches, assauts
& batteries aduenus & faits audit siege
par Monseigneur le Duc du Mayne, lieutenant
pour le Roy en son armee.*

*Auec le siege & prinse de la ville de Beauuaix,
Saint - Quentin & autres lieux & places dudit pais,
randus en l'obeyffance de sa Maiefté.*



A LYON,
par Iean PATRASSON

1580

AVEC PERMISSION.



AMPLE DISCOVERS DV SIEGE ET PRINSE

DE LA

VILLE ET CITADELLE DE LA MEVRE,
ET D'AVTRES LIEVX ET PLACES DV DAVPHINÉ.

QVOY que le malfaiteur regne quelque temps, si est ce qu'à la fin son regne ne peut durer : car Dieu tenant le party du iuste le ioustient, & rase par le pied le meschant, apres que sa paciance a esté assez longue, comme les experiances en ont esté grandes en la France depuis trante ans en ça ou enuiron, par les pertes de tant de notables batailles que ceux de la religion pretendue reformee ont faites. Et veritablement la France affligee par tant d'annees deuroit maintenant iouyr du repos qu'elle a tant désiré. Mais elle est semblable à celui qui desire de bien faire & ce pendant pour son desir il ne laisse pas à courir au mal. Car elle desire bien son repos, mais nonobstant son desir, elle court au trouble & à la tourmente. Il vaudroit beaucoup mieux qu'elle fit le contraire. Assavoir qu'elle desirast la guerre & qu'elle courust à la paix : mais elle est de telle sorte aveuglee que bien qu'elle voye le danger, elle ne laisse à s'y precipiter en servant de butte à toutes les miseres du monde, de iouët à toutes les nations & de proye à ses voisins. Et ressemble à ce Sizi-phe que les poetes feignent, lequel ne void iamais son labeur acheué :

acheué : car tout aussi tost qu'il a porté sa pierre dessus le mont où c'est qu'il la veut porter, & comme il est prest de la poser à la cime, la pierre retombe iusqu'au pied du mont, & il est contraint de l'aller requérir, & puis elle retombe; ainsi sa peine ne fine iamais, non plus que celle de la France : car, ainsi qu'elle recouure un bras perdu, l'on luy coupe l'autre, & quand encor elle l'a recouuré, elle perd une jambe, si bien qu'elle fait & defait ce qu'elle fait. Mais ce Dieu qui a institué son eglise en icelle luy enverra le repos apres le tourment, & l'esté apres l'hiuer.

Monseigneur le Duc du Mayne ayant fait les aprefts de la guerre où il s'acheminoit, partit de la ville de Lyon accompagné, certes, d'une compagnie digne d'un tel prince, & le prince digne d'une telle compagnie. Et entra au pais du Dauphiné en délibération de le purger des mauuaïses herbes qui, par quelque temps, y avoyent germé. Et apres la reduction de quelques lieux, il mit le siege à Beauuaix, ville du Dauphiné, assez grande & assez peuplée, où, apres auoir abatu les deffences des murailles & fait quelques petits exploits, la ville fust rendue, & les foldats fortans s'en allerent vies sauues, avec leurs armes, & ne fut fait aucune violence aux habitans, femmes, ny aux filles de la ville, sinon qu'elle fut pillée de partie de ses biens par le foldat, comme il a accoustumé de faire en prise de ville. Et apres que Monsieur le Duc eut mis ordre par tout, conserué tout ce qu'il peut, & gardé d'engendrer aucun tumulte en son camp. Il fit les aprefts de son partement.

Description du camp de Monsieur le Duc. — Siege mis deuant la ville de la Meure. — Sorties faites par ceux de dedans & autres faits de guerre.

BANDE à bande & compagnie à compagnie, le camp tira deuers la ville de la Meure, ville pareillement assise au pays du Dauphiné. Le camp estoit de dix ou douze compagnies

pagnies de cauallerie. Car il y auoit premierement la compagnie de Monsieur le Duc du Mayne, où il y auoit de belle cauallerie & de vaillants hommes. Secondement la compagnie de Monsieur de Mandelot, lieutenant pour le Roy, en Lyonnais, bien équipée de ce qui est necessaire en guerre. Tiercement la compagnie de Monsieur le baron de Cofan, qui n'estoit moindre que les autres. Quartement la compagnie de Monsieur de Montgiron, où il y auoit de vaillants gentilhommes. Quintement la compagnie de Monsieur de Pleuoux, où aussi il y auoit de gens hardis & bien aguerris. La compagnie de Monsieur le fenefchal de Lyon, & autres trois ou quatre compagnies de gens d'armes. Il y auoit aussi en ce camp enuiron dix ou onze regiments, assauoir le regiment de Monsieur de Lyuarro, qui estoit garny de hardis capitaines & de braues foldats. Le regiment de Monsieur de Sacrimor, où il y auoit gens de bonne conduite & de grand cœur. Le regiment de Monsieur de Montaison, qui pareillement conduisoit de braues troupes bien duits aux armes. Le regiment de Monsieur du Passage, appointé de ieunes foldats genereux & de sages capitaines. Le regiment des Suysses, qui conduisoient l'artillerie, & autres cinq ou six regiments conduits par autres valeureux seigneurs. Tout ce camp s'achemina & se campa à l'entour de la Meure. Le regiment de Lyuarro estoit du cartier de la citadelle. Le regiment de Sacrimor estoit aux tranches de Lyuarro. Le regiment de Montaison estoit au dessoubs de la montaigne, où en partie est assise la ville. Le regiment du Passage estoit du cartier de la ville, & le regiment des Suysses aux environs des batteries. Et les autres marchoyent & alloient par cartiers au lieu & en la place des dessusdits, pour les r'afreschir. Les compagnies des gens d'ordonnance estoient logees par les villages en partie, & en partie à l'entour du camp. Les ennemis pensans espouuanter & affoiblir le camp firent trois sorties, deux de pietons & une de cauallerie, où

où il y eust quelques blecez , & bien peu morts , pour ce que les ennemis se retirèrent quand ils virent leur foiblesse. Et l'artillerie commença à abatre les defences des murailles de la ville & à la saluer assez rigoureusement.

Iniures des assiegez contre les assiegeans, autres sorties des ennemis. — Constance d'un Suyffe piquier & miracle d'un Suyffe hallebardier.

POUR toutes ces choses , & combien que les ennemis se peussent voir assiegez de si belle troupe de gens & qu'ils se sentissent en teste un prince de France tant magnanime , genereux & hardy , accompagné de grands personnages , toutefois , usant de la maniere des desesperez , ilz proferoient plusieurs iniures aux catholiques lorsque les approches furent faites & qu'ils se pouuoient entendre l'un l'autre. Vous n'avez pas trouué un Beauuaix (disoient ilz) ny les foibles places que vous avez prises , vous n'avez pas trouué vos soldatz pusillanimes & bas de cœur , qui se sont randus sans coup fraper , mais vous avez trouué , Canaille de papaux , de gens qui feront vos tombeaux à lentour de ces murailles. Le diable vous meine bien , quand de si loing vous venez chercher vostre mort. Si vous n'avez d'autre ville pour vous , ie croy (disoyent ilz) que ceste cy ne vous fera pas les gen-ciues , & que vous serez bien mouillez , si vous n'avez d'autres maisons pour vous garder de la pluye. Ainsi se moquoient les assiegez , ne pensans point au proverbe , qui dit la moquerie du moqueur tombera sur luy , & l'iniure du mesdisant s'attribuera au mesdisant , le moqueur sera moqué & l'iniurieux iniurié. De la à deux iours , les assiegez se voyans de plus en plus enferrer & les approches s'approcher , firent une sortie de caualerie , lesquels estant hors de la ville trouuerent à un passage estroit un Suyffe piquier , lequel , ce pendant qu'un autre estoit allé aduertir le corps de garde , monstra la pointe de sa pique aux ennemis , les menassant s'ilz s'aprochoient

s'aprochoient de luy, quoy voyant l'un de la compagnie se mit à rire, & piquant son cheual le voulut forcer, mais le Suyffe dōna si grand coup de pique au poitral de son cheual qu'il le getta par terre, & celuy la feruit quelque peu de rampart au Suyffe. Or, ce pendant que de sa pique le Suyffe vouloit tuer le maistre du cheual, qui estoit aussi tombé, les autres luy tiroient coups de pistole, desquels il ne fut frapé, & comme son secours arriua, il auoit blessé autres deux cheuaux, & ne recula iamais ny n'abandonna sa place, ce qui fut bien considéré par les nostres, s'asseurans par la que la bonté diuine estoit de leur côté. Si tost que les ennemis eurent tiré quelques coups de pistole contre les nostres suruenus, & qu'ils se virent assaillis un peu rudement, peu à peu ils se retirerent & aymerent mieux se sauuer, & laisser deux des leurs morts, que non pas y demeurer du tout : le Suyffe apres fut regardé des autres, & le priserent fort, comme veritablement il meritoit, d'auoir eu si cher son honneur & la vie de ses compagnons, & d'une quantité d'autres qui dependoient de luy. Vne autre sortie de piettons rencōtra & trouua un Suyffe hallebardier en sentinelle, lequel aussi en attendant secours ne voulut iamais abandonner sa sentinelle, ains defendant le passage se mit en defence, & se gettant à coups perdus parmy eux ruoit de grands coups de sa hallebarde & sur l'un & sur l'autre si furieusement qu'il se fit faire place, les ennemis s'efforcerent de le charger, mais luy iouant à quitte ou à double & à la desesperade sans crainte de sa vie se deffendoit & en renuersa deux à ses piedz de deux coups de hallebarde & en frapant tantost du manche tantost de la pointe & de toutes les façons qu'il se pouuoit aduiser fit si bie que le corps de garde qui y suruint le trouua encore en vie. Alors il y eust quelque petite escarmouche, mais les ennemis se retirerent soudain en voyant que leur dessein auoit esté du tout vein. Le Suyffe apres fut visité pour voir ses bleffeures, mais il fut trouué aussi entier comme s'il n'eusse

n'eusse point combatu, sans aucune blessure d'aucun coup, de quoy chascun s'esbahyt fort & s'en esmerueilla, les uns disoient que le Suyffe estoit vaillant homme, les autres disoient que c'estoit par miracle & que Dieu auoit monsté en luy que ce qu'il garde est bien gardé:

*Reddition de la ville de Saint-Quentin
& la premiere venue des Albanois pour secourir la Meure.*

LA renommee de ce camp volloit de place en place & de ville en ville par le país du Dauphiné, les uns faisans des superbes & des seditieux desioient la puissance de Monsieur le Duc & donnoient des motz de moquerie contre le camp, & les autres inspirez de meilleure inspiration auoient une iuste crainte au cœur en reconnaissant la vérité, & pour ne plaider contre leur cedulle acquiessoient & venoient accorder, du nombre desquels fut la ville de Saint-Quentin, laquelle ayant entendu la reddition de la ville de Beauuaix & d'autres lieux & le siege de la Meure, ne voulut estre opiniastre, ains assemblant son conseil se resolut d'aller chercher la mercy & de ne laisser aprocher la Iustice. Parquoy delegans des principaux de la ville enuoyerent par deuers Monsieur le Duc du Mayne, & se presentans deuant luy parlerent en telles ou semblables paroles : Haut & puissant Prince, la ville de Saint-Quentin enuoye pardeuers vous ces seruiteurs vostres, non pour vous demander guerre ny pour vous defier, mais pour vous prier de luy enuoyer le repos & la paix, que vostre magnanimité octroye à ceux qui obeyssent, elle vous offre non seulement ce qu'elle peut, mais sa vie propre, & en signe de ce voila les clefs de vostre ville. Le Duc du Mayne ayant veu un tel debuoir comme prince debonnaire receut la bonne volonté & l'offre de la ville de Saint-Quentin & en print possession paisiblement sans aucune esmotion ny trouble & sans faire le moindre desplaisir

à

à personne des habitans. Mais retournons à la Meure, ie dy que peu de temps apres que ces choses furent faites deuant la ville, il suruint une bande de gens estrangers & disoit on que c'estoit des Albanoyz lesquels vindrent pour entrer dans la ville.

Or, estant approchez du camp, pour entrer dans la ville, ils trouuerent qui leur fit teste, & furent contrains de combattre en fuyant, à sauoir en fuyant du costé de la ville, pour y entrer, les portes leur furent ouuertes, mais ils ne sceurent tant faire qu'ils y entraissent entierement. Car il y en demeura de mortz & de prisonniers, les mortz furent en nombre de trante, & les prisonniers de douze, avec le conducteur qui fut du nombre des prisonniers. Et ce qui entra dans la ville ne pouuoit estre grand cas, pour ce que la plus grande part ne peust passer, & furent contrains de tourner arriere, pour s'affranchir de la mort, car les troupes du camp estoient desia assemblees & couroient sur eux.

Sorties des infidelles faites de nuit & de iour.

Monsieur de Sauigny tué en tranchée. — Fineffe des assiegez descouuerte.

TOVSIORS le secours donne cœur à l'opressé, les ennemis renforcent plus de courage que de force se deliberent de faire sorties, les unes à la queue des autres affin d'affoiblir les forces & le cœur des catholiques, il aduint qu'une nuit estans sortis à l'impourueu quelque nombre de gens de cheual & de pied, ils vindrent iusques aux tranches du cartier auquel Monsieur de Sauigny estoit pour lors : car il ne cessoit d'aller & de venir pour visiter les gardes qui estoient en charge, & comme il descourrit les ennemis, il fit mettre les autres en deffence, & pour leur donner courage, comme gentilhomme de cœur qu'il estoit, marcha le premier contre eux, & tira contre eux deux coups d'harquebouse, & tout aussi

aussi tost les soldatz catholiques se mirent en debuoir : mais estans par trop pressez furent contraintz de se reculer quelque peu, ce que iamais ne fist le vaillant Sauigny, qui ayma plus cher mourir & se faire despecer à pieces que d'abandonner la tranchée. Ce qui fut cause que apres un fidelle debuoir, s'estant monsté tel qu'il estoit, & fait preuue de sa vaillance, qu'il mourut au lit d'honneur & fut tué en champ de gloire, au regret de ses amis & à la resiouyffance des anges & des soldatz de la foy, pres desquelz Dieu le receura s'il luy plaist. Les ennemis preuoyans leur danger & leur ruyne, ne cessoient encor d'inuenter nouuelles finesses defensiuës : car coup à coup ilz faisoient des sorties & attiroient nos gens pres de leurs murailles, puis d'une petite piece qu'ils auoient en tuerent quelques uns. A quoy ilz prindrent garde & n'y retournerent plus.

*Mort du capitaine La Riuere & autres morts & blecez
à l'affault de l'esperon.*

OR, les ennemis se deffendoient fort d'un esperon, & les catholiques le voulant gagner y firent quelque perte d'hommes, entre lesquels mourut le capitaine La Riuere & autres deux capitaines, qui d'un hardy courage allerent mourir aux piedz de l'ennemy, comme vrayz champions de la foy. Le capitaine Foucault, homme de grand cœur, y fut blecé iusques à la mort en troys ou quatre endroitz avec'autres quatre ou cinq capitaines & plusieurs autres qui furent tuez & blecez. Mais ilz ne le furent pas sans en auoir leur reuanche.

L'esperon gagné & la ville prise.

APRES toutes ces choses, l'esperon en fin fut miné, & y ayant mis caques de poudre à canon, & tout ce qu'y estoit

estoit neceffaire, l'esperon fut mis en l'air & despecé, & partie de ceux qui estoient dedans perirent, les uns estouferent, les autres furent mis en pieces, & les autres estoient enfoncez dans terre iusques à la gorge, lesquelz, pour penfer de sauuer leur vye, crioient aux veincueurs cent escus, deux cens escus, trois cens escus, finalement l'esperon fut prins, & la nuit enfuyuant, les ennemis abandonnerent la ville : Ainfi qu'il sera dit cy apres.





PSALME III.

COMBIEN, Seigneur, se sont multipliez
 Mes ennemis contre moy desliez,
 Dont la plupart va disant en tout lieu
 Que ie n'ay plus secours de toy, mon Dieu :
 Or, toutefois, Seigneur, tu es ma gloire,
 Et le bouclier qui me donne victoire.
 Tu es celui qui me leues mon chef,
 L'ay de ma voix au fort de mon meschef
 Crié, mon Dieu, & il m'a respondu
 De son saint mont, d'où ie l'ay entendu.
 L'ay sommeillé, puis du liçt qui me porte,
 Me suis leué : car mon Dieu me suporte.
 Je ne creindroy cinq cens mille ennemis,
 Qui alentour de moy se seroyent mis :
 Las sauue moy, leue toy, Monseigneur,
 Tu as frapé mes ennemis au cœur,
 Et à la iouë, en rompant les maschoires
 A ces meschans, qui te sont aduersaires.
 Le vray salut est du Seigneur, qui donne
 Son seing benyt à chacune personne.





LA PRISE

DE LA CITADELLE DE LA MURE.

A PRES que le Rauelin ou esperon de la ville de la Mure fut gaigné, les ennemis en perdant ceste forteresse perdirent aussi tost le cœur : car c'estoit leur plus grande esperance. Donques ne voyans autre refuge que leur citadelle se resolurent de s'y retirer. Toutesfois ils espyroiet de tenir la ville encores. Mais le canō qui estoit dessus l'esperon les battit si fort & en tua si grand nombre, tant d'hommes que de femmes, habitans & soldats, que les tenebres de confusion leur bandoiet les yeux. Les uns vouloiet tenir bon, à leurs tranches & à leurs barricades, qui estoiet à dix pas de celles des assiegeans. Les autres vouloient aller requerir mercy à Monseigneur le Duc, s'asseurans que sa bonté les receuroit à grace & que leur repentance les saueroit. Et les autres se vouloient retirer dans la citadelle, dans laquelle ils disoient qu'ils tiendroient bon contre Dieu mesme, s'il venoit au deuant. Ainsi diuersité d'aduis s'estoit semee entre les assiegez, qui ne fauoyent de quel boys faire flesches : car ils voyoient tomber à leurs pieds ceux qui pensoient le moins à mourir. En fin la foiblesse des assiegez, le sang des meurtris, le cry des femmes, enfans & la crainte de la mort, firent tourner bride à la plus grande partie : si bien que chacun n'eust autre recours qu'à prendre le chemin de la citadelle. Et lorsqu'ils s'y retirerent, il pouuoit estre l'heure de six heures de matin du iour de la feste de Toussaincts,

Touffaincts, & en partant ils mirent le feu en dix ou douze endroits de la ville. Le feu fut le signal qui aduertit le camp de la fuite des ennemis, parquoy chacun se mettant en rang & ordre de bataille pour se garder de surprise entrèrent dans la ville & donnerent à la queue des fuitifs : & quatre heures apres que la ville fut prise & que le feu fut estaint, Monsieur le Duc fit approcher sa gendarmerie plus pres de la citadelle que faire se pouuoit & les fit enuironner de tous costez de tranches & d'hommes dedans avec bons corps de gardes, troupes & bandes, auxquels estoit enchargé de mourir plus tost que de laisser sortir ceux qui, de si bonne volonté, s'estoient rendus prisonniers. Voila ce qui se fit le lendemain de Touffaincts, qui estoit le mercredy & le jeudy. Et le vendredy, les assiegeans firent une mine, mais les aduerfaires en firent une autre qui rendit inutile celle là. Quoy voyant Monsieur le Duc delibera d'assembler le conseil. Par lequel fut deliberé d'attendre deux iours, pour voir la chere & la contenance des prisonniers, lesquels iours estoient le samedi & le dimanche. Ce qui fut fait, pendant lesquels ceux qui estoient blesez se faisoient penser, & ceux qui estoient trauaillez se repoisoient. Mais au contraire les aduerfaires croissoient en playes & en trauail. En ce tourmant & en ce peril, l'ennemi se conseille & trouue bon de reconnoistre Iustice & de confesser sa faute, disant (comme le Prodigue) i'ay peché contre le Ciel & offensé mon Pere. Le magnanime Duc du Maine, considerant ces choses & voyant le deuoir des ennemis, lesquels sortirent deux ou trois de la citadelle sous ostage, & estans venuz deuant luy parlerent ainsi : Prince genereux, si la compagnie qui nous enuoye

• par deuers vous estoit asseuree que sa vie vous deusse faire le plus grand monarque de la terre, elle n'auroit aucun regret de la perdre. Mais d'autant qu'elle ne pourra de rien servir estant perdue, c'est la cause qu'elle la vous demande & qu'il vous plaife de la luy laisser tat que le plaisir de Dieu durera ,

durera , en nous soumettant aux charges qu'il plaira à vostre excellence de nous commander, apres auoir obtenu le pardon de Dieu , qui nous est neccessaire, du Roy, de vous & de toute vostre compagnie : le Duc du Maine les ayant ouys les receut à grace & leur permit de s'en aller avec chascun son espee & son poignard seulement , quant aux soldatz. Et quant aux gentils-hommes avec chacun leur cheual, leur valise, leur espee & leur poignard, ce qu'ils ont fait, avec promesse de ne plus porter les armes contre le Roy, ny en telle qualité qu'ils les auoyent portees, sur peine aux gentils-hommes d'estre declairez innobles, roturiers & attains de crime de leze maiesté, & aux soldats d'estre pendus, estans prins come violateurs de la Sainte Foy Catholique, en quelque part qu'ils peussent estre trouuez. Et afin que la sauuegarde de Monsieur le Duc du Maine fut entierement obseruee, il les fit conduire une lieuë ou deux par sa caualerie mesme. Les ennemis s'en allerent en cette sorte, sans cornette, sans enseigne, sans tabour & sans trompette, & estoient en nombre de douze cens hommes tant de cheual que de pied, & tout cela fut le dimanche au soir passé. Je ne vous donne pas cest aduertissement pour vous raconter tout ce qui s'est passé deuant la Mure : car ceux mesmes qui ont tout veu & qui ont encore eu leur part des coups ne le sauroient raconter. J'ay oublié à vous raconter comme Monseigneur le Duc & plusieurs des principaux du camp porterent assez longtemps des fagots verts iusques aux barricades & aux gabions, pour donner courage aux autres. J'ay aussi oublié à reciter la sortie que firent les ennemis, estans vestuz de cazaques blanches, lesquelles cazaques estoient semblables à celles de la compagnie de Monsieur de Pleuuoux : tellement que Monsieur de Pleuuoux se voulant approcher pour faire teste aux ennemis, fut chargé des nostres mesmes, pensant que ce fussent les ennemis : car leurs cazaques estoient toutes semblables. Laquelle fiction ils auoient fait expres. Plusieurs
autres

autres stratagèmes ont esté faits tant d'un costé que d'autre, qui seroient longs à raconter, si bien que tu te contenteras (amy lecteur) de cecy, t'assurant qu'il n'y a rien en ce discours qui ne soit advenu. Je ne t'ay pas voulu contenter de belles parolles, come font quelques uns, qui (sans regarder à la honte qu'ils reçoivent & au deshonneur) te trompēt & t'abusent, & sous un beau titre & un beau front de liure, te font acheter des fredeines, qui ne te seruent que de mescontentemēt & de perte de temps : parquoy quand tu verras toutes ces balliverneries au lieu de les recevoir en tes mains, & les acheter, repousse les bien loing de toy, & ne te laisse tromper si souvent; t'assurant que tu ne recevras aucune chose de moy qui ne soit digne d'estre leuë & receuë.





EXTRAIT DV PRIVILEGE.

IL est permis à Iean PATRASSON , libraire de Lyon , de faire imprimer & vendre le *Discours de la prise de la Mure & de la Citadelle* , & defences sont faites à tous autres Imprimeurs ou Libraires de ne l'imprimer ny vendre sur peine de confiscation de ce qui se trouuera de fait.

Signé

DELANGES.



ÉTYMOLOGIES DES NOMS DE LIEU

DU DÉPARTEMENT DE LA DRÔME.

(SUITE. — Voir *Bulletin*, N.^{os} 9, 12, 13, 14, 15 et 16.)

§ IV.

Noms empruntés à l'idée de maison, hameau,
colonie, domaine, clos, chapelle.

« La première chose que font les hommes qui s'établissent dans un lieu quelconque, dit M. Cocheris ¹, c'est de s'y installer aussi commodément que possible, et de façon à repousser les ennemis, bêtes ou gens, qui pourraient venir les surprendre. Des maisons, des haies, des fossés, des retranchements, et, si la colonie prospère, des remparts et des tours sont établis pour protéger le nouveau centre de population. »

Le nom d'AUCELON ou OCELLON, sur une hauteur près de Luc, *Aucelonum*, en 1167 et 1332; *de Aucellone*, en 1168 et en 1276; *Aucellum*, en 1218 (*Cart. de Die, passim*), ancien fief des Poitiers, des évêques de Die (1450), des Alléoud (1662) et des Caritat de Condorcet (XVIII^e s.), paraît être un diminutif d'*auca*, *aucha*, *ocha*, *ochia*, *hochia*, *olca*, *olchia*, enclos labouré, jardin, en b. l., *oche*, *osche*, *hoche*, *ouche*, en v. fr. Ces mots ont la même racine qu'*occare*, couper, labourer, en b. l., herser, en l., *oche*, entaille, *ocher*, *oscher*, entailler, en v. fr. (*aesk* et *aska* en br.), *ask* et *aesk*, lance, en ang. s. (Ferguson, p. 216). M. Pictet (*Or. europ.*, t. II, p. 97) rattache ces mots à un thème primitif sanscrit *acka*, venant du radical *aç*, percer, pénétrer, qui

(1) *L'Écho de la Sorbonne* du 9 janv. 1869.

a formé *ascia*, hache, etc. *Olca*, terre labourée et close, dans Grégoire de Tours, est une variante du même mot qui a une affinité évidente avec *sulcus* et *ολλος* (sillon). Les noms de lieu analogues sont : les *Oches* ou *Osches*, les *Ouches*, *Hoche*, *Ochey*, *Ouchy* (*Ulceium*), etc. Dans le *Cartulaire de Léoncel*, il est souvent question de la famille de *Loscha* ou de *l'Oscha*, qui habitait Romans dans le XIII^e s. Pour *och*, *uch*, élevé, en br., qui dérivent d'un autre radical, v. le § I, v.^o *Eyzahut*.

AULAN (*Aulancum*), près de Séderon, a appartenu, du XIV^e au XVII^e s., à la famille de l'Espine, éteinte dans celle des Suarès, marquis d'AULAN, venus d'Espagne dans le Comtat il y a environ deux siècles ¹. Peu avant 1789, la dernière des Suarès épousa M. Valéry d'Harouard, dont le petit-fils a été autorisé, en 1853, à ajouter à son nom ceux de Suarès d'Aulan. Ce nom paraît dériver d'*aula*, maison, aisances, enceinte, halle, en l. et en b. l., *αυλη*, en gr., *ol* et *ola*, en basque (d'où : *olha*, bergerie ²); on trouve *aula nova*, pour *sala nova* (maison neuve, *Salnove*, voir *Sales*); *Halen* ou *Hallen* (les maisons) est un village du Brabant. Pour la terminaison moderne d'Aulan, voir le § I, v.^o *Geyssans*; la terminaison latine *ancum* rappelle les finales *anc*, *enc*, *inc*, si communes dans les noms gaulois; elle peut être expliquée par le *k*, *ang* ou *eng*, grand ³; *Aulancum* serait alors synonyme du nom de *Casagrande*. Dans le nord, *ain*, *aing*, *eng*, *enc*, de même qu'*aie*, *oy*, indiquent la collectivité, comme dans *Houdain*, *Houdeng*, *Houssaie*, *Houssoy*, lieu planté de houx ⁴, ce qui donnerait à *Aulancum* la signification de *Maisons*, *Lascazes* ou *Lascours*.

BARCELONE, *Barcilena*, en 1239 et en 1332 ⁵; *Barcelona*, en 1283, est un village situé près de Chabeuil et dominé par un château en ruines. Il avait donné son nom à une famille connue

(1) PITHON-CURT, *Histoire de la noblesse du comté Venaissin*, t. I, p. 400; t. II, p. 363.

(2) *Prufung der Untersuchungen*, p. 48.

(3) BELLOQUET, t. I, p. 219; — ZEUSS, p. 774.

(4) CHOTIN, *Études étymologiques sur les noms... du Hainaut*, p. 33.

(5) *Gallia Christiana*, t. XVI, *Preuves*, p. 129.

depuis Hugues (1283), et éteinte dans les d'Arvillars, de Chabeuil, qui se sont éteints eux-mêmes dans les de Luzy de Pélissac, vers 1710. Ce fief a appartenu aux Poitiers (1332), aux Odoard (1500-1603), aux Gelas de Léberon (1655), aux de Marsanne et aux de Vesc de Béconne (XVIII^e s.).

Le nom de BARCELONE est emprunté à une racine sémitique; on la retrouve dans ceux de *Barcelone* (Gers); *Barcelonnette* (Basses-Alpes); *Barcillonnette* (Hautes-Alpes); mais il est très-douteux pour moi qu'il rappelle le séjour en Dauphiné¹ des Sarrasins, qui ont pillé et détruit et non pas construit. Il me paraît plus naturel d'y voir le résultat d'un événement accidentel, comme pour le nom de la ville de *Barcelonnette*, construite en 1230 par Raymond Bérenger V, dont les ancêtres étaient originaires de BARCELONE (Espagne). Le nom primitif de cette ville, fondée par les Carthaginois, était *Barcino*, emprunté à *barcè*, citadelle, en phénicien, correspondant au *pura*, ville, en s. c. t., au *borch* ar. et pers., au *πυργος* gr. et au *burg* germ., etc. Un exemple analogue est celui de la fondation, en 1290, par Eustache de Beaumarchais, sénéchal d'Albigeois, d'un château fort auquel il donna le nom de *Pampelonne*, en souvenir de *Pampelune* (Πομπειοπολις, ville de Pompée), dont il s'était emparé à l'époque de l'expédition de 1276; le bourg de *Pampelonne* (Tarn) a été construit peu à peu autour de ce castel. Il est très-probable que le château de *Pampelonne* (Ardèche), *Pampaluna* et *Pampalona* dans les actes latins, mentionné pour la première fois en 1332, a la même origine². Le domaine de *Bergopzon*, entre Vernoux et Saint-Barthélemy, a reçu ce nom en souvenir de la prise glorieuse de Berg-op-Zoom (1747), à laquelle avait assisté son propriétaire.

BARRET-de-Lioure, près de Séderon, *Castrum Barreti*, ancien fief des d'Agoult; *Pont-de-BARRET*, *Pons Barreti* (voir *Savenna*, § III); *BARRI* ou *BARRY*, château fort en ruines près de Saillans (il en existe un autre près de Bollène; voir *Aeria*, § V); *Barjac*

(1) V. l'*Annuaire de la Drome* pour 1835, p. 39.

(2) Ce château appartenait en 1332 à Astorge de Geys, père de Guillaume : Corriger l'article *Geys*, v.^o *Geyssans*, § I.

(Gard); *Bariacum* (c'est le nom de *Barri* avec la finale celtique *ac*); *Barjols* (Var), *Bariolum*; *Barre*, la *Barreyre*, le fort *Barraux*, *Bar-le-Duc*, *Bar-sur-Seine*, etc., sont empruntés à un radical qui a fourni un nombreux contingent aux langues indo-européennes. On le retrouve dans *var*, protéger, clore, entourer; *varana*, mur, clôture, en s. c. t.; *var*, *vara*, château fort, en zend; *wdrah*, maison, en pers.; *vara*, en sc.; *wari*, maison fortifiée, en anc. all.¹; βαρις, vaisseau, tour, maison, en gr.; *bérich*, barrière, en héb. (*Gesenius*, p. 174); *baraque*, *barachad*, en irl. et en éc.; c'est le mot maison pris en mauvaise part; *barrière*, *embarras*; dans le h. l., *barra*, *barria*, *barreyra*, *barrium*, barrière, rempart, faubourg, *barri*, en prov., d'où : *barrier*, portier et receveur du péage perçu aux barrières des routes, des villes et des ponts, comme au pont de *BARRET*. On rencontre aussi le radical *barr* avec le sens de branche, *barre*, dans les langues germ. et néo-celt. et dans le latin *vara* (*Pictet*, t. I, p. 199). V. la *Fare*, *Véronne*.

D'après deux actes suspects ou faux, le fief de la *BATIE-ROLAND* (*Bastida Rolandi*), près de Montélimar, sur le territoire duquel on trouve des antiquités romaines, appartenait en 1198 à Lambert *Roland*, et en 1237 à Aymard *Roland*². Il est difficile de déterminer l'époque précise à laquelle un *Roland*, seigneur de la *BATIE* (*de Bastida*), pour distinguer son fief des nombreuses *Bastides* ou *Basties*, lui a donné son nom, qui signifie, en t., glorieux dans le pays ou gloire du pays, *roth land* (*Pott*, p. 233; *Ferguson*, p. 371). Si le fief de la *Batie* n'avait pas été simultanément possédé par plusieurs coseigneurs, on ne comprendrait pas qu'en 1283 il appartint aux Adhémar; en 1330 et 1336, à Hugues *de Bastida Rollandi*³; en 1332, à Aymard de Poitiers⁴; et en 1336, à Lambert Adhémar. De la famille de la

(1) *PICTET*, *Origines indo-européennes*, t. II, p. 194 et 241.

(2) L'abbé *CHEVALIER*, *Chartularium Montilii Aemarii*, p. 23 et 29.

(3) *Idem*, p. 94 et 102.

(4) *Gallia Christiana*, t. XVI, *Preuves*, p. 129. On a imprimé, par erreur sans doute, *Bastida Rochani* pour *Bastida Rollani*.

Bâtie, ce fief passa aux Cornillon, aux Beaumont (1417), aux Blain du Poet (1589) et aux Dejean de Caderousse (1769). Voir M. Lacroix, t. I, p. 173.

Le nom de *la BATIE*, comme ceux de *la Bâtie-des-Fonts* (fontaines) et de *la Bâtie-Crémexin*, près de Luc, de *Bastet*, près de Marsanne, de *la Bastide*, de *Basta*, dont la fondation remonte à une *bastie* ou *bastion*, construit en 1383 pour défendre l'entrée du port, et de *BATERNAY*, près de Saint-Donat, *Basternacum* en 941, *Basternaicum* en 1050, et *Basternay* vers 1095¹, sont empruntés à un radical primitif qu'on rencontre dans les mots *bâton* et *bâtiment*. Chez la plupart des peuples primitifs, les maisons étaient construites en bois (planches, branches ou osiers, enduits d'une boue argileuse) et recouvertes en chaume²; les habitations lacustres, bâties à peu près de la même manière, reposaient sur des pilotis; aussi le même radical a-t-il formé *palati*, arbre, et *palli*, village, en s. c. t.; *palatium*, lieu *palissadé*, et plus tard *palais*; *pal*, *pilotis*, etc.

On reconnaît la racine qui a formé le mot latin *hasta*, lance, javelot, et primitivement branche, dans les substantifs *basto*, en b. l., *bastone*, en it., *baston*, en v. fr., dont la finale indique un augmentatif; dans *ast*, branche, en all., *asts*, en goth., *astal* et *astas*, en irl.; dans *basterna*, litière soutenue par des bâtons; βαρταξ, portefaix, en gr., etc., et dans *kâsta*, branche, bûche, en s. c. t.; *bast*, mur, construction, en pers.; *basti*, en hind.; *basternia*, portique, galerie, en l. (*basterna*, en b. l., d'où le nom de *Bâternay* donné à une construction en bois). Les *bastilles* étaient dans le principe des tours de bois qu'on faisait rouler près des murailles pour combattre les assiégés avec plus d'avantage et faciliter l'escalade. Quant au s. c. t. *vasita*, *vasta*, maison, il vient de *vas*, se fixer³. Le fief de *BATERNAY* avait donné son nom à la famille de ses anciens seigneurs, éteinte depuis

(1) GIRAUD, *Preuves*, t. I, p. 5, 18, 153.

(2) CÉSAR, V, 43, et VIII, 5; — VITRUVÉ, II, 1; — STRABON, IV, 164; — BELLOGUET, t. III, p. 58 et 470.

(3) PICTET, *Origines*, t. I, p. 199, et t. II, p. 194, 209, 238; — BURNOUR, p. 571.

longtemps. Il a appartenu ensuite aux la Baume d'Hostun (1600) et aux Chabrières de Peyrins (1789). Le mot CRÉMEZIN ou CRANEZIN, ajouté à celui de *Bâtie*, rappelle probablement un incendie, et dérive de *créma esia*, maison brûlée (*créma* pour *cremata*, en prov.). V. § I, *Eyzahut* et *Clousclat*. La BATIE-des-Fonts, après avoir fait partie des possessions des comtes de Die, passa par succession aux d'Agoult (1189), qui la vendirent à Pierre d'Armand (1603); elle fut achetée, en 1675, par le président de Ponnat, dont la famille habite Paris; mais les évêques de Die étaient, depuis 1436, coseigneurs de la *Bâtie* (*Bastida Fontium*), située aux sources de la Drome.

La BÈGUE de Châteauneuf-de-Mazenc, celle d'Allan, la Bègue de Ballons sont des hameaux qui ont commencé par un cabaret ou une buvette placé sur une route. Ce nom vient de *begusta*, en b. l., *begudo*, en prov., endroit où l'on boit. Le hameau de MALATAVERNE, sur l'ancienne route de Montélimar à Saint-Paul, est appelé *Malle-Taverne* dans un document de 1619. Il est près du bois des Mattes, où l'on arrêtait souvent les voyageurs.

BÉSAYES ou BÉZAYES, près du Bourg-de-Péage, est appelé *Villa Basaicas*, en 995¹; *Besaïas*, en 1081; *Baisaïas*, en 1233 et en 1251; *Baysayas*, en 1240; *Basaïes*, en 1262². La forme la plus ancienne, *Basaïcas*, rappelle l'existence d'une église ou chapelle, *basilica*, en l.; ce mot, tiré de βασιλεως, roi, et d'οικος, maison, désignait dans le principe un édifice voisin du palais et affecté au service de la justice. Après le règne de Constantin, beaucoup de *basiliques* furent transformées en chapelles, et ce mot fut appliqué plus tard à des oratoires ruraux, autour desquels se groupèrent ensuite des maisons (M. Giraud, t. I, preuves, p. 80).

D'après M. Terquem³, dont il ne faut cependant accepter les solutions que sous bénéfice d'inventaire, le nom latin de Ba-

(1) CHORIER, *Histoire de la maison de Sassenage*, p. 85; — CHARVET, *Hist. de l'église de Vienne*, p. 271.

(2) GIRAUD, *passim*; — *Cart. de Léonoel*.

(3) *Étymologies des noms du département de la Moselle*, p. 11.

zailles (Moselle) était *Basilice*. M. Gatchet, p. 20, dit que *Basuges* (Suisse), aujourd'hui Saint-Prex, s'appelait *Basilica*, comme *Bâle*. M. Houzé, p. 53, et M. Quicherat, p. 32, citent de nombreuses *Basilica*, *Basiliga*, *Basiligia*, *Basoichia* et *Basochia* transformées en *Bazauges*, *Bazeuges*, *Bazoches* et *Bazouges*. On peut mentionner encore *Basècles* (Hainaut), *Villa Basilicæ* en 1040 ¹. Le palais de justice où siégeait le Parlement de Paris fut longtemps la demeure des rois de France; comme il y avait une *basilique* affectée au service de la justice, on appela les clercs *basilicains*; ce mot fit place plus tard à celui de *bazoche*, soit par suite d'une altération, soit par suite d'une distinction qu'on voulut faire entre l'édifice civil et la basilique religieuse ². Le fief de BÉZAYES, dont le nom rappelle celui de *Gleysoles* et de la *Chapelle*, a presque toujours appartenu aux seigneurs de Charpey ou au domaine du roi.

BOURDEAUX, *Bordeuz*, en 1193; *de Bordellis*, en 1210 et en 1324; *Bordeauls*, en 1421, était la propriété des évêques de Die, qui l'avaient acheté d'Aimar de Poitiers, en 1283, et de la veuve de Geoffroi de BOURDEAUX, en 1320. Ce nom, comme ceux des *Bourdeaux* (Vaucluse et Isère); de *Châteauneuf-de-Bordette*, près de Nyons; des *Bourdelles*; de la *Borde*; du *Bord*; de *Borderie*, etc., sont des diminutifs ou des modifications de *borda*, métairie, domaine, en b. l., *baurd*, en goth., *bord*, en anc. all. et en ang. sax., *bordi*, chez les Arabes d'Algérie. *Bordier*, *bordarier*, fermier, et quelquefois locataire, en v. fr., *bordel*, mot qui plus tard a été pris en mauvaise part, ont la même racine. *Bord*, en ang. sax., en sc., en dan., en suéd. et en holl., *baurd*, en goth., signifient planche, table (Meidinger, p. 238). Cette analogie, que j'ai déjà signalée à l'occasion des *Basties* et des *bastons*, prouve que les *bord* ou *baurd* d'outre-Rhin étaient primitivement construits en planches. Les Russes disent encore : *couper* une maison, au lieu de *bâtir*, parce qu'ils se servent presque exclusivement de bois. V. *Taulignan*.

(1) CHOTIN, *Études étymol. et archéol. sur les noms... du Hainaut*, p. 71.

(2) FABRE, *Études historiques sur les clercs de la bazoche*.

On retrouve dans presque toutes les langues le radical du mot *bourg*, *burgus*, en l., *πυργος*, en gr., *burg*, *borg*, *purg*, dans divers idiomes germ., *borch*, en ar. et en pers., *pura*, en s. c. t. Le Bourg-lès-Valence fut érigé en marquisat en 1695, en faveur de M. de Veynes, aujourd'hui représenté par MM. de Sieyes. Quant au Bourg-du-Péage, appelé autrefois *Péage* de Pisançon, il doit son origine à un pont avec droit de péage établi dans le X^e s. par le chapitre de Saint-Barnard; ce fief appartenait, en 1789, aux Lacroix de Pisançon. — Pour *Chabeuil*, voir *Chavannes*.

Les noms latins du CHAFFAL, près de Léoncel, étaient *Chaa-phalc*, en 1178; *ad Casfalgum*, en 1173; *Quadafalcus*, en 1191; *Chadafalcus*, en 1204 en 1217; *Chaafalc*, en 1220 et 1246; *Cadefalchus*, en 1228; *Chaafaudus*, en 1265; *Cadefalsus*, en 1291 et en 1547 (*Cart. de Léoncel, passim*). Ce fief a appartenu aux Allemand (XVII^e s.) et aux Pisançon (XVIII^e s.). Ce nom est une variante de celui du *Chaffaut* (Basses-Alpes), *Cadafalcum*, en l., qui a pour armes : d'azur à un château d'argent sur quatre piliers¹; du *Chaffaut* (Isère) et peut-être de *Chauffaille*. De même que plusieurs autres hameaux appelés le *Chaffal*, ces localités doivent leur nom à une construction en bois, hangar, appentis, tour, guérite pour faire des signaux ou pour surveiller les troupes. On retrouve le même radical, dont l'histoire complète serait trop longue, dans *cadafalcium*, *cadafaudus*, *cadafalsus* et *chaafallum*, en b. l., *escadafaut*, *chafail* et *chafaux*, en v. fr., *cadafalso*, en esp., *catafalco*, en it., et dans les substantifs *catafalque* et *échafaud*.

CHAMARET, près de Grignan, dit le *Maigre*, à cause du peu de fertilité de son sol, *Camaretum*, en 1270; *Chamaretum*, en 1468, a appartenu, dans le XIII^e s., à une famille de *Chamaret*, et plus tard aux Adhémar de Grignan et à la famille du Muy. Quant à la tour du village, M. Lacroix (t. I, p. 357) établit qu'elle a dû servir de donjon à un château féodal, et ajoute, d'après M. Devès et contrairement à M. Delacroix (p. 448), que les si-

(1) DE BRESG, *Armorial des communes de Provence*.

gnaux étaient impossibles entre CHAMARET et Clansayes. Ce nom, comme ceux de *Camaret* (Vaucluse et Finistère), de *Camarès* (Aveyron), de *Cameracum*, aujourd'hui *Cambrai*, de *Camairacum*, ou *Camariacum* aujourd'hui *Chameyrac* (Corrèze), de *Camarina* (États de l'Église), signifie construction ou maison voûtée¹. Il a la même racine que *καμαρα*, en gr., *camara*, en l., *camera*, en b. l., et désignait une maison, une chambre et une mesure pour les terres. Plusieurs hameaux sont appelés les *Chambres*; *Kamarès* (les voûtes) est un nom commun à divers villages de l'Asie-Mineure. On peut citer encore *kam*, courbé, *cambré*, dans les langues néo-celt.; *camarades*, hommes de la même chambrée, dans le XVI^e s., etc.

Le fief de la CHAPELLE-en-Vercors appartenait aux évêques de Valence. Beaucoup de villages, dont la fondation ne remonte pas, en général, au-delà du X^e ou du XI^e s., sont désignés par le mot CHAPELLE, uni à l'ancien nom du pays. D'après Chevallet (t. I, p. 135), il a été emprunté à la châsse (*capa*) renfermant les reliques de saint Martin, et que l'on conservait dans une salle du palais de nos premiers rois, qui prit le nom de *capella*.

CHARENS, près de Luc, *Charencium*, en 1322 et en 1345; *locus de Charens*, en 1430, a appartenu aux Artaud, aux d'Agout (1430), aux Brotin (XVI^e s.), aux Reynier et aux Faure de Vercors (XVII^e s.). Avant 1789, M. de Ponnat était seigneur du bas-*Charens*, et M. Étienne de Lamorte, conseiller à la Chambre des Comptes, l'était du haut-*Charens*; c'est de lui qu'est issu M. le général de Franconières (V. *Origine des noms*, p. 210). CHARENS, comme *Charaix*, près du Grand-Serre, *charesium*, *charas*, mesure, en prov., vient de *kaer*, *kar*, *ker*, maison, communs dans les noms bretons, identiques avec le *cair* ou château fort cambrien (Zeuss, p. 110 et 657). Les Écossais appellent *cair* les pierres des monuments dits druidiques. Tous ces mots ont la même racine que *karec*, pierre, *kairenek*, carrière, en br. (V. § I, v.^o *Vercors*).

Les *ker* ou *kaer* construits en pierres ont succédé aux maisons de bois des Gaulois, dont il a été question plus haut. La

(1) HOUZÉ, *Revue archéologique*, oct. 1869, p. 274.

forme primitive de *Charencium* devait être *Carincum*, maison grande, synonyme d'*Aulan*. Les désinences celtiques *encum* et *incum*, souvent étrangères aux langues germaniques, ont été changées en *ens*, *ans* et *an*, comme dans *Lastrincum*, *Lastens* (Tarn), *Dortincum*, *Dortans* (Ain), *Dordencus* et *Dordinchusum* (Dourdans), etc. ¹. C'est une nouvelle signification de la finale *an* dont il a été question au § I, v.° *Geyssans*. *Carency* et *Charency*, *Carentiacum*; *Céré* (*Cerate*, dans Grégoire de Tours, X, 31, 18); *Charlieu* (*Cari locus*), maison du lac ou de l'étang, d'après M. Péan (*loo* pour *loch*, *louch*), viennent aussi de *kaer* ou *ker*.

LES CHATEAUNEUF rappellent souvent des reconstructions d'anciens manoirs détruits par suite de guerre ou de vétusté. *Château-Neuf-du-Rhône* est mentionné dans un acte de 1280 (*Cart. de Montélimar*, p. 52); il appartenait aux évêques de Viviers (V. *Montpensier*, § I). *Château-Neuf-d'Isère* dépendait du chapitre de Valence; *Château-Neuf-de-Galaure* était, en 1771, la propriété des Montchenu; *Chastel-Arnaud*, près de Saillans, *Castrum Arnaudi*, en 1353, a appartenu aux Arnaud, qui ont possédé Crest, aux Poitiers (XIV^e et XV^e siècles) et aux la Tour-Soyans. *Château-Double*, près de Chabeuil, *Castrum Duplex*, en 1178 et en 1257; *Castrum Dupplum*, en 1225 (*Cart. de Léoncel*), a été vendu, en 1221, par Raymond Bérenger à Aymar de Poitiers, dont les descendants l'ont possédé longtemps. Il a passé plus tard aux la Baume-Pluvinel (XVII^e s.), aux Pasquet de Valbonne et aux Lacroix de Pisançon. CHATILLON, *Castrum Castillonis*, en 1321, était un fief des évêques de Die, et *Châillon-Saint-Jean*, près de Romans, est appelé *Castellonium* dans le XI^e s.

Ces villages ont emprunté leur nom au *castellum* latin, qui a passé dans une partie des langues de l'Europe, et qui se rattache peut-être au sanscrit *vastya* et *vastu*, maison, ville (Burnouf, p. 572, 581).

CHATUZANGE, près du Bourg-du-Péage, se nommait *Chatuzange*, en 1095; *Chatuisanges*, en 1228; *Chatusanges*, en

(1) QUICHERAT, p. 53; — PÉAN, *Revue du Lyonnais*, mai 1867, p. 359.

1233; de *Chatusangiis*, en 1245, et *Chatusangas*, en 1248. Cette commune, composée de plusieurs hameaux, appartenait aux seigneurs de Pisançon, château important, connu depuis le IX^e s., et qui fait partie aujourd'hui du territoire de CHATUZANGE. Ce nom, dont la plupart des formes latines accusent le pluriel, signifie maisons des champs. Il est probable que des travailleurs, attirés par des concessions émanant des seigneurs de Pisançon, ont défriché le sol et construit des maisons éparses, représentées aujourd'hui par des hameaux. Il est formé d'un radical ayant le sens de construction; on le retrouve dans *cathus*, *chat* ou bastille employé dans les sièges, et *gatus*, bâtiment ou vaisseau de guerre, en l.; *cathair* et *cathir*, château fort, en irl. (Zeuss, p. 86; Taylor, p. 264); *kota* et *kuta*, maison, hutte, en s. c. t.; *kothe*, en all.; *cotta*, en irl. et en b. l. (Pictet, t. II, p. 240).

Us et *oz* sont des terminaisons propres à la langue latine ou à l'adjectif celtique; *ange* et *enches* sont les formes françaises de l'*inge* ou *enge* germanique, champ, domaine, comme dans *Marcellange*, *Richerenches* (Vaucluse), domaine de Marcel, de Richer. Ces désinences sont des altérations d'*engi*, en sc., *eng*, en dan., *anger*, en all. (*ager*, en l.). Ce qui prouve l'identité d'*ange* et d'*inge*, c'est que lorsqu'on demande à un Alsacien ou à un Lorrain de quel pays il est, s'il répond en français, il dit, par exemple : je suis de *Bertrange*; et s'il répond en allemand, il dit : *ich bin von Bertringen*. CHATUZANGE est un nom analogue à *Kerguelen*, maison du houx, *Kerven*, maison du rocher, etc.

CHAVANNES, près de Saint-Donat, *Chavainnas*, dans le XII^e s., a passé de Diane de Poitiers aux Lacroix de Saint-Vallier et, vers 1700, aux Rostaing du Mouchet. Ce nom est commun à une quinzaine de villages appelés en latin *Cavanacus*, *Cavaniacum*, *Cavennæ*, *Cavanæ*; il veut dire *cabane* ou les *cabanes*, et il est synonyme de *Chavanoz* (Isère), *Chavanay* (Loire), *Cabannacus* en 902, *Chavagnes*, *Chavanac*, *Chabans*, les *Chabotes*, *Chapouton*, *Cabanac* et peut-être *Chaponay* (Isère), *Caponiaca* en 945¹. *Chabanier*, en v. fr., *cabanero*, en esp., désigne l'habi-

(1) CHARVET, *Histoire de l'église de Vienne*, p. 256.

tant d'une *cabane*, *cobone*, en langue romane; de là le nom de COBONE, écart d'Autichamp, et de COBONNE, près de Crest, *Cobonna*, en 1200 (*Cart. de Die*); *Cobona*, en 1234, cédé en 1291 par Aimar de Poitiers à Pierre de Quint, et acquis en 1333 par Guy de Montoisson, dont les descendants le possédaient encore dans le siècle dernier.

Le radical qui a formé ces noms paraît être celtique. *Caban* veut dire *cabane*, en irl., en éc. et en br., *capana*, en l., *cabanna* et *capanna*, en b. l. et en it., *cabana*, en esp. Ces mots paraissent avoir la même racine que *cavare*, creuser, *cava* et *cavea*, creux, *cave*, *cav*, en gall., *kave*, en br., *kaba*, en b. q., *kûpa*, en s. c. t. (Burnouf, p. 178), *καπη*, creux et cabane, en gr., *kab*, objet creux, *kabab*, il a creusé, et *kobah*, tente, pavillon, en héb. (Gesenius, p. 877). Alcove est formé de l'article arabe *al* et de *kobah*; *cuve* et *coupe* rappellent la même idée de *cavité*. « Pendant longtemps, les peuples de la Belgique et du midi de la Gaule eurent pour habitation des grottes taillées dans le flanc des montagnes, des cellules souterraines ¹. » Il existe encore des habitations de cette nature dans les environs de Tours, à Saint-Jean-le-Noir (Ardèche), à Barri (Vaucluse). Le nom est resté à la chose, bien qu'elle ait changé de forme, et la même racine entre dans les mots *cabine* et *cabinet*.

Dans les XII^e et XIII^e s., CHABEUIL appartenait à une famille puissante, dont le membre le plus connu, Gontard, soutint contre l'évêque de Valence une guerre malheureuse (1202). Ce fief important passa ensuite entre les mains des Dauphins et des rois de France, et fut compris dans le duché-pairie créé en 1641 en faveur des Grimaldi, princes de Monaco. Les anciennes formes de ce nom sont : *Chabueil*, en 1194; *Cabeolum*, en 1188 et 1263; *Chabuoil*, en 1228; *Cabiolum*, en 1274 ²; *Chabueilz*, en 1295 (*Cart. de Léoncel*). De même que *chabotes*, c'est un diminutif du radical qui nous occupe; il s'adapte parfaitement à *cava* ou *caba*, creux, *cave*, habitation souterraine, en b. l. On

(1) *Com. de César*, édit. Louandre, p. 105.

(2) L'abbé CHEVALIER, *Inventaire des archives des Dauphins en 1346*, p. 34.

aperçoit encore de loin, sous l'antique tour qui domine CHABEUIL, des caves creusées dans la colline, et qui ont sans doute servi de demeure aux premiers habitants du pays. M. Houzé a démontré, p. 3, que le diminutif latin *olus* a été souvent changé en *euil*, comme dans *capreolus*, chevreuil; *filiolus*, filleul, etc. CHABEUIL paraît donc synonyme de *Baumette* (Voir *Baume*, § I). Ce nom ne peut, ni topographiquement, ni philologiquement parlant, être assimilé à la *mutatio* appelée *Cerebelliaca* dans l'*Itinéraire de Bordeaux*. Les distances indiquées entre *Valentia*, *Cerebelliaca* et *Augusta* (*Aouste*) se rapportent très-exactement à la commune de *Montoisson*. Il existe, à un kilomètre au couchant de ce village, un coteau appelé *Serrebel*, *Serrepeil* ou *Serrevel* (beau mont), dont le nom, abstraction faite du suffixe, rappelle très-probablement la *mutatio* de CERE-BELLIACA omise dans le § I.

Le CHEYLARD, près de Saillans, *Chailarium*, qui a appartenu aux Poitiers (1374) et aux Sauvain du Cheylard (1457-1628), tombés en quenouille dans les la Tour-Gouvernet, a son sosie dans le *Chaylard* (Ardèche) et ses similaires dans le *Caylard*, le *Poet-Célard*, près de Bourdeaux, le *Chalard*, *Chelles*, *Celles*, la *Selle*, *Zelle*, *Zell*, etc., dont le radical est *cella*, maison, cellule, cellier, en l., en b. l. et en it., *cell*, en ang., *zell*, en all., *ceall*, en irl., *kelia*, en rus., *κελια*, en gr., du s. c. t. *çala* (Pictet, t. II, p. 241 et 254; v. *Sales*). La terminaison *ard* qu'on trouve dans *Chastelard* ou *Châtelard*, *Villard*, etc., indique soit la hauteur, du latin *arduus*, ardu, élevé, *ardhas*, en s. c. t.; soit un augmentatif ou un péjoratif, comme dans *richard*, têtard, jambard. Autrefois on appelait *celles* des fermes possédées par des moines et cultivées ou habitées par des religieux.

CITELLE et le Fraysse sont des hameaux formés dans le XII^e s. par suite de concessions de terres faites à des cultivateurs par l'abbaye d'Aiguebelle (*Annales*, t. I, p. 84). *Citelle* est une contraction de *civitella*, diminutif de *civitas*, *cité*, en b. l. Ce mot vient du s. c. t. *cita*, maison. V. *Réauville*.

CLAVEYSON, près de Saint-Vallier, où l'on a trouvé beaucoup de médailles romaines, est appelé *Clavasio* dans le XI^e siècle; *Clav*

vaïso, en 1169; *Clavayso*, en 1289 et 1334. Ce fief a longtemps appartenu à la famille de *Claveyson*, connue depuis 1200 et divisée en plusieurs branches; celle des seigneurs s'est éteinte dans les d'Hostun, et ceux-ci dans les de Lionne, qui firent ériger ce village en marquisat en 1658. Dans le siècle dernier, il appartenait à la famille de Tournon. Le nom de CLAVETSON, comme ceux de *Clavezon*, près de la Côte-Saint-André, *Claveisolles* (Rhône), *Clave*, *Clavans*, la *Claverie*, les *Clavettes*, *Clavières*, signifie parc, enclos, comme *clavière*, *clausière*, *closerie*, en v. fr., *clawa*, en b. l.; dans les Dombes, on dit *claver*, pour endiguer. Ils ont la même racine que *clava*, pieux, gourdin, massue, en l.; *kluppel*, en al.; *klub*, en dan.; *club*, en ang.; sur les *triens* mérovingiens, Laon est appelé *Laudunum clavatium*. *Claveyson* paraît être l'*Ecclesia de Clavas cum grangia que est in Valloria* (la Valloire), dont il est question dans un acte de 1157¹. La seconde partie des noms de CLAVETSON, pour *clavæ aisia*, et de *Claveisolles* est un diminutif d'*aisia*, maison, domaine (voir § I, v.° *Eyzahut*, et *Noveysan*), ce qui leur donne le sens de domaine du clos ou du parc. P. *Cobonne*, v. *Chavannes*.

Dès le XII^e siècle, COLONZELLES (*de Colonzellis*) appartenait aux Adhémar de Grignan, qui furent remplacés, dans le XVIII^e s., par les de Félix du Muy. Ce nom est un diminutif de *colongia*, pour *colonia*, en b. l. Dans les actes du moyen âge, *colonia*, *colongia*, *colonica*, étaient à peu près synonymes de *mansus*, *manse*, plus fréquemment usité dans les chartes d'une date postérieure; ces mots, venant de *colere*, cultiver, habiter, se rattachent peut-être au sanscrit *kula*, maison, famille, clan. *Colonia* désignait un domaine d'une douzaine d'arpents exploité par un colon dont la position était intermédiaire entre celle des serfs et des hommes libres. D'après M. l'abbé Rouchier², à la fin du VIII^e siècle, les évêques de Viviers possédaient sept cent quatre-vingt-dix *colonies*.

Sans parler du nom de *Colongin* (*colonicus*), commun à plusieurs familles des environs de COLONZELLES, on peut citer,

(1) L'abbé CHEVALIER, *Cart. de Saint-André-le-Bas*, p. 295.

(2) *Histoire du Vivarais*, t. 1, p. 307.

comme empruntés à la même racine, les *Colonges* ou *Collonges* (*colongia*, *colongia*) qu'on rencontre dans presque toutes les provinces : *Collorgues* (Gard), *Colonicæ*; *Coligny*, *Coloniacum*; *Coulanges* (Yonne), *Colonix*, en 864; *Coulonges* (Nièvre), *Colongia*, en 1310; *Coulaines*, *Colonix* et Saint-Martin-le-COLONEL, près de Saint-Jean-en-Royans, qui, dans le siècle dernier, faisait partie du duché-pairie d'Hostun, créé en 1712, en faveur du maréchal de Tallard (V. *Hostun*, § V). Ce village est appelé *Sanctus Martinus de Colonnello* vers 1100 (M. Giraud, *Preuves*, t. III, p. 100); *del Colonel*, en 1192, et *de Colonnello*, en 1296 (*Cart. de Léoncel*, p. 49 et 293). Son nom est identiquement le même que *colonellum*, domaine exploité par un colon, en b. l.

Curson, entre Tain et Romans, est appelé *Apud Cursonem* dans les XIV^e et XV^e s. On trouve dans le *Cartulaire de Léoncel*, p. 33, 116 et 274, *Curzo*, en 1192; *Curczon*, en 1233 et 1288; mais ces formes sont de simples variantes quant à l'orthographe seulement, analogues à celle de *Valancza*, *Valence*, qu'on lit dans la même phrase ¹. Ce nom, comme ceux de *Cursac*, *Cur-san*, *Curzon*, *Cursay* (Vienne), *Curciaco* sur les monnaies mérovingiennes, *Courson*, *Courtenay* (Isère), *Curtenacum* dans le IX^e s., sont empruntés à un radical qu'on retrouve dans la finale *court* (maison), si commune dans le nord de la France. On la rencontre dans *curtis*, qui, sous les Carolingiens, remplaça la *villa* romaine. La *curtis* comprenait la maison, le jardin, les terres et les serfs; ce mot a de nombreux dérivés en b. l., tels que *curs*, *cursus*, *cortis*, *curtile*, *corticella*, *curticula* (d'où : *Corcelle* et *Courcelle*), ainsi que dans notre langue (*courtille*, jardin; *courtillier* et *courtilleur*, jardinier; *courtillère* des jardins ou taupe-grillon), etc.

Curtis correspond au *Χορος*, enceinte, enclos, cour, des Grecs; au latin *hortus*, jardin, et *cohors*, enceinte, cour (d'où : *cohorte*, troupe retranchée); au sanscrit *garta*, maison (voir la

(1) M. A. de Gallier a fait connaître l'histoire des seigneurs de *Curson* dans le *Bulletin archéologique* de 1870, p. 75.

Garde); à l'allemand *garten*, clos, fort, jardin, etc. Plus tard, *curtis* a servi à désigner la résidence du souverain, et *cour*, après avoir été employé dans le sens de palais, a formé les mots *courtisan*, *courtoisie*, etc. ¹.

ÉTOILE ou ESTOILE est un nom commun à huit bourgs ou villages de France. *Étoile*, près de Valence, où l'on a trouvé beaucoup d'antiquités romaines, est appelé *Castrum de Stellâ* en 1157 et en 1277, et *Estoile* dans les anciens actes. En 1157, *Étoile* fut concédé par Frédéric I^{er} aux évêques de Valence ². Bien que cette inféodation leur eût été confirmée, en 1238, par Frédéric II, Adhémar, comte de Valentinois, accorda, en 1244, une charte d'affranchissement aux habitants d'ÉTOILE (Delacroix, p. 505). Des comtes de Valentinois, *Étoile* passa aux rois de France (1449), et fut donné dans le siècle suivant à Diane de Poitiers, dame d'ÉTOILE. Les della Villa ou de Ville, de Ferrare, devinrent seigneurs engagistes de ce fief, pour garantie des quatre-vingt mille livres qu'ils avaient prêtées au roi de France. Dans le XVII^e s., ils le vendirent à Louise de Budos (du Comtat), célèbre par sa beauté, mariée avec Jean de Gramont-Vachères (1594) et avec le connétable Henri de Montmorency (1593), et le reprirent un demi-siècle plus tard. En 1779, Guy, marquis de Ville, portait le titre de vicomte d'*Étoile*.

Le nom d'ÉTOILE, comme celui de la *Bâtie*, dérive d'un radical qui veut dire pieu, pilier, pièce de bois : *stellata* et *stellum*, en b. l., *estoile*, en v. fr., désignaient un camp retranché, et *estella*, *estelle*, *esteil*, *estoile*, une poutre, un pieu, un poteau; ces mots ont la même racine que *στηλη* et *στυλος*, en gr.; *stela*, en l., colonne, poteau; *stèle*, *stiel*, en al.; *stel* et *stele*, en ang. s. et en hol.; *ystol*, en gal. et en br.; d'*astelle*, bâton, timon, en v. fr., ont été formés les verbes *atteler* et *dételer*.

(A continuer.)

B.^{on} DE COSTON.

(1) PICTET, *Origines*, t. II, p. 265; — MULLER, *Nouvelles leçons sur la science du langage*, t. I, p. 319.

(2) *Gallia Christiana*, t. XVI, *Preuves*, p. 103 et 113.

LE DAUPHINÉ EN 1698.

(SUITE. — Voir *Bulletin*, N.^{os} 2, 3, 4, 5, 7, 8, 11, 13 et 14.)

VII. TAILLES ET GABELLES.

Les tailles (1) sont réelles en Dauphiné et se payent en proportion de l'estime des fonds dont la distinction a été faite par un arrêt du conseil en date du 24 octobre 1639 (2), lequel a

(1) Emprunté aux tailles de bois sur lesquelles les premiers péréquateurs marquaient leurs recettes, comme le font encore les bouchers et les boulangers de nos jours, le mot *taille*, synonyme de contribution et d'impôt, s'appliquait indifféremment autrefois à toutes les redevances et à tous les subsides imposés tant au profit du seigneur en particulier que pour les besoins de la commune ou ceux du pays en général. Il désigne ici l'impôt d'État direct dont l'établissement permanent et régulier dans notre province est plus moderne encore que dans la France proprement dite ; organisation toute militaire, la féodalité n'admettant pas de contribution générale et régulière au profit du souverain qui, quelle que fût son importance, devait se suffire avec les seuls revenus de son domaine.

En somme, la taille qui, dans la plupart des autres provinces, date du règne de Charles VII, fut établie en Dauphiné par le dauphin Louis, son fils, et là, comme ailleurs, son chiffre d'abord restreint s'accrut au fur et à mesure des charges du pouvoir central. Tellement que, montant à peine à 70,000 livres à l'origine, la taille fut de 110,000 sous François I^{er}, grâce à l'établissement des armées permanentes ; puis les troubles civils et religieux du XVI^e siècle aidant, elle s'éleva à 258,118 liv., en 1573, et depuis elle suivit rapidement une marche ascendante, concurremment avec une foule d'autres impôts établis ou créés sous divers prétextes. — DOCHIER, *Rech. hist. sur la taille*, Grenoble, 1783, in-8°. *Mém. de l'Etat de France*, II, 569, etc.

(2) Dernière page de ce procès des tailles dont je me propose, Dieu aidant, d'écrire l'histoire, cet arrêt, rendu à Grenoble sur le rapport du contrôleur général des finances Hémery, établissait d'une manière péremptoire que tous biens possédés par des roturiers ou acquis d'eux par des ecclésiastiques ou des nobles, antérieurement au 1^{er} avril 1602, seraient irrévocable-

déclaré quels seraient à l'avenir les fonds nobles, c'est-à-dire francs de tailles, et ceux qui seraient roturiers, c'est-à-dire sujets à l'impôt, et ce perpétuellement en quelque main qu'ils passent et de quelle qualité que soient leurs possesseurs. Cette forme d'imposition exclut les instances en surtaux et autres procès qui accablent les pays de taille personnelle (1). D'ailleurs, l'usage établi dans cette province d'embrigader les contribuants est, quels que soient ses inconvénients, le meilleur (2), parce qu'il retranche la plupart des frais qu'entraînent les exécutions par sergents et est, en somme, bien plus soulageant pour les

ment et perpétuellement soumis aux tailles. Et de plus, « pour prévenir les abus qui se pourroient commettre en la cotization des facultez mobilières, trafic et industrie des gens du tiers-ordre, » il était ordonné « que les docteurs et avocats ne seroient taxés pour leurs industries, ni les secrétaires et huissiers des cours souveraines, pour raison de leurs offices seulement; et que lesdits gens du tiers estat ne seroient taxés auxdites tailles pour leurs meubles meublants, ains pour leurs obligations, pensions, rentes constituées et autres moyens secrets; ensemble pour leurs bestiaux autres que ceux de labour servant à cultiver les héritages roturiers. Toutefois, la cotization desdites facultés mobilières, trafic et industrie, ne pourroit excéder dans les villes le huitième de la somme qui s'imposera, dans les bourgs et villages ayant marchez la dixième, et aux autres paroisses et communautés, la douzième. » — *Recueil des Édits*, I, p. 194 et suiv.

(1) La taille personnelle était celle qui s'imposait suivant la qualité des personnes et les suivait sans tenir compte du lieu où leurs biens étaient situés. Régime déplorable et souverainement injuste qui a donné lieu à cette formidable querelle entre les privilégiés et le tiers-état qui, sous le nom de procès des tailles, remplit un siècle de l'histoire de notre province.

(2) En Dauphiné, l'imposition des tailles se faisait par feux, mot qui, pris à l'origine pour une maison, signifia dans la suite un assemblage de contribuables ou de terres représentant un revenu fictif qui, en 1639, était de 2,400 livres. Suivant le péréquaire de 1706, notre province comprenait 3,500 feux, dont 279 étaient affranchis, soit 3,220 feux taxables, chiffre qui fut réduit à 3,018 après la cession des vallées vaudoises au roi de Sardaigne. Chaque paroisse était donc taxée suivant la somme afférente au nombre de feux qu'elle représentait, et cette somme était ensuite répartie entre tous les habitants par les officiers locaux, comme la contribution mobilière actuelle.

contribuants, pourvu que l'intendant veille à l'exécution du règlement fait à ce sujet, en 1684, par M. Lebreu (1). En 1684, année qui a précédé la dernière guerre, le rôle des tailles était de 1,262,203 livres, savoir :

Election de Grenoble . . .	275,010 liv.
— Vienne. . . .	314,730
— Romans	186,115
— Valence	112,107
— Montélimar . .	141,182
— Gap.	233,059
Somme égale. . . .	1,262,203

chiffre qui n'a guère été modifié pendant la guerre, la province, qui plus que toute autre a un nombre considérable d'affaires extraordinaires de finance, ayant dû payer en outre pour 400,000 liv. d'ustensiles de cavalerie et supporter les quartiers d'hiver qu'on peut évaluer 300,000 livres.

En Dauphiné, la gabelle (2) est différente des autres, et le sel s'y commerce comme toute autre denrée, ce qui rend la régie extrêmement difficile et ne permet pas de juger de l'augmenta-

(1) Pierre Cardin-Lebreu, intendant en Dauphiné de 1683 à 1686, le fut ensuite à Lyon, puis premier président du parlement d'Aix.

(2) Le mot gabelle, que quelques étymologistes font venir de l'hébreu *kibbel*, donner, était anciennement pris pour toutes sortes de tributs; mais à partir du XIV^e siècle, il fut particulièrement réservé à l'impôt sur le sel qui, jusqu'en 1848, a été l'une des sources du revenu public. Établie en France dès 1286, la gabelle était inconnue dans notre province du temps des Dauphins, et dans quelques villes et bourgs seulement le sel était frappé d'un droit appelé sesterage ou héminal, du sétier ou de l'hémine qui servaient à le mesurer. Charles VII est le premier qui ait étendu cet impôt au Dauphiné, qui cependant fut toujours un pays de *petites gabelles*, c'est-à-dire dans lequel cet impôt était moins élevé qu'ailleurs.

Venant du Midi par le Rhône, le sel était débarqué à Tain, où il était gabbellé, et de là distribué dans les divers greniers de la province où venaient se pourvoir les marchands, qui le commerçaient d'ailleurs à leur gré. — VALB., I, 73, 90; II, 293.

tion ou de la diminution du débit de chaque grenier. Néanmoins on peut avancer que la consommation générale de sel, année commune, est de 55,000 minots, qui, à 24 livres 16 sols le minot (1), prix actuel, font 1,364,000 livres, somme de laquelle il faut déduire le prix du sel dans les salines, les frais de voiture et de régie, etc., en sorte que la gabelle du Dauphiné ne rapporte réellement que 1,210,000 livres, compris les bénéfices que le roi accorde aux fermiers (2), en considération des avances qu'ils lui font et du soin qu'ils prennent de faire valoir sa ferme. Tout le sel qui se consomme en Dauphiné est tiré de Peccais en

(1) Suivant les temps et les circonstances, le prix du sel a considérablement varié. De 11 flor. ou 6 liv. 12 sols le minot, il fut porté à 7 liv. 5 sols 6 deniers en 1485, et depuis, nouvelle conséquence des dépenses administratives et militaires, il a constamment augmenté jusqu'en 1678, époque à laquelle une augmentation de 30 sous, faite quatre ans auparavant, fut supprimée, mais pour être remplacée en 1689 par deux surcharges de 20 sous, auxquelles s'en ajouta, le 17 novembre 1702, une troisième de 40 sous, ce qui portait alors le prix du sel à 26 livres 16 sols le minot, ou neuf fois à peu près le prix actuel. Un semblable impôt frappant un objet de première nécessité ne pouvait manquer d'exciter la fraude et la contrebande, et celles-ci se firent bientôt dans de telles proportions, qu'un tribunal extraordinaire ayant été établi à Valence en 1733, sous le nom de commission du conseil, pour juger les contrebandiers et faux-sauniers, 77 de ces derniers furent condamnés à être pendus, 57, dont Mandrin, à être rompus vifs et 631 aux galères, dans une période de 38 ans. — *Recueil des Édits, Arch. de la Drôme*, C. 1209 et suiv.

(2) De tout temps le monopole du sel a été donné à ferme, mais jusqu'à Henri II le Dauphiné a eu ses fermiers particuliers. A cette époque seulement la gabelle de notre province fut comprise dans la ferme générale, ce qui donna lieu à de vives et constantes réclamations de la part des États généraux du pays, tant à cause des bénéfices qui de la sorte allaient hors de la province, que parce que ces fermiers, ou plutôt leurs agents, exerçaient leurs fonctions d'une manière vexatoire et arbitraire. Pour se convaincre, du reste, des exigences du fisc relativement au sel, il suffira de dire qu'à la fin du XVII^e siècle les receveurs des gabelles en Dauphiné prétendirent percevoir certains droits sur les fromages importés dans cette province, sous prétexte qu'ils étaient salés, et qu'il ne fallut rien moins qu'un arrêt du Parlement pour les faire renoncer à cette ridicule prétention. — GUY-ALLARD, *Dict.*, v.^e *Gabelle et Sel*, etc.

Languedoc (1), d'où il est porté à Arles et de la voituré par le Rhône aux principaux greniers de la province.

VIII. DOUANES ET PÉAGES.

Les droits de douane qui se lèvent en Dauphiné sont au nombre de trois : la douane de Valence, celle de Lyon et la foraine.

La douane de Valence est un droit qui se lève sur toutes les marchandises et denrées tant étrangères que regnicoles qui, allant venant par terre ou par eau, passent par Valence, Vienne, Sainte-Colombe ou autres localités riveraines du Rhône. Anciennement ce n'était qu'un péage, établi vers la fin du siècle dernier à Vienne, par le connétable de Montmorency, qui en régla le tarif et qui, rapportant seulement 37,500 livres en 1604, fut affermé vingt ans après 100,000 livres, par le sieur Dupuy. Désireux de favoriser la ville de Valence, le connétable de Lesdiguières y a transféré cette douane, qui depuis lors est appelée douane de Valence (2).

(1) Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler que le roi ayant autorisé quelques étrangers à tirer du sel de France, cette mesure donna lieu à des remontrances de la part des députés de notre province aux États de Blois (1577), observant que « le nouveau sel qui peult estre au Peccais, on ne peult en uzer pour la santé des personnes qu'au préalable il ne soit suranné de deux années, voyre mesme pour en uzer pour les salaires, autrement il cauzait infinies maladies et gastements de chairs. » — *Arch. de la Drôme*, C. 1204.

(2) César de Martin de Disimieu, gouverneur de Vienne pour la Ligue, ayant consenti à livrer cette place au connétable de Montmorency, moyennant 25,000 écus, celui-ci, pour se procurer cette somme, établit, le 6 mai 1595, un droit de douane sur toutes les marchandises qui passeraient à Vienne ou Sainte-Colombe, et trois jours après arrêta à cet effet un tarif qui fut confirmé par lettres patentes du 19 juillet. Suivant les termes de l'ordonnance d'établissement, cette douane ne devait subsister que le temps nécessaire pour obtenir 25,000 écus ; mais, comme cela arrive d'ordinaire, elle n'en persista pas moins après. Atteints par cette mesure restrictive de leur commerce, les Lyonnais réclamèrent énergiquement et obtinrent la

La douane de Lyon est un droit établi par divers édits et déclarations, ceux de juillet 1542, décembre 1605 et juin 1613 entr'autres, sur les marchandises qui devraient être directement conduites à Lyon. L'établissement de bureaux de cette douane, inutilement ordonné plusieurs fois, a enfin eu lieu ensuite de la déclaration du 17 juin 1662, d'abord pour empêcher l'entrée libre des marchandises étrangères dans le royaume et ensuite pour faciliter les habitants de cette province, auparavant obligés de tirer de Lyon certaines marchandises qu'ils se peuvent procurer au passage. Les bureaux de cette douane sont les mêmes que ceux de la douane de Valence, sauf pour les soies, les draps d'or et d'argent, les drogueries, les épiceries et les marchandises de Genève, qui doivent être présentées aux bureaux de Lyon même (1).

Sous le nom d'imposition de forains sont compris l'imposition foraine, le rêve, le haut passage et le domaine forain, tous droits que le roi Henri II a, par sa déclaration de 1551, réduits en un seul qui se lève sur les marchandises, denrées et bestiaux allant du royaume ou de provinces dans lesquelles ont cours les

suppression de la douane de Vienne, le 12 février 1611. Mais ce ne fut que momentanément, car dix ans après, Lesdiguières la rétablit à Valence, sous prétexte du siège du Pouzin qu'il faisait alors contre les Huguenots. De nouvelles réclamations s'ensuivirent, et la douane fut supprimée une seconde fois, le 11 mai 1624, par un arrêt établissant en dédommagement un impôt de sept sous sur chaque minot de sel vendu à Lyon et de cinq sous lorsqu'il serait vendu ailleurs en Lyonnais. Ce qui n'empêcha pas Lesdiguières de la rétablir de rechef (23 sept. 1626) à l'occasion du second siège du Pouzin, et cela sans abolir l'impôt compensateur établi sur le sel.

Affermée 13,810 écus en 1598, la douane de Valence rapportait en 1630 au Trésor 200,000 livres par an. — *Bulletin de la Société*, II, 63 et suiv.; — VALB., I, 73, 90, 293.

(1) Plus ancienne que la précédente, la douane de Lyon fut établie par Louis XI, dans le but d'assurer aux nombreux ouvriers italiens venus en France pour établir des tissages d'estoffes d'or, d'argent et de soie une prime de 10 livres par apprenti. Fixé d'abord à 5 p. 100 et prélevé seulement sur les étoffes d'or, d'argent et de soie, les fils d'argent, les soies torsées, cet impôt, réduit à 2 1/2 p. 100, fut ensuite étendu à toutes les marchandises d'origine étrangère. — *Bulletin*, II, *ibid.*, *ibid.*

aides à l'étranger ou dans des provinces exemptes des aides. Ce n'est, du reste, que pour mémoire que nous parlons ici de ce droit, qui comprend encore ceux de traite domaniale et de denier Saint-André, car régulièrement ces droits devraient être acquittés en Languedoc et en Provence, et ce n'est que par exception qu'un arrêt de l'an 1662 a ordonné l'établissement en Dauphiné des bureaux de cette imposition, qui d'ailleurs sont les mêmes que ceux des douanes de Valence et de Lyon (1).

En somme, je crois bon d'observer que ces diverses douanes donnent lieu à de vives réclamations de la part des commerçants dauphinois, qui se plaignent : 1° Que les fermiers des droits du roi font payer la douane aux marchandises et bestiaux traversant le Rhône pour aller en Languedoc, Lyonnais, Forez, Beaujolais et Auvergne, comme à ceux et celles qui de ces provinces viennent en Dauphiné pour les besoins du pays ; 2° Que les gardes préposés par les échevins de Lyon sur les divers passages pour le tiers surtaux et autres imposés par cette ville sur les marchandises obligent celles-ci à passer par cette ville, où on leur fait acquitter la douane de Lyon, sous prétexte qu'elle

(1) *Imposition foraine*, droit de un sol par livre sur toutes les marchandises vendues en France, suivant un édit de l'an 1300, réglé par une ordonnance de 1369. *Rève*, mot qui, suivant Ducange, vient de *roga*, demande, désigne un autre droit frappant toutes les marchandises allant ou venant de France à l'étranger. *Haut passage*, autre droit semblable, de date postérieure. Aucun de ces droits n'était vraisemblablement imposé en Dauphiné avant 1624, époque à laquelle une déclaration royale du 30 juin décida que des bureaux pour l'exaction de l'imposition foraine, qui les comprenait tous, seraient établis dans toutes les provinces où ces droits n'étaient pas perçus. Cependant, il paraît que cet établissement n'eut pas lieu aussitôt, car Guy Allard cite deux arrêts du Parlement de Grenoble, des 5 juillet 1651 et 29 août 1656, qui défendent cet établissement et la perception du droit de traite foraine sur les marchandises qui se voitureraient dans la province.

La *traite domaniale* était un nouvel impôt établi par Henri III, en 1577, sur les blés, toiles, vins et pastel transportés hors du royaume.

Le *denier Saint-André* était un droit d'un denier par livre prélevé sur toutes les marchandises allant de Languedoc en Dauphiné, Provence ou Comtat, et *vice versâ*. — *Dict. de Trévoux*, *Dict. du Dauphiné*, etc.

ne peut être acquittée ailleurs, et de plus le tiers surtaux, la subvention, etc., d'où s'ensuit la ruine du commerce dauphinois, qui ne peut supporter de semblables frais; 3^o Que le fermier de la douane ne permet pas aux draperies et autres marchandises venant de Hollande, Allemagne ou Suisse, par autre voie que Genève, d'entrer en Dauphiné par le Pont-de-Beauvoisin, mais les contraint d'aller à Lyon, où elles payent les droits de douane et autres qui s'y lèvent, ensuite de quoi, sortant de cette ville, elles sont taxées pour la douane de Valence, ce qui cause un tel préjudice aux marchands que certains les ont abandonnées; 4^o Que, sans autre fondement que semblable usage établi en Provence, les bureaux de la douane de Lyon établis en Dauphiné exigent en plus des anciens droits deux sous par livre; 5^o Que l'on fait payer la foraine aux marchandises dauphinoises allant d'un point à l'autre de cette province par le Rhône; 6^o Enfin, que les bureaux de Condrieu et de Sainte-Colombe font payer la foraine aux marchandises qui de Provence ou de Languedoc vont à Vienne, bien qu'elles ne fassent que passer devant la province de Lyonnais et qu'elles aient déjà été taxées à Villeneuve-d'Avignon ou à Arles (1). Et il faut ajouter que ces

(1) Ces plaintes n'étaient d'ailleurs particulières ni au Dauphiné ni au XVII^e siècle, car nous empruntons ces passages aux remontrances faites aux États-généraux de Tours, en 1483, par les députés du tiers-état : « *Chapitre touchant le fait de marchandise...* Depuis le trespas du roy Charles VII, les marchans ont esté travaillez de gros acquits qui ont esté mis sur les marchandises passans par eaue et par terre, tellement qu'iceulx marchans a grant paine ont peu recouvrer les deniers que leurs coustoient lesdictes marchandises... Et au regard de l'imposition foraine et rêve qui se lieve tant à Paris que ailleurs dedans le royaume semble aux gens desdicts estats que veu le travail et vexation qui se fait aux marchans de cedit royaume par les commis à cueillir ladite imposition en contraignans iceulx à payer le droit d'icelle ou bailler caution... Semblablement les haulx et bas passaiges lesquels se baillent à ferme par les fermiers semblablement sont aussi faiz grans travaux aux marchans semble auxdictz estats que ladite imposition foraine hault et bas passaiges ne se doivent bailler à ferme au moins que ce soit à gens de bien... » — *Libertates per illustrissimo*, fol. XXXVII et v.^o.

plaintes, auxquelles on pourrait ajouter un grand nombre d'autres dont la rédaction est impossible, paraissent tristes et bien établies (1). Leur cessation rétablirait le commerce en Dauphiné, mais au détriment de celui de Lyon, ville qui de tout temps a été grandement favorisée sur ce point, comme l'un des principaux centres du royaume.

Les péages sont la dernière sorte d'imposition qui se lève en Dauphiné (2). Ils sont de deux sortes, sur l'Isère et sur le Rhône. Les péages établis sur l'Isère sont ceux de Montfleury, appartenant aux religieuses du lieu (3); de Sassenage, au seigneur du lieu (4); de St-Quentin, au marquis de Chaulnes (5); d'Armieu,

(1) A ces sujets de plainte notre intendant pourrait ajouter les nombreux péages établis sur le Rhône et l'Isère au profit de particuliers à qui ils avaient été anciennement concédés ou qui les avaient acquis du domaine royal.

(2) Le péage était un droit seigneurial imposé dans certains lieux sur les bestiaux, marchandises et denrées qui y passaient par terre ou par eau, et en retour duquel le seigneur péager était tenu de pourvoir à l'entretien et à la sécurité des voies de communication. En principe, aucun péage ne pouvait être établi sans l'agrément de l'autorité souveraine; mais l'affaiblissement de celle-ci aidant, la plupart des possesseurs de terres voisines des grandes routes ou des rivières navigables usurpèrent peu à peu ce droit, en sorte qu'il fallut maintes fois, et notamment en 1445 et en 1664, régler les prétentions des seigneurs, qui rendaient tout commerce impossible.

Le nombre des péages régulièrement établis en Dauphiné était bien plus considérable que celui que donne ici notre intendant, car Guy Allard n'en mentionne pas moins de 79.

(3) Concédé le 16 février 1312 au dauphin Hugues de Bourgogne, par l'empereur Henri VII de Luxembourg, ce péage avait été donné par Humbert II aux religieuses de Montfleury, le 26 juin 1348. — *Inv. de la Ch. des comptes.*

(4) Possédé de toute ancienneté par les barons de Sassenage, ainsi qu'il résulte d'un acte de l'an 1339, ce péage consistait en une livre de poivre que devait chaque radeau montant ou descendant le cours de l'Isère. — *Idem.*

(5) En 1541, 1542 et 1543, les Beaumont, seigneurs de Saint-Quentin, firent aveu au roi pour ce péage. — *Idem.*

au sieur de Garagnol (1) ; de Saint-Nazaire, au maréchal de Tallart (2), et de Pisançon (3), au sieur de La Croix. Ceux établis sur le Rhône sont : celui de Quirieu, appartenant aux religieuses de Salette (4) ; celui de Vertrieu (5), au seigneur du lieu ; celui d'Anthon, au sieur de Vidaud (6) ; celui de Jonage, au sieur de Guignard, engagiste du domaine (7) ; celui de Saint-Symphorien d'Ozon, au sieur de Franquièrre, également engagiste (8) ; celui de Vienne et de Valence, au prince de Monaco ; celui d'Au-

(1) Jugeant un différend entre les seigneurs de Saint-Quentin et d'Armieu, relativement à leurs péages, le dauphin Charles V déclara, le 16 juin 1350, que les habitants de Saint-Quentin devaient être exemptés du péage d'Armieu, et *vice versa*. Acquis des Béranger du Gua, en 1600, par Jean de Gilbert, sieur de Verdun, ce péage, qui consistait en une livre de poivre estimée 16 sous pour chaque radeau autre que ceux construits avec des bois du mandement d'Armieu, était advenu aux Garagnol par héritage. — *Recueil des Édits*, I, 758.

(2) Le 3 juillet 1615, Balthazard d'Hostun dit de Gadagne, seigneur de la Baume-d'Hostun, fut maintenu, par arrêt du Parlement, dans la possession du péage établi à Rochebrune, près Saint-Nazaire, aujourd'hui commune de Saint-Just-de-Claix (Isère). — *Idem*.

(3) C'est à ce péage qu'est due la fondation du Bourg-de-Péage, longtemps appelé Péage de Pisançon. Dépendant de la parerie delphinale de la terre de Pisançon, il en a suivi le sort, et, le 31 décembre 1366, le roi Charles V en confirma l'inféodation, précédemment faite au comte de Valentinois. — *Idem*.

(4) Connu sous le nom de Vingtain de Quirieu, ce péage fut donné à la Chartreuse de Salettes par le dauphin Humbert II, en 1332. — VALB., II, 200.

(5) Ce péage était le même que celui de Saint-Alban, dont les fermiers furent condamnés, le 31 décembre 1330, à une amende de 2,000 marcs d'argent, pour diverses malversations et notamment pour avoir prélevé 5 deniers tournois, au lieu de 3, sur chaque balle de marchandise. — *Idem*.

(6) Établi, le 26 avril 1446, au profit de Louis, marquis de Saluces et seigneur d'Anthon, ensuite de lettres du dauphin Louis XI.

(7) Appelé Vingtain de la Bâtie-Montluel, ce péage avait été vendu par les commissaires du roi, le 27 septembre 1638.

(8) Appartenant, en 1233, au seigneur de Beauvoir de Marc, puis à la maison de Savoie, ce péage se prélevait non-seulement sur les marchandises, bestiaux et denrées, mais encore sur certaines personnes, ainsi qu'il résulte de ce passage d'un inventaire des droits du comte de Savoie, à

berives (1), au sieur de Gouvernet; celui de Serves et de Saint-Vallier, au seigneur des lieux (2); celui de Roussillon, au comte de ce nom (3); celui de la Roche-de-Glun (4), au sieur de la Barge, engagiste; enfin celui de Montélimar et d'Ancône (5), moitié au duc de Ventadour, moitié au sieur de Chabrières, par engagement. Les droits de ces divers péages ont été réglés par une déclaration du roi du 31 janvier 1633, et un arrêt du Conseil en date du 21 avril 1664, en conséquence desquels on a dressé un tarif.

IX. DOMAINE.

Il n'y a de province où le roi ait proportionnellement plus de domaine fixe qu'en Dauphiné (6), mais il est généralement hors

Saint-Symphorien, en 1309 : *Quilibet Judæus eques transiens per Villam, debet octo denarios; Judæus pedes quatuor denarios; Judæa grvida octo denarios.* — VALB., I, 98.

(1) Concédé au dauphin Jean II par Henri, roi des Romains, en 1310. — *Recueil des Édits.*

(2) Le péage de Saint-Vallier existait dès 1328, celui de Serves dès 1348.

(3) Concédé à la maison de Roussillon par l'empereur Rodolphe, en 1273. — G. ALLARD, *Dict.*, v.^o *Péages.*

(4) Appelé de Confolens, ce péage fut concédé, en 1151, par l'empereur Conrad II à Silvion de Clérieu, dont l'arrière petit-fils Roger s'attira toute la colère du roi Saint Louis, pour avoir voulu soumettre à ce péage ce prince partant pour la 5^e croisade. — Voir A. DE GALLIER, *Essai sur la baronnie de Clérieu.*

(5) Le péage de Montélimar, connu sous les noms de Péage de Lène et Anses de Savasse, était une dépendance du domaine des Adhémar à qui il avait été concédé par les empereurs germaniques. En 1575, Henri III donna les revenus de ce péage à Rostaing d'Eurre, seigneur d'Ourches, gendre de Gordes, pour le récompenser de la prise de Montbrun. — *Revue des bibl. dauph.*, p. 10.

(6) Le domaine royal, en Dauphiné, se composait des terres, seigneuries, fiefs, rentes et châteaux cédés et transportés à la couronne de France par le dernier dauphin Humbert II et le dernier comte de Valentinois Louis II, et c'est avec son revenu que nos rois devaient, suivant les lois féodales, pourvoir à toutes les dépenses du pays, administration, justice et guerre. Aussi, l'un des principes les plus absolus du droit public d'alors était-il l'inaliénabilité du domaine. « Ce domaine est sacré, et il n'est pas permis au prince de l'aliéner incommutablement ni de l'assujétir à

de ses mains ensuite des aliénations ordonnées par les édits de 1593 et 1638, lesquelles ont été faites pour la plupart sur le pied du denier trente, et dans la jouissance desquelles les engagistes ont été confirmés pendant trente ans par une déclaration du mois de mai 1696, moyennant un supplément de 136,000 livres, ce qui rend à peu près sans retour pour le roi cette partie du domaine, le prix énorme de 1,700,000 livres payé dès l'origine pour cette aliénation étant déjà supérieur à la valeur réelle des terres; circonstance qui est particulière à cette province et résulte du peu de terres patrimoniales qu'elle renferme. En sorte que la ferme dite du Domaine comprend seulement le quatrième par exploit, les amendes qui s'adjugent dans les cours et justices royales et quelques lods et ventes. Le premier peut valoir, année commune, 27,000 liv., la seconde 3,000 liv., et la troisième 1,500 livres, en somme 31,500 livres.

(A continuer.)

J. BRUN-DURAND.

des charges perpétuelles», dit le jurisconsulte dauphinois Guy Pape, et cent ans après nous voyons les députés du tiers-état, aux États de Blois, s'opposer à toute aliénation, disant « que le domaine du roy estoit une colonne qui servoit pour le soustenement de la couronne, laquelle partant il falloit plustost regarder à fortifier qu'à demolir et demembrer; que le domaine estant aliéné, le moyen estoit osté au roy d'entretenir son Estat et assigner à l'avenir dots, douaires et apanages; que c'estoit chose inaudite que le domaine fust vendu à perpetuité et sans rachapt de laquelle les Etats pourroient estre remarqués par la postérité. » Aussi lorsqu'en de pressantes circonstances le roi ordonnait l'aliénation d'une partie de son domaine, cette aliénation était-elle faite sous faculté de rachat, c'est-à-dire que l'acquéreur était considéré comme le détenteur d'un gage à lui donné pour la garantie de certaine somme avancée au Trésor public, lequel gage pouvait être retiré en remboursant le prêteur, qui s'intitulait seigneur engagiste de la terre domaniale.

Ce que Bouchu avance relativement aux conditions dans lesquelles furent faites les aliénations du domaine en Dauphiné, peut paraître surprenant, car Bodin avance que les terres et rentes aliénées en 1560 par François II, moyennant 16 millions, en valaient plus de cinquante, la plupart l'ayant été au denier dix ou au denier douze, c'est-à-dire à raison de 8 ou 10 %. — *Jurispr. de G. Pape, annotée par Chorier*, édit. de 1769, p. 87 et suiv.; — *Recueil génér. des Etats*, Paris, MDCLI, in-4°, p. 342 et suiv.; — *BODIN, Les six livres de la République*, Lyon, MDLXXX, p. 622.

GENTON DU BARSAC.

I

Deux lettres inédites de l'auteur du *Mémoire sur les fossiles du Bas-Dauphiné* contiennent des détails biographiques, oubliés ou inconnus, de nature à intéresser les membres de la Société d'archéologie; nous les publions, en les faisant suivre de quelques notes sur la famille du géologue.

La première est de messidor an IX et la deuxième du mois de thermidor suivant, et toutes les deux sont datées de Saint-Paul-trois-Châteaux, où Genton du Barsac s'était retiré.

M. Collin, premier préfet du département de la Drôme, a qui elles furent adressées, transmit au savant malheureux ses condoléances et ses félicitations.

Sans attacher aujourd'hui la même importance que l'auteur aux mines de lignite et de plomb par lui signalées, il est cependant utile, en louant son zèle, d'encourager encore les recherches du même genre; si en effet la rareté du bois et la cherté de la houille excitaient des plaintes en l'an IX, la situation s'est-elle améliorée depuis?

1^{re} LETTRE.

« Saint-Paul-trois-Châteaux, messidor an IX.

» Vous trouverez sous cette enveloppe le *Mémoire sur les fossiles du Bas-Dauphiné* que vous m'avez permis de vous adresser; mais vous n'apercevrez que trop, citoyen Préfet, que c'est ici le premier essai échappé de la plume d'un jeune homme. Cependant vous pouvez compter sur l'exactitude et la vérité des faits qui y sont consignés. Pour ne laisser à votre esprit aucune incertitude sur ce point, j'aurais voulu accompagner cet envoi d'une collection de tous les objets dont je donne la description,

ainsi que d'un grand nombre d'autres découverts depuis l'impression de cet itinéraire de mes incursions dans les vastes et riches domaines de la nature. Mais l'extrême faiblesse de ma vue ne me permet plus de me livrer à de nouvelles recherches en ce genre, et des événements malheureux, que je voudrais pouvoir effacer de l'histoire comme de mon souvenir, ont éloigné de moi de jeunes élèves qui, seuls dans cet instant, pourraient me seconder par leur zèle et leur intelligence. Peu d'hommes et surtout de jeunes gens peuvent, vous le savez, citoyen Préfet, résister à certaines épreuves, et presque toujours nous sommes entraînés par le cours inaperçu des événements : ainsi, cette fière raison dont on fait tant de bruit, qui n'est peut-être que l'expérience, n'est pas toujours un préservatif assuré contre les dangers de l'ignorance et des passions fortes qui nous égarent. Heureux qui, toujours maître de lui-même, peut consulter, suivre les leçons de la sagesse, et plier courageusement sans que son âme en soit abattue sous l'ascendant des circonstances !

» En 1789 - 90, j'avais soigneusement rédigé un ouvrage beaucoup plus considérable, dont celui-ci n'était, pour ainsi dire, que le sommaire.

» La première partie renfermait une dissertation sur les fossiles en général, des diverses branches de l'histoire naturelle, celle de toutes qui donne le plus à penser ; — une description lithologique de nos montagnes ; — un tableau analytique des productions qu'elles recèlent ; — des observations sur une galène de plomb dans une gangue de spath pesant, près de Condorcet, et sur la mine de charbon de pierre de la commune de Nyons, dont l'exploitation régulière et méthodique procurerait aux habitants de ces contrées des ressources inappréciables contre la pénurie et la cherté du bois ; — un mémoire sur les tremblements de terre dont la petite commune de Clansayes fut le siège pendant huit ou neuf mois, et dont les secousses multipliées se firent ressentir dans les lieux adjacents à une distance de 4 à 5 lieues.

» La seconde était spécialement consacrée à l'histoire des minéraux et des métaux de la partie française de l'île Saint-

Domingue, où j'ai séjourné quinze années consécutives; — à des essais docismatiques sur les substances; — à l'examen d'une mine d'aimant supportant un poids moindre que les aimants des autres pays, mais qui exerce sa puissance attractive sur le fer à une distance plus considérable; — à des observations très-curieuses sur de grandes masses d'un beau granit, immédiatement superposées à des couches horizontales de matières calcaires; — à des vues générales sur le caractère physique et moral des nègres; — sur la culture et la préparation du coton, du café et de l'indigo, et particulièrement sur la culture des cannes à sucre et les procédés employés jusqu'à ce jour pour obtenir sous une forme concrète le sel doux et essentiel qu'elles contiennent; terminées par quelques observations sur le nopal et la cochenille, dont la culture commençait à s'introduire dans cette belle colonie.

» Mais cet ouvrage, dont je n'ai pu sauver que le discours préliminaire, fut malheureusement la proie des flammes, lors de l'incendie désastreux du Cap français. Ainsi, je perdis, malheureusement pour moi, à peu près à la même époque, mes yeux, ma fortune, une superbe collection d'histoire naturelle, et le fruit de trente années de recherches et d'observations. Si vous jugiez d'après cet aperçu, citoyen Préfet, que mes faibles connaissances et quelques notes informes éparses dans mon portefeuille puissent seconder vos vues bienfaisantes et faciliter le travail dont vous êtes occupé, à ce que vous m'avez fait l'honneur de me dire, vous acquerriez des droits à ma reconnaissance, en me fournissant une occasion d'offrir au mandataire distingué par ses lumières, sa modération, son amour pour la justice et la paix, auquel le Gouvernement a confié le bonheur des habitants du département de la Drôme, les témoignages bien sincères de mon respect et de mon dévouement.

» GENTON-BARSAC. »

Il y a là, comme on voit, toute une Iliade.

2^e LETTRE.

« Saint-Paul-trois-Châteaux, 26 thermidor an IX.

» Ne croyez pas, je vous prie, que la perte de ma fortune ait seule interrompu le cours de mes recherches. Ce n'est assurément pas ce que je regrette le plus; l'opulence ne sert souvent qu'à rendre paresseux, et toujours cette douce médiocrité qui met au-dessus des besoins, suffit au sage. Mais je ne la possède pas. L'étude de la nature me consolait des injustices du sort; la perte de ma vue me ravit cette dernière ressource. A peine m'en reste-t-il assez pour me voir conduire doucement dans la rue et signer mon nom. Ainsi, en perdant cet organe précieux, je perdis sans espoir le seul bien qui pouvait m'aider à semer de quelques fleurs le songe si court et souvent si pénible de la vie. Votre estime, citoyen Préfet, celle du très-petit nombre d'hommes qui vous ressemblent, adoucissent sans doute les rigueurs de ma destinée; mais puis-je me flatter d'avoir assez fait pour la mériter, l'obtenir? Heureux celui qui peut laisser des traces de son passage dans les lieux qui le virent naître et mourir, des leçons utiles, l'exemple des plus rares vertus, et vivre dans la mémoire de ses concitoyens par le souvenir du bien qu'il fit aux hommes, plus encore que par le rang qu'il occupa dans la société!

» Privé depuis douze ans du spectacle que présente la nature aux yeux de ceux qui peuvent et savent la contempler, de la faculté de m'instruire dans les ouvrages immortels des Buffon, des Saussure, etc....; ma mémoire trop ingrate ne m'offrant que des idées fugitives des objets qui fixèrent mon attention à une époque plus éloignée, il me serait impossible, citoyen Préfet, de vous tracer le tableau fidèle du système des montagnes que j'ai parcourues, sans le secours des notes prises sur les lieux. Cependant je m'occuperai de l'objet de vos demandes, dès que je pourrai disposer d'un secrétaire intelligent, qui m'aide à débrouiller le chaos de mon portefeuille. En attendant, j'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus deux procès-verbaux, l'un sur la mine de plomb de Condorcet, l'autre sur la mine de charbon de pierre de Nyons; tous deux furent rédigés, d'après mes ob-

servations, par le sieur Audiffret, alors subdélégué de l'intendant de la province, et vi-bailli de cette commune, qui, par ses qualités personnelles, sa modération, ses longs services et surtout ses malheurs, mérite tout l'intérêt que vous voulez bien prendre à ce qui le regarde. Des observations ultérieures m'ont démontré que la mine de charbon de pierre de Nyons occupait sous la montagne de La Lance tout l'espace entre le torrent de Lez et la rivière d'Eygues; ce serait donc une faveur signalée du Gouvernement si, d'après vos observations et vos demandes, il voulait encourager l'ouverture et l'exploitation de cette mine. En 1766 ou 67, je découvris près de Montauban-Lachau une très-belle mine de ce fossile précieux; l'essai en fut fait sous les yeux du ci-devant marquis de Montauban-La-Tour-du-Pin, chez qui j'étais alors; il est de la nature du jayet, prend un très-beau poli et pourrait servir avantageusement aux petites forges et même à tous les usages journaliers de la vie. J'en envoyai plusieurs échantillons polis au sieur Faujas, mon maître et mon ami. En 1787, je fus invité de me rendre à Châteauneuf-du-Rhône pour diriger l'ouverture d'une bure creusée dans l'intention de découvrir dans la montagne une mine de charbon. Cet ouvrage fut commencé et abandonné faute de fonds. Mais je trouvai dans des ravins profonds, creusés par les eaux, quelques filons perdus de charbon de pierre d'une excellente qualité, et des indices presque certains d'une mine de fer de la classe des hématites; mais il ne me fut pas possible de donner quelque suite à ces premières recherches, étant reparti pour Saint-Domingue. »

Les travaux de MM. Scipion Gras et Lory nous ont appris, depuis quelques années, à mieux connaître les richesses minérales et naturelles du département; toutefois, il y avait quelque mérite à s'en occuper avant 1789 ¹. Du reste, le ton de la lettre est plein de dignité et de résignation.

(1) M. Joseph-François De Payan-Dumoulin, ancien conseiller à la Cour des Comptes de Grenoble, corrigea et publia le livre de Genton.

II

Le Barsac ou Bersac, fief des environs de Serres (Hautes-Alpes), appartenait à Hugues de L'Hère, à la fin du XVI^e siècle. Il le vendit à Honoré de Penchina, en 1588; le sieur de Perrinet l'acquit de ce dernier, vers 1596, et noble Pierre de Liotaud, vers 1656. Il passa avec Marmoirières, le 24 juin 1659, à François de Genthon ou Genton, d'une famille établie en 1516 à Allevard et divisée en trois branches.

M. Rivoire de La Bâtie fait venir celle du Barsac d'Hector de Genton, vivant en 1509. Gabriel fut commandant de la ville de Grenoble en 1572; Charles, son fils, maître des comptes, en 1619.

François avait épousé Suzanne de Bardonnenche, et il en eut César et François.

Le contrat de mariage de César avec Françoise de Philibert, fille d'Henri de Philibert, baron de Largentièrre, et de Françoise d'Agoult, est du 13 avril 1690.

François, le naturaliste, né à Eygalayes, le 24 mars 1745, et décédé à Saint-Paul-trois-Châteaux, le 16 mars 1825, doit être le petit-fils de César.

Celui-ci, l'aîné de la famille, avait succédé à son père dans la seigneurie du Barsac, et François, le cadet, avait embrassé la carrière des armes et servi sous le baron de Largentièrre et sous M. de Guitaut.

M. de Sousville, un de leurs oncles, étant mort, les deux frères, réunis au Barsac pour débattre leurs intérêts et fixer leur part dans l'héritage du défunt, eurent l'idée de faire une partie de chasse aux perdrix. Ce fut là qu'advint une rencontre malheureuse dont Barginet a tiré les éléments romanesques de *La Chemise sanglante*¹.

Les lettres de grâce accordées par le roi Louis XIV aux deux frères racontent ainsi l'événement :

« Après la campagne de 1706, François de Genton s'étant

(1) Paris, 1830, Mame et Delaunay, 4 vol. in-12.

» rendu en la maison de son frère César, seigneur du Bersac ,
» au diocèse de Gap, pour y régler leurs affaires de famille à
» cause de la mort d'un de leurs oncles , leur divertissement
» ordinaire, après avoir fait leurs affaires, étoit la chasse, qui
» est libre et permise, suivant les privilèges accordés par les
» Dauphins à tous les gentilshommes de la province sur les
» terres les uns des autres ; en sorte qu'ils alloient chasser sur
» les terres de leurs voisins, comme réciproquement leurs voi-
» sins venoient chasser sur la leur, et le 30 octobre de ladite
» année 1706, chassant sur leur terre de Bersac, ils entrèrent
» dans celle de Savournon, appartenant à la dame de Lombard ,
» épouse du sieur de Rocheblave, et étant arrivés au bois ap-
» pelé de Souchières, ils virent de loin venir à eux un homme
» à cheval qu'ils ne connurent pas d'abord, et, en approchant ,
» ils reconnurent que c'étoit le sieur de Rocheblave ayant un
» fusil et deux pistolets, suivi d'un valet, près de lui, portant
» un autre fusil, et un autre domestique plus éloigné qui cou-
» roit pour le joindre, ayant aussi un fusil. Ledit de Roche-
» blave, en approchant dudit François de Genton, lui parla
» avec emportement, disant qu'il ne devoit pas chasser sur sa
» terre ; à quoi il répartit qu'il ne devoit pas se fâcher, puisqu'il
» étoit lui-même en droit de chasser sur celle de Bersac et
» qu'on ne l'empêchoit pas quand il le vouloit. Mais ledit sieur
» de Rocheblave, au lieu de se contenter de cette réponse, lui
» dit qu'il tireroit sur les chiens et sur eux aussi, et de fait il
» tira un coup de fusil sur un des chiens du suppliant qu'il tua,
» et, dans l'instant, il prit le fusil que portoit son valet et
» coucha en joue ledit François de Genton. Une action si brus-
» que étonna le suppliant qui, de sa part, pour s'empêcher
» d'être tué, lâcha son fusil sur lui et s'en retourna avec ledit
» sieur de Bersac, son frère. Ils apprirent le lendemain que le-
» dit sieur de Rocheblave avoit été blessé et qu'il avoit dit à ses
» domestiques et habitants du lieu de Savournon qui l'avoient
» emporté chez lui, qu'il pardonnoit à ceux qui lui avoient
» donné le coup, et qu'ensuite il étoit décédé. »

Ces lettres sont du mois de mars 1708. Elles furent entérinées
au Parlement de Grenoble le 9 août suivant. La Cour, cepen-

dant, condamna lesdits de Genton à donner 300 livres aux Religieuses de Sainte-Claire de Grenoble, 75 livres aux Capucins, même somme aux Carmes, 100 livres à l'Hôpital de la Providence et 50 livres aux Filles Repenties de la même ville, pour des prières à l'intention du sieur de Rocheblave. Les mêmes de Genton furent astreints à satisfaire au traité du 10 juin 1708 et condamnés aux dépens.

Par ce traité, Charles de Philibert, baron de Largentière, au nom de noble César de Genton, avait vendu à Étienne Lombard, gouverneur de Sisteron, représentant Angélique, sa sœur, veuve de Rastel de Rocheblave, les terres du Barsac et de Marmoyrières, moyennant 27,800 livres, sur lesquelles 12,000 étaient dues à M^{me} de Rastel ¹.

César de Genton avait fui à Genève, immédiatement après la mort de M. de Rastel, et, en janvier 1707, il se plaignait vivement des inquiétudes et de la gêne que la conduite de son frère lui causait.

Une lettre de 1732 mentionne une récidive du sieur de Genton sans donner de détails, et depuis lors nous manquons de renseignements sur la famille.

A. LACROIX.

Voici les matières traitées dans le *Mémoire* de M. de Genton, officier réformé. (Avignon, Seguin, 1781, 1 vol. in-12.)

Fossiles du Bas-Dauphiné, en général.

Montagne de Châtillon, près Saint-Paul-trois-Châteaux.

Idem de Venterol, *idem*.

Idem de Clansayes, comté de Suze, os fossiles.

Catalogue des os fossiles découverts, près du hameau de Barry, dans une couche de sable.

Os fossiles trouvés, près de Saint-Restitut, dans des couches très-dures de roches composées ².

(1) *Archives départementales de la Drôme*, Série E. — Philibert de Perdeyer. — (2) *Affiches du Dauphiné*, 9^e année, N.° 23. — Faujas de Saint-Fonds, *Histoire naturelle de la Province de Dauphiné*.

RECHERCHES

SUR

LES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE

DE LA VILLE DE VALENCE.

SUITE. — Voir *Bulletin*, N.º 6, 7, 8, 9, 11, 13, 14, 15, 16.

Hôpital Saint-Grégoire.

Les archives du chapitre Saint-Apollinaire mentionnent dans la nomenclature des hôpitaux qui ont existé à Valence un hôpital Saint-Grégoire.

Rien ne nous a conservé la trace de cet hôpital, ni dans les monuments, ni dans les dénominations de nos vieux quartiers, ni dans les antiquités de l'Église de Valence, ni dans son histoire hagiologique, ni dans les souvenirs populaires, ni dans ce qui reste de nos archives. Voici la seule indication que j'en aie trouvée : « (folio 1446) plus un autre » parchemin fort rompu lequel se peut restituer au moyen » du livre des sacs des S.^{rs} Curés (Sacco N., Littera Y & Z), » où il est énoncé de l'an 1436 & du 3^{me} may, par lequel » Richarde, femme de Lambert Fudatij, par son testament, » donne aux S.^{rs} Prestres de l'église Saint-Jean suivant la » coutume, etc..... *Plus*, elle lègue à l'*hospital Saint-Grégoire hors les murs de Valence*, etc... »

Quel était cet hôpital ? où était-il situé ? quelle fut l'occasion de sa fondation ? qui en est le fondateur ? je ne saurais le dire. Cette expression *hors les murs* s'applique, comme on le voit, à plusieurs de nos hôpitaux. Il paraît, en effet, que la plupart de nos anciens hôpitaux avaient été ainsi

établis loin des habitations, peut-être pour des raisons de salubrité; du moins, dans un mémoire aux archives de la mairie (délibération du 29 mars 1778), mémoire qui est une opposition faite par l'avocat Joseph Béranger aux intentions de la municipalité de réunir l'Hôtel-Dieu & l'Hôpital Général dans l'enceinte du monastère des Religieux Minimes, aujourd'hui *la Visitation*, au quartier de la Citadelle, il est demandé « qu'on les place *hors la ville, comme ils y étaient* » *dès la plus haute antiquité dont on voit encore les ruines...* (p. 4.) »

Il y avait à cela plus d'une convenance, & il n'a fallu rien moins que la nécessité de s'abriter derrière les remparts de la ville pour y transporter les hôpitaux avec les religieux qui les desservaient & qu'il fallait mettre à l'abri d'un coup de main.

J'ai vu quelque part que cet hôpital Saint-Grégoire était aussi désigné sous le nom d'*hôpital de la Reine-Mère*. Je ne me rends pas compte de la circonstance qui a pu lui valoir cette désignation; à moins que, descendant d'un siècle, nous ne supposions que ce nom de la Reine-Mère ait été donné à l'ancien hôpital Saint-Grégoire, en souvenir d'un fait qui nous redit un trait des mœurs de nos ancêtres.

M. Jules Ollivier, dans ses *Essais historiques sur Valence* cite parmi les pièces justificatives (N.° 31, page 310) une charte tirée des archives de la mairie de Valence ¹ (cotée d'armoire 2.° N.° 19, lettres FF.) en date du 10 février 1524. Ce sont des lettres-patentes de Madame d'Angoulême, mère du Roi François I.^{er}, établie régente du royaume pendant cette déplorable campagne d'Italie qui devait, l'année d'après, aboutir au désastre de Pavie.

« Loyse, mère du Roy, duchesse d'Angoumoys, d'Anjou

(1) Cette pièce ne se trouve plus aux archives de la mairie, d'où elle n'a été que trop tirée.

» & de Nemour, contesse de Meyne & de Gyen, Régente
» en France, Daulphiné, Dyois & Valentinois, » octroie, à
la demande des habitants de Valence, une exemption de
péages dont le motif a plus d'un intérêt pour nous. « Comme,
» — y it-il dit — nos chiers & bien amés les manants &
» habitants de la ville de Valence, pour préserver & garder
» leur ville de pestes & aultres maladyes & inconvéniens, &
» la tenir en prospérité & sancté, dès longtemps aient par
» us & ancienne coustume, & louable coustume & obser-
» vance, accoustumé de vingt-cinq en vingt-cinq ans, ou
» aultre temps limité, jouer ou faire jouer l'istoyre des glo-
» rieux saints martyrs Félix, Fortunat & Achillée, des qui
» eulx les corps reposent en icelle ville ; ce qu'ils ont délibéré
» de faire ceste année présente en laquelle escheyt le dict
» temps & terme limité ; & que pour faire les dictes dépenses
» nécessaires, leur seroit besoin à achepter des boys jusques
» à la somme de six ou sept cent livres tournois, lequel boys
» est force aller achepter ès quartiers de Grenoble, monta-
» gnes de Daulphiné & aultres lieux loingtains & distans de
» la dicte ville, & icelluy faire amener tant par terre que
» par eau, ce qu'ils ne pourroient faire sans grands fraicts
» & mises ; savoir faisons, que Nous, en contemplacion des
» dicts glorieux corps saints, espérant que leur intercession
» pourra ayder au Roi nostre seigneur & filz & à son armée
« estant de là les monts, & à nous auffy ; & que les dicts
» habitans ont délibéré mettre le dict boys à *faire ung*
» *hospital* pour les pauvres de Dieu *audiect Valence*, après
» la dicte istoyre jouée, & aultres raisons avec nous menés,
» avons aux dicts habitants de Valence donné & donnons
» par ces présentes, en vertu du pouvoir à nous donné par
» le Roy notre seigneur & filz, permission & faculté qu'ils
» puissent achepter du boys à ce nécessaire, jusques à la
» dicte somme de sept cent livres, & icelluy achepter du
» lieu où ils achepteront jusques au dict lieu de Valence,

» tant par terre que par eau, franchement & quicêtement;
 » etc., etc.

» Donné à Saint-Juft-lez-Lyon, le X.^{me} jour de Febvrier,
 » l'an mille cinq cent vingt & quatre.

» Par Madame Régente en France & Daulphiné,

» LOYSE. »

Nous ne voyons pas à quel autre hôpital on aurait appliqué ce don. — Mais nous ne pourrions prouver notre supposition. Nous avons vu que l'hôpital Saint-Grégoire hors les murs de Valence existait un siècle avant cette chartre qui nous révèle ce jubilé des habitants de Valence « pour » préserver & garder leur ville de pestes & aultres maladyes » & inconvéniens, & la tenir en prospérité & sancté. »

Nous pouvons constater, en fait d'hôpitaux, que ces deux noms de la Reine-Mère & de Saint-Grégoire ont également disparu des archives & des traditions locales.

Hôpital neuf.

Il y avait aussi hors les murs, & proche la porte Saunière, un *Hôpital neuf* sur lequel voici quelques indications.

« Archives du chapitre de Saint-Apollinaire, fol. 19;
 » armoire j.^{re}, liasse j.^{re}. Et prem.^{re} a esté mis dans lad. pre-
 » mière liasse desd. comptes un livre de parchemin fort
 » ancien contenant 46 feuillets ayant les couvertes de bois
 » garnies de bazane rouge, intitulé *Liber Anniversariorum*
 » *Ecclæ. S.^{us} Joës. Valen.* distingué par mois & par jour &
 » dénotant ceux qui doivent lefd. anniversaires... » On y
 » trouve entr'autres : « Un gros livre des comptes des années
 » 1470 & fins à 1492, les comptes de 1470 fins à 1481 y
 » manquant, & lefd. comptes étant grandement remar-

» quables en ce qu'ils parlent de toutes les choses qui s'exi-
 » geaient en ce temps-là, tant à Valence, Alez, Beaumont,
 » Alixan, Montéléger, Montmeyran, Chauneuf-d'Izere,
 » Montelier, Chabeuil, Montvendre, etc., que du Seig.
 » Euesque, de Saint-Ruf, de l'église du Bourg, de l'*Hos-*
 » *pital neuf*, de l'Hospital Saint-Jean, comme aussi des
 » chapelles de Saint-Apollinaire, Saint-Etienne, Saint-
 » Esprit, Saint-Jacques, Saint-André, Saint-Laurent, Saint-
 » Benoist, Saint-Michel, Saint-Nicolas, Sainte-Anne,
 » Sainte-Marthe, Sainte-Catherine, Sainte-Croix, Sainte-
 » Mag.^{ne} de la Sacristie, messes, etc., etc... ¹. »

Nous trouvons là plus d'un renseignement intéressant sur les redevances dues au chapitre, comme aussi sur les chapelles que la piété des fidèles avait fondées. J'en ai relevé un très-grand nombre (quarante) avec les noms de leurs fondateurs & l'intention de la fondation. Mais, pour nous renfermer dans le cadre de notre travail, nous nous bornerons à remarquer cette mention de l'*Hôpital neuf* vers le milieu du XV.^e siècle.

Plus loin, en 1554, dans un compte-rendu par Barthelémy Crozat, il est fait mention de l'hôpital Saint-André & de l'*Hospital neuf près la porte Saunière*...

• Au fol. 50, en date aussi de 1554, est un « compte com-
 » prenant... pension de sept gros sur le recteur de l'*Hospital*
 » *neuf proche la porte Saunière*, payable par les consuls de
 » Valence. »

Voilà des affirmations très-positives à différentes dates.

Mais, où donc se trouvait cet hôpital près la porte Saunière? Aucune indication locale ne nous en donne le souvenir. — J'ai feuilleté, aux alentours de la porte Saunière, le cadastre de 1547 dont la date coïncide si bien avec celle-ci;

(1) Archives de la préfecture. Coté comptes 5. fol. 19.

je n'ai rencontré aucune indication d'un hôpital à cette époque.

Mais dans un registre (aux archives de la préfecture, Valence, 869), intitulé *Recognaiſſances du Grand Courier, Sacristie & Baylie de Valence*, je trouve sous la date de 1511 : « In carreria vocata Sancti Desiderij, prope portam » Sauneriam (c'est la rue Saint-Didier)... dicta carreria quâ » itur de domo episcopali ad portam Sonieram... quoddam » stabulum cum viridario contiguo situm Valea. in carreria » appellata de *Saint-Didier* versus portam Soneriam quod » est pars cujusdam olim casalis *hospicii vocati Sancti » Diderij* ¹..... » Et un peu plus loin, la même indication : « ... cum stabulo & orto sive curte contiguo quæ fuit & » est de pertinemento casalis *hospicij vocati Sancti Didier* » sit. prope portam Sonieram in carreria nuncupata Sancti » Desiderij confront. ab oriente cum carreria & portal » porte Sonière... ² »

Nulle part ailleurs je n'ai trouvé un hôpital Saint-Didier. Les archives du chapitre de Saint-Apollinaire, qui nous ont révélé tous les autres, n'en font pas mention.

Cet *Hôpital neuf*, était-ce un hôpital spécial, ou bien l'un des précédents, ainsi dénommé à l'époque de leur institution ? Ce qui me le ferait supposer, c'est cette même dénomination d'*Hôpital neuf* donnée à un autre hôpital. Voici cette indication que nous trouvons pour l'hôpital Saint-Jean à la date la plus reculée : « L'an 1444, le 3 octobre, le vicaire-général » & official du seigneur Euesque concède & donne à Giraut » Rouvilhon l'administration de l'*Hôpital neuf de Saint- » Jean de Valence* ³. »

(1) Fol. 40 verso.

(2) Fol. 42.

(3) MOLINIER. Archiv. épiscop.

Cette expression, *Hôpital neuf*, veut dire sans doute hôpital nouvellement bâti ou nouvellement ouvert, & s'appliquait ici, comme cela avait pu se faire précédemment à d'autres, à l'hôpital qui est devenu le plus important & a successivement absorbé tous les autres.

Voici cependant une annotation qui prouverait que l'Hôpital neuf *fitué près la porte Sonière*, bien différent de celui de Saint-Jean, qui était à l'autre extrémité de la ville, était aussi distinct des autres que nous avons nommés. Au fol. 56 des archives du chapitre de Saint-Apollinaire est inscrite une « pension de six gros sur le recteur de Sainte-Marthe hors la » porte Sonière; » & immédiatement « plus autres sept gros » sur le recteur de l'*Hospital neuf* qui sont les consuls de » Valence, lequel hospital est proche la porte Sonière. » Ces deux hôpitaux existaient donc simultanément & étaient bien distincts, ainsi que l'hôpital Saint-Jean.

D'autre part, remarquons que cet hôpital de Saint-Didier, qui n'existait plus en 1511, puisque ce qui en restait dans la rue Saint-Didier, n'était qu'une étable : « Quoddam » stabulum... quod est pars cujusdam OLIM casalis hof- » picii, » ne pouvait guère être un hôpital neuf en 1554.

Je ne saurais fournir d'autre indication plus précise sur cet *Hôpital neuf*, ni sur l'emplacement qu'il occupait dans notre ville.

« La tremte septiesme yfle (du cadastre de 1547 qui) » coumence à la porte Saouniere du coste du couchant à la » maison de Peyronom Pithieu faisant carré à lantree du » viol allant aux prisons où finira ladicte yfle à la maison » épiscopale, » ne comprend que trois maisons : « Mayson » faisant carré au-deuant la pmiere porte Saouniere à l'en- » trée du viol tendant aux prisons, a au-deuant de rue deux » toises & ung tiers de longueur & douze toises de parfon- » deur. (La moitié aud. Peyronom & aultre moitié à M.^r » Symon de la Forge). — Estables a au-deuant de rue sept

» toises & demye de longueur & troys toises & demye de
 » parfondeur. (Moytié Jacob Fabry & moytié M.^r Symon
 » de la Forge). — Maifon & jeu de paulme à raquette a
 » au-deuant de rue huit toises de longueur & douze toises
 » deux tiers de parfondeur. (Fol. 178.) »
 Là pourrait très-bien avoir été l'hôpital Saint-Didier.

Hôpital Notre-Dame de la Fufterie.

A la Fufterie ¹, qui était ce quartier qui fépare les deux communes de Valence & du Bourg-lès-Valence, fur le point où fe trouve la place Pontpiéry, il y avait un hôpital dont nous trouvons l'indication dans les actes fuivants :

« Parchemin en datte du 19.^{me} mars 1419, par lequel Ray-
 » mond de Vianna adcenfe à Eftienne Jacquemet un jardin
 » à Valence à Pompéry, prez de l'*hospital de Noftre-Dame*
 » *de la Fufterie* du couchant, du vent, un fossé neuf, de
 » bife, la place de Pompéry, fous 18 gros pension & huit
 » deniers vienn. de cenfe à la vénérable église Saint-Apolli-
 » naire. Acte reçu Pierre Polleti, no.^{re}. Coté N.^o XIV,
 » Valence, 320 ², »

Et au folio 1413, cet autre renfeignement, qui en renferme plusieurs d'un intérêt très-grand pour notre vieux Valence : « Plus a esté mis dans lad. dixième liaffe V un » parchemin de l'an 1426 & 4.^{me} juin, par lequel Raymond

(1) Ce devait être le quartier des *Menuisiers*. Le mot de *fuftier* est con-
 servé dans le patois de nos contrées avec cette fignification. En voici l'éty-
 mologie : « Fuft, *fus* & *fût*, bois, manche de lance ou autre chose, du
 » latin *fuftis*. De là vient qu'on dit un bois de haute fustaie, — *fuftaille* &
 » *futaille*, c'est-à-dire tonneau à vendanger, — *fuster*, battre à coups de
 » bâton. De là vient *fuftiger*; & peut-être *fouet* en vient auffi, ayant été
 » écrit autrefois *foueft*. » — (MÉNAGE, *Diâ. étymologique*.)

(2) Arch. du chap. Saint-Apollinaire, fol. 1399.

» de Vianna étant obligé envers M.^{rs} les Chanoines de
 » l'église de Valence à raison de la messe qui se dit tous les
 » jours en l'église Saint-Etienne de Valence pour l'âme de
 » feu Pierre Bouilli, en la somme de 200 florins d'or, & ce
 » pour reste de 600 florins d'or due par led. Raymond auxd.
 » S.^{rs} Chanoines... led. S.^r Raymond revert auxd. S.^{rs} Cha-
 » noines, à raison de la fondation de lad. messe, les pensions
 » suivantes :

» Prem.¹ deux florins *super quodam tornalhio*¹, situé au
 » mandement de Valence *versus massatoria*² *Valentiae*
 » proche le champ de Championnet, confront. de bize le
 » chemin qui va au monastère de Saint-Ruf, du couchant,
 » le pont où tombe l'eau du moulin dud. monastère; du
 » levant *juxta massatoria in quibus fit papirus*.

» Plus 18 gros sur une boutique proche le portal de la
 » Fusterie qui divise la juridiction de Valence & du Bourg,
 » confront. du levant proche la maison de l'hospital *delad.*
 » *Fusterie*, & du vent le mur neuf, fossé de la ville au
 » milieu, & de bize la rue publique.

» Plus un autre florin annuel sur une maison proche le
 » petit Mazel, confront. du couchant la rue dud. petit
 » Mazel, du levant le jardin de l'hospital Saint-Antoine.

» Faict dans la Cour dud. Chapitre. Acte reçu Pierre
 » Gauchery, no.^{re}. Coté N.^o 1069, Valence, 359. »

La position qu'occupait cet hôpital N. D. de la Fusterie
 est nettement désignée par ces confins. Il était dans la juri-
 diction de la ville, au sud de la place Pontpiéry, au cou-
 chant de l'ancienne porte. Ce devaient être les bâtiments qui
 font face à l'hôpital actuel joignant la place.

(1) Legendum fortè *torrale* : *Ædificium in quo frumenta & grana torrentur & exsiccantur; a torrendo dictum.* » — (DUCANGE, *Glossarium*, V^o *Torra*.)

(2) Certus agrorum modus, seu, ut quidam volunt, conglotatio & collectio quædam possessionum ac prædiorum. (*Ibid.*, V^o, *Maffa*.)

Le cadastre de 1550 relate, en effet, dans ce quartier plusieurs maisons appartenant à la communauté & république de Valence, qui ont pu être affectées à un hôpital. En voici l'indication : « Dans la cinquante & unième yse, mayson » dicte de la communauté & république de Valence, mayson » faisant carré hors la porte de la ville regardant sur la place » de Pompéry, a au-devant de rue cinq toises de longueur & » deux toises & demy de profondeur. (Fol. 192). »

Une autre maison de la communauté & république de Valence se trouvait dans la même yse; elle est ainsi désignée : « Mayson où sont cituées les..... faisant carré au pied de la descente des degrés de pierre venant de la Coste des Chapeliers. (Fol. 192, au verso) ¹. »

Les deux juridictions de la Ville & du Bourg étaient séparées par une enceinte de murailles en forme de rempart, dont il reste encore un débris dans les jardins de l'hôpital, entre cet établissement & les bâtiments de l'ancien couvent du Refuge. C'est sur ce mur qu'on a adossé les bains de l'hôpital. Un coup-d'œil sur le plan de Belleforest nous le montre très-bien.

Une rue longeait ce rempart & avait pris son nom sans doute de l'hôpital où elle conduisait : « La rue de la Fusterie » Notre-Dame commence à la porte de Pompéry & finit à » la porte de Constance ². » Cette dernière porte était sur les bords du Rhône. Elle a disparu pour faire place au quai. La communication avec le Bourg s'établissait au moyen de cette *Porte de Pompéry*, autrement dite *Portal de la Fusterie*, que nous avons vu disparaître il n'y a pas longtemps par la démolition de la maison Bellon qui faisait arceau & interceptait la rue sur ce point. Aux archives de la mairie, en date du 22 décembre 1430. (fol. 127), est une

(1) Aux archives de la mairie.

(2) Archives de Saint-Apollinaire; fol. 67.

« sentence de M. Pierre Gauthier, no.^{re} & lieutenant de
 » juge de Valence, qui termine les différents mus entre le
 » procureur fiscal de l'évêque & les findics de la Ville, d'une
 » part, & MM. du Chapitre de Saint-Pierre & la Commu-
 » nauté du Bourg, d'autre, au sujet de la *Porte de Sainte-*
 » *Marie de Fustière*, & ordonne qu'à l'avenir lad. porte
 » sera commune & réparée aux frais communs des deux
 » communautés, & qu'il y aura une clef pour la chacune ¹. »

Par une délibération du 16 mai 1548 ², « il fut conclu
 » que le S. Consul garderait les clefs de la porte de Pontpéri
 » sans les remettre à personne. »

C'était couper court aux difficultés.

Ce quartier était, à ce qu'il paraît, à cette époque, comme la sentine de la ville. « Il y avait les prisons de M. l'abbé du
 » Bourg à Pompéry ³. » C'était sur cette place qu'était le
 pilori, cet appareil infamant où la justice du temps faisait
 exposer les criminels qu'elle avait condamnés à ce supplice.
 Le cadastre de 1547 nous l'apprend par cette indication :
 « La mayson & garde où habite le portier des portes de la
 » Coste des Chapeliers..... estant sur la place de Pompéry,
 » y faisant carré *au deuant du pyllory de pierre*... joignant
 » la porte de la Coste des Chapeliers & murs de la ville par
 » dehors ⁴. »

Cette place, au dire de M. Jules Ollivier ⁵, d'après des
 pièces *tirées* elles aussi des archives de la mairie (cotées
 d'armoire I.^{re}, N.^o 9. lettre T. sous l'année 1507), était
 aussi le refuge assigné à la prostitution. En voici une autre
 preuve sommaire : « du 30 novembre 1507, appensionnement

(1) En parchemin d'armoire II. N.^o 1. Lettres G.G.

(2) Aux archives de la mairie.

(3) Archives du chap. Saint-Apollinaire, fol. 1903.

(4) Fol. 195.

(5) *Essais hist. sur Valence*, p. 82.

» passé par les Consuls de Valence à Guiot Montarnaud
 » d'une petite place située à Pontpéry, sous la pension de
 » trois gros, payables à la Saint-Apollinaire, & à la charge
 » d'entretenir un endroit pour les femmes publiques ¹. (Fol.
 » 100.) »

L'hôpital de la Fusterie fut-il destiné, dans ce même lieu, au traitement de cette maladie qui, vers la fin du XV^e siècle, fit cette invasion qui a fait croire à certains syphiliographes que, inconnue jusque-là en Europe, elle y avait été importée par les Espagnols revenant d'Amérique, & en France par l'armée de Charles VIII de retour de cette funeste campagne de Naples (1495-1496) qui ne devait aboutir qu'à des désastres & à un fléau de plus? Lorsqu'on parquait les lépreux, on pouvait en faire autant pour d'autres maladies bien autrement contagieuses & non moins redoutables.

Cette supposition pourrait-elle s'appuyer sur cette remarque d'un historien de notre province : « La lèpre, a-t-il écrit, » faisoit des progrès en ce temps-ci; aussi avoit-on des » hôpitaux destinés à ceux qu'elle avoit infectés. Il y avoit » entre eux des gens de condition, & dans la maladrerie de » la Buissératte auprès de Grenoble, Jean Bouvier de Fontaines & Aimar Repelin étoient un objet de pitié aux » honnêtes gens. — Ils étoient tous deux gentilshommes. » C'est ce qui me persuade que la lèpre alors étoit différente » de celle que les siècles précédents avoient eue en tant » d'horreur, & qu'elle n'étoit que cette maladie naissante » que l'on appelle la *verole* à cause de la variété de ses » aposthèmes & de ses pustules. (CHORIER, *Histoire générale de Dauphiné* ².)

(4) Aux archives de la mairie.

(5) T. II. liv. XIV. sect. XII. pag. 472.

Si telle fut la destination de notre hôpital de la Fusterie, supposition qui n'est appuyée d'ailleurs sur aucun document, nous ferons remarquer qu'il existait bien longtemps avant l'apparition en France du mal napolitain.

Nous ferons remarquer aussi que l'hôpital de la *Fusterie* & l'hôpital *Noſtre-Dame*, qui dans l'inventaire du chapitre de Saint-Apollinaire figurent sous deux numéros différents (6 & 14), doivent être tenus pour un seul & même hôpital sous la dénomination plusieurs fois citée d'*hospital de Noſtre-Dame de la Fusterie*.

(A continuer)

F. DUPRÉ DE LOIRE.



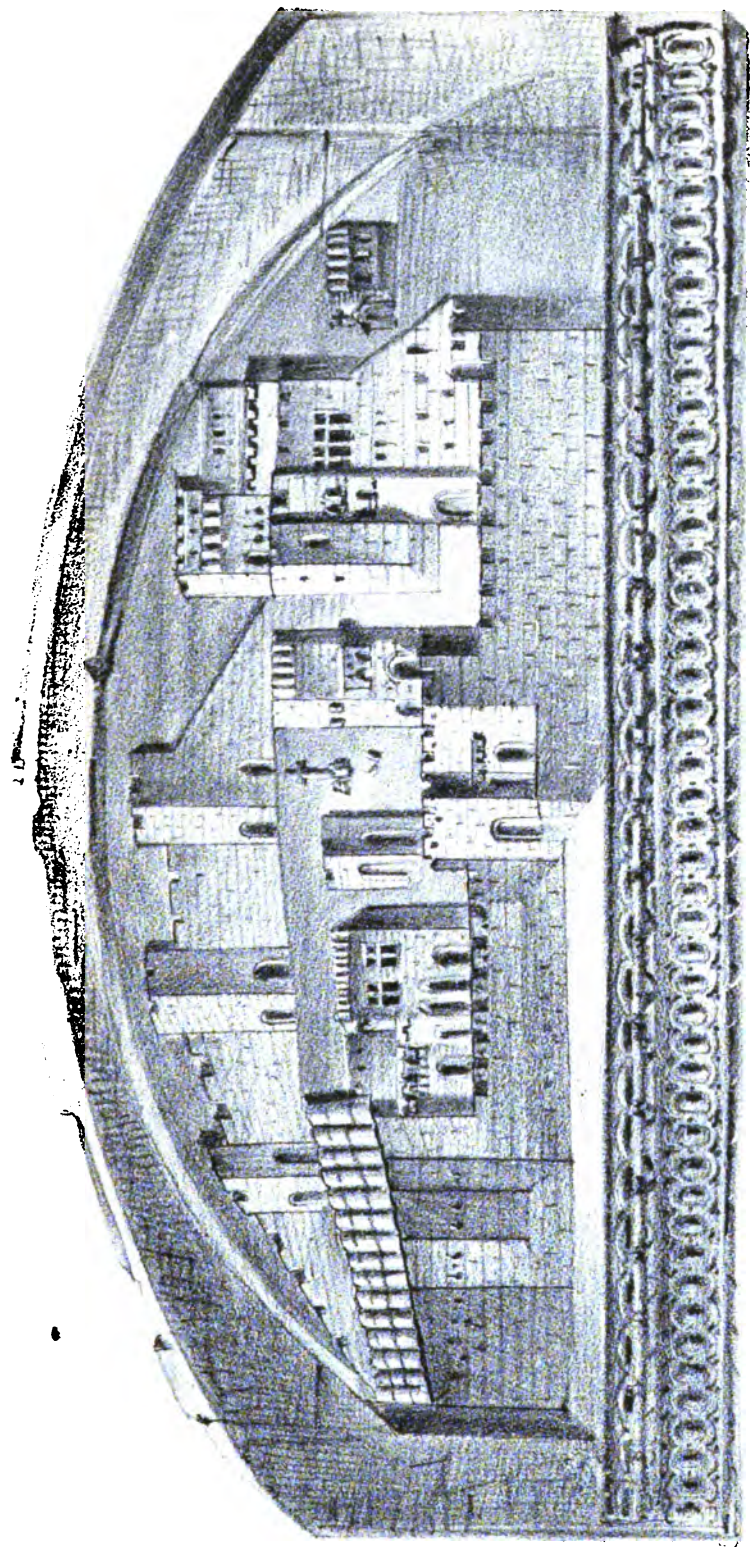
LA TOUR DE CREST.

(Suite. — Voir la 16^e livraison, p. 40.)

A partir du dernier étage, on quitte le grand escalier de bois encagé dans la partie nord du vestibule, et l'on prend, au fond de la salle septentrionale, un étroit couloir qui ouvre à gauche, au milieu de l'embrasure de la fenêtre, et conduit jusqu'aux combles par trente-quatre degrés, en tournant trois fois sur lui-même. On se trouve alors en présence d'une vaste et belle terrasse, qui recouvre toute la Tour, sur une longueur de 28^m 20 et 14^m 10 de largeur. Elle est composée de belles dalles bien jointées et disposées en pente légère, de manière à former deux versants inclinés l'un vers l'autre, qui aboutissent à une rigole centrale destinée à recevoir l'écoulement des eaux pluviales. C'était là autrefois le toit de la Tour; les créneaux s'élevaient encore à 5 mètres au-dessus, et on arrivait, par un escalier pratiqué dans l'épaisseur du mur, jusqu'au chemin de ronde qui en faisait le circuit.

On remarque encore ici le vieux pentagone, dont les murs semblent surgir de la terrasse. On pénètre dans le dernier creux qu'il présente par une ouverture longue et étroite, fermée à ses deux extrémités par une porte, comme à l'entrée du cachot Saint-Julien; on y descend par cinq degrés en pierre, car le sol est plus bas que la terrasse. Ce troisième cachot porte le nom de *Cachot de la Rolière*. Serait-ce pour avoir servi de prison à quelqu'un des sires de la Rolière, dont le manoir s'élève à peu de distance de la Tour¹? L'histoire se tait, et la tradition est

(1) Les coteaux de la Rolière, dont les célèbres vignobles produisent le *Xérès français*, s'étendent entre Allex et Livron, et bornent l'horizon moyen de la Tour au couchant; mais on ne peut apercevoir le château, qui est caché dans un repli de terrain. Il en existe une notice composée par son propriétaire actuel, M. Blanc-Montbrun.



L'ANCIENNE CITADELLE DE CREST.

d'après un bas-relief du XVI^e siècle.



muette à cet égard. Quoi qu'il en soit, l'intérieur de ce cachot présente les mêmes dimensions que celui d'en-bas, sauf que la voûte est moins élevée : sa hauteur n'est que de 8^m 50; elle repose à sa naissance sur un cordon saillant. Le jour pénètre dans ce réduit par une sorte de ciel-ouvert pratiqué au milieu de la voûte, et recouvert extérieurement d'une table de tôle soutenue horizontalement par quatre tiges en fer, pour empêcher que les eaux pluviales n'y tombent avec trop d'abondance; cette ouverture carrée permet d'apprécier en cet endroit l'épaisseur de la voûte, construite en grosse maçonnerie : elle est d'environ 80 cent. Mais un objet significatif attire surtout dans ce cachot l'attention du spectateur : c'est une chaîne de 1^m 18 de longueur, scellée dans le mur, et terminée par deux chaînons très-courts, armés à leur extrémité d'un anneau qui s'ouvre au moyen d'une grosse cheville en fer; c'étaient les entraves (*compedes*) que l'on mettait aux pieds du prisonnier. Dans cette douloureuse posture, le patient ne pouvait les écarter de plus de 78 cent. l'un de l'autre, ni se mouvoir d'aucune manière sans ressentir le poids de cette horrible chaîne, qui circonscrivait désormais son existence dans un rayon de quelques pas, et ne lui permettait pas même la jouissance d'un cachot.

Nous devons signaler ici une particularité fort curieuse qui est remarquée de tous les touristes, et dont l'explication préoccupe beaucoup les savants. Le grand mur du nord est complètement isolé des autres murs latéraux, et présente à ses deux extrémités un intervalle où l'on peut facilement passer le bras. Il faut observer toutefois que cet isolement n'a pas lieu sur toute la hauteur de la Tour, surtout du côté qui est adjacent au pentagone; mais il est très-sensible dans les combles, où ces deux fissures forment un véritable courant d'air, et mesurent près de 12 centim. « Personne n'a pu, jusqu'à ce jour, dit M. Joanne, expliquer cette singularité, qui ne peut être le résultat d'un accident et encore moins d'une erreur ¹. » Nous n'entreprendrons

(1) *Itinéraire descriptif et historique du Dauphiné*, 2^e partie, p. 7. — On sait que la plupart des indications relatives au Dauphiné ont été fournies à M. Joanne par M. le pasteur Muston.

pas non plus la solution du problème, qui d'ailleurs ne nous paraît pas d'une haute importance; ce n'est probablement que l'effet d'un caprice ou d'une bizarrerie de l'architecte, qui en cela ne nous paraît pas avoir agi dans un but calculé.

Vis-à-vis la vieille tour et de l'autre côté de la terrasse, il existe un enfoncement carré de 4^m 60 d'ouverture sur 3^m 40 de profondeur, voûté en berceau à une hauteur peu considérable; il correspond à la petite aile de la façade, et était vraisemblablement destiné au service du moucharaby; on remarque à hauteur d'appui deux petites fenêtres ogivales murées, qui en dominaient immédiatement l'ouverture. Sur la droite est une porte également murée, communiquant avec les lieux d'aisance dont nous avons remarqué l'encorbellement au dehors.

A une époque peu reculée, cette terrasse fut recouverte d'un toit, et forma ainsi un nouvel étage, ou pour parler plus juste les combles de la Tour. On éleva au milieu cinq grands arcs en maçonnerie fort ordinaire, qui mesurent 5^m d'ouverture sur 2^m 50 d'élévation; ils courent d'un mur à l'autre du levant au couchant, et supportent la charpente d'une toiture à double pan, inclinée intérieurement dans le même sens que la terrasse. De plus, pour donner du jour à cette nouvelle enceinte, on ouvrit sur la façade deux fenêtres croisées: c'était le genre d'alors; et enfin on ajouta dans le fond, entre la vieille tour et le moucharaby, une grande cheminée pour l'usage des hommes d'armes et des gens de guet. Cette cheminée a été démantelée; mais les consoles existent encore, et l'on peut suivre, le long de l'âtre, les traces du feu sur les pierres rouges. L'une des deux fenêtres croisées a été murée; il ne reste plus que celle du milieu, insuffisante, malgré sa grandeur, à porter la lumière jusqu'aux extrémités de ce vaste galetas.

Il résulte de ce que nous venons de dire et des nombreux indices que nous avons déjà signalés aux étages inférieurs, que la Tour fut l'objet d'un remaniement considérable vers la fin du XV^e siècle. Une note que nous trouvons dans l'Inventaire des archives de la Chambre des Comptes du Dauphiné nous donne la date précise de cette importante restauration; elle nous apprend que des travaux avaient été projetés et même commandés

pour le château de Crest dès 1474; que diverses circonstances s'opposèrent à leur réalisation immédiate, mais qu'ils étaient en voie d'exécution en 1477-78¹. Cette date concorde parfaitement avec le caractère architectonique des parties que nous avons signalées comme postérieures, et en particulier avec les fenêtres croisées et les grands arcs des combles. Nous croyons que l'on doit rattacher encore à cette époque la construction du grand escalier de bois et des planchers qui marquent les différents étages. Le millésime que nous avons observé sur la cheminée du premier indique, il est vrai, une date postérieure; mais il est tout naturel de penser que ce petit hors-d'œuvre fut dressé quelques années après la formation des étages du vestibule.

Si l'on se reporte à l'histoire de nos contrées vers cette époque, on se rendra compte immédiatement de cette révolution matérielle survenue dans la Tour. La château de Crest venait, en effet, d'entrer dans une phase nouvelle : il avait changé de maîtres. Louis de Poitiers, comte de Valentinois et Diois, animé d'une haine violente contre sa famille, et cependant se voyant sans enfants et accablé de dettes, résolut, pour frustrer les siens, et en même temps pour satisfaire à ses créanciers, de céder, comme autrefois le dauphin Humbert II, ses possessions à la couronne de France, ou plutôt au domaine delphinal. Après différentes tentatives, essayées dès 1391, mais toujours rendues infructueuses par la jalouse défiance des Poitiers-Saint-Vallier, héritiers présomptifs des deux comtés, il institua enfin, par son

(1) « Au registre coté : *Alter liber copiarum Valentiniensis et Diensis, Dominus tecum*, fol. 86, est une procédure du 13 juin 1474, contenant des réparations à faire au château ou Tour de Crest. Audit registre, fol. 92, est une autre procédure du 4 juin 1477, contenant que lesdites réparations n'avaient pas été faites, celles qui étaient survenues, et l'ordonnance d'injonction au châtelain pour les faire faire, avec l'estimation et le bail à prix-fait. Audit registre, fol. 107, est une autre procédure du 15 sept. 1478, contenant les réparations qui restaient à faire audit château et Tour Delphinale de Crest, avec le bail à prix-fait d'icelles. »

(Voir J. COURTET, *La Tour de Crest*, p. 14.)

testament en date du 2 juin 1319, le Dauphin de France son héritier universel. C'était alors Charles VII. Celui-ci, d'après les clauses du testament, devait éteindre toutes les dettes de Louis de Poitiers; et au cas qu'il ne pût remplir cette condition, le duc de Savoie était substitué en son lieu et place. Le dernier comte de Valentinois mourut l'année suivante (4 juillet 1420), au château de Plan-de-Baix, et fut enseveli dans l'église des Cordeliers de Crest; son riche héritage fut réuni au domaine delphinal, malgré l'opposition de la maison de Saint-Valier.

Pendant le dauphin Charles n'avait pu parvenir à payer toutes les dettes du comte, et le duc de Savoie, invoquant la substitution décrétée en sa faveur, envahit le Dauphiné en 1422. Ce fut le signal d'une guerre qui ne dura pas moins de 25 ans; elle se termina, en 1447, par un traité qui attribuait sans restriction les terres contestées au domaine delphinal.

Ce ne fut donc que vers le milieu du XV^e siècle que les Dauphins, c'est-à-dire les fils aînés de France, devinrent paisibles possesseurs du château de Crest. Il était réservé à Louis XI, qui a laissé dans notre province tant de souvenirs et des monuments si nombreux de son passage, d'en jouir le premier et de disposer en maître du bel édifice. Il le fit donc restaurer, conformément aux goûts nouveaux de son époque et aux siens propres; et nous remarquerons en passant que ce ne fut point pendant l'intervalle de son séjour dans son « tant gentil pays de Dauphiné » qu'il fit restaurer la Tour et château de Crest; mais bien lorsque, devenu roi de France, il ne put plus voir que de loin le monument au pied duquel il avait passé si souvent dans sa jeunesse. Aussi n'y voit-on pas, comme au château de Sauzet ¹,

(1) Nous sommes bien aise d'attirer en passant l'attention de la *Société d'archéologie* sur les belles ruines du château de Sauzet, qui vont disparaître bientôt pour faire place à une église. Il serait bien à souhaiter, sans doute, que l'on pût trouver un autre emplacement; mais que du moins on ne laisse point abattre ces ruines historiques sans les faire préalablement dessiner et décrire. Leur destruction sera une perte bien regrettable pour l'archéologie monumentale du département.

le luxe et la magnificence d'une résidence princière : il n'en fit point un palais, mais seulement une forteresse, ou plutôt une prison, car le joyeux Dauphin de France était devenu le sombre et soupçonneux Louis XI, et ce manoir devait être pour lui un poste avancé dans les terres pour battre en brèche la féodalité.

Mais achevons la description de l'édifice : il nous reste encore les parties supérieures à visiter. On y accède par un escalier de 17 degrés pratiqué dans l'épaisseur du mur ; il ouvre dans l'embrasure droite de la fenêtre des combles ; une porte, que l'on prendrait volontiers pour un volet de la fenêtre, en cache l'entrée, et il faut véritablement la deviner ou la connaître pour la trouver. Cet escalier aboutit en droite ligne au milieu du chemin de ronde qui longe le mur de la façade, au revers des créneaux ; ceux-ci qui, vus d'en-bas, paraissent à peine hauts d'un pied, ne mesurent pas moins d'un mètre et demi, et sont séparés entr'eux par une distance de 1^m 65 ; ils se terminent en dos d'âne à leur sommet. L'allée mesure seulement 1^m 20 ; elle accompagne le mur oriental et celui du midi, et s'élargit au couchant en guise de terrasse sur la partie qui correspond à la petite aile saillante de la façade, formant comme un belvédère avancé entouré de créneaux ; puis elle monte le long du mur occidental par un escalier de neuf degrés jusqu'à une seconde terrasse qui recouvre le sommet de la vieille tour. Celle-ci s'élève à un mètre environ au-dessus des créneaux, et à cinq du toit, que le spectateur voit à ses pieds ; elle est complètement carrée, et non pentagonale comme à l'extérieur ; car le cinquième angle qui pointe au nord est inscrit dans un mur de 10 mètres d'élévation, qui domine et protège la terrasse, et forme, avec les deux murs septentrionaux du pentagone, le grand côté d'un triangle de 14 mètres de longueur sur 7^m 35 de profondeur. C'est ce que l'on peut appeler le donjon de la Tour ; on parvient à son sommet par un escalier de 38 degrés pratiqué avec art dans l'intérieur du triangle, au-dessus de l'escalier tournant qui occupe tout le massif inférieur, et dont l'entrée donne aussi sur la terrasse. Un peu avant que d'arriver, on traverse une sorte de petite pièce couverte qui accuse intérieurement la disposition triangulaire des murs latéraux : c'est là qu'ouvrent par un fort évasement

arrondi au sommet les quatre meurtrières qui apparaissent extérieurement à l'état de fentes. Enfin, une petite terrasse triangulaire recouvre le tout, entourée d'un mur à hauteur d'appui qui laisse au levant un passage ouvert pour descendre, par deux degrés, sur l'allée du grand mur; celle-ci mesure 18 mètres de longueur jusqu'au drapeau, but de certains touristes anglo-manes, qui se croient obligés d'aller y inscrire leur nom, ou de le faire tourner sur son pivot.

Toutes les allées et terrasses que nous venons de décrire, ainsi que les escaliers intérieurs, sont recouvertes d'un solide béton bituminé, parfaitement uni, et incliné en une pente insensible pour faciliter l'écoulement des eaux. Cette importante amélioration a été faite en 1853 avec quelques autres réparations de moindre intérêt; il n'y a que l'allée qui longeait le grand mur à la hauteur des meurtrières qui n'ait point été restaurée. On voit encore, à son extrémité, les corbillons qui supportaient en encorbellement l'échauguette où se tenait la sentinelle.

Du haut de la Tour de Crest, un magnifique panorama se déroule aux yeux du spectateur. La vue embrasse tout le bassin inférieur de la Drôme, depuis les montagnes du Désert et du Diois jusqu'à celles du Vivarais; au midi se développe la chaîne de Roche-Courbe, terminée d'un côté par la cime nébuleuse des Trois-Becs ¹, et de l'autre, par la belle montagne de Roche-Colombe ², qui se dresse bien vis-à-vis la Tour, comme pour mieux

(1) La montagne des Trois-Becs, dont la pointe principale domine Sail-lans, est l'un des sommets les plus élevés du département. M. Radu, dans son *Instruction élémentaire* pour les bibliothèques communales, lui donne une hauteur de 1591 mètres. La carte de l'État-major ne l'a point publiée encore.

(2) Autrefois appelée *Sainte-Colombe*, d'une chapelle qui existait à son sommet et qui fut détruite par la foudre à une époque déjà reculée. Sa hauteur est de 888 mètres. (V. l'abbé VINCENT, *Notice historique sur Saou et sur l'abbaye de Saint-Tiers*, p. 60.)

« Transportez un Crétois au bout du monde », dit M. Aristide Dumont dans une récente brochure, « il n'oubliera jamais ce torrent de la Drôme » qui mêle sa grande voix au souffle de la *bise*, ces montagnes de Roche-Colombe et des Trois-Becs si originales, et cette vieille tour gothique, » si pleine de grandeur et de mystère. » (*La ville de Crest, son présent et son avenir*...., p. 8.)

la contempler. Une foule de fermes et d'élégantes villas se détachent sur l'azur de l'horizon comme de blanches étoiles au sein du firmament ; de nombreux villages apparaissent sur différents points de la vallée : au levant, c'est Saint-Sauveur et Aubenasson, Piégros et la Clastre, qui s'étalent avec plus ou moins de succès contre les flancs de Roche-Courbe ; et en deçà de la rivière, Blacons, avec sa fameuse papeterie, dominée par le vieux Mirabel, qui tombe en ruines, et Aouste, l'antique *Augusta Vocontiorum*, assise sur les deux rives de la Drôme ; en face, les curieuses crêtes de rochers au milieu desquelles s'élève Divajeu ; au couchant, Chabrillan, surmonté des pittoresques ruines de son château, et Grane, caché derrière un repli de terrain, mais que trahit la flèche aiguë de son clocher ; vis-à-vis, le joli bourg d'Alex, qui apparaît dans son entier disposé en amphithéâtre autour de son fertile mamelon ; plus loin, le coteau de la Rolière, avec ses célèbres vignobles, derrière lesquels existe Livron ; puis le Rhône, qui serpente comme un ruban d'argent au fond de l'horizon ; et enfin, dans la brume lointaine, le Pouzin et Lavoulte, avec leurs hauts-fourneaux, et les grandes montagnes qui forment le fond du tableau, au sommet desquelles apparaissent les cimes gigantesques du Gerbier-des-Joncs et du Mézenc. Et si le spectateur, penché en avant des créneaux, jette un coup-d'œil à ses pieds, son regard plombe sur les toits de la ville, qui, par un singulier résultat de perspective, apparaissent à une profondeur vertigineuse et produisent comme l'effet d'un mirage lointain.

Le bel édifice que nous venons de décrire n'était que le donjon de l'ancien château de Crest, dont il ne reste plus de traces. On peut juger toutefois de ce que dut être cette forteresse par les grandioses et majestueuses proportions de l'une de ses parties : c'était une citadelle imprénable, qui dominait la ville et commandait toute la vallée de la Drôme, dont elle était pour ainsi dire la clef ; l'un des plus formidables remparts derrière lesquels se soit jamais abritée la puissance féodale. Elle fut enveloppée dans l'arrêt de proscription prononcé par Richelieu contre les principaux châteaux et forteresses des provinces, et elle succomba, comme tant d'autres, sous les coups portés par le puissant ministre à la féodalité expirante.

On possède de l'ancienne citadelle de Crest une vue d'ensemble en forme de plan cavalier : c'est un bas-relief sculpté sur bois, de 2 mètres de longueur sur 90 centimètres de hauteur, qui servait autrefois de tympan à l'une des portes latérales de l'ancienne église collégiale; il a été déposé, lors de la démolition de cet édifice, en 1841, à l'hôtel-de-ville, où on le conserve précieusement à côté de l'inscription des franchises communales. Quoiqu'il ne porte pas de date, on peut lui en assigner une au moins fort approximative; car le tympan de la porte principale, également conservé dans une salle de la mairie, porte le millésime 1598; d'ailleurs l'église Saint-Sauveur ne datait que de l'année 1594. Cette curieuse pièce a été réclamée, dit-on, par le ministère de la guerre, qui voulait en faire l'acquisition pour le Musée d'Artillerie, et en offrait à la ville la somme de 800 fr. Nous en donnons ici une esquisse, d'après l'excellente photographie qu'en a faite M. Bouchet-Germain.

On y voit, sur l'extrémité orientale, la Tour actuelle parfaitement reconnaissable, malgré l'imperfection du dessin et l'inexactitude des proportions; la porte d'entrée, large, haute et à plein-cintre, dépasse de beaucoup ses véritables dimensions; les fenêtres sont à peu près dans leur disposition réelle; l'ouverture ogivale percée sur le front du tourillon qui fait aile à la façade est aussi d'une grandeur démesurée; les grandes croisées du sommet sont ouvertes toutes les deux; les petites baies dont nous avons observé les traces dans les combles, apparaissent à demi-cachées derrière le moucharaby; celui-ci est surmonté de créneaux percés chacun d'une larme. On peut compter les neuf merlons de la façade, au-dessus de laquelle on remarque un second rang de créneaux plus petits, destinés sans doute à accompagner l'allée supprimée au pied des trois larges meurtrières du grand mur; peut-être ne sont-ce que les corbillons ou petites consoles qui en supportaient la saillie; trois autres meurtrières en forme de larmes sont pratiquées à la hauteur de cette allée contre la face du donjon, lequel est pareillement couronné de créneaux¹.

(1) M. l'abbé Vincent, parlant de ces créneaux, assigne à leur disparition une date fautive. « Ce majestueux donjon », dit-il, « a été décou-

Un mur d'enceinte part de l'angle nord de la Tour, et, décrivant une courbe régulière, s'avance en hémicycle jusqu'à sa jonction avec celui du midi, qui vient le rejoindre à peu près en ligne droite, formant avec ce dernier un arc ou demi-lune. Le mur du nord est flanqué de trois tours carrées disposées en losange, c'est-à-dire de manière à présenter deux angles en dehors, et les deux autres engagés dans le mur; elles sont crénelées et percées d'une porte sur chacun des côtés intérieurs. L'intervalle d'une tour à l'autre est occupé par trois merlons; à partir de la dernière tour, le mur paraît descendre par une pente rapide sur une longueur plus considérable, et vient se rattacher au midi à une sorte de bastion chevronné percé de nombreuses meurtrières, et recouvert d'une toiture en tuiles creuses dont le versant est tourné en dehors des remparts. Cette construction fait partie de l'enceinte méridionale, et se continue par un mur moins élevé, crénelé sur toute sa longueur, qui court du bastion à la grande Tour, formant comme la corde de l'arc. Ce mur paraît fort beau et d'un appareil très-régulier; il est interrompu vers le milieu de sa longueur par l'entrée de la citadelle, qui se présente de biais ou à angle d'équerre sur l'alignement du mur; elle se compose d'une double porte d'un aspect monumental, pratiquée dans deux tours carrées et crénelées qui sont placées l'une devant l'autre; un moucharaby surmonte la seconde. On remarque sur l'extrémité droite une autre tour crénelée moins grandiose et moins élevée : c'est une seconde porte ouvrant au levant pour une avenue qui existait du côté du levant, et dont les traces subsistent encore.

» ronné il y a trente ans dans sa partie supérieure; son allure propre et » caractéristique a été amoindrie par la disparition d'une galerie qui ré- » gnait à son sommet. » (*Notice historique sur Crest*, p. 94.) On ne se souvient pas, de mémoire d'homme, d'avoir vu des créneaux sur le donjon; cette opération doit remonter aux dernières restaurations faites à la Tour avant la Révolution, et dont la date nous est indiquée par le millésime 1761, que l'on voit tracé sur une couche de mortier au-dessus de la porte d'entrée. Cette prétendue restauration fut marquée par l'absence la plus complète de bon goût.

L'intérieur de l'enceinte est occupé par différentes constructions assez difficiles à définir. C'est d'abord une tour hexagone, située à gauche et tout près de la grande Tour; la partie inférieure est toute mise à jour par de grandes portes à plein-cintre percées sur chacun des côtés; deux d'entr'elles sont surmontées d'un moucharaby continu, qui présente un haut parapet percé de larmes, et qui fait presque entièrement le tour de l'hexagone; deux fenêtres à plein-cintre sont accolées sur le côté où le moucharaby fait défaut. Cette singulière construction est recouverte d'une toiture en tuiles creuses. Une seconde tour carrée plus petite s'élève à peu de distance, sans autre accident que deux grands arceaux sur ses côtés. Enfin, un grand bâtiment carré occupe toute la partie gauche, et paraît faire corps avec le bastion chevronné; de belles fenêtres croisées s'ouvrent à son sommet, et d'autres allongées et fort élégantes marquent la hauteur d'un premier étage. Un grand portail crénelé, accompagné de la petite porte pour les piétons, donne accès dans une cour intérieure que l'on ne voit pas. C'était là, sans doute, l'hôtel primitif des gouverneurs de la Tour et le pied-à-terre des Dauphins lorsqu'ils venaient à Crest : cette hypothèse est d'autant plus vraisemblable qu'il n'existe pas dans la Tour actuelle de partie qui ait pu être affectée convenablement à cet usage; cependant nous savons que plusieurs grands personnages ont résidé au château de Crest, entr'autres Henri IV, qui y séjourna pendant quelques jours en 1593¹.

On remarque sur la droite, et complètement hors de l'enceinte, une petite chapelle grossièrement figurée, avec une grande porte ronde surmontée de la croix, et trois fenêtres sur le côté. Serait-ce la chapelle actuelle du Calvaire, dont elle paraît occuper exactement l'emplacement, ou bien l'église paroissiale Saint-André, que les anciens pouillés nous disent avoir existé autrefois non loin de la Tour? Quant à la croix que l'on voit

(1) L'abbé VINCENT, *Notice historique sur Crest*, p. 95. — On possède de Henri IV une lettre datée de Crest, qu'il nous a été malheureusement impossible de trouver.

au milieu du bas-relief, elle n'a pas d'autre but que d'indiquer la destination religieuse de l'édifice dont toute cette belle pièce surmontait l'entrée. Ajoutons que ce sujet si intéressant à tant de titres est encadré dans un arc surbaissé, et repose sur une corniche et sur une double frise élégamment sculptée, composée d'oves, de baguettes et d'autres motifs variés.

Mais ce tableau sans perspective, ce plan trop sommairement ébauché, cette vue à vol d'oiseau ne sauraient satisfaire complètement la légitime curiosité de l'archéologue, et laissent encore beaucoup de vague et d'incertitude sur l'ensemble et les différentes parties de l'édifice; toutefois, il doit s'estimer heureux et se féliciter d'en posséder du moins cette image lointaine, seule épave échappée, avec la Tour, au naufrage qui a englouti le monument. On peut en rapprocher la description suivante, d'une concision non moins désespérante, mais qui pourtant confirme et explique certaines particularités du bas-relief; c'est un état du château de Crest en 1394, extrait des archives de la Chambre des Comptes du Dauphiné :

« Sur une montagne fort haute, y est-il dit, on aperçoit le château de Crest, avec une enceinte de murailles fortifiées assez avantageusement, où la dame comtesse ¹ faisait sa résidence. A l'entrée dudit château, il y a double retranchement, avec plusieurs petits édifices servant de greniers; au sommet de ladite montagne, il y a une grande Tour carrée, toute de grosses pierres de taille, de la hauteur d'environ 60 toises, et 16 toises de largeur du côté de la ville et de l'autre côté 10 toises. Cette tour est composée de plusieurs étages; au premier étage, il y a deux chambres voûtées et deux caves au-dessous; au second étage, il y a un moulin à vent; le troisième est composé de deux fort belles chambres voûtées de pierres de taille, avec un poile; le quatrième étage est sur la voute, avec des petites ouvertures

(1) « Je pense que ce doit être la comtesse Élips de Beaufort, venue d'Aymar VI, appelée la comtesse Major dans les écrits du temps, et qui mourut en 1405 ou 1406. » (*Note de M. Brun-Durand.*) D'autres croient qu'il s'agit ici de la fameuse comtesse de Marsanne.

pour évacuer les eaux pluviales. A la cime de la Tour, on s'y promène sur des galeries fort belles et spacieuses, faites pour la défense de ladite Tour. Dans ladite Tour, il y a un puits taillé dans le roc, toujours rempli d'eau claire et argentine. Au-dessous de ladite Tour est une fontaine d'eau vive¹. »

Il est facile de reconnaître dans ce vieux portrait de style un peu gaulois les principaux caractères de cette physionomie monumentale qui s'est conservée presque intacte à travers tant de siècles. Les étages sont énumérés *par plans*, à partir du rez-de-chaussée, qui est compté pour le premier, de sorte que le quatrième correspond à la terrasse, et celle-ci est aussi qualifiée d'*étage*, quoiqu'elle ne fût point recouverte alors. Il n'est pas fait non plus mention de la subdivision du rez-de-chaussée, qui eût porté à cinq le nombre des *plans*. Qu'était-ce que ce singulier moulin à vent qui est mentionné au second étage, et de quelle façon était-il construit? Il devait sans doute se mouvoir, comme tous les instruments de ce genre, par une roue extérieure; mais il ne reste plus de traces ni de la machine elle-même ni de l'ouverture dans laquelle s'engageait l'arbre qui supportait le mécanisme extérieur. Nous avons signalé le puits, qui est bien, en effet, « taillé dans le roc et toujours rempli d'eau claire et argentine »; mais nous ne savons où prendre la « fontaine d'eau vive » que notre description signale « au-dessous de ladite Tour ». Ne serait-ce point par hasard la *Fontaine de Saboury*, située au pied du rocher qui supporte l'édifice, et dont les eaux, excessivement fraîches et quelque peu minérales, sont recherchées de toute la ville; le titre de *fontaine d'eau vive* lui convient à merveille; sa position, *trop au-dessous* de la Tour, empêcherait seule de voir en elle la source de la citadelle; mais il peut bien se faire qu'autrefois elle allât sourdre plus haut, dans l'enceinte du château. Il n'est pas vraisemblable, en effet, qu'une eau aussi excellente ait été négligée des seigneurs, qui savaient si bien approprier à leurs usages les

(1) *État des revenus de la châtellenie de Crest dressé par Andrieu Garin, auditeur des Comptes, et Antoine Faure, le 10 janvier 1394.*

avantages du sol et les bienfaits de la nature; et la science, d'accord sur ce point avec l'histoire, nous montre un terrain aquarifère immédiatement au-dessous de la couche de rocher, lequel étant entrecoupé de quelques veines gypseuses, peut livrer passage aux eaux bien au-dessus du point actuel de notre source. C'est l'opinion de M. l'abbé Soulier.

Quant à la description extérieure, elle se borne à bien peu de chose, et ne mentionne guère d'autre particularité que le *double retranchement* qui est à l'entrée du château, et dont le bas-relief nous montre la disposition. Toutefois on peut conclure de l'un et de l'autre document, écrit et figuré, que la Tour a toujours été la partie principale de la citadelle et que les autres constructions n'étaient que très-accessoires auprès d'elle; il apparaîtrait encore des deux pièces en question qu'elle dominait tous les autres bâtiments : c'est du moins ce que semblerait indiquer l'expression *au sommet de ladite montagne*. Les remparts se développaient par conséquent au-dessous d'elle au midi, dans la partie qui lui sert actuellement d'enclos, et dans le jardin de M^{lle} Latune ¹; mais la direction des murs n'est pas facile à déterminer, et la perspective indécise du bas-relief ne saurait rien indiquer de précis à cet égard; les quelques débris qui en restent ne font qu'ajouter à la confusion et à l'incertitude. C'est d'abord un léger mur de soutènement, d'un aspect peu monumental, qui revêt le rocher à une hauteur considérable en face de l'ancien couvent des Ursulines (aujourd'hui M^{me} Vongeheur); puis un pan de mur recouvert de lierre dans le jardin de M^{lle} Latune; une construction très-bizarre et fort problématique que l'on voit au nord, immédiatement derrière la Tour; et enfin, un portail que nous avons déjà remarqué

(1) Nous croyons que c'est de ce jardin que M. l'abbé Jouve entend parler lorsqu'il dit : « Au-dessous de la Tour, la municipalité est parvenue à établir un jardin public dont les plantes croissent sur des terres rapportées, car le sol est complètement rocheux. » (*Statistique monumentale de la Drôme*, p. 127.) C'est une erreur. Comme nous venons de le dire, ce jardin est une propriété particulière, et il n'offre rien de bien remarquable.

sous forme de tour crénelée sur la droite du bas-relief. Ce portail, assez bien conservé, offre une ouverture de 2^m 15 dans tous les sens, que surmonte un arc à anse de panier très-surbaissé, mais le tableau de la porte est surmonté d'un linteau droit, qui repose sur deux encorbellements; les pieds-droits paraissent enfouis à peu près de moitié, ce qui dénote sur ce point un atterrissement considérable. Le mur dans lequel est pratiqué ce portail se rattache à l'angle sud-est de la Tour, formant ligne droite avec le côté oriental; puis il contourne brusquement et s'avance à angle droit jusqu'au bord du précipice, où il se termine en manière de contrefort. Il est percé, dans la partie qui fait équerre, de deux meurtrières dirigées contre l'avenue par laquelle on accédait à la citadelle de ce côté; à en juger par le bas-relief, ce mur dut autrefois faire partie d'une tour carrée crénelée formant porche sur le portail, comme à la plupart des portes de villes ou de forteresses. C'était la petite entrée, et comme la porte cochère destinée à l'approvisionnement et au service matériel de la citadelle, elle ouvrait immédiatement sur la campagne, et on peut reconnaître encore le long du coteau les traces du chemin que suivaient les voitures et les gros convois qui allaient à la Tour. La grande entrée du milieu, plus solennelle et plus monumentale, n'était que pour l'usage des gens de pied; elle donnait sur la ville et correspondait avec le grand escalier des Cordeliers, qui, dit-on, remonte à la même époque ¹.

(1) La légende, qui est le langage allégorique de l'histoire, rapporte que la ville de Crest fut fondée par trois frères : l'aîné construisit la Tour; le second le grand escalier; et le troisième le pont. L'ancien pont de la Drôme était un monument remarquable; au milieu s'élevait une tourelle que l'on attribuait aux Romains; mais c'était évidemment une construction du moyen âge : la plupart des ponts de cette époque étaient surmontés d'une porte. Ce pont a été abattu il y a environ 60 ans. L'escalier des Cordeliers est l'une des merveilles de Crest : il se compose de 121 marches taillées dans le roc, au milieu d'un banc de coquillages fossiles. Il aboutit à l'ancien couvent des Cordeliers, aujourd'hui occupé par les dames Trinitaires.

Une troisième porte, dont on voyait encore les gonds il y a peu d'années dans la mesure qui existe derrière la Tour, indiquait de ce côté la délimitation des remparts qui formaient l'enceinte de la citadelle; c'était comme une sortie dérobée qui ouvrait sur les rochers, vis-à-vis la maison Monfalet et la chapelle actuelle du Calvaire. On voit encore auprès de cette chapelle quelques vestiges de fondations bâties sur le roc; c'étaient vraisemblablement celles de l'ancienne église Saint-André, que nous savons avoir existé près de la Tour, et à laquelle les vieux pouillés donnent le titre de paroissiale, et c'est sans doute la même que nous voyons sur le bas-relief, complètement hors des remparts. Tout porte à croire que c'était là l'église de la citadelle; nous voyons en effet très-fréquemment dans les forteresses féodales la chapelle complètement isolée et indépendante; dans les petits bourgs, l'église paroissiale est ordinairement placée entre le château et le village, au-dessous de l'un et au-dessus de l'autre pour la commodité des seigneurs et des vassaux; nous avons dans le département de nombreux exemples de cette disposition : Grignan, Sauzet, Baternai, Peyrins, l'ancien château de Clérieu, etc. A Crest, soit à cause de la distance de l'une à l'autre, soit plutôt à cause de l'importance de l'une et de l'autre, la ville et la citadelle ont chacune leur église paroissiale; mais ici elle est encore hors de l'enceinte, comme si l'on eût craint de faire du précieux Corps du Seigneur une propriété privée, ou d'interdire au vassal l'accès auprès de Celui qui a dit : *Venite ad me omnes qui laboratis...* ¹. La Tour formait donc à elle seule une paroisse, ce qui lui suppose une population considérable. Cette hypothèse explique parfaitement l'existence de cette église paroissiale Saint-André, dont la position isolée à si peu de distance de la ville n'aurait sans cela aucune raison d'être. Ajoutons toutefois

(1) L'esprit de l'Église a toujours été de rendre publics les édifices religieux, et de les isoler autant que possible de l'habitation des hommes. Lorsque, par faveur, elle concède l'autorisation d'un oratoire privé, c'est toujours à la condition expresse qu'on n'y gardera pas la réserve eucharistique.

qu'il n'est plus question de cette église dès avant le XVI^e siècle; c'est probablement aux guerres de religion qu'il faut attribuer la ruine de l'édifice, auquel succéda, à une époque plus récente, la chapelle actuelle du Calvaire.

Entre cette chapelle et la Tour, au pied de la maison Monfalet, on remarque dans le rocher une vaste échancrure qui paraît avoir été taillée de main d'homme, et une autre plus considérable encore au-delà de la chapelle. C'est de là, dit-on, qu'ont été tirés les matériaux de la citadelle. En procédant de la sorte, les constructeurs obtenaient un double avantage et faisaient, comme on dit, et au pied de la lettre, d'une pierre deux coups : non-seulement ils se créaient à portée une carrière d'où ils pouvaient extraire sans peine tous les matériaux dont ils avaient besoin; mais encore ils formaient au pied de la Tour un fossé large et profond qui la rendait inabordable et devenait une excellente défense pour ce côté de la citadelle, plus exposé que les autres.

Cette porte du nord nous indique d'une manière évidente que l'enceinte de la citadelle a dû s'étendre au midi, au bas du rocher; on voit même, à la suite de la mesure que nous avons signalée derrière la Tour, un tronçon du rempart primitif, dont les arrachements indiquent clairement la direction; partant de cette mesure qui renfermait le portail, il s'avancait en droite ligne au couchant et descendait par la rampe rapide que suivent encore les remparts plus récents qui forment la clôture du jardin de l'hôpital, mais à cent mètres environ en arrière de ceux-ci; cependant, la vieille enceinte n'était point parallèle à la nouvelle; car l'ancien mur devait aboutir à la même tour d'angle; de là, contournant à angle ouvert, il longeait le chemin actuel de Vaunaveys, pour se développer ensuite jusqu'à la Drôme et former les remparts de la ville, qui se rattachaient ainsi à la citadelle comme à leur principe. On voit encore, sur le flanc ouest de l'hôpital; une pièce de mur en pierres usées et effeuillées qui paraît avoir fait partie de ce rempart primitif. C'est vraisemblablement celui que nous voyons flanqué de trois tours sur la gauche du bas-relief, dont la perspective semble indiquer une descente rapide; il formait ainsi au pied du rocher et au

couchant de la citadelle une vaste enceinte d'une surface assez plane, qui devait être fermée par devant. Du côté du levant, la Tour était également couverte par un mur, dont on voit encore des traces considérables sur la rampe du coteau; il se rattachait aussi au portail du nord, et descendait parallèlement au grand mur de la Tour, formant à peu de distance une première enceinte; de sorte que le donjon était enveloppé de toutes parts d'un réseau de murailles.

Telle est l'idée, trop utopique peut-être, que nous nous formons de l'ancienne citadelle de Crest; telle nous nous la représentons dans son état primitif et d'intégrité parfaite. Elle occupait tout le haut de la ville, c'est-à-dire tout le rocher qui domine Sainte-Ursule et la Nativité jusques et y compris l'hôpital : ce qui lui donne une enceinte considérable et des limites en rapport avec l'étendue que lui supposent les anciens titres. Nous avouons toutefois que nous avons bâti une hypothèse; mais, outre les données générales qui nous ont permis de l'émettre, quelques nouvelles observations peuvent, ce semble, servir à l'étayer encore. Et d'abord, dans tout ce grand repli de terrain circonscrit par les remparts, depuis la rue de l'hôpital jusque vis-à-vis la Tour, il n'existe pas de traces d'habitation antérieure au couvent des Visitandines. Quel était donc l'usage de ce grand intervalle ceint de murs et si rapproché du château? ce ne pouvait en être évidemment qu'une dépendance. De plus, en prolongeant ainsi à gauche l'enceinte de la citadelle, on peut en placer l'entrée immédiatement en face du grand escalier, qui lui aurait ainsi formé comme une avenue monumentale¹; inutile de dire que l'église et le monastère des Cordeliers n'en rétrécissaient point le passage, puisqu'ils ne furent construits qu'en 1600. Ajoutons que ce quartier de la ville porte encore le nom de *Roche fort*.

(1) On remarque, entre le clocher des Cordeliers et laasure du premier monastère de la Visitation, c'est-à-dire exactement vis-à-vis le grand escalier, que le rocher a été taillé de main d'homme et avec beaucoup d'art, de manière à imiter parfaitement les tranchées de nos routes. C'était, à n'en pouvoir douter, pour livrer passage à l'avenue de la citadelle, qui arrivait devant la Tour après deux circuits.

Qu'on se figure l'aspect imposant que devait présenter cette citadelle, assise sur son rocher et dominant la ville de ses tours et de ses mille créneaux; qu'on rétablisse par la pensée ses réseaux de remparts, ses portes monumentales; sa vaste enceinte, sa belle avenue, son magnifique escalier, et alors on comprendra qu'Aymar du Rivail, ce doyen des touristes dauphinois, ait été frappé d'admiration en présence du rocher de Crest, et qu'au souvenir d'un tel déploiement de force et de magnificence, il ait pu écrire sur son album de voyageur ces remarquables expressions : « Sur cette éminence se trouve un château qui, par sa largeur, son épaisseur et son élévation, l'emporte sur tous ceux que nous ayons jamais vus ¹. »

Or, on sait que le célèbre chroniqueur écrivait ses impressions de voyage au commencement du XVI^e siècle, un peu avant cette époque si tristement fameuse qui vit tant de monuments et de chefs-d'œuvres emportés par la tempête des guerres civiles. Placé pour ainsi dire à l'entrée de ce siècle néfaste, il nous a du moins conservé la mémoire d'une foule de merveilles qui, le lendemain de son passage, devaient disparaître sans retour. Aymar du Rivail put donc contempler la citadelle de Crest lorsqu'elle était encore revêtue de sa splendeur native, déployant majestueusement ses vastes et fiers remparts sur le front de la cité; mais à peine avait-il eu le temps d'admirer cette belle chose que déjà le souffle destructeur des discordes civiles en avait terni l'éclat. Car il est certain que cette merveilleuse forteresse fut de beaucoup amoindrie et considérablement endommagée pendant la période des guerres de religion. L'enceinte du couchant, peu fortifiée et destinée surtout à l'agrément de la Tour, fut d'abord emportée et détruite; la citadelle proprement dite, quoique bien souvent prise et reprise, put demeurer

(1) *Description du Dauphiné, de la Savoie, du Comtat-Venaissin, de la Bresse et d'une partie de la Provence, de la Suisse et du Piémont au XVI^e siècle, extraite du premier livre de l'histoire des Allobroges, par Aymar du Rivail, traduite et annotée par M. Antonin Macé. (Grenoble, 1852, in-12), p. 187.*

stable sur son roc et résister aux coups des vandales ; mais elle fut dépouillée de son luxe d'enceintes et de remparts et réduite à sa plus simple expression, c'est-à-dire à son rocher. Nous savons d'ailleurs, par un document très-authentique, que le rempart du nord s'écroula seul pendant la nuit, en 1580, sans doute à cause du défaut des fondations, posées sur un terrain mouvant, et aussi par suite des violentes secousses qui l'avaient ébranlé dans de nombreux assauts ; il fut relevé par les habitants avec une extrême diligence, à quelque distance de l'ancien, non plus pour former l'enceinte de la citadelle, mais pour clore la ville et la mettre à l'abri d'un coup de main : car les ennemis étaient encore aux portes. C'est ce que nous atteste une inscription qu'on lisait encore, il y a peu d'années, encastree dans ce même mur sur le revers intérieur qui regarde le jardin de l'hôpital ¹. La Tour demeurait donc désormais découverte au midi ; mais l'escarpement du rocher la protégeait suffisamment de ce côté, non moins que la force et l'élévation de ses murs. Toutefois, il existait entre l'angle sud-ouest et le nouveau rempart un léger intervalle demeuré vide ; on y éleva une petite construction destinée à protéger ce point contre la possibilité d'une escalade : c'est ce petit bastion carré que l'on remarque au pied du tourillon de la façade.

Cependant tous les édifices religieux de la ville avaient été détruits ; l'église Saint-André, isolée et sans défense, dut succomber la première ; la collégiale Saint-Sauveur ne présenta bientôt plus que des ruines ; le monastère des Cordeliers, situé au-delà de la Drôme, avait été rasé et la plupart de ses religieux massacrés. Au retour de la paix, les enfants de saint François, que l'orage avait dispersés, se réunirent et vinrent fonder un

(1) *Repentinâ nocturnâ ruinâ prostratus et directus murus calamitosis bellorum civilium temporibus, mox summâ ac penè incredibili civium diligentia restauratus, anno a xpo nato 1580. D. Henric. III, Gal. et Pol. rege.* — On voit encore au-dessus du bassin de l'hôpital la pierre sur laquelle était gravée cette inscription ; mais elle est aujourd'hui complètement effeuillée, et il ne reste plus de traces des caractères.

nouveau monastère dans l'intérieur de la ville, sans doute pour y être plus en sûreté; ils s'établirent au pied même de la citadelle, à l'extrémité du grand escalier qui lui servait d'avenue, comme pour en garder l'entrée. Mais cette position unique au sommet et pour ainsi dire en travers de la belle avenue du château n'indique-t-elle pas que celui-ci avait perdu de son importance, puisque désormais on se contentait pour son entrée d'un étroit couloir longeant les murs du monastère? Ne pourrait-on pas voir aussi dans cette concession si avantageuse faite aux Cordeliers sur les terrains et aux portes de la citadelle comme un acte de reconnaissance des derniers gouvernants envers ceux qui avaient été les protégés des anciens seigneurs, et qui pendant si longtemps avaient gardé religieusement leurs tombeaux? Vers cette même époque (1594), l'église Saint-Sauveur fut reconstruite avec magnificence, et pour conserver le souvenir de l'ancienne citadelle en partie détruite, on en grava l'image sur l'un des tympans de l'édifice. C'est l'origine de notre précieux bas-relief.

Les terrains demeurés vacants entre le rocher et les remparts à l'ouest avaient sans doute été concédés à des particuliers; car, en juillet 1629, M^{re} de Saint-Jean fit don à M^{re} de Bachasson, sa nièce, de sa maison de Rochefort pour y fonder un couvent de Visitandines. Nous lisons dans une relation manuscrite de ce monastère (aujourd'hui l'hôpital) qu'il était « situé au-dessous de la citadelle, les murs de la ville servant de clôture d'un côté, et de l'autre, un grand rocher escarpé. » — « Tout contribuait, ajoute la notice, à rendre ce séjour agréable : une maison avantageusement située, un verger productif, de belles fontaines; seulement, on était dominé par les fenêtres du château. Mais Louis XIII en ayant ordonné la démolition lors de son passage à Crest, elles (les Visitandines) furent bientôt délivrées de cet inconvénient. »

Ce texte précieux nous fait connaître d'une manière précise la position de la citadelle. Elle occupait évidemment le petit plateau qui s'étend devant la Tour, puisqu'elle dominait le couvent primitif de la Visitation, dont on voit encore la mesure au pied du rocher, et à deux cents mètres environ en avant du monument.

Mais ces notions si vagues laissent planer encore beaucoup d'obscurité et d'incertitude sur l'ensemble et les différentes parties de la citadelle de Crest; car toutes les théories qu'il est possible d'émettre soulèvent des difficultés inextricables. Nous ne chercherons pas à les élucider davantage, ni à concilier des données qui paraissent contradictoires. Comment, en effet, à l'aide de parties si disparates et avec des éléments si incomplets, refaire un tout homogène et régulier, reconstituer un monument aussi considérable et aussi compliqué? On se trouve réduit à de pures conjectures, à des hypothèses plus ou moins vraisemblables; qui toutes reposent en grande partie sur l'imagination, c'est-à-dire sur le sable mouvant.

Quoi qu'il en soit, la citadelle de Crest fut rasée, ainsi que nous l'avons dit, par la volonté de Louis XIII, qui en ordonna la démolition lors de son passage dans cette ville, au mois de mai 1629 ¹. « Le roi, dit la notice déjà citée, revenant victorieux de son expédition de Piémont, par laquelle il remit le duc de Mantoue en possession de ses états, se rendait au siège de Privas. Il partit de Suze le dernier jour d'avril 1629, et la ville de Privas fut réduite le 27 mai suivant. » Le même document nous apprend que « plus tard, en 1636, le même prince donna aux religieuses de la Visitation les pierres de taille de la muraille du château, en se recommandant à leurs prières. Celles-ci, reconnaissantes de ce bienfait, le consignèrent dans le livre du chapitre, et réglèrent de faire, pendant toute la vie du roi, trois communions par an à son intention, y joignant, chacun de ces jours, une procession où l'on chantait l'*Exaudiat* ². »

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER,
Professeur au collège de Crest.

(A continuer.)

(1) M. Courtet insinue une date un peu plus reculée : « Au mois de novembre 1627, dit-il, le prince de Condé reprend toutes les places dont les protestants s'étaient emparés. Pour assurer la tranquillité, le roi fait démolir les forts, entr'autres ceux de Die, de Nyons, de Soyans, de Moras et de Crest. » (*La Tour de Crest*, p. 14.)

(2) Notice inédite sur l'ancien monastère de la Visitation de Crest, communiquée par M^{me} la Supérieure de l'hôpital.

ORGANISATION

DE

LA PROVINCE NARBONNAISE.

LA CITÉ DES ALLOBROGES ÉLEVÉE AU RANG DE COLONIE LATINE
PAR CÉSAR,
DE COLONIE DE CITOYENS ROMAINS PAR AUGUSTE.

(Cet article, destiné à faire partie d'une dissertation sur l'inscription de la façade du temple de Vienne dit « d'Auguste et de Livie », n'est, à proprement parler, qu'un résumé d'un chapitre de l'Histoire de la Gaule narbonnaise, de M. HERZOG (1^{re} part., ch. 2). Des guillemets suivis de renvois indiquent les emprunts textuels.)

.....

Nous avons vu les Allobroges à l'état de barbares ¹, nous les retrouvons parvenus au plus haut degré de la civilisation; nous les avons laissés à l'état de stipendiaires, abaissés par une dure oppression à la dernière infortune, nous les retrouvons, sous le nom de *Viennenses*, au faite de la prospérité, élevés à la condition de citoyens romains, décorés du titre honorifique de colons, n'ayant rien à envier, sous aucun rapport, aux plus privilégiées des cités italiennes. Leurs tristes oppides sont devenus des villes décorées des merveilles de l'architecture romaine. Vienne qui, sans doute, partageait avec les autres villes de la Gaule cette laideur dont se plaignait César, fut transformée en une somptueuse métropole, dont le territoire municipal embrasse

(1) Voir une précédente dissertation sur le triomphe obtenu en 54 par Pomptinus, pour sa victoire en 62 sur les Allobroges. (*Journal de Vienne*, fév. 1870.)

tout l'ancien pays allobroïque, maintenant sillonné de routes, le long desquelles se pressent de riches et brillantes villas. Leur religion sanguinaire a fait place aux dieux élégants de la Grèce et de Rome, et, en tête du nouveau panthéon, leur reconnaissance, à l'exemple du monde entier, a placé la divinité d'un empereur romain.

C'est qu'à un ancien système sans probité, ni bienveillance, a succédé un système nouveau ; c'est que le régime de la république libre, institué dans le principe pour administrer une ville, étant devenu inférieur à sa tâche (Dion, 53, 19), lorsque, de conquêtes en conquêtes, le cercle des annexions romaines atteignit presque aux limites de l'univers, et les calamités causées par l'étroite et factieuse domination des Optimates, étant arrivées à leur comble, il s'est trouvé « un homme supérieur qui, envisageant les maux dont l'empire était affligé et le remède à y opposer, et doué d'un génie à la hauteur des circonstances, conçut le plan d'un nouvel ordre de choses, à la fois vaste, simple, facile à réaliser, » (H., p. 99) et surtout extraordinairement libéral.

A Jules César revient la gloire d'avoir, le premier, compris que le meilleur moyen d'unir solidement ces provinces à l'empire n'était pas de les opprimer à outrance, mais de les lier par des bienfaits et leur intérêt propre, et de s'être proposé, dans son plan de réorganisation, l'avantage de la chose publique fondé sur l'amélioration du sort de tous les sujets du peuple romain. Reprenant donc, mais avec plus d'ampleur de vues, l'idée généreuse par laquelle les Gracques n'avaient cherché que le soulagement de la plèbe de Rome, César voulut que les cités des provinces s'élevassent, par les degrés successifs de la Latinité et de la *civitas*, aux prérogatives des cités italiennes ; en un mot, qu'elles fussent constituées de tous points sur le modèle des cités de l'Italie.

Ce sont ces innovations de César, appliquées par lui-même à la Narbonnaise, et avec un esprit libéral qui éclate jusque dans les moindres choses : dans l'octroi aux villes d'indigènes du titre splendide de colonies, quoique aucune colonie n'ait été conduite chez elles ; dans le choix pour leurs magistratures municipales

des appellations les plus honorifiques des magistratures municipales italiennes ¹; dans le droit de monnayage accordé à quelques-unes, alors que déjà en Italie ce droit avait cessé d'être accordé; ce sont, disons-nous, ces innovations de César qui ont apporté dans notre province les transformations merveilleuses à la vue desquelles s'exaltait tout à l'heure notre admiration.

« Cinquante ans avant J. C., il y avait, dit M. Herzog (p. 98), trois contrées, l'Espagne, notre province narbonnaise et la Gaule ultérieure, tout nouvellement conquise, qui n'avaient encore les institutions ni de l'Italie, ni de la Grèce, et qu'il s'agissait de conformer à la vie civile qui allait être celle de tout l'empire, suivant le nouvel ordre de choses inauguré par César. Ce n'est qu'en 45 et au prix des plus grands efforts que l'Espagne put être enfin arrachée aux Pompéiens. Quant à la Gaule, à peine pacifiée, elle était encore trop étrangère aux usages romains. Seule donc la Narbonnaise, préparée de longue main par le commerce des Grecs, habituée par une domination de soixante-dix ans aux lois romaines, était d'autant plus propre à l'exécution des desseins de César, qu'elle était renfermée dans des limites plus étroites. Où eût-on pu offrir à tous les peuples un plus éclatant exemple de la manière dont seraient constituées, dans le nouvel empire, les provinces auparavant barbares? Et par quel meilleur moyen eût-on pu élever toute la nation de l'état primitif à l'état nouveau, qu'en propageant dans toute la province les institutions municipales, qui devenaient ainsi le plus sûr fondement de l'attachement des peuples de l'Italie? »

Que la Narbonnaise ait reçu sa nouvelle organisation de César lui-même, c'est ce que M. Herzog s'est proposé de démontrer avec un grand savoir et une grande perspicacité, dans le second chapitre de son *Histoire* (p. 74 à 106). Pour notre compte, nous n'avons pas, croyons-nous, de meilleur parti à prendre que de nous attacher à analyser, aussi fidèlement que le permettent la

(1) Nous voulons parler du titre de *prætor*, remplacé préalablement, sous Auguste, par ceux de *duumvir* et de *quattuorvir*.

forme et l'étendue de notre cadre, cette intéressante partie de son livre. Quant à isoler, dans un but de concision, le cas de Vienne, afin de le présenter seul, c'est un moyen auquel il n'est pas possible d'avoir recours. La démonstration que nous entreprenons résultant bien plus d'un ensemble de faits solidairement liés les uns aux autres, que de chaque fait pris à part, ce serait d'avance mutiler la question et la réduire à une insuffisante évidence. A quel long détour que cela nous oblige, il nous faut parcourir, sur les traces de César, toutes les cités de la province; l'intérêt des choses nouvelles qui vont être dites, compensera, nous l'espérons, l'étendue de l'exposition.

Les preuves de sa thèse, le savant professeur parvient à les trouver un peu partout : dans les auteurs, en en rassemblant avec soin, pour les rapprocher et les confronter, tous les renseignements épars çà et là; sur les inscriptions, qui lui fournissent des noms; sur les médailles, qui lui révèlent des dates. Il les tire aussi de la situation générale des choses et de ce « qu'à la même époque, dans d'autres parties de l'empire, César a entrepris de pareil et, bien qu'il ne lui ait pas été permis de le mener à fin, a au moins commencé en laissant voir de quelle manière il l'aurait terminé. César donne la Latinité aux Siciliens, dont l'île, quoique couverte de colonies grecques, est, par ses relations commerciales, bien plus étroitement liée à l'Italie qu'à la Grèce; César accorde aux peuples de l'Espagne qui le demandent, ne pouvant, dans l'état du pays, l'accorder à tous, une constitution modelée sur les constitutions italiennes; César réclame pour la Gaule transpadane, regardée jusqu'alors comme hors de l'Italie, le droit de *civitas*, obstinément refusé par les grands, et prépare ainsi l'annexion de cette contrée à l'Italie; enfin César pourvoit, par la loi *Julia municipalis*, à la constitution de toutes les villes de citoyens romains, tant de l'Italie que des provinces, et sans distinction de colonies ou de municipes. » (H., p. 99).

Mais revenons à ce qui concerne particulièrement notre Gaule transalpine. Après la défaite de Pompée, César, maître des destinées de l'empire, put songer à un nouvel ordre de choses à y instituer. Trouvant dans la Narbonnaise une contrée suffisam-

ment préparée selon ses vues, il entreprit de l'organiser conformément au système qu'il se proposait d'appliquer à toutes les provinces. Il parvint à ce but en y fondant d'abord quelques colonies de citoyens romains, amenés du dehors, qui, en même temps qu'elles étaient un solide soutien du nouvel état, mettaient sous les yeux des provinciaux tous les avantages du droit auquel ils devaient ambitionner d'arriver; en second lieu, en donnant à toute la province, excepté, paraît-il, aux Ligures, non encore assez soumis (Strabon, 4, 203), le droit du *Latium*, comme premier degré pour s'élever de là au droit plus complet de la *civitas*. Enfin, il entra dans le plan du réformateur que toute la province se composât d'un certain nombre de villes, ayant chacune une circonscription territoriale sous sa dépendance et une certaine étendue de liberté dans l'administration de ses affaires (H., p. 98).

Ces colonies de citoyens romains que César introduisit dans la province, comme les fondements du nouvel édifice et comme des exemples proposés à l'émulation des indigènes, sont faciles à reconnaître. Ce sont, d'après Suétone (*lib.* 4), « Narbonne, Arles et plusieurs autres; » mais Pomponius Mela (2, 5) et Pline (3, 4) vont nous les faire trouver toutes au moyen de leurs surnoms tirés de ceux des légions de César. Ils énumèrent, en effet : *Narbo Decumanorum*, *Beterrae Septimanorum*, *Arelate Sextanorum*, *Arausio Secundanorum*, *Forum Iulii Octavianorum*. Puis les inscriptions, en donnant à ces colonies les surnoms de *Iulia* et de *Iulia Paterna*, viennent, à leur tour, attester leur fondation par Jules César : *Iulia Paterna Narbo Martius*, *Iulia Paterna Arelas*, *Iuliae Beterrae*, *Firma Iulia Secundanorum Arausio*, *Classica Octavianorum Forum Iulii* et *Forum Iulii Pacatum*.

Qu'elles aient été réellement composées de vétérans des légions de César, la dixième, la septième, la sixième, la seconde, la huitième, ou, suivant l'opinion de M. Mommsen, d'habitants de Rome ou de l'Italie, plus propres à la culture des champs et aux habitudes de la vie civile que ces anciens soldats « capables de démolir le ciel », ces cinq colonies, Narbonne, Béziers, Arles, Orange et Fréjus, ont été amenées dans la Gaule transalpine entre la guerre d'Alexandrie (av. J. C., 47) et la mort

de César (15 mars 44), c'est-à-dire vraisemblablement pendant les années 46 et 45. « Ce fut Tiberius Claudius, père de Tibère, qui fut chargé de cette *deductio*, en considération de ce que, dans cette même guerre d'Alexandrie, étant questeur de César et préposé au commandement de la flotte, il avait grandement contribué à la victoire. » (Suét., *lib.* 4). Sa mission accomplie, il était de retour à Rome, au moment du meurtre du dictateur (*Id.*, *ibid.*).

NARBO MARTIUS, l'antique boulevard des Romains dans la Gaule méridionale, avait sans doute fourni, pour les guerres de César, beaucoup de soldats; il n'est pas surprenant qu'il y ait eu à subvenir à son épuisement par de nouveaux colons. — BETERRAE, chez les Volques Arécomiques, située sur un monticule dominant au loin le pays, occupait une forte position, en même temps qu'elle jouissait d'un territoire déjà renommé pour son vignoble. — ARAUSIO, sur la limite des Cavares, était également dans une contrée privilégiée pour la culture. Appuyée contre une colline facile à fortifier, elle pouvait devenir une forteresse en cas d'invasion des peuples des Alpes. — ARELAS, dont la position favorable à la navigation avait été utilisée par César contre les Massiliens, était assise au point de division des embouchures du Rhône. Elle profitait de tout le commerce qui descendait à la mer par le fleuve, et elle-même transportait facilement à la Méditerranée les produits de son champ. — Enfin, FORUM IULII, appelée aussi *Colonia Classica* et *Pacensis*, l'unique port des Romains sur le golfe ligustique, était destinée à assurer le rivage contre les pirates et à abriter la flotte que les Romains pourraient avoir sur la mer Tyrrhénienne (H., p. 82 et 83).

Trois de ces colonies, *Beterrae*, *Arelas* et *Forum Iulii*, étaient établies sur le territoire massilien. Ce territoire des Massiliens qui, en premier lieu, comprenait, indépendamment des colonies grecques dispersées sur le littoral, les villes d'*Avenio* et de *Cabellio* vers la basse Durance, s'était peu à peu accru, grâce à la générosité romaine, d'une manière considérable. Opinius y avait ajouté tout le pays des Oxybiens et des Déciates, Sextius Calvinus une partie de celui des Ligures, Civ. Pompée celui des Volques Arécomiques et celui des Helves; César lui-même y

avait ajouté, pendant son proconsulat, celui des Sallaves. Or, César, s'occupant de l'organisation de la province, eut d'autant moins à subordonner l'exécution de ses projets à des considérations de bienveillance pour les Massiliens que, durant la guerre civile, ils avaient pris parti contre lui et l'avaient obligé à faire le siège de leur ville. Nous lisons dans *Dion Cassius* (41, 25) « qu'à l'exception du nom de la liberté, César, qui, après leur reddition, s'était d'abord abstenu de prendre aucune décision à leur égard, avait fini par ne rien leur laisser. » D'où il résulterait que César enleva non-seulement aux Massiliens toutes les acquisitions qu'ils tenaient des Romains, mais encore à peu près tout ce qu'ils avaient auparavant, non sans doute par ressentiment, mais parce qu'il entraînait dans ses vues de réforme générale d'en agir ainsi.

Mais comme il n'est pas possible que César ait dépouillé les Massiliens de leur sol, sans en disposer en même temps d'une autre manière; qu'il ait brisé la condition première sans la remplacer immédiatement par une condition nouvelle, il n'est pas possible non plus que, César étant le fondateur des colonies militaires que nous trouvons assises sur une partie des anciennes possessions massiliennes, ce ne soit pas aussi à lui que doive être nécessairement attribuée la fondation des cités latines entre lesquelles s'est divisé le reste de ces mêmes anciennes possessions des Massiliens. Ces cités sont : ANTIPOLIS et AGATHA, de leurs anciennes colonies grecques du bord de la mer; AVENIO et CABELLIO, de leur ancien territoire intérieur, conquis par eux sur les Gaulois; AQUAE SEXTIAE, NEMAUSUS, ALBA HELVIORUM, GLANUM LIVII, COENICENSES, ANATILIA, de leurs anciennes annexions romaines; enfin, FORUM VOCONII, non cité par Pline, mais mentionné dès l'an 43, dans des lettres de Plancus à Cicéron (*Ad fam.*, 10, 17). Arrêtons-nous un instant à la plus importante d'entr'elles, *Nemausus*, parce que les raisons tirées de la numismatique pour rapporter à César sa fondation, en tant que cité latine, nous seront tout à l'heure d'un très-utile secours lorsqu'il s'agira de Vienne.

« Sur toutes les inscriptions jusqu'à présent découvertes, *Nemausus* est appelée *Colonia Augusta*. On devrait donc croire

nécessairement cette ville fondée par Auguste. Cependant, M. Mommsen, s'attachant principalement au témoignage des médailles, a prouvé qu'elle doit son origine, non à Auguste, mais à César. Il existe, en effet, deux sortes de monnaies de Nismes frappées sous la domination romaine; les unes en argent et en bronze offrent d'un côté une tête casquée, de l'autre la légende COL. NEM. (*Colonia Nemausus*), et sont au poids des monnaies de Massilie; les autres, très-communes et en bronze seulement, présentent au droit les têtes d'Octavien et d'Agrippa avec les mots IMP. DIVI. F. (*imperator divi filius*), et au revers un crocodile avec l'inscription COL. NEM., et sont au poids romain. Il n'est personne qui ne voie tout de suite que, de ces deux sortes de monnaies, l'une est plus ancienne que l'autre, et que la plus ancienne est celle qui jouissait du droit de monnayage en argent et dont les pièces ont le poids massilien. Or, si antérieurement à Octavien, Nismes avait déjà le nom et le droit de colonie, il est nécessaire que cette ville ait été constituée en colonie ou par Jules César ou par les triumvirs, parce qu'avant la prise de Massilie, elle n'était rien autre chose qu'un oppidum dépendant et tributaire de cette ville. Quant aux triumvirs, attendu qu'ils ont troublé toute l'Italie par leurs lois agraires et leurs distributions à des vétérans de terres appartenant à des villes municipales, il n'y a aucune apparence qu'ils se soient préoccupés le moins du monde de propager dans les provinces ni le droit de cité romaine, ni celui du Latium, à moins que par hasard ce ne fût en exécution des lois *Iuliae* de César. C'est donc jusqu'à César qu'il faut faire remonter pour Nismes le droit de colonie et la partie de ce droit en vertu duquel il lui était permis de frapper des monnaies à son nom. Pour ce qui est du droit de colonie, c'était simplement la Latinité augmentée d'un titre honorifique, comme le démontre le droit de battre monnaie, qui n'appartenait qu'aux colonies latines, et comme l'attestent expressément Strabon (4, 186), aussi bien que Pline » (3, 5. — H., p. 85). Ainsi *Nemausus* fut érigée en *respublica* de droit latin avec le titre honorifique de colonie par César, et reçut ensuite d'Auguste quelque insigne bienfait, en reconnaissance duquel elle prit le surnom d'*Augusta*.

Poursuivons rapidement et, sans nous arrêter aux arguments particuliers à chaque cité, sans expliquer que *Cabellio* est, par ses monnaies, dans un cas analogue à celui de *Nemausus*, que *Aquæ Sextiæ*, ayant les surnoms de *Iulia* et de *Iulia Augusta*, reconnaît César pour auteur de sa Latinité et Auguste pour second bienfaiteur, disons sommairement que, hors de l'ancien domaine massilien, nous trouvons avec Pline d'abord, entre les montagnes qui enserrent la vallée de la Durance, les villes latines ALEBECE (IULIA AUGUSTA) REIORUM, d'APTA (IULIA) VULGIENTIUM et de CARPENTORACTE (IULIA) MEMNIORUM, dont la constitution par César et l'augmentation par Auguste relativement à la première s'affirment avec la même évidence; ensuite entre la Durance et l'Isère VASIO, AUGUSTA TRICASTINORUM et LUCUS AUGUSTI, auxquelles les inscriptions ajoutent DEA AUGUSTA. *Vasio*, chez les Voconces, étant nommée sur les monuments épigraphiques *Iulia Augusta*, paraît avoir été comme Nîmes, Aix et Riez, redevable à César du droit du Latium et à Auguste de quelque accroissement de ses avantages. Quant à *Lucus Augusti*, à *Dea Augusta*, toutes deux pareillement chez les Voconces, et à *Augusta Tricastinorum* chez les Tricastins, ces trois villes accusent par leurs noms mêmes une origine postérieure à César. Faisons tout de suite apercevoir que leur fondation se rattache à un autre ordre de faits et qu'elles ont été créées par Auguste pour former une suite continue de stations sur la route par lui ouverte des Alpes Cottiennes au Rhône par la vallée de la Drôme. Seulement Die, n'étant pas citée par Pline, on peut en inférer que cette ville, qui devint bientôt la capitale du *Vocontium*, ne fut pas fondée en même temps que les deux autres.

Mais déjà nous entrevoyons le motif de l'origine d'une autre ville, VALENTIA, située à l'extrémité septentrionale du champ des Cavares, dans le district des Ségalaunes et au point de jonction de la route dont il vient d'être parlé avec celle qui, longeant la rive du Rhône, descendait à la Méditerranée. Valence n'était pas une ville Latine; c'est parmi les colonies de citoyens romains qu'elle est classée par Pline. Tout indice d'une existence antérieure à Auguste faisant défaut à son égard, et son nom purement romain favorisant peu l'hypothèse d'une cité d'indi-

gènes promue d'emblée à la *civitas*, Valence fut sans doute une colonie militaire amenée du dehors et une de celles qu'Auguste s'attribue, sur l'inscription d'Ancyre, d'avoir fondées dans différentes provinces, au nombre desquelles se trouve la Narbonnaise. Remarquons le rapport qui semble transparaître entre son nom et le lieu choisi pour son établissement, lieu qui n'est peut-être autre que l'emplacement même de la célèbre bataille du confluent de l'Isère et du Rhône; car nous avons vu que le manque de précision des historiens au sujet de l'endroit témoin de ce mémorable événement, n'autorise pas plus à le fixer en amont qu'en aval de la réunion des deux fleuves. Le nom de *Valentia* aurait alors été donné à la colonie en souvenir de la « valeur » romaine qui, par la victoire de Fabius, avait livré tout le pays aux Romains ¹.

Franchissons maintenant l'Isère et pénétrons chez les Allobroges. Les Allobroges qui, dans la guerre de l'indépendance, avaient donné à César, en résistant aux menaces et aux suggestions de Vercingétorix, une si éclatante marque de leur fidélité et méritaient de lui, par conséquent, de n'être pas traités avec moins de générosité qu'il ne traitait tous les autres peuples de la province, « avaient pour ville principale de leur cité, VIENNE, située sur la rive du Rhône, entre les confluent de l'Isère et de la Saône; mais de l'origine du droit de Vienne, ni les écrivains, ni les inscriptions, quoiqu'il en existe aujourd'hui même encore un grand nombre, ne nous instruisent en rien, et il ne nous reste pour ressource que le recours aux médailles. On trouve, en effet, sur le territoire de la province, des monnaies de bronze sur lesquelles on lit, au droit : IMP. DIVI. F. (*imperator divi filius*), et au revers : C. I. V., et qui ne peuvent être attribuées qu'à Vienne, appelée *Colonia Iulia Vienna*, et au temps d'Octavien, avant qu'il eût pris le titre d'Auguste (de la Saussaye, p. 129 à 131). De ce que tous les exemplaires de ces médailles jusqu'à présent recueillis offrent le nom d'Octavien, qu'on

(1) Cette supposition que Valence a peut-être été établie sur l'emplacement de la bataille du confluent du Rhône et de l'Isère, ne se trouve pas dans le livre de M. Herzog.

n'aille pas toutefois conclure précipitamment que c'est de ce prince que la capitale des Allobroges avait reçu le droit de frapper ses monnaies. Et d'abord, de quelle espèce était la colonie de Vienne? D'après l'énumération faite par Pline, des villes de la province, on ne peut mettre en doute qu'à l'époque à laquelle remonte la description de cet auteur ¹, c'est-à-dire au temps d'Auguste, elle ne fût déjà une colonie de citoyens romains; car non-seulement elle y est classée comme colonie de cette espèce, avec *Arelas*, *Beterræ*, *Alausio*, mais encore, attendu que Pline ne donne jamais le nom de colonie qu'aux villes de citoyens romains, tandis qu'il emploie toujours à l'égard des villes latines la dénomination d'*Oppida Latina* et non celle de colonies, il est manifeste que Vienne jouissait déjà, dès cette époque, du droit de cité romaine. Et ce qui vient parfaitement en accord avec Pline, c'est de voir, dès l'an 8 avant J. C., à Genève, aux confins de l'Allobrogie, un homme que son surnom désigne comme indigène, se déclarer, sans avoir exercé aucune magistrature, inscrit dans la tribu Voltinia, c'est-à-dire citoyen romain (Orell., 298). Or, en droit rigoureux, il n'était pas permis aux colonies de citoyens romains, considérées qu'elles étaient comme des parties de la république romaine elle-même, de frapper des monnaies à leur nom; seules, les villes latines, étant

(1) « Pline déclarant lui-même avoir tiré des *Commentaires d'Agrippa* les mesures par lui indiquées dans la description qu'il donne de la province au 3^e livre de son *Histoire naturelle*, et nommant Agrippa dans la table des auteurs qu'il a suivis, il ne peut y avoir de doute que la forme de la province telle que Pline l'a retracée, ne soit en très-grande partie celle-là même qu'Agrippa a vue et décrite dans ses *Commentaires*. Or, il est reconnu qu'Agrippa a pris pour base de ses *Commentaires* les documents fournis par ces géomètres du globe terrestre qu'avait institués César, qui, à la vérité, n'achevèrent entièrement leur travail qu'en l'an 19 avant J. C., mais qui déjà, dès l'an 27, avaient mesuré l'occident, dont faisait partie la Narbonnaise; et il n'est pas moins certain que le travail de ces géomètres fut exécuté sous les auspices d'Agrippa lui-même. Il résulte de là que les indications de Pline, à moins qu'elles ne portent avec elles la preuve évidente d'une origine postérieure, remontent certainement au plus tard à l'an 27 av. J. C. » (H., p. 81).

censées avoir qualité de confédérées, jouissaient de ce privilège. Mais, comme au temps d'Auguste, on trouve quelques villes de citoyens romains qui ont eu ce droit, Vienne ne pourrait-elle pas avoir été dans ce cas particulier? Nullement! parce que les villes de citoyens romains qui ont eu cette faveur ne manquaient pas d'indiquer expressément sur leurs monnaies qu'elles la tenaient d'Auguste, et que rien de semblable ne se lit sur les monnaies de Vienne; à quoi il faut encore ajouter que, jusqu'à présent, il ne s'est rencontré aucun exemple d'une ville qui ait obtenu ce privilège d'Octavien, avant qu'il eût adopté le nom d'Auguste. Il ne nous reste donc d'autre explication à donner des monnaies de Vienne que celle qui a été présentée pour les monnaies de Nismes, et qu'à faire remonter jusqu'à César la concession de ce droit de monnayage. Vienne vient donc, et avec elle toute la cité des Allobroges et son territoire, s'ajouter au nombre des cités que César a élevées à la Latinité. » (H., p. 90 à 92). Ensuite, par une insigne générosité d'Auguste, dont la province n'offre pas un second exemple, elle est parvenue à la *civitas*; et si le motif de cette éclatante élévation de Vienne n'est autre que la création d'une route conduite à travers le pays des Allobroges, des Alpes Graies à Vienne, à laquelle vint bientôt se relier celle tracée par Agrippa, « de Lyon au rivage massilien, » on peut juger par là quelle importance Auguste attacha à l'établissement des voies publiques.

« Que cette route des Alpes ait été faite par Auguste, on en a la preuve par l'Itinéraire d'Antonin, où l'on voit au milieu de l'Allobrogie, entre *Labisco* et *Bergusia*, à l'endroit d'où se détache, sur la carte Théodosienne, un rameau dirigé vers Genève, une station du nom d'*Augustum*. Ce lieu n'ayant jamais été qu'un simple *vicus* viennois, et le territoire des Allobroges n'ayant contenu aucune ville qui ne fût sous la dépendance de Vienne, il paraît qu'Auguste ne voulut diminuer en rien les *Viennenses* par la création de cette station. Bien au contraire, il gratifia du droit de cité romaine, non pas seulement Vienne, mais en même temps tous les Allobroges, » comme le prouvent et l'inscription de Genève ci-dessus mentionnée, et celles pareillement de Genève, d'Annecy, de Grenoble, de Freterive, de Gresy, de Saint-

Sigismond, de Passy, de la Forclaz-du-Parion, qui étendent soit les magistratures de Vienne, soit le nom de *Viennenses* à toute l'Allobrogie; « et comme le prouve encore, indépendamment de ces inscriptions, un passage de Strabon, où il est dit « que les Voconces n'étaient pas soumis à l'autorité du proconsul, tandis que les Allobroges et les Ligures étaient soumis à « cette autorité. » Ce passage signifie, en effet, que les Voconces, étant de droit latin, n'avaient pas à obéir au proconsul, et que les Allobroges aussi bien que les Ligures lui obéissaient, ceux-ci parce qu'ils étaient stipendiaires, ceux-là citoyens romains, mais avec cette distinction, essentielle à observer, que cette autorité du proconsul n'était pas la même sur les citoyens romains que sur les stipendiaires. » (H., p. 94.)

Nous avons encore, pour finir d'explorer la province à la recherche des traces de l'œuvre de César, à visiter la contrée qui, de la rive droite du Rhône, s'étendait jusqu'aux confins de l'Aquitaine. Les cités latines y étaient nombreuses. Pline y compte LUTEVANI, CESSERO, PISCENAE, RUTENI, SAMNAGENSES, CARCASO, TOLOSA et RUSCINO. Une seule d'entre ces cités, *Carcaso*, est appelée, sur une inscription encore existante¹, *Colonia Iulia*. Or, comme on peut être certain que César, dans aucun des changements qu'il a apportés à la province, n'a agi à l'aventure, mais, au contraire, en vue d'un système général; qu'il n'a pas accordé à telle ou telle ville isolément des institutions nouvelles à titre de privilège ou de récompense, mais en exécution de ses plans de réforme et sans tenir compte qu'elles en eussent ou non le désir (H., p. 97), et qu'alors on ne comprendrait absolument pas pourquoi *Carcaso*, plutôt que les autres villes de cette partie de la province, aurait obtenu de lui le droit du Latium, ce seul exemple suffit aux yeux de M. Herzog (p. 92) pour nous faire juger de la condition de toute la contrée.

Quand nous aurons encore mentionné, d'après Ptolémée (2, 9), *Alba Augusta Elycocorum*, qui ne fut peut-être qu'un simple op-

(1) *C. Cominii, C. f. Volt. Bituitionis, prait(or)is C(oloniae) I(uliae) C(ar-casonis)*. — Au musée de Carcassonne.

pidum contributum, devant sa naissance à la création, probablement par Auguste, d'une route indiquée par la Table de Peutinger, entre *Forum Julii* et *Reii Apollinares*, et que nous aurons enfin nommé, d'après Pline, trois villes dont aucune lumière ne nous révèle le fondateur : *AERIA* chez les Cavares, *BORMANNI*¹ et *COMACINA*, dont la position est ignorée, nous aurons épuisé la série des villes latines que les divers documents connus nous montrent dispersées sur le sol de la province; et peut-être, ainsi que nous nous l'étions proposé, serons-nous parvenu à établir, par cet ensemble de preuves tirées — soit du témoignage précis des auteurs, comme pour *Forum Voconii* mentionné, dès l'an 43, dans des lettres de Plancus, — soit de la logique rigoureuse des faits, comme pour les cités entre lesquelles fut distribuée la partie du territoire massilien que n'absorbèrent pas les cinq colonies militaires amenées par Tibérius Claudius après la guerre d'Alexandrie, — soit de la numismatique, comme pour *Cabellio* et notamment Nismes et Vienne, déjà en possession du titre de colonie et du droit de frapper monnaie à leurs noms, avant l'arrivée d'Octavien au pouvoir, — soit des monuments épigraphiques, comme pour toutes les villes appelées *Iuliae*, — soit de l'analogie, comme pour celles qui, de même que *Carcaso* appelée *Colonia Iulia*, étaient situées à la droite du Rhône... par tout ce concours de faits qui ne sauraient être une réunion fortuite d'illusions trompeuses, et qui, au contraire, dénotent un vaste plan, qu'il n'est pas permis d'attribuer aux courtes vues des triumvirs, nous serons peut-être parvenu

(1) La cité des *Bormanni* n'aurait-elle pas occupé la contrée où, postérieurement à l'époque à laquelle appartiennent les documents qui ont fourni à Pline les éléments de sa description de la province, fut établie *Dea Augusta*. Ainsi s'expliquerait que, après avoir été mentionnée par Pline, cette cité, absorbée par Die, a pu complètement disparaître. Il existe, en effet, près de Die, un village du nom d'Aix, *de Aquis*, sur des actes de 1189 et 1270, où coule une source salée, près de laquelle a été trouvée une inscription dédiée à *Bormano* et à *Borma*. (M. le baron DE COSTON, *Bull. de la Soc. d'arch. de la Drôme*, 1870, p. 22; — M. F. DE SAINT-ANDÉOL, *Sur les Alaises et la ville de Bormanni*, 1870, p. 24.

à établir ce que nous voulions mettre en évidence : que c'est bien réellement César qui a donné à la province sa forme nouvelle, comme type de celle qu'il voulait imposer à toutes les provinces de l'empire, et qu'à l'exception de quelques villes, dont l'origine, motivée par l'établissement des routes, est évidemment postérieure, et due à Auguste, c'est bien réellement César qui a décoré toutes les cités de la Narbonnaise du titre de colonies, en les élevant au droit du Latium, échelon d'où elles pourraient ensuite atteindre au droit de cité romaine.

Le parcours de la province achevé, il ne nous reste plus qu'à jeter un rapide coup-d'œil sur les PEUPLES DES ALPES qui en étaient limitrophes. Auguste ayant résolu le partage des provinces de l'empire en césariennes et en sénatoriales, et l'abandon au Sénat de celles où la tranquillité était assez assurée pour qu'il n'y fût besoin du maintien d'aucune force militaire, ne pouvait songer à se désister de la Narbonnaise, tant que les peuples alpins qui la touchaient ne seraient pas subjugués et entièrement pacifiés; et ce fut vraisemblablement ce qui lui fit retarder jusqu'en l'an 22, pour cette province, la remise qu'à l'égard des autres il avait effectuée cinq ans auparavant. « César avait bien essayé, la seconde année de la guerre des Gaules, en envoyant Servius Galba au-delà des frontières des Allobroges, dans la vallée pennine, de pénétrer au milieu des montagnes; mais cette expédition, quoique heureusement commencée, n'avait nullement réussi, et, plus tard, au milieu de tant et de si grandes guerres qu'il eut à soutenir, le temps lui avait manqué pour une nouvelle tentative. » D'après l'inscription du trophée des Alpes, les peuplades alpines, non encore assujéties à la domination romaine lorsqu'Auguste arriva au pouvoir, étaient les Nantuates le long du lac Léman, vers son extrémité orientale, les Veragres dans la vallée pennine, les Salasses aux environs d'*Augusta Praetoria*, les Ceutrons dans les Alpes Graies, les Médulles dans la vallée de l'Arc, les Ucènes dans celle de la Romanche, les Catturiges vers les sources de la Durance, les cités cottiennes entre les Alpes graies et les Alpes maritimes. Nous apprenons de Tite-Live (*Ep.*, 135) et de Dion (53, 25) que les Salasses furent vaincus par M. Terentius Varro, en l'an 25 avant J. C.

Fidèles à leur habitude, les Romains s'empressèrent d'ouvrir, des Alpes Graies au Rhône, cette route dont nous avons parlé, qui traversait dans toute son étendue le pays des Allobroges. Sans doute déjà les Nantuates et les Veragres, aussi bien que les Ceutrons et leurs voisins, avaient été réduits à l'obéissance au peuple romain, parce que, suivant la juste remarque de l'historien de la Gaule Narbonnaise, si cela n'avait eu lieu qu'en même temps que la conquête du pays des Salasses, les écrivains qui ont parlé de l'une auraient parlé de l'autre, et que, dans le cas où cela ne serait arrivé que plus tard, il ne serait plus resté à Auguste le temps d'exécuter les choses qui étaient encore à faire, avant l'an 22, pour préparer la remise de la province. Si la réduction de ces peuples se fit avec l'aide des Allobroges, comme on peut le supposer sans témérité, car ils avaient à se faire pardonner leur conduite violente envers les citoyens romains que, presque aussitôt après la mort de César, ils avaient expulsés de leurs murs, cette circonstance expliquerait très-bien l'extraordinaire faveur de leur élévation à la *civitas* par Auguste, habituellement fort peu enclin à ce genre de bienfait, et qui, au dire de Suétone (*Aug.*, 47), « ne conféra le droit des Latins ou de « cité qu'à des villes qui pouvaient faire valoir de grands services « rendus au peuple romain. » Déjà, sans doute, aussi le roi Cottius, préférant aux chances de la guerre une soumission amiable, avait fait avec Auguste ce traité de paix dont l'unique condition, suivant Anomien Marcellin (15, 10), avait été la création d'une voie publique à travers ses états. « Donc, les Alpes conquises et pacifiées, la délimitation du côté de ces montagnes fixée, des routes tracées, de nouvelles villes, pour en assurer le service, fondées, des embellissements créés, quelques accroissements de droits accordés, le cens régularisé, et la majeure partie de ces choses déjà faite dès l'année 27, pendant laquelle Auguste, après avoir pris le nom sous lequel il est connu dans l'histoire, vint à Narbonne régler les affaires de la Gaule, la province se trouva être véritablement en l'état où la souhaitait cet empereur pour passer de ses mains entre celles du sénat.

Nous venons de voir, autant qu'il est possible de l'établir, ce que firent pour l'organisation de la province César et Auguste :

le premier de ces princes inaugurer à peine une œuvre grandiose brusquement interrompue par sa mort, le second exécuter fidèlement ce que son père adoptif n'avait pu mener à fin (et il se peut que, dans la constitution des villes latines, beaucoup de choses aient été laissées inachevées par César); ajoutons que ces deux princes ne suivirent cependant pas le même système, et que celui d'Auguste diffère de celui de César, notamment par un esprit moins large et moins libéral.

« Certainement, dans l'octroi de la *civitas* aux Allobroges, Auguste se ne montra pas moins libéral que César; mais à moins que des raisons particulières ne vinssent solliciter sa générosité, il fut peu prodigue du droit de *civitas*, soit envers les particuliers, soit envers les cités. Ainsi, à commencer par les petites choses, ce n'est peut-être pas par hasard que, dans la description de Pline, tirée d'un document officiel du temps d'Auguste, les villes latines sont appelées, non pas colonies, mais du nom vulgaire d'oppides latins, et que le nom de colonie est réservé aux seules villes de citoyens romains. Ensuite, Auguste priva toute la province du droit de monnayage; enfin il n'accorda pas le Latium aux peuples des Alpes, qui confinaient à la province, bien que pacifiés; mais il les laissa dans la condition de stipendiaires. Tout cela, du reste, s'accorde parfaitement avec ce que rapporte Suétone, que : « Auguste attacha une grande importance à conserver le peuple romain pur et exempt de tout » mélange de sang étranger, et qu'il affirma mieux aimer voir » le fisc perdre quelque chose que de vulgariser la dignité du » droit de cité romaine. » Dans son testament, il donne à Tibère des conseils dictés par le même esprit; il lui recommande de n'accorder que le moins possible les affranchissements et la *civitas* (Dion, 56, 33). Or, la Latinité accordée aux étrangers n'était autre chose que le premier degré de la *civitas*. A défaut de toute autre preuve, cette disposition marquée d'Auguste à la parcimonie, au sujet du droit du Latium et du droit de cité romaine, suffirait à nous faire voir que ce n'est pas ce prince qui aurait eu la pensée d'élever d'emblée toutes les cités de la province à la Latinité avec le titre de colonies et la perspective d'arriver au droit plus ample de citoyens romains; mais qu'une telle

conception ne peut être émanée que du génie large et magnanime de César. — « Toutefois, par le soin qu'il mit à consolider les institutions de César, à affermir l'empire dans les provinces, à propager les institutions romaines en ce qu'elles avaient d'essentiel; par l'attention qu'il apporta toute sa vie à toutes les parties de l'administration, Auguste répandit, avec moins d'éclat, mais avec non moins d'utilité, dans toute l'étendue de l'empire, les bienfaits que les peuples pouvaient trouver sous la domination romaine. Parmi les institutions qui contribuèrent le plus à ce résultat, il faut citer, en premier lieu, la création des voies publiques dans la province, ensuite la régularisation du cens et des tributs qui, bien que peu légers, durent paraître bien supportables aux provinciaux en comparaison des exactions laissées auparavant au libre arbitre des proconsuls; enfin, cette garantie contre les injustices des magistrats publics, bien restreinte, à la vérité, dans les provinces sénatoriales, qui résidait dans l'autorité souveraine de l'empereur. » (H., p. 101, 102).

A. ALLMER.

NOTICES RELATIVES AUX GUERRES DE RELIGION

TIRÉES DES

ARCHIVES DU COUVENT DE SAINT-FRANÇOIS DE MONTÉLIMAR

MISES EN ORDRE

par **E. ARNAUD**,

d'après le manuscrit de M. VALLENTIN, de Montélimar.

Voir *Bulletin*, 16^e liv., page 110.



1 octobre. — Commandement du sieur de Saint-Alban à chacun indifféremment d'apporter leurs armes et vivre chacun en sa religion. Commandement de par le Roy fait à son de trompe à Châteauneuf, à tous ceux de la religion romaine de rendre toutes armes à feu et bâtons pour être gardés, et ce sous peine d'être menés prisonniers au chef de la province.

3 octobre. — Capitaine Guichard passe à Châteauneuf-du-Rhône et sa compagnie allant au camp de Viviers.

6 octobre. — Edit du Roy sur les infractions de son édit et exhortant à rentrer au devoir. — Julien Picot, ministre icy, doit pension à Viviers. — Seconds troubles chez Chorier qui dit qu'audit an Valence, Montélimar et autres villes furent prises ou se rendirent aux huguenots. Audit an, l'évêque de Saint-Paul, Jean de Joly, se retira en son pays de Bresse, mais ses ecclésiastiques restèrent jusqu'en 1571.

14 octobre. — Arrest des deniers royaux par le conseil politique de Valence. Ordre dudit conseil à tous ceux qui peuvent porter les armes de s'enroser sous ceux qui sont députés à cela à peine de trois traits de corde, etc. Ledit conseil s'intitule « le conseil commandant en ce pays de Dauphiné en » l'absence de M. d'Acier, lieutenant général pour le prince de » Condé, protecteur de l'état de la majesté du Roy, nostre » sire. »

26 octobre. — Capitaine Combemond avec sa compagnie passé à Châteauneuf-du-Rhône.

24 octobre au 19 décembre. — Dépenses de Châteauneuf au passage de la gendarmerie huguenote.

1 novembre. — Le sieur de Saint-Alban atteste avoir logé à Châteauneuf-du-Rhône avec sa compagnie le 30 octobre et diné le 31, allant à Pierrelate, et de là où il serait commandé. Passe à Châteauneuf capitaine Fanton avec partie de sa compagnie.

3 novembre. — Abattu le plancher de l'église de Châteauneuf; est fait l'inquant des vases sacrés et ornements.

2 et 3 novembre. — Ruine de notre couvent et autres églises icy.

4 novembre. — Arrestation des deniers du Roy et revenus ecclésiastiques; commission icy pour cela.

8 novembre. — Les villages abordent icy le 8 nov. et suivant.

Ordonnance icy adressée par le conseil de Valence pour arrêter à Anconne le voyage du sel. Elle fut saisie le 14 novembre. — *Copie de la commission* : « Sire Saulvain, nous avons entendu » que le voyage à sel conduit par patron Aymar de Saint-Jean » est déjà bien près d'Anconne; vous ne fauldrés, s'il vous » plaist, vous transporter audit lieu et *illeg* y ferez décharger le » dit voyage; et que ce soit par bon controlle et description » qu'en ferés faire par tels que aviserez à ce suffisant, et après » la baillerez en charge au sire Louis Mezard, commis au ven » dage et débitement des sels audit Anconne, qui des deniers » provenant d'icelle en rendra bon compte et les vous délivrera » suivant le pouvoir que le conseil vous a donné de recevoir les » deniers de par deça. Nous vous envoyons le calcul de ce que » peut monter la voiture dudit voyage comme verrez, laquelle » vous payerés audit patron Aymar des premiers deniers qui » proviendront de la vente de ladite sel, et à ces fins luy dirés » qu'il vienne devers nous pour compter avec luy, et après luy » sera baillé mandat de la somme à quoy aura été accordé sa » dite voiture, que sera la fin; et nous recommanderons à votre » bonne grâce, priant Dieu de vous tenir en la sienne. De Va » lence, ce 8 novembre 1567, vos meilleurs frères et amis, » ceulx du conseil, et par leur commandement, BERTRAND, se » crétaire. » On lisoit au-dessus de ladite lettre : « Au sire Bal » thazar Sauvain, commis en la recette des deniers de la ville » de Montélimar et son ressort, au Montélimar. »

Acte notarié relatif à l'exécution de cet ordre : « L'an de
» grâce 1567 et le 14^e jour du mois de novembre au lieu
» d'Anconne et au devant de la maison de Jean Vachier, chas-
» telain dudit lieu , par devant moy notaire royal delphinal et
» témoins soubscripts, s'est présenté honorable homme Bal-
» thazar Saulvain, marchand du Montélimar, qui, comme
» ayant charge du conseil commandant en ce pais du Dauphiné
» en l'absence de Monseigneur d'Acier, gentilhomme ordinaire
» de la chambre du Roy, lieutenant général de Monsieur Mon-
» seigneur le prince de Condé, protecteur de l'état de sa Majesté
» et provinces de Dauphiné, Languedoc et Provence, ainsi
» qu'il a fait apparoir de sa commission par lettre missive du-
» dit conseil cy dessus, insérée avant le présent acte, datté de
» Valence le 8^e du présent mois de novembre, et signée au
» pied, *Bertrand*, secrétaire, lequel Saulvain ayant jà trouvé
» sire Aymar de Saint-Jean, voiturier à sel sur le Rhône, ayant
» *illec* une barque chargée de sel, pour icelle conduire contre-
» ment la rivière du Rhône, a fait commandement audit de
» Saint-Jean, que à peine de 500 l. tournois et de prison, il
» eut à décharger ou faire décharger sadite barque sel audit
» lieu d'Anconne pour la mettre au grenier que ledit conseil y
» a établi : quoy ouï par ledit de Saint-Jean a dit et répondu
» qu'il n'est tenu là y décharger, car n'est un grenier ordinaire,
» mais qu'il la veut aller décharger au grenier de Saint-Vallier,
» comme il est tenu faire, en vertu de la police de son charge-
» ment fait par les gardes du Roy au peccays et même qu'il en
» est soumis et obligé envers Messieurs dudit pays et fermiers
» d'iceluy pays du Dauphiné, d'ailleurs qu'il n'y a aucunes
» gardes ne autres officiers pour le Roy audit lieu d'Anconne
» pour faire ledit déchargement, comme est de coutume par
» tous les greniers pour tenir compte pour le Roy et fermiers
» dudit pays; et ledit Saulvain, voyant le refus dudit de Saint-
» Jean, luy a derechef fait commandement à peine de 500 l.
» et de prison, qu'il eut à décharger ledit viage audit Anconne,
» à quoy ledit Saint-Jean a dit qu'il n'y consentait aucune-
» ment, ains qu'il protestoit de tous dépens, dommages et in-
» térêts contre ledit Saulvain et tous autres qu'il appartiendra

» et de prendre en partie formelle ledit Saulvain à son propre
» et privé nom ; et nonobstant le dire dudit de Saint-Jean , le-
» dit Saulvain a commandé à sire Jacques Roux et Guillaume
» Charbonier, marchands dudit Montélimar, *illec* présents , de
» faire décharger ledit viage, tenir bon et loyal compte dudit
» sel, tant pour les droits du Roy, des fermiers et dudit de
» Saint-Jean, et icelle faire mettre dans le grenier à sel dudit
» Anconne sous la puissance de sire Louis Mezard, marchand
» dudit Montélimar, commis au débitement d'icelle ; et incon-
» tinent après lesdits Jacques Roux et Charbonier luy obéis-
» sant sont entrés dans ladite barque sel avec une troupe de
» gents, et icelle ont fait mesurer et charrier et mettre dans le
» grenier, à quoy ledit de Saint-Jean a dit derechef qu'il ne
» consentait point, et d'abondant a protesté comme dessus et
» m'en a requis actes, que luy ais octroyés, pour luy valoir
» ainsi comme de raison. Fait où que dessus. Présents à ce :
» Antoine Bouyn, André Ambruys, Claude Abram, Jame
» Granyer, Benoit Colombyer dudit Montélimar, Jean Molyn ,
» Christophe Galet, Claude Vincent et Jean Massis d'Anconne ,
» témoins appelés, et non soussignés, hormis lesdits Saul-
» vain, Mezard, Roux et Charbonier, qui se sont soussignés
» avec moy, Jullien Jullien, notaire royal. »

10 novembre. — Vente à Rac des ornements d'église à l'en-
chère. Ledit jour, bataille de Saint-Denys¹.

14 et 15 novembre. — Conseil politique à Valence.

18 novembre. — Étape à Châteauneuf pour Donzère établie
par les huguenots.

20 novembre. — Provisions audit Donzère ; ville de Saint-
Esprit est canonnée.

23 novembre. — Attestation au sieur Paulier, conducteur à
Anconne des bateaux qui avaient descendu des troupes en bas à
Donzère. Sébastien de Vesc, gouverneur icy. Dudit jour, ordre
du sieur Bourjac, sénéchal, à ceux du ressort d'envoyer des
pioniers à Pierrelate où il était.

24 novembre. — Ordre à ceux du ressort y nommés d'apporter

(1) Entre Montmorency et Condé. La victoire demeura incertaine.

provisions audit Pierrelate par ledit Bourjac. — Verbal de ceux de Châteauneuf touchant les pioniers.

30 novembre. — M. d'Acier passe à Châteauneuf avec 400 chevaux.

1 et 2 décembre. — Y arrivèrent et restèrent 3 jours les provençaux venant de Nîmes et Sommières du nombre de dix enseignes. Les trainards y passèrent le 3 décembre.

2, 3 et 5 décembre. — Y passe la dame de Crussol. Sa suite.

16 décembre. — Vente de bois de l'église et inquant.

18 décembre. — Y passent 150 hommes venant du Languedoc.

19 décembre. — Rolle des contribuables du bas ressort à avitailler Pierrelate; cote de chaque village par ordre à eux donné par le sieur Bourjac qui se targue du service du Roy; dit que le sieur de Montbrun, commandant en ce bon pays, est dans Pierrelate avec troupes pour le fortifier.

19 décembre. — Autre ordre de même troupe dudit Bourjac à ceux qui doivent envoyer le nombre y marqué de..... et pioniers au sieur de Montbrun.

23 décembre. — Ordre du sieur Rondeau, juge du sieur de Montbrun et baillif de robe courte, aux consuls de Châteauneuf ne donner dans Châteauneuf aucuns vivres aux soldats ou autres sans ordre dudit de Montbrun, Bourjac ou conseil de Valence.

27 décembre. — Balthasar Saulvain, soy disant receveur de certain emprunt fait sur les catholiques de cette ville, reçoit 10 l. de demoiselle Catherine d'Arbres, veufve Jean Fagel, pour sa cote dudit emprunt, et luy en passe quittance. Ledit sieur Sauvain est dit mort en juin 1575.

1568

1^{er} janvier. — Ordre du sieur de Bremont, sieur de Rousset, surintendant des vivres et munitions de l'armée du sieur d'Acier au camp qui se dresse en ce bas Valentinois, et commission à Bondon et Louis Mesard d'y faire apporter des villages désignés des orges et avoines.

4 janvier. — Partirent du Montélimar M.^{rs} d'Acier et de Montbrun allant au camp qui est dressé à Donzère pour tirer à

Boulène. Était alors ministre à Châteauneuf M.^e Jean Pontanier, natif de Lorgues, à 3 lieues par delà Carces, tirant à Nice. (Gordes, *Mémoires de sa famille.*)

6 janvier. — Continuation de l'inquant des ornements et vases sacrés de l'église de Châteauneuf.

10 janvier. — Conseil icy séant. — Camp dressé à Châteauneuf.

11 janvier. — 200 hommes de Rocolles, allant à Viviers, ont couché, puis dîné à Châteauneuf.

16 janvier. — Rocolles, de retour de Viviers, allant à Sisteron, repasse à Châteauneuf.

17 janvier. — Saint-Alban, sa compagnie, et Montrond allant à Sisteron; couché et dîné à Châteauneuf.

19 janvier. — Continuation à Châteauneuf de l'inquant d'église.

20 janvier. — Ordre du conseil d'icy de payer un chirurgien qui leur a pansé deux soldats.

21 janvier. — Ordre du sieur de Conches, commis du conseil d'icy, de faire porter icy le métal des cloches rompues et celles qui sont hors des clochers et saisie des biens revenus des ecclésiastiques et deniers royaux.

28 janvier. — Pierre Chappuys d'icy, et sieur de Roussas, et sieur Antoine Roche, bourgeois, consuls.

Février. — Le sieur Odoard, prêtre de Rac, harquebusé en plein jour par soldats près et hors les murs.

3 février. — Par devant Jean Gérole, consuls de Portes empruntent 19 sétiers froment pour servir à l'étape pour laquelle furent dernièrement cottisés au Montélimar à cause du passage et séjour notoire de la gendarmerie.

M. Trophimy de l'Aube, ministre *verbi Dei*, présent à un testament.

24 février. — 700 chevaux et 2 compagnies de piétons conduits par Acier et Monthbrun ont passé à Châteauneuf, tirant à Pierrelate, pour l'opposer aux sieurs de La Suse et de La Garde canonant Moras.

(A continuer.)

DIX-HUITIÈME SÉANCE.

(10 mars 1870.)

PRÉSIDENTE DE M. DE GALLIER.

La Société admet d'abord comme *membres titulaires* :

M. le comte de Florans, à Tain ;

M. l'abbé Mazet, professeur de 3^e au Petit-Séminaire de Valence ;

Comme *membres correspondants* :

M. Bancel, député au Corps législatif, à Paris ;

M. Mazon, chevalier de la Légion d'honneur, à Paris ;

M. Ollier de Marichard, à Vallon ;

M. le comte de Poncins, à Feurs ;

M. Helme, juge d'instruction, à Embrun.

Ensuite, on procède à l'élection d'un membre du comité de publication, et la majorité des voix désigne M. de Berlhe, vérificateur de l'enregistrement, pour remplacer M. Gédéon Bresson, démissionnaire.

M. le Président de la Société d'agriculture invite par lettre et de vive voix tous les membres de la Société d'archéologie à prendre part aux travaux du Congrès agricole qui doit se tenir à Valence pendant le concours régional.

Dans un rapport justement applaudi, M. Poinçot, trésorier de la Société, présente le compte-rendu de sa gestion financière en 1869 et propose le budget de 1870.

Il rappelle qu'en 1869 la Société a perdu treize membres, dix par démission et trois par décès, et qu'elle a reçu six membres titulaires nouveaux et un correspondant, en sorte qu'elle a compté 204 membres, 144 titulaires et 60 correspondants.

Voici les recettes effectuées : 131 cotisations de membres titulaires, déduction faite de 5 cotisations recouvrées en 1868, à 20 francs. 2620 »

42 cotisations de membres correspondants, déduction faite d'une cotisation recouvrée en 1868, à 6 fr. 252 »

1 cotisation de 1868 recouvrée en 1869 20 »

1 abonnement au *Bulletin* pour 1869 6 »

Vente des 4 volumes du *Bulletin* parus. 24 »

Subvention départementale accordée par le Conseil général 500 »

Subvention de S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique 300 »

TOTAL. 3722 »

Restent dues sur 1869 les cotisations de 7 membres titulaires et de 17 membres correspondants.

Quant aux dépenses de 1869, elles consistent en :

Impression et envoi des 4 livraisons 2822 71

— de la 9^e feuille du *Cartulaire*. 68 »

Timbre du mandat de la subvention départementale. » 50

Frais de chauffage et de tenue des séances 30 »

Indemnité au garçon de salle 50 »

Timbres-poste 5 »

Copies de pièces pour la Société 8 »

Recouvrement des cotisations 38 60

TOTAL. 3022 81

Le *boni* de 699 fr. 19 c. ajouté aux 2646 fr. 68 c. de l'année dernière, à pareille époque, donne un fonds de réserve de 3345 francs 87 centimes.

Sur l'année 1868, une seule cotisation de celles qui restaient en souffrance, a été payée ; il y a donc lieu de regarder comme irrécouvrables les sommes dues par dix membres titulaires et treize correspondants, soit 278 fr. pour les trois premières années d'existence de la Société.

Après cet exposé de la situation, M. le Trésorier propose de fixer ainsi le budget de 1870 :

Ressources ordinaires.

144 cotisations à 20 francs	2880 »
60 — à 6 francs	360 »
TOTAL.	3240 »

Ressources extraordinaires.

Subvention départementale	500 »
	3740 »

Il est permis d'espérer que S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique voudra bien encore nous venir en aide en 1870.

Dépenses.

1 ^o Impression et affranchissement du <i>Bulletin</i> . . .	2900 »
2 ^o — — — — — du <i>Cartulaire</i> .	300 »
3 ^o Indemnité au concierge de la Bibliothèque . . .	50 »
4 ^o Chauffage et éclairage de la salle	35 »
5 ^o Frais de recouvrement. . . , ...	50 »
6 ^o Timbres-poste, enveloppes, papier, écritures. .	80 »
7 ^o Dépenses éventuelles pour recherches, achats. .	300 »
TOTAL.	3715 »

En balançant les recettes et les dépenses, on ne trouve de la sorte qu'un reliquat de 25 fr., et M. le Trésorier estime qu'il est sage de couvrir les dépenses ordinaires avec les recettes ordinaires et les dépenses extraordinaires ou éventuelles avec les recettes extraordinaires, de façon à maintenir intact le fonds de réserve.

Ces propositions et ces conclusions sont adoptées à l'unanimité, et M. le Président, organe de la Société, remercie M. le Trésorier du zèle intelligent avec lequel il s'est occupé, jusqu'à ce jour, des intérêts d'une association utile à la science et au pays.

La séance est terminée par une lecture de M. Dupré de Loire sur l'histoire des établissements charitables de Valence, lecture instructive, intéressante et justement appréciée.

CHRONIQUE.

On sait qu'un décret du 30 mars 1869 a institué un prix de 1000 fr. dans chaque ressort académique et qu'aux termes de l'art. 1^{er} d'un arrêté ministériel du 31 mars, ce prix sera décerné, en 1870, à un ouvrage ou mémoire sur quelque point d'archéologie intéressant les départements de la Drôme, de l'Ardèche, de l'Isère et des Hautes-Alpes.

Les membres du jury à nommer par la Société d'archéologie seront élus à la prochaine séance.

Mais, voici une remarque importante pour les personnes qui désirent concourir cette année :

En vertu d'une décision de M. le Ministre de l'instruction publique, les ouvrages ou mémoires devront être remis au chef-lieu de l'académie AVANT LE 31 MAI.

Plusieurs articles intéressants, comme une étude de M. F. de Saint-Andéol sur la cathédrale de Valence, de MM. les abbés Isnard et Chevalier, M. de Gallier, président de la Société, n'ont pu trouver place dans cette livraison, afin de terminer la publication de travaux depuis longtemps commencés ou déjà composés. Satisfaction sera donnée à qui de droit dans le prochain *Bulletin*.

M. de Gallier me prie d'annoncer que des sépultures gallo-romaines ont été découvertes récemment à Clérieux, au cimetière dit de Saint-Michel. Je le fais d'autant plus volontiers que M. le Président s'occupe avec un soin digne d'éloges de tous les intérêts de la science et de la Société, et qu'il a offert pour nos collections un spécimen des poteries trouvées au cimetière Saint-Michel, avec un anneau en bronze de même provenance.

M. l'abbé Jassoud, vicaire à Peyrins, me signale d'autre part une découverte semblable à Lapérouse - Mornay. « Le » lundi 7 mars dernier, à 1 kilomètre environ de l'église, au » quartier des Morelles, dans le jardin d'un propriétaire dont

» la maison est bâtie au pied du coteau, j'ai vu, étendues sur le
 » sol, de superbes tuiles dites *sarrazines*, mais en réalité ro-
 » maines, très-bien conservées et les plus belles que j'aie ren-
 » contrées jusqu'ici, tuiles creuses et plates, servant de sépul-
 » ture à un cadavre gigantesque dont on voyait encore quelques
 » ossements épars. Ces tuiles sont au nombre de plus de 20,
 » creuses pour recevoir le cadavre, plates pour le recouvrir.
 » Quelques-unes ont été, il est vrai, partagées en deux mor-
 » ceaux par la pioche de l'ouvrier, les autres sont dans un par-
 » fait état de conservation. Elles mesurent de 0^m 30 à 0^m 40
 » de long sur 0,20 de large et 1/2 ou 1 centimètre d'épaisseur,
 » sans le rebord, qui a 1 centimètre. Les unes sont carrées avec
 » rebords sur les deux grands côtés, les autres complètement
 » plates. Il paraît qu'il n'y avait là ni inscription, ni médailles,
 » ni monnaies, ni sculpture quelconque. Le sol du jardin est une
 » terre argileuse très-meuble est très-remuée. J'ai ramassé
 » dans un champ voisin un fragment d'une urne cinéraire ron-
 » gée par le feu, et à 2 ou 300 mètres plus loin des débris de
 » tuiles gallo romaines.

» Je vous signale en même temps une autre découverte de
 » même genre à Hauterives, derrière la maison Mourat, sans
 » médailles, armes, objets de toilette, ni inscription. »

De son côté, M. l'abbé Perrossier m'envoie l'estampage d'une
 inscription romaine gravée sur un énorme bloc de pierre ser-
 vant de piédestal à la croix principale du Calvaire d'Aouste.
 « La partie supérieure de l'inscription est enterrée; elle devait
 » vraisemblablement se terminer en fronton triangulaire, avec
 » les deux lettres sacramentelles D. M. (aux Dieux Manes) dans
 » le tympan. La longueur en a été considérablement abrégée,
 » d'un côté du moins et peut-être même des deux; mais la
 » hauteur est entière; car on voit encore en-haut et en-bas la
 » moulure d'encadrement; de sorte qu'elle n'a jamais eu que
 » deux lignes. Mais les quatre mots qui restent n'expliquent
 » pas grand chose; à la 1^{re} ligne, il y a DIONYSI FILI, qui paraît
 » être un vocatif, et à la 2^e vivus FECIT; tout ce qu'il y a de plus
 » clair, c'est que l'inscription est romaine. Peut-être M. Allmer

» pourra-t-il y trouver quelque sens. La pierre, dans l'état, » mesure 1 m. 20 de long sur 0,40 de haut et 0,50 avec les » moulures ; elle est renversée, c'est-à-dire que les lettres sont » tournées la pointe en bas. » M. l'abbé Silvestre est l'auteur de cette découverte.

En présence d'une foule d'objets de toute nature qui sont remarqués par les érudits, combien d'autres sont brisés, vendus ou égarés ! M. Ollier de Marichard, membre correspondant de notre Société, frappé de ces inconvénients si préjudiciables au progrès de l'archéologie locale, vient d'adresser une circulaire aux instituteurs de l'arrondissement de Largentière et des cantons voisins. J'en extrais les passages suivants qui trouvent aussi leur application dans la Drôme :

« L'heure est venue où, si l'on n'y prend garde, rien ne » subsistera plus sur le sol de notre Vivarais du passage des » anciennes générations qui l'ont cependant si longtemps occupé. Rien n'apparaîtra plus des postes et des voies de ces » puissants conquérants romains ; plus rien des Gaulois, des » Celtes ; plus rien de ces peuples mystérieux dits peuples à » *dolmen* et à *tumuli* ; plus rien de ces peuples des cavernes et » des alluvions.

» Nous ignorons encore les richesses enfouies et accumulées » autour de nous ; les tombes et les inscriptions s'effacent ; les » vieilles églises disparaissent, les superstitions, le patois vont » se perdant sans que nul les recueille. Qui peut nous dire les » riches trésors enfouis dans nos archives municipales, dans les » registres de l'état civil, dans les vieux titres particuliers, dans » les minutes des notaires de nos communes ? et pourtant, avec » le concours de chacun de vous, Messieurs les Instituteurs, » sans peine, sans frais de déplacement, cet inventaire, ce » vaste répertoire que toutes les sociétés réunies tenteraient en » vain, se trouverait tout fait. N'est-il pas méritoire de l'entre- » prendre ? je vous pose la question ; j'attends avec confiance » votre réponse. »

Puis viennent des instructions pratiques pour la réalisation du plan. « L'instituteur doit premièrement relever un calque à

» double du plan de la commune, un [qu'il m'enverra sous
 » bande, non affranchi, portant seulement à l'un des angles le
 » cachet de la mairie; l'autre pour lui, sur lequel il inscrira le
 » point exact où se trouvent encore dans la localité quelques
 » vestiges de monuments des temps passés, tels que dolmens ou
 » fades dits aussi autels druidiques, pierres levées ou menhirs,
 » amas de pierres circulairement entassées ou galgalls, mottes
 » de gazon et de pierres ou *tumulus*, camps retranchés dits
 » camps de César ou de simples enceintes en pierres sèches,
 » vestiges de voies romaines, pierres milliaires, sépultures,
 » vieux châteaux, vieilles églises, chapelles, soit en ruines
 » soit intactes. Joindre une notice succincte sur chaque édifice,
 » grottes et cavernes à ossements, grottes à poteries ou habita-
 » tions préhistoriques.

» Il sera chargé de recueillir chez lui tous les débris anti-
 » ques, anciens et récents, mis à jour par la culture : armes en
 » bronze, en fer, monnaies, objets divers, poteries, auges ou
 » sarcophages en pierre avec inscriptions ou bas-reliefs, autels,
 » ex-voto et principalement les crânes et ossements humains.
 » Joindre une notice sur le lieu et la provenance de tous ces
 » objets.

» Si des fouilles sont reconnues nécessaires, elles seront faites
 » à mes frais, sous la surveillance de l'instituteur, mais toute-
 » fois, après une visite et l'examen des lieux.

» Chaque instituteur, aujourd'hui surtout qu'ils sont pour la
 » plupart secrétaires de mairie, dressera un catalogue de tous
 » les titres anciens qui sont dans les archives de la commune,
 » ainsi que des parchemins, vieux livres des particuliers, qui,
 » sur leur demande, se feront un devoir de les leur confier. Il
 » transcrira fidèlement toutes les légendes populaires, chan-
 » sons, noëls patois, superstitions, expressions patoises et
 » toutes les inscriptions latines ou autres gravées sur les pierres
 » milliaires et sarcophages. »

M. Ollier de Marichard recevra chaque année les cartes
 annotées des instituteurs, leurs catalogues et notices; il présen-
 tera un rapport général sur chaque travail pour le communiquer
 aux Sociétés savantes réunies à Paris et appeler l'attention du

Gouvernement sur les instituteurs les plus méritants au point de vue des recherches archéologiques et géologiques.

Notre Société peut faire son profit de cette idée excellente pour les découvertes bibliographiques, paléontologiques, philologiques, mégalithiques, etc. Mais si les titres anciens des communes sont de la sorte placés dans le domaine public, il n'en restera plus un seul d'ici à quelques années. En effet, dès qu'un document curieux est signalé, tous les érudits désirent le voir, et il n'est pas rare, si les mairies les prêtent, qu'elles ne les revoient plus. Que d'exemples sont là ! Le plus simple, en général, est de publier tout ce qui offre de l'intérêt ; de cette manière tout le monde y gagne.

Le congrès archéologique de France tiendra sa XXXVI^e session à Arles, du 20 septembre 1870 au 26 du même mois. Adresser les souscriptions à M. Moutet, maire de la ville.

Parmi les ouvrages des membres de la Société, nous pouvons annoncer une publication de M. l'abbé Terris ayant pour titre : *Le Christianisme, principe du vrai, du beau et du bon.*

Ainsi que les :

Autres œuvres poétiques de sieur David Rigaud, accompagnées d'une Notice et de Notes, par M. J. BRUN-DURAND. Paris, Aubry, 1870, in-12, de V et 44 pages.

Jolie reproduction, sortie des presses de MM. Chenevier et Chavet, d'une plaquette rarissime de Rigaud, marchand de Crest et poète, au XVII^e siècle. En l'éditant, M. Brun-Durand a fait une œuvre agréable aux bibliophiles. Sa Notice et les Notes, dont il l'a enrichie, sont écrites d'un style agréable et piquant, qui n'exclut pas la vérité historique. L'original appartient au docteur Alcide Maurin, bibliophile distingué, qui l'a mis complaisamment au service de l'éditeur.

OUVRAGES OFFERTS PENDANT LE TRIMESTRE.

Le vieux musicien, par A. MAZON, Paris, Dentu, roman fort intéressant et bien écrit, 1 vol. in-8°.

Jean Bruyère, par A. MAZON, Paris, Dentu, 1 vol. in-8°.

La ligue de l'indépendance, lettre aux départements par un ancien journaliste de Province, Paris, Dentu, 1 vol. in-8°.

Une esquisse d'anatomie politique, par A. MAZON, Paris, 1868, Dentu, broch. in-8°.

La mer morte ou lac asphaltite, par Eugène ARNAUD, Nîmes, 1869, Clavel-Ballivet, broch. in-8°.

Congrès archéologique de France, XXXV^e session, séances générales tenues à Carcassonne, à Narbonne, à Perpignan et à Béziers, en 1868, par la Société française d'archéologie, Paris, 1869, Derache, 1 vol. in-8°.

Recherches sur l'ancienneté de l'homme dans les grottes et monuments mégalithiques du Vivarais, avec carte et nombreuses planches, par Jules OLLIER DE MARICHARD, Paris, Savy, 1869, broch. in-8° fort intéressante.

Étude sur les terrains triasiques et jurassiques et les gisements de minerai de fer du département de l'Ardèche, par Charles LEDOUX (avec cartes), Paris, Savy, 1868, 1 vol. in-8° (offert par M. le préfet de l'Ardèche).

Ce qu'est l'Alaise de Novalaise, étude archéologique sur les Alaises et sur la ville des Bormanni, par Fernand DE SAINT-ANDÉOL, Grenoble, 1870, X. Drevet, broch. in-8°.

Petite revue des bibliophiles dauphinois, N.º 2. — Grenoble, 1869, Allier, broch. in-8°, fort curieuse publication.

Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie, 1869, N.º 3, 1 liv. in-8°.

Revue des Sociétés savantes, t. X, sept., octobre, novembre et décembre 1869, 3 liv. in-8°.

Mémoires de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, classe des sciences, 1 vol. in-8° (tome XVII).

Journal mensuel des travaux de l'Académie nationale, sous la direction de M. P. Aymar Bression, février 1870, 1 broch. in-4°. On lit à propos de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme : « Il nous semble que ses annales faiblissent un peu sous le rapport de la statistique; l'histoire et l'archéologie » l'emportent trop souvent sur la science exacte ».

Avis à MM. les statisticiens !

A. LACROIX.

LETTRE DE M. ALLMER.

Lyon, le 6 mai 1870.

Mon cher Monsieur LACROIX,

Me trouvant en voyage lorsque m'a été adressée l'épreuve de mon article intitulé : *Organisation de la Province Narbonnaise*, il s'est glissé dans l'impression un certain nombre de fautes qui nécessitent un *errata* :

Page 230, 29^e ligne : FORUM VOCONII, non cité par Pline, lisez : FORUM VOCONII, non-seulement cité par Pline.

Page 224, 12^e ligne : Vienne..... fut transformée, lisez : Vienne..... s'est transformée.

Page 225, 5^e ligne : à l'exemple du monde entier, lisez : à l'exemple de celle du monde entier.

Même page, 21^e ligne : ces provinces..... lisez : les provinces.

Page 229, avant-dernière ligne : Civ. Pompée, lisez : Cn. Pompée.

Page 230, 1^{re} ligne : Sallaves, lisez : Salluves.

Page 232, 10^e ligne : MEMNIORUM, lisez : MEMINORUM.

Page 238, 34^e ligne : Catturiges, lisez : Caturiges.

Page 233, ligne 4. *A la suite de la phrase finissant par les mots : la Narbonnaise, ajoutez ceci : Narbonne, Béziers, Arles, Orange et Fréjus ayant été certainement fondées par César, et Vienne, bien que honorée du titre de colonie, n'étant qu'une cité d'indigènes élevés au rang de citoyens romains, on ne voit pas quelle colonie militaire Auguste pourrait avoir établie dans la Narbonnaise autre que Valence.*

Au bas de la même page, ajoutez en note cet extrait de l'inscription d'Ancyre :

COLONIAS IN.AFRI////////ACEDONIA.√TRAQVE HISPANIA ACH////////STA////////
GALLIA.NARB////////MILITVM DEDVXI

(2^e partie, 2^e colonne, 35^e et 36^e lignes.)

A. ALLMER.

ÉTYMOLOGIES DES NOMS DE LIEU

DU DÉPARTEMENT DE LA DROME.

(SUITE. — Voir *Bulletin*, N.^{os} 9, 12, 13, 14, 15 16 et 17.)

§ IV.

Noms empruntés à l'idée de maison, hameau, colonie, domaine, clos, chapelle.

ESTABLET, près de la Motte, *Stabletum*, en 1332, a appartenu aux Poitiers et, dans le siècle dernier, aux la Tour-du-Pin-la-Charce. Ce nom est un diminutif de *stabulum*, étable, *stabull*, en éc. et en irl., *ystabyl*, en gal., qui dérivent du sanscrit *stā*, se fixer, demeurer; cette racine a formé *sthalī* et *sthalē*, habitation, appui, en s. c. t.; *stall*, maison, étable, dans les lang. germ.; *stallum*, cellule, siège, *stalle*, en b. l., et les mots *étal* ou *estal*, *installer*; *étaler*, *détaler*, etc. Les nations d'origine celtique ne pouvaient prononcer ou évitaient de prononcer un *s* initial, de là l'addition d'une voyelle ou le rejet de la lettre *s*, comme dans *esprit*, *yspryd*, en br., de *spiritus*; *épée*, de *spada*; *étoile*, de *stella*; *étable*, de *stabulum*, etc.

EURRE, canton de Crest, sur une hauteur, près d'un cours d'eau, que Guy Allard écrit *Urre*, est appelé *Castrum de Urre* en 1192, en 1203 et en 1238 (*Cart. de Léoncel*, p. 52; *Gallia*, p. 114); *Urrium*, en 1260; *Urrum*, en 1280 (*Cart. de Montélimar*, p. 52) et en 1432; *Urre*, en 1531. On trouve Aimo et Petrus d'*Urre* en 1183; Gentio d'*Urre* en 1193; Guinis de *Urre* en 1230 (*Cart. de Die*, p. 37, 40 et 68). Ce village a donné son nom à la maison d'URRE, une des plus considérables du Dauphiné, connue depuis le XII^e s., et qui a toujours conservé l'ancienne orthographe de son nom. De ses onze branches, qui

ont possédé beaucoup de fiefs, une seule, fixée à Montpellier, existe encore aujourd'hui. EURRE fut concédé en 1238 par Frédéric II aux évêques de Valence (*Gallia*, p. 114); cependant, d'après Pithon-Curt, t. III, p. 574, François d'Urre accorda, en 1266, des franchises et des libertés à ses vassaux d'Eurre, et jusqu'en 1789, ses descendants par les hommes ou par les femmes prenaient le titre de seigneurs ou de coseigneurs d'Eurre, notamment les de Vesc de Béconne et les de Glanne, auxquels succédèrent, vers 1650, les Morier, dits Morier d'Eurre ou d'Urre, branche éteinte, depuis 1793, des Morier d'Étoile.

M. Delacroix, p. 507, prétend, mais sans preuve, que les Romains avaient établi à Eurre de grands magasins pour la subsistance de leurs troupes, et qu'EURRE est une altération d'*horreum*, grenier. Les anciennes formes du nom ne permettent pas d'admettre ce que l'on doit considérer comme une simple hypothèse; mais ici commence la difficulté, et on se trouve en présence de plusieurs radicaux. L'un, *ur*, dont il a été question au mot *Valloire*, § II, veut dire cours d'eau; l'autre a le sens de village, clan, pays, territoire. On le retrouve avec cette signification dans le basque (et peut-être dans le ligurien) sous les formes suivantes : *ur*, *uria*, *iria*, *erria*, et dans les noms suivants, portés par d'anciennes villes ibériennes : *Urium*, *Uriarte*, *Uriane*, *Urianda* (ville belle), etc. Les noms analogues modernes sont : *Irumberry* ou *Iriberry* (ville neuve); *Irisarry* (ville vieille), etc. On peut rapprocher ces racines d'*ur*, ville, en chaldéen; d'*ur* et *ura*, ville, chez les anciens Perses; de *pura* et *puri*, en s. c. t., d'*Uriol* (*Uriolum*), près de Vif (Isère), et d'*Oriol* (voir *Loriol*), qui sont des diminutifs¹. Pour *Eyzahut*, v. le § I.

(1) HUMBOLDT, p. 26; — M. BREAL, *De persicis nominibus*, p. 42. — M. Chotin, auquel je dois des remerciements pour son obligeance à venir à mon aide, fait dériver *Eure* d'*ora*, bord, limite, frontière, en l., *ορος*, en gr., *oir*, en éc. et en irl. En Belgique, ce radical est devenu *Eure* et *Heure*, comme dans *Heure-le-Romain* (*Ora Romana*), *Heure-le-Thiois*, etc. (Voir GRANDGAGNAGE, *Mémoire sur les anciens noms de lieu de la Belgique orientale*, p. 69, et GATSCHET, p. 45). Aucune de ces formes ne représente l'ancien nom du village d'Eurre. C'est, du reste, le cas de renvoyer à la phrase de PEIGNOT, citée au mot *Olle*, § II.

On trouve des villages appelés la FARE dans Vaucluse, les Hautes-Alpes et les Bouches-du-Rhône; la *Fare* (*Fara*), près de Remuzat, qui appartenait dans le XIII^e s. aux barons de Montauban (Valbonnays, t. II, p. 118), fut acquis par les Dauphins : le marquis de Châtelard le possédait en 1789. Ce nom vient de *fara*, qui désignait, en b. l., le hameau où, à la suite d'une émigration, se fixaient les membres d'une famille étrangère; on l'employait aussi dans le sens de famille, clan, tribu. J'avais cru d'abord pouvoir rattacher ce mot à *faran*, voyager, faire une expédition, en t. (*fahren*, en al.); mais il paraît avoir la même racine que *vara* et *wari*, maison, dans les langues germaniques (voir *Barret*, *Véronne*), *φαρα*, maison, colonie, en grec moderne, *fearan*, champ, domaine, en irl. et en erse. (Belloguet, I, p. 48). Les noms similaires sont : la FARETTE, près de Mévouillon; la *Farre* (Ardèche et Haute-Loire); la *Farelle*; la *Fère* (*Fara*); les *Ferres*, *Faremostiers* (*Faræ Monasterium*); *Bonnefare*, *Hautefare*, etc. Le village des *Faramans* (Isère), *Villa de Faramannis* dans le X^e s., devait son nom à une classe d'hommes chez les Bourguignons, appelés *Faramans*, c'est-à-dire hommes de l'émigration, de l'expédition, par opposition aux *Romains* ou anciens propriétaires du sol.

La GARDE-Adhémar, près de Pierrelate, est appelé *Castrum de Garda* en 1291, et *Guarda Adhemari* en 1334. Cet ancien fief des Adhémar passa en 1543 à Antoine Escalin des Aimars, dont le petit-fils le fit ériger en marquisat en 1646; les Ville-neuve-Vence en firent l'acquisition en 1713 et le vendirent en 1785 pour le prix de 672,000 livres (*Bulletin archéologique*, 1866, p. 112) à Joseph d'Hugues, riche armateur de Marseille, qui avait acheté une charge de secrétaire du Roi; sa famille s'est éteinte à Marseille, vers 1850, dans la personne du dernier de ses trois petits-fils : elle n'avait de commun que le nom avec celle des marquis d'Hugues, qui a fait ses preuves en 1667 et dont une branche habite Gap, et l'autre (celle du général) est fixée depuis longtemps dans le Comtat.

Les noims de la GARDE, de la GARDETTE, près de Lorient, terre qui appartient à M. d'Arbalestier, la *Gardelle*, les *Gardies*, la *Gardière*, le *Gard*, la *Carte*, le *Jard*, *Warden*, *Warten*, etc.,

sont empruntés à un radical qu'on retrouve dans presque toutes les langues, notamment dans *garda*, *guardia*, *gardetta*, *carta*, *warda*, clos, parc, camp, colline fortifiée, tour, *gards* en goth.; *geard*, en ang. s.; *gardr*, en sc.; *kart*, en anc. al.; *gart* et *garta*, en irl.; *garta*, en s. c. t., etc. Voir *Curson* et *Pictet*, t. II, p. 265. L'église de Notre-Dame de la *Garde*, à Marseille, est près d'un ancien bastion en ruines.

GLEYZE, près de Nyons, GLEYZOLES (diminutif du radical), près de Saillans, de *Gleyzolis*, en 1322, qui a appartenu aux évêques de Die (1322), aux d'Urre (XVI^e s.) et aux de Vesc (1789), comme *Gleyzenove*, *Bézayes*, la *Chapelle*, doivent leur nom au vieux mot *gleise* ou *gleisa*, aphérèse d'*ecclesia*, pris souvent dans le sens de chapelle, oratoire, qui a formé les noms d'homme *Gleyzal* et *Glaizal*, qui tient à l'église, chantre, be-deau.

Par lettres patentes du 10 mai 1788, dont la Révolution paralysa l'effet, le village des GRANGES-Gontardes fut érigé en commune sous le nom de FRITZLAR¹, ayant la Berre pour limite. Ce fief, situé près de Pierrelate, appartenait au général de Narbonne-Pelet, commandant pour le roi en Dauphiné, qui se distingua à la bataille de *Fritzlar* (1762), dont le nom, d'après *Forstemann*², veut dire terre de la paix (*fritz* pour *fried*). En 1613, la fille unique de Jean de Moreton (Chabrillan) avait apporté cette terre à Vital de Pelet, son mari. Les fils du comte de Narbonne-Fritzlar, dont l'un était cité à Paris pour ses prodigalités, sont décédés sans postérité depuis environ un demi-siècle.

GRANGE, *grangia*, en b. l., vient de *granum*, grain (*greun*, en br.); le nom de *Gontardes* est emprunté à celui de *Gontard*, fils de Loup, seigneur de Rochefort, qui, en 1137, donna le terrain nécessaire pour fonder et doter une abbaye de l'ordre de Cîteaux, aujourd'hui la Trappe d'Aiguebelle³. Plusieurs membres

(1) *Archives départementales*, série C, N.^o 1016.

(2) *Die Deutschen Ortsnamen*, p. 124.

(3) *Annales de l'abbaye d'Aiguebelle*, t. I, p. 47.

de la famille de Poitiers et de celle des seigneurs de Chabeuil ont porté ce nom de GONTARD (*Gund-hard*, en t.), qui veut dire guerrier hardi¹.

La LAUPIE, près de Marsanne, *Laupia*, en 1198, 1283 et 1332, d'après un acte faux de 833 (*Cart. de Montélimar*, p. 11), faisait alors partie des nombreux fiefs que le faussaire, pour flatter la vanité des Adhémar de Grignan et de la Garde, distribuait si libéralement à leurs ancêtres. Ce village appartenait en 1283 à Guillaume de Châteauneuf (Valbonnays, t. II, p. 26); dans le XIV^e s. aux Poitiers; dans les XV^e et XVI^e à une branche des Tholon ou Tolon-Sainte-Jalle (v. le § I), et plus tard à Catherine de Pingré (1677) et aux Brunier de Larnage, qui le vendirent, en 1784, à M. Martin Delaporte (v. *Marsanne*, § V). Dans les XV^e et XVI^e s., les d'Hostun et les Priam (de Condillac) prenaient aussi le titre de seigneurs ou de coseigneurs de la LAUPIE.

Ce nom vient du b. l. *laupia*, *laubia*, *lobia*, *lobium*, *lubium*, charmille, tonnelle, maison ombragée, porche, auvent; on trouve dans beaucoup de langues le radical dont il est formé : *laube*, cabinet de verdure, tonnelle, treillage, comme on en rencontre souvent en Allemagne devant les maisons; *lobby*, en ang.; *luba*, en slave (d'où le nom de *Lubeck*); *laub*, feuille et feuillage, en al.; *laubs*, en goth.; *loup* et *loub*, en t.; *lauf*, en sc.; *læf*, en suéd.; *lub*, arbre, en irl. (Zeuss, p. 239). Les noms analogues sont : la *Laubie*, *Laubenberg*, montagne ombragée; *Laupen*, bourg de la Suisse (de Bochat, t. III, p. 451); *Lobbès* (Hainaut), *Laubia* en 640, époque à laquelle saint Landelin y fonda un monastère dans une forêt²; la *Lobbe*, *Lubans*, *Lobau* (prairie du feuillage), île du Danube qui a une lieue de longueur et dont les rives sont plantées d'arbres pour la défendre contre les eaux.

M. de Gourgues³ cite cet ancien texte : *Nemus vocatum de la Laubaria*, aujourd'hui la *Laubière*, ainsi que les quartiers

(1) FERGUSON, *The teunonic Name-System*, p. 164.

(2) CHOTIN, *Études étymologiques sur les noms... du Hainaut*, p. 370.

(3) *Anciens noms de lieu de la Dordogne*, p. 39.

appelés la *Laubarie* et la *Lauberie*. Ces noms viennent soit de *laub* ou *lub*, feuillage, arbres, soit d'*aubière*, lieu planté de peupliers blancs (*aub*). LAUBERIE et Villeplat formaient un petit fief près de Montvendre; en 1789, il appartenait, ainsi que *Montmeyran* (v. le § I), à M. Claude-Joseph Astarot ou Starot (car on trouve les deux formes) de Saint-Germain, fermier-général, né en 1728, guillotiné à Paris en 1794; son grand-père avait quitté la Suisse pour s'établir à Lyon, et son père était en 1729 receveur des décimes du diocèse de Valence.

LORIOI, *Castrum Aureoli* en 1157; *Auriolum* en 1238, 1486 et 1517 (Petrus d'*Auriol* vivait en 1184), appartenait aux évêques de Valence. Malgré l'assertion gratuite de Guy Allard, ce bourg n'a rien de commun avec l'empereur *Aurélien*. Ce nom a été fondu dans le même moule que les suivants : *Loriol*, ancien fief de la Bresse, appelé autrefois *Lauriol* et plus anciennement de *Auriolo*¹; *Loriol*, près de Carpentras; ORIOI (Drome); *Oriol* en Trièves (Isère), appelé les *Auriols* dans le XVII^e s., et *Auriolum* en 1179; les tours d'*Oriol*, aujourd'hui en ruines, près d'Annonay; *Oriole* (Italie); beaucoup de hameaux appelés les *Oriols* et les *Auriols*, et peut-être *Uriol* (*Uriolum*), près de Vif (Isère), et *Orriules* (Basses-Pyrénées). Ils ont la même racine qu'*oriolum*, *orreolum*, *orrium*, en b. l.; *orri* et *urri*, en prov.; *oriol* dans le XIV^e s.; *oriel*, en k., porche, bâtiment, grenier (*horreum*, en l.), et peut-être *hori*, maison, domaine, en t.². Voir *Eurre*. Jusqu'au XII^e s., Montauban s'appelait *Montauriol* (maison de la montagne).

Par suite d'une erreur ou d'un vice de langage, dans le nom de LORIOI, l'article *le* a été incorporé au substantif; il en a été de même du nom de l'oiseau appelé, à cause de sa couleur dorée, *aureolus* et *auriolus*, en b. l., *oriol*, en v. fr., et aujourd'hui *loriot*. Genin³ cite de nombreux exemples analogues,

(1) CHARVET, *Histoire de l'église de Vienne*, p. 778.

(2) Comme dans *Biscoffeshori* (maison de l'évêque). — Voir FORSTEMANN, p. 106.

(3) *Récréations philologiques*, t. I, p. 102.

notamment *lierre*, pour le *hierre* (*hedera*); *lendemain*, pour *l'endemain*, le jour en demain; *landier*, pour *l'andier*, le che-net (*anderium*, en b. l.), etc. On peut ajouter les noms de lieu suivants : *Lille* (Nord et Vaucluse); *Lourouer*, *Lorouer*, *Loreux*, *Louroux* (l'oratoire, la chapelle, oratorium, dans les actes latins); *Lerm* (*Eremus*); *Lorme*, pour l'*Orme*; la *Guienne*, pour l'*Aguienne* (*Aquitania*), etc.¹. Pour *Malataverne*, voir *Bégude*.

MANAS, près de Marsanne, se nommait *Mannal* (peut-être pour *Mannas*) en 957 (*Cart. de Saint-Chaffre*, p. 7); *Manacium*, en 1219; *Manas*, en 1269, 1332 et 1381. Aymar de Poitiers céda en 1269 ses droits sur *Manas* et Cléon aux chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, et ce fief faisait partie de la commanderie du Poët-Laval en 1789 (Valbonnays, t. II, p. 162, et M. Lacroix, 85^e lettre). MANAS appartenait à la même série de mots que *manas*, maison, domaine, en erse; *mana*, en br.; *mān*, en pers.; *μῶν*, en gr. (*μεινῶ*, *manere*, habiter); *mena*, en lithuanien; *mansio*, en l.; *mainear*, *manoir*, en éc. et en irl. (Pictet, t. II, p. 242; Taylor, p. 230; Bellot, p. 33).

MANTAILLE, près d'Anneyron, est dominé par un château fort détruit en 1403 par le seigneur de Torchefélon (Charvet, p. 221) et dont les ruines appartenaient en 1789 aux Montchenu. C'est là que se réunirent, en 879, les prélats et les seigneurs qui donnèrent à Boson la couronne de Bourgogne; ce fief appartenait en 1618 à Jean Ducros, et dans le siècle suivant aux Lelerc; il est appelé *Mantala* en 879; *Mantalia* dans l'*Inventaire* de 1277 (l'abbé Chevalier, N.^o 252) et *Mantula* dans le *Pouillé* de Vienne, p. 13. Le nom de MANTAILLE est une variante de celui de MANTHE ou MENTHE, près de Moras, *Mantula* en 1494, et plus tard *Mantols*, qui appartenait en 1766 au président de Murat; il a la même racine que ceux de *Mantala*, station romaine près de Chambéry; *Petromontalum*, ville romaine entre Rouen et Paris (maison de pierres); *Manthelan* (Indre-

(1) A. DE CHEVALLET, t. I, p. 557; — HOUZÉ, p. 50; — QUICHERAT, p. 25; — CHOTIN, *Études étymologiques et archéologiques sur les noms de lieu du Hainaut*, p. 12.

et-Loire); *Mantalomagus*, synonyme de *Campville*, près de Toulouse (*mayus*, camp, emplacement, colonie); *Mantallot*, *Mantelin*, *Mantet*, *Manton* (diminutifs) et peut-être *Mantoue* (*Mantua*).

Ces noms se rattachent au sanscrit *mand*, se reposer, dormir, qui a formé *mandira* et *mandura*, maison (*mandar* et *mandir*, en hind.; *manden*, en pers.); *māndan*, habiter, en pers.; *μανδρα*, étable, grange et couvent, en gr.; *manta*, maison, et *mantare*, demeurer, habiter, en l.¹ : Voir *Manas*. Pour *mend*, *mand* (montagne), voir *Menée*, § I.

MAS ou le *Mas*, les *Massots*, le *Mazet*, *Maizières*, *Mézières*, *Massel*, *Mazas*, les *Mazis*, *Meysse* (Ardèche), *Mixanum*, dans le X^e s., *Meyzieux* (Isère), *Masiacum*, en 1128, etc., se rattachent au sanscrit *vas*, demeurer, habiter (*wasian*, en goth.), d'où *vasa*, *vasi*, maison (*waren*, en t.); ce radical a de nombreux dérivés, notamment : *masa*, *marada*, *masium*, *massellus*, maison, *mas*, en b. l.; *meix*, en v. fr.; *mason*, en picard; *mois*, en normand et en finlandais (Pott, 420 et 423); *moisson* et *moichon*, en lorrain; *mansio*, en l. (*manere*, habiter), etc. Pour *Mazenc*, v. le § V.

MEYMANS, près du Bourg-du-Péage, qui appartenait dans le XVIII^e s. aux du Puy-Monthbrun, s'appelait *Mæsmans* en 1233 et 1253 (*Cart. de Léoncel*); *Maymanum*, en 1240; *Maimas*, en 1251; *Maymans*, en 1261 (*idem*). La seconde partie du nom rappelle la *mansa* ou ferme du moyen âge qui a formé le nom d'homme *Mansard* (*mansarius*, fermier); quant à la première, j'avoue mon embarras : rappelle-t-elle le *maes* ou *magus* celtique, le *metz* flamand, terrain vacant, inculte²? Est-ce une variante du nom de *Meylan* (Lot-et-Garonne), *Mediolanum*, et de *Meylan* (Isère), *Meyolanum*, et MEYMANS veut-il dire domaine du milieu, domaine central? Je ne sais; les deux formes diverses du nom latin autorisent ces deux hypothèses.

La MURE, la Murette, les Murets, les Murots, Murols, etc.,

(1) PICTET, t. II, p. 19, 242; — TAYLOR, p. 230.

(2) CHOTIN, *Études étymologiques sur les noms du Hainaut*, p. 14.

sont des noms communs à beaucoup de granges, de hameaux ou de bourgs : ils viennent de *mura*, *murata*, *muratum*, *muratum*, maison et quelquefois village ou château fort. De même que *murus*, en l.; *mur*, en fr., en irl., en k., en ang. s., en scand. et en pol.; *muri*, en t.; *mauer*, en all., ils se rattachent au sanscrit *mura*, qui a le même sens et dont la racine est *mur*, entourer, environner¹. Le fief de la MURE, près de Châteauneuf-du-Rhône, qui appartenait en 1640 à Aimar de Saint-Ferréol, et en 1745 à Gédéon de Saint-Ferréol, a donné son nom à la famille Rivière de la MURE. La Mure (Isère) est appelée *Mura* en 1085 (*Cart. de Saint-André*, p. 265), et *Murinais*, *Murinacium* et *Murinesium*. Les noms d'homme *Murard*, *Muraire*, *Muratori* veulent dire maçon.

D'après le D.^r Long², le NEOMAGUS de Ptolémée ne peut pas être placé à NIONS ou NYONS, mais à Saint-Paul-trois-Châteaux ; on arrive à cette conclusion en tenant compte des distances de la table théodosienne et de l'itinéraire de Bordeaux à Jérusalem ; mais on ignore si Ptolémée a donné, par erreur, le nom de *Neomagus* à l'*Augusta Tricastinorum*, ou si réellement il y avait chez les Tricastins une bourgade appelée *Neomagus*. Dans cette dernière hypothèse, ce nom, commun dans les Gaules comme aujourd'hui celui de *Villeneuve*, et qu'on ne rencontre même pas dans les documents du moyen âge, contrastait peut-être avec celui de *Senomagus*, conservé dans Saint-Pierre-de-Sénos. On a trouvé autour de ce village, construit au pied de la montagne sur laquelle était l'antique *Aeria* (v. le § V), beaucoup de débris gallo-romains et des mosaïques, dont une, assez bien conservée, a été transportée à Bollène, distant de trois kilomètres environ.

On rencontre une autre trace du nom de SENOMAGUS ou vieux village dans un acte du 11 octobre 1415, cité par M. l'abbé Fillet dans son *Histoire des Adhémar de Grignan* : on y mentionne Dominique de *Seno Villari*, dit Mangin, habitant de

(1) PICTET, t. II, p. 245; — BURNOUF, p. 510.

(2) *Recherches sur les antiquités romaines du pays des Voconiens*, p. 174.

Bollène. Peut-être aussi ce nom de *Neomagus* a-t-il été porté momentanément par l'*Augusta Tricastinorum*, lorsqu'une ville romaine ou neuve remplaça, au pied de la colline de Sainte-Juste, la cité gauloise ?

Les formes anciennes du nom de NYONS sont : *Castrum Nyonis* (1200); *Nionis* (1263); *Niomis* en 1302 et 1309 (Valbonnays, t. II, p. 119 et 122); *de Nihoniis* en 1310¹; *de Nyoniis* en 1314. Les documents épigraphiques nous manquent, si l'on excepte les fragments d'une inscription qui existe à Tain, d'après laquelle les *Noiomagenses* avaient élevé un monument à Valerius, questeur de la colonie de Vienne. Trois de ces fragments sont mentionnés par Herzog²; le quatrième a été récemment découvert à Tain par M. Allmer, qui a eu l'obligeance de me signaler le mot latin qu'il croit pouvoir s'appliquer aux habitants de NYONS. Ce fief a appartenu aux Montauban (1230); aux Adhémar (1294); aux Dauphins et au domaine du Roi, et les la Tour en ont été coseigneurs en 1600.

De même que beaucoup d'autres noms de lieu gaulois, *Nyons* a perdu son suffixe *mag.* ou *magus*, correspondant au latin *mansio*; on peut citer notamment : *Argenton* et *Argentan* (*Argentomagus*); *Riom* (*Ricomagus*); *Rouen* (*Rotomagus*); *Noyon* (*Noviomagus* et *Noviodunum*); *Nyon*, en Suisse (*Novidunum* et *Noiodunus*³, plus tard *Niuns* et *Nions*), etc. *Neomagus* était synonyme du *Neumagen* allemand, du *Neuville* et *Neuvic* français, etc. On regarde ce nom comme hybride; mais il est probable que sous l'influence de la langue grecque la première partie du nom a été altérée et que dans les bouches gauloises elle devait se rapprocher beaucoup plus de *néoue* et *nevez*, en ancien armoricain⁴, que du *νεος* grec, neuf, nouveau; *novus*, en l.; *nowid*, en br.; *nevyz*, en gal.; *neu* et *neow*, en t., viennent de *navas* et *navyas*, nouveau, en s. c. t.

(1) L'abbé CHEVALIER, *Inventaire des archives des Dauphins* en 1346, p. 5, 54, 234.

(2) *Gallia Narbonensis historia*, v.° Vienna, p. 109.

(3) GUÉRARD, *Essai sur le système des divisions territoriales de la Gaule*, p. 21.

(4) BELLOQUET, t. I, p. 211.

Quant à *magus*, abstraction faite de la finale latine, c'est le *mag*, *magh*, *magen*, *maes*, *md*, lieu, emplacement, maison, colonie, des langues neo-celtiques, tiré du *mahi* sanscrit qu'on retrouve dans *maon* en hébreu¹. *Sen*, vieux, en irl. et en éc.; *hen*, en k.; *hean*, en br., correspondent au *senex* l. et au *sanaya* sanscrit.

NOCASE, *Nova Casa*, près de Montélimar, qui appartenait en 1527 à Jérôme de Vesc, a donné son nom à une des nombreuses branches de la famille Rivière. Le nom de NOVEYSAN, près de Nyons, *Novaysanum* en 1292, *Noveysianum* en 1334, pour *Nova Eysia*, v. *Eyzahut*, § I, veut dire aussi nouvelle maison. Ce fief a été la propriété des Adhémar de Grignan (XII^e s.); des Poitiers (XV^e s.); des de Seytres (XV^e); des d'Urre, dits de Brotin et de Montanègue (XVI^e et XVII^e s.); et des Castellane, qui le vendirent à François Suffise de la Croix, dont la fille l'apporta à Jean Ripert d'Alauzier, seigneur de Rac, qu'elle avait épousé en 1693. Son fils, Jean-Joseph Ripert d'Alauzier, seigneur de NOVEYSAN ou *Novésan* et de Rac, transporta le premier de ces noms à un petit castel situé près de Montélimar (qui a passé, par succession, aux familles de la Coste et Baroncelli de Javon), sans doute à l'époque où il cessa de posséder la seigneurie du village, qui appartenait par indivis en 1766 aux d'Agoult et aux de Bruges, et en 1789 aux Blacons et aux de Bruges. Pour *Ocellon*, voir *Aucelon*.

ORIOU-en-Royans se nommait *Auriolum* en 1191, 1234 et 1265 (*Cart. de Léoncel*), *Oriolum* en 1477. Le comte de Tallard en était seigneur en 1686; et ce fief faisait partie du duché-pairie d'Hostun, créé en 1712. Voir *Loriol et Hostun*, § V.

On appelle *pisé*, en dialecte dauphinois, des murs établis au moyen de deux planches parallèles entre lesquelles on place de la terre argileuse, qu'on bat fortement avec une massue ou *pisoir*. Pline (lib. 35, c. 14, v. *formacei*) mentionne des murs de terre faits de la sorte, communs en Espagne et en Afrique, et Monteil² dit que cet usage existe dans le Lyonnais depuis un

(1) ZEUSS, p. 5, 96; — HOUZÉ, p. 89; — QUICHERAT, p. 49; — BELLOQUET, t. I, p. 219; — GESENIUS, p. 596.

(2) MONTEIL, *Histoire des Français des divers États*, t. I, notes, p. 19.

temps immémorial. Le mot *pisé* vient de *pisare*, piler, frapper, en l.; *pisar*, en esp.; *pizar*, en port.; *πισσεν*, en grec, du sanscrit *pis*, qui a le même sens (Burnouf, p. 413) et qui a formé *pista*, objet pulvérisé, farine, d'où *pistor*, boulanger, en l., *pistre*, en v. fr., qui est aussi un nom d'homme, *pistare*, pétrir et fouler aux pieds, en b. l.; *piste*, empreinte des pas, etc. Voir *Teipe*.

Plusieurs localités ont emprunté leur nom à ce mode de construction; on peut citer : les Pizes, près de Taulignan, la *Pize* (en 1700, il y avait dans les environs de Crest une famille de la *Pise*, sans doute une branche de celle d'Orange); *Pisieu* (Isère), *Pisaicum*, dans le XI^e s.; *Pisey*, ancien fief des environs de Lyon, *Peseium* et *Piseis*; le *Pizay*; le *Pisou*, et probablement *PISANÇON*, près du Bourg-du-Péage et Hautes-Alpes. Les anciennes formes du nom de *PISANÇON* (Drôme) sont : *Pisançonio*, en 924; *Pisancianum* et *Pisantianum*, en 1070, 1099, 1188; *Pisanczan*, en 1261 (M. Giraud, *passim*; *Cart. de Léoncel*, p. 205) et *Pisencens* (1185). Ces noms se rapprochent beaucoup de celui de *Pisanzat*, domaine dépendant de la paroisse de Genis-sieu, en 1155 (M. Giraud, *preuves*, t. III, p. 128).

Le château de *PISANÇON*, qui a donné lieu à tant de querelles, faisait partie de la dotation primitive assignée par saint Bernard à son monastère (IX^e s.), dit M. Giraud, t. I, p. 67. Il a appartenu aussi aux Clérieux (XIII^e s.), aux Dauphins et aux Poitiers, qui l'achetèrent en 1376; Henri de Lorraine, petit-fils de Diane de Poitiers, le vendit en 1584, ainsi que le comté de Saint-Vallier, à Jean de la Croix de Chevières, d'une famille de Romans, appelée *de Cruce* dans des actes de 1376 et 1378. L'élégant château, bâti près des ruines de l'ancien, appartient aujourd'hui à M. Henri de la Croix de Chevières, marquis de *PISANÇON*. Il est difficile de bien déterminer la valeur de la seconde partie de ce nom. Nous avons vu, au mot *Aulan*, que la finale *anc* était commune dans les noms gaulois; la terminaison *ence* (dont *ançon* est le diminutif) convertit en substantif la qualité indiquée par le radical, comme dans semence, résidence; enfin, *çon* est une altération de *cella*, maison, et *son* veut dire cours d'eau (v. le § III). Il est probable que le nom

est antérieur à la construction du château; il a dû être donné à des maisons en terre, semblables à celles qu'on rencontre dans tous les environs.

Aymar du Rivail (p. 42, *édition Macé*) rattache le nom de *Pisançon* à celui de la famille romaine des *Pisons*, dont un membre, *Cæcilius Piso*, a été inhumé à Vienne. La forme du nom aurait été *Pisoniacus* ou *Psonianus* (au lieu de *Pisanconum*, comme dans *Juliacum*, *Aureliacum*, *Floriacum*, *Pompeianus*, aujourd'hui *Pompignan*, etc. (v. MM. Houzé, p. 67, et Quicherat, p. 35). Pour *Réauville*, v. *Villeperdrix*.

Le nom de la RÉPARA, près de Crest, *Ripparia*, en 1313, dont M. Dumont était seigneur en 1789, de même que le substantif *repaire*, voulait dire primitivement habitation fortifiée, enclos, *riparia*, *repparia*, *reparium*, *reperium*, en b. l. *Ripa*, rive, signifiait aussi rocher, écueil dans le même idiome; on appelle *ripes*, en Franche-Comté, des montagnes rocailleuses; *riif*, rocher, récif, en t.; *rif*, en holl.; *ripa*, en it. *Beurepaire* (Isère) est appelé *Castrum Belli Repayre*, en 1317; un acte de 1444 mentionne Pierre de Geoffre, seigneur du *Repayre* de Chabrignac en Limousin.

SALE, la *Salle*, les *Salles*, *Salet*, la *Salette* sont des noms communs à beaucoup de localités. En 1392, le village de SALES (*de Salis*), près de Grignan, fut pris par les troupes de Roger Raymond de Turenne; peu de temps après, Giraud Adhémar, baron de Grignan, confirma la seigneurie de *Sales* à Milet et à Isnard d'Audifred, se réservant le titre féodal et l'hommage¹; dans le XVI^e s., ce fief appartenait aux Boulogne ou Bologne et plus tard à Isaac Bac; en 1634, Jeanne Aubert, veuve d'Olivier de Serre, sa nièce, vendit au comte de Grignan, pour 36,000 livres, les seigneuries de SALES, Bayonne et Sarçon, qui passèrent dans le XVIII^e s. aux du Muy. SALETTE, canton de Dieulefit, faisait partie de la commanderie du Poët-Laval; mais plusieurs familles ont porté le titre de seigneur ou de co-seigneurs de *Salette*, notamment les Guion ou Guyon, qui ont

(1) *Annales de l'abbaye d'Aiguebelle*, t. I, p. 269; — Notes de M. DEVEZ.

succédé, dans le XVI^e s., aux biens et au nom de la famille de Geys de Pampelonne, du Vivarais, et les de Lattier (XVIII^e s.); le château appartient aujourd'hui à M. Champin.

Ces noms sont empruntés à un radical qui a fourni un grand nombre de dérivés : *sala* et *salla*, maison, construction, en b. l. Dans certaines provinces, la *sala*, *sella* ou *cella* (v. *Chey-lard*) était une maison bâtie par les colons, lorsque les terres à eux concédées étaient éloignées du village; elle est souvent devenue plus tard le commencement d'une nouvelle agglomération d'habitants. *Čálá* et *śálá* veulent dire maison, en s. c. t.; *sal*, en t., en ang. s. et en sc.; *saal*, en al.; *zaal*, en hol.; *zala*, en russe et en hongrois; *sala*, en it. et en esp.; *sal*, en br.; *salle*, *salon* (pièce principale); *halle*, palais, vaste maison, dans les idiomes germaniques, comme le *White-hall* de Londres (*aula*, en l.; *αυλη*, en gr.), dérivent de la même source¹. La terre *salique* était celle qui touchait à la maison; elle devait passer aux mâles à l'exclusion des femmes.

Le fief de SÉDERON a appartenu aux Mévouillon, aux Dauphins (1317), aux Simiane (XVI^e et XVII^e s.) et aux Astoaud de Murs, du Comtat (XVII^e et XVIII^e s.). Le nom de ce bourg, *Sedarorum*, en 1293 (*Inventaire de 1346*, p. 221); *Sederorum*; *Castrum de Sadarone*, paraît être un diminutif de *sedes*, *sedius*, *sedium*, *sedia*, maison, domaine, emplacement, en b. l., formé probablement du mot hypothétique *sederium*, analogue à *sediolum* et *sedetum*, cités par du Cange, desquels dérivent aussi *Sédières*, *Sédillon*, *Sédillot*, la *Séde*, etc. SÉDERON est un composé semblable à *Courteron* (Aube), venant de *curtis*; à *Villeron* (Seine-et-Marne et Seine-et-Oise), venant de *villa*; à *Vellerot* (Yonne), *Villeretum*, en 1235, etc.; de même que *sedes*, demeure, résidence, en l.; *sed*, *set*, *sæd*, *sæt*, *zeet*, dans les langues germ.; *sed* et *sead*, en éc.; *sidu*, en slave, il a pour racine *sadas*, qui a le même sens en sanscrit et vient de *sad*, se placer, demeurer (*Pictet*, t. II, p. 239; — *Forstemann*, p. 105).

(1) *PICTET*, t. II, p. 241; — *BURNOUF*, p. 644 et 711; — *ERCHOFF*, p. 188; — *A. DE CHEVALLET*, t. I, p. 606.

SERVES, près de Tain, *Castrum Cervie* dans l'*Inventaire de 1277*; *Servia* dans celui de 1346; *Cervia*, en 1303 et 1363; *Servia*, en 1470, d'après la *Notice historique* publiée par M. l'abbé Vincent, existait déjà dans le XI^e s. Ce fief, qui a porté le titre de baronnie, appartenait aux Dauphins (XIV^e s.); il passa à Gérard d'Anjou et de Roussillon, et en 1485 aux Mitte de Miollans, qui le vendirent en 1605 aux la Croix de Saint-Vallier. Ce nom et ceux de SERVES, près de Bouvantes; du bois des Serves, près de Saint-Jean-de-Bournay (Isère); de *Servian* (Hérault), *Cervia*, *Cervianum*, *Cirvianum*, dans les XI^e et XII^e s.; *Servièrès*; *Cervièrès*; *Cervon* (Nièvre), *Cervidunum* (coteau du cerf), en 843, etc., ont la même racine que *cerveia*, parc, vivier, destiné à renfermer des cerfs et toute espèce d'animaux, ou *serva*, *serve*, réservoir (*servoir*, en v. fr.), qui s'appliquait non-seulement aux poissons, mais aux quadrupèdes et aux oiseaux que l'on *conservait* vivants. Ces mots, correspondant au *cerwyn* ou *kerwyn* gallois (Zeuss, p. 792), ont la même racine que *servus*, *serf*, esclave, qui désignait dans le principe un prisonnier de guerre conservé pour en faire un esclave (*sarvas*, sauf, entier, en sanscrit).

Viviers, de même que Serves, est bâti sur le bord du Rhône. Son nom latin *Vivarium* signifiait aussi *vivier*, parc, garenne¹ où l'on enfermait les animaux *vivants*. Le nom de cette petite capitale qui a remplacé *Alba Elviorum* détruite par les Vandales, était dû sans doute au parc ou à la maison de chasse de quelque riche Gallo-Romain. Il a été appliqué plus tard, avec une modification, au pays tout entier, au *Vivarais*, ce qui n'empêche pas Andéol Vincent, un des promoteurs et des historiens du *camp de Jalès*, formé par les royalistes en 1792, d'écrire (p. 6) que le mot *Vivarais* est formé de *vivat rex*, annonçant que plus d'une fois les habitants de ce pays se dévouèrent à la défense du roi.

SOLÉRIEU, près de Saint-Paul-trois-Châteaux, où les Templiers

(1) DÉZOBRY, *Rome au siècle d'Auguste*, t. III, p. 299, fait la description d'un vivier, vaste parc où l'on élevait toute espèce d'animaux.

possédaient des biens considérables, est un nom emprunté à la même racine que le *Soler*, le *Solers*, *Solier*, le *Solier*, *Sollier*, le *Soulié*, le *Soulier*, *Soulières*, *Soulery*, etc. En 792, Charlemagne aurait donné, dit-on, le fief de SOLÉRIEU à l'évêque de Saint-Paul; ce qui me paraît très-douteux; en 1272, il appartenait à Raimond de Baux (Pithon-Curt, t. IV, p. 314); d'après une note que m'a communiquée M. Devez, il fut vendu en 1384 par Pons de Reynaud à Jean de Muros. Ce dernier en fit donation au chapitre de Saint-Paul, qui le conserva jusqu'en 1789. Saint-Raphaël est le principal hameau de cette commune de trois cents habitants.

(A continuer.)

BON DE COSTON.



SAINT BERTRAND DE GARRIGUE

(DES FRÈRES PRÊCHEURS)

COMPAGNON DE SAINT DOMINIQUE.

SA VIE ET SON CULTE.

In memoria æterna erit justus.

(Ps., CXI, 7.)

(SUITE. — Voir la 16^e livraison.)

PREMIÈRE PARTIE.

VIE DE SAINT-BERTRAND.

I

On ne connaît pas d'une manière bien précise le lieu où saint Bertrand reçut le jour.

« Si nous en croyons la tradition locale, dit un religieux » dominicain, saint Bertrand naquit à Bouchet même, dans » un quartier nommé *les Garrigues*. On montre encore une an- » cienne maison dont le temps a noirci les murailles, et on dit » que là fut le berceau du serviteur de Dieu. Des auteurs cepen- » dant le font naître près d'Arles, d'autres dans le voisinage » d'Alais. Cette divergence ne doit pas nous étonner, car le » nom de *Garrigue*, mot provençal qui signifie lieu planté » de petits chênes verts, est très-répandu dans le midi de la » France. Pour moi, ajoute-t-il, s'il m'était permis de formuler » mon avis, malgré l'autorité des écrivains, je donnerais la pré- » férence à l'immémoriale tradition de Bouchet. J'estime les

» traditions, et si dans les détails quelques inexactitudes par-
 » viennent à se glisser, du moins reposent-elles sur un fond de
 » vérité respectable ¹. »

Après un sérieux examen, ce sentiment paraîtra le plus probable, si on le compare aux diverses opinions qu'a pu faire naître une certaine obscurité des premiers écrits sur la vie de saint Bertrand.

Le plus ancien chroniqueur qui ait parlé de lui est Étienne de Salanhac, son contemporain. Né en 1210, il entra dans la compagnie des Dominicains en 1230, fut nommé prieur du couvent de Limoges en 1249, et s'occupa activement de l'histoire de son ordre dans deux *traités* qu'il termina en 1278. Malheureusement, ces ouvrages pleins d'intérêt historique ne sont pas arrivés jusqu'à nous tels qu'ils sortirent de la plume de ce savant religieux. Bernard Guidonis, son disciple et son compilateur, y ajouta quelque chose, et y mit la dernière main au couvent de Toulouse, vers 1307, époque à laquelle il fut chargé par le pape Clément V de veiller à la conservation de la foi contre les restes de l'hérésie albigeoise.

Le manuscrit de Guidonis, il faut l'avouer, est, sans contredit, ce que nous avons de plus authentique ²; mais il contient une addition, ou au moins une faute de copiste qui laisse dans l'esprit des savants la plus grande incertitude sur la véritable patrie de notre bienheureux.

On lit, en effet, dans le texte : « Frère Bertrand de Garrigue, » provincial de Provence, fut appelé de Garrigue du lieu de son » origine, près d'*Alestium* ³, » mot resté inintelligible jusqu'à ce

(1) *La Couronne de Marie*, N.° 11, p. 364; Lyon, 1869.

(2) Ce précieux manuscrit sur parchemin a pour titre : *MS. Rutenen. Bernardis Guidonis*, et il fut écrit avant 1310. Il est aujourd'hui à Rome, dans les archives générales de l'ordre des Prêcheurs, au couvent de Sainte-Marie de la Minerve. L'extrait que nous avons sous les yeux a été délivré par le custode des archives, Fr. Vincentius Ligier, provincial de la Terre-Sainte, dont la signature est dûment légalisée, à la date du 7 mai 1869, par le Rév. P. Gendel, maître général de l'Ordre.

(3) *Frater Bertrandus de Garriga, præfectus de provincia Proventiæ, a loco suæ originis sic cognominatus prope Alestium oriundus* (Ms., p. 56).

jour, après avoir exercé, mais en vain, toute la sagacité des enfants de saint Dominique.

Jean de Réchac copie simplement son auteur avec cette variante : *Alestum*, pour *Alestium*, et croit que ce religieux d'une famille provençale naquit dans un bourg appelé Garriga, près de la ville d'*Alest* ¹.

Mamachi substitue au mot *Alestium* celui d'*Alesia* :

« La Garrigue, dit-il, est une rue ou un quartier de la ville » d'*Alesia*, que l'on appelle vulgairement Alais, dans la Gaule » narbonnaise ; c'est de là et pour cette raison que Bertrand est » appelé de Garrigue ². »

Echard lit d'abord *Arelatum*, Arles ³ ; mais ensuite il se ravise, pour tenter de mettre d'accord entr'eux les auteurs qui sont venus après Étienne de Salanhac et Bernard Guidonis, car il dit ailleurs : « Frère Bertrand, dont on fait ici l'éloge, était » nommé de Garrigue du lieu de son origine, d'une métairie » près de la ville d'*Alestum* ou *Alesia*, communément appelée *Alès* ⁴. »

Notons en passant qu'Alais, dont le nom primitif est *Alesia*, n'a été nommé *Alestum* par les auteurs qu'après Guidonis.

Enfin, quelques historiographes modernes, aussi mal inspirés que leurs devanciers, croient avoir dénoué le nœud gordien, en nous conduisant près d'*Aleth*, autre ville épiscopale du Languedoc ; c'est une nouvelle variante à enregistrer : *Aleth*, en latin *Electa* et *Alecta*, est loin d'*Alestium*.

(1) *Vie de saint Dominique et de ses premiers seize compagnons* ; in-4°, Paris, 1647.

(2) *Garriga* est vicus ad *Alesiam* urbem, quam *Alais* Galli nominant, in Gallia Narbonensi ; quo ex vico Bertrandus fuit, ob eam causam, de *Garriga* appellatus. (*Annalium ord. Prædicatorum*, lib. 2, p. 367. Romæ, 1756, in-folio.)

(3) Primi Dominici socii a Stephano Salanhaco et Bernardo Guidonis numentur : Bertrandus de *Garriga* a loco natali ad *Arelatum* sic nuncupatus..... (*Scriptores ordin. Prædicatorum*, in-folio, Paris, 1719, t. 1, p. 13, note d'Echard).

(4) Fr. Bertrandus, hic laudatus, de *Garriga* nuncupabatur a suæ originis loco, villa ad *Alestum* seu *Alesiam* vernacule *Alès*, civitatem (*Ibid.*, p. 16).

Convaincu que toutes ces opinions, nées d'un mot mal copié, ne reposent sur aucun fondement, le Père Touron a sagement mis de côté l'expression de Guidonis, pour chercher la vérité dans l'ancienne tradition de l'Ordre, qui fait naître saint Bertrand en Provence ¹, et dans la croyance populaire du Comtat, qui se glorifie de lui avoir donné le jour. Voici comment il fait concorder ces deux témoignages : « Ce saint religieux, dit-il, » naquit dans le Comtat Venaissin, qui, dans le douzième siècle, » était dépendant des comtes de Provence ². »

Cet aveu, dans la bouche de l'illustre Frère Prêcheur du diocèse de Castres, a une valeur historique d'autant plus remarquable qu'il était intéressé à la gloire du Languedoc. Si son amour pour la vérité le décide à nous faire regarder l'ancienne province du Saint-Siège comme le berceau du fidèle compagnon de saint Dominique, c'est, sans doute, après avoir constaté, comme nous, que le bienheureux Bertrand est inconnu dans les villes d'Aleth et d'Alais, et que jamais sur leur territoire on n'a vu ni bourg, ni quartier, ni métairie porter le nom de *Garrigue*. Aussi, dans cette grave question, tout écrivain impartial se sent-il comme entraîné à sa suite par l'influence de son autorité. Pour n'en citer qu'un exemple, nous nommerons le savant auteur de l'histoire hagiologique du diocèse de Valence qui, en embrassant le sentiment de ce Dominicain, n'oublie pas de nous faire remarquer la profonde vénération des habitants de Bouchet pour la mémoire de saint Bertrand ³.

Le Père Touron, il est vrai, ne parle pas du lieu de son origine ; mais, au milieu du silence de l'histoire, on entend la voix traditionnelle du peuple de Bouchet revendiquer seule, parmi les nombreux villages du Comtat, l'honneur d'être sa véritable patrie.

(1) Voyez le bienheureux Jourdain et Thierry d'Apolda, dans les *Bollandistes*, t. I^{er}, p. 550-577.

(2) *Vie de saint Dominique, avec l'histoire abrégée de ses premiers disciples*, p. 654. — In-4°, Paris, 1739.

(3) L'abbé NADAL, p. 335.

Il est donc permis de croire que le saint naquit réellement sur les terres seigneuriales de Notre-Dame-du-Bosquet.

Dans cette hypothèse, le *prope Alestium* de Guidonis, ou le *prope Alestum* de ses copistes devait se lire primitivement dans Etienne de Salanhac : *prope Licium*, près du Lez. Par cette substitution de mots, ne semble-t-il pas que les auteurs, en tenant compte de certaines analogies locales, ont voulu latiniser un nom vulgaire, pour le rendre plus compréhensible ? Au lieu de *Licium*, ils auraient dit *Alestium* ou *Alestum*, le Lez, comme pour imiter la forme de divers noms de lieu du voisinage, tels qu'*Avisanum*, Visan, *Abolena*, Bolène, deux villes assises sur les bords de ses eaux.

D'ailleurs, tout nous porte à croire que par le mot *Alestum* les anciens documents désignent réellement le Lez, qui était situé dans l'ancienne Provence, et dont la rive gauche, en formant les limites du haut Comtat Venaissin, bornait le territoire féodal de l'abbaye de Bouchet ; car, dans la direction de cette rivière, se trouve précisément le quartier des Garrigues (*de Garrigiis*), peuplé aujourd'hui de 240 âmes ; et, à vingt mètres environ de l'oratoire dédié à saint Pierre, on vous montrera encore l'antique *Villa des Bertrand*, où serait né le bienheureux, vers le milieu du XII^e siècle.

Monuments, topographie, tradition, tout s'accorde, tout nous invite à conclure, en traduisant un titre fort ancien, que « Frère » Bertrand des *Garrigues* fut ainsi surnommé du nom de la *villa* » ou du *lieu* de son origine, situé près du Lez, en Provence¹. »

(1) *Frater Bertrandus de Garrigiis a villa seu loco sue originis, prope Alestum in Provincia, sic cognominatus* (Ms. de la Bibliothèque impériale, N.^o 4348).

Nous avons un extrait de ce précieux manuscrit, qui vient après celui de Guidonis, et dont l'authenticité nous est garantie par M. Donœur. Voici son procès-verbal : « L'an de N. S. mil huit cent soixante et neuf, le 29 » novembre, je, Armand-Jean-Marie Donœur, archiviste-paléographe, sous- » signé, déclare m'être rendu, sur la demande du T. R. P. Prieur du » couvent Saint-Jacques de l'ordre des Frères Prêcheurs, à Paris, à la » Bibliothèque impériale pour y examiner un manuscrit latin, N.^o 4348,

II

« La Providence n'a pas voulu, dit un pieux auteur, que le » récit des premières années du saint parvint jusqu'à nous ¹. » L'histoire, en effet, est muette à cet égard, et nous n'avons à offrir à la curiosité de nos lecteurs qu'une populaire légende transmise par les siècles.

Si jamais vous alliez visiter les belles ruines de Notre-Dame-du-Bosquet, demandez à la mémoire des vieillards, ces dépositaires sacrés des récits historiques d'un autre âge, quelle fut la jeunesse de Bertrand de Garrigue.

Notre saint, vous diront-ils, naquit aux *Garrigues*, et eut pour auteur, selon la croyance commune, un simple tenancier du domaine des *Bertrand*, dont la descendance se perpétue encore sous ce nom dans l'ancienne métairie. Quelques-uns cependant affirment que son père appartenait à la noblesse et possédait, sous la mouvance de l'abbaye, le fief des *Garrigues*, dont les *Bertrand* n'auraient été que les fermiers. On dit qu'après la mort du bienheureux la famille de *Garriga* vendit aux religieuses du

» ayant appartenu au couvent des Dominicains d'Aix, ainsi que le prouve » cette inscription qui est sur le premier feuillet : *Iste liber est sacristie » conventus Fratrum Predicatorum Aquensis*. — Ce manuscrit, qui est » dans un état parfait de conservation, doit être attribué, de l'avis de plu- » sieurs de mes collègues, recommandables par leur érudition et leur » gravité, et du mien, à la fin de la première moitié du XIV^e siècle; et » plusieurs dates éparses confirmant notre opinion le font remonter vers » l'an 1340. — Entr'autres opuscules compris dans ce manuscrit, il en » est un intitulé : *Catalogus priorum provincialium provincie Provincie , » ordinis Predicatorum*, dont j'ai transcrit le 1^{er} paragraphe concernant » le bienheureux Bertrand de Garrigues, ainsi qu'il suit : *Primus prior » provincialis in provincia Provincie fuit Frater Bertrandus de Garrigiis.....*, » etc..... Laquelle transcription je déclare avoir été faite et collationnée » par moi, scrupuleusement et avec le plus de soin qu'il m'a été possible; » en conséquence, je l'atteste en conscience sincère, fidèle et véridique. » En foi de quoi j'ai signé le présent procès-verbal, les jour, mois et an » susdits. Signé : Armand-J.-M. Donceour, archiviste-paléographe, Paris, » rue Saint-Sulpice, 38. »

(1) *La Couronne de Marie*, N.^o 11, p. 365.

monastère sa tenure primitive, et quitta Bouchet pour aller fixer son domicile dans la capitale du Comtat Venaissin ¹.

Quoi qu'il en soit, ajoutent-ils, Bertrand de Garrigue naquit le vassal de Notre-Dame et fut un de ces jeunes ouvriers que la grâce appelle, à la première heure du jour, pour travailler à la vigne mystique du père de famille.

Doué d'une intelligence précoce et d'une piété au-dessus de son âge, son premier emploi fut de remplir les fonctions d'un autre Samuel dans le sanctuaire de l'abbaye. Les exemples de sainteté que lui offrait chaque jour une foule de vierges, prosternées devant l'agneau sans tache, lui firent comprendre le degré de bonheur que les cœurs généreux doivent goûter au service du roi du ciel. Son âme simple et pleine d'innocence reçut alors par l'action de la grâce divine l'empreinte des vertus qu'il avait devant les yeux.

Les religieuses de Bouchet ne tardèrent pas à s'apercevoir des heureuses dispositions de cet enfant de prédilection. Reconnaisant que Dieu avait déposé entre leurs mains un trésor précieux pour sa gloire, avec l'autorisation de ses parents, elles en firent leur fils adoptif, et confièrent son éducation à leurs chapelains, religieux d'Aiguebelle. Le jeune Bertrand correspondit à la fois et aux pieuses leçons de ses maîtres, et aux vues de ses bienfaitrices : il fit de rapides progrès dans toutes les sciences qui ont Dieu pour objet, et conçut le dessein de se consacrer à lui sans réserve.

Deux voies étaient ouvertes à cette âme d'élite : la voie contemplative, avec les charmes de la solitude, ou la vie militante de l'apôtre, au milieu des agitations d'un siècle corrompu. La première convenait mieux à la tendre piété qu'il avait puisée dans le sanctuaire de Notre-Dame-du-Bosquet ; la seconde, à

(1) En 1252, on trouve en effet un *Raymond de Garriga* dans les environs de Carpentras. A cette date, ce chevalier et plusieurs autres seigneurs de Loriol passent un compromis avec Guillaume, évêque de Carpentras, et Hugues Lautando, leur prieur, au sujet des dîmes de l'église de Loriol (Bibliothèque de Carpentras, 6^e vol. de la collection Tissot). Ajoutez qu'en 1507 un Pierre de Garrigia, licencié en droit, est prévôt de l'église cathédrale de cette ville.

son zèle brûlant pour le salut des âmes qui courent à leur ruine. Mais en lui donnant une trempe d'esprit capable d'acquérir la plus éminente sainteté au milieu de la tourbe impie des plus grands pécheurs, Dieu lui avait tracé d'avance le chemin de sa vocation par des signes particuliers. Après l'avoir choisi pour témoin des crimes des Albigeois dans son pays natal, il avait fait retentir à ses oreilles le bruit de leurs nouveaux sacrilèges dans le Languedoc; et, plus d'une fois, au récit de ces scènes émouvantes, Bertrand avait senti battre son cœur d'apôtre.

Le pieux enfant est fidèle à l'inspiration céleste qui veut faire de sa personne un instrument de miséricorde: il reçoit avec soumission l'onction sacerdotale, et se dispose comme un autre Paul à braver tous les périls pour ramener la brebis égarée au bercail du Bon Pasteur.

Gaucherand occupait le siège épiscopal de Saint-Paul-trois-Châteaux ¹, lorsque le jeune missionnaire quitta le Tricastin pour se rendre en Languedoc, livré alors aux désordres les plus effroyables.

On dit qu'après s'être recommandé aux prières de ses bienfaitrices, et avoir salué Notre-Dame-du-Bosquet, la gardienne de son enfance, il partit à la suite de ses anciens maîtres, chargés par le pape Innocent III de remédier à l'hérésie albigeoise, qui, par ses rapides progrès, menaçait d'envahir la chrétienté tout entière.

(1) Gaucherand, d'abord religieux de Saint-Benoît et abbé de l'Île-Barbe, de Lyon, avait fondé, à l'occasion de sa visite au prieuré de Saint-Martin-de-Bolène, un monastère de treize religieuses de son ordre à Notre-Dame-du-Plan, sur le territoire de Mondragon. Les rapports qu'il eut alors avec le clergé de Saint-Paul déterminèrent son élection à l'évêché de cette ville. Il mourut en 1210, et voulut être enterré à l'Île-Barbe, ainsi que l'attestait autrefois une plaque en marbre mise sur son tombeau. Ce petit monument fait partie aujourd'hui des archives de l'église de Saint-Paul, où il a été transporté de l'Île-Barbe par les soins de l'abbé Martin, antiquaire et ancien curé de Clansayes. Il porte cette inscription : *Idus maii, depositio domini Gaucerani Tricastinensis episcopi et abbatis Insulæ-Barbaræ, cujus anima requiescat in pace.*

Nous relatons le déplacement de ce marbre pour qu'il ne soit pas, à l'avenir, pour l'archéologue un sujet d'erreur historique.

III

Munis de tous les pouvoirs de Rome, les nouveaux ouvriers évangéliques arrivèrent en Languedoc avec l'espoir d'éteindre bientôt le foyer de l'hérésie. Ils se mirent donc à l'œuvre et travaillèrent longtemps avec ardeur, mais, hélas ! sans succès, à cause du luxe que déployaient, malgré leur sainteté, les moines de Cîteaux, en se faisant accompagner dans la mission par leurs équipages et par le personnel de leur domestique.

Bertrand, il est vrai, n'avait ni cheval, ni serviteur pour aller à la conquête des âmes ; mais, malgré l'humilité et le zèle de son ministère apostolique, il était impuissant à contenir le torrent d'impiété qui débordait de toute part. A ce déluge de maux le saint n'opposait plus que la prière, lorsque Dieu suscite un autre jeune prêtre de son choix pour remplacer les abbés de Cîteaux dans la direction d'une œuvre gigantesque qui réclame l'énergie des grands dévouements et l'éclat des vertus les plus sublimes. On a déjà nommé Dominique de Guzman, chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin.

1205. — Par autorisation du pape, ce religieux espagnol vient se joindre aux missionnaires français avec son prieur, Diégo d'Azevedo, évêque d'Osma. Ses premiers succès sont merveilleux : il abat l'orgueil de l'hérésie par ses fameuses conférences, relève le courage des catholiques, et jette les fondements du célèbre monastère de Prouille, où il ouvre un asile aux pauvres filles de la noblesse, gravement exposées à perdre la foi et leur honneur au milieu d'une soldatesque licencieuse.

1207. — Témoin pendant deux ans des conversions nombreuses opérées par le zèle de son disciple, l'évêque d'Osma croit pouvoir le laisser seul un instant à la tête de l'œuvre. Il fait un voyage en Espagne et y meurt subitement en visitant son diocèse. Dominique le pleure comme un père, et les prêtres de la mission, en s'associant à sa douleur, se groupent autour de lui et le regardent déjà comme leur nouveau chef dans les combats du Seigneur.

Dieu sembla dire alors à cet autre généralissime, élu par son vicaire, ce qu'il avait dit autrefois à Gédéon :

« Vous avez avec vous une foule de combattants. Madian ne » sera pas livré entre les mains de tant d'hommes, de peur » qu'Israël ne se glorifie contre moi, et ne dise : C'est par mes » propres forces que j'ai remporté la victoire. Parlez à la milice » sainte, et faites publier ceci devant tous : Que celui qui est » tiède et manque de cœur s'en retourne en sa maison ¹. »

Dominique fit donc un appel aux hommes intrépides et pleins de dévouement. Or, il arriva, dit l'histoire, que les abbés de Cîteaux avec leurs religieux prirent le chemin de leurs monastères, et qu'il ne resta dans la mission que quelques âmes d'élite, parmi lesquelles on remarquait surtout le bienheureux Bertrand².

« Ce Bertrand, appelé de Garrigue, ajoute le pieux Humbert, était l'un des premiers disciples que le saint patriarche » avait rencontrés sur les terres albigeoises³; il fut dans sa » mission le premier compagnon de ses travaux, après le départ » pour l'Espagne de l'évêque d'Osma⁴. »

On aurait dit que la Providence l'avait choisi, après la mort de Diégo, pour remplacer ce digne prélat dans le cœur de Dominique.

Doué d'une tendre piété et d'une volonté ferme que rien ne rebute, le missionnaire provençal était déjà habitué à combattre l'ennemi commun par la prière et par la mortification, avant de connaître le religieux espagnol. Cette conformité de vues et de caractère avait d'abord fait naître entr'eux un sentiment d'estime réciproque; leurs fréquents rapports devinrent ensuite

(1) *Liv. des Juges*, ch. VII, v. 2 et 3.

(2) *Eminebat beatus Bertrandus S. Patris Dominici discipulus. (MARC-FONTANA, Monumenta dominicana, in-folio, Romæ, 1675, p. 138.)*

(3) *Hic F. Bertrandus de Garriga nuncupatus, a primis fuit in terra Albigentium B. Dominici sociis. (Vita B. Dominici prior, auctore B. Jordano ejus in magistratu ordinis successore cum additionibus ex B. Humberto, Bernardo Guidonis et aliis actis. Vide ECHARD : Scriptores ordinis Prædicatorum, in-folio, Parisiis, 1719, t. I, p. 23, nota 19.)*

(4) *Fuitque S. Dominici in missione albigeni post recessum episcopi Oxomensis laborum socius. (Ibid., p. 16, nota 7.)*

l'occasion de leur amitié ; enfin, la charité chrétienne, seule capable d'unir irrévocablement deux cœurs qui se comprennent, fut, pour ces deux hommes extraordinaires, l'aimant divin qui devait les rendre inséparables. Aussi, les auteurs anciens appellent-ils Bertrand « le compagnon bien aimé de Dominique ¹ ; » et ailleurs : « le plus cher compagnon de tous ses travaux, le » compagnon inséparable de ses voyages ². »

1208. — C'est dans l'union de cette religieuse intimité que nos deux saints parcouraient le Languedoc et faisaient retentir la province entière de leurs salutaires prédications, lorsqu'un horrible attentat commis sur les bords du Rhône jette le trouble dans leur mission et l'épouvante dans tous les cœurs catholiques : au sortir d'une conférence tenue, à Saint-Gilles, avec le comte de Toulouse, le légat du pape, Pierre de Castelnau, est lâchement assassiné par deux insignes scélérats dont l'un est domestique de l'hérétique Raymond VI.

Innocent III est justement indigné de cette perfidie et de la fin tragique de son représentant : il excommunie les deux sicaires, ainsi que le comte de Toulouse, regardé comme le principal auteur de l'horrible sacrilège, et exhorte ensuite Philippe-Auguste, roi de France, et les seigneurs de son royaume à prendre la croix contre les princes du Languedoc, fauteurs de l'hérésie.

Dominique et Bertrand restent fort étrangers à ces préparatifs de guerre. Si de leur côté ils se préparent au combat, ils n'auront d'autres armes que la douceur, la patience et la prière.

Persuadés que l'esprit d'erreur naît de l'oubli de Dieu, du relâchement de son culte et du mépris des œuvres chrétiennes, ils instituent la célèbre dévotion du *rosario*, ou couronne de

(1) Cum Bertrando sibi dilecto socio. (THEODOS. DE APOLDA, passim.)

(2) Noster ordinis fundator primum præficit provincialem suum illum charissimum loborum omnium et itinerum comitem individuum beatum Bertrandum de Garriga. (*Acta capituli provincialis provinciæ Provinciæ angelorum ordinis FF. Prædicatorum, in conventu S. Dominici Aquensis, celebrati decimo sexto kalendas maii, anno M.DC.XXX.III; — Aquis Sextiis, typis Joannis Roize, 1633.*)

roses en l'honneur de la Vierge, et mettent ainsi entre les mains des fidèles les paroles d'un Dieu et d'un ange, un ensemble d'oraisons aisé à comprendre, qui occupe saintement l'esprit et élève l'âme vers Dieu par la méditation de la vie et des souffrances du Sauveur. Cette simple pratique généralisée devait produire des résultats merveilleux : entre les mains de nos deux missionnaires elle fut le plus puissant moyen dont ils se servirent pour convertir les hérétiques et pour réformer la conduite scandaleuse de plusieurs croisés venus en Languedoc pour se livrer au pillage et aux plus grands désordres.

Qui pourra redire les travaux, les souffrances, les humiliations de ces hommes apostoliques, à la suite d'une armée souvent indisciplinée, au sein de tant de villes conquises par la force, mais toujours rebelles, où il fallait instruire des masses ignorantes, après avoir vaincu leur opiniâtreté dans l'erreur ? Dans les cités, comme dans les camps, ils courent partout où il y a des pécheurs à sauver ; et partout ils semblent se multiplier pour soutenir leur œuvre de conversion. Les injures, les affronts, les ignominies, rien ne les arrête, pas même le danger de perdre la vie au milieu d'un guet-apens dressé par l'hérésie. « Si » je venais à tomber entre les mains des assassins, » disait Dominique, « je remercierais Dieu, je le prierais de faire que » mon sang coulât goutte à goutte, et que mes membres fussent » coupés l'un après l'autre, afin de prolonger mes tourments » et d'enrichir ma couronne. »

Cette générosité héroïque était soutenue par la vie la plus austère : ils marchaient nu-pieds, jeûnaient souvent et couchaient sur des planches, lorsqu'ils ne passaient pas la nuit en oraison dans les églises ; car ils étaient convaincus que le démon de l'hérésie est du genre de ces esprits impurs qui demeurent rebelles à la voix d'un apôtre et ne peuvent être chassés que par l'oraison et les jeûnes ¹.

(1) Hoc autem genus non ejicitur nisi per orationem et jejunia. (MATH., ch. XXVII, v. 20.)

Le rôle de Bertrand de Garrigue, il est vrai, n'était ici que secondaire; mais en se mettant à la suite du saint dans ses courses et ses travaux apostoliques, « le compagnon de ses » voyages et de ses labeurs ¹, » disent les documents les plus anciens, fut aussi « le compagnon de sa dévotion et de sa sainteté ²; » il le suivait pas à pas, en mortifiant continuellement sa chair pour glorifier Notre Seigneur Jésus-Christ ³. Par ses veilles, ses jeûnes, ses macérations et par plusieurs autres œuvres satisfactoires, il parvint à imprimer si bien en sa personne les caractères de la vie de son bienheureux père qu'on aurait dit en le voyant passer; le disciple ressemble au maître; voilà bien le véritable portrait de Dominique ⁴.

Les mortifications, la piété et le zèle de ces deux apôtres extraordinaires ne pouvaient manquer d'être agréables à Dieu. Aussi le ciel proclamait-il leur sainteté par de nombreux miracles, dont l'un arriva sur la route qui les conduisait de Carcassonne à Montréal. « Je tiens de la bouche de Frère Bertrand lui-même, dit le bienheureux Jourdain, qu'il cheminait un jour, » avec le bienheureux Dominique, lorsqu'un furieux ouragan » s'élève sur leurs têtes; déjà la pluie inondait par torrents » les campagnes voisines. Maître Dominique fait un signe de » croix, et le déluge d'eau recule devant lui. Avec son compagnon de voyage, il put alors marcher fort librement et voir » autour de lui, à une distance de trois pas, les rayons d'une

(1) Dominici fuit socius et comes sæpius itineris et laboris (GUIDONIS).

(2) Dominicus habens socium itineris, sanctitatis et devotionis. (*Vita Fratrum*.)

(3) Bertrandus e Garriga provinciæ Galliæ Narbonensis sese pluribus annis ei comitem præstitit, carnem suam jugiter pro Domino nostro Jesu Christo affligens. (LEANDER ALBERTUS BONONIENSIS : *De viris illustribus ord. Prædicatorum*.)

(4) Hic cum esset socius beati Dominici et comes itineris, sæpè in vigiliis, jejuniis, disciplinis, aliisque multis operibus virtuosus beati patris formans vitæ sibi impresserat. (Ms. GUIDONIS, p. 56.) — Eminebat beatus Bertrandus S. patris Dominici discipulus qui ejusdem formam et exemplar vivendi sibi præfixerat. (MARC-FONTANA, *Monumenta Dominioana*, in-folio, Romæ, 1675, p. 138.)

» pluie épaisse tomber sur la terre sans mouiller d'une seule
» goutte ni sa personne ni le bas de ses vêtements ¹. »

A la candeur de ce récit, où Bertrand s'oublie lui-même, on reconnaît sa grande humilité. Pendant la vie de saint Dominique, dit un auteur, son disciple garda sur ce fait le silence qui lui était recommandé; et lorsqu'il crut devoir en parler pour rendre gloire à Dieu, il ne s'attribua rien; il ne fit pas même connaître la part qu'il avait eue à cette faveur ².

Le lieu témoin de ce prodige se nomme encore le *champ de l'oratoire de saint Dominique*; et, le 25 novembre 1868, la religieuse population de Montréal, pleine de respect pour les traditions de ses ancêtres, inaugurerait sur les ruines de l'ancien monument une statue de saint Dominique, à côté de laquelle doit être placée celle du bienheureux Bertrand de Garrigue, son fidèle compagnon ³.

(1) Retulit quoque mihi Fr. Bertrandus quod, cum aliquando unà cum ipso (B. Dominico) iter ageret et gravis super eos intemperies aeris oriretur, jamque pluviarum inundatio multam terram infunderet, facto signo crucis magister Dominicus sic ante se depulit omnem ejusdem inundationis eluvium, ut gradientibus eisdem semper ante se viderunt ad trium cubitorum spatia stillicidia densè stillentia super terram, nec una quidem gutta ipsum vel fimbriam vestimentorum ejus contingeret. (*Vita B. Dominici prior auctore B. Jordano ejus in magistratu ordinis successore. Vide ÉCHAN, Scriptores ordinis Prædicatorum*, t. I, p. 23.) — Il est fait encore mention de ce prodige dans un antique bréviaire manuscrit du monastère de Prouille; on y lit, pour III^e leçon dans l'octave de la fête de S. Dominique: Viro Dei in itinere constituto, adjuncto sibi socio viro vitæ laudabilis F. Bertrando de Garriga, cujus attestazione probatum est, facta subito gravi æris intemperie quam statim secuta est pluviarum inundatio, cumque densus imber per circulum terram infunderet, vir Dei Dominicus signo crucis ex omni parte circa se et socium inundationis eluvium propulsavit. Et cum tota terra circum quaque imbrium infusione madesceret, nec una gutta ad trium spatium cubitorum, vel fimbriam vestimenti eorum tetigit. (*Bullarium ordinis Fratrum Prædicatorum*, t. 2, p. 680, nota 1^a; édit. Romæ 1730.)

(2) Le Père TOURON, *Vie de S. Dominique, avec l'hist. abrégée de ses premiers disciples*, in-4°, p. 654 et suiv.

(3) *Le Rosier de Marie*, année 1869, p. 806.)

Voilà comment les siècles rendent encore témoignage des vertus sublimes de ces hommes de Dieu dont l'influence fut immense pour la soumission du Languedoc à la foi catholique.

En parcourant avec la seule croix de J. C. les villes, les bourgs et les hameaux de cette province, en peu d'années ils avaient déjà gagné à Dieu des milliers d'hérétiques opiniâtres ; la simplicité de leur parole opérait plus de conversions que l'éloquence impétueuse de saint Bernard, et la sainteté de leur conduite, marquée par des prodiges, était plus utile à l'Église que les armes de la croisade sous les ordres de Simon de Montfort.

(A continuer.)

L'ABBÉ ISNARD,
curé de Tulette.

NOTICE HISTORIQUE
SUR
LE COUVENT DE SAINTE-CLAIRE
DE ROMANS,

PAR LE D.^r ULYSSE CHEVALIER.

L'ordre de Sainte-Claire appartient à la grande famille franciscaine. Il doit son nom à Clara Sciffi, qui, le lendemain du dimanche des Rameaux (20 mars) 1212, reçut des mains de François d'Assises la corde, la robe de laine et se condamna comme lui à la pauvreté évangélique. En peu d'années elle vit une foule de femmes pieuses se mettre sous sa direction et prendre d'abord le nom de Damianistes, du nom de l'église de Saint-Damien où elles se réunissaient, ensuite celui de *Pauvres dames* ou *Pauvres Clarisses*. Ambroise de Cîteaux, nommé visiteur par le pape Honoré III, donna à ces religieuses la règle de saint Benoît avec des constitutions particulières qu'il fit approuver par le Souverain Pontife. Les austérités qu'avait imposées Hugolin furent un peu modifiées par saint François, et, à la sollicitation de saint Louis et d'Isabelle, sa sœur, le pape Urbain IV, par sa bulle des calendes d'août 1263, accorda des adoucissements à la règle de sainte Claire, d'où ces religieuses furent appelées *Urbanistes*.

Parmi celles qui voulurent garder intacte la règle primitive, il y en eut qui y ajoutèrent des constitutions particulières que leur donnèrent les Capucins de Naples en 1538 : ce qui les fit nommer *Capucines* ou *Filles de la Passion*.

Mais déjà sainte Colette, née en 1380, avait reçu de Benoît XIII le titre de supérieure générale des Clarisses, avec plein pouvoir d'établir dans cet ordre tous les règlements qu'elle jugerait propres à contribuer au salut des âmes. Après avoir parcouru les différentes maisons de son ordre, Colette se retira en

Savoie, y établit sa réforme, qui bientôt fut adoptée en France et en Espagne, et mourut à l'âge de 67 ans. Béatifiée le 1^{er} octobre 1623, elle ne fut canonisée que le 24 mai 1807 par le pape Pie VII.

L'ordre des Clarisses, dont les austérités sont connues, se répandit rapidement en Europe. Le premier monastère établi en France le fut, en 1240, par sainte Claire, à la demande de Guillaume de Joinville, archevêque de Reims. La plupart des couvents des Clarisses furent ruinés pendant les guerres de religion du XVI^e siècle; rétablis ensuite, ils furent de nouveau vendus ou démolis en 1792. La Révolution spolia et persécuta les pauvres et bien inoffensives filles de Sainte-Claire; mais elle ne commit pas le crime inutile d'en faire périr sur l'échafaud, même celles qui, comme à Lyon, avaient été condamnées à mort par un tribunal révolutionnaire. La plupart de ces religieuses continuèrent à vivre en communautés, et profitèrent des premiers moments de calme et de tolérance pour se réunir dans des monastères ¹.

Les religieuses de Sainte-Claire pratiquent l'abstinence perpétuelle, le jeûne durant toute l'année, le coucher sur un lit de paille piquée, le lever au milieu de la nuit, les pieds toujours nus, l'usage de la bure grossière, les prières prolongées, et forment ainsi l'ordre le plus austère qu'il y ait dans l'Église. « Elles » prient pour les affligés, s'humilient pour les orgueilleux et » s'immolent pour les sensuels ². »

Une veuve du nom d'Anne Glenat eut, la première, l'inspiration de fonder un monastère de Sainte-Claire à Romans ³.

(1) Voyez l'*Auréole de Sainte-Claire, hist. des persécutions révolutionnaires souffertes par les Filles de Sainte-Claire*, par M. L.-S. GUÉRIN, Aix, 1867.

(2) *Ibid.*

(3) Anne Glenat, veuve d'Antoine L'Hermet, marchand, était une femme très-pieuse qui habitait aux Terreaux. Elle avait fait rétablir, à frais communs avec M. Antoine Savoye, notaire, la grande chapelle du *cénacle* pour la station N.^o 1 du *voyage*. Cette femme n'ayant pas tenu ses promesses, ayant même réclamé les dons qu'elle avait faits, perdit par la suite le titre de *ondatrice*.

Elle acheta, dans ce but, un terrain qui était « un fonds noble, » franc et allodial », situé dans le quartier de la Presle, le long du ruisseau et proche de l'hospice des Chartreux de Bouvantes. Elle promit en outre de donner une rente de 400 écus pour l'entretien de douze religieuses. Comme pour poursuivre cette fondation il fallait avoir l'autorisation du Souverain Pontife, elle obtint, par l'entremise de l'Official de Vienne, une bulle du pape Paul V, datée des ides (le 11) d'août 1620, dont voici le résumé.

Le pape fait l'éloge de la veuve qui a résolu de consacrer ses biens à l'établissement d'un monastère de Sainte-Claire à Romans.

Sa Sainteté consent que ce monastère soit susceptible de rentes, ordonnant en même temps que la règle de Sainte-Claire y soit observée dans tout le reste, comme on l'observe dans le monastère de Grenoble.

Le Saint Père permet à la fondatrice d'y prendre l'habit et d'embrasser la règle de Sainte-Claire.

Il ordonne que le nouveau monastère soit composé d'une abbesse et de douze religieuses. Il donne à la fondatrice le droit de nommer les six premières filles qui voudront embrasser cette vie, à condition qu'elles soient reçues gratuitement.

Il veut que pour commencer de vivre d'une manière régulière dans le nouveau monastère qu'on veut établir, on tire de celui de Grenoble la sœur Louise de Costaing ¹, avec trois autres religieuses, et il entend que ladite sœur Louise soit la première abbesse du nouveau monastère.

(1) Guy Allard a dressé la généalogie de cette ancienne famille du Viennois jusqu'en 1347. François de Costaing, sieur du Palais, gentilhomme de la chambre du roi, acheta de la famille de Fay, le 11 avril 1573, la seigneurie de Pusignan, qui fut érigée en marquisat le 1^{er} février 1684. Cette famille eut l'honneur de fournir les fonds nécessaires pour poser en 1533 la dernière pierre de l'église de Saint-Maurice de Vienne. Jean-Joseph-François Costaing de Pusignan, ancien Chartreux et auteur de la *Muse de Pétrarque*, est mort à Avignon, le 20 novembre 1820, le dernier de sa famille.

Sa Sainteté ne veut point que les quatre anciennes religieuses sortent de Grenoble qu'il n'y ait à Romans une maison toute prête à les recevoir, où la clôture soit bien gardée et où elles puissent pratiquer, tant pour le spirituel que pour le temporel, tout ce qui se pratique dans le monastère de Grenoble, et que le voyage s'opère rapidement et directement, en compagnie de femmes respectables.

Enfin le pape veut que le nouveau monastère de Sainte-Claire lui soit soumis, aussi bien qu'au cardinal protecteur et au général de l'ordre de Saint-François.

Anne Glenat ayant confié son projet à M.^{me} Anne de Pusignan, veuve Costaing du Palais, celle-ci s'employa activement et se mit en rapport avec les autorités ecclésiastiques et civiles. Aussi est-ce d'elle qu'il est question principalement dans la lettre suivante, écrite par l'archevêque de Vienne à M. Bonnet, sacristain du chapitre de Saint-Barnard ¹.

« Monsieur,

» Je viens de recevoir une bulle de N. S. Père le Pape, dont
» M.^{me} de Costaing vous dira mieux la teneur que je ne pour-
» rais dans une lettre. Sa Sainteté me commet pour examiner,
» de concert avec M.^{me} de Costaing, en premier lieu, si la
» donation que la veuve Glenat fait au monastère qu'elle veut
» ériger à Romans est faite dans les formes ; en second lieu ,
» s'il n'y a point d'opposition de la part de la ville, et, en troi-
» sième lieu , si l'on a trouvé une maison où quatre religieuses
» du monastère de Grenoble qui doivent, suivant l'ordre de Sa
» Sainteté, donner naissance à celui de Romans, puissent vivre
» régulièrement, en attendant qu'elles aient une maison dans
» toutes les règles. Il est nécessaire que vous m'informiez de

(1) Arnaud Bonnet fut sacristain du chapitre de Saint-Barnard de Romans, de l'année 1600 au 19 mars 1636, jour de sa mort.

» tout cela pour que je sois en droit de faire exécuter les vo-
 » lontés du Saint Père.

» Ce 24 aoust 1620.

» HIEROSME DE VILLARDS, archevêque de Vienne ¹. »

Le cardinal protecteur, sollicité par une requête, envoya, à la date du 3 septembre 1620, un ordre qui différerait peu de celui du pape, si ce n'est que le cardinal nommait pour supérieur du nouveau monastère un religieux Récollet du couvent du Calvaire ², à qui il donnait plein pouvoir de juridiction, à condition que ce nouvel emploi ne dérogerait en rien à la régularité de sa communauté.

Après la bulle du pape Pie V autorisant la fondation d'un monastère de Sainte-Claire à Romans, il y eut ensuite le consentement donné, le 5 décembre 1620, par le chapitre de Saint-Barnard, et, le 10 février 1622, par le conseil de la ville, à la réserve que les nouvelles religieuses ne prendraient point le titre de *pauvres Clarisses vivant d'aumônes* ³. C'est cette opposition déjà connue qui avait porté le pape à autoriser, par exception, ces religieuses à vivre de leurs revenus. « Mais, dit un

(1) L'illustre famille de Villars, qui descend d'un modeste greffier de la judicature de Condrieux, a fourni des officiers et un maréchal de France célèbre, et donné successivement cinq archevêques à l'église de Vienne, savoir : Pierre III, en 1575, Pierre IV, en 1592-1601, Jérôme, en 1601-1626, Pierre V, en 1626-1662, et Henri I^{er}, en 1662-1692.

(2) Les religieux Récollets furent mis en possession du couvent du Mont-Calvaire, le 27 novembre 1612, dans la personne de leur custode Laurent Gay, dit Saint-Sixte, par le P. Picquet, gardien du couvent des Cordeliers de Romans; ce qui eut lieu en vertu d'une bulle expresse du pape, d'une commission du provincial et du consentement de la famille du fondateur, malgré la défense de l'archevêque de Vienne.

(3) Les Cordeliers, les Capucins et les Récollets établis dans Romans n'étaient point autorisés à faire des quêtes dans la ville. Le conseil municipal s'était aussi opposé à la fondation d'un couvent de Carmes, « attendu » la misère du peuple et les charges qu'elle imposait pour l'entretien des » mendiants. »

» écrivain de l'ordre de Saint-François, quoique dispensées
» pour le commun de la stricte pauvreté, elles la pratiquaient
» parfaitement : aussi possédaient-elles l'estime et la confiance
» des habitants de cette ville, et toujours, en tous temps, elles
» vécurent d'aumônes, et jamais leur ferveur ne s'est dé-
» mentie. »

On n'avait point sollicité des lettres patentes du roi, parce que le couvent de Grenoble, qui avait fourni les premières religieuses, en était pourvu. Mais M.^{me} de Costaing, dans la prévision de l'avenir, fit exprès le voyage de Grenoble et se présenta devant le prince de Bourbon¹ pour lui demander, en faveur de son couvent, des lettres d'enregistrement. Ce prince, charmé, dit la tradition, de la noble manière de s'énoncer de cette respectable dame, lui accorda, à la date du mois d'avril 1628, les lettres qu'elle désirait.

M.^{me} de Costaing avait donné, pour recevoir les quatre premières religieuses, une maison avec un jardin attenant, situé dans le quartier de la Presle, entre le grand ruisseau et la rue du *Peleya*². C'est alors que l'archevêque de Vienne adressa au sacristain de Saint-Barnard une lettre au sujet du voyage et de l'installation à Romans des religieuses du couvent de Grenoble, appartenant toutes aux familles les plus considérables de la province³.

Voici le texte de cette lettre, où tout semble prévu avec la plus grande sollicitude :

(1) Louis de Bourbon, comte de Soissons, gouverneur du Dauphiné par lettres de Louis XIII de 1612.

(2) Cette rue porte aujourd'hui le nom de rue de Sainte-Claire en souvenir du couvent qui en occupait tout le côté méridional. Le *Peleya* est un petit ruisseau qui coule en contre-bas, le long de la même rue, et va de la Savasse aux Chauchères.

(3) Les registres de profession des anciens couvents font connaître qu'en général, autrefois comme de nos jours, les personnes de la noblesse et de la riche bourgeoisie entraient de préférence dans les ordres religieux les plus austères, et que les personnes des classes peu aisées se faisaient admettre dans les communautés où elles trouvaient une considération et un bien-être qu'elles craignaient de n'avoir pas dans le monde.

« J'attendais, Monsieur, votre lettre avec impatience pour
» vous envoyer l'ordre qui est nécessaire pour aller prendre à
» Grenoble les religieuses qui doivent être conduites à Romans.
» Vous me consolez fort en me disant que vous trouvez M.^{me} de
» Costaing à peu près disposée à faire elle-même cette conduite.
» C'est sur votre parole que je l'en prie et que je lui en envoie
» l'ordre. Vous le lui rendrez avec cette lettre, quand vous
» verrez qu'il en sera temps. Au reste, je souhaiterais fort que
» l'entrée que feront à Romans ces religieuses de Grenoble fût
» publique et qu'elle parût aux yeux de tous les habitants
» de votre ville, parce qu'il me semble qu'un pareil spectacle
» serait capable d'ébranler au moins les huguenots et de con-
» fondre les catholiques. Mais comme il faudrait pour cela que
» ces pauvres religieuses entrassent par la porte de Saint-Ni-
» colas et qu'elles allassent d'une extrémité de la ville à l'autre
» pour se rendre au petit monastère qu'on leur a préparé, je
» crois que, à cause du froid et du peu d'usage qu'elles ont de
» marcher sur le pavé, il faudra leur abrégier le chemin et les
» faire entrer dans la ville par la porte de Clérieu d'où, après les
» avoir fait un peu reposer dans une chambre que vous aurez
» soin de leur faire préparer, vous les conduirez procession-
» nellement jusqu'à leur monastère (il indique les cérémonies
» à faire). A la fin vous donnerez la bénédiction avec le ciboire,
» ce que l'on fera jusqu'à ce que le *soleil* que j'ai commandé
» soit fait et consacré. Mais avant que d'entrer dans le monas-
» tère, vous annoncerez au peuple que j'accorde une indulgence
» de quarante jours à tous ceux qui ont assisté à la procession
» et qui sont en l'état de la gagner. Pour l'ordre de cette pro-
» cession, je vous en laisse le soin. Je ne vous recommande
» qu'une chose, qui est de prendre si bien vos mesures qu'il n'y
» ait point de confusion, et surtout que ces pauvres religieuses
» ne souffrent aucune incommodité de la multitude. Il ne serait
» pas hors de propos de vous associer M. le Gouverneur ¹. Dites

(1) Charles de Claveyson, gouverneur de Romans. De concert avec sa mère, Renée du Peloux, il présenta, le 17 juin 1632, une requête à l'évêque de Valence pour obtenir l'établissement à Romans d'un monastère de la Visitation. Il fut créé marquis en 1658.

» lui que j'ai assez bonne opinion de lui pour croire qu'il se
» prêtera volontiers à cette bonne œuvre. Enfin, Monsieur, je
» compte sur votre sagesse. Vous me ferez plaisir de m'ap-
» prendre le succès de cette procession. Recommandez-moi
» bien aux prières de ces saintes religieuses. Je les regarderai
» désormais comme les anges tutélaires de mon diocèse. Je
» m'en prendrai à vous si elles manquent de quelque chose,
» soit pour le spirituel, soit pour le temporel. Je les dispenserai
» du jeûne depuis le jour de leur sortie de Grenoble jusqu'à
» leur arrivée à Romans.

» Je vous suis, etc.

» HIEROSME, archevêque de Vienne. »

Informée du désir de l'archevêque, M.^{me} de Costaing partit immédiatement, malgré la rigueur de la saison (le 16 janvier 1621), en compagnie de M. de Pusignan, son père¹, et du Père confesseur du monastère de Grenoble. Louise de Costaing du Palais, première abbesse nommée par le pape, et ses compagnes, Catherine Fabri², Laurence de Tremolet³ et Marguerite de Sassenage⁴, firent le voyage assez lentement et n'arrivèrent que le 18, à une heure de l'après-midi, à Romans, où elles furent reçues avec beaucoup de distinction par le gouverneur, accompagné de toute la noblesse et d'une foule immense de peuple. Dès qu'elles furent entrées dans la maison qui leur avait été préparée, le sacristain lut l'article de la bulle du pape qui

(1) Jacques de Costaing, seigneur de Pusignan.

(2) Pierre Fabri fut anobli, en 1328, par Guillaume de Clérieu. Cette famille a fourni un conseiller au Parlement de Grenoble en 1554 et un jurisconsulte à Vienne sous François I^{er}. Catherine Fabri décéda le 2 août 1623, et laissa une sœur nommée Madeleine, d'abord religieuse à Valence, et qui fut, en 1638, la seconde supérieure du monastère de la Visitation de Romans.

(3) Cette famille, originaire du Vivarais, a fourni beaucoup de militaires. M. de Tremolet de Lacheisserie, ancien membre du conseil général de la Drôme et ancien député, représente la seconde branche.

(4) Chorier a écrit la généalogie de l'illustre famille de Sassenage, aujourd'hui éteinte et représentée par M. le marquis de Bérenger.

nommait Louise de Costaing première abbesse du nouveau monastère de Sainte-Claire de Romans, et procéda ensuite, en présence de nombreux assistants, à l'installation de ces quatre religieuses. Là se trouvaient, non un vaste bâtiment, mais les pièces les plus indispensables, telles qu'une chapelle, un chœur, un parloir, des cellules à peu près meublées et un réfectoire avec des provisions suffisantes. On leur avait donné pour la conduite de leurs affaires temporelles un syndic, M. Deloulle¹, qui réunissait toutes les qualités nécessaires pour cette délicate fonction, et sous la prévoyante sollicitude duquel la petite communauté ne manqua jamais de rien. De son côté, M. le sacristain Bonnet, à qui l'archevêque avait donné la charge de procurer à ces religieuses tous les secours spirituels, leur assigna pour prêtres et confesseurs M. Pariset, curé de Saint-Barnard², et M. Nicolas, curé de Saint-Romain³.

Quoiqu'il en soit la nouvelle communauté ne se fût pas accrue, M.^{me} de Costaing sentait bien l'insuffisance du local qu'elle leur avait provisoirement concédé. Dans le but de faire construire un monastère dans les formes régulières prescrites par les statuts, elle acheta, après bien des démarches et des sollicitations, de M. Luc⁴ une maison servant alors de teinturerie et

(1) Deux frères Deloulle, Arnoulx, président en l'élection et juge civil de Romans, et Pierre, juge aux tribunaux de Saint-Lazare et de Saint-Louis de Marseille, furent anoblis ensemble par lettres patentes données à Paris en septembre 1654. Dans ces lettres, le roi rappelle les nombreux services rendus à l'État par eux et par leurs prédécesseurs. Arnoulx et Augustin furent successivement présidents en l'élection et syndics du couvent des Capucins et du séminaire des Orphelines. François-Antoine, conseiller au Parlement de Grenoble de 1779 à 1789, est mort à Romans, le dernier de sa famille, le 19 novembre 1817.

(2) Jean Claude Pariset, décédé le 20 janvier 1666.

(3) Mort en 1650.

(4) Originaire de Tournon, la famille Luc fut anoblie par lettres du mois de mai 1606. Jean-Pierre de Luc, conseiller-secrétaire du roi, avait vendu le 12 août 1619, pour le prix de 7,500 liv., à l'Aumône générale de Romans un moulin situé à la Presle, dont l'hôpital jouit encore et qu'il affirme 2,500 fr. par an. Le fils du précédent devint, en 1668, seigneur de Montelégier, et sa nièce épousa, le 17 novembre 1632, le marquis de la Tourrette.

un jardin attenant au petit monastère. L'acte fut passé le 10 février 1622 au nom d'Anne Glenat, quoique M.^{me} de Costaing eût fait la plus grande partie des frais de cette acquisition.

L'arrivée à Romans de plusieurs personnes de distinction décida M.^{me} de Costaing à profiter de leur présence pour faire la cérémonie de la pose de la première pierre de la nouvelle église. On peignit les armes de M.^{me} de Clermont ¹, qui se rendit à l'invitation qui lui fut faite ainsi qu'à M.^{mes} de Castellane et de Pisançon. Ces dames vinrent en compagnie de MM. d'Uriage ², de Pisançon ³ et de Pusignan, ainsi que des principales personnes de la ville. On fit une procession à laquelle assistèrent les nouvelles religieuses. Celles-ci sortirent sur la rue de *Peleya*, vis-à-vis du moulin des *Deux-Portes*, ensuite elles passèrent devant le *Moulin neuf*, gravirent le pont des *Orphelines* et remontèrent le long du torrent de la *Savasse*. La cérémonie achevée, ces nobles personnages firent leurs offrandes, ainsi que tous ceux des assistants en état de contribuer à cette œuvre pieuse. En outre, la ville accorda la permission de prendre, pour la construction projetée, les matériaux provenant de la démolition de la citadelle ⁴ que l'on avait déposés hors de la porte de Chapelier.

(1) *De gueules à deux clefs d'argent passées en sautoir*. Supports : deux lions d'or tenant l'un une bannière aux armes de France, l'autre une à celles du Dauphiné. Cimier : deux clefs d'église surmontées d'une tiare papale d'or, doublée de gueules. Devise : *Si omnes ego non*. Ces armes auraient été délivrées en faveur d'Aynard de Clermont par le pape Calixte II, par une bulle du 22 juin 1120, regardée aujourd'hui comme suspecte.

(2) La famille de Roman et Boffin, le créateur du Calvaire de Romans, a fourni, au XVI^e siècle, plusieurs magistrats au Parlement de Grenoble. Elle s'est divisée en trois branches, parmi lesquelles celle d'Uriage, qui s'éteignit dans la famille de Langon.

(3) Jean, IV^e du nom, est l'auteur de la branche de la Croix-Chevrières, qui a pris le nom de la seigneurie de Pisançon, acquise en 1495.

(4) Construite en 1588 sur le coteau de Chapelier par Balthazar de Flotte, comte de la Roche, cette citadelle fut rasée de fond en comble en 1597 par ordre du Parlement. L'emplacement fut donné, en 1609, à l'ordre des Capucins pour y construire un couvent.

Avant l'achèvement de l'édification du monastère, dont les travaux du reste marchèrent assez lentement, arriva, le 2 août 1623, le décès de la vénérable vicaire, sœur Catherine Fabri. Elle fut inhumée dans le chœur provisoire et son corps couvert de chaux vive, afin d'empêcher toute mauvaise odeur. Mais trois mois après, lorsqu'on le déterra pour le placer sous le grand autel de la nouvelle église, il fut trouvé entier et parfaitement conservé. Ce fait, qui parut extraordinaire, fut constaté dans un procès-verbal signé de M. Pierre Deloulle¹ et des curés de Saint-Barnard et de Saint-Romain.

Les religieuses Clarisses prirent possession; le 14 juillet 1625, de leur nouveau monastère, où elles entrèrent au nombre de neuf, savoir : la R. M. abbesse Louise de Costaing, les Mères Laurence de Tremolet et Marguerite de Sassenage, les Sœurs Françoise d'Almais, Marie de Chanseard, les deux Sœurs de Parnans², Anne Roux du Fay³ et Hélène-Gabrielle de Gerlande, qui n'était alors que novice.

Le pape Paul V avait donné pleine juridiction sur le monastère aux PP. Récollets; mais pour des raisons graves, des griefs (*gravamina*), dont on ne fait pas connaître la nature, pour des *maximes*, dit-on, que ces religieux voulaient introduire chez les Clarisses, celles-ci adressèrent au vice-légat d'Avignon une plainte qui fut suivie d'une bulle d'Urbain VIII, donnée à

(1) Pierre Deloulle, avocat en la cour, marié à Hélène Tardy, la bienfaitrice des pauvres de Romans, testa le 29 décembre 1629, et mourut peu de temps après de la peste. Il est auteur du *Digeste du droit et pratique de France*.

(2) La famille de Claveyson possédait à cette époque la seigneurie de Parnans, qu'elle vendit, en 1646, au président Jean de Boffin.

(3) C'était une ancienne famille du Vivarais qui a formé deux branches. Les Fay-Solignac de Vaunes se fixèrent dans les environs de Romans. L'un d'eux devint premier consul de cette ville et fut nommé par de Gordes, en 1572, gouverneur et capitaine de cent hommes de pied. Cette branche s'est éteinte par le mariage de Catherine avec Justin-Bruno du Vivier. L'autre branche s'établit à la Motte-de-Galaure, où naquit, en 1768, Victor-Nicolas Fay, marquis de Latour-Maubourg, général et ministre de la guerre sous la Restauration.

Sainte-Marie-Majeure, le 20 décembre 1627, par laquelle ces religieuses furent absoutes et relevées de toute espèce d'excommunication, d'interdiction et de censure, et placées désormais sous la juridiction de l'Ordinaire, c'est-à-dire de l'archevêque de Vienne. Cette contestation n'a jamais été bien élucidée : les parties d'un commun accord ayant, « pour des raisons dont les détails seraient trop longs », gardé un silence discret.

Mais avant cet arrangement, le 6 décembre 1626, était survenu le décès de la vénérable Mère Louise de Costaing. On nomma pour lui succéder comme abbesse la Mère Laurence de Tremolet ; elle ne jouit pas longtemps de cette charge : elle décéda le 9 septembre de l'année suivante. Elle vécut toutefois assez pour procurer à sa communauté la possession d'un jardin spacieux, avantage si nécessaire à des religieuses cloîtrées. Elle parvint à faire cette acquisition de M. Servonnet¹, non sans avoir eu à surmonter de grands obstacles et les rivalités des voisins. Comme ce jardin était séparé du monastère par la rue de la Savasse, il fallut établir une communication pour franchir cet obstacle sans nuire à la circulation publique. On tenta d'abord de pratiquer une voûte au-dessous de la rue ; mais l'abondance des eaux fit renoncer à ce projet. Il fut résolu qu'on ferait une galerie en bois fermée de tous côtés : la ville s'était opposée à la construction d'un pont en pierre. Enfin, la Mère Hélène-Gabrielle de Gerlande, qui avait été élue abbesse le 22 septembre 1637, eut la satisfaction de conduire en procession ses sœurs dans le nouveau jardin.

« En 1628, la peste éclata dans Romans. Nos sœurs devancières furent saisies d'effroi ; car, si cette cruelle maladie avait franchi la barrière de leur cloître, c'en était fait de la nais-

(1) La famille de Servonnet, aujourd'hui éteinte, était très-ancienne dans Romans. Elle a donné plusieurs consuls et deux notaires à la ville. Vincent, celui dont il est ici question, fut abbé de l'abbaye de Bongouvert, en 1600, et un des fondateurs du couvent des Capucins en 1609. Catherine prit le voile, le 29 avril 1655, dans le couvent de Sainte-Ursule, et y décéda le 16 janvier 1660, à l'âge de 23 ans. Le beau domaine de Servonnet, vendu nationalement en 1796, appartenait à ce couvent.

» sante communauté. Elles s'adressèrent donc à la très-sainte
 » Vierge pour en être préservées. A cet effet, elles s'engagèrent
 » par vœu à faire une procession dans le monastère, à com-
 » mencer le 8 septembre, fête de la Nativité de la très-sainte
 » Mère de Dieu; lui promettant que, si elle les préservait, la
 » procession aurait lieu à perpétuité, tant que la communauté
 » existerait. C'est ce que nous accomplissons fort pieusement
 » tous les ans, du 8 au 16 septembre ¹. »

Accablée d'années et d'infirmités, M.^{me} de Costaing avait voulu avant de mourir régler ses affaires temporelles. Son fils, M. Coste², fit présenter une requête pour réclamer aux Clarisses une somme de 8,200 livres que sa mère leur avait prêtée en différentes fois. Faute d'argent pour acquitter une dette très-légitime, la communauté, sur la proposition de l'abbesse, offrit au baron de Charmes de le reconnaître lui et ses descendants, moyennant l'abandon de ladite somme, en qualité de fondateurs du monastère avec tous les droits attachés à ce titre, qui étaient ceux d'être inhumés dans leur église, et pour les dames et demoiselles d'entrer dans le couvent quand bon leur semblerait ³.

Ce titre de fondateur, d'ailleurs si conforme aux sentiments pieux et généreux de sa famille, flatta M. Coste; il consentit à tout. Le contrat fut passé en 1645, ratifié en 1650 et approuvé par l'archevêque de Vienne.

(1) *Manuscrit du monastère de Sainte-Claire de Romans*, auquel nous avons fait de nombreux emprunts pour la rédaction de cette notice.

Une peste exerça ses ravages dans la ville de Romans du mois d'octobre 1628 au mois de mai 1630. Elle fit périr environ 1,200 habitants, et, d'après la tradition, le quartier de la Presle, où était situé le couvent de Sainte-Claire, aurait été seul préservé de la contagion.

(2) Jacques Coste, baron de Charmes, président au Parlement de Grenoble, acquit du roi, le 1^{er} septembre 1638, pour le prix de 6,300 livres, la seigneurie de Peyrins. Jacques, son fils, décéda en 1700, faisant son héritière sa fille Anne, mariée à Alexandre de Bérenger, seigneur du Gua.

(3) M.^{me} Marie-Françoise de Simiane, présidente et comtesse de Charmes, petite-fille de M.^{me} de Costaing, profita de ce privilège pour entrer, ou plutôt pour venir mourir dans ce monastère, où elle décéda le 2 octobre 1666, laissant une somme de 600 livres à la communauté.

La Mère Hélène-Gabrielle de Gerlande mourut le 8 mai 1647, âgée seulement de 38 ans. « Ce fut sous son gouvernement que » l'infortuné duc de Montmorency, passant dans cette ville, » envoya par une personne de confiance une somme de 600 » livres, avec recommandation de n'être jamais oublié dans les » prières de la communauté. Aussi son nom est prononcé chez » nous toutes les semaines¹. »

Pendant le gouvernement d'Anne Roux de la Fay, qui avait été élue le 11 avril 1662, on fit, par ordre du roi et de l'archevêque de Vienne, « l'état du monastère et du nombre des religieuses de Sainte-Claire de Romans, diocèse de Vienne, de leurs biens, des charges et réparations, titres et pièces justificatives. » Cet état, dressé le 22 décembre 1667 par deux commissaires, MM. Jean de Bona² et Sébastien Breyton³, chanoines de l'église de Saint-Barnard, constata qu'il y avait alors vingt religieuses de chœur et deux sœurs converses ou *layes*. Les biens mobiliers s'élevaient à 30,251 livres 15 sols en capital et à 1,770 livres 2 sols 6 deniers en rentes annuelles. Les dépenses obligatoires montaient chaque année à 466 livres 17 sols 6 deniers. Ainsi il ne restait des intérêts ou pensions solvables qu'une somme de 1,303 livres 15 sols pour l'entretien de vingt-deux religieuses et deux domestiques.

Les anciennes sœurs, qui regrettaient de ne pouvoir observer le point de la règle qui les soumet, pour le spirituel, à la juridiction des Frères Mineurs, firent des démarches auprès de l'archevêque de Vienne et en cour de Rome dans le but d'obtenir d'être dirigées par les PP. Capucins. Il leur fut seulement

(1) Manuscrit de Romans.

Henri II, duc de Montmorency, né à Chantilly, en 1595, gouverneur du Languedoc, se révolta contre le roi qui lui refusait le titre de connétable. Vaincu et fait prisonnier, il fut décapité à Toulouse, le 30 octobre 1632. M.^{me} de Gerlande n'était donc point alors abbesse, comme le dit par erreur l'auteur du manuscrit, puisqu'elle ne fut pourvue de cette charge qu'en 1637.

(2) Jean-François de Bona, mort le 22 août 1718 à l'âge de 82 ans.

(3) Sébastien Breyton avait été recteur de l'hôpital de Sainte-Foy de 1649 à 1655 et nommé chanoine l'année suivante.

accordé la faveur d'avoir ces religieux pour la confession, la direction et les autres services qui ressortissent de leur ministère. Le premier Père Capucin nommé confesseur fut le R. Archange de Briançon, vicaire du couvent de Romans. Cette permission fut complétée le 28 juin 1698 par Armand de Montmorin, archevêque de Vienne¹, en ces termes : « Nous per- » mettons aux PP. Capucins qui confessent nos chères filles » les religieuses de Sainte-Claire de Romans, d'entrer dans » leur maison lorsqu'il sera nécessaire d'administrer les sacre- » ments et d'assister quelque malade. »

Le 13 mars 1690, on procéda canoniquement à l'élection d'une nouvelle abbesse pour remplacer la Mère Jeanne Morel, décédée le 5 mars 1690. Voici le texte du procès-verbal dressé à cette occasion :

« Nous, Melchior de Pourroy², docteur en théologie de la » sacrée faculté de Paris, chanoine et maître de chœur de » l'église de Saint-Barnard et père spirituel du monastère de » Sainte-Claire de Romans, commis par Mgr l'archevêque de » Vienne pour assister de sa part à l'élection d'une nouvelle » abbesse, nous nous sommes transporté, en vertu de notre » commission, audit monastère de Sainte-Claire, où, étant

(1) D'une illustre famille d'Auvergne, Armand de Montmorin fut d'abord évêque de Die, du 17 janvier 1687 au 10 avril 1694, époque à laquelle il fut appelé par Louis XIV à l'archevêché de Vienne, qu'il occupa jusqu'à sa mort arrivée le 6 octobre 1713.

(2) On croit que la famille de Pourroy était originaire d'Espagne; quoi qu'il en soit, elle était établie de longue date dans le Royannais, où elle s'allia avec la famille de Lionne par le mariage de Guillaume de Pourroy avec Florence de Lionne. Melchior de Pourroy, de la branche de la Meirye, fils de François et d'Anne de Beaumont, fut prieur de Saint-Jean de Crest et, en 1701, sacristain du chapitre de Saint-Barnard et vicaire-général du diocèse de Vienne. Il décéda le 18 octobre 1737. Il avait été, en 1733, remplacé dans ses fonctions de sacristain par Louis-François de Pourroy de l'Auberivière, qui mourut en 1741.

» assisté de M^e Guillaume Fornet ¹, chef des prêtres et curés de
» l'église de Saint-Barnard, et du R. P. Archange de Briançon,
» vicaire du couvent des Capucins de cette ville et confesseur
» dudit monastère,

» Nous avons fait assembler les religieuses à l'issue de la
» messe que nous avons célébrée dans leur église pour invoquer
» le Saint-Esprit, à l'heure de huit heures du matin, au son
» de la cloche capitulaire. Lesdites religieuses assemblées, nous
» leur avons fait entendre qu'en exécution de notre susdite
» commission, dont lecture leur a été faite, qu'elles eussent à
» procéder à l'élection d'une sœur pour remplir la charge
» d'abbesse, vacante par la mort de la R. M. Jeanne Maurel,
» dernière abbesse, et ce, après avoir préalablement de nou-
» veau confirmé les règlements qui furent faits avant l'élection
» de ladite Jeanne Maurel, lesquels règlements furent ap-
» prouvés et confirmés par l'ordonnance de Mgr l'archevêque
» de Vienne, le 18 février 1682..... Après avoir observé les
» choses en tel cas requises et prescrites par leurs règles et
» constitutions, elles ont procédé à ladite élection aux formes
» accoutumées, dans laquelle sœur Elisabeth de Boulogne,
» professe et vicaire de ladite communauté, âgée de 60 ans,
» a été canoniquement élue par plus de la moitié des voix et
» suffrages, et par nous, autant qu'il est en notre pouvoir,
» confirmée pour abbesse dudit monastère, ayant nous et ladite
» sœur dressé le présent procès-verbal pour que, étant présenté
» à Mgr l'Archevêque, il lui plaise de nouveau approuver ladite
» élection et confirmer ladite Mère de Boulogne en ladite qua-
» lité d'abbesse, et à cet effet enjoindre à toutes les religieuses
» qui composent ladite communauté de la reconnaître pour

(1) Outre Guillaume Fornet, décédé chanoine le 25 octobre 1690, il y eut plusieurs ecclésiastiques de la même famille attachés à l'église de Saint-Barnard, savoir : Scipion Fornet, recteur de l'hôpital de Sainte-Foy en 1661, chanoine et curé de Saint-Nicolas en 1690, mort le 7 juillet 1710; Denis Fornet de Fontenille, chanoine et maître de chœur, auteur de l'*Analyse du Cartulaire de Saint-Barnard*, mort le 9 mars 1726; Vincent Fornet, chef des prêtres et ensuite aussi chanoine, décédé le 12 septembre 1742, etc.

- » telle et de lui obéir conformément à leurs règles et constitutions, et se sont lesdites religieuses et ledit sieur Fornet, le
- » R. P. Archange et nous soussignés.
- » Fait à Romans, l'an et le jour que dessus. »

Henri de Villars, archevêque de Vienne, confirma et approuva l'élection d'Élisabeth de Boulogne, le 21 mars 1690.

(A continuer.)

ULYSSE CHEVALIER,
Docteur-médecin.



ESSAI HISTORIQUE
SUR
LA BARONNIE DE CLÉRIEU
ET SUR
LES FIEFS QUI EN ONT DÉPENDU (1).

FIEFS ET ARRIÈRE-FIEFS.

CHAPITRE PREMIER.

Les fiefs et les maisons fortes.

(SUITE).

La Roche-de-Glun, *Rupis* ou *Rocha-de-Clueu*, de *Cleu*, de *Clivo*, de *Cloys*, de *Gloy*, de *Gluy*, de *Gluey*, de *Glom*, de *Glung*.

Selon l'opinion la plus accréditée, ce fut au confluent de l'Isère, entre la Roche-de-Glun et Tain, qu'eut lieu, 120 ans avant l'ère chrétienne, la sanglante défaite de Bituit, roi des Arvernes, par Quintus Fabius Maximus. Du reste, le récit assez vague des historiens ne permet pas de déterminer l'emplacement précis où se livra cette grande bataille. Le trophée en marbre blanc ou en pierre blanche, peut-être extraite des carrières de Crussol, les temples de Mars et d'Hercule, élevés par le consul romain après la victoire, n'ont laissé nuls vestiges de nature à trancher cette question archéologique (2). Cet événement un peu reculé fut, au XVI^e s., le point de départ d'une série de légendes historiques. François Roaldes, professeur à l'université de Va-

(1) Voir 3^e livraison, p. 273, 4^e livr., p. 16, 6^e livr., p. 253, 8^e livr., p. 56, 11^e livr., p. 405, 12^e livr., p. 39, 13^e livr., p. 127, 14^e livr., p. 269, 15^e livr., p. 360, 16^e livr., p. 59.

(2) STRABON, trad. d'Am. Tardieu, t. 1^{er}, p. 306; — CHALIEU, *Mémoires*, p. 157; — ROUCHIER, *Histoire du Vivarais*, t. 1^{er}, p. 37, note.

lence, avance que Fabius fonda à cette époque Valence, comme un boulevard contre les invasions de la ligue des Arvernes (1). Appelé de Condrieu par le cardinal de Tournon, comme principal du collège de Tournon, qu'il dirigea jusqu'en 1561, époque à laquelle il fut remplacé par les Jésuites, le grammairien Jean Pélisson employait, vers 1565, ses loisirs à écrire, pour la plus grande gloire des origines fabuleuses de la maison de son protecteur, le livre « des recherches de l'origine et antiquité du prince Troin, premier roy des Troyens, Medues et Arvernoys, puissants et belliqueux peuples de la Gaule Narbonnaysse, et premier fondateur du chasteau et ville de Troinon qui lors estoient la Rocque et citadelle de la grande et opulente cité desdicts Médues que n'est aujourd'huy que le village de Mauves au terroir et mandement dudict Troinon appelé en ce temps de Tournon sur le fleuve du Rhosne et du long du mont Cemmen (2). » Dans ce curieux manuscrit, que nous devons à la munificence de M. Émile Giraud, se développe un vrai roman archéologique. L'auteur prétend que les Medues (*Medulli*, peuples de la Maurienne) avaient bâti sur la rive droite du Rhône, là où se trouve maintenant le village de Mauves, une grande ville devenue la capitale du royaume des Arvernes et détruite après la défaite de Bituit « et des barons de sa cour » par Fabius Maximus, qui employa les matériaux à la construction de Valence, « où l'on voyoit bien que les pierres avoient servi auparavant. » « L'on m'a monstré à Valence mesme ung vieulx escript *quod Valentia ædificata fuit e ruinis civitatis Malvarum*, qu'est d'ung livre faict du temps des Goths auxquels la meynoyre estoit fresche des faictz des Romains, mais le latin est du tout gothique et barbare, par lequel on entend fort bien *Valentiam in agro Cavarum non procul a Medualis extructam fuisse totam e ruderetis urbis eorum*. » Le naïf auteur ajoute que dans sa jeunesse on discernait encore au fond de l'eau les débris des arches d'un pont qui servait de communication avec la rive gauche; que les Romains avaient transporté ces pierres pour faire au bas de Valence un autre pont, bientôt entraîné par la

(1) Voyez Jules OLLIVIER, *De la fondation de la ville de Valence*, p. 8.

(2) In-4° de 333 fol., incomplet de la fin.

violence du courant ; de là le faubourg situé en cet endroit s'est toujours appelé Pontpiery, par nom corrompu de Pont-Péry (1). Enfin, prenant, comme le singe de la fable, le Pirée pour un homme, Aymar du Rivail soutient bravement que Tournon a été, suivant l'opinion générale, édifié avec les ruines de Durio, ville qui existait autrefois au confluent de l'Isère. Malheureusement, cette prétendue ville, fournie par une leçon vicieuse de Strabon, n'est autre chose que la rivière de la Durance, un peu détournée de son cours naturel (2). Toute cette école pseudo-historique des Le Maires des Belges a disparu depuis longtemps devant les progrès de la critique et la patiente restitution des textes des anciens auteurs ; mais il serait curieux de pouvoir démêler l'origine d'un pareil ensemble de traditions. Chorier dit à son tour que les Romains ayant fortifié La Roche, Clodius, un de leurs chefs, lui imposa son nom (3). M. Delacroix fait intervenir non moins arbitrairement Janus Clusinus, gardien des portes et par conséquent des défilés (4). Autant de rêveries rejetées sans pitié par un juge compétent (5). Quelle qu'en soit du reste l'étymologie, le nom qui complète La Roche vient du village de Glun, situé sur la rive opposée.

Animé de la vie puissante du fleuve, qui ronge incessamment ses bords, le paysage prend un caractère imposant et tout à fait méridional ; les grandes lignes commencent avec le changement de constitution géologique ; les montagnes aux formes arrêtées et plus pittoresques succèdent aux sombres masses granitiques. Châteaubourg, qui tient à la fois du manoir gothique et de la fabrique italienne, s'avance sur son promontoire. Plus loin Crusol dessine sur le ciel le croissant de ses ruines. Ce spectacle d'une grave beauté frappe le voyageur entraîné sur le chemin

(1) Voyez *Les rues de Valence*, par M. le docteur BONNET, dans le *Bulletin de la Société archéologique de la Drôme*, t. IV, p. 90.

(2) AYMARI RIVALLII, *Dè Allobrogibus*, p. 82 ; et la *Description du Dauphiné, de la Savoie, etc.*, trad. par M. MACÉ, p. 118 et p. 122, note 10 du savant traducteur.

(3) *Histoire générale de Dauphiné*, t. II, p. 56, 126.

(4) *Statistique de la Drôme*, p. 595.

(5) *Bulletin de la Société archéologique de la Drôme*, t. IV, p. 69.

de fer dominant la vallée. Au lieu de l'aire traditionnelle de l'oiseau de proie perdue sur un sommet inaccessible, dans l'horreur d'un lieu sauvage, la nature ne présentait ici qu'une pointe de rocher s'avancant au milieu des eaux, d'une étendue insuffisante et d'une médiocre défense contre une flotille comme celle de Saint-Louis. Mais cet obstacle barrait le cours du Rhône et s'imposait à l'ancienne voie Domitia, toujours la grande artère de la France, après l'avoir été des Gaules. Ce point, auquel l'embouchure voisine de l'Isère assurait encore plus d'importance, indiquait un péage, et nous verrons le parti que l'on en tira. La Roche était la tête de pont de la domination des Clérieu et le trait-d'union avec leurs possessions du Vivarais. En 1230, Béatrix, fille aînée de Guillaume, seigneur de Beldisnar (Beaudiner?), promise en mariage par son père à Silvion de Clérieu (Silvion III), lui apporte en dot Châteaubourg et son mandement, la troisième partie du port et le fief de La Garde-de-Soyon, la juridiction de Toulaud, dont le fief utile appartenait aux seigneurs de Crussol (1), le château de Charmes, la villa de Valлерan, les manses de Gravenac et de la Mothe, ce que G. de Beldisnar possédait à Maires, à la Chesa de Montz, à Charz, sur le territoire de las Noinas, et généralement tout ce qu'il avait au-delà de Tournon et du château de Vaffrey, sur les deux rives du Rhône, excepté ledit château de Vaffrey et la seigneurie de Lincei et de Liziguan (2).

(1) Le 6 juin 1307, reconnaissance par Giraud Bastet, chevalier, en faveur de Guichard de Clérieu pour le château et le mandement de Toulaud, en présence d'Aimar de Poitiers, fils du comte de Valentinois. (Arch. de l'Isère, cartons du Valent., paquet 3, N.° 1.)

(2) L'acte est passé au-dessous d'Auzon, sur les bords du Rhône, au port de Saint-Vallier, au mois de juin 1230, la sixième fête après la Pentecôte. Les cautions de dot sont Guillaume de Claveyson, Raymond de Miribel, Falques de Mercuriol, Pons Bertrandi, Antelme Monachi, Arnaud de Clérieu, Adhémar d'Hauteville, Guigues de Saint-Médard, Guillaume Delai, Antelme de Valle, Jarenton Adhémar et Arnaud de Châteaubourg. (Orig. sur parch., aux arch. de l'Isère, cartons du Valentinois.) — A notre dernier voyage à Grenoble, M. Emmanuel Pilot de Thorey, fils de l'archiviste, nous a gracieusement communiqué les chartes dont nous faisons usage aujourd'hui et dont l'existence nous avait été signalée depuis longtemps.

D'un autre côté, la veille de Saint-Antoine 1257, un autre Silvion de Clérieu avait acquis de Pons de Brion le domaine et le fief de Colombier-le-Jeune, en présence de Briand de Retourtour, chanoine du Puy, d'Arnaud Berlion, de Girin de Durfort, de Francon d'Urre, chevaliers, de Silvion de Tournon, d'Hugues de Pierregourde, de Godemar de Lavieu, de Lantelme de Marjays, d'Adhémar de Curson, damoiseau, etc. (1).

Nous avons précédemment indiqué les principaux événements qui se passèrent à La Roche, du temps des sires de Clérieu (2). Cependant, la lecture de quelques documents, qui nous sont fournis par les archives de l'ancienne Chambre des Comptes du Dauphiné, nous engage à revenir sur les incidents de la lutte soutenue, dès 1265 (3), par Silvion contre Aimar, comte de Valentinois, et le Dauphin lui-même. Convoitée par les Poitiers comme une riche proie, La Roche dut être le théâtre de nombreux combats, qui ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Devenu prisonnier de son ennemi, le seigneur de Clérieu confia la garde du château fort à son parent Guillaume de Roussillon. On voit, en effet, qu'un des ascendants de Silvion avait eu pour femme Guigonne de Roussillon. Guillaume et son père Artaud ravagèrent les terres delphinales, mais furent bientôt contraints de solliciter le pardon de leur suzerain, avec lequel ils transigèrent le 4 juin 1267. Ils payèrent la somme de cinq cents livres viennoises et donnèrent en gage la maison de Landrins et le lieu d'Épinouse, et promirent de rendre hommage à titre de fief rendable pour La Roche-de-Glun, qu'ils détenaient, jurant de faire ratifier cet accord par Silvion, dès qu'il serait sorti des prisons du comté, et, dans le cas où ils n'obtiendraient pas son consentement, de se constituer otages avec Guigue de Saint-Didier. Le Dauphin

(1) Arch. de l'Isère, cartons du Valentinois.

(2) L'abbé CHEVALIER (Inventaire des arch. des Dauphins en 1277, pièces annexes, p. 29 et 41) a publié récemment les actes de 1191 et 1262 relatifs à la mouvance de cette terre qui relevait des Dauphins.

(3) A cette époque, Silvion était déjà renfermé dans les prisons du comte, et Guillaume de Roussillon en possession de La Roche (l'abbé CHEVALIER, Inventaire des arch. des Dauphins en 1346, N.° 331); voyez aussi sur cet épisode les N.° 153 et 335 du même inv.

promet à son tour d'oublier les injures passées et pardonne à Guillaume et Artaud de Roussillon, en même temps qu'à Silvion, sans pourtant les garantir contre les attaques d'Aymar de Poitiers. Il réserve en outre le différend qu'il a avec le père et le fils au sujet de Roussillon et la question relative aux prétentions de Silvion sur Rochebloine (*Rupis Blaona*) (1).

Ralentie ou apaisée un moment, la guerre avec les Poitiers reprit bientôt son cours. Nous trouvons en effet deux trêves conclues entre Silvion et le comte de Valentinois. L'une est du 16 juillet 1273, l'autre du 24 septembre de l'année suivante. A cette dernière époque, Guillaume de Claveyson et Aymar d'Hauteville sont les gardiens et garants de la suspension d'armes, qui devait durer seulement quinze jours (2). Roger, fils et successeur de Silvion, s'attira de graves complications. Ayant tué deux hommes de Peyrins, sans que nous ayons aucun détail sur les causes de ce crime, il vit le château de La Roche occupé par les troupes de la Dauphine Béatrix, et, le 27 juillet 1280, Didier de Sassenage, Odon Allemand et Jean de Goncelein insistaient encore auprès de la régente pour que le château fort ne fût pas rendu au coupable (3). L'affaire s'arrangea cependant, et Roger rendit hommage dans le courant de septembre; mais d'un autre côté les difficultés se multiplièrent de la part des seigneurs de Roussillon, dont le dévouement, à ce qu'il semble, était au fond peu désintéressé. Le 15 mai 1280, Artaud de Roussillon renonce en faveur de Roger de Clérieu, son cher et bien aimé cousin, à toutes les donations à lui faites par Silvion, père dudit Roger. Il paraît naturel que cet acte dût tout terminer. Mais quatre ans plus tard, le mardi après le dimanche des Rameaux 1284, il y eut une transaction entre Artaud et Roger au sujet des 640 livres qu'Artaud exigeait pour fin de paiement des 2,000 livres, prix de la rançon de Silvion, et par

(1) Cartons du Valent., paquet 2, N.^o 4. C'est sans doute le N.^o 164 de l'inv. de 1346. Cet acte prouve que Léon Ménabréa a commis une erreur en identifiant *Rupis Blaona* avec La Roche-de-Glun, dans ses *Origines féodales des Alpes occidentales*. Turin, in-4°, p. 454.

(2) Cartons du Valentinois, paquet 3, N.^{os} 12 et 14.

(3) Inv. de 1346, N.^{os} 158, 288 et 415.

contre des 9,000 sols réclamés par Roger, comme dot de Guigonne de Roussillon, son aieule. (Cartons du Valent., paquet 3, N.º 14 et paquet 1, N.º 24.) (1).

(1) Les cartons du Valentinois, aux arch. de l'Isère, contiennent encore les pièces suivantes relatives aux Clérien :

1253, mercredi avant Sainte-Magdeleine. Transaction entre Silvion de Clérien et son frère Roger, chanoine de Valence, l'un et l'autre fils de Roger, au sujet des difficultés entr'eux touchant le legs fait audit Roger pour sa légitime dans le testament de son père, passé à Valence dans la maison de Silvion.

1255, dimanche après la Saint-Martin. Déclaration de Silvion de Clérien et de Roger, son frère, de ne demander à Aimar de Poitiers, comte de Valentinois, que trente mille sous viennois pour la dot de Marguerite, sa fille, âgée de 13 ans.

1255, quittance de Guigue Dauphin à Silvion de Clérien pour ce que lui devait son père.

1258, le samedi avant la Toussaint. Transaction entre Aimar, comte de Valentinois, et Silvion de Clérien sur les différends entr'eux au sujet des biens que Philippa, mère de Guillaume, père dudit Aimar, possédait près de Clérien, qui venaient de Roger de La Voulte, et renonciation de Silvion à ces biens.

1262, mercredi après Sainte-Magdeleine. Remise par Silvion, seigneur de Clérien, du château de La Roche-de-Glun au Dauphin.

1281, ides de janvier. Convention entre Roger, seigneur de Clérien, et Oddon Allemand, seigneur de Champs, pour le mariage de Guigonnet Allemand, fils dudit Oddon, avec Sibille, fille dudit Roger, à laquelle est assignée une dot de mille livres viennoises. Les cautions de dot sont Pierre Aynard, chevalier, Guigue de Roussillon, seigneur de Serrières, Josserand de Saint-Didier, Artaud de Claveyson, Aymar de Chabrillan, Silvion d'Arces, Hugues Lobet, Falcon de Montchenu, Guillaume de Clérien, etc. Fait à Lausanne (à La Sône?), en présence de Guillaume de Royn, évêque de Grenoble, d'Aymon de Montanea, grand maître de l'ordre de Saint-Antoine, de Pierre Lobet, abbé de Saint-André de Vienne, de Raynaud de Balma, d'Arnaud Berlion, damoiseau, etc.

1281, 13 des calendes de mars. Réquisition par Pierre Codurerii, prêtre et procureur de l'église de Romans, à Roger, seigneur de Clérien et de La Roche, de rendre au chapitre de Saint-Barnard le château de Pizançon, qu'il tenait en son nom.

1281, 11 juillet. Promesse d'Aymar de Roussillon, évêque de Valence, de prendre sous sa protection les hommes de Romans qui iront habiter dans la terre de Roger de Clérien, son parent.

1283, 24 janvier. Renonciation de Béatrix, fille de Roger, seigneur de

On sait que par la transaction du 17 août 1343, qui mettait en possession de la baronnie de Clérieu le comte de Valentinois, héritier de Guichard, le Dauphin Humbert II se réserva Beaumont-Montoux et La Roche-de-Glun. Au commencement de ce long débat, Aymar IV avait occupé cette dernière localité, qu'il fut obligé d'abandonner. Dès le 9 juin 1342, Humbert II accorda aux habitants de la ville, château et mandement de La Roche une charte de franchise, par laquelle on voit qu'il cherche à s'attacher ses nouveaux sujets, dont l'obéissance était d'autant plus importante qu'ils résidaient dans une place frontière. Ainsi, il les déclare exempts des obligations les plus rigoureuses du régime féodal, de la taille, de la corvée, de la mainmorte, du vintain et du droit de prélation, et en outre des droits de péage, non-seulement sur les lieux mêmes, mais

Clérieu, à toute prétention sur l'hoirie paternelle en faveur de Guillaume, son frère.

1303, le vendredi dans l'octave de Saint-Nicolas. Pons et Pierre Rigaud, frères, vendent à Marguerite, dame de Clérieu, un tènement appelé *les Chenals*, sis près de Châteauneuf.

1304, 25 avril. Promesse de Roger, seigneur de Clérieu, de Graton et de Guichard, ses enfants, de payer les legs pieux faits par Guillaume Gratepaille, par Roger, son frère, aïeul du susdit Roger, par Béatrix, sa femme, et Sibille, sa fille.

1305, 15 avril, et 1306, 7 juin. Transaction entre Guillaume, seigneur de Clérieu, et Guichard, seigneur de La Roche, touchant le partage des biens paternels et maternels.

1313, 28 juin. Transaction entre Guichard de Clérieu, seigneur de La Roche-de-Glun, Garauson et Châteauneuf-de-Vernoux, et Bermond d'Anduse, chevalier, seigneur de La Voulte et du château de Valfrey, au sujet des confins des mandements de Garauson, Châteauneuf et Valfrey.

1333, 2 janvier. Reconnaissance à Humbert Dauphin pour les château et seigneurie de Clérieu, avec les arrière-fiefs, etc.

Le même fonds contient diverses chartes concernant les relations des Poitiers-Valentinois avec le prieuré de Saint-Pierre de Rompon en Vivarais. L'une d'elles, datée du mercredi après le dimanche de la Passion 1268, est la confirmation par Aimar, comte de Valentinois, de la donation par son ancêtre le comte de Valentinois, du consentement de sa femme Philippa, en faveur de Saint-Pierre de Rompon, de l'hôpital et de l'église de Sainte-Marie-Magdeleine d'Exobrer, avec exemption de tailles pour les hommes du couvent fondé par les prédécesseurs du comte.

encore à Châteauneuf-d'Isère, à Clérieu, à Curson, Charmagneu, Crussol, Châteaubourg et Tournon ; il leur permet, dans une certaine mesure, l'exercice de la chasse, dont les seigneurs se montraient alors si jaloux, et l'usage des bois aux îles de Saint-Georges sur le Rhône et de Silhar sur l'Isère et aux Blaches des Chassis ; enfin, il leur octroie la jouissance exclusive des pâturages, le tout à la condition d'entretenir les remparts. Après avoir énuméré les obligations auxquelles la population demeure soumise, le prince termine par ces remarquables paroles : « Mandons et commandons au chastellain..... que à l'exception » des choses presdites et suscriptes, si quelqu'un de nostre » maison ou aultre veult vous contraindre à payer, qu'impunément vous ne luy obéissiez. » Ces libertés furent confirmées par lettres du roi Louis XI, du 1^{er} octobre 1481, et enregistrées au Parlement de Grenoble, le 24 novembre de la même année (1). Humbert donna à La Roche pour châtelain Pierre Sibeud d'Allon, damoiseau ; il assigna sur cette terre une portion du douaire stipulé en faveur de sa femme Marie des Baux, et s'en réservait à lui-même une portion des revenus dans l'acte solennel du 30 mars 1349, qui donnait notre province à la France (2). Par suite de la réunion, La Roche ainsi que Beaumont-Monteux devinrent des terres domaniales ; mais elles furent souvent engagées avec faculté de rachat, ce qui était pour la Couronne un moyen d'emprunter sur hypothèques. Le traité de transport du comté de Valentinois nous apprend que La Roche se trouvait en 1404 entre les mains du roi-dauphin (3). En juin 1467 cette seigneurie fait partie de la dot de Marie de France, bâtarde de Louis XI, première femme d'Aymar de Poitiers-Saint-Vallier ; mais étant morte sans enfant, le fief fit retour au domaine royal. Louis XII confirma à Guillaume de Poitiers, seigneur

(1) M. l'abbé Vincent (*Notice hist. sur La Roche-de-Glun*, p. 18-34) donne cette chartre d'après une transcription authentique du dernier oct. 1487, qui fait partie de notre collection de documents.

(2) J. J. GUFFREY, *Histoire de la réunion du Dauphiné*, p. 48, 179, 185, 190, 192, 235.

(3) DUCHESNE, *Comtes de Valent.*, preuves, p. 73.

de Clérier, l'engagement de La Roche et Beaumont-Montoux, accordé par Charles VIII en paiement de diverses sommes (1). Un de ses successeurs, Guillaume de Poitiers-Saint-Vallier, frère de Diane, obtient le 21 juin 1533 main-levée pour ces deux places. Guy Allard raconte que Gordes, accompagné du baron des Adrets, rentré dans le parti catholique, visita en 1568 le château de La Roche, peu de temps avant la paix (2).

On trouve en 1596 Jacques Darlod, seigneur de La Roche; l'année suivante, son fils Félix, mari de Justine de Beaufort, anobli en 1602, lui a succédé. Les Arlod, originaires de la contrée, sont remplacés bientôt par les Jomaron, famille parlementaire issue d'Amédée Jomaron, notaire à Romans (1469), et encore existante à la fin du siècle dernier. Jean Jomaron, conseiller au Parlement de Grenoble, était seigneur de La Roche en 1615. De son temps, La Roche fut ravagée par la peste de 1629, et le donjon tombait en 1633 sous la mesure générale prise par Richelieu pour la destruction de toutes les fortifications à l'intérieur du royaume (3). Après Jean vient, en 1644, Ennemond Jomaron de Saint-Sauveur, maître-d'hôtel ordinaire du roi; sa fille Louise-Françoise apporte La Roche-de-Glun à son mari, Philippe-Emmanuel de La Barge, descendant d'une illustre maison de chevalerie d'Auvergne, qui a mêlé son sang à celui des Montboissier, des Montmorin, des d'Albon, et d'où sont sortis un gouverneur du Vivarais en 1603, un maréchal de camp, plusieurs chanoines comtes de Lyon et de Brioude. Les La Barge, dont l'un fut tué en duel par son voisin, Jean de Bouvier-Montmeyran, seigneur de Durtail, bâtirent dans le village le nouveau château, qu'ils vendirent sans doute avec la seigneurie. C'est du moins par les difficultés du paiement que nous expliquons un arrêt du Parlement de Grenoble de 1727, statuant que Philippe-Emmanuel de La Barge, sieur de Roussillon, du lieu de La Roche-de-Glun, se pourvoira pour l'adjudication de la

(1) DUCHESNE, *Comtes de Valent.*, preuves, p. 10; — P. ANSELME, t. II, p. 204.

(2) *Vie du baron des Adrets*; ap. BRIZARD, *Généalogie de Beaumont*, t. II, p. 224.

(3) Notes de MOULINET; — VINCENT, *Noticia sur La Roche*, p. 43.

somme de 6,000 livres contre Marguerite-Laurence de Coupeau de La Cohardière, femme de Paul de Grandis, seigneur de Pommerol. Messire Paul de Grandis, ancien capitaine de cavalerie, originaire de Carpentras, possédait en effet La Roche en 1733. De sa seconde femme, N. de Launay, il eut une fille unique, Catherine, mariée à son compatriote Joseph-Henri comte des Isnards, chevalier de Malte, lieutenant au régiment de Bourgogne, qui prit vers 1750 la qualification de vicomte de La Roche-de-Glun. Les Grandis de Pommerol, de noblesse récente, s'étaient enrichis dans le commerce; les des Isnards, au contraire, appartiennent à une très-ancienne famille du Comtat, admise aux honneurs de la cour en 1780. Du mariage de Joseph-Henry vinrent Catherine, dont nous parlerons quand nous en viendrons aux péages, et Esprit-Toussaint-Joseph, vicomte des Isnards, mousquetaire du roi. Ce dernier passait pour très-joueur, et l'on prétend qu'ayant engagé une grosse partie contre un de ses compagnons d'armes au même corps, Louis-Thomas de La Grange, dont les ancêtres exerçaient la judicature de la baronnie de Tournon, au commencement du siècle, il perdit la terre de La Roche (vers 1774). M. de La Grange n'eut qu'un fils, qui émigra au moment où il allait, assure-t-on, être l'objet de poursuites criminelles (1).

Les ruines du donjon historique, ainsi que le rocher qui les supportait, ont disparu peu à peu devant les exigences de la navigation. Il ne reste donc plus de trace de ce nid féodal qui ne brava pas impunément la colère de Saint-Louis. La Roche fut autrefois un centre pour diverses familles nobles. La charte des franchises nous apprend qu'en cas de certaines accusations elles étaient admises à fournir caution; leurs noms ne nous sont pas parvenus. Mais, outre les d'Arces, installés dès la fin du XIV^e siècle, nous trouvons les Macellier, les Chitrieu, ou *de Chitriaco* (1484), aussi établis à Mercurol, Pierre de Saint-Jean

(1) Notes de MOULINET; — Arch. de l'Isère; — CHORIER, *Estat politique*; — LE LABOUREUR, *Mazures*, t. II, p. 234; — G. ALLARD, *Dictionnaire*, t. 1.^{er}, col. 697; — CHABROL, *Coutumes de l'Auvergne*, t. IV, p. 777; — BOUILLET, *Nobiliaire d'Auvergne*, t. 1.^{er}, p. 153; — PITHON-CURT, *Noblesse du Comtat*, t. II, p. 365 et t. IV, p. 632; — Papiers divers.

(1599), Louis Faure de Chipre-de-Soubroche au XVIII^e siècle. Il y avait sur ce territoire à l'époque de la Révolution plusieurs terriers, l'un à l'abbaye de Saint-Antoine, l'autre au commandeur de Beaumont-Monteux de l'ordre de Malte, et le troisième à M. Machon. La Roche dépendait du diocèse de Valence, et ses églises appartenaient au prieuré de Saint-Pierre du Bourg-lès-Valence. Saint-Georges, situé dans la portion du territoire qui a gardé ce nom, est mentionné, ainsi que Saint-Nicolas, dans la bulle de Célestin III, du 3 avril 1192 (1), et dans le codicille de Guichard de Clérieu (1335). Le domaine voisin connu sous la même appellation était, en 1763, la propriété de noble Adrien Wittert de Westrum. Ce Hollandais, dont la famille venait d'être anoblie, *en tant que de besoin*, par l'impératrice Marie-Thérèse, fut, dit-on, attiré dans notre pays par l'espoir de guérir d'une cruelle maladie grâce à un remède local très-pratiqué de nos jours. Saint-Jean était aussi une église rurale; Roger de Clérieu, dans son testament daté du 14 des calendes de juillet 1303, lègue cent sols pour sa reconstruction. Elle avait au XIV^e siècle un chapelain particulier; plus tard elle fut desservie par un religieux de la commanderie de Monteux, qui jouissait en cet endroit, comme nous venons de le dire, de droits féodaux. On trouve encore dans l'énumération des églises dont la possession est confirmée à Saint-Pierre du Bourg par Célestin III, Sainte-Marie de Marnaudou, bâtie près du confluent de l'Isère, qu'Humbert de Châteaubourg dota, au commencement du XIII^e siècle, de revenus sur le péage de Confolens (2). Le titulaire de la chapelle Saint-Nicolas, peu après détruite, avait bouche en cour au château de La Roche, en vertu du testament de Guichard. Enfin, l'église paroissiale était placée, selon le pouillé du diocèse de Valence de 1721, sous le vocable de Saint-Jean-Baptiste.

Les sires de Clérieu percevaient des droits de péage à La Roche, à Confolens, à Charmagneu. Lorsque les Poitiers succé-

(1) L'abbé CHEVALIER, *Chartularium ecclesiæ Sancti Petri de Burgo Valentis*, N.^o 13.

(2) *Id.*, note 3.

dèrent à Guichard, le Dauphin retint les péages avec la terre; et la pension annuelle de Guillaume, seigneur de Tournon, fut portée à quatre-vingts livres, pour s'attacher de plus en plus un si puissant vassal. L'original de cet acte, conservé aux archives nationales, présente cette particularité que c'est la seule charte connue signée de la main du Dauphin (1). Mais le comte de Valentinois s'étant plaint que les revenus du péage de Saint-Alban, qui lui avaient été assignés en compensation de ceux qu'il avait dû abandonner, étaient loin de s'élever à la somme déterminée, Humbert II, au moment de renoncer au pouvoir, consentit, le 6 avril 1349, à annuler l'échange et à restituer à Aymar les péages de Charmagneu et La Roche; ce dernier devait s'exercer près de la chapelle de Saint-Georges, dans le voisinage du château (2). En 1355 une enquête, ordonnée par le Dauphin Charles, amena la confirmation de cet état de choses. Les Poitiers, toujours à la recherche des moyens de battre monnaie, se hâtèrent d'aliéner le péage de La Roche, qui passait en 1368 aux Crussol et quelques années après aux Tournon; il fit partie du douaire de Catherine de Giac, veuve de Jacques de Tournon, tué en 1396 à la bataille de Nicopolis, avec l'élite de la noblesse française, et rendait alors trois cents livres (3). Il fut maintenu dans la révision de 1445. Vers ce temps ces droits étaient revenus à l'État. On trouve à la date du 19 août 1483 l'exploit de Jean Boniface, sergent royal delphinal, chargé de signifier à noble homme Charles de La Chapelle, lieutenant de bailli au lieu de Tain, et à Benott Concard, *aliàs* Bordygal, pontonnier dudit port, pour noble et puissant seigneur Monseigneur de Tournon, lequel passe et repasse les allants et venants dudit Tain à Tournon, la confirmation royale enregistrée au Parlement de Dauphiné des libertés des gens de La Roche, par lesquelles la gratuité du passage leur était garantie (4). Ce péage

(1) J. J. GUIFFREY, *Histoire de la réunion du Dauphiné*, p. 24, note.

(2) Arch. de l'Isère, cartons du Valent., paquet 2, N.º 7.

(3) VINCENT, *Notice sur La Roche-de-Glun*, p. 35; — DUCHESNE, *Comtes de Valentinois*, p. 56, et preuves, p. 57, 58, 62.

(4) Ce document est inséré à la suite de notre copie vidimée de la chartre d'Humbert II.

fut de nouveau approuvé en 1555 et 1655; à cette dernière époque il appartenait aux Lévi-Ventadour. Une sommée ou charge de sel à la mesure de Valence, qui est de six sétiers, passant sur le Rhône, payait alors 12 deniers; une charge de toile, de draps, de mercerie, d'acier, de plomb ou de cuirs, 3 sols; un muid de vin, 2 sols 3 deniers; une sommée d'huile, 48 deniers; un arbre de nef, 100 sols, etc. (1).

Le péage de La Roche a été souvent confondu avec celui de Confolens établi, comme le nom l'indique, au confluent de l'Isère. En confirmant ce dernier, la bulle de 1151 de l'empereur Conrad en faveur de Silvion de Clérieu s'appliquait sans doute à tout le territoire. Les droits exercés à Confolens se partageaient du reste entre plusieurs personnes. En 1230, Béatrix de Beldisnar, en épousant un autre Silvion de Clérieu, lui apporta la moitié du port de Confolens, qui entra plus tard tout entier dans le domaine de la couronne avec la terre de La Roche. Ces taxes et surtout la façon dont elles étaient exigées créaient toute espèce d'entraves au commerce; la déposition de M^e Pierre Blain, bachelier ès-lois, citoyen de Valence, en 1445, nous en donnera une idée; il déclare que « tout le sel que l'on » amenoit sur la rivière du Rosne du pays bas estoit déchargié » en ladite cité de Valence..... et aucunes fois quant aucuns » vouloient mener ledit sel plus haut sur ladite rivière, il a » aussi veu et sceu ce que ledit sel estoit déchargié des nefs et » fustes, esquelles il avoit esté amené, et mené tant par des » bestes à bast, que avec chevaulx menans ledit sel sur chars et » charettes jusqu'au port de Confolens, et les nefs et fustes sur » lesquelles l'on vouloit mener ledit sel, l'on les menoit vuides » sur ladite rivière du Rosne jusqu'au port de Confolens, qui » est sur la rivière d'Isère entrant au Rosne, et là on char- » geoit d'icelluy sel, qu'on avoit amené par terre, lesdites » nefs et batteaux, et puis l'on les menoit, ledit sel montant sur » icelle rivière du Rosne jusques à Vienne où l'on dechargeoit » ledit sel. » Mais les officiers du roi obligèrent les habitants de

(1) S. DE BOISSIEU, *De l'usage des fiefs*, 2^{me} partie, p. 106; — *Tarif et manière de lever les péages de la rivière du Rhône*, Lyon, 1708, p. 37.

Valence à renoncer à leur exaction, et les barques purent remonter le Rhône sans être obligées de laisser leur chargement pour le reprendre ensuite (1). Rachetés de Claude Plovier, le péage et le port de Confolens furent revendus, le 13 juin 1594, à Félix d'Arlod, pour 3,150 écus. Ils furent acquis, le 27 septembre 1638, par Ennemond de Jomaron, sieur de Saint-Sauveur, au prix de 27,300 livres sur le revenu de 1,096 livres. Sa fille les porta à Emmanuel de La Barge, son mari. En 1704, Louis de La Barge, seigneur de La Roche, affermait les revenus du port de l'Isère pour la somme annuelle de 975 livres. Les produits du port de Confolens se confondaient avec ceux du bac de Silhart, qui desservait la grande route. En 1778, les des Isnards en retiraient 6,900 livres de ferme. Un pont ayant été construit peu de temps après à cet endroit même, Catherine des Isnards, comtesse de Séguins, qui avait eu le bac dans sa part de l'héritage paternel, fit le voyage de Paris pour réclamer du Gouvernement une indemnité, qui fut peu considérable. Mais M.^{me} de Séguins ayant plu à la reine Marie-Antoinette, fut nommée sous-gouvernante des enfants de France. Devenue veuve, elle se remaria au comte Prosper Balbo, ambassadeur de Sardaigne à Paris (2). Non loin de là, sur la rive gauche et sur la commune de Bourg-lès-Valence, se trouve le petit château de Confolens ou Confoulent relevant autrefois de la baronnie. Le 10 mai 1586, Pierre de Mottes, sieur de Confolens, commandant pour le service du roi audit lieu, donne quittance de dix écus sol à M^e Pierre Billiod, trésorier général de l'extraordinaire des guerres, par les mains de M^e Loys Bajoue, trésorier provincial dudit commissaire (3). En 1777, le castel appartenait à Jean-Laurent Bancel de Confoulens, d'une famille anoblée, en 1683, par une charge au Parlement de Grenoble; il siégea dans les rangs de la noblesse aux états tenus à Romans en 1788, et émigra à l'époque de la Révolution.

(1) VALBONNAYS, t. 1.^{er}, p. 90.

(2) BRUN-DURAND, *Le Dauphiné en 1698*, chap. 3; — Note comm. par M. Ad. Rochas; id., par M. Ernest de Rozière.

(3) Papiers de la maison de Bajoue comm. par M. Machon.

Quoique dépendant de La Roche, Charmagneu, *Chara-manœum*, était situé à plusieurs lieues en amont, mais toujours sur la rive droite de l'Isère, et probablement sur le territoire actuel de Beaumont-Monteux. On se souvient que ce péage fut autorisé par l'empereur Frédéric, dans la charte de 1153, dont nous avons rapporté le texte. Les droits des Clérieu passèrent aux Poitiers, et, le 12 juin 1363, Aymar, comte de Valentinois, vend à Raynier Coppi, bourgeois de Romans, la moitié du péage de Pisançon et Charmagneu, tant par terre que par eau, pour le prix de 350 florins d'or. En 1481, Guillaume de Poitiers ayant passé une autre vente de Charmagneu, Louis XI lui fit don à cette occasion des droits de lods. Selon Salvaing de Boissieu, le sieur de La Croix jouissait de cette propriété en 1579; les droits en avaient été réglés par une enquête du 23 juin 1565. Le 12 octobre 1601, noble Jehan de Richomme, écuyer d'écurie de haut et puissant seigneur Charles de Lorraine, duc d'Aumale, et son procureur fondé, vend à honorables hommes Augustin Ferrandin, Pierre Estezet et Pierre Chabrières le péage appartenant audit seigneur d'Aumale, que lui et ses successeurs ont accoutumé prendre sur les marchandises qui passent par le détroit de l'Isère, tant montant que descendant, au lieu de Charmagneu. Le péage était bientôt après entre les mains de Daniel Dochès, François Lorenson et Mouttet. Noble Henri de Bressac, secrétaire du roi, bailli de Valence, en fit d'eux l'acquisition, le 21 avril 1607, au prix de 6,900 livres; mais Jean de La Croix-Chevrières usa du droit de rachat, pour lequel il avait succédé au duc d'Aumale. Le péage resta dès lors dans sa famille, et en 1664 M. de Pizançon était mis en demeure de justifier dans le délai de trois mois de ses titres de propriété, faute de quoi ses droits seraient dévolus au roi. Un arrêt du conseil d'État du 21 octobre 1738 supprima définitivement le péage (1).

La population de la commune actuelle de La Roche-de-Glun est de 1,293 âmes, et celle du Pont-de-l'Isère, qui en a été distrait, de 627.

(1) Arch. de l'Isère, cartons du Valent.; — Extrait vidimé de l'acte du 12 oct. 1601, en notre possession; — Arch. du château de Blanchelaine; — SALVAING DE BOISSIEU, 2.^{me} partie, p. 94, 96; — Arch. de la Drôme, série C, 994.

Beaumont-Monteux, *Montes, Montilius, Bellus Mons* (983 habitants). Cette commune a reçu une partie de son nom du coteau de Beaumont qui lui est presque contigu, mais qui est situé sur Clérieu; quant à celui de Monteux, il s'explique difficilement dans un lieu peu accidenté. Nous avons déjà dit, dans le second chapitre de cette étude, qu'en 1343 Humbert II détacha, à son profit, de la terre de Clérieu, le village de Monteux; ses droits passèrent à la couronne de France. Le 20 juillet 1367, le roi-dauphin, comme seigneur de Beaumont-Monteux, reçoit l'hommage de noble Guillaume de Claveyson, pour des cens, et le 12 mai 1386, la reconnaissance de Jocerand Gothafred, chevalier, au nom de son pupille noble Pierre Gibelin. Le 22 mai 1422, Geoffroy Viol, l'un des syndics de Romans, acheta au nom de la ville, au prix de 1,200 écus d'or, dont soixante-quatre font le marc de Paris, le territoire, mandement et juridiction de Beaumont-Monteux; la quittance fut délivrée le lendemain par M^e Jehan de La Barre, trésorier du Dauphiné, l'un des commissaires chargés de procéder à la vente; mais il avait fallu emprunter la moitié de la somme à Michel Fogasse, marchand d'Avignon. Le 13 mars 1461, Louis XI donnait Beaumont-Monteux, en même temps que Peyrins, à son favori Imbert de Bathernay; cette possession dura peu, car, le 9 mai 1493, Charles VIII engagea cette terre domaniale, y compris les garennes, pour le prix de 10,000 livres, à Guillaume de Poitiers, baron de Clérieu, marquis de Cotrone, ce qui fut confirmé par le roi Louis XII; elle rendait à cette époque 400 livres, et resta dès lors dans la maison de Poitiers. En 1550, Henri II la racheta pour la remettre entre les mains de la duchesse de Valentinois, *en exécution de l'arrêt par elle obtenu du Parlement de Grenoble*, ce qui était un don peu déguisé. Diane jouissait du droit de moutonnage, en vertu duquel elle recevait un mouton de chacun tenant parc dans le mandement. Le cadeau royal échappa aux héritiers de la favorite, le 25 août 1594, malgré les réclamations du duc d'Aumale. Les commissaires députés pour l'aliénation du domaine vendirent à François de Bonne, seigneur de Lesdiguières, la terre et seigneurie de Beaumont-Monteux, avec les hommes, manants et habitants, fiefs, hommages, cens, rentes, etc., sous la réserve des foi, hommage et souveraineté,

moyennant le prix de 5,670 écus, y compris le sol pour livre. On voit que cette modeste localité semblait destinée à devenir successivement la récompense de zèles de natures bien différentes. Noble André de La Croix, sieur de Chatuzanges, second fils de Félix de La Croix-Chevrières, passait, le 31 mai 1596, une reconnaissance au célèbre capitaine dauphinois, pour un tènement de bois appelé *Banier*, sis au mandement de Monteux. En 1636, noble Ennemond de Jomaron, sieur de Saint-Sauveur, était seigneur de Beaumont et Monteux, ayant acquis cette terre en vertu de lettres *de debitis* par lui obtenues. Il la vendit au président de Chevrières, dont la situation territoriale allait toujours grandissant dans le pays, et qui souscrivit, le 18 avril 1644, avec les consuls du lieu, au sujet du droit de moutonnage, une transaction, par laquelle les droits anciennement établis devaient désormais lui être régulièrement payés, sans tenir compte des arrérages. Beaumont-Monteux resta jusqu'à la Révolution au pouvoir de la maison de La Croix. Cependant, dans un acte de 1777, Messire Charles de Chabrières, seigneur de La Roche, Peyrius et Murs, est aussi qualifié seigneur de Beaumont-Monteux. Cette contradiction apparente doit probablement s'expliquer par la possession de droits féodaux, que M. de Chabrières exerçait sans doute en quelque endroit de cette commune et qu'il tenait de Jacques Coste, son prédécesseur au comté de Charmes, qualifié coseigneur de Beaumont-Monteux dans son testament de 1671 (1).

Les noms d'une partie des plus anciens châtelains de Beaumont-Monteux nous ont été conservés : 1343 à 1345, François de Cugno ou du Coin; il date de l'établissement de la communauté de Monteux; 1349 à 1353, Berthon de Maloc; 1366, Pierre Gaillard; 1372 à 1373, Bernardon de Bren; 1377, François Colonne; 1389 à 1390, Ponce de Capriliis ou de Chevrières;

(1) *Cartulaire de Saint-Barnard*, N.° 146; — L'abbé CHEVALIER, *Cart. de Saint-André-le-Bas*, appendice, N.° 3; — Arch. du château de Peyrius; — *Id.* de la Drôme; — *Registrum litterarum officiariorum*; — Ms. de la bibliothèque de Terrebasse, comm. par M. Émile Giraud; — DUCHESNE, *Comtes de Valent.*, p. 100, et preuves, p. 101; — Inv. de la Ch. des Comptes de Dauph., Élection de Saint-Marcellin, fol. 233, 270; — Papiers comm. par M. Machon; — Notes de MOULINET.

1391 à 1408, Étienne Flaminge; 1421, noble Jean de Grasse; 1449, noble Arthaud de Meffrey, pour noble Jean Lebrun; 1487 à 1499, noble Jean de Lodot; 1506 à 1517, Antoine de Conflans, écuyer. Par lettres patentes du 1^{er} mars 1506, Louis XII lui fit don pour sa maison forte sur Chanos de l'usage du bois et pâturage pour ses bêtes dans les forêts de Banier près de Romans (1).

Il y avait dans ce lieu une antique commanderie de l'ordre de Malte, qui possédait aussi des biens à Chanos et à La Roche-de-Glun; cette commanderie fut annexée au XVI^e siècle à celle de Saint-Romain-en-Galles-lès-Valence. On trouve en 1231 Frère Chautard, précepteur de Monteux. Le 5 août 1540, Frère François d'Agaud, commandeur de Saint-Romain-en-Galles et du membre de Monteux, qui en dépendait, fournit un dénombrement au Dauphin. De 1603 à 1612, noble et religieuse personne Frère Jean de Lemps, chevalier de Saint-Jean-de-Jérusalem, commandeur de Vienne et Monteux, reçoit diverses reconnaissances; il levait la dîme en grains et vin dans le mandement. Un arrêt du Parlement de Grenoble de 1675 réintègre Antoine de Pouchon, commandeur de Monteux, dans la possession des dîmes de ce lieu, comme en étant prieur et seigneur décimant, contre les prétentions de René Servan, curé de Monteux. On voit encore, comme commandeurs de Monteux, en 1753, N. Boyer de Ruffé; en 1762, François-Charles Peschant, prêtre conventuel de l'ordre de Malte, et en 1788, Claude-François Boyer. Dans les derniers temps, cette commanderie était une de celles affectées aux chapelains conventuels et aux servants d'armes de la vénérable langue d'Auvergne : ces fonctions n'impliquaient pas des preuves de noblesse (2).

(1) BRIZARD, *Généalogie de Beaumont*, t. 1.^{er}, p. 291; — Livre de taille de Romans; — Réponse par M.^e Louis Machon, notaire à Romans, au mémoire de M. le comte de Saint-Vallier, signifié le 15 mars 1783; — Inv. de la Ch. des Comptes, article Romans.

(2) A. LACROIX, *Notice sur Saint-Paul-lès-Romans*, p. 22; — Inv. de la Ch. des Comptes, Saint-Marcellin, t. 1.^{er}, fol. 236; — Terrier du membre de Monteux, 1606, aux arch. de la Drôme; — Inv. sommaire des arch. de l'Isère, série B, 1231; — *Liste de Messieurs les chevaliers, chapelains, conventuels et servants d'armes des trois vénérables langues de Provence, Auvergne et France*, Malte, 1787, p. 92.

La paroisse sous le vocable de Saint-Jean, dépendant dudit ordre de Malte, paraît avoir fait partie à l'origine du patrimoine de la commanderie. Le chapitre de Saint-Barnard était décimateur au quartier de Champollion, en vertu d'une transaction de l'année 1441 (1). L'église des Granges, sur la même commune, est d'institution récente; on croit qu'anciennement il en existait une sur les bords de l'Isère.

Chantemerle, *Cantamerlum*, *Cantusmeruli* (1,008 habitants).

Une bulle du pape Alexandre III, en 1164, atteste que l'église du Puy-en-Velay possède le village de Chantemerle avec ses églises et dépendances. Le 19 mai 1267, Clément IV confirme ces droits du chapitre du Puy (2). Faut-il attribuer cette propriété lointaine à une donation du célèbre Adhémar, évêque du Puy en 1080, légat du pape à la première croisade, qui, s'il faut en croire la charte 169 de Saint-Barnard, était frère de Lambert-François, seigneur de Peyrins, mais en tout cas appartenait à notre province (3). Notre-Dame de Chantemerle conserve encore, en témoignage de ses anciens liens religieux et féodaux, son antique vierge noire remplacée récemment sur l'un de ses autels. Cette localité fut partagée jusqu'à la Révolution en deux paroisses, dont les dîmes, perçues par les curés respectifs, leur tenaient lieu de portions congrues : l'une de ces paroisses sous le vocable de Saint-Pierre-ès-Liens ou Saint-Pierre-des-Blés aujourd'hui détruite (dans son voisinage se trouvait un péage sur lequel fut assignée au XIII^e siècle une partie des revenus repré-

(1) BRUN-DURAND, *Dictionnaire ecclésiastique*.

(2) *Manuscrits d'Étienne Médicis*, t. II, p. 161 et suiv., cités par MONLEZUN, dans *l'Église angélique ou Histoire de Notre-Dame du Puy*, p. 165.

(3) La chronique du monastère de Saint-Pierre du Puy (ap. D. VAISSETTE, t. II, preuves, col. 8) dit : « *Adhemarus filius consulis provincie Valentinsis*. » — Un érudit bien connu dans nos contrées, feu le marquis de Satilleu, affirmait que *consul* était ici pour *comte*, et il en donnait pour preuve que l'on voyait un peu plus loin dans la même chronique les vicomtes de Polignac désignés par le titre de proconsuls. On sait que jusqu'à ces derniers temps l'opinion la plus accréditée rattachait ce prélat aux Adhémar de Montell. (PITHON-CURT, t. IV, p. 18; — ROCHAS, *Biogr. du Dauphiné*, t. 1^{er}, p. 4.)

sentant les droits de Guillaume de Poitiers-Saint-Vallier à la succession paternelle) (1); l'autre sous le patronage de la Vierge, et sans contredit l'un des plus curieux monuments de la contrée. Isolée au sommet d'une étroite colline, à laquelle on accède par une longue suite de marches dégradées, cette église, qui a vu naître et mourir à ses pieds tant de générations, va bientôt à son tour disparaître dans le passé. De profondes lézardes sillonnent ses vénérables murailles; le sol même miné par les pluies menace de se dérober sous les fondations. Il serait cependant profondément regrettable de laisser périr, faute de quelques réparations, ce curieux spécimen d'architecture contemporain des temps où l'âme des populations s'ouvrait aux terreurs apocalyptiques du jugement dernier, dont l'heure semblait prochaine. Le trop modeste budget de la commune étant insuffisant pour couvrir les dépenses qui seraient ici nécessaires, espérons qu'une allocation du Gouvernement permettra la restauration de cet édifice bien digne d'être classé parmi les monuments historiques. Nous ne pouvons trouver un meilleur moyen d'éveiller l'intérêt des artistes qu'en donnant ici la savante description de l'église de Chantemerle, écrite à notre prière par un des archéologues les plus compétents de notre province, M. le vicomte Fernand de Saint-Andéol.

« L'intérieur de l'église de Chantemerle est divisé en trois nefs, composées chacune de trois travées accusées de chaque côté par trois piliers et continuées par un espace de peu de portée, faisant chœur devant une abside en hémicycle terminant la grande nef et deux absides carrées au bout de chaque côté. Ces piliers sont sur plan barlong, surmontés de chapiteaux à personnages et à sujets symboliques, et flanqués chacun de deux colonnes sur leurs grands côtés, nef et collatéral, supportant la retombée des arcs doubleaux de la voûte, qui est à plein cintre dans la grande nef et en tiers de cercle dans les bas côtés. L'abside centrale, éclairée par trois fenêtres, termine cette perspective, qui, dans ses rapports et proportions, accuse le style de la

(1) Factum pour le comte de Saint-Vallier, 1759, p. 22.

deuxième moitié du XI^e siècle, sauf sur un point que nous relèverons plus loin.

» A l'extérieur, le chevet, qui est orienté, présente l'hémicycle de son abside faisant saillie sur le plat du mur qui termine l'extrémité des bas côtés; elle est étayée par quatre contreforts, dont deux aux points de soudure de sa courbe avec la surface des murs droits. Les contreforts s'élèvent à peine aux deux tiers de la hauteur totale du mur de l'abside, qui n'atteint pas aux trois quarts de la hauteur des nefs. Trois fenêtres de grandeur moyenne éclairent ce sanctuaire, et deux un peu plus étroites éclairent le fond des bas côtés. Un cordon sur billettes s'arrondissant au-dessus du plein cintre de chaque fenêtre et entourant les contreforts, en y faisant corniche sous larmier, rattache le tout comme une œuvre d'un seul jet, et si l'on se souvient que ce système décoratif de cordons sur billettes était fort usité dans la deuxième moitié du XI^e siècle et la première du XII^e, ce dont la cathédrale de Valence nous donne un exemple, il faut reconnaître que c'est à cette date, au XI^e plus encore qu'au XII^e (où déjà l'on remarque le volume massif des piliers à l'intérieur), que revient le chœur de l'église de Chantemerle.

» Si nous examinons la façade, c'est bien encore de ce même style dit roman secondaire que nous avons sous les yeux, mais d'une date un peu plus avancée, du moins par ses contreforts et par sa partie supérieure. Les personnes qui ont pu voir dans le Midi un grand nombre d'églises à trois nefs de ce style, auront observé que jusqu'à l'approche du style ogival la façade est dépourvue de contreforts, au moins dans la partie médiane, quoique les flancs en soient munis pour contrebuter la poussée des voûtes, parce que le mur de la façade ne reçoit que la faible poussée des premiers arcs formerets de l'intérieur et que la hauteur du pignon, que la masse de l'ensemble de ce mur, alors qu'il est surtout construit en pierres de taille, doit suffire à cette résistance. Ici le mur de la façade est étayé par quatre contreforts s'élevant à la même hauteur que les contreforts latéraux jusque sous les combles. Ces contreforts sont à plusieurs ressauts et marquent le XII^e siècle plus que le XI^e. Aux deux tiers de la hauteur de cette façade, une corniche élégam-

ment sculptée, comprise entre les deux contreforts extrêmes, mais contournant les deux intermédiaires, sert de base à trois fenêtres, dont l'ouverture d'une hauteur égale à deux fois la largeur environ s'évase de dedans au dehors ; elles éclairent les trois nefs ; la fenêtre centrale est encadrée dans un tableau ou retraite entre deux colonnettes supportant un plein cintre multilobé, comme en comportait le quatrième étage du clocher de la cathédrale de Valence avant sa dernière destruction. La porte d'ouverture, carrée sans impostes, est encadrée par une archivolte composée de tores, gorges et filets reposant sur deux colonnettes avec tympan uni.

» Cette description de l'intérieur, de la façade et de l'abside nous donne une construction appartenant au style dit roman secondaire ayant fleuri pendant les XI^e et XII^e siècles, et pour l'archéologue estimant le tout par la partie et ne sachant rien au-delà de cette période, c'est chose jugée. Mais l'étude des murs latéraux nous montre ici autre chose pour nous prouver que le travail des XI^e et XII^e siècles fut une grande restauration et non une construction nouvelle.

» Le flanc sud se développe sur une longueur moyenne, eu égard à la hauteur, pour se continuer à une élévation moindre d'un tiers. Bien des fois déjà nous avons eu occasion de parler de petites églises de la Gothie, construites du milieu du VIII^e siècle au courant du X^e, composées d'une nef à deux travées, continuée par une troisième d'une moindre portée faisant le chœur immédiatement devant l'abside.

» Dans le même temps, un même profil apparaît dans les petites églises de la province ecclésiastique de Vienne, où l'absence de voûtes privant la nef de pilastres à l'intérieur et de contreforts à l'extérieur, sans division de travées par conséquent, l'équivalent de ces dernières s'y trouve accusé par les fenêtres au nombre de deux, tandis que la troisième travée se manifeste au dehors et par une moindre portée et aussi par une moindre élévation. Ce profil est ici fidèlement reproduit, abstraction faite des trois contreforts à ressauts montant jusqu'aux combles, pareils à ceux de la façade, partageant en inégales portées ce flanc de l'église, puisque le troisième est établi à plus d'un

mètre de l'extrémité des deux premières travées, où serait sa véritable place, addition après coup exigée par la prudence. Nous ne sommes donc plus ici en présence d'une construction du XI^e siècle; nous venons de montrer en premier lieu que le profil extérieur de cette église rappelle celui des petites églises de la Gothie et de la Bourgondie érigées du milieu du VIII^e siècle au commencement du X^e, tandis que les églises authentiques des XI^e et XII^e siècles ne montrent jamais ce profil; car toutes leurs travées de nef, quelqu'en soit le nombre, sont d'égales portées, ou bien la travée faisant le chœur a un peu plus de portée que les autres; elle est sur le plan carré équilatéral exigé, soit par un intertransept, soit par l'imposition d'une coupole octogone, ce qui est précisément tout le contraire du plan précité, qui, par ce point, trahit une retouche dans la nef et non une construction nouvelle. D'autre part, il est de règle générale pendant la période dite romane secondaire que les fenêtres éclairant latéralement les nefs soient plus grandes que celles de l'abside, très-rarement de grandeur égale, mais jamais plus petites. Ici c'est tout le contraire : les fenêtres latérales de la nef sont plus petites; elles ne sont qu'au nombre de deux pour toute la longueur des nefs, tandis que l'abside en compte trois à elle seule. Les trois fenêtres éclairant la façade et qui répondent si bien à ce style, sont plus grandes et n'offrent pas la même forme, et c'est à l'instar de ces trois fenêtres que le XI^e siècle aurait percé les latérales, s'il avait eu à bâtir les murs des côtés. Les deux fenêtres, qui seules les éclairent, sont très-étroites, sans évasement extérieur, trouées comme à l'emporte-pièce; une pierre carrée échancrée en demi-cercle sur un de ses côtés en fait tout le cintre. Ce modèle se retrouve souvent dans les petites églises de cette région antérieures au XI^e siècle. Il est enfin une troisième raison sans réplique pour quiconque a pris connaissance des éléments d'archéologie et d'architecture touchant nos constructions élevées du XI^e au XIX^e siècle, c'est que le nombre des fenêtres éclairant latéralement les nefs d'une église est égal à celui des travées qui composent ces nefs, et que dans le cas où une cause particulière ne permet pas ce nombre égal, toutes celles qui y sont ouvertes le sont toujours dans l'axe

du centre de chaque travée. Or, à notre église de Notre-Dame de Chantemerle les nefs comptent trois travées, parce qu'ayant à voûter, il fallut rapprocher les supports, tandis qu'à l'intérieur il n'a jamais existé que deux fenêtres sur le côté espacées d'une manière normale pour deux travées, ce qui fait qu'elles ne peuvent être dans l'axe du centre de chacune des trois travées de la nef; les lignes du plan chevauchent; en un mot, le dehors n'a pas été fait pour le dedans. Et puisque l'intérieur est reconnu appartenir au style du XI^e siècle, que l'extérieur ne peut relever du style progressif du XII^e, qui n'aurait pas manqué, s'il avait eu à relever ce mur, de le diviser à l'aide de contreforts et de fenêtres en autant de compartiments qu'il y a de travées au dedans; il s'ensuit qu'il est nécessairement antérieur au style du XI^e siècle et qu'il revient à l'âge des églises caroliennes de la province de Vienne, sans contreforts parce qu'elles étaient dépourvues de voûtes. Les trois contreforts de celle-ci, inégalement espacés, pareils à ceux de la façade, y ayant été ajoutés après coup, il en résulte que cette église n'était pas voûtée.

» Bien que la façade appartienne au XI^e ou XII^e siècle par le sommet à partir de la corniche, par ses fenêtres, ses contreforts et peut-être par le parement de la partie inférieure, l'ouverture de la porte carrée, sans imposte, avec son linteau à corniche saillante, au lieu d'un linteau plat sur impostes, selon l'usage de ce style, prouvent que la base du mur, du moins dans son blocage, est antérieure à ce même siècle, à ce même style. De plus, si les moulures, tores et filets qui composent l'évasement de son archivolt, reviennent aussi au XI^e siècle, c'est qu'on a pu les tailler dans le rectangle d'une première archivolt, que son bandeau supérieur accuse par ses rinceaux et sa propre disposition appartenir au premier style.

» La conclusion que l'on peut tirer de cette étude archéologique est que l'église de l'ancien prieuré de Notre-Dame de Chantemerle a été construite de la fin du VIII^e siècle au courant du X^e; que sa nef n'était pas voûtée; que ses murs latéraux, leurs fenêtres et la base de la façade appartiennent au style de cette époque; que dans le courant du XI^e siècle on refit son abside à trois fenêtres au lieu d'une, avec un peu plus d'élévation;

qu'on releva sa façade; que l'on divisa, pour le voûter, l'intérieur en trois nefs et en trois travées par des piliers carrés flanqués chacun de deux colonnes à fût démesuré, et qu'après avoir établi ainsi dans une enveloppe qui ne le comportait pas, un système de voûtes et de poussées, on fortifia cette enveloppe à l'aide de contreforts, qui tant bien que mal disposés devaient garantir son existence. »

La petite chapelle dans le village sous le vocable de Sainte-Croix, où l'on célèbre la messe dans la semaine, renferme un tableau de saint Pierre ès-liens provenant sans doute de l'église de ce nom, et un autre plus grand représentant Saint-Sauveur ou Notre-Seigneur portant la croix. Au bas de cette toile assez médiocre on lit l'inscription suivante : « C'est le vray portrect » de Jésus Christ selon la sainte face de Rome peincte par Saint » Luc et la grandeur du Saint Suaire de Chambéry apporté par » le r. Charles cardinal de Lorraine à M. Renée de Lorraine, » abbesse de Saint-Pierre de Reims, sa sœur. »

Ce tableau, qui a dû être apporté à l'époque de la domination si peu prolongée du duc d'Aumale à Chantemerle, appartenait évidemment à la chapelle Saint-Sauveur, dont les ruines se voient encore sur un coteau, auprès d'une fontaine, dans le quartier connu sous la même appellation. Ma famille possédait une portion de ce territoire. De là le nom donné, selon l'usage du temps, à l'un de mes grands oncles, Joseph de Gallier Saint-Sauveur, écuyer, chevalier de Saint-Louis, marié en Alsace à Christine de Wangen Gerolzeck, fille d'un lieutenant-général des armées du roi et nièce du dernier évêque de Bâle, résidant à Porentruy. Ce nom est demeuré à sa postérité, fixée aujourd'hui à Fontainebleau.

La possession de Chantemerle par les Clérieu eut-elle pour origine la conquête ou une acquisition régulière ? Nous l'ignorons ; mais ce qu'il y a de positif, c'est que Notre-Dame du Puy continua à exercer des droits féodaux. Une charte datée du samedi après la fête de Saint-Michel 1304 nous apprend qu'Arthaud de Claveyson, seigneur de Mercurol, rend hommage lige à Pierre de Servissas, chanoine du Puy et prieur de l'église de Chantemerle, pour tout ce que ledit Arthaud possède au man-

dement de Chantemerle et qui a appartenu à noble homme Falcon de Mercurol. Il semble résulter d'ailleurs d'un mémoire manuscrit des droits et des devoirs de la baronnie de Clérieu en 1498 (aux archives du château de Saint-Vallier) que Guillaume de Poitiers était tenu pour Chantemerle à des redevances envers le chapitre du Puy. Il a existé dans la contrée une famille du nom de Chantemerle, qui, à une époque reculée, a pu avoir part aussi à la seigneurie de cette localité. Le 6 des ides de décembre 1276, Humbert de Chantemerle paraît comme exécuteur testamentaire de Falcon de Mercurol dans une vente de terres et bois au territoire de Roion sur Clérieu, passée par les héritiers du défunt à Arthaud de Claveyson, seigneur de Mercurol (1).

Le dimanche après la Purification 1253, Hysmidon de Valle, chevalier, vend à Silvion de Clérieu une maison à Chantemerle, la moitié du four banal, 12 deniers de cense, etc., pour dix mille sous viennois. Richard de Chaurisan ainsi qu'Adhémar de Curson sont au nombre des témoins (2).

Par le testament de Guichard, Chantemerle passa des Clérieu aux Poitiers. En 1354, Aymar V dit le Gros, comte de Valentinois, assigne à Aynard de La Tour, seigneur de Vinay, les revenus de ce fief (3). Le même comte, fort obéré et se voyant sans lignée, aliéna un grand nombre de ses terres. S'il fallait en croire Guichenon, qui est ici dans l'erreur, Guy de Grolée, seigneur de Neyrieu, Beauvoir de Marc et Montrevel en Dauphiné, conseiller et chambellan du Dauphin, mais selon André Duchesne, dont le témoignage est confirmé par les actes venus jusqu'à nous, Jean de Grolée, fils de Guy, profita de ces circonstances pour acheter Chantemerle au prix de cinq cents florins d'or. En 1380, le procureur fiscal du Dauphiné avait intenté un procès à Jean de Grolée et Archimbaud, son fils, qui n'avaient point encore reconnu la terre de Chantemerle, quoique mouvante du roi-

(1) Archives du château de Blanchelaine.

(2) Archives de l'Isère, cartons du Valentinois.

(3) VALBONNAYS, t. 1^{er}, p. 216.

dauphin. L'année suivante, l'autorité royale en gratifia Charles de Poitiers-Saint-Vallier, comme d'un bien forfait et dévolu à la couronne, la vente ayant été consentie sans l'agrément du suzerain; cette donation ne paraît avoir eu aucune suite. Artaud de Beaumont, VI^e du nom, seigneur de Tullins et des Échelles, à la suite d'un prêt de trois cents florins d'or à Antoine de Grolée, seigneur de Bressieu, se fit adjuger en 1453, en paiement de cette dette, la terre de Chantemerle, et par son testament du 30 mars 1477 institua pour son héritier universel son cousin Charles, fils de Jacques de Beaumont, seigneur de Saint-Quentin. Dans le même acte il donne la jouissance de l'office de châtelain de Chantemerle à son serviteur noble Artaud de Manissen, de Romans. Pendant la minorité de Charles et sous l'administration de son père, Pierre Morelli et Étienne Symon, commis pour visiter et marquer les routes sur le mandement de Chantemerle (on voit qu'il y avait dès cette époque de véritables agents-voyers), tracèrent un chemin qui empiétait, à ce qu'il paraît, sur le territoire de Mercurol. D'après la réclamation de Geoffroy de Claveyson, seigneur dudit lieu, le différend fut soumis à la décision de vieillards des deux localités, qui tranchèrent la question de possession en faveur de ce dernier. Un arrêt du Parlement de Grenoble du 24 juillet 1490 reconnut au profit de Guillaume de Poitiers, qui rentra ainsi dans l'héritage de ses ancêtres, le droit de rachat et de prélation sur Chantemerle. Son petit-fils Jean passa le 18 août 1530 une transaction avec les habitants, de laquelle il résultait que le seigneur choisirait l'un des trois étangs ou marais pour le remettre en nature d'étang, et que les habitants jouiraient des deux autres comme pâturages, moyennant la censive de 18 pugnerées froment et 2 sous 6 deniers argent. Chantemerle ayant suivi les destinées de la baronnie de Clérieu, vendue par les héritiers de Diane à Jean de la Croix, son petit-fils le président de Chevières soutint un procès contre les gens de l'endroit. Un arrêt contradictoire rendu le 1^{er} septembre 1657 par le Parlement de Paris jugeant en dernier ressort, ordonne le cantonnement des bois de la Vée, dont les deux tiers sont attribués à la communauté, qui paraît avoir été privée à cette époque du droit de mener paître les bestiaux dans

les marais. Il est probable que le mécontentement des plaideurs s'était exhalé d'une manière assez vive, car le même arrêt interdit aux habitants de faire des assemblées générales autrement qu'en présence des officiers de la justice de Chantemerle, et enjoint auxdits habitants de porter honneur et respect à leur seigneur, sous peine de punition exemplaire. Ces marais, longtemps en litige, disparurent il y a quelques années; les défrichements opérés sous l'administration de M. Habrard, alors maire de Chantemerle, ont rendu à l'agriculture des terrains précieux et notablement augmenté la salubrité du pays (1).

L'hommage d'Artaud de Claveyson, seigneur dudit lieu et de Mercurol, à Louis de Poitiers, comte de Valentinois, le 18 janvier 1344, mentionne le lieu appelé « hospitium Valseriorum, scilicet » Petrus et Guillelmus Valserii fratres ». Cette métairie était située au quartier des Vossertis sur la commune de Chantemerle (2).

ANATOLE DE GALLIER.

(A continuer.)

(1) GUICHENON, *Hist. de Bresse*, continuation de la 3^e partie, p. 121; — DUCHESNE, *Comtes de Valentinois*, p. 57, 81, 82, et preuves, p. 36; — Arch. de l'Isère, B, 4; — Arch. de Blanchelaine; — BRIZARD, *Généalogie de Beaumont*, t. I^{er}, p. 119, 120, et t. II, p. 93, 94; — Arrêt contradictoire du Parl. de Grenoble qui adjuge au sieur baron de Clérieu la seigneurie de Chantemerle, s. l. ni date (XVII^e siècle), impr. de 18 p. in-4°; — Terrier de Diane de Poitiers, aux arch. du château de Saint-Vallier, fol. XXI; — Arrêt du Parl. de Paris du 1^{er} sept. 1657, impr. in-4° de 8 p.

(2) *Cartularium Clayriaci*.

Dans la première partie de ce chapitre, une erreur de l'imprimeur, écrivant par une minuscule le prénom de Romain Veilheu, conseiller delphinal, en a fait un adjectif de nationalité. A propos de cette ancienne famille, M. le comte de Mons a bien voulu me communiquer les lettres de noblesse octroyées par Louis XI, à Saint-Donat, en août 1448, à Lantelme Veilleu, fils d'Antoine Veilleu et de noble Françoise Meffrede. L'original sur parch. repose dans ses arch. domestiques.

ÉGLISE CATHÉDRALE DE SAINT-APOLLINAIRE DE VALENCE.

INTRODUCTION.

De même que les analyses précédentes des cathédrales d'Embrun et de Saint-Paul-trois-Châteaux, bien accueillies par nos érudits méridionaux, qui, depuis longtemps, étudient l'archéologie monumentale par les faits et non-seulement par l'insuffisance de textes vagues souvent et d'interprétations élastiques, ayant appris à reconnaître des nuances dans les styles impliquant des différences d'âge, et par les architectes aussi appelés, dans la restauration des anciens édifices, à constater matériellement les soudures dans la construction, les super et juxtapositions de divers appareils, l'analyse de l'église de Valence, à l'aide de ces nuances de style et d'architecture, peut apporter à son tour, un précieux contingent à l'étude vraiment progressive de nos édifices nationaux.

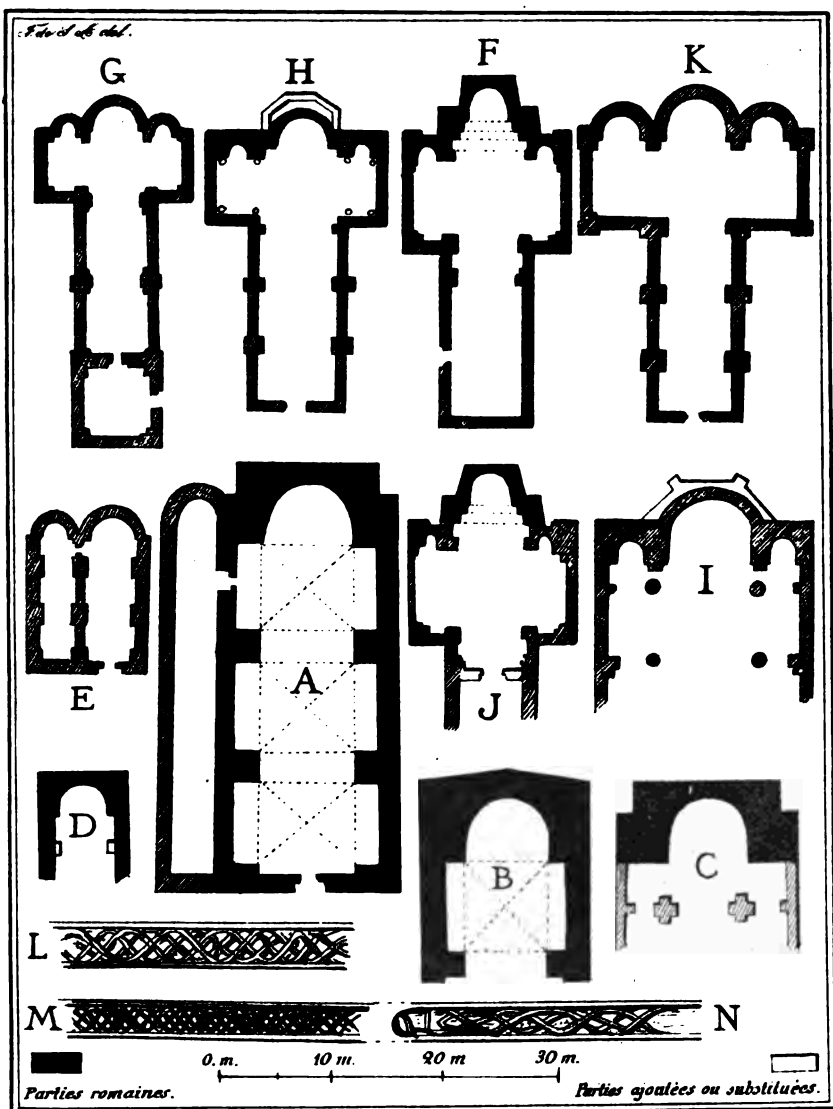
C'est dire que la fabrique contient des éléments, visiblement antérieurs à ce banal onzième siècle, à cette création du monde de l'architecture romane. Situé dans une région joignant vers le sud les provinces ecclésiastiques d'Arles et d'Aix, qui seules avaient su, dès le VIII^e siècle, se créer une belle et bonne architecture, la vraie gothique dont les églises d'Avignon, Arles, Cavaillon, Apt, Carpentras, Saint-Restitut, etc., sont les produits les plus purs, touchant à l'ouest et au nord aux provinces de Bourges et de Lyon, qui pratiquaient l'architecture carolienne du reste de la France, cet édifice de la province de Vienne, de même que ceux de la province d'Embrun, eut à subir l'influence du gothique sur le carolien, du fort sur le faible, du meilleur sur le moindre, jusqu'à l'absorption, à la fin du X^e siècle et commencement du XI^e, du second style par le premier, absorp-

tion qui fut une suppression avec modification du premier style par les mains de Cluny, modification accommodée aux divers climats, aux tempéraments de la France et de l'Europe, et connue sous le nom moderne et insignifiant de style roman secondaire. C'est dire que, de même que pour les églises d'Embrun et de Saint-Paul-trois-Châteaux (cette dernière située à l'extrémité nord de la province d'Arles), il faut, dans cette analyse, tenir compte des deux éléments carolien et gothique, dont le mélange hybride impose aussi à cette troisième étude des allures qui semblent parfois hésitantes, au lieu de permettre, comme le serait celle des églises précitées de style purement goth, une analyse franche, claire, précise, dont l'ensemble, facile à saisir, trouve l'esprit plus satisfait.

Sous ce rapport, la faute, si faute il y a, en revient plus au sujet qu'à l'auteur.

D'autre part, la découverte faite depuis peu d'années de débris anciens, au sud de cet édifice et le joignant, permettant de reculer ses origines, ajoute un vif intérêt à son étude. Condamnés par les exigences de la voirie et l'action des éléments à disparaître de la surface du sol, ces débris anciens qui se recommandaient à l'observation et par un plan d'ensemble et par la composition de leurs mosaïques, furent trouvés dignes par la Société d'archéologie et de statistique, nouvellement organisée, d'être conservés par le souvenir au moins, puisqu'ils ne pouvaient l'être autrement, et si l'utilité de Sociétés savantes instituées dans tous les départements, dans le but de découvrir les restes du passé, de veiller à la conservation de ses monuments et d'exhumer de la poussière, pour les mettre au jour, les documents de son histoire, avait pu être mise en doute, ce doute ici n'est plus permis.

C'est donc à l'aide des matériaux recueillis, debout ou textuels, que nous pouvons reconnaître au siège épiscopal de Valence trois temples successifs, le second ayant gardé des restes de son premier, et le troisième livré chaque jour sous une forme complète à la controverse archéologique, ce qui permet d'établir dans ce travail deux divisions bien distinctes : l'analyse de l'église cathédrale de Saint-Étienne et celle de l'église cathédrale des SS. Cyprien et Corneille, devenue de Saint-Apollinaire.



- A. Temple romain et église cathédrale d'Alba Helviorum (au 4^e s.).
- B. Sanctuaire païen à la cathédrale de Fréjus (4^e s.).
- C. Id. à la cathédrale de Vence (4^e s.).
- D. Id. à l'église de Valvignères (4^e s.).
- E. Église de Saint-Laurent-sous-Coiron (7^e s.).
- F. Cathédrale de Saint-Etienne à Valence (milieu du 8^e s.).
- G. Cathédrale provins. de Villeneuve-de-Magnelone (2^e moitié du 8^e s.).
- H. Église de Macheville (9^e s.).
- I. Chœur de l'église d'Ainay (2^e moitié du 9^e s.).
- J. Saint-Etienne de Valence, chapelle baptismale (à la 2^e moitié du 9^e s.).
- K. Église de Rompon (10^e s.).
- L. Cadre à la mosaïque de la chapelle baptismale (3^e moitié du 9^e s.).
- M. Cadre au sarcophage de Saint-Andéol (2^e moitié du 9^e s.).
- N. Cadre à la tombe de l'évêque Bernoin (2^e moitié du 9^e s.).



1^{re} PARTIE.ÉGLISE CATHÉDRALE
DE SAINT-ÉTIENNE.

« Transporté d'abord dans l'église de Saint-
 » Étienne, voisine de la cathédrale *et qui,*
 » *peut-être, en tenait lieu,* le corps de saint
 » Apollinaire le fut peu de temps après dans
 » la grande église des SS. Cyprien et Cor-
 » neille. » CATELAN : *Les antiquités de l'église*
de Valence.

Je voudrais bien, pour le premier de ces deux édifices, pouvoir donner, suivant mon habitude, l'opinion de l'école romane, afin que le public eût le choix. Mais comme elle n'a su rien voir de ce qui abonde au-delà du XI^e siècle, son opinion à ce sujet s'exprime par un dédaigneux silence, rompu de temps à autre par d'incrédules dénégations. Il faudra, pour pouvoir recueillir son opinion, attendre que l'édifice que nous étudions dans ses diverses phases, passe, dans la deuxième partie de ce travail, devant le XI^e siècle, vieux déjà de deux siècles de bonne existence, pour l'entendre proclamer que cet édifice est tout neuf, qu'il est un des mille produits de cette nouvelle architecture spontanée, imaginée et appelée, depuis quarante ans environ, style roman secondaire. Mais, pour le moment, laissant de côté cette époque relativement peu reculée dans la chronologie des monuments encore debout de notre architecture nationale, et l'édifice qui lui revient en partie, marchons au-delà et voyons ce qui s'y trouve.

Chapelle des Pénitents. — Tous ceux des membres de notre Société qui ont dépassé la quarantaine, se souviennent de la petite église servant de chapelle à la confrérie des Pénitents, située contre le flanc sud des nefs de la cathédrale actuelle.

Sa démolition fit voir qu'elle n'occupait qu'en partie l'emplacement d'un édifice qui lui était antérieur et dont la découverte attira, par ses mosaïques, l'attention de la Société d'archéologie de la Drôme, qui en fit relever le plan par un de ses membres les plus aptes à ce travail et les plus dévoués, travail qui démontra en même temps qu'entre le premier de ces deux édifices et le dernier, chapelle des Pénitents, il n'y avait eu place pour aucune autre construction pouvant appartenir à une époque intermédiaire. Les travaux de notre Société faisant savoir que la chapelle des Pénitents fut construite dans l'année 1744, à la suite d'un incendie du premier édifice, qu'un premier incendie allumé par les protestants l'avait déjà endommagé en 1567, mais qu'une réparation l'avait rendu au culte, on pourra reconnaître qu'ici les protestants en avaient agi comme avec la cathédrale, dont ils avaient effondré les voûtes sans renverser les murs, dans cet unique but de rendre l'édifice impropre au service divin. Ce fut aussi par le facile incendie de sa charpente que ce dernier fut rendu inutile; car cet édifice n'était pas voûté, parce que son antiquité est une forte présomption à ce sujet, et parce que son plan relevé n'accuse ni pilastres à l'intérieur, ni contreforts au dehors. Que, pour des études archéologiques, on parcoure les campagnes de la Drôme et de l'Ardèche, et l'on remarquera souvent que l'église, dans les villages saccagés pendant les guerres de religion, a souffert ou par l'écroulement de la voûte du chœur, qui, lorsqu'il se trouvait être en hémicycle, fut après cela relevé sur un plan carré donnant un peu plus d'espace, ou par l'écroulement de la travée de voûte précédant le chœur, et dont la restauration trahit une retouche, comme à l'église de Saint-Restitut.

Église paroissiale de Saint-Étienne. — Les fonctions de ce premier édifice depuis sa restauration de 1571 (et cette restauration ne prouve nullement un changement de fonctions, mais simplement le rétablissement d'un premier état) jusqu'à la destruction de 1744, qui fait place à la construction de la chapelle des Pénitents, ses fonctions, disons-nous, furent celles d'église paroissiale. Le Père Columbi, qui écrivait dans cet intervalle, dans la seconde moitié du XVII^e siècle, s'exprime ainsi dans son livre

De rebus et gestis episc. valent., au sujet de la cathédrale actuelle de Saint-Apollinaire : « Est princeps urbis ecclesia; habet collegium novem canonicorum supra Decanum, Præpositum, » etc... *adjunctam regit parœciam S^ti Stephani.* » Cet édifice fut donc, durant le moyen âge et jusqu'en 1741, l'église paroissiale de Saint-Étienne, car le saccagement d'une église, l'incendie de sa charpente, l'effondrement de sa toiture, fruits de la guerre, n'impliquant point un changement de destination, on ne peut douter qu'elle était déjà précédemment ce qu'elle fut après; on le peut d'autant moins que les archives de la Drôme, consultées par des membres de la Société, indiquent que l'on baptisait dans cette église au moment des guerres de religion, c'est-à-dire avant son incendie, et, comme, à cette époque, on baptisait dans toutes les églises paroissiales, ceci devient une confirmation; tandis que les archives religieuses de Valence mentionnant là, dès le XIV^e siècle, une église de Saint-Étienne, que nous retrouvons citée plus tard par le Père Columbi, comme église paroissiale de Saint-Étienne, assurent, durant un laps de cinq siècles au moins, unité de fonctions sous unité de vocable.

La Révolution française ayant détruit et saisi un grand nombre d'églises et dépouillé le clergé, il est arrivé depuis lors que beaucoup d'églises cathédrales font double emploi avec des églises paroissiales; nous y sommes tellement habitués que nous pourrions croire qu'il en a toujours été de même, et trouver singulier que tout contre une église vaste et commode sous tous les rapports il existât une autre église beaucoup plus petite pour le service de la paroisse.

Les événements qui vinrent troubler ce régime ont eu lieu assez près de nous pour qu'il soit facile de s'édifier à cet égard, et, sans aller au-delà, recueillir de nombreux exemples dont nous aurons, un peu plus loin, l'occasion de parler. Souvenons-nous que lorsque l'église paroissiale de Saint-Étienne fut abandonnée après son deuxième incendie, en 1741, pour qu'une partie de son emplacement fût occupée par une nouvelle construction de moindre étendue et simplement chapelle des Pénitents, le service paroissial fut transféré provisoirement dans

l'une des nefs de la cathédrale. Il y était installé durant le troisième quart du XVIII^e siècle; mais il l'y était faite de mieux, puisque, d'après la remarque de M. le chanoine Jouve, ce service fut transféré de cette nef latérale de la cathédrale dans l'église de l'abbaye de Saint-Ruf, lors de la suppression de cette abbaye quelques années avant la Révolution. D'où il s'ensuit que le service paroissial de l'église de Saint-Étienne, détruite en 1741, ne fut que provisoirement placé dans un bas côté de la cathédrale, pour en être retiré le plus tôt qu'il fut possible et installé dans l'église de Saint-Ruf après trente à quarante ans au plus tard.

Baptistères proches des cathédrales. — L'église cathédrale était donc à Valence, comme partout ailleurs, distincte de l'église paroissiale; ce qui distinguait ces dernières, c'est que, destinées au service divin pour la généralité des fidèles, on y conférait dans leur sein les sacrements de baptême et de mariage et qu'on y accomplissait les cérémonies des funérailles. Mais la séparation ne s'était effectuée qu'au moyen âge, puisque dans le principe, au triomphe du christianisme, l'église épiscopale était aussi la paroisse dont l'évêque était le curé, désigné indistinctement, jusqu'au VI^e siècle au moins, sous les noms d'*episcopus* et de *presbyter*. Il n'y avait d'abord qu'un seul baptistère par diocèse; il joignait la cathédrale. Peu après, dans les villes épiscopales populeuses, il en fut ajouté un très-petit nombre. Ainsi à Lyon, outre le baptistère encore existant de Saint-Nizier, il en fut créé un autre pour les hommes dans l'église de Saint-Paul et un pour les femmes dans l'église de Sainte-Eulalie. Bordeaux en comptait aussi deux autres, à Saint-Seurin et à Sainte-Croix.

Lorsqu'une barrière naturelle rendait d'un accès difficile une portion du diocèse, un baptistère, toujours épiscopal, était établi dans cette portion où, deux fois l'an, l'évêque, son chorévêque ou l'archidiaque, venait administrer ce sacrement aux adultes. L'usage de concéder les fonts du baptême à quelques églises paroissiales situées hors de la cité ne date que de Charlemagne qui, dans la crainte que les enfants ne mourussent sans baptême, ordonna qu'ils fussent tous baptisés ayant moins d'un an.

Ce fut toute une révolution dans cette partie de la liturgie. Le baptistère, édifice isolé, circulaire, octogone, à huit absides, ou carré en croix grecque, même latine, à quatre absides, avec piscine au centre, destinée, tout comme encore de nos jours la piscine des crédances, à écouler dans un orifice aboutissant au sous-sol les eaux du baptême, versées à trois reprises sur la tête du néophyte, et recélant comme jadis celles des ablutions et encore aujourd'hui celles qui ont servi à laver les linges sacrés, des parcelles consacrées de chrême, vin, hostie; ce baptistère, disons-nous, perdit sa raison d'être.

Chapelles baptismales. — Toutes ces piscines d'écoulement et non d'immersion, comme je l'ai démontré par celles que j'ai découvertes, monuments visibles, palpables, irréfutables par conséquent, énumérées dans une étude sur les baptistères, piscines et cuves, insérée dans la *Revue de l'art chrétien*, années 1865-66, furent, ainsi que les baptistères, supprimées. Il suffit dès lors d'une cuve de moins d'un mètre de haut et de large pour la triple immersion des enfants; elle fut presque toujours placée dans le porche de l'église, porche fermé par des vantaux; tandis que les cérémonies complémentaires de la confirmation et de la communion s'accomplissaient dans la chapelle qui occupait son premier étage. C'est ainsi que les choses se passaient dans le porche de la belle tour carolienne de Viviers, avant que la cathédrale bâtie par saint Venance et qu'elle précédait, n'eût été démolie au XII^e siècle, pour faire place à la nouvelle, située à côté; dans le porche fermé de la cathédrale d'Avignon, dont la chapelle sous coupole octogone, comme à Viviers, fait aujourd'hui tribune sur la nef, tandis que la paroi du porche, côté de la nef, a été détruite depuis ce temps pour ajouter comme une travée de plus sous tribune; une peinture du moyen âge y montre encore les traces du baptême de N. S. Il en était de même dans le porche de l'église paroissiale, baptismale par privilège, de Saint-Jean-Baptiste à Valence¹. Ce por-

(1) Un concile fut tenu à Valence, en 855, *in domo basilicæ Sti Joannis adjacentæ*.

che, qui date de la fin du VIII^e ou commencement du IX^e siècle, a perdu, il y a quelques années, sa porte carolienne d'un cachet énergique; il était d'abord voûté en berceau à plein cintre étayé par deux arcs doubleaux reposant sur quatre colonnes disposées comme aujourd'hui aux quatre coins. Sa voûte fut refaite au XI^e siècle d'arêtes sur tores croisés retombant sur les mêmes colonnes dont deux chapiteaux furent changés dans ce même temps. Curieux de visiter il y a quelques années la chapelle baptismale et trésorerie de son premier étage, le sacristain m'en ouvrit l'accès par un étroit escalier en colimaçon logé dans l'épaisseur du mur du côté nord, et dont les marches ne font pas plafond comme dans tout le courant du moyen âge, depuis le XI^e siècle environ, mais reposent sur une voûte cintrée en hélice, comme à la vis de Saint-Gilles, œuvre remarquable du VIII^e siècle, ainsi qu'une bonne partie de son église et de son porche, chef-d'œuvre de l'art gothique, et aussi à l'escalier de l'église de Mélas joignant son chœur relevé au IX^e siècle, au clocher de Tullins, etc. Arrivé dans ce logis éclairé au couchant par une étroite ouverture, comme à la tour de Notre-Dame de Grenoble, à celle de Saint-Pierre à Lyon, à celle de Tullins, etc., logis d'où le regard plonge dans la nef de l'église par une ouverture géminée comme à Tullins, je cherchai sous le crépi qui revêt complètement ses murailles à retrouver les traces de l'abside ayant contenu l'autel : un léger renflement à la surface du mur du nord y dessinant un arc trahit sa place, mais si peu qu'il avait fallu préalablement l'y chercher, puisque la place ne pouvait être en encorbellement sur la nef comme dans d'autres chapelles trésoreries ou baptismales, ce côté étant ici percé d'une baie géminée, ni sur le côté du couchant, comme à Viviers, puisqu'il porte l'unique fenêtre qui éclaire cet intérieur; cette abside ne pouvait donc être cherchée que sur les côtés nord ou sud. On avait donné ici au mur du nord une plus forte épaisseur d'un mètre environ pour pouvoir tout à la fois y loger l'escalier et y pénétrer l'abside. Une fois descendu, ayant du dehors jeté un regard sur ce mur du nord, j'y aperçus une petite fenêtre géminée répondant exactement au centre de l'abside bouchée et qui l'éclairait par conséquent. Le surlendemain, je

reconnaissais ces mêmes dispositions au premier étage du vieux clocher de Tullins, dont l'abside, loin d'avoir été bouchée, a été trouée pour l'ouverture d'une nouvelle porte.

Parfois, dans des églises sans porche, la cuve était placée au centre d'un hémicycle ou contre-abside élevé à l'extrémité ouest de la nef, la porte de l'église ouvrant alors sur l'un de ses flancs; cet hémicycle était muni d'une petite porte, et le sol intérieur y était placé en contre-bas du pavé de la nef, de manière à y accéder de ce côté par trois marches disposées en demi-cercle, ce qui donnait une aire circulaire, au centre de laquelle était placée la cuve baptismale. Il en était ainsi à l'église de Saint-Jean-Baptiste, érigée avec de grands privilèges par l'évêque de Viviers Bernuin dans la cité de Bergogiates qui, plus tard, prit, de même que cette église, le nom de saint Andéol, dont on venait de retrouver les reliques, oubliées depuis un saccagement par les Sarrasins. Cet hémicycle, dont les fondations ont été retrouvées, fut remplacé au XVIII^e siècle par la façade actuelle. L'église de Saint-Jean-Baptiste de la Garde-Adhémar, située non loin de la première, de l'autre côté du Rhône, œuvre pure et sobre du IX^e siècle, a conservé l'hémicycle de la cuve baptismale telle que nous l'avons décrite. Ce fut quelque temps après la construction de l'église que, par privilège, il y fut ajouté, ce qu'indique la différence dans la nature des matériaux et la frise ornée qui la couronne, quand l'extérieur sévère de cette église est privé de tout ornement, n'ayant ici à compter ni avec son clocher du XII^e siècle, ni avec les enjolivures du XIX^e.

Par cette incursion dans le domaine très-distinct des piscines et des cuves, on peut reconnaître que, jusqu'à Charlemagne, la piscine fut un privilège épiscopal; que, de cette dernière époque jusqu'à la fin du X^e siècle, la cuve fut octroyée à quelques églises paroissiales faites baptismales par privilège, dites *Plebes seu Plebanæ ecclesiarum atque matrices* (v. D. Martens : *De ritib.*), qui, outre le curé, possédaient un diacre. Des écrivains voient dans ces églises l'origine des archiprêtres du moyen âge, dont l'organisation s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Durant le XI^e siècle, le siècle des clochers, une troisième

période touchant le lieu du baptême, inconnue de l'école romane, bien qu'elle soit sur son terrain, fit placer la cuve au rez-de-chaussée d'un clocher situé sur le flanc de l'église, joignant le chœur plus souvent au nord qu'au sud. Découverte par moi depuis dix ans, tout comme les deux précédentes périodes baptismales, ce m'est une occasion de la faire connaître ici, ayant déjà parlé des deux précédentes dans mon étude sur les baptistères, piscines et cuves.

Une petite porte ouverte au couchant du clocher y introduisait de dehors, tandis qu'une autre petite porte mettait ce logis en communication immédiate avec le chœur de l'église, d'où le célébrant s'y rendait. Je citerai pour exemple le rez-de-chaussée du clocher de l'église du village de Saint-Quentin près de Tullins, logis voûté en berceau, muni d'une petite abside à l'orient éclairée par une petite fenêtre, et percé de deux portes; celui du clocher de l'église carolienne de la Sône près Saint-Marcellin, voûté d'arêtes sur deux gros tores croisés, avec abside orientée, trouée en porte aujourd'hui pour communiquer avec la terrasse du presbytère; celui du clocher de la Motte-Fanjas, canton de Saint-Jean-en-Royans, voûté d'une haute et élégante coupole octogone sur trompes, à l'instar des chapelles baptismales sur porche de l'ère précédente (à Viviers, à Avignon), avec abside orientée et murs décorés de faux arcs à double retraite; enfin, celui du clocher de Saint-Nazaire-en-Royans, le plus vaste, aux parois décorées de faux arcs, à l'abside orientée, le tout couronné d'une haute coupole sur plan carré.

Quoi qu'il en soit, dès le XI^e siècle, les enfants baptisés au bout de peu de jours le furent immergés horizontalement, soutenus sur les mains du célébrant, dans une cuve de forme concave et peu profonde, au lieu de la forme à parois verticales des cuves d'immersion, et cette cuve fut placée au bas de la nef, côté nord de toutes les églises paroissiales, et cela pendant tout le moyen âge jusqu'à nos jours, alors même que depuis le XVI^e siècle la cuve d'immersion, tant verticale qu'horizontale, ait fait place à une simple cuvette d'écoulement, petite monnaie de la piscine primitive.

Il résulte de la connaissance de ces trois périodes dans le

mode d'administration du baptême que, durant la première, la cathédrale réservant pour elle une des principales attributions de la paroisse, que l'octroyant durant la deuxième à quelques églises comme un privilège dont elle garde toujours sa part, les convenances d'un service paroissial, distinct du service canonial, ne furent comprises qu'au XI^e siècle au plus tôt.

Paroisse distincte de la cathédrale avec, parfois, transfert du vocable. — Ainsi, lorsque, de l'an 980 à l'an 1000, l'évêque de Fréjus, Riculphe, releva les voûtes romaines de son église saccagée par les Sarrasins et substitua à l'ancien titre de Saint-Étienne, qui était celui des trois quarts des cathédrales de France, celui de Sainte-Marie et Saint-Léonce (ce titre de Sainte-Marie chéri et vénéré de l'empereur Charlemagne et qui depuis lors n'a cessé de s'étendre avec plus d'éclat, celui de Saint-Léonce comme évêque de Fréjus), celui de Saint-Étienne fut réservé à l'antique *secretarium* du V^e siècle, situé au côté nord de l'église, suivant l'usage, et dans lequel, durant tout le moyen âge, et de nos jours encore, fut maintenu le service paroissial. Au XII^e, les évêques de Maurienne, dont l'église cathédrale de Sainte-Marie avait eu sa partie antérieure détruite par les Sarrasins, moins la tour de l'ouest, sans doute pour isoler cette dernière et la rendre plus forte à la défense, en construisirent une nouvelle à quelques pas au nord, très-probablement sur l'emplacement du baptistère, opinion que des substructions remarquées sous le pavé de cette église, il y a quelques années, viendraient appuyer, et la première de ces églises, maintenue dans ses dernières dimensions, avec porte latérale construite dans le style du XII^e siècle, devint l'église paroissiale. Au commencement du XIII^e siècle, une église paroissiale fut construite contre le flanc nord de la cathédrale de Grenoble. Lorsque ses évêques étaient réfugiés pendant le X^e siècle à Jovincieux, aujourd'hui Saint-Donat, ils avaient maintenu dans les actes de leur évêché le titre de Saint-Vincent, qui était celui de leur cathédrale, suivant l'usage constant pratiqué dans l'Église, quand un diocèse est tombé dans les mains des infidèles, et ils y avaient joint celui de Sainte-Marie, qui était celui de l'église de Jovincieux, leur cathédrale provisoire. De retour dans leur

diocèse, ils y rapportèrent le titre de Saint-Vincent avec celui de Sainte-Marie, laissant à l'église de ce nom celui de Saint-Donat, à cause des reliques de ce saint qu'ils y avaient déposées. L'église cathédrale de Grenoble sous le vocable de Saint-Vincent et Sainte-Marie, ce dernier nom acquérant chaque jour plus de prépondérance, céda à sa nouvelle église paroissiale, pour ne pas l'exclure complètement, le nom de Saint-Vincent. Il en agit comme à Fréjus à l'égard de celui de Saint-Étienne. C'est au XIII^e siècle que fut construite dans la petite ville archiépiscopale de Moutiers l'église paroissiale de Sainte-Marie; et, dans le même temps, la cathédrale de Genève érigeait sur ses flancs la petite église de Notre-Dame-des-Macchabées qui est encore aujourd'hui la paroisse du culte calviniste de ce quartier. Une église paroissiale fut aussi attachée au côté sud de la cathédrale de Viviers.

Ce serait donc du XI^e au XIII^e siècle que l'usage de créer une église paroissiale proche de la cathédrale se serait introduit; car nous ne tenons pas compte de la construction, au VII^e siècle, de l'église de Sainte-Croix à Lyon par l'évêque Arige, joignant la cathédrale, à l'intention d'une parcelle de la vraie croix, et dont le prêtre principal était appelé *custos* et non *presbyter*, église qui devint paroisse pendant le moyen âge, la cathédrale de Saint-Étienne étant d'ailleurs très-petite pour une cité comme Lyon et à laquelle l'archevêque Leydrade, ami de Charlemagne, ajouta une chapelle baptismale dédiée à Saint-Jean, dont j'ai reconnu un des murs latéraux encore debout présentant sa face intérieure sur la place Saint-Jean, joignant le portail de la cathédrale, et connu sous le nom de *Manécanterie*, parce que la manécanterie instituée par Leydrade fut établie contre l'extérieur de ce mur qui devint mitoyen à la manécanterie; ces trois petites églises constituèrent, jusqu'à la construction de la cathédrale actuelle, la cathédrale de Lyon *sub uno campanile*.

La paroisse de Saint-Étienne à Valence, mentionnée dans ces fonctions au XIV^e siècle, existait certainement au XIII^e, et comme cet édifice était bien le même que celui dont on a relevé les restes par le crayon, que des mosaïques symboliques, des

conduites d'eau, des tuiles dans le pavé pour l'écoulement ont désigné comme ayant servi auparavant de chapelle baptismale, il aurait donc servi à ces fonctions, ou avant, ou dès l'époque de la construction de la cathédrale actuelle, et comme une partie du mur latéral sud de la cathédrale repose sur le mur nord de cet édifice, que la cathédrale a été construite en entier au XI^e siècle aux yeux des archéologues de cabinet, à cause d'un texte qui, pour eux, suffit à tout, texte banal qui rappelle l'une des cent et tant de consécérations suscitées à l'occasion d'un voyage en France des papes Urbain II, Pascal II, Étienne II, etc., consécration qui, plus d'une fois, n'atteignait à rien de plus neuf qu'un autel, qui, ici, eut son prétexte dans la reconstruction d'une partie de la nef (latéral nord, nef centrale et voûtes); mais comme, d'autre part, le rez-de-chaussée et premier étage de la tour occidentale détruite il y a peu d'années, le mur de façade et le mur latéral sud de la nef reviennent à la période carolienne, comme l'ont bien compris, après des études à ciel ouvert, les archéologues, les historiographes et les architectes de Valence, les Jouve, de Rostaing, J. Ollivier, Épailly, Chevillet, etc.; c'est donc ou avant cette date, le IX^e siècle environ, ou dès cette date que les fonctions du baptême auraient été administrées dans cet édifice jusque vers le XI^e ou XII^e siècle environ.

Par son plan, cet édifice n'appartient pas à la première période, à celle du baptistère proprement dit, édifice isolé, proche l'église épiscopale, le plus souvent au nord, plus rarement à l'ouest, muni d'une piscine au centre, bassin dont la profondeur varie de 30 à 45 cent. environ (45 à Riez, 40 à Poitiers et à Saint-Irénée, 36 à Lémenc, 30 à Vénasque), sauf dans les grands baptistères de Latran, de Marseille, où elle atteint à 70 cent., bassin d'écoulement pour les eaux de la triple infusion. Le plan du vrai baptistère présente un ensemble d'une régularité parfaite : il est octogone et le plus anciennement sans abside, comme à Saint-Jean-de-Latran, à Aix, à Ravenne; dès le V^e siècle, il est muni de huit absides, comme à Fréjus, à Mélas, à Riez, à Saint-Sauveur de Lérins, à Lémenc, etc.; il est aussi carré en croix grecque, composé de quatre absides, comme

à Saint-Nizier à Lyon , à Vénasque , et même en croix latine , comme à Grenoble ; il est enfin une œuvre complète dans son ensemble , et l'édifice de Valence , ne ressemblant point à ces deux plans , ne saurait être un baptistère de la première période , appelé au IV^e siècle , sous Constantin , *baptisterium* , au VI^e siècle , *aula baptismalis* par Grégoire de Tours , et aussi *templum baptisterii* , terme continué en Italie au-delà du VIII^e siècle , parce qu'on y continue encore le mode par infusion , tandis que dès le VIII^e siècle , dès Charlemagne , les capitulaires disent *baptismales ecclesiæ* ; Flodoard dit , au X^e siècle , *plebes*. Au XI^e siècle , il n'y a plus rien à dire , parce que le privilège ayant cessé , toute église paroissiale est baptismale par ce fait ; mais toutes ces diverses expressions viennent confirmer la division en trois périodes pour l'administration du baptême , que les monuments matériels m'avaient enseignées. Les baptistères ou plutôt les chapelles baptismales à cuve et non plus à piscine de la deuxième période , depuis Charlemagne jusqu'à Hugues Capet , et les chapelles baptismales sous clocher du XI^e siècle , ne présentant aussi aucun point de ressemblance avec son plan , cet édifice ne peut donc être classé que dans cette catégorie de chapelles baptismales qui ne peuvent faire type , pas plus que le mystérieux baptistère de Poitiers , dont j'avais dit , dans mon *Étude sur les baptistères , piscines et cuves* , p. 11 , qu'il n'était en principe ni baptistère , ni mérovingien , et que lorsqu'on l'utilisa dans ce but , vers le XI^e siècle environ , ce n'était plus qu'une vieille église hors d'usage. A ce dernier point de vue , plus sensiblement encore que celui de Poitiers , celui de Valence vient appuyer cette opinion.

Chapelle baptismale de Poitiers et autres. — Qu'était en effet dans le principe l'édifice renfermant à Poitiers la piscine d'un baptistère , et connu aujourd'hui sous le nom de *temple de Saint-Jean* , par suite d'un compromis entre les antiquaires et les archéologues , destiné à suspendre leur interminable discussion ? Il est ressorti de l'étude attentive qui en a été faite depuis le commencement de ce siècle par les plus érudits , que cet édifice avait été dans le principe : 1^o un temple du I^{er} siècle , sous Auguste ; 2^o un tombeau romain du siècle d'Auguste ; 3^o un

tombeau paten, sans désignation d'âge; 4° le tombeau de Varenilla; 5° une construction chrétienne du III^e siècle; 6° une église du IV^e siècle; 7° une construction romaine du IV^e au V^e siècle; 8° un monument chrétien du V^e au VI^e siècle; 9° un baptistère du V^e siècle; 10° un baptistère du VI^e siècle; 11° un baptistère du VII^e siècle; 12° une église du XI^e siècle. A ces douze opinions de douze érudits différents où le baptistère ne compte que pour un quart, ni plus ni moins que le tombeau romain, j'en ajoute une treizième d'après laquelle cet édifice était dans l'origine la modeste basilique romaine de Poitiers, formée d'un parallélogramme sans absides (les basiliques en comportaient parfois), décorée sur ses flancs de faux arcs au nombre de sept, que Vitruve appelle des portiques, et, toujours d'après le même auteur, au nombre de trois sur le petit côté opposé au mur droit qui, à défaut d'abside, recevait le tribunal. La longueur de la basilique devant être de deux fois au moins et de trois fois au plus sa largeur, il s'ensuivait que la décoration des murs latéraux comportait six faux arcs au moins et neuf au plus. La basilique romaine de Vienne a une seule nef aussi, devenue l'église de Saint-Pierre, relevée d'après le même plan et avec les mêmes colonnes, vers le VII^e siècle, sur trois de ses côtés à partir de 50 cent. au-dessus du sol, sur ses mêmes fondations; le mur du fond, celui qui contient l'abside, étant resté intact dans son intérieur jusqu'au sommet, nous montre sept faux arcs, et nous acceptons pour coutume ce nombre intermédiaire entre six et neuf. A ce compte, le mur latéral de la basilique de Poitiers, le mieux conservé, l'opposé ayant été détruit pour l'accès d'une nef ajoutée sur ce flanc au XI^e siècle, donne la longueur de quatre faux arcs, dont les deux extrêmes sont bien conservés, tandis que l'ouverture pratiquée après coup entre eux, sous la précaution de deux arcs de décharge en briques, et donnant accès dans une sorte d'abside pentagone à l'intérieur, a fait détruire les deux intermédiaires, dont cet intervalle entre les deux extrêmes donne exactement le diamètre. Il manquerait donc en l'état à cette antique basilique le reste de sa longueur comportant trois faux arcs, dont deux disparus dans la destruction du mur et le troisième noyé dans le mur de refend élevé

pour clore cet édifice réduit dans sa longueur. Il est bien entendu que sa largeur égale le diamètre de trois faux arcs, suivant les prescriptions de Vitruve que « la largeur d'un portique » sera le tiers de celle de la nef. » C'était donc (treizième opinion) la modeste basilique romaine des premiers siècles, construite en moëllons et recouverte au dehors d'un stuc qui, dans les pays froids et humides et sur les bords de la mer, était maintenu par des clous de bronze à large tête. Il en devint de cette basilique comme de presque toutes nos méridionales : on en fit une église au V^e siècle, probablement la cathédrale, dédiée à Saint-Pierre, comme celle de Vienne; pour cela, on ouvrit dans le mur du sud-est une abside en hémicycle plus large que les faux arcs, mais, ce qui accuse la décadence des temps, pas plus élevée sur ses pieds-droits, à peine même, car, dans les bonnes et consciencieuses planches de l'ouvrage de M. Gailhabaud, *Les monuments anciens et modernes*, l'imposte de l'ouverture de l'abside ne se raccorde même pas avec celle des faux arcs latéraux, il est plus bas de quelques centimètres; c'est un travail grossier et d'une époque dépourvue de goût. Un *secretarium*, en forme de tour carrée, fut ajouté, suivant l'usage, sur son côté nord-est, où l'on ne communiquait que par une petite porte. Le côté sud-ouest, dont le mur fut détruit au XI^e siècle, pouvait avoir reçu au VIII^e siècle un *sacrarium*; des murs de substructions ont été trouvés sur ce point.

(A continuer.)

F. DE SAINT-ANDÉOL.



LA TOUR DE CREST.

(Suite. — Voir la 16^e livraison, p. 40, et la 17^e, p. 202.)

Nous voudrions, pour compléter cette monographie, pouvoir esquisser, du moins à grands traits, l'histoire de la Tour de Crest; mais ce serait faire celle de la ville entière, dont le bel édifice est pour ainsi dire la personnification et l'expression. Là, en effet, comme dans son capitole, se résument sa vie et son existence politique; là se sont d'abord accomplies les révolutions qui ont ému la petite cité, et les événements qui ont influé sur ses destinées; de là ont rayonné sur elle la grandeur et la puissance de ses maîtres, la gloire et les hauts faits de ses dominateurs. Les narrer serait chose longue et difficile; il n'entre pas dans notre propos d'entreprendre ici un si grand œuvre. D'ailleurs, il est réservé à une plume plus autorisée que la nôtre de développer les annales de sa terre natale, et de redire les nombreux exploits et les faits de tout genre qui se sont déroulés dans la forteresse ou à ses pieds.

Nous ne pouvons cependant passer sous silence les graves événements dont le château de Crest fut le théâtre pendant la période des guerres de religion, les sièges et les nombreux assauts qu'il a soutenus à cette époque, l'une des plus mémorables de son histoire. Les documents contemporains font malheureusement défaut, et les annales de ce triste siècle sont tellement chargées de troubles, de combats et de sang, qu'elles n'ont pas même une ligne à consacrer à chaque émeute, à chaque siège et à chaque coup d'épée. Le nom de Crest s'échappe deux ou trois fois de la plume du chroniqueur, mais isolé de tout commentaire et de tout détail, et sans être même accompagné d'une date; comme un éclair qui illumine un instant des objets plongés dans les ténèbres, l'histoire glisse en passant sur

des noms et des faits dont elle nous révèle la gravité sans les revêtir d'aucune circonstance dans sa brève mention.

C'est ainsi qu'elle nous apprend que le couvent des Cordeliers de Crest fut brûlé et ruiné, et ses religieux massacrés, en 1562 ; que la ville fut assiégée et emportée en 1566 ; mais par qui et comment ? Aucun détail sur ces faits d'armes, cependant si importants. Qu'advint-il de la Tour dans ces deux circonstances ? silence complet. On peut croire cependant que les catholiques, retranchés dans ses murs, purent résister avec succès aux vainqueurs ; car nous voyons, peu de mois après, les huguenots de nouveau repoussés de la ville. Mais leur haineuse convoitise les y reporte sans cesse ; ils comprennent la valeur de cette place, et de quelle importance elle sera pour eux s'ils peuvent parvenir à s'en emparer. Aussi les voyons-nous encore sous ses murs deux ans après, commandés par le fameux Montbrun. Crest est de nouveau assiégé et pris ; mais le donjon résiste, et une poignée de soldats brave derrière ses remparts les efforts d'une armée. De Gordes, lieutenant général pour le Roi en Dauphiné, accourt à marches forcées pour délivrer la ville, qui est évacuée après quelques jours de blocus, le 25 septembre 1568 ; il pourvoit à sa défense, et en confie le gouvernement au capitaine Gaspard d'Arces. Cependant les huguenots, toujours au guet, ne peuvent se résoudre à voir une si belle proie leur échapper, et rôdent sans cesse autour d'elle, épiant une occasion favorable pour la surprendre. Le 15 juillet 1569, une escalade nocturne est tentée contre la citadelle ; mais les échelles se trouvent trop courtes, et ne peuvent atteindre à aucune ouverture. Le bruit occasionné au pied de la Tour par le mouvement des assaillants donne l'éveil à la sentinelle postée sur la plate-forme ; elle jette un cri d'alarme : aussitôt toute la garnison est sur pied, et les ennemis sont repoussés avec perte ¹. Toutefois ils parviennent, dans une seconde entreprise, à s'emparer de la citadelle ; le gouverneur les y assiège, et reprend la place

(1) *Notice historique sur Crest*, par l'abbé VINCENT, p. 55. — L'auteur assigne à ce fait d'armes la date du 25 juillet.

par capitulation.. Il avait garanti la vie aux assiégés ; mais ses soldats les massacrèrent , *suivant la foy du temps*¹.

Ce nouvel échec ne décourage point les religionnaires ; ils reviennent de nouveau à la charge ; car ils veulent à tout prix la Tour de Crest. Montbrun tourne sans cesse ses regards vers cette forteresse , dont la possession lui assurerait l'empire de la vallée de la Drôme et de tout le Diois. Mais en vain parvient-il à se créer des intelligences dans la ville , et jusque dans la citadelle ; l'active vigilance du gouverneur déconcerte et déjoue toutes ces lâches manœuvres, derniers efforts d'un ennemi convaincu de son impuissance.

Lesdiguières, successeur de Montbrun, vient à son tour essayer d'une tentative contre la fière citadelle. « Il environne » le donjon avec ses troupes et fait présenter l'escalade dans la » nuit du 13 octobre de l'an 1577. La sentinelle voit le danger » et crie : l'ennemi ! l'ennemi ! Alors les hommes chargés de » défendre la Tour se portent aux machicoulis, aux créneaux et » à toutes les ouvertures qui dominent sur le point menacé. » Les assaillants sont repoussés et tombent dans les fossés avec » leurs échelles brisées par les projectiles lancés d'en-haut. A » la vue de leurs compagnons blessés ou mourants , ceux qui » devaient les soutenir se retirent confus et découragés. Lesdi- » guières perdit les meilleurs de ses soldats dans cette téméraire » entreprise , et, par sa défaite, ajouta un nouveau reflet de » gloire à ce vieux monument , déjà immortalisé par tant de » sièges et de combats². »

Douze ans plus tard, Lesdiguières, toujours attaché aux intérêts du protestantisme (il n'avait pas encore embrassé la foi catholique), se déclarait pour Henri de Navarre, et faisait aux ligueurs du Dauphiné une guerre à outrance, secondé en cela

(1) *La Réforme et les Guerres de religion en Dauphiné*, par M. Long , p 89. — L'abbé Vincent ne parle pas de ce massacre, qu'il paraît confondre en un seul avec celui de la garnison de Beaufort, exécuté par les soldats du même capitaine d'Arces quelques jours après.

(2) *Notice historique sur Crest*, p. 58. — *Histoire du Dauphiné*, par CHOIRIER, t. II, p. 682.

par Alphonse d'Ornano, gouverneur de la province. Crest ne s'était point encore prononcé. Lesdiguières et d'Ornano y envoyèrent de Chabeuil le capitaine Mas-Vercoyran, pour sonder les dispositions du pays et déclarer à Claude de Clermont-Montoison, gouverneur de la ville, l'intention où ils étaient de venir en prendre possession au nom du roi. Le gouverneur consentit à une entrevue; mais il n'accéda point entièrement aux prétentions de Lesdiguières; un traité fut conclu sous les clauses suivantes : que le gouverneur conserverait l'administration de la ville, et le seigneur du Puy-Saint-Martin commanderait dans la Tour; que la garnison de la citadelle ne serait point augmentée, et, enfin, que l'une des portes de la ville serait livrée à d'Ornano. — Mais à peine, sur la foi de ce traité, le duc et le gouverneur de la province s'étaient-ils éloignés de la ville, qu'Adhémar de Brunier, seigneur de Marsanne, intrépide ligueur, survient à l'improviste et se jette dans la Tour avec une poignée de soldats. A cette nouvelle, les deux capitaines royalistes reviennent immédiatement sur leurs pas, et obligent le trop zélé ligueur à capituler. Cet épisode est le dernier fait d'armes qui se rapporte à l'histoire militaire de la Tour; il porte, dans le *Journal des opérations de Lesdiguières*, la date du 25 septembre 1589¹.

Ici se termine le rôle actif de la citadelle de Crest. Depuis cette époque jusqu'à sa démolition en 1629, rien ne vient plus en troubler la paisible existence. La Tour devint alors une prison d'État, et lorsque, en 1641, le Valentinois fut érigé en duché en faveur du prince de Monaco, le roi s'en réserva la possession, et y maintint constamment un gouverneur militaire pour sa surveillance². C'était une petite Bastille en province. On y

(1) *Biographie du Dauphiné*, art. *Lesdiguières* (tome II, p. 69). — *Histoire du Connétable de Lesdiguières*, par VIDEL (Grenoble, Nicolas, 1650, in-8°), p. 181. — *Notice historique sur Crest*, p. 60.

(2) Ces gouverneurs avaient existé de tout temps, même sous les Poitiers; ils portaient primitivement le titre de *Capitaines châtelains de Crest*, et plus tard, celui de *Gouverneurs de la Tour de Crest*. Ils avaient sous leurs ordres un *commandant* et un *major*. Nous devons à l'obligeante érudition de M. Brun-Durand la liste suivante de ces personnages, qui furent, après

incarcérait en vertu de lettres de cachet. Les archives de la Drôme contiennent beaucoup de documents relatifs aux détenus

la disparition des Poitiers, les vrais seigneurs de la ville. Leur succession, malheureusement incomplète, remonte au XIII^e siècle :

1217. Arnaud d'Aidie, capitaine.

1287. Ponce Béranger, châtelain pour l'évêque de Valence.

1299. Guillaume Baile, châtelain pour le comte.

1313. Guillaume Chevalier, seigneur de Mornans.

1375. Pierre Chabert, capitaine-châtelain.

1421. Aynard Chabert.

1427-1446. Antoine d'Hostun, seigneur de la Baume et de la Laupie, sénéchal de Valentinois.

1447. Aymar de Poysieu, dit Capdorât, bailli des Montagnes.

1447-1460. Jacques de Taix.

1461-1462. Robert de Grammont, seigneur de Montclar.

1462. Guillaume de Viennois, bailli des Montagnes.

1485-1496. Pierre de Vesc, seigneur de Béconne, grand maître des eaux et forêts du Dauphiné.

1569. Gaspard d'Arces, seigneur de la Roche-de-Glun.

1574. Louis d'Eurre, seigneur du Puy-Saint-Martin.

1579. Jean du Four, sieur de la Répara.

1587. Claude de Clermont, seigneur de Montoisson.

1627. Antoine-Jean d'Ornano, dit le Capitaine Corso.

1628-1644. Henri-François d'Ornano, colonel des Corses.

1648. Alexandre Poysson-Dumesnil.

1649. Antoine de la Baume, sieur de Pluvinel, seigneur de la Rochette, écuyer de la grande écurie du Roi.

1672. Joseph de la Baume, marquis de Pluvinel.

1690. Louis de la Tour-du-Pin-Montauban.

1703-1753. Philippe-Guillaume de Grammont, marquis de Vachères, seigneur de Montclar.

1754. Paul-François de Grammont, marquis de Vachères.

1762-1790. Philippe-Guillaume-Marie de Grammont, duc de Caderousse. — Ce dernier, devenu l'héritier du duché dont il prit le nom, quitta le pays pour aller résider dans son château de Caderousse (Vaucluse), mais n'en continua pas moins de porter le titre de gouverneur de la ville et de la Tour de Crest jusqu'à l'époque de la Révolution.

En 1788, d'après l'*Almanach général et historique de Dauphiné*, on y mettait quelquefois des prisonniers d'État, et elle était gardée par une compagnie d'infanterie, avec un gouverneur et un major.

Cette année-là, M. le marquis de Grammont, duc de Caderousse, était gouverneur; M. le baron de Bruyère Saint-Michel, maréchal des camps et armées du Roi, commandant; M. le baron de Montrond, major.

de la Tour de Crest ; elles signalent l'incarcération de nouveaux convertis à l'époque des Dragonnades, de fils de familles nobles sous le règne de Louis XV, et de beaucoup de personnages de provinces éloignées. Ginoux et ses deux sœurs, nouveaux convertis de Pontaix, convaincus d'avoir voulu se réfugier à Genève, y furent internés pour six mois en 1731 ; Claude-Melchior du Rissé, noble Franc-Comtois, s'y trouvait à la même époque ; un pauvre curé de Bourgogne, Georges Bachelin, signa la résignation de son bénéfice de Lichères pour sortir « de ce séjour insupportable » où ses ennemis l'avaient fait enfermer ¹.

Nous trouvons dans les mêmes documents la curieuse pièce qu'on va lire : c'est le procès-verbal d'une tentative d'évasion, la première dont l'histoire et la tradition nous aient conservé le souvenir. Elle fut moins heureuse que plusieurs essais de même genre d'une date plus récente ².

« Le 29 novembre 1759, 10 heures du matin, nous Jean de
» Richard, conseiller du roi, visénéchal, juge-mage, lieute-
» nant général civil et criminel en la sénéchaussée de Crest,
» accompagné du procureur du roi, du greffier du siège, et
» encore du sieur Joseph Dignonnet, chirurgien de cette ville,
» par nous commis...., nous sommes transportés à la Tour de
» Crest...., et y étant arrivés nous y aurions trouvé Pierre-
» Joseph de Vermale, capitaine, et Pierre de Lafont, lieutenant
» de la compagnie des invalides en garnison à la Tour, plu-
» sieurs soldats invalides, Antoine Belay, concierge, et Joachim
» Poncet, cantinier, avec lesquels nous avons accédé au passage

(1) *Inventaire sommaire des archives départementales de la Drôme*, rédigé par M. LACROIX, p. 169, 173, 183. (Sénéchaussée de Crest, B. 859, 882, 946, etc.)

(2) On raconte plusieurs évasions ou tentatives d'évasion faites par les prisonniers de la Tour depuis son rétablissement comme prison militaire. L'une entre autres fut effectuée en plein jour par deux individus, qui sortirent du cachot de la Rolière par la lucarne supérieure, dont ils avaient préalablement scié les barreaux, et à l'aide de draps joints ensemble se laissèrent glisser jusqu'au sol le long du mur qui regarde l'hôpital. L'un des fugitifs fut assez heureux pour s'échapper jusque dans les bois de Vaunaveys ; mais l'autre, en tombant, se cassa la cuisse, et fut réintégré en son lieu et place.

» qui conduit à la porte de secours de la Tour, avec tous les-
» quels susnommés nous avons vu le cadavre d'un homme qu'on
» nous a dit être celui de Philippe Rivoire, de la ville de Lyon ,
» prisonnier détenu dans ladite Tour par lettres de cachet de-
» puis environ 12 ans , et l'ayant examiné nous avons vu que
» c'est le cadavre d'un homme déjà avancé en âge , puisqu'il a
» les cheveux tout blancs ; lequel cadavre est mal vêtu , puis-
» que tout son habillement consiste à une camisolle de molleton
» blanc , un mouchoir qui lui sert de ceinture , une mauvaise
» chemise , des culottes de ratine déchirées , des bas drapés laine
» brune assez bons , une paire de souliers avec des boucles , et
» ayant de plus près considéré ledit cadavre , nous avons ob-
» servé qu'il est fort maigre et desséché , ayant la bouche pleine
» de sang , les deux oreilles , les cheveux et la tête ensanglantés ;
» ayant vu aussi qu'il y a à la tête dudit cadavre une blessure
» considérable , ce qui nous a fait juger que ledit Rivoire s'est
» fracassé la tête sur une pierre de grès sur laquelle il s'est ren-
» versé en tombant perpendiculairement de la fenêtre de la
» chambre où il couchait , et ayant fait sans doute du bruit en
» tombant ou ses camarades , la garde y a accouru et y a vu
» Pierre Gondran qui étoit suspendu à une corde faite avec des
» draps de leurs lits et des serviettes , tenant avec ses mains le
» barreau d'une petite fenêtre inférieure à celle de l'apparte-
» ment où étoit ledit Rivoire , pour lors ledit Belay , concierge ,
» est allé informer de ce fait ledit sieur de Vermale , comman-
» dant de la Tour , lequel lui a ordonné d'aider à descendre
» audit Gondran et de le refermer dans la Tour jusqu'à nouvel
» ordre , et nous en ayant ensuite fait avertir , et le procureur
» du roi , nous nous sommes transportés à ladite Tour , et après
» avoir fait prêter serment auxdits sieurs de Vermale et de
» Lafond , Belay , Poncet , Gondran , Jean-Baptiste Guilhermin
» et à Alexis Dumeney....., nous avons demandé audit Gondran
» de nous expliquer comment ledit Rivoire a pu sortir de la
» chambre où ils étoient , et lui sortir par la même fenêtre et
» descendre jusqu'à celle qui est au-dessous ; à quoi ledit Gon-
» dran a répondu qu'il y a environ huit jours que ledit Rivoire ,
» Guilhermin et lui formèrent le dessein de se sauver de la

» Tour, et pour cet effet ils dressèrent un échafaud avec les
» tables et chaises de leurs chambres, ensuite de quoi, par le
» moyen des charbons allumés, ils fondirent le plomb des bar-
» reaux de fer qui sont à la fenêtre de ladite chambre, et les
» trois supérieurs desdits barreaux se trouvant dégarnis de
» plomb, ils enlevèrent trois barreaux de ladite fenêtre, ensuite
» ils firent une corde avec les draps de leurs quatre lits et deux
» serviettes, ayant travaillé deux ou trois fois par jour à pouvoir
» arracher lesdits barreaux ou à faire ladite corde, et à cinq
» heures du matin de ce jour, ayant tous les trois, Rivoire,
» lui Gondran et Guilhermin, monté sur la fenêtre, ledit
» Rivoire a voulu passer le premier, ce qu'il a effectivement
» fait, et la corde s'étant trouvée trop courte de 5 ou 6 toises,
» ledit Rivoire est tombé et s'est tué, et lui, qui dépose, crai-
» gnant de se tuer aussi, a appelé du secours, en priant Guilher-
» min de lui jeter de quoi allonger la corde, ce qu'il a fait ;
» mais lui qui dépose n'a pu le prendre à cause de l'éloigne-
» ment de son bras, et la garde étant survenue, Guilhermin a
» détaché la corde qui étoit attachée au barreau de la fenêtre ;
» lui qui dépose a attaché ladite corde au barreau de la fenêtre
» inférieure à la leur, et est descendu, ensuite de quoi la garde
» l'a fermé¹. »

Les dépositions de Guilhermin, de Dumeney, etc., n'ajou-
tent aucun détail particulier. La visite à la chambre habitée par
les prisonniers apprend que c'étoit le N.^o 4 ; qu'il y a environ
18 pieds du sol de la chambre à la fenêtre ; qu'il y a un double
grillage de fer dans l'épaisseur du mur contre lequel les prison-
niers avaient placé trois tables et trois chaises les unes sur les
autres pour y atteindre.

La Tour de Crest fut de tout temps gardée par une garnison,
qui paraît avoir été primitivement de cent soldats, d'après le
texte des franchises communales de 1188 (*hospitio centum mili-
tum*) ; sur les derniers temps, comme on le voit par le texte
que nous venons de citer, elle étoit composée de vétérans ou

(1) *Archives départementales de la Drôme*, B. 917, 1^{re} pièce.

invalides, chargés du service de la prison et de la surveillance des prisonniers ¹. Ces soldats-géoliers résidaient constamment dans la Tour ; quelques-uns cependant étaient logés en ville, comme l'atteste une curieuse inscription que l'on voit sur le pied-droit d'une maison de la rue Peyrière (quartier de Carcavel) : c'est l'enseigne de l'un des gardiens de la Tour. Elle est ainsi conçue :

ARNAVD
...ARTHELE...
LAFLEVR
SOLDAT
D LA TOV
R

(*Arnaud Barthélemy (dit) Lafleur, soldat de la Tour.*)

Quoique ce petit document soit sans date, on peut facilement lui attribuer, d'après la forme et le style de ses caractères, le règne de Henri IV ou de Louis XIII. Les lettres sont grossièrement formées, et taillées à peu de profondeur par une main novice dans l'art de la gravure autant que dans celui de l'orthographe, et qui paraît être celle du vétéran lui-même ; quelques-unes sont très-frustes, et ont été usées par le propriétaire actuel, qui se sert de cet endroit de sa porte comme de pierre à aiguiser.

A la révolution de 1789, la Tour de Crest, comme édifice féodal et propriété royale, fut déclarée propriété nationale. Un décret du ministre de l'intérieur du 20 octobre 1810 voulut l'ériger en maison de correction ; mais cette mesure ne fut exécutée qu'à titre d'essai, et elle n'eut pas de suite. Un autre décret du 9 avril 1811 en conféra la possession au département de la Drôme ; mais la remise n'en fut jamais effectuée.

(1) Noble Paul Teyssier, seigneur de la Garde, était lieutenant d'une compagnie d'invalides en garnison à la Tour de Crest, en 1710. (*Inventaire des archives de la Drôme*, Sénéchaussée de Crest, B. 841.)

» Instances criminelles du procureur du Roi et des officiers d'invalides
» en garnison à la Tour de Crest contre des jeunes gens qui avaient placé
» une charogne devant le corps de garde. » (*Ibidem*, B. 964.)

M. Henry, préfet de la Drôme en 1832, l'offrit au ministère de la guerre, et le 19 avril de la même année, le génie militaire en prit possession¹; aujourd'hui encore, il en est le propriétaire unique et exclusif. Depuis cette époque, la Tour a servi de nouveau de prison militaire jusqu'en 1852, et il y a toujours eu à Crest pendant ce temps une compagnie d'infanterie du dépôt du régiment en garnison à Romans, pour la surveillance des prisonniers².

Après l'insurrection de Lyon, en 1831, 70 individus environ furent internés à la Tour de Crest; pendant qu'on jugeait en 1849 les insurgés de Marseille à Valence, le dépôt des prisons de cette ville y fut transféré, pour faire place auxdits insurgés. Mais l'époque la plus florissante de la Tour de Crest, considérée comme prison, fut sans contredit celle qui a suivi les déplorables événements de 1851. On a évalué jusqu'à près de 600 habitants la population simultanée qu'elle renferma alors; mais ce chiffre exorbitant ne se maintint pas longtemps, et descendit bientôt à une moyenne de 400, qui alla encore en diminuant jusqu'au mardi de la semaine-sainte, 6 avril 1852, où la Tour fut complètement et définitivement évacuée³. Les prisonniers de 1851 ont laissé de profondes traces de leur passage sur les murs et les

(1) A l'occasion de la cession de la Tour de Crest au génie militaire et de sa transformation en maison de correction, l'infortuné Dourille (de Crest) publia sur le monument une petite notice qui parut dans le *Courrier de la Drôme* du 18 décembre 1832.

(2) La caserne de Crest était située au-delà de la Drôme; elle fut démolie en 1856 pour créer la place de Saint-Ferréol. Ce n'était qu'une maison louée par la ville.

(3) Nous avons l'effectif précis du personnel des prisonniers de la Tour pendant l'intervalle des derniers mois, d'après la note officielle fournie chaque jour par le concierge sur le rapport de l'officier du poste.

13 janvier.	368 détenus.	21 janvier.	433.
14 —	372.	22 —	441.
15 —	381.	23 —	454.
16 —	412.	24 —	422 (32 ont été dirigés sur Valence).
17 —	415.	25 —	360 (60 ont été transférés à la prison du Pont (caserne) et 4 libérés).
18 —	416 (7 libérés et 8 nouveaux incarcérés).		
19 —	423.		
20 —	429.		

parois de tous les cachots, encore tout tapissés des noms et des sentences patriotiques qu'ils y ont gravés.

« A partir de cette année, ajoute le document que nous » avons sous les yeux, et d'où nous extrayons ces détails, la » Tour n'a plus servi de maison de correction, et aujourd'hui » ne sert absolument à rien. Le génie militaire y a fait faire des » réparations d'entretien. Tout est en très-bon état comme » prison, et ce bâtiment, un des monuments historiques les » mieux conservés du département, ne peut pas être considéré » comme ruines du moyen âge, et il est très-fâcheux qu'il ne » puisse plus être employé à quelque chose d'utile. — Comme » valeur vénale, la Tour peut en avoir une ; mais comme valeur » de produit ou de vente, il ne peut point y en avoir d'autre que » celle des matériaux et du sol, qui ne compenseraient même » pas les frais de démolition. La surface bâtie a une contenance

26 février.	361.	27 février.	239 (60 libérés).
27 —	376 (19 libérés).	28 et 29	240.
28 —	375.	1 ^{er} mars.	239.
29 —	381.	2-3 —	192 (47 libérés).
30 —	383.	4 —	189.
31 —	373.	5 —	182.
1 ^{er} février.	337.	6 —	180.
2 —	340.	7 —	247 (70 rentrés de la prison du Pont).
3 —	343.	8-9 —	196 (52 libérés).
4 —	342.	10 —	194.
5 —	332 (10 libérés).	11 —	192.
6 —	327 (6 libérés).	12 à 16	191.
7 —	328.	17-18 —	189.
8-9 —	348.	19 —	190.
10 —	338.	20 au 22	191.
11 —	336.	23 —	193.
12-13 —	341.	24 —	192.
14 —	307 (34 libérés).	25 —	191.
15 février.	295.	26 —	187.
16 —	289 (6 libérés).	27-28 —	181.
17 —	288.	29-30 —	179 (3 libérés).
18 —	296.	31 —	177.
19 —	295.	1 ^{er} et 2 avril.	177.
20-21 —	293 (2 transférés à Die).	3-4 —	102 (75 libérés).
22 au 24	295.	5 —	100.
25 —	298.		
26 —	302.		

» de superficie d'environ 700 mètres ; la surface non bâtie est » de 2000 mètres. Sa valeur approximative est de 35,005 fr. ¹ »

Nous ne saurions protester trop hautement contre l'idée saugrenue énoncée dans ces lignes. Détruire la Tour de Crest ! Quel horrible vandalisme ! A-t-on jamais pu concevoir rien de plus absurde et de plus brutal ? Comment, au milieu d'un peuple et d'un siècle civilisés, une pareille pensée a-t-elle pu germer dans un cerveau humain ? Quoi donc ! même chez les nations barbares et sauvages, on entoure de respect et de protection les débris du passé et les œuvres du génie de l'homme, et l'on songera sérieusement à détruire l'un des monuments historiques de la France ! On élèvera à grands frais des édifices pour la décoration des villes ; et l'ornement d'une province, l'orgueil et la gloire d'une cité sera abattu sous prétexte *qu'il ne sert à rien !* Elle ne sert donc à rien cette belle Tour de Crest, cette merveille de l'art consacrée par tant de siècles et tant de souvenirs ! L'histoire n'est donc rien ? la poésie n'est donc rien ? les arts ne sont donc rien ? tous les plus nobles sentiments de l'humanité ne sont donc rien ? Et ce joyau historique, que ne sauraient remplacer tous les trésors du Pérou, sera estimé à vil prix par de misérables utilitaires, qui ne le trouveront pas propre à satisfaire leurs goûts matériels et leurs appétits grossiers ; et ils viendront dissenter froidement sur les moyens *de le rendre utile*, et calculer ce que sa démolition pourra produire de profits ou de pertes ! Il est chez l'homme des instincts plus nobles que ceux du lucre et du pécule : c'est le goût et le sentiment de tout ce qui élève l'intelligence et le cœur, l'amour et le culte des souvenirs, et de tout ce qui est véritablement grand et beau. Arrière donc et loin de nous ces ignobles théories, et inscrivons en grandes lettres sur notre drapeau : *Guerre aux Vandales* ² !

(1) Extrait des archives de l'enregistrement et des domaines du département de la Drôme.

(2) Le ministère de la guerre est, dit-on, embarrassé de la Tour de Crest, et voudrait s'en décharger sur la ville, laquelle, de son côté, n'en veut point. Que ne classe-t-on l'édifice parmi les monuments historiques, et ne le place-t-on, comme tel, sous la sauvegarde de l'État ?

On croit que de la Tour de Crest partait un réseau de voies souterraines dont l'une aurait débouché au-delà de la Drôme. Mais nous ne pensons pas qu'on puisse rattacher à ces anciens souterrains de la Tour une excavation longue et étroite, sans caractère et sans solidité, découverte récemment aux abords de la maison Monfalet; nous la prendrions plus volontiers pour un conduit de fontaines; d'ailleurs elle est comblée à quelques mètres de profondeur.

Mais on peut voir près de la même maison des objets bien plus remarquables que ce prétendu souterrain : ce sont deux blocs de pierre grossièrement taillés en forme de disque ou de boule aplatie; ils mesurent de 1^m 35 à 1^m 45 de circonférence, sur 0,30 à 0,40^c dans leur plus petit diamètre. Ces énormes boulets ne sont autres que les projectiles usités chez les anciens: ils étaient lancés du haut de la Tour sur les assaillants par des catapultes et autres machines de guerre, et devaient produire sur les rangs pressés des ennemis l'effet d'une formidable décharge d'artillerie. Une pierre de ce genre, de plus grande dimension, décore le jardin de M. le pasteur Arnaud; elle a été trouvée enfouie dans la terre à 200^m environ en avant de la Tour. On voyait encore il y a peu d'années deux pierres discoïdes semblables servant de chenets à la grande cheminée de la salle orientale du dernier étage; elles ont malheureusement disparu, sans qu'on sache ce qu'elles sont devenues.

Nous signalerons en finissant une petite industrie bien intéressante relative à la Tour de Crest. Au moment où nous écrivons, on peut voir exposée dans l'un des magasins de la ville une belle imitation de la Tour en pierre de Saint-Paul, exécutée avec une admirable précision de proportions à l'échelle $\frac{45}{5365}$; elle est due au remarquable talent de M. Belle, l'un des employés de l'usine à gaz, auteur de plusieurs tours semblables¹. Nous devons à M. Belle la note de toutes les grandes mesures extérieures qui

(1) L'une de ces tours, fabriquée en liège sur une plus petite échelle, fut acquise par l'orphéon *la Lyre*, et offerte à M. l'abbé Fiard, son fondateur, alors vicaire à Crest.

l'ont guidé dans son travail : qu'il en reçoive ici l'expression publique de notre reconnaissance ¹.

Les abords de la Tour sont clos par une enceinte de murs fermée par deux portes dont la garde est confiée à un concierge qui réside en ville. Le monument est ouvert tous les dimanches et les jours de fête dans l'après-midi ; on peut aussi le visiter sur semaine, mais moyennant une bonne-main plus considérable.

Le plus bel aspect que présente la Tour est du côté du faubourg du Marché, où elle apparaît dans toute sa hauteur sur sa plus petite largeur ; vue de la place du Jouberton, elle paraît dominer immédiatement les toits, ce qui lui donne quelque chose de solennel et de plus monumental ; prise de face, elle présente une vue d'ensemble plus variée peut-être, mais moins élancée et trop matérielle. Le côté occidental est celui qui offre le moins de hauteur et de pittoresque : c'est un mur droit, sans autre accident que l'élévation du donjon beaucoup plus considérable vers le nord. Lorsqu'on arrive par la route de Romans, la tête de la Tour apparaît dès le village de Vaunaveys, quoique sa masse soit cachée par les coteaux.

(1) Nous réunissons ici sous un coup-d'œil d'ensemble toutes les dimensions de la Tour, telles qu'elles nous ont été données par M. Belle.

	m. c.
Hauteur du drapeau	50, 50
<i>Idem</i> du donjon.	36, 85
Face de Crest, hauteur	40, 50
<i>Idem</i> , largeur	29, 20
Face de l'hôpital	29, "
<i>Idem</i> , largeur	22, 80
Face du marché, hauteur	40, 60
<i>Idem</i> , largeur	15, 10
De la toiture au drapeau	11, 60
De la corniche au drapeau.	2, 80
Largeur totale, du drapeau à la face opposée	33, 10
Épaisseur du mur isolé, extrémité supérieure.	2, 10
<i>Idem</i> , à la base	3, 28
Prolongement de l'aile bâtie sur la crête du rocher.	3, "
Largeur, <i>Idem</i>	6, 40
Chemin de ronde	1, 90

La Tour de Crest forme sur le front de la petite cité comme une majestueuse couronne dont la beauté efface au loin toute beauté rivale, et commande exclusivement l'admiration du spectateur. Debout sur son rocher, elle se dresse comme un fier géant au milieu de pygmées, prête à les écraser de sa masse; assise sur la ville comme une reine sur son trône, elle domine en souveraine au milieu des timides demeures rangées sous son ombre, comme le redoutable suzerain sur la foule tremblante des vassaux : fidèle image de cette puissance féodale dont elle est l'œuvre, la personnification et le symbole, elle inspire encore par son allure martiale le respect et la terreur; défiant dans sa force toute grandeur rivale, et brisant toute résistance, elle s'impose avec une autorité absolue, et semble dire à tout ce qui l'entoure : *C'est moi !*

Nous ne saurions mieux terminer cette monographie de la Tour de Crest que par la belle strophe que lui a consacrée le poète crétois dans l'une de ses plus charmantes productions :

Je te revois, vieille Tour colossale,
Mont de granit bâti par les géants!
Je vois encor ta tête féodale,
Qui, se riant du poids de ses mille ans,
Va jusqu'au ciel narguer les ouragans!
Oh! non, jamais je ne pourrai décrire
Tout ce qu'éprouve au moment du retour
Le cœur aimant qui loin de toi soupire,
Quand, de nos monts franchissant le contour,
Je te revois, ô noble et belle Tour!

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER,

Professeur au collège de Crest.

(1) *Chant patriotique de la Lyre de Crest*, poésie inédite de M. ROCH GAIVEL.



NOTICES RELATIVES AUX GUERRES DE RELIGION

TIRÉES DES

ARCHIVES DU COUVENT DE SAINT-FRANÇOIS DE MONTÉLIMAR

MISES EN ORDRE

par E. ARNAUD,

d'après le manuscrit de M. VALLENTIN, de Montélimar.

Voir *Bulletin*, 16^e, 17^e liv., p. 110, 212.



26 février. — Soldats de Châteauneuf allés au camp de Pierrelate.

23 mars. — Paix de Chartres¹ publiée le 14 apv. à Grenoble et icy le 10 may. Rimaille sur la sainte paix. L'enregistrement à Grenoble le 14 apv. Mandement du 27 apv. Ordre icy du sénéchal de publier au ressort le 10 may. Paix rend Montélimar au Roy, mais les mêmes inclinations y restèrent. On y mit avant may gouverneur le capitaine Basemont, neveu du président Truchon; La Thivolière lui succéda.

20 avril. — Ordre du Roy par son édit pour ceux qui reviennent en leur pays. Enregistrement à Grenoble 27 avril.

8 may. — Entrée de Viviers refusée au capitaine Rochegude et à sa compagnie, qui y venait en garnison.

16 may. — François Guérin, ministre, présent à un mariage.

21 may. — Ordre du gouverneur sieur de Gordes à cause de Pierrelate pour l'entretien de leur garnison.

6 juin. — Continuation à Châteauneuf-du-Rhône de la vente des ornements, vases et bois d'églises par les consuls, commencé le 3 novembre 1567 et continué le 19 janvier 1568.

(1) C'est le traité de Longjumeau signé au moment du siège de Chartres par les protestants. Catherine donna des avantages aux protestants, mais sans garanties.

20 juin. — Damien Baussan, ministre, présent à un mariage.

29 juin. — Requête de ceux de Châteauneuf à leur juge d'en faire sortir les étrangers armés.

11 août. — Ordre de Gordes à Châteauneuf et *aliis* de dresser le dénombrement des nobles et autres propres à servir.

30 août. — Arrest de mort du Parlement de Toulouse contre Noël Albert et les Montroux, prisonniers.

25 aug. — Troisième trouble et surprise de Noyers. — Départ du prince de Condé.

7 septembre. — Arrest de Grenoble confisquant les biens de ceux qui, huguenots, ont pris les armes depuis l'édit, et pris au corps.

Octobre. — Châteauneuf fournit du pain pour le camp du sieur Noël Albert, qui tient Viviers assiégé, et ce par ordre dudit Albert, présent à ce siège.

18 octobre. — Sieur Noël d'Achier, écuyer, gouverneur, député de Châteauneuf-du-Rhône susdit pour M. M.^{rs} Jean Dorgèse, écuyer, seigneur de La Thivolière, et sieur Jacques Riote, député, son lieutenant, arrêtent audit Châteauneuf et puis relâchent sans caution André Hugon, soldat, revenant le même jour des troupes religionnaires du Languedoc.

25 octobre (*lundy*). — Conseil audit lieu de Montélimar pour réparer les murs. Il est parlé de la mort desdits Albert, Saint-Alban.

17 novembre. — Nouvelles du progrès et avantages de l'armée du duc d'Anjou sur le prince de Condé et d'Orange.

1569

14 février. — *Pareatis* du Parlement de Dauphiné pour l'exécution de l'arrest de celui de Toulouse contre Noël Albert.

13 mars. — Bataille de Jarnac ou Bassac ¹.

15 mars. — Injonction du Parlement pour l'exécution de son arrest (du 7 sept.) contre les rebelles.

(1) Entre le duc d'Anjou du côté des catholiques, et Condé, Coligny et d'Andelot du côté des protestants. Ces derniers furent battus.

16 mars. — Saisie de 283 stères de bois de Noël Albert à Châteauneuf, par M.^{re} de Viviers, en conséquence du *pareatis* cy-dessus.

..... — Requête du gouverneur de la province que l'argent par les rebelles employé à acheter armes soit compensé sur les biens pris des huguenots rebelles.

3 avril. — Ordre à ceux des deux religions de se trouver ledit jour des Rameaux à la procession.

10 avril. — Pareil ordre pour une procession.

19 avril. — Arrest de Grenoble publié icy, interdisant les notaires et officiers huguenots.

21 avril. — Teste à la Rochelle par devant Jull. Jullien, le S.^r Cosset, ministre de Saint-Pol, malade; ministres étant d'icy présents.

22 avril. — Consulat catholique du Montélimar.

26 avril. — Consuls font acheter cent arquebuses pour conserver la ville au roy par délibération prise.

11 may. — Armée du duc de Deux-Ponts. Mouy y commande mille chevaux. Son dessein.

15 juin. — Départ de deux coffres pleins d'habits ou armes de S.^r Ant. de Pracontal à la Rochelle entre les mains de Jean Félice. Remis au consistoire dudit lieu.

25 juin. — Combat à la Rocheabeille ¹.

11 juillet. — Ordre du vi-sénéchal au ressort rechercher les biens et dettes actives des séditieux, et les séquestrer.

9 août. — Teste capitaine Jacques Bernard allant au camp du roy, où Monsieur commande en la guerre qu'il fait tant contre ses sujets révoltés que contre les étrangers.

1 septembre. — Ordre du vi-sénéchal au ressort donner rôle des nobles qui ne se sont équipés pour aller au camp du roy.

30 septembre. — Heureuse rencontre de Saint-Clair ².

3 octobre. — Bataille de Montcontour ³, après une vigoureuse résistance de part et d'autre.

(1) Entre le duc d'Anjou et Coligny. Les catholiques furent battus.

(2) Combat d'avant-garde.

(3) Montpensier et le duc d'Anjou commandaient l'armée catholique, Coligny et Ludovic de Nassau l'armée protestante. Cette dernière fut battue.

7 novembre. — Rentier de Châteauneuf demande de dédommagement de l'église et maison de prière ruinée le 7 octobre 1567.

1570

4 février. — Réponse du roy aux articles présentés par la reyne de Navarre au sujet de la paix.

16 février. — Richard, ministre de Livron, teste à la Rochelle; nos ministres y présents.

..... — Vienne, Valence, Romans entrent en l'obéissance.

Avril. — États à Grenoble. On y fait un envoy au roy dont le département est ordonné le 9 déc. par M.^{rs} des Comptes et n'excepte que les nobles vivant noblement et les clercs cléricallement. — Les huguenots passent le Rhône et volent à Châteauneuf.

May. — Le camp huguenot s'assemble au Montélimar.

10 may. — L'amiral de Châtillon assiégea Montélimar et le comte Ludovic de Nassau y conduisit l'infanterie. Le canon passa le Rone du coté de Donzère et servit à battre la ville, qui fut très-mal assaillie. Mémoire du siège.

21 may. — Dans l'église paroissiale de Saint-Nicolas, à Châteauneuf, y sont faits les consuls qu'on n'a pu faire le 1^{er} may, jour accoutumé, comme le lieu est démantelé, au commencement de la présente guerre, qui fut le 27 mars, lendemain de Pâques. On passa dudit Châteauneuf à Rac une certaine quantité de filet, mais il fut volé au temps du siège de Montélimar.

22 juin. — Accord des deux partis en Dauphiné.

4 aoust. — Lettre du roy au S.^r de Gordes.

8 aoust. — 3^e paix ¹ arrêtée après l'affaire d'Arnay-le-Duc. Publiée au Parlement de Paris le 11 aoust et dans le même mois, le 29, en celui de Grenoble et icy. C'est d'elle qu'on dit qu'elle le fut le 21 au camp des rebelles et le 27 dans celui du

(1) C'est la paix de Saint-Germain-en-Laye. Elle stipule la liberté du culte des protestants dans tous les lieux dont ils sont en possession.

roy. — Huguenots réintégrés, religion permise. Gérole commence de stipuler le 2 sept. et Jacq. Sablon le 4 sept., où il met ces mots : « Louange à Dieu de la paix que notre roy nous a « donnée, après la publication de laquelle nous avons été réin-
« tégrés dans nos états. »

8 septembre. — Stipulent un soldat de Tulins et Jacques Barlatier, sergent de la compagnie de M.^r de la Thivolière, qui défendit vigoureusement la ville contre l'amiral.

22 novembre. — Julien Pichot, ministre icy.

1571

2 janvier. — Pichot, alors ministre à Sauzet, se marie.

14 mars. — Nos religieux de Crest, par patentes de Sa Majesté, obtinrent le passage où ils sont à présent.

8 septembre. — Jullien Pichot, ministre en l'église réformée et habitant au Montélimar.

1572

..... — Consulat. Noble Josserand Sextre et M.^e Nicolas Roch, avocat.

7 février. — Nous habitons dans la maison de Roche.

18 juin. — Chapitre de Viviers au nombre de 25, tenu en la tribune de leur église après la messe dite en ladite tribune.

24 août. — Quelques troubles.

25 août. — Après la mort de l'amiral, nouvelle guerre qui duroit encore le 21 aug. 1575, avec courses des huguenots. Le service, toujours à l'hôpital, le carême s'y préche. — La Saint-Barthélemy donna naissance aux 3^{es} troubles, que d'autres appellent 4^{es}.

1 septembre. — M.^e Jullien Pichot (on l'a veu ministre), mary de demoiselle Marguerite de Ségur, arrente icy ses boutiques étants sous sa maison, grand rue ; ce mot de *maître* y est répété 5 ou 6 fois.

..... — Citadelle de Valence, bâtie vers ledit an.

1573

6 avril. — 4^{es} troubles chés Chorier, qui furent un soulèvement général en Dauphiné.

17 juin, aliis en juillet. — Paix de la Rochelle ¹.

12 aoust. — Pichot, ministre de Sauzet.

Septembre. — Chés Chôrier, les protestants repoussés de devant Montélimar et l'intelligence qu'avait Montbrun en cette ville et celles de Valence et de Crest n'eut pas meilleur succès. — Etoit icy habitant S.^r Bertrand de Simiane de Gordes, lieutenant du roy de la province et la compagnie du S.^r Julian, centurion, y étoit en cartier. Consuls : Roland de Rieux-Cavet et Antoine Manuel.

10 décembre 2. — A Milhau, confédération entre toutes les églises protestantes, qui y font un règlement touchant la guerre, la police et les finances.

1574

Janvier. — 4^{me} troubles selon Daniel et 5^{me} selon Chorier; ayant pris naissance surtout en Dauphiné et provinces voisines étant de cette confédération.

Avril. — Le prince dauphin de Montpensier envoyé en Dauphiné contre Montbrun.

30 may. — Jour de la Pentecôte mourut le roy Charles IX, et sur la fin d'aoust Henry III partit de Turin.

4 juin. — Soldats icy en garnison.

Juin. — Nihons et Orange aux rebelles. Suze molesté. Requête au S.^r de Montpensier.

7 juin. — Département fait à Grenoble de soixante feuz pour Suze.

15 septembre. — Garnison de reistres à Loriol pour le service du roy.

30 octobre. — Requête de Châteauneuf audit gouverneur canonant Grane.

(1) Les conventions de paix furent arrêtées le 24 juin, acceptées par les Rochellois le 25 juin et ratifiées par le roi dans le courant de juillet. Elles accordèrent seulement la liberté de conscience. Nîmes, Montauban et la Rochelle et les seigneurs hauts justiciers jouirent seuls de la liberté de culte.

(2) Erreur. La réunion de Milhau eut lieu le 16.

4 novembre. — Mandement du gouverneur au sujet de la garnison de Pierrelate : il la change.

29 novembre. — Consuls de Valaurie fournissent 24 setiers de froment à Pierre Vidal, receveur de l'étape et contribution mise sur Montélimar et son ressort, et ce pour l'entretien des reistres étant à Loriol en garnison.

3 décembre. — Fourniture pour l'armée du roy en ce pays.

1575

1 janvier. — Le roy étoit à Avignon, où mourut le cardinal de Lorraine. Dizeniers ou caporaux huguenots faisant garde et ronde la nuit.

11 janvier. — Le roy devant venir icy, on tire des prisons trois boulangers qu'on y avoit mis pour n'avoir fourni le pain au camp devant Livron.

17 janvier. — Emprunt de Châteauneuf-de-Mazenc pour fournir leur cote à l'avitaillement du camp de Livron, reistres de Loriol et troupes de Montélimar.

20 février. — Il n'y avoit plus de camp à Livron, les reistres et les 4 compagnies françaises n'estoient plus à Loriol.

9 mars. — Le lieu de Comps contribuoit au Montélimar tant pour bois et chandelles au château que pour la garde de la ville fins au 17 janv. 1576 à 16 liv. par mois.

4 juin. — Les rebelles tiennent le Pousin, Charmes et Baix.

8 juin. — Est parlé du camp du duc d'Usés, et on dit icy que les rebelles ont occupé Roynac et levé les rentes du S.^r Alexandre Bruyède, catholique, depuis le 25 aug. 1573 jusques environ le 28 avril.

22 juin. — Les troupes de Provence qu'est gendarmerie, arquebusiers à cheval et Corses viennent icy de Provence pour aller à Die sous l'autorité de M. de Gordes, et ledit lieu de Comps receut l'ordre de contribuer aux frais et aussi à Pierrelate pour la compagnie de Suse : ce qu'il fit.

27 juillet. — On passe un acte dans l'église qu'on avoit commencé de bâtir.

Septembre. — Manifeste du duc d'Alençon échappé des prisons.

1^{er} octobre. — M.^e Adrien de Basemont, abbé d'Aiguebelle, passe en présence de noble Jacques de Bressac, capitaine de Bays-sur-Bays, certain arrentement pour et au nom et comme ayant charge de haut et puissant seigneur M.^{re} Gabriel de Marq., seigneur de la Mothe-Verdoyer et de la Laupie, chevalier de l'ordre du roy et sénéchal de Valentinois et Diois.

3 octobre. — Passeport signé de Lesdiguières.

8 novembre. — Ruines indiquées du vieux temple des huguenots : rue du Temple et de Saint-Pierre.

21 novembre. — Le roy accorde une trêve et suspension d'armes jusques au 24 juin suivant.

1576

18 janvier. — Guerres.

19 janvier. — Les Provençaux ont passé au Montélimar et pour les frais on a imposé ceux du ressort. Plus invasion de Viviers par Gaydan, huguenot.

11 février. — Etats de l'église réformée tenus à Nihons.

22 février. — Passeport ou sauvegarde de M. de Lesdiguières, commandant généralement en Dauphiné pour le service du roy et party de la religion, à tous ceux qui tiennent ledit party, où il a apposé le cachet de ses armes, donné à Pontaix en faveur du S.^r de Conceser de Châteauneuf avec ordre de luy fournir des vivres.

14 may. — 4^e, et selon Daniel 5^e édit de paix¹ ; receu au Montélimar le 27 may, publié le 29, juré le 16 juillet.

16 juillet. — Demandent le cimetière du temple. Déboutés par sentence sur opposition le 23 juil.

26 octobre. — Honoré de Colomba ministre icy.

1577

Janvier. — 6^{es} troubles selon Daniel. Durant icy le 11 mars.

(1) Cet édit permit l'exercice public de la religion dans toutes les villes et lieux du royaume et créa des chambres mi-partie pour juger tous les procès où seront engagés des protestants.

1 janvier. — On trouve icy haut et puissant seigneur Aymar de Simiane, seigneur de la Roche.

1 février. — Les huguenots prirent Donzère, le tenant encore le 2 oct. « temps de guerre », dit-on alors. Depuis environ deux ans donnent des alarmes à tous moments à Châteauneuf-du-Rhone, et leur ont tué 5 ou 6 hommes; étant obligés de garder leurs deux châteaux, payent contribution aux huguenots et gouverneur de Châteauneuf-de-Mazenc. Le 7 nov. s'enfuit S.^r Noël d'Achier, établi leur gouverneur par M.^r de Gordes.

Initio Martis, selon Daniel. Ligue autorisée et signée du roy aux états.

31 Mars. — Noble Alain de Pracoutal, gouverneur et commandant pour le roy du Montélimar chés Gayet.

30 Mars. — La Laupie se garde elle-même pour le service du roy et fournit à Marsanne 28 l., 6 s., 6 d., pour aide de 25 soldats.

23 avril. — Boucheries bâties sur les ruines indiquées du vieux temple des huguenots.

8 juin. — M.^e Jaq. Sablon atteste que deux mille gendarmes, commandés par M.^{re} de Mandalot et de Crillon, allant en Languedoc, suivis de beaucoup de chevaux pour le service du roy, firent beaucoup de dégât, couchant à Rousset, audit lieu et en son mandement.

8 aoust. — Par patentes données à Voyron, S.^r Simon de Chastelart, visénéchal de robe courte du Valentinois et Diois et des Baronies, établit S.^r Annibal Granys, du Montélimar, son lieutenant général de prévot audit Montélimar et son ressort, d'icy et baronnies.

17 aug. — M.^e Gaspard de Borrel, juge ordinaire de la commanderie de Poët-Laval et membres en dépendants, considérant qu'on ne peut aller en sureté hors de Montélimar et en campagne sans grand danger de perdre la vie, et que cependant lesdits manants ont besoin que justice leur soit ministrée, substituée à cet effect noble Antoine de Bouc, châtelain dudit lieu.

29 aug. — Porte M.^{re} Rostaing d'Urre, colonel-général des gardes du Dauphiné.

..... Au Montélimar garde aux portes de la ville, dont les

clefs sont portées chez S.^r Michel de Dorne, 2^e consul, qui dit avoir fait couvrir la tour de Corcoron, fait au Château-Narbonne un grand guéritier, une plateforme à la vieille tour du château; refait la tour, murs et courtines de la ville.

10 novembre. — Paix publiée icy le 11 sur requête et jurée ¹. — Sur requête du 1^{er} juin de ceux de Pierrelate demandants aides pour la compagnie de cent hommes de pied que M.^r de Nouveyson a commission d'y dresser, ledit S.^r de Gordes leur donne pour 10 jours 60 feux voisins pour les vivres et commet les consuls de Montélimar pour bailler lesdits aydes. — Mais en 1578, vers le mois de février, ledit S.^r de Gordes étant mort audit Montélimar et la chose n'ayant été effectuée, il fut dit le 10 juillet 1578 par M.^{rs} de l'assemblée des états tenus à Grenoble, sçavoir par M.^{rs} les commis desdits états, que l'ordonnance cy dessus du 10 nov. 1577 subsisteroit.

28 décembre. — Validation de mariage fait sans prêtre ny notaire pour n'épouser devant le ministre.

(1) C'est l'édit de pacification de Poitiers, du 17 sept. Il est en grande partie la ratification de celui du 14 mai 1576.

(A continuer.)



DIX-NEUVIÈME SÉANCE.

(12 mai 1870.)

PRÉSIDENTE DE M. DE GALLIER.

M. A. De Gallier, président, présente comme *membres titulaires* :

M. De Montchenu, à Montchenu ;

M. l'abbé Fayolle, professeur au Petit-Séminaire ;

Et comme *membres correspondants* :

M. Gustave Bouchardon, maire d'Arzai, à Bonnevaux ;

M. Jacques Guillemand, à Paris ;

M. Henri De Rocher, à Bollène ;

M. le commandeur Venturini, consul général de Tunis, à Ancône (Italie).

Ces nouveaux membres sont reçus à l'unanimité.

Il est décidé aussi que le nom de M. Vincent Grand, chef du cabinet de M. le Maire de Marseille, ayant été omis par erreur sur la liste, sera inséré au procès-verbal de la séance.

La société déclare, touchant la question des prix à décerner aux meilleurs travaux, qu'elle persiste dans sa résolution ; mais qu'en l'état ses ressources financières ne lui permettent pas encore de réaliser cet utile projet.

M. Vallentin dépose sur le bureau deux couteaux grossiers en silex, que les membres présents examinent avec intérêt ; et il fait ensuite la communication suivante :

« Les études sur l'âge de pierre ont aujourd'hui beaucoup d'attrait pour les archéologues : on recueille avec plus de soin qu'autrefois tous les objets de l'époque préhistorique. Il ne faut pas y voir une simple curiosité et une nouvelle manie des collectionneurs. Cette tendance est générale sur tous les points de l'Europe ; elle a amené d'importantes découvertes ; de nombreuses fouilles sont pratiquées, et on classe plus méthodiquement qu'autrefois toutes les épaves archéologiques. Aussi a-t-on pu déjà approfondir plusieurs questions relatives à l'origine de l'homme, aux industries primitives et à la civilisation si peu connue de ces temps reculés. Il est essentiel de ne négliger aucun des rares vestiges de cette époque si intéressante et de

les préserver de la destruction. J'appelle à cet égard l'attention de tous les membres de notre Société.

» On trouve fréquemment dans notre département, comme dans les contrées voisines, des pierres polies et tranchantes qu'on désigne sous le nom de *haches celtiques*. Elles se rencontrent soit à la superficie du sol, soit dans la première couche arable. On les appelle vulgairement *pierres de tonnerre*; fausse désignation qui existe dans tout le Midi. On voit encore de nos jours quelques paysans qui leur attribuent la puissance d'éloigner toute maligne influence sur la santé de leurs troupeaux et qui les suspendent au cou des béliers. C'est sans doute parce que ces pierres contrastent vivement avec les autres que les cultivateurs leur donnent une origine surnaturelle et les transforment en amulettes. En effet, elles ont rarement des similaires dans notre territoire où peu de cours d'eau roulent des galets de même nature. Elles y ont donc été importées en grande partie et peut-être de localités éloignées; il est même probable qu'il y avait des lieux spéciaux de fabrication où l'on allait s'approvisionner. J'en ai déjà recueilli soixante-cinq grandes, moyennes ou petites, et leur comparaison établit que ces instruments avaient des emplois bien différents. On en trouve de semblables chez les peuplades sauvages, qui s'en servent ordinairement comme outils. Ces pierres y sont façonnées de même et leur emmanchure, dans laquelle elles sont solidement encastrées, nous révèle la manière dont nos ancêtres devaient en faire usage.

» On rencontre plus rarement dans nos contrées d'autres objets de l'âge antéhistorique. On a découvert cependant à Portes (canton de Montélimar), le 7 mars dernier, plusieurs morceaux de silex taillés, que j'ai pu me procurer et que je viens vous soumettre. Ce sont six instruments en silex gris ou noirâtre formés par des éclats en lames minces; en voici les dimensions :

N.º	1.	longueur	148 millim.	largeur	0 20 millim.
	2.	—	120	—	0 19
	3.	—	105	—	0 15
	4.	—	102	—	0 15
	5.	—	95	—	0 17
	6.	—	92	—	0 19

» Il y a également un petit fragment en silex jaunâtre. Ces instruments appartiennent tous au *type couteau ou grattoir*.

» Ils ont la tête arrondie, l'une des faces est convexe et relevée dans son milieu d'une arête longitudinale qui se continue jusqu'à l'extrémité ; ils sont fabriqués avec beaucoup d'adresse, et on s'explique difficilement qu'on ait pu obtenir autant de régularité dans la forme avec des moyens si primitifs. Dans le nord et dans l'ouest de la France, les instruments en silex sont assez communs. On y trouve également des armes en pierre, haches casse-tête, lames, traits, pointes de flèches, etc. Ne peut-on pas supposer qu'il en existe aussi dans notre département et qu'on a peut-être négligé de les recueillir ? La découverte récente de Portes doit stimuler le zèle des collectionneurs, qui, nous l'espérons, voudront bien signaler à notre Société tous les objets de cette époque trouvés dans le département de la Drôme. »

M. le Secrétaire exprime ensuite le regret de n'avoir pas encore parlé de la mort de l'un de nos collègues, M. Marre-Desmarais, maire de Montélimar et bienfaiteur de cette ville, et il ajoute que le souvenir des libéralités et du dévouement de ce magistrat mérite d'être consacré dans le *Bulletin*.

Il annonce ensuite qu'à la réunion des Sociétés savantes tenue à Paris au mois d'avril dernier, M. l'abbé Chevalier, lauréat du concours de Grenoble, a été nommé officier d'académie, et que l'Institut a décerné le 2^e prix à l'*Histoire de Savoie* de M. de Saint-Genis, notre savant collègue.

A la demande de M. Ollier de Marichard, les membres de la Société qui désireraient adhérer au grand congrès international d'archéologie et d'anthropologie préhistoriques qui se tiendra cette année à Bologne (Italie), sont invités à donner leur nom et leur adresse.

Le même membre propose par lettre à la Société de former une commission pour recueillir toutes les notes concernant les vieux titres des communes. Il est décidé que M. Ollier sera remercié de son intéressante communication ; mais que les archives publiques du département resteront exclusivement sous l'excellente direction de M. Lacroix, toujours prêt à seconder les érudits.

La séance est terminée par la lecture d'un chapitre des savantes études de M. Dupré de Loire sur les établissements de bienfaisance dans la ville de Valence.

CHRONIQUE.

La récolte du trimestre a été abondante. M. Charles de Rostaing, le savant vice-président de la Société, me signalait en ces termes, le 13 juin, une découverte archéologique faite par lui dans les environs de Saint-Véran, sa résidence actuelle :

« L'autre jour, j'ai copié une inscription encastrée après coup dans la façade du château de Blagnieu. Je vous l'envoie ci-incluse :

M E R C V R
A V G S A C R
T. E P P I V S D F
I V L L I N V S
E X V O T .

et dans le cas où vous auriez l'occasion de correspondre avec M. Allmer, je vous serais reconnaissant de la lui envoyer, en lui demandant s'il la connaît et quelle en est l'interprétation. »

Quand il s'agit d'épigraphie, je trouve l'occasion d'écrire à M. Allmer toute naturelle, et le savant archéologue est toujours disposé à nous prêter le secours de ses connaissances profondes en antiquités romaines.

Je me suis donc adressé à M. Allmer, et je transcris sa réponse, datée de Lyon le 17 juin :

« Monsieur et ami,

» L'inscription que M. Ch. de Rostaing a copiée au château de Blagnieu est tout à fait identique à une autre inscription engagée dans le soubassement de l'église de Chatte.

« On y lit

M E R C V R
A V G. S A C R
T. E P P I V S. D. F
I V L L I N V S
E X. V O T O

» Cette pierre se voit sur le mur extérieur du côté du levant.

» Dans le soubassement de la même église, mais au couchant, une pierre, en tout semblable, porte l'inscription suivante en l'honneur de Maïa, la mère de Mercure :

MAIAE
AVG SACR
T. EPPIVS D.F
IVLLINVS
EX VOTO

» Le personnage qui a consacré à Chatte un autel à Mercure et un autre à sa mère Maïa, est évidemment le même que celui de l'inscription de Blagnieu. Il avait, paraît-il, une dévotion toute particulière à Mercure ; mais est-ce au dieu de l'éloquence, des marchands, des voleurs, des trouvailles heureuses, au dieu qui conduisait les âmes chez Pluton, que s'adresse sa reconnaissance ? Telle était la quantité des emplois de Mercure que, dans un des dialogues de Lucien, il déclare à sa mère ne pouvoir plus y suffire et ambitionner le sort des malheureux mortels qui sont vendus comme esclaves.....

» L'inscription a été très-bien copiée par M. de Rostaing et n'offre pas de difficultés d'interprétation :

*Mercurio
Augusti Sacrum
Titus Eppius, Decimi filius,
Jullinus, ex voto.*

» Je vous salue avec amitié,

» ALLMER. »

La Statistique de la Drôme ayant donné fautivement l'inscription de Châteauneuf-du-Rhône, commune où je suis arrivé dans mes études sur l'arrondissement de Montélimar, j'ai recouru à M. Allmer, qui a bien voulu m'en donner la transcription suivante :

Diis Manibus.

C. Severius Julianus Suadullix Julianeni matri pientissimæ.

A son tour, M. l'abbé Perrossier me fournit d'utiles indications que je transcris :

« J'ai vu l'inscription de Montoison : elle est en caractères gothiques aigus du XVI^e siècle, de grande dimension, sculptés *en relief*, particularité que je n'ai jamais rencontrée sur aucune autre inscription lapidaire. Mais elle est malheureusement toute cassée et fruste, de sorte qu'il est impossible d'y déchiffrer un mot, ni de la calquer; elle est de plus incomplète. Cette curieuse pièce est au quartier des Monier et provient, m'a-t-on dit, d'un quartier voisin appelé Saint-Pierre, où l'on rencontre beaucoup de débris d'antiquités, restes de fondations, traces de cimetière, marbres, sculptures, pavé en ciment et en mosaïque, nombreux débris d'armes et amphores romaines. (J'en ai recueilli pour ma part un plein sac, que le propriétaire m'a obligeamment laissé emporter.) Il y avait là, dit-on, autrefois un monastère bâti sur des ruines romaines. »

L'inscription de la cloche de Cobonne est assez curieuse ; la voici telle qu'elle m'a été copiée par M. le curé Carrier :

SENC : PIERRE : PRIE : DIEU : POR NOS :

POVRE : PECCHE IHS : MA :

IEFEVT : FETTE : LA : M : V : L :

Il y aurait un travail très-intéressant à faire sur les cloches du département ; j'en connais plusieurs d'antérieures à 1600 et qui ont des légendes intéressantes : Hauterives, La Motte-de-Galaure, Saint-Martin-d'Août, Chabrillan, Vers, petite cloche du grand-séminaire, etc.

Enfin, je reçois au dernier moment une lettre et un travail archéologique succinct sur l'arrondissement de Valence par M. l'abbé Jassoud, vicaire de Peyrins. « Je me borne à un aperçu rapide, paroisse par paroisse, d'après l'*ordo* diocésain, aperçu qui, à raison des vacances prochaines, pourra être utile aux savants, touristes, amateurs, professeurs et élèves. »

La lettre et le travail de M. l'abbé Jassoud étaient accompagnés d'une caisse contenant de nombreux fragments d'urnes gallo-romaines, de ciment, d'amphores romaines recueillis à Peyrins dans l'ancien et dans le nouveau cimetière et dans les ruines de Châteauroux, à Génissieu et à Saint-Bardoux, près la chapelle Saint-Baudille.

Je dois signaler aussi à la reconnaissance des membres de la Société M. Chosson, agent-voyer cantonal à Saint-Paul-trois-Châteaux, qui a recueilli pour eux plusieurs débris curieux de poterie romaine.

M. le marquis de Bimard a offert au musée de la Société plusieurs fossiles découverts à Chabeuil, et j'en ai acquis d'autres venant de Chamaloc et de Glansayes.

La géologie et l'archéologie sont sœurs.

Venant aux ouvrages offerts à la Société, je trouve de remarquables travaux à signaler, les voici :

Les Carthaginois en France ou la colonie lybio-phénicienne du Liby, canton du Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), par Jules OLLIER DE MARICHARD et PRUNER-BEY (Montpellier, C. Coulet, 1870, broch. in-8°), contenant de curieuses révélations sur une nécropole berbère ou sarrasine ;

Le Cartulaire de Saint-Vallier ou relevé des chartes et documents concernant Saint-Vallier, son abbaye, ses seigneurs et ses habitants pour servir de preuves à l'histoire de Saint-Vallier, par Albert CAISE (Valence, Combier, 1870, 1 vol. in-12).

Il ne manque à cette collection de documents si bien faite que la charte des libertés ou coutume de Saint-Vallier. Mais M. Gariel l'a publiée dans les numéros 3 et 4 de la *Petite revue des Bibliophiles dauphinois*. « Cette coutume est inédite. Elle procède de la coutume perdue de Montferrand (Puy-de-Dôme). »

Cette *Petite revue* devient de plus en plus curieuse.

Bibliographie, cartulaires de l'église cathédrale de Grenoble, dits cartulaires de Saint-Hugues, publiés par M. MARION, savante étude critique par M. l'abbé CHEVALIER (Nogent-le-Rotrou, Gouverneur, broch. in-4°).

Notice historique sur la maladrerie de Voley près Romans, précédée de recherches sur la lèpre, les lépreux et les léproseries et suivie de 72 pièces justificatives inédites, par J. A. Ulysse CHEVALIER, docteur en médecine (Romans, Rosier, 1870, 1 vol. in-8°). Excellent travail.

Revue des sociétés savantes, janvier 1870.

Comptes-rendus de la société scientifique et littéraire d'Alais, t. 1^{er}, Alais, J. Martin, 1870, 1 vol. in-8°.

Bulletin de la société de statistique, sciences et arts du département des Deux-Sèvres, N.º 1, broc. in-8º.

Bulletin de la société archéologique et historique de la Charente, années 1868-1869; Angoulême, Goumard, 1870, 1 vol. in-8º.

Mémoires de la société littéraire, historique et archéologique de Lyon, année 1869; Lyon, Aimé Vingtrinier, 1870, 1 v. in-8º.

Annales de la société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire (janvier, février et mars 1870); Tours, Ladevèze, 1870, 3 br. in-8º.

Notice sur Hippolyte-Balthazar Chaillan, chevalier de la Légion d'honneur, né à Riez le 23 nov. 1817, décédé à Saint-Vallier le 15 mai 1870, par J. E. M. DE LA PORTE, Roanne, Ferlay, 1870, br. in-8º.

J'ai réservé pour la fin la curieuse et intéressante notice de M. E. Chaper, un de nos bibliophiles dauphinois les plus instruits, sur Ybot, poète et comédien dauphinois (Grenoble, Ed. Allier, 1870, br. in-8º).

C'est le premier fascicule d'une collection intitulée : *Études de la bibliographie dauphinoise*. Voici le titre du livre rarissime décrit par M. E. Chaper : *L'image de la Constance, où sont despeintes les amours du brave Polidon avec la belle Pangotiris, ensemble le combat du baron d'Arion, et autres diverses poésies par le S.^r Ybot du Mont'lemard (sic); à Lyon, par Simon Rigaud, en rue Mercière, au soufflet d'or, par privilège du roy, 1609.*

Voici la conclusion de M. Chaper : « Ybot, qui me paraît in-
 » connu de nos jours, a bien mérité de l'être ; son œuvre n'a
 » aucune valeur ; ni le fond, ni la forme ne pouvaient sauver
 » de l'oubli ses détestables vers : mais le volume qui les renferme
 » est curieux à plus d'un titre par le frontispice et par le joli
 » portrait qui le précèdent et par la gravure qui le termine, par
 » la charmante impression du texte, par la preuve qu'il nous
 » apporte de l'existence, sous Henri IV, en Dauphiné d'une
 » troupe de théâtre, dont le répertoire, il faut l'espérer, valait
 » mieux que les œuvres d'Ybot et reste encore à découvrir ; en-
 » fin, par son excessive rareté. »

A mon tour , je signalerai aux bibliophiles un volume de la même époque et de la même valeur , dont j'ai retrouvé une partie , contenant *l'adieu du pécheur aux vanitez* , une *tragédie de la mort de Saul, premier roy d'Israël* , un *discours sur la mort et passion du Sauveur du monde* et des *meslanges*.

Un sixain signé par de Rames nous fait connaître l'auteur appelé Moisson , le même sans doute qui a publié le volume suivant, du même format, appartenant à M. A. de Gallier : *Le saint mont de Calvaire de Romans en Dauphiné, par Pierre Moisson, 1615, à Tournon, par Claude Michel*, avec un fort joli frontispice gravé par Sarret.

Comme spécimen du mérite littéraire de Moisson , je citerai deux couplets d'un Noël de sa façon « sur le chant d'un vieux bransle de Bayanne » :

Enfle donc tes cornemuses ,
O peuple valentinois ,
Et mets en fureur tes muses
Pour louer ce roy des rois ,
Qui vient du sein de son Pere
Pour te donner guerison ,
Et te voir hors la misere
De l'infemale prison.

Et toy, peuple de Valence ,
Fais ronfler tes gros canons ,
Pour honorer sa naissance
Qui fait trembler les Demons.
Il naist pour sauuer ton ame ,
Et la mettre en seureté :
Donc que ce desir t'enflame
D'adorer sa grand bonté.

La prose de Moisson ne valait guère mieux que ses vers. J'ignore s'il était Dauphinois, mais je crois qu'il était religieux à Tournon. Dans la préface du *Saint mont de Calvaire*, il promet une nouvelle édition augmentée de gravures « des sept » paroles que le Sauveur de nos Ames profera sur son lit » mortuaire de la Croix, ensemble d'une Tragedie de la vie, » Martyre et Mort des trois martyrs de Romans. »

Cette édition ainsi augmentée a-t-elle vu le jour ?

A. LACROIX.

ÉTYMOLOGIES DES NOMS DE LIEU

DU DÉPARTEMENT DE LA DRÔME.

(SUITE. — Voir *Bulletin*, N.^{os} 9, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18.)

§ IV.

Noms empruntés à l'idée de maison, hameau, colonie, domaine, clos, chapelle.

SOLÉRIEU est appelé *Castrum de Solorino* en 1272¹; ce diminutif du radical est sans doute le résultat d'une lecture fautive, et la forme primitive du nom actuel devait être *Soleriacum*, comme dans *Miseriacum*, Misérieu; *Salviniacum*, Savigneu, etc. Ce nom vient de *solerium*, maison à balcon, étage supérieur, grenier, en b. l., dérivant lui-même de *solarium*, terrasse surmontant une maison, en l. (de *sol*, soleil); *soller*, en all.; *zolder*, en holl.; *sollar*, en ang.; *solar* et *solariego*, domaine, en esp. En Piémont, une maison à balcons et à tours était un signe de noblesse; de là l'expression : *gentiluomo de solerio* ou *solario*², qu'on rencontre en Espagne sous la forme *hidalgo de solar*.

Déjà, en 1120, les Bertrand de TAULIGNAN possédaient le fief de ce nom, dont une partie cependant, d'après M. l'abbé Fillet, appartenait aux Adhémar de Grignan. En 1293, Aimar de Poitiers en fit l'acquisition de Bertrand de *Taulignan*, dont la famille, sous Louis XIV, est tombée en quenouille dans les de Blégier (Pithon-Curt, t. III, p. 367). Dans le XVI^e s., il appartenait à une branche de la maison des Alleman, et dans le

(1) BOYER DE SAINTÉ-MARTHE, *Histoire de l'église de Saint-Paul*, p. 308.(2) CIBRARIO, *Dell'origine de' cognomi*, p. 35.

XVII^e aux Grolée de Viriville; en 1711, il passa, par suite de mariage, à M. d'Olivier, comte de Sénozan, ancien échevin de Lyon, et plus tard à la comtesse de Périgord, sa fille.

Le docteur Long (p. 71) mentionne une inscription consacrée à un édile du pagus *Aletani*; vers 1740, elle fut signalée à Muratori par Bimard de la Bâtie, qui plaçait *Aletanum* à TAULIGNAN. Elle était probablement connue de Suarez, auteur du XVII^e s., qui assimilait *Aletanum* à *Tulette*, ainsi qu'il résulte de ce vers emprunté à sa *chorographia diocesis Vasionensis*¹ :

« Pagus *Aletanus*, qui nunc *Tuleta* vocatur. »

M. Chapouton, dont nous déplorons la perte récente, m'assurait il y a peu de temps, bien que ses souvenirs remontassent à plus de cinquante ans, que dans sa jeunesse, les vieillards du pays ne se souvenaient pas d'avoir vu cette inscription. Il ne m'est donc pas prouvé qu'elle ait été réellement trouvée à TAULIGNAN et que celui qui l'a fait connaître l'ait lue exactement, à moins que dans le moyen âge un nouveau nom ait été substitué à l'ancien, car il y a aussi loin d'*Aletanum* à TAULIGNAN que d'*alfana* à *equus*.

Les formes latines sont : *Taulignacum* vers 1100, d'après une charte citée par M. l'abbé Fillet, auteur de l'*Histoire de Grignan*; *Tauliniacum*, en 1115 (*Gallia*, t. XVI, preuves, p. 102); *Thauliniacum*, en 1127 (*Archives dép.*, 1103, H. 3416); *Taulignanum* et *Taulinnanum*, en 1199; *Tollinanum*, en 1283 (*Valbonnays*, t. II, p. 26); *Taulinhanum*, en 1284 (*id.*, II, 118); *Teuhinhanum*, en 1291 (*Cart. de Montélimar*, p. 76); *Theulinhanum*, en 1324; *Taulignanum*, en 1332, etc. Ce nom a la même racine que ceux de *Taulhac*, de *Taulanne* (Var et Basses-Alpes), de *Taulis*, des *Taules* (Nièvre); que les mots *tauline* ou *tioline*, maison, chaumière, en dialecte dauphinois; *taule*, *taula*, planche, table; *taulisse*, toit en planches, en prov.; *taula*, table ou banc servant à exposer les marchandises dans les foires, en b. l., et *taulerius* (*taulier*) celui qui percevait le

(1) Elle est imprimée à la suite de l'*Histoire de l'église de Vaison*, par BOYER DE SAINTE-MARTHE, 1731, livre second, p. 76.

droit de *taulage* : la rue des TAULES, à Montélimar, est appelée *de tabulis* dans un acte de 1380; *tavel*, chantier de planches, en prov. On retrouve ce radical dans *tabula*, planche, *table*, en l., diminutif du mot inusité *taba*; *tafel*, en all., en holl., en suéd. et en russe; *tavola*, en italien; dans *taverne* (*taberna*).

Les finales *ignac*, *ignan*, *igny*, *igneux* sont communes en composition, et souvent synonymes d'*in*, *ières*, etc. Le suffixe latin *inus* (*in*, *ine*, en français) sert, dit Chevallet (t. II, p. 363), à indiquer ce qui provient d'une personne, d'une chose, d'une certaine substance ou matière, comme *chaumine*, *chaumière*, *argentin*, *vélin*, *purpurin*, etc., et *tauline*, cité plus haut, dont la terminaison, identique avec celle de *Taulignan*, sert à adjectiver le radical. Ce nom, synonyme de celui de *Bourdeaux*, servait dans le principe à désigner des maisons construites en planches ou en bois.

La TÈPE, les Têpes, la Tapie, la Teipe sont des domaines ou des hameaux qui doivent leur nom à des maisons faites avec de la terre; ce genre de construction, assez commun dans certains cantons de la Drome, est appelé *tapa* et *tapia*, en b. l.; *tapia*, en esp. et lang.; *taipa*, en portugais. De même que *teppa*, massue, en dialecte corse; *taper*, *tofer*, *tappen*, en all.; τῶππειν, en grec, ces noms se rattachent à *tup*, frapper, en sanscrit, et sont synonymes de *Pise* et *Pisançon*. C'est au quartier de la TÈPE¹, près de Tain, qu'a été fondé depuis peu un vaste établissement consacré aux épileptiques, et dont M. le comte de

(1) Dans le § I, v.° Tain, j'ai signalé, relativement à l'emplacement occupé par le coteau de l'*Hermitage*, sur la carte de l'*État-major*, une erreur que je disais *inexplicable*. Elle l'est, en effet, dans le sens rigoureux du mot. M. le colonel de Belgarric, qui a dessiné cette feuille en 1844, a voulu savoir comment elle a été commise, et s'est adressé à M. le général Jarras, directeur au ministère de la guerre. Il résulte d'une réponse en date du 7 déc. 1869 « que la minute du travail ne porte aucune indication du coteau de l'*Hermitage*; que celle qui figure sur la carte y a été ajoutée après coup, sans qu'on ait pu se rendre compte comment et par qui elle avait été ordonnée; que les indications de coteaux ne figurant pas sur la carte, celle qui est relative à l'*Hermitage* sera effacée et ne sera pas remplacée. »

Larnage a été le précurseur et le promoteur actif et infatigable. M. Borel d'Hauterive¹ donne des détails sur l'origine du remède employé contre l'épilepsie, révélé par une inspiration divine à un vieil ermite de cent ans, qui le confia, il y a plus de deux siècles, à un ancêtre de M. de Larnage.

La Touche, près de Montélimar, est appelée *Tochia* et *Toschia* dans les XIII^e et XIV^e s. Ce fief a appartenu aux Adhémar (XII^e s.); aux Poitiers (1374); aux d'Urre de Mollans (1430), et aux d'Urre de la Touche, dont la dernière descendante épousa, en 1619, Jean de Lattier, seigneur de Souspierre (Pithon-Curt, t. III, p. 600 et 614). J'ai donné dans quelques *Études étymologiques*, p. 15, des détails sur la famille de Lattier, uniquement représentée par M.^{lles} de Lattier, nées avec le siècle; leur aïeul ou leur bisaïeul a fait construire, vers 1750, le château de la Touche, occupé aujourd'hui par une filature.

Ce nom, commun à plusieurs quartiers et domaines de la Drome, notamment à celui des Touches, au levant d'Alixan, a la même racine (probablement celtique) que les suivants : le *Touch*; le *Touchet*; les *Touchards*; *Toussac*; *Toussieu* (*Tussiacum*); *Toucy* (Yonne), *Tociacus*, dans le VII^e s.; le *Tuquet*; les *Tucos*; les *Tucoulets*; *Toisieu* (Isère), *Tosiacus*, en 994; *Longue-Touche*; *Ronde-Touche*; l'article qui précède plusieurs d'entre eux indique que primitivement ils étaient considérés comme des substantifs. Ils viennent de *touchia*, *toscha*, *tosca*, *tusca*, parc, bois, hallier, et quelquefois emplacement à bâtir; *touche*, *toussche*, *touchaige*, en v. fr.; *touesca* et *touessa*, en provençal. Ces mots ont de l'analogie, mais sans qu'on puisse en induire une racine commune, avec le *toft* ou *topt* scandinave, *tot*, en ancien normand, parc, clos, domaine, commun en composition, comme dans *Ivetot*, *Franquetot*, domaine d'Ives, de François². Pour *Tourrettes*, voir le § I. Il y avait autrefois, entre Sales et Grignan, un prieuré appelé les *Tourrettes*.

Le couvent de la TRAPPE d'Aiguebelle, établi en 1816 dans les

(1) *Annuaire de la Noblesse*, 1868, p. 266.

(2) DEPPING, *Histoire des Normands*, p. 451.

bâtiments d'une ancienne abbaye de l'ordre de Cîteaux, dépend de celui de Mortagne, fondé en 1140 par Rotrou II, comte du Perche. Le nom de la *Trappe* a la même racine que *treabh*, *tribu*, famille, maison, en éc. et en irl.; *treubh*, maison, en gall.; *tref*, *trév*, *treb*, *treo*, *tré*, hameau, petite paroisse, maison, en br. et en k.; *trobu*, maison, en lithuanien¹, du sanscrit *trapa*, famille, race, *tribu*. V. § V, v.^o *Tricastins*. On la retrouve dans *trebate*, colon, cultivateur, et peut-être dans le nom des *Atrebrates*², des *Trevires*, de *Treba* ou *Trebia*, aujourd'hui *Trévi*. L'expression *Maison-Dieu*, autrefois appliquée à la *TRAPPE* (*Trappa*) de Mortagne, est la traduction de *treabh*, suivie du mot Dieu, en vue de sa destination; elle est synonyme de *Chaisé-Dieu* (*Casa Dei*).

TRUINAS, près de Bourdeaux, est appelé *Truniacum* en 1269 (Valbonnays, t. II, p. 162) et en 1360, et *Truiniacum* en 1381. Ce nom a la même racine que *truyna*, *struyna*, construction, maison, en b. l., qui se rattache à *struere*, construire, en l. Dans le XIV^e s., ce fief appartenait partie à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et partie à Reymond de Chavanon; dans les XVI^e et XVII^e, aux d'Urre, et dans le XVIII^e, aux des Alrics, aux de Vesc, et en dernier lieu, aux Chabrillan, par indivis avec les Blacons.

VERCLAUSE, près de Rémuzat, appartenait, dans le XVI^e s., à Antoine de l'Homme, et dans le XVIII^e, aux Barjeton de Massargues. Si l'on peut affirmer, d'une manière positive, la traduction de la seconde partie de ce nom (*clausa*, *clausarium*, *clausaria*, clos, closerie, église, en b. l.; *clausum*, en l.; κλεις, en grec), il n'en est pas de même de la première. Est-elle synonyme du nom de *Vers*, près de Séderon (commun à une dizaine de villages), appelé *Castrum de Viridibus* en 1425 (*Cart. de Montélimar*), et qui veut dire bois, jardin, verger, prairie (*viridia*, en l.; *wert*, en v. fr. et en ang.), ce qui donnerait à *Verclause* le sens de clos du bois? *Ver* doit-il être traduit par grand,

(1) A. DE COURSON, *Histoire des peuples bretons*, t. II, p. 23; — PICTET, t. II, p. 291; — TAYLOR, p. 228.

(2) GLUCK, *Die bei Cæsar Keltischen Namen*, p. 36, 40; — ZEUSS, p. 11, 836.

comme dans *Vercors*, § 1^{er}; ou par maison, comme dans *Véronne*; ou par vallée, prairie, en v. fr. (du Cange, v.^o *Verceil-lum*), étymologie que semble confirmer la forme *Vallis Clausq.*, qu'on trouve dans un acte relatif à *Verclause*? Je ne puis que renvoyer à la phrase de Peignot, § II, v.^o *Olle*.

VERS appartenait, dans les XIII^e et XIV^e s., aux Adhémar (Pithon-Curt, t. IV, p. 48); dans les XVI^e et XVII^e, à une branche des Simiane; et, dans le XVIII^e, aux La Tour-du-Pin-Montauban.

VÉRONE ou VÉRONNE est un nom commun à deux villages de la Drome, l'un est près de Saillans et l'autre près de Nyons. Leur nom latin était *Verona* ou *Veronna*, en 1168, 1201 et 1298. Il paraît emprunté au même radical que ceux de *Véranie* (Ardèche); *Véranne* (Loire), *Vaironna*, en 1055; *Véron* (Yonne), *Veron* en 863, *Varon* en 1158; *Vaire*; *Vayre*; *Vayrac*; *Ver*, près de Chartres, qui portait déjà ce nom en 954 et en 1102; la *Vérune* (Hérault), *Veruna*, *Verunia* et *Veiruna* du IX^e au XII^e s.; la haute et basse *Vérune* (Allier), etc., et très-probablement *Mont-de-Véroux*, canton de Romans, appelé *Mons de Vero* dans le XI^e s. (M. Giraud, *Preuves*, t. 1, p. 41), et, plus tard, *Mons Vitri* et *Mons Vitreus* (1493, *Archives dép.*), sans doute par suite d'une erreur de traduction. Tous ces noms, comme la *Fare* (voir ci-dessus), signifient maison, domaine; de même que *fearan*, en irl.; *iver*, en scand.; *vara*, en zend. et en anc. perse (Bréal, p. 42); *vara* et *varana*, en s. c. t. (Pictet, t. II, p. 80, 194, 242). La terminaison *one* de *Véronne* paraît être un diminutif, qui le rend synonyme de *Farelle*, *Villette*. Quant à la permutation des lettres *F* et *V*, elle est très-commune, et Chevallet (t. II, p. 79) en cite beaucoup d'exemples, notamment *scheffen*, *échevin*; *activus*, *actif*; *novem*, *neuf*.

Je ne sais si cette étymologie est applicable au château de la Tour de VERRE, près de Mirmande, appelé *Feudum bastidæ del Verre* dans un acte suspect ou faux de 1099 (*Cart. de Montélimar*, p. 15), *Bastida de Verro*, en 1359 et en 1362 (*Idem*, p. 153), et qui aurait été donné par Adhémar à Hugues de Ripert à son retour de la croisade; ou si ce château devait son nom à une tour ornée de vitres ou de vitreaux, ou bien à une verrerie, comme la combe du *Ver*, près de Charmes, où l'on avait établi

une verrerie en 1462. Le fief de la Tour de *Verre*, qui appartenait, dans le XIV^e s., aux Adhémar, a passé, par mariage, vers 1480, de la famille Baile ou Bayle aux de Banne, et acquis, vers 1830, des héritiers de ces derniers, par M. Soubeyran de Saint-Prix, du Vivarais.

VÉRONNE, près de Saillans, a appartenu aux évêques de Die, aux Poitiers, aux Berlion, d'Ourches, auxquels succéda, vers 1450, une branche de la maison d'Urre, dite de Berlion, dont la dernière héritière, Guyonne, épousa, en 1595, Jacques de Moreton de Chabrillan; cette terre, ainsi qu'Ourches et Chabrillan, fut érigée en marquisat sous ce dernier nom, en 1674. VÉRONNE, près de Nyons, paraît avoir donné son nom à une famille connue depuis 1277, et qui, dans les XV^e et XVI^e s., y possédait des droits féodaux, ainsi qu'à Vinsobres. Dans le siècle dernier, ce fief appartenait à M. Moreau de *Véronne*, président à la chambre des comptes de Grenoble, archéologue et érudit, mort en 1796, laissant son château de *Véronne* et ses nombreux manuscrits à son neveu, M. de Bonaud, marquis d'Archimbaud.

Le substantif *villa*, maison, a fourni un nombreux contingent à l'onomatologie de la France. Il correspond au *weiller*, village, des Allemands (d'où : *villers*, *villiers*, etc.); on le retrouve en ang. et dans les langues néo-latines; il vient du sanscrit *vailan*, enclos, parc, et dérive de *vil*, couper, séparer, diviser, de même que *vilan*, fossé, et le latin *vallum*, fossé, retranchement (*Eichhoff*, p. 328). Chez les Romains *villa* désignait une maison de campagne susceptible d'être habitée par le propriétaire, et autour de laquelle se groupaient quelquefois les cabanes des colons et des serfs, qui formèrent de petits villages. L'article 47 de la loi salique donne à ce mot le sens de *village*; plus tard, il désigna une paroisse, une circonscription territoriale, les faubourgs d'une cité et enfin la cité elle-même, appelée *ville*. La même chose a eu lieu pour le *ton*, *tun* ou *toun* germanique et anglais, qui avait primitivement la signification d'enclos, domaine, v. § 1^{er}, vo *Tain*.

De *villa* ou *viala*, en langue romane, dérivent les noms de plusieurs villages ou hameaux de la Drome : *Vial*, *Vialaret*, *Vialon*, la *Villette*, *Villepré*, *Villebois*, VILLENEUVE, *Villefranche*

(qui rappelle une concession de terrains accompagnée de franchises); VILLEPERDRIX, près de la Motte-Chalancon, qui devait être primitivement une maison ou un rendez-vous de chasse, ou avoir reçu son nom de la famille *Perdrix*, de Die, connue depuis 1227, et anoblie par le dauphin Louis en 1454. Ce fief appartenait à la famille de la Raye, ou Rays (1621-1631), et aux Plantin de VILLEPERDRIX (1706-1789).

Avant 1280, le nom du territoire de RÉAUVILLE, près de la Trappe d'Aiguebelle, était *Derzas* ou *Sersas*, car on trouve les deux formes dans le même acte ¹. Il s'est conservé dans celui de SERÇON ou SARZON; c'était, dans le XVI^e s., un fief de la famille de Bologne, et, aujourd'hui, un domaine situé à deux kilomètres au levant de Réauville, et qui appartient aux Trappistes. *Derzas* signifiait buissons, broussailles, taillis, en b. l., et *Sarzon* vient du même radical que *sarçal*, broussailles, en v. f.; *zarza*, en esp.; *sarça*, en port. (*sarcoya*, forêt, en basque), qui a formé les noms de *Sarcey*, près de Lyon (*Sarcaïcus*); *Sarcy* (*Sarceium*), et la *Charce*, v. le § V.

Lorsque dom Pons, abbé d'Aiguebelle, qui voulait se créer un protecteur influent, céda le pariage de sa seigneurie au comte de Provence, oncle de Saint Louis (1280), le nom de RÉAUVILLE, *Regalis villa* (ville royale), remplaça celui de *Derzas* ou *Sersas*. « Le pilier qui subsiste encore à l'entrée de Réauville, reste d'un arc de triomphe naguères tombé de vétusté, et sur lequel on voyait sculpté, il n'y a pas encore trente ans, les lis de la maison d'Anjou, rappelle cet événement. » Dans le XVII^e s., RÉAUVILLE appartenait aux Adhémar de Grignan; un de leurs héritiers, le marquis de Vibraye, le vendit, en 1728, à Joseph Chambon, ancien médecin du roi de Pologne. En 1759, Louis XV céda au comte du Muy les seigneuries de Montjoyer, Réauville, Citelle et le Fraisse, avec tous leurs droits, même ceux qui étaient communs avec l'abbé d'Aiguebelle, pour être réunies au comté de Grignan, en échange d'une vingtaine d'arpents qui furent joints au parc de Versailles (Notes fournies par M. Devez).

(1) *Annales de l'Abbaye d'Aiguebelle*, t. I, p. 213.

§ V.

**Noms de lieu empruntés à ceux de la Divinité,
des fondateurs ou possesseurs,
des animaux, des bois, des arbres, des prairies,
des marais;
à la nature ou à la configuration du sol;
noms omis dans les paragraphes qui précèdent;
étymologies hypothétiques;
formes latines des noms intraduisibles.**

Malgré mes longues et patientes recherches, il m'a été impossible d'expliquer quelques noms de lieu de la Drome, composés de racines irréductibles. J'ai pu diminuer le nombre de ces énigmes philologiques, grâce à la science et à l'obligeance de divers linguistes, qui ont bien voulu s'intéresser à cette longue étude, et dont les renseignements et les observations m'ont été d'un grand secours. J'acquitte donc une dette de reconnaissance en ajoutant aux noms que j'ai déjà cités dans les prolégomènes de mon travail ceux de MM. Mannier (de Paris), Diefenbach (de Francfort), Chotin (de Tournai), Péan (de Lyon) et Alexis (d'Aix). Lorsque, malgré le concours savant et empressé, je pourrais même dire la collaboration des personnes que je viens de nommer, et celui de MM. Pictet, Mowat et Houzé, le voile épais qui recouvre l'origine de certains noms n'a pas pu être enlevé, ni même écarté, c'est qu'il y a des problèmes insolubles et des choses qu'il faut se résoudre à ignorer.

M. Ch. Grandgagnage (de Liège), auteur d'excellents ouvrages de linguistique, mentionne la cause principale de cette non-réussite, dans la réponse qu'il a bien voulu faire à mes diverses questions. « Ce qui m'a découragé, dit-il, c'est que les formes que vous m'indiquez ont perdu presque toutes leur cachet primitif. Ce n'est plus le mot latin, celte ou german, c'est une forme romanisée, et si complètement, qu'il est difficile de reconnaître même les suffixes. Ces vocables, remontant

seulement au XII^e ou au XIII^e siècle, ont déjà subi une transformation presque complète..... Selon moi, il faut donc renoncer à trouver l'étymologie de ces noms, si vous ne parvenez pas à découvrir des formes plus anciennes. »

M. Flour de Saint-Genis, le regretté président de la *Société archéologique de la Drome*, a cherché à démontrer que l'antique AERIA était près du Plan-de-Baix¹; d'autres personnes ont cru que cette ville mystérieuse des Gaulois devait être placée à Savasse, au Pégue, à Livron, à *Valréas* (altération, dit-on, de *Vallis Aeria*), à Barri, au château de Lers, situé au midi d'Orange, etc. La discussion de ce problème historique se rattache donc à l'étude des antiquités du département; une dissertation complète dépasserait le but que je me suis proposé; je me bornerai donc à quelques indications et à des rapprochements qui paraissent donner beaucoup de probabilité à l'opinion que je vais exposer.

AERIA est mentionnée pour la première fois dans les *Chroniques* du Grec Apollodore, qui écrivait vers l'an 140 avant Jésus-Christ; Pline (lib. III, c. V) nomme, dans la même phrase, beaucoup de localités, souvent fort éloignées les unes des autres², de sorte qu'il n'est presque d'aucun secours pour déterminer l'emplacement précis d'AERIA. Strabon, le plus complet des géographes, a fourni, sur cette localité, des renseignements topographiques permettant de mieux circonscrire le problème.

« Entre la Durance et l'Isère, dit-il, il y a encore d'autres rivières qui descendent des Alpes et se jettent dans le Rhône.... Dans ce même intervalle (de la Durance à l'Isère), les villes qu'on rencontre sont Avignon, Orange, AERIA, ville bien nommée, dit Artémidore, parce qu'elle occupe, sur une montagne très-élevée, une position vraiment *aérienne*. Tout ce pays, composé de plaines, produit de beaux pâturages, mais pour

(1) *Bulletin*, année 1867, p. 417.

(2) Alba Helvorun (*Aps*), Augusta Tricastinorum (*Saint-Paul des Tricastins*), Anathlia, *Aeria*, Bormanni, Comacina, Cabellio (*Cavaillon*), etc. Ces noms sont classés par lettre alphabétique.

aller d'*Aeria* à (*Durion*, Δουριωνα; ou *Luérion*, Λουεριωνα; car les divers textes de Strabon ne s'accordent pas entre eux), il faut franchir dans la montagne des défilés étroits et entourés de bois (υπερθεσεις εχει στενας και υλωδεις). Au confluent de l'Isère et du Rhône, etc. »

AERIA me paraît avoir occupé le plateau qui domine le village de Barri, à quatre kilomètres au nord de Bollène, et à cinq kilomètres au levant de la station de La Palud ¹. Les vingt-cinq ou trente maisons qui composent le village de Barri, sont toutes creusées dans des blocs de grès tendres qui couronnent la montagne; une muraille percée d'une porte et de quelques fenêtres complète ces bizarres constructions. Sur le plateau assez étendu que supportent ces rochers, il y a eu un établissement gaulois d'abord, et, plus tard, romain. On ne peut en douter quand on a vu l'immense quantité de pierres gravées, de lampes, de statuettes, de bagues, de fibules, de médailles gauloises et romaines et d'antiquités de toute espèce qu'on y a trouvées et qu'on y rencontre encore. Les champs et les vignes qui occupent l'emplacement de cette ville inconnue, sont remplis de débris d'amphores, de vases et de tuiles à rebords; on aperçoit aussi des restes d'anciennes constructions; les villas romaines étaient descendues, plus tard, sur le penchant de la montagne et jusqu'à Saint-Pierre de *Sénos* (v. *Neomagus*, § IV), qui est au pied.

Les ruines d'un château fort, détruit par les Albigeois, dans le XIII^e siècle, couronnent, comme un diadème, un petit mamelon qui est au couchant du plateau. De ce point culminant et du *Champ des médailles*, car tel est le nom qu'on lui donne vulgairement, on jouit d'un coup-d'œil magnifique, et on domine, d'une hauteur d'environ cent cinquante mètres, la vaste plaine, traversée par le Rhône, qui s'étend depuis Donzères jusqu'à Montdragon; comme le dit Strabon, la position d'*AERIA* est vraiment aérienne.

(1) C'est de Bollène qu'on doit aller à Barri, si l'on veut trouver une route bonne et directe.

D'après le texte du géographe grec, AERIA paraît être au nord d'Orange, comme Barri; les plaines fertiles en pâturages sont les territoires de La Palud et de Pierrelate, dominés par la montagne de Barri; les défilés entourés de bois qu'il faut franchir pour aller d'Aeria à Durion (ou Luérion?) sont ceux qui se trouvent au levant et au pied de la montagne de Montchamp, entre celle-ci et la montagne de Rocouls, dans le quartier appelé le *Bois des Mates*; c'est là que passait la voie romaine, qui débouchait dans la plaine de Montélimar par le hameau de Malataverne. On a trouvé, près de ce défilé, une inscription romaine qui, après avoir séjourné assez longtemps au Colombier, chez M. Mathieu, fait aujourd'hui partie du musée de M. Vallentin; elle est relative à la restitution d'un monument (pierre milliaire, tombeau ou autel) qui a eu lieu sous Tibère.

C'est dans le *Bois des Mates* que se cachaient les bandes qui, pendant et après la Révolution, ont si souvent arrêté les diligences à main armée. La position était très-favorable pour détrousser les voyageurs, et, s'il en était ainsi du temps de Strabon, la crainte avait dû exagérer l'importance de ces défilés et de ces bois.

Il paraît impossible de préciser ce qu'est *Durion* ou *Luérion*, qu'on rencontrait entre la montagne (de Montchamp) et l'Isère. Quelques auteurs, trouvant dans *Durion* le radical celtique *dur* ou *dour*, rivière, pensent que Strabon a voulu parler du Rou-bion ou de la Drome, ce qui est possible. D'autres identifient *Luérion* avec *Livron*, ce qui me paraît peu probable à cause de l'ancienne forme du nom, *Castrum Liberonis*, en 1157; mais non pas impossible (v. ci-après *Livron*).

En plaçant AERIA à Barri, le texte de Strabon qu'on suit, en quelque sorte, pas à pas, reçoit une explication toute naturelle, et les nombreux débris celtiques et gaulois qu'on rencontre sur le plateau, démontrent l'existence d'un camp retranché, dans lequel se trouvaient aussi des constructions. Quant aux maisons creusées dans le rocher, elles ont peut-être servi de retraite aux premiers habitants de nos contrées; on a dû les compléter, plus tard, en les fermant par des murailles. On ignore l'époque

de la destruction d'AERIA, qui date, peut-être, de l'invasion des Barbares. La construction du château fort, aujourd'hui en ruines, paraît remonter aux premiers temps de la féodalité. Le nom de *Barri* (*Barriacum*, en l.), identique avec l'ancienne forme de celui de *Barjac* (Gard)¹, emprunté à un radical qu'on retrouve avec le sens de barrière, lieu fortifié, dans presque toutes les langues, et jusque dans le mot hébreu *bérich* ou *bériach*, retranchement (Gesenius, p. 174), qui a, du reste, quelque analogie avec celui d'*Aeria*, a été alors substitué à ce dernier. Il en a été de même pour Bergoiata, aujourd'hui Bourg-Saint-Andéol; Cularo, Grenoble; Chinacum, Saint-Agrève; Indiciacum, Saint-Flour; Cenabum ou Genabum, Orléans, etc.

La solution précise de ce problème historique nous aurait été donnée, peut-être, par l'inscription gravée sur le fragment d'un petit autel de marbre blanc, trouvé à Barri par le savant M. Allmer², il y a une vingtaine d'années. Malheureusement elle est incomplète et ne contient plus que ces mots: P. APICIVS. MODESTVS. AEREN.....; dont le dernier paraît s'appliquer à AERIA ou *Aera*.

Strabon a traduit au moyen du grec le nom d'AERIA (*αἰρία*, aérienne, élevée). Cette étymologie, justifiée par la position topographique, serait très-probable, si elle était empruntée à la langue des Gaulois, qui ont, en quelque sorte, jonché de médailles le sous-sol d'*Aeria*. Il me paraît beaucoup plus naturel d'expliquer ce nom par le celtique, ainsi que celui de *Sénos*, qui est au pied de la montagne (v. le § IV, v.° *Neomagus*). *Aeria* serait alors une altération d'*Aerua*, lieu du combat (*locus praelii*), champ de bataille ou camp retranché, en ancien breton, faite, sans doute, par Artémidore et par Strabon, pour expliquer,

(1) *Bariacum*, en 1219; *Cartulaire de Saint-Victor*, t. II, p. 349.

(2) Je suis heureux de remercier de leur obligeance et de leur concours M. Allmer, qui a bien voulu me communiquer ce fragment d'inscription, et M. Vallentin, qui a attiré mon attention sur la question dont je m'occupe, en me signalant les antiquités qu'on trouve à Barri, et la probabilité qu'elles révèlent l'emplacement d'*Aeria*.

par leur langue, le nom de cette ville gauloise. *Aerua* est emprunté à la même racine qu'*aer*¹, bataille, siège, carnage (d'où l'ancien nom d'homme breton *Aerthirn*, chef de la guerre, général); *ar*, en corn. et en irl. ; *ar* et *war*, en t. Le mot *aerua*, emplacement, en b. l., rappelle l'*area* et l'*ager* des Latins. Ce nom d'*Aerua* se rattache, sans doute, à un siège ou à un combat antérieur à la conquête romaine.

Bien que les familles des Armands et la Baume-Suze aient pris quelquefois le titre de seigneur de Barri, dans les XV^e et XVI^e s., il paraît que ce fief, après avoir appartenu aux princes de Baux et aux moines de l'Ile-Barbe, devint, dans le XV^e s., la propriété du collège d'Annecy, fondé à Avignon. Les administrateurs de cet établissement le vendirent, en 1789, pour le prix de 8,000 livres, à M. de Ripert d'Alauzier, issu d'une ancienne famille originaire de Montélimar, à laquelle appartenait ma cinquième aïeule, Florence de Ripert. Ils se chargèrent, en outre, d'obtenir du Pape l'érection en marquisat de ce petit fief qui rappelle le pays des Troglodytes; ce qui eut lieu, en effet, en vertu d'un *bref* du 9 juin 1789². On assure que ce moyen a été employé plusieurs fois avec succès; lorsqu'on avait de bonnes protections à la cour de Rome, pour vendre à un prix plus élevé un fief peu important. Le titre était alors attaché à la terre, et la formule de cette érection, particulière au Comtat-Venaissin, était celle-ci :

« *In nobilem et antiquum marchionatum pro dicto N....., ejusque descenditibus et successoribus quibuscumque, etiam extraneis, etc.* »

Le nom d'ALANÇON ou ALANSON, château fort en ruine près de Taulignan, et celui d'ALLAN, près de Montélimar, paraissent empruntés au même radical. Les diverses formes latines d'*Allan*

(1) ZEUSS, p. 119 et 960; — EDWARDS, p. 158; — Pour *Aeria*, v. WALKERNAER, t. I, p. 187; — GÉNÉRAT, *Étude sur..... Vindalium et Aeria*, 1860, p. 14 et 28; — COURTET, *Dictionnaire des communes du département de Vaucluse*, p. 96; — DE FORTIA D'URBAN, *Antiquités du département de Vaucluse*, 1^{re} partie, p. 89; — D.^r LONG, p. 177; — DELACROIX, p. 10.

(2) *Repertorium camerale*, L. N., f.^o 192.

étaient presque indifféremment *Alondum*, *Alundum*, *Alandum* et quelquefois *Alanum*, dans les XII^e, XIII^e et XIV^e s.¹ La plaine qui s'étend au bas du village était déjà habitée à une époque très-reculée; car on a souvent trouvé des couteaux et des hachettes de pierre, ainsi que des médailles et des antiquités romaines dans les quartiers des Bruyères et de *Bondonneau* (v. § III). On peut traduire le nom d'ALLAN par *la lande*, les bruyères, ou par haute lande, *al*, en breton et, sans doute, en celtique, ayant le double sens de haut (*altus*) et de *le*. Il me paraît plus naturel et plus conforme à la topographie, ainsi qu'aux divers rapprochements qui vont suivre, de voir dans les deux premières lettres du nom ALLAN l'article breton *al*, qu'on met devant les mots commençant par la lettre *l*². Cette signification est la même que celle du nom du quartier des *Bruges* ou des *Bruyères*, qui occupe une partie de la plaine d'ALLAN.

L'ancien village, perché sur une colline escarpée, ne paraît pas être antérieur à la féodalité. Il est presque entièrement abandonné aujourd'hui; une nouvelle agglomération s'étant formée dans la plaine, autour de l'église de *la Bégude*. Avant la fin du siècle, le vieux château des Adhémar et des Poitiers, effondré lui-même, ne sera plus entouré que par les ruines d'une centaine de maisons. Cet exemple, assez rare, d'un village abandonné par ses habitants, et détruit peu à peu, non par la guerre ou l'incendie, mais par suite des exigences de l'agriculture, et de la substitution d'une époque de paix à une ère de troubles et de bouleversements, est bon à noter pour éviter des recherches aux archéologues futurs. Le fief d'ALLAN a appartenu aux Adhémar, aux Poitiers (XV^e s.), aux Pape de Saint-Auban (XVI^e s.), aux Leriget de Lafaye (XVIII^e s.), aux La Tour-du-Pin et aux Legras, marquis du Luart, venus des bords de la Sarthe, par suite d'un mariage³.

(A continuer.)

B.^{ca} DE COSTON.

(1) *Chartularium Montilii Emarii*, *passim*.

(2) LEGONIDEK, *Dictionnaire cello-breton*, V.^e *al*. — *Al* en arabe est aussi un article, comme dans *al Koran*, le Coran.

(3) M. LACROIX, *L'Arrondissement de Montélimar*, t. I, p. 102.

NOTICE HISTORIQUE

SUR

LE COUVENT DE SAINTE-CLAIRE DE ROMANS,

PAR LE D.^r ULYSSE CHEVALIER.

(Suite. — Voir la 18^e livr., p. 289.)

Après l'élection de Jeanne de Monteizet (7 janvier 1712), dont les annales du couvent ont conservé un précieux souvenir, on célébra à Romans la canonisation de sainte Catherine de Bologne, qui avait été mise au catalogue des saints par une bulle de Clément VI, en date du 9 juillet 1712. La fête, précédée de longs préparatifs, eut lieu dans le monastère de Romans le 15 novembre 1713, un samedi, jour de la commémoration de Sainte-Catherine, martyre.

« La solennité commença, à midi, par le son de toutes les cloches des paroisses et des couvents de la ville. A trois heures de l'après-midi, on porta la bannière à Saint-Barnard, elle fut bénie par M. de Pourroy, sacristain et supérieur de notre communauté. Une bannière entièrement semblable avait été envoyée dans toutes les maisons de notre ordre. Elle représentait la sainte à genoux devant la très-sainte Vierge, portée sur un nuage, présentant à sainte Catherine le saint enfant Jésus (nous en possédons toujours le précieux tableau dans notre chœur). Après la bénédiction de la bannière, la publication de l'indulgence fut annoncée par M. Trollier, chanoine ¹. Ensuite la procession sortit de l'église de Saint-Barnard, ayant en tête

(1) Le chanoine Jean Trollier, décédé le 13 mars 1736. Il avait vendu, en 1704, à l'hôpital général une usine, qui est aujourd'hui un moulin à tan enclavé dans la caserne de la Presle.

la bannière, portée par un Père Capucin. Tous les corps religieux y étaient, ainsi que le conseil de la ville. La musique des violons et le son de toutes les cloches faisaient ressentir une sainte joie. Le *Te Deum* fut chanté par MM. du chapitre de Saint-Barnard, qui entrèrent dans notre église à quatre heures du soir; ensuite ils donnèrent la bénédiction.

» Le lendemain, dimanche, 26 du courant, ils officièrent tout le jour. Le lundi, ce furent les RR. PP. Cordeliers; le mardi, les RR. PP. Capucins et Récollets. Le mercredi, ce fut encore, paraît-il, le chapitre qui officia. Le jeudi, vinrent les pénitents de la ville; le vendredi, la paroisse de Saint-Romain; le samedi, la procession du Bourg-du-Péage, et le dimanche, celle de Saint-Nicolas; à trois heures de l'après-midi, il y eut une procession générale : MM. de Saint-Barnard chantèrent les vêpres et le *Te Deum* et donnèrent la bénédiction pour la clôture de la solennité, au son de toutes les cloches et des violons, qui jouèrent, du reste, aux grandes messes et aux vêpres pendant toute l'octave ¹. »

Les rapports bienveillants qui avaient toujours existé entre les PP. Capucins et les Clarisses de Romans furent cimentés par des conventions spirituelles faites le 6 septembre 1717 ²; elles étaient rédigées en ces termes :

« Nous soussignés, provincial et définiteur des Capucins de la province de Lyon, dite de Saint-Bonaventure, d'une part, et l'abbesse du monastère de Sainte-Claire de Romans, de l'autre, et ses religieuses,

» Pour marquer la parfaite et spirituelle union qu'il y a entre les RR. PP. et lesdites Dames de Sainte-Claire, et voulant confirmer et augmenter à l'avenir dans l'esprit de N. S. J. C. cette union si édifiante, sommes convenus ce qui suit :

(1) Manuscrit déjà cité.

(2) L'expédition de ces conventions ayant appartenu aux Capucins de Romans porte la date du 12 août.

» Lorsqu'un religieux Capucin de la communauté de Romans décèdera, les dames religieuses de Sainte-Claire diront en communauté l'office des morts et feront dire une messe pour le défunt, à laquelle elles appliqueront la communion pour le repos de son âme; et les Capucins, de leur part, quand une religieuse de Sainte-Claire de Romans décèdera, diront pareillement l'office des morts et célébreront une grand'messe pour la défunte, à laquelle les religieux qui ne sont pas prêtres appliqueront la communion pour le repos de l'âme de la défunte.

» Fait à Thiers, le 6 septembre 1717.

» Signés : Ennemond de Macon, Capucin provincial et tous les religieux ;

» Sœur Jeanne de la Croix de Monteizet, abbesse, et toutes les religieuses. »

Le couvent de Sainte-Claire possédait quelques fonds disponibles provenant de la dot spirituelle d'une religieuse. Par acte du 18 août 1730, il prêta à l'abbaye de Vernaison 2,500 livres, moyennant une rente constituée de 125 livres. Cette somme fut remboursée le 20 juin 1740 par M^{me} de Langon, abbesse de Vernaison.

Agnès Genevez fut élue abbesse le 6 avril 1748. Elle était née à Lyon d'une famille distinguée par ses vertus et par ses richesses. C'était une noble et belle personne; à des talents remarquables et une grande élévation de sentiments elle joignait la bonté du cœur et la fermeté de l'âme.

Vers le milieu de ce siècle, le monastère de Sainte-Claire fut le théâtre d'un événement qu'on sera bien aise de connaître, car il rappelle un des côtés de la législation ou plutôt du bon plaisir qui régnait à cette époque, et auquel n'échappaient pas les personnes vivant au fond des cloîtres.

Nous extrayons du manuscrit déjà souvent mis à contribution dans notre notice le récit suivant, où l'on trouvera une certaine liberté d'appréciation et une sensibilité de bon aloi.

« La communauté de Sainte-Claire de Lyon était dans une position critique. Les autorités ecclésiastiques, appuyées du bras séculier, voulaient remettre ce monastère sous la juridic-

tion du prélat diocésain, qui se trouvait pour lors le cardinal de Tencin, archevêque de Vienne ¹.

» La pensée d'être soustraites de la conduite des Pères de notre ordre, comme le prescrit notre sainte règle, alarma un certain nombre de ces bonnes religieuses. Elles témoignèrent une grande répugnance pour cette transaction. Il parut même dans leur conduite une espèce d'opiniâtreté.

» L'abbesse de concert avec le cardinal déjà nommé prirent une détermination rigoureuse : irrités contre des religieuses qui n'avaient pas plié assez vite à leur gré, ils voulurent les traiter en sujets rebelles. Hélas ! un peu de patience et de douceur aurait ramené ces bonnes âmes qu'un attachement trop vif pour l'observance de la règle avait un peu égarées. Enfin, la détermination prise, il fallut l'exécuter. On s'adressa à la R. M. Genevez, qui était de Lyon. On lui proposa de prendre, moyennant une pension, les religieuses qu'on lui enverrait. La prudente Mère, après avoir pris l'avis de ses supérieurs et de son conseil, répondit qu'elle recevrait autant de religieuses que son couvent pourrait en contenir, mais que pour donner des siennes, elle n'y consentirait jamais : elles étaient toutes les enfants de son cœur. Cette réponse aurait dû calmer l'abbesse de Lyon ; mais l'irritation contre les Sœurs récalcitrantes était trop profonde pour s'arrêter.

» Le cardinal de Tencin obtint des lettres de cachet de Louis XV, avec ordre à ses officiers de justice de faire sortir trois religieuses du monastère de Sainte-Claire de Lyon, et de les conduire comme prisonnières d'État dans celui de Sainte-Claire de Romans. Ces religieuses étaient déjà anciennes. L'une

(1) Pierre Guérin de Tencin, né à Grenoble, le 22 août 1679, fut nommé, en mai 1724, archevêque d'Embrun, le 13 février 1739, cardinal, et le 24 septembre 1740, archevêque de Lyon. Il mourut dans cette ville le 2 mars 1758. Le premier membre connu de la famille Guérin est un colporteur des Hautes-Alpes qui vint s'établir à Romans. On voit encore dans le mur qui soutient le jardin de la maison Duvivier les arceaux de son magasin. Son fils Antoine devint juge royal de Romans et reçut d'Henri III des lettres de noblesse datées d'octobre 1581.

d'elles, Sœur Louise-Marie de Loras, avait, ce semble, quelques droits à ne pas sortir d'un monastère dont ses ancêtres avaient été les fondateurs. N'importe ! on n'eut égard ni à son âge, ni à son rang, ni à sa famille, qui habitait Lyon : il lui fallut subir son sort avec ses compagnes, à peu près de son âge, qui se nommaient : Sœur Marie-Anne de l'Incarnation de Pestalozzy et Sœur Anne de la Nativité Passard ; on leur avait adjoint la Sœur Agnès, tourière.

» Le moment fatal arriva ; il fallut sortir de leur couvent où elles étaient fermées depuis quatre ans. Quatre cavaliers de la maréchaussée (gendarmes) les accompagnaient. Ils avaient ordre de les faire entrer dans la ville à pied, comme des prisonnières d'État. Ces braves gens étaient bien peïnés de conduire de la sorte des personnes aussi respectables et dont l'aspect annonçait la sagesse et la vertu. Arrivés à la porte de Clérieu, ils quittèrent leurs uniformes pour leur éviter de se voir au milieu de la rue escortées par des militaires. Ils les avertirent de descendre de voiture. Heureusement le trajet de la porte de Clérieu à Sainte-Claire n'était pas long : la porte du couvent fut bientôt ouverte, et elles furent heureuses dans leur malheur de tomber dans une maison régie par une supérieure telle qu'était la R. M. Genevez. Que ne fit pas, en effet, cette tendre mère pour les nouvelles filles que la Providence lui avait envoyées ! Elle les consola, les encouragea, mit tout en œuvre pour leur faire oublier qu'elles étaient exilées. Mais malgré tout ce que put faire cette digne Mère, ainsi que la communauté, elles ne purent jamais s'accoutumer... et toujours leurs regards se portaient vers Lyon, surtout la bonne Sœur de Loras, qui disait en soupirant : Si au moins je pouvais voir le clocher de Fourvières ! Mais cette consolation lui fut refusée ! Elle mourut chez nous le 1^{er} juin 1759, à l'âge de 67 ans, dont 48 passés en religion. Le 10 octobre de la même année, ses deux compagnes furent rappelées à Lyon par Mgr de Montazet, successeur du cardinal de Tencin. »

L'abbesse Agnès Genevez décéda le 24 mars 1773. Le chapitre de Saint-Barnard en corps assista à ses funérailles, et le R. P. Clément, Capucin, prononça son panégyrique. Le 5 avril

suivant fut élue Sœur Marie-Rosalie Faure ¹, native de Romans. Elle n'avait certainement pas des talents aussi saillants que sa vénérable devancière, mais elle possédait les qualités essentielles pour remplir dignement sa charge, et elle sut supporter avec courage les tribulations dont la Révolution l'accabla elle et ses chères filles. Dans une visite que leur fit Mgr Lefranc de Pompignan ², il dit à M^{me} Faure : Madame l'abbesse, faites-moi voir votre crosse : alors elle sortit une croix de bois qu'elle portait sur sa poitrine et lui répondit en la lui montrant : Monseigneur, la voilà ! Ah ! vous avez bien raison, s'écria le prélat, de vous appuyer sur là croix ; c'est bien le plus ferme appui : car à cette époque on pressentait déjà les orages révolutionnaires.

En 1789, on commença par proscrire les vœux religieux. Défense fut faite à toutes les communautés de recevoir des novices. Dans l'intervalle compris entre cette interdiction et la sortie, il mourut dans le couvent de Sainte-Claire sept religieuses. On aurait dit que Dieu voulait diminuer le nombre de ces pauvres filles, qui préféraient la mort à l'abandon de leur chère solitude.

D'après la déclaration remise au directoire du district de Romans par l'abbesse et les religieuses, les biens de la communauté consistaient dans les articles suivants :

1^o La maison conventuelle avec l'église (ce vaste bâtiment,

(1) Son frère, M. Jean-François Faure, contrôleur des gabelles, et sa belle-sœur, Madeleine Charbonnel, cédèrent un moulin, des capitaux et des rentes aux trois hôpitaux de la ville existant à cette époque. Par ces diverses fondations les époux Faure acquirent le droit, que possédaient encore leurs héritiers, de placer quatre malades dans les salles de l'hospice de Romans.

(2) Jean-Georges-Marie Lefranc de Pompignan, né à Montauban le 22 février 1715, mort le 29 décembre 1790. Il avait été nommé en 1774 archevêque et comte de Vienne et vice-gérant du Souverain Pontife dans la province viennoise. Il présida, en septembre et en décembre 1788, les États de Dauphiné assemblés à Romans. Il fut nommé député aux États-Généraux, puis ministre de la feuille des bénéfices.

vendu par l'État en 1792 pour la somme de 6,000 livres, est aujourd'hui occupé par des tanneries);

2° Le grand jardin situé de l'autre côté de la rue (il est traversé par un cours d'eau sur lequel on a établi des lavoirs pour les lessives et une usine à soie);

3° Le domaine de Conton, affermé 2,000 livres par an;

4° Le domaine de Rivail, dont le revenu était de 1,650 livres (il a été vendu nationalement le 3 janvier 1791, au prix de 48,400 livres);

5° Le domaine de Plantier, affermé 1,500 livres (il a été vendu le 4 janvier 1791 pour la somme de 45,300 livres);

6° Le domaine de Gourdon, qui rendait environ 700 livres (il a été vendu le 4 janvier 1791, 22,200 livres);

7° Le petit domaine de la Bernarde et la terre de Charlieu, qui rapportaient 190 livres (ils ont été vendus le 8 janvier 1791 pour le prix total de 4,114 livres);

8° Terre et pépinière, vendues à la même époque 1,050 livres;

9° Plusieurs articles de rentes sur l'État du roi, sur les États du Languedoc, les notaires du Châtelet de Paris et divers particuliers s'élevant à 1,272 livres 1 sol 3 deniers de rente annuelle ¹.

On conseilla à ces dames de sauver au moins une partie du mobilier. A l'aide de personnes dévouées, elles firent sortir et transporter chez un mégissier du voisinage une assez grande quantité de meubles et d'objets dont on remplit son atelier et sa cave. D'autres effets, avec les archives du monastère, furent confiés à divers particuliers. Néanmoins, lorsque les agents de la commune vinrent faire l'inventaire, elles s'opposèrent encore à ce qu'ils inscrivissent les objets qui leur appartenaient personnellement, sans pouvoir toujours y réussir ². Quoi qu'il en soit, voici un résumé de cette opération.

(1) Cette déclaration était signée par toutes les personnes composant alors la communauté, au nombre de 24, savoir : 18 religieuses de chœur, 4 sœurs converses et 2 tourières.

(2) L'abbesse et la sœur économe adressèrent au directoire du district une requête pour réclamer les meubles qui leur appartenaient et ceux qui

Le 10 novembre 1790, en exécution de la loi du 22 avril et la délibération du directoire du district du 25 octobre, il a été procédé à l'inventaire du mobilier, des titres et papiers dépendant du monastère de Sainte-Claire de Romans, en présence de Marie-Rosalie Faure, abbesse, Marie Valet, vicaire, et Marie Bouchet, économe, par M. Duportroux, maire; MM. Pinel, Antelme, Borel, Vinay, Jullien, Second et Pain, officiers municipaux, et François, procureur de la commune.

Dans la sacristie s'est trouvé un calice avec sa patène, deux burettes, une autre patène, un custode et un ostensor en argent, pesant le tout environ sept marcs et demi.

La cloche du clocher pesait environ 150 livres.

Le parloir, la chambre de la communauté, le réfectoire, le chauffoir, la cuisine, la boulangerie, le noviciat, la grande et les deux petites infirmeries, la pharmacie ne contenaient que des meubles très-modestes et des ustensiles de ménage. Il suffit de signaler vingt-six douzaines de serviettes, six nappes, deux douzaines de draps de lit pour les malades, deux grands et quatre petits alambics. Il n'a été inscrit que six lits et aucun livre ou imprimé.

A partir de cette époque jusqu'au jour de leur sortie, l'existence de ces religieuses devint très-difficile surtout à cause de l'installation d'un clergé assermenté avec lequel leur conscience leur interdisait toute espèce de rapports. Ainsi, le 25 avril 1791, fête de Saint-Marc, le curé constitutionnel de la paroisse de Romans s'étant présenté pour faire, suivant l'usage, une station dans la chapelle du monastère, l'abbesse, pour protester

étaient à leur usage personnel, et pour demander qu'on leur laissât certains modiques effets et ustensiles de ménage dont elles donnaient la liste. Cette demande fut sans doute accordée, car ces différents objets furent signalés, sous toutes réserves et protestation, comme manquant dans le récolement dressé, le 10 octobre 1792, par Avite Charvat et Jean-Joseph Clément, administrateurs du district, délégués par leurs collègues. Les religieuses furent déchargées des objets représentés, et comme elles allaient sortir à l'instant, on établit pour garde du monastère, complètement évacué, le sieur Jean Revoyron, sergent de quartier.

contre le nouveau pasteur, fit fermer la grille du chœur et donna l'ordre aux sœurs de se retirer dans leurs cellules.

Enfin le jour fatal arriva où les Clarisses durent courber la tête sous l'inexorable loi de la nécessité et s'éloigner de leur monastère. Les agents, en leur signifiant l'arrêt de leur sortie, leur demandèrent poliment à quelle heure elles voulaient qu'ils procédassent à l'exécution de l'ordre dont ils étaient chargés. Il fut convenu que ce serait le 11 octobre à neuf heures du soir ¹. Le R. P. Thadée, religieux Capucin, leur directeur depuis une vingtaine d'années, vint à minuit célébrer la sainte messe et les communier pour la dernière fois. Il consumma les saintes espèces et purifia les vases sacrés. La journée fut employée à faire les préparatifs du départ. Vers neuf heures, après s'être, non sans regret, dépouillées du costume religieux, elles se rendirent à la porte, ayant à leur tête leur vénérable abbesse, qui jusque-là avait montré beaucoup d'énergie; mais quand il fallut remettre les clefs, ses forces l'abandonnèrent. Un instant après les religieuses, accompagnées de quelques amis, se mirent en marche au nombre de treize, les autres avaient été emmenées par leurs parents; elles se rendirent par une pluie torrentielle au quartier de Saint-Nicolas, chez M. de Maucune ², ancien chanoine, où elles trouvèrent un refuge plus bienveillant que commode. Le lendemain, beaucoup de dames de la ville vinrent leur rendre visite et leur offrir, avec des témoignages de la plus vive sympathie, tous les secours dont elles pouvaient avoir besoin. Les religieuses remercièrent : M. de Maucune s'était chargé de les nourrir, et elles avaient quelques ressources en

(1) Le procès-verbal des commissaires du district porte que la sortie des religieuses de Sainte-Claire de leur couvent s'effectua le 10 octobre 1792, à six heures du soir. (*Archives de la préfecture de la Drôme*.)

(2) François Popon de Maucune, chanoine de Saint-Barnard, fils d'un procureur du roi en l'échevinage de Romans, se retira, en 1793, comme pensionnaire à l'hôpital de Sainte-Foy, dont il avait été recteur en 1765 et où il mourut le 3 septembre 1798, âgé de 70 ans.

argent ¹. Mais elles furent bientôt dispersées par suite des tracasseries que l'on fit éprouver à leur digne protecteur.

Les Clarisses se divisèrent dans trois petites communautés : une située rue Saint-Nicolas, la seconde dans la maison Bonnot et la troisième rue de Clérieu, dans la maison dite *La Condamine*. Elles travaillaient de leurs mains, faisaient l'école à de petites filles, et, malgré leur pauvreté, se dévouaient à toutes sortes d'œuvres de charité.

(*A continuer.*)

ULYSSE CHEVALIER,
Docteur-médecin.

(1) D'après l'état de leurs revenus, la pension de chacune des religieuses de Sainte-Claire de Romans fut fixée à 280 livres. Par une pétition adressée au directoire du district, elles demandèrent que cette pension fut élevée à 300 livres, faisant remarquer que leurs biens avaient été vendus 200,000 livres et qu'il ne serait plus payé à la maison que la somme viagère de 5,880 livres.



ESSAI HISTORIQUE SUR LA BARONNIE DE CLÉRIEU

ET SUR
LES FIEFS QUI EN ONT DÉPENDU (1).

FIEFS ET ARRIÈRE-FIEFS.

CHAPITRE SECOND.

Les arrière-fiefs.

Les sires de Clérieu exerçaient sur des fiefs, qui n'étaient pas des enclaves de la baronnie, des droits plus ou moins étendus, limités par d'autres obligations féodales, réduits quelquefois au simple hommage. Les anciens titres nous ont conservé la nomenclature de ces arrière-fiefs, qui furent Claveyson et Mureils (canton de Saint-Vallier), Miribel en Valclérieu (canton de Romans), Baternay, Montchenu et Margès (canton de Saint-Donat), enfin Mercurol, Larnage et Croses (canton de Tain), dont les paroisses dépendaient sans exception du diocèse de Vienne. La plupart de ces terres reconnaissaient en même temps pour suzerain le Dauphin ou l'archevêque de Vienne, tandis que d'autres relevaient de seigneurs moins importants. Les Romains, qui ont pénétré partout dans les Gaules, se répandirent au

(1) Voir 3^e livraison, p. 273, 4^e livr., p. 16, 6^e livr., p. 253, 8^e livr., p. 56, 11^e livr., p. 405, 12^e livr., p. 39, 13^e livr., p. 127, 14^e livr., p. 269, 15^e livr., p. 360, 16^e livr., p. 59, 18^e livr., p. 306.

milieu de ces localités ignorées. En maint endroit, la découverte de médailles, de poteries, de sépultures est venue attester leur présence. Éloignées presque toutes de la grande voie de communication, ces bourgades de très-médiocre importance ont peu de part dans l'histoire de la province ; pas assez fortes pour conquérir la liberté, ni assez riches pour l'acheter, elles n'ont dû être investies que fort tard de franchises municipales, et n'ont emprunté quelque éclat qu'à l'illustration de leurs possesseurs entraînés sur un théâtre plus brillant par les obligations féodales de la guerre ou la faveur de nos rois. A défaut des archives départementales, qui ne doivent désormais nous fournir que de trop rares documents, nous n'aurons plus guère pour nous guider que les parchemins poudreux des châteaux et les vieux papiers de procès, lorsque le hasard a permis qu'ils aient survécu à tant de vicissitudes.

Claveyson, *Clavaisio*, *Clavayso*, (1,031 habitants).

La maison qui tenait son nom féodal du village de Claveyson, fut sans contredit une des plus anciennes de la province. Le 8 mai 1124 Silvion de Claveyson prend part à un acte en faveur de l'église de Grenoble. On trouve en 1160 Jarenton et en 1168 Guillaume de Claveyson, chanoine de Romans, en 1257 Arthaud, seigneur de Claveyson et Mercurol, deux localités qui pendant cinq siècles devaient rester unies sous la même domination. Son successeur Guillaume eut entre autres enfants Catherine, promise par contrat de l'année 1295, le mardi après la fête de Sainte-Magdeleine, à Nicolas d'Hauterive, damoiseau ; Raymond de Claveyson, frère de la mariée, se charge des habits nuptiaux. Les prénoms d'Arthaud et de Guillaume semblent alterner, sans que les incertitudes de leur généalogie permettent d'assigner à aucun d'eux un numéro d'ordre. En 1302 Arthaud se reconnaît homme lige de Roger de Clérieu et déclare tenir de lui le tiers du château et mandement de Mercurol et la huitième partie de Claveyson rendables. Le reste de la seigneurie était-il encore en franc-alleu ou déjà soumis à la suzeraineté delphinale,

-

à laquelle fut rendu hommage en août 1349? Le 6 juillet 1329, Arthaud épousait Marguerite, fille d'Aymard de Bressieu. Le 1^{er} août 1331, il prête hommage au Dauphin pour les droits de péage, de fournage, etc., exercés par ledit Arthaud au lieu de Serves (*Cervia*). Lui-même ou l'un de ses homonymes et successeurs vendit, le 11 juin 1360, à Aymard de Roussillon, seigneur d'Anjou et Serves, la coseigneurie de cette dernière localité avec les droits et rentes y attachés. Arthaud fut un des conseillers d'Humbert II et assista avec d'autres feudataires importants à la ratification de la cession du Dauphiné (31 juillet 1343). Il renouvela en 1344 et en 1345, en faveur de Louis comte de Valentinois, comme baron de Clérieu, l'hommage autrefois prêté à Roger de Clérieu. Ce serment féodal, qui n'impliquait pas de réserve, quoique Mercurol dépendît aussi du seigneur de Peyrins, oblige Arthaud à prendre part à la guerre entreprise par son suzerain contre Pierre de Chastellus, évêque de Valence; il était dans l'armée du comte, qui défit les épiscopaux près d'Urre, et ravagea avec ses seuls vassaux les territoires de Livron appartenant à l'évêque. En 1349 est indiqué un hommage au Dauphin pour la terre de Claveyson et un péage. Amé, seigneur de Claveyson, écuyer banneret, se trouva pendant un mois, en 1424, « à la tuhition et deffense du chastel de » Crémieu », ainsi qu'il résulte d'une quittance de son compagnon d'armes Philibert de Montchenu faisant partie de la curieuse collection de documents dauphinois de M. le comte Humbert de Pina. Cet Amé mourut peu après, car on voit par un procès-verbal du 24 août 1429 que le bailli de Viennois mit sous la main delphinale les terres de Claveyson et Mercurol, après le décès du seigneur, et que le procureur fiscal avait apposé déjà les étendards et les armes du roi sur les tours et aux portes du château. Tandis que les aînés, richement fiéffés, rassemblaient leurs tenanciers sous leur cri et leur bannière, les cadets, simples chevaliers, guerroyaient dans des conditions plus modestes. Dans le rôle de l'arrière-ban du Viennois du 4 décembre 1472, Jean de Claveyson est au nombre des brigandiniers. Les armes plus que l'église attiraient les Claveyson: ils ont versé leur sang sur les champs de bataille à Varey, à Verneuil, à

Fornoue, à Cérissolles. Cependant chez eux, comme dans toutes les vieilles races, il y a eu la part du cloître : deux abbesses de Soyons au XIV^{me} siècle et Jean, commandeur de Marnans de l'ordre de Saint-Antoine, des chanoines de Vienne et de Romans. Leur fortune devait être considérable : on les voit, selon l'usage du temps, se porter garants dans les contrats de mariage des grandes maisons dauphinoises, telles que les Clermont et les Sassenage, dans l'intimité desquels ils vivaient. Possesseurs d'un bel hôtel à Romans, transmis à leurs successeurs, ils manifestèrent une dévotion particulière pour leurs voisins les Cordeliers ou Frères Mineurs, où ils avaient leur tombeau de famille (1), et dont ils enrichirent le couvent par leurs largesses. On cite, entre autres, le legs contenu dans le testament d'Arthaud du 10 avril 1366, le don de deux cents florins d'or par Marie, sa fille, et les dernières dispositions de François du 18 août 1429. La branche principale tomba en quenouille au XV^{me} siècle, comme nous allons le dire ; mais d'autres rameaux subsistèrent beaucoup plus tard, et il y a cent cinquante ans cette famille était encore représentée en Dauphiné (2).

Béatrix, fille unique et héritière de Geoffroy ou Joffrey de

(1) Cependant, ils possédaient une autre sépulture dans la chapelle Saint-Crépin de l'église des Carmes de Tournon, sur l'emplacement de laquelle s'est élevée la sous-préfecture. Le 21 juillet 1334, frère Jean de Claveyson, religieux de l'ordre de Saint-Antoine, avait fondé, au nom de son frère Arthaud, seigneur de Claveyson, une messe de *requiem* annuelle dans cette chapelle, où les armes de ces seigneurs avaient été placées, et où se trouvait le caveau de famille. Cet usage tombé en désuétude fut renouvelé par un acte conclu entre Pierre d'Hostun-Claveyson et les Carmes de Tournon. (Archives du château de Claveyson.) Ce même Pierre avait passé avec les habitants de Claveyson une transaction homologuée par arrêt du Parlement de Grenoble en 1552. (Archives de l'Isère, B. 86.)

(2) *Cartulaire de Saint-Hugues*, C, N.° LIV; — VALBONNAYS, t. 1^{er}, p. 129; — *Cart. de Saint-Barnard*, N.° 308; — GIRAUD, *Essai*, t. 1^{er}, p. 214, 225; — RIVOIRE-LA-BATIE, *Armorial*; — *Invent. de Clérieu* de 1650; — *Notes de MOULINET*; — *Arch. du château de Châtelard*; — *Cartularium Clayriaci*, p. 1; — CHORIER, t. II, p. 321; — L'abbé VINCENT, *Notice sur Livron*, p. 12.; *idem sur Montélier*, p. 9.

Claveyson, dame de Claveyson et Mercurol, avait épousé avant le 31 mars 1440 Jacques, seigneur d'Hostun, La Laupie et Vercors, de la famille de Camille, duc d'Hostun, comte de Tallart, maréchal de France sous Louis XIV, lieutenant général du Dauphiné, ministre d'État et membre du conseil de régence. Les fiefs aidant, Béatrix imposa son nom à ses descendants. Son fils Geoffroy, seigneur d'Hostun, Claveyson, Mureils, Mercurol, La Bâtie et Vercors, enterré en 1505 dans la chapelle de Claveyson, avait servi le roi avec les seigneurs de Saint-Vallier et de Tournon dans la guerre contre Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne. Antoine d'Hostun de Claveyson, l'un de ses fils, commandeur de Chazelles en Forests et maréchal de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, en l'absence du grand maître d'Aubusson, reçut une arquebusade à la main au siège de Rhodes et aida son frère Louis à rebâtir l'ancien château sur la colline (1508). Ce Louis transigea, le 30 janvier de l'année suivante, avec les habitants de Romans, qui lui accordèrent entre autres choses de faire passer sur le pont de cette ville, pour l'usage de sa maison, tout ce qu'il lui plairait, sans payer aucun droit. Plusieurs autres de cette maison se distinguèrent dans le même ordre de Saint-Jean. François, fils de Pierre, seigneur de Claveyson et de Magdeleine de Monteynard, accompagna en qualité de mestre de camp, selon l'*Histoire généalogique des grands officiers de la Couronne*, le duc d'Alençon dans son expédition de Flandres, et mourut en 1588. D'après Goussancourt, au contraire, il aurait été pris par les Turcs à la bataille de Lépante et serait mort esclave à Alger, ayant refusé, malgré les supplices, d'abjurer sa foi. Cependant, une dépêche de François de Noailles, évêque d'Acqs, envoyé par Charles IX auprès du sultan, nous apprend qu'il obtint, au printemps de 1572, la liberté du chevalier de Claveyson. Peut-être ce dernier fait se rapporte-t-il à quelque membre de l'ancienne maison de Claveyson. Aymar, né en 1588, quitta la croix de Malte pour le cordon de Saint-François, après avoir fait ses caravanes, et mourut Capucin, comme un certain nombre de gentilshommes dauphinois à cette époque. Il était fils d'Élisabeth de Bauffremont et de Charles d'Hostun-Claveyson, che-

valier de l'Ordre, controversiste et poète, qui s'intitulait « soubz-
» lieutenant de S. M. ès terres et seigneuries de Claveson,
» Hostun, Mercurol et Mureil ». Ce dernier, catholique ardent,
était très-lié avec les Jésuites du collège de Tournon et les re-
cueillit dans son château, pendant que la peste ravageait cette
ville. Aussi, c'est à Tournon qu'il fit imprimer en 1615 un re-
cueil de poésies chrétiennes. Encore vivant en 1623, ainsi que
nous l'apprend la dédicace d'une thèse de philosophie soutenue
à cette date devant l'université de Tournon par le père Albert
Jolia, Carme, Charles de Claveyson eut de ses deux femmes un
grand nombre d'enfants, parmi lesquels Florizel, dont on con-
servait autrefois dans le cabinet de Clairambault une relation
manuscrite d'un voyage en Italie; Charles, gouverneur de Ro-
mans, qui publia dans sa première jeunesse une défense de son
ancien régent de philosophie, le père Donyol, contre Marcha,
ministre de Boffre en Vivarais, et fonda le couvent de la Visita-
tion de Sainte-Marie de Romans; enfin, Laurence, mariée, par
contrat du 13 juin 1615, à Hugues de Lionne, seigneur de Leys-
sins, Aouste, Triors et du château de Flandeynes en Royans,
conseiller au Parlement de Grenoble, fils d'un intendant con-
trôleur général provincial des gabelles à sel en Dauphiné,
anobli en 1580 pour services importants rendus pendant la
Ligue. Ce dernier était fils d'un notaire du Royans. Par la mort
sans postérité de tous ses frères, Laurence apporta à son mari
les terres de Claveyson, Mercurol, Mureils et Hostun (1).

Ainsi, malgré les ingénieuses fictions des généalogistes dau-

(1) P. ANSELME, t. V, p. 261 et suiv.; — GOUSSANCOURT, *Martyrologe des chevaliers de Malle*, t. 1^{er}, p. 230; — CHARRIÈRE, *Négociations de la France dans le Levant*, t. III, p. 265; — *L'antimoine*..... par Jean Gay, professeur en théologie en l'université de Tournon, Tournon, 1588. — Marcha, ministre de Boffre, atteint de faux et au fait et au droit en l'escrit qu'il a publié pour paroistre au monde un glorieux battu par Charles d'Hostun, jadis disciple du P. Donyol, son régent en philosophie, que le ministre a calomnié sur la dispute tenue à Desagne, le 27 de may 1613. A Tournon, pour Gabriel Roy, 1613, in 8°. — Fragment d'invent. des papiers de Claveyson au XVII^e s. (Arch. du château.)

phinois, réduits à aller leur chercher des ancêtres parmi les Romains, les Lionne semblaient peu faits, selon les idées du temps, pour succéder aux d'Hostun-Claveyson; mais on verra qu'ils surent glorieusement réparer le temps perdu en donnant à leur nom, qui devait si promptement s'éteindre, une véritable illustration historique. Le fils de Hugues et de Laurence de Claveyson, Sébastien de Lionne, seigneur de Leyssins, conseiller au Parlement, comme son père, et gouverneur de Romans, ainsi que ses aïeux maternels, obtint du roi, en décembre 1658, sans doute par le crédit de son parent le ministre, l'érection de la terre de Claveyson en marquisat composé de quatre clochers : Claveyson, Saint-Andéol, Saint-Véran de Rives et Saint-Jean de Mureils. De son mariage avec Catherine Béatrix-Robert de Saint-Germain il n'eut qu'une fille, Jeanne-Renée, mariée le 27 avril 1675 à son cousin, issu de germain, Louis de Lionne, marquis de Berny, maître de la garde-robe du roi, fils de Hugues de Lionne, marquis de Fresne et de Berny, successeur de Mazarin aux affaires étrangères, l'un de nos plus habiles ministres et l'une des grandes figures du siècle de Louis XIV. La maison avait rapidement grandi par la diplomatie et les hautes dignités de l'église, et l'on déroule avec complaisance au contrat, parmi les parents des jeunes époux, quelques-uns des plus beaux noms de France. Ce mariage ne fut pas heureux. L'extrême médiocrité du mari l'empêcha de recueillir une partie des fonctions paternelles. « C'étoit, dit le duc de Saint-Simon, un homme qui avoit très-mal fait ses affaires, qui vivoit très-singulièrement et obscurément et qui passoit sa vie à présider aux novellistes des Tuileries. » Jeanne-Renée déclara dans son testament qu'elle entendait que M. de Lionne fût privé, après son décès, de l'usufruit de ses biens, ajoutant qu'il en avoit, Dieu grace, assés d'ailleurs pour soubstenir le rang que sa qualité luy donnoit. L'éclat de cette nouvelle race finit tristement par un fils unique, Charles de Lionne, qualifié marquis de Claveyson, comte d'Hostun, baron de Mercuriol, Pomier et Mureils, gouverneur pour le roi de la ville de Romans, bourg et péage de Pisançon, colonel du régiment d'Aulnis, qui laissa aller sa jeunesse au courant de ses passions. Dans

les loisirs de ses garnisons d'Alsace, il s'éprit de Marie-Sophie Jager, fille de Jean-Henry, conseiller du grand sénat du mundat à Wissembourg, titre local pompeux décorant de modestes fonctions électives à la fois municipales et judiciaires (1). Les parents de la jeune fille profitèrent de ce penchant peu dissimulé pour aboutir, un jour d'ivresse aidant (18 décembre 1709), à un mariage en bonne forme précédé d'une donation mutuelle des biens, fort inégaux, des contractants en faveur du dernier survivant. Le jeune officier ne pardonna pas ce guet-apens conjugal à « la vertueuse Marie-Sophie » (elle est ainsi qualifiée dans le contrat), qui ne fut jamais sa femme que de nom et qu'il fit renfermer dans un couvent, d'où elle ne sortit qu'en 1748 (2), époque de son veuvage, gardant toujours, au dire de Saint-Simon, la réputation d'une femme d'un véritable mérite (3).

La race se trouvant naturellement éteinte par la mort de Charles-Hugues de Lionne, la marquise, déjà vieille, entra en possession de cette fortune si chèrement achetée, si longtemps attendue, mais pour se trouver en face de prétentions qui, à ce qu'il semble, blessèrent cruellement son amour-propre. Dès 1644, le président de Chevrières réclamait pour Claveyson, Mureils et Mercurol l'hommage anciennement prêté aux Clérieux et aux Poitiers, que son père et son aïeul avaient laissé tomber

(1) Saint-Simon (*Mémoires*, éd. Chéruel, in-12, t. III, p. 54 et t. IV, p. 242) a commis une erreur en avançant que la dernière M^{me} de Lionne avait été servante d'auberge à Phalsbourg. Comme on le voit, elle appartenait au contraire à la bourgeoisie. Son contrat de mariage, qu'a bien voulu nous communiquer M. le comte de Tournon-Simiane, ne laisse à cet égard place à aucun doute. Rodolphe-Frédéric Jager, conseiller de la ville de Wissembourg, et Jean-Mathieu Jager, curé et chanoine de la même ville, avaient fait enregistrer leur blason dans l'armorial général de 1696. Voy. *Armorial de la généralité d'Alsace* (par Anatole DE BARTHÉLEMY), Colmar, 1861, p. 67.

(2) Cette date nous est donnée dans la requête du comte de Saint-Vallier au sujet de Claveyson. Grenoble, 1753, in-fol. — M. de Rivoire-la-Bâtie place la mort de M. de Lionne en 1731.

(3) Arch. du château de Claveyson; — *Id.* du département de la Drôme.

en désuétude. Malgré qu'il eût obtenu gain de cause pour les autres arrière-fiefs de la baronnie, l'influence toute puissante des Lionne l'empêcha d'arriver à une solution de cette question, pourtant si claire, puisque la prescription n'était pas admise en ces matières. Il était réservé à son descendant, Nicolas de La Croix, comte de Saint-Vallier, de reprendre, cette fois avec pleine chance de succès, l'instance abandonnée depuis près d'un siècle. Par acte du 21 juillet 1753, M^{me} de Lionne, prévoyant la perte définitive de son procès, se hâta de vendre Claveyson et Mureils à M. de Tournon et, vers le même temps, Mercuriol à M. d'Urre, qui reconnurent aussitôt la mouvance de la baronnie de Clérieu (1).

Marc de Tournon, chevalier de Malte, qui acquit la terre de Claveyson et obtint du roi Louis XV sa réerection en marquisat, appartenait à la branche des Tournon de Meyres. De son mariage avec Catherine de Romanet il ne laissa qu'un fils, Jean-Baptiste-Marc-Antoine, colonel en second au régiment de Rohan-Soubise, mort en 1786 sans postérité de sa cousine Rose-Marie-Hélène de Tournon, déjà veuve de Jean-Baptiste, vicomte du Barry, neveu de la trop célèbre favorite. Avant de se remarier, Hélène avait cherché à échapper à ce nom si cruellement compromis en faisant ériger en sa faveur (1779) les terres de Banaria et Serra en Corse sous le nom de comté de Tournon. Claveyson et Mureils passèrent à l'héritier le plus proche, François-Xavier, comte de Tournon-Simiane, baron de Banon, seigneur de la Roche-Giron, Saumane et l'Hospitalet en Provence, baron de Retourtour, seigneur du Verger et de Desaignes en Vivarais, officier aux Gardes françaises, mon grand-oncle maternel. Il fut le père de nombreux enfants, parmi lesquels Camille, comte de Tournon, pair de France, conseiller d'État, économiste et écrivain distingué, préfet, sous le premier empire, de Rome, où, malgré les difficultés de sa situation, il sut s'attirer l'estime uni-

(1) Factum pour le comte de Saint-Vallier, 1759, p. 58 et suiv. ; — Requête pour justifier que les terres de Claveyson, Mercuriol et Mureils.... sont de la mouvance de la baronnie de Clérieu. Grenoble. 1753, in-4°.

verselle, et, sous la Restauration, de Bordeaux et de Lyon, dont la chambre de commerce, en témoignage de reconnaissance, lui fit frapper une médaille après sa retraite, a donné un nouveau lustre à cette antique race.

Le 15 janvier 1365, Arthaud, seigneur de Claveyson et Mercuriol, concéda à noble Arthaud Alleman, frère de Guillaume, seigneur de Margès, tous les cens morts, c'est-à-dire non rachetables, en seigle et en vin, perçus dans l'étendue du mandement, à raison du droit de portage ou péage de la porte de Claveyson, appelée porte Berlhon, et même de toute autre porte dudit château et bourg. Il lui donne en même temps les redevances sur les biens possédés à Chanos et à Mercuriol par Pierre de la Balme dit Beaumont; il lui remet aussi les divers droits exigés jusque-là sur les propriétés aux environs de Claveyson, qui d'Aynarde de la Motte, dame de Montchenu, et de Jean-Gilbert, son fils, avaient passé audit Alleman. Celui-ci tiendra le tout en fief franc et noble et rendra l'hommage obligé au seigneur de Claveyson (1). Enfin, comme nous le verrons plus loin, les Claveyson possédèrent pendant un certain temps la suzeraineté du château de Larnage. Les Meffrey avaient au XV^e siècle une maison forte sur Claveyson, au lieu de Rives.

Les trois églises de Claveyson, dont deux aujourd'hui encore paroissiales, appartenaient selon toute apparence à l'abbaye de Tournus. Cependant, les bulles de 1119 et 1179 ne mentionnent que Saint-Véran de Rivas (des Ruies ou de Rives). Cette église, dont l'existence est signalée dans une charte du XI^e siècle, fut comprise dans le patrimoine de Saint-Bonnet de Galaure, et le titulaire en a joui jusqu'à la Révolution. La paroisse actuelle sous le vocable de Saint-Sébastien dépendait du prieur de la Motte-de-Galaure. La chapelle de la Vierge, la seule partie de l'ancienne église qui ait été conservée, eut pour fondateur Pierre d'Hostun-Claveyson, qui la fit bénir le 20 février 1535; il y institua une messe tous les dimanches et établit, par acte du 20 février 1543, la récitation solennelle du *Salve Regina* le

(1) Notes manuscrites de feu le chevalier du Solier.

samedi, au soleil couchant, auprès de la tombe de sa première femme, JeannedeFay. Son fils, Charles, le poète et controversiste, fit peindre la curieuse fresque qui rappelle l'inauguration de la chapelle, et que M. l'abbé Cyprien Perrossier a décrite dans le Bulletin de la Société d'archéologie de la Drôme (1).

Saint-Andéol est une section de la même commune, ainsi appelée de son église paroissiale sous le vocable du martyr qui a donné son nom à la petite ville du Bourg-Saint-Andéol en Vivarais. Le P. Gauthier raconte une guérison miraculeuse arrivée de son temps, par l'intercession du saint, dans cette petite église sous le même patronage et de la même collation que Saint-Véran (2).

Le château actuel sans style date des Tournon. Le vieux manoir des d'Hostun sur la colline fut démoli par ordre de la dernière marquise de Lionne à l'époque de l'aliénation de la terre.

Mureils, *Mirolum*, *Mureolum*, *Mairi*, *Castrum Miron*, *Muruel*, *Mereuyl*, *Murellum*, *Saint-Jean-de-Mureils* (343 habitants).

Fondée en 875 par Charles-le-Chauve, à la prière de son beau-frère Boson, élu peu d'années après roi de Bourgogne au concile de Mantaille, l'abbaye Saint-Philibert de Tournus fut dotée successivement par la piété des seigneurs, probablement aussi par les libéralités des Bosonides, d'un certain nombre d'églises dans le diocèse de Vienne, dont la possession fut confirmée par les bulles de Calixte II en 1119 et d'Alexandre III en 1179. Parmi elles se trouvaient Sainte-Agnès de la Motte-de-Galaure, Fay, Saint-Véran de Rivas, Saint-Philibert, Saint-

(1) *Cartulaire de Saint-Barnard*, N.^o 237; — *Nouvelle histoire de l'abbaye royale de Saint-Philibert et de la ville de Tournus* (par JUENIN), preuves, p. 146; — Archives du château de Claveyson; — G. ALLARD, *Dictionnaire*, t. 1^{er}, col. 294; — *Bulletin de la Société arch. de la Drôme*, t. 1^{er}, p. 86.

(2) *Table chronographique de l'état du Christianisme*, par le P. Jacques GAULTIER, de la compagnie de Jésus, natif d'Annonay, Lyon, 1621, in-fol., p. 238; — *Saint-Andéol et son culte*, par l'abbé MIRABEL, p. 269.

Romain et la chapelle de Saint-Michel d'Albon, enfin Saint-Jean de *Castro Miron*, donnée comme succursale au prieuré de Saint-Bonnet de Galaure, ce qui dura jusqu'à la Révolution (1).

En 1250, Audebert de Châteauneuf-de-Galaure reconnaît à Silvion de Clérieu tout ce qu'il possède au lieu et paroisse de Mureils et dans le tènement de Verdun. Gilbert de la Motte-de-Galaure relève (5 mai 1254) de Guillaume de Moirenc pour un fief entre la Motte et Mureils. En 1283, le lendemain de la décollation de Saint-Jean-Baptiste, Guillaume de Moirenc, seigneur de Châteauneuf et Ratières, prête hommage à l'archevêque de Vienne pour lesdits mandements, ainsi que pour Mureils. L'année suivante, il vend Mureils à Odon Alleman, seigneur de Champs, qui reçoit à son tour l'inféodation de l'archevêque et obtient à cette occasion soixante livres en échange d'un cheval, ce qui est célébré comme un grand acte de générosité du suzerain envers son vassal. C'était un des plus puissants seigneurs du Dauphiné, qui légua en 1292 à son fils aîné, Guillaume Alleman, les terres de Valbonnais, Ratières et Mureils, les fiefs d'Oriol, de la Cluze et de Montaymon. A quelque temps de là, Mureils fut sans doute engagé. On voit en effet dans une curieuse charte des jeudi et vendredi après la Saint-Michel 1302 (rédigée presque en entier en langue vulgaire et faisant partie des archives du château de Claveyson) Egidius ou Gilles de Bocsozel recevoir comme seigneur de l'endroit diverses reconnaissances de cens en présence du châtelain Lantelme de Paluello, damoiseau. Guionnet de la Balme, aussi damoiseau, paye quatre sous viennois de cense, etc. Les Alleman reparaissent bientôt : le dernier janvier 1322, illustre homme Guillaume Alleman, seigneur de Valbonnais, hommage Mureils à l'archevêque de Vienne, aux mêmes conditions souscrites jadis par Guigues, son frère. Mureils appartenait dès 1336 au célèbre Amblard de Beaumont, principal ministre d'Humbert II et gendre de Guillaume Alleman. A cette époque, les principaux revenus de cette terre

(1) JUÉNIN, *Hist. de l'abbaye de Tournus*, p. 48, 91, et preuves, p. 146, 175.

consistaient dans le moulin banal et le pressoir public. Le 17 août 1343, du consentement du seigneur de Valbonnais renonçant à l'hommage qu'il s'était réservé, Amblard aliéna entre les mains du Dauphin Mureils, la Motte-de-Galaure, etc., en échange du château de Montfort en Graisivaudan (1).

Le même jour, dans son traité avec Louis de Poitiers, comte de Valentinois, au sujet de l'héritage de Guichard de Clérieu, le Dauphin cédait entre autres choses la seigneurie de Mureils, en échange des péages de la Roche, au comte, qui reçut à cette occasion les hommages des vassaux de son nouveau fief. A ce propos défilent devant nous les damoiseaux du pays, les Ardenc, possesseurs de censes à Mantaille dès 1284, les Hérode et les Paluel. Aymar Hérode, de la Motte-de-Galaure, a des propriétés dans le mandement, ainsi que Lantelme et Seguin *de Palluelo*; Lantelme *Ardenchi*, une maison confrontant l'étable du seigneur, plusieurs pièces de terre, dont l'une est située derrière la chapelle Saint-Nicolas. Ce dernier choisit pour son héritier son frère Amédée, moine Antonin, stipulant que dans le cas où il n'obtiendrait pas de sortir de son ordre et continuerait par conséquent à demeurer incapable de remplir les obligations féodales, les biens en question passeraient à Guillaume Ardenc, résidant à Crépol. Mais le comte Aymar V dit le Gros, qui avait succédé à son père, prétendit que le fief était tombé en commise par la désignation d'une personne morte au monde (*persona mortua*), et que d'ailleurs Guillaume, relevant déjà d'autres seigneurs, ne pouvait remplacer Lantelme, astreint à l'hommage lige contre tous nés ou à naître. (On voit qu'il n'était plus question de la suzeraineté de l'église de Vienne.) Par accommodement, Guillaume fit agréer son fils Pierre, libre de tout autre engagement (1351).

Le même comte vendit Mureils à Audebert ou Aubert de Châteauneuf-de-l'Albenc, quoiqu'il eût promis à Charles de

(1) *Inventaire de Clérieu de 1650*; — Notes de MOULINET; — VALBONNAYS, t. I^{er}, p. 232, 244, et t. II, p. 27, 28, 65; — HAURÉAU, *Prov. vienn.*, col. 261; — Archives du château de Claveyson; — *Reg. capitulaires de l'église de Vienne*, fol. XLVI, LVII; — BRIZARD, *Hist. de Beaumont*, t. I^{er}, p. 436, et t. II, p. 279, 306, 315, 450, 451, 452.

Poitiers-Saint-Vallier : d'où résultèrent diverses contestations. Aymard de Châteauneuf, probablement fils d'Audebert, finit par être admis à prêter hommage au Dauphin en 1383. François de Châteauneuf, seigneur dudit lieu, de l'Albenc, Mureils, etc., eut pour héritier, au commencement du XV^e siècle, Jean Alleman, seigneur d'Uriage, son neveu. La terre passa ensuite aux Claveyson, et Béatrix l'apporta dans la maison d'Hostun, d'où elle fut successivement transmise aux Lionne et aux Tournon (1).

Sur le territoire de Mureils s'élève l'ancienne maison forte de la Bretonnière. Le 2 août 1490, Marguerite Alleman d'Uriage, dame de la Bretonnière, fille d'Aymar, seigneur de Rochechinard, épouse Charles de Chaste, seigneur de Geyssans et en partie de la Motte-de-Galaure. Les Chaste appartenaient à une branche cadette de l'illustre maison de Clermont. Leurs descendants tinrent la Bretonnière et s'en qualifièrent seigneurs. Cependant l'*Histoire généalogique des grands officiers de la Couronne* nous apprend que l'un d'eux, Bertrand de Clermont-Chaste, reçut en 1621 de son oncle maternel, Charles d'Hostun-Claveyson, seigneur de Mureils, la maison forte en question et en fit hommage au roi l'année suivante. Cela indique tout simplement son érection en fief direct, du consentement du suzerain. Le petit-fils de Bertrand, Joseph-Louis de Clermont-Chaste, vendit en 1679 la Bretonnière à son beau-frère, Jean-Baptiste Bovet d'Arier, juge-mage de Valence, fils d'un professeur en l'université de cette ville; il fut le grand-père d'Anne Bovet de la Bretonnière, mariée en 1730 à Claude de Rostaing, officier de cavalerie. La Bretonnière passa ainsi chez les Rostaing-Champferrier, et l'un d'eux siégea aux états de Romans sous le nom de chevalier de la Bretonnière. Peu de temps avant la Révolution, ils vendirent le château à M. Nublat (2).

(1) *Cartularium Claryiaci*, p. 35-43; — DUCHESNE, *Comtes de Valentinois*, p. 57, 64; — BRIZARD, t. I^{er}, p. 252, et t. II, p. 201.

(2) P. ANSELME, t. VIII, p. 936-938; — LA CHESNAYE-DESBOIS, *Dict. de la noblesse*, article *Rostaing*; — RIVOIRE-LA-BATIE, *Armorial*.

Miribel en Valclérieu, *Miribellum* ou *Mirabellum in valle Clarensi*, en *Valclareys*, *Miribel en Glanon* (472 habitants).

Il existe en Dauphiné plusieurs localités du nom de Miribel, qu'il ne faut pas confondre entre elles. L'église paroissiale de l'arrière-fief de Clérieu est sous le vocable de Saint-Sever ou Saint-Sévère. Vers 1080, Gontard et sa femme Beliza, du consentement de leurs fils Falcon, Gontard, Hugues et Guillaume, firent don au chapitre de Romans de cette église avec des terres et le tiers des dîmes, le reste appartenant à Saint-Pierre de Vienne. Ce qui fut approuvé par Varmond, archevêque de Vienne. Le 14 avril 1166, Pierre, Pons et Hugues de Miribel renouvelèrent cette concession. Pierre de Miribel est également mentionné dans une charte de 1160 comme chanoine de Saint-Barnard (1).

Bertrand de Moirenc possédait Miribel au commencement du XIII^e siècle et s'en défit. En 1253, le lendemain de l'octave de l'Épiphanie, Silvion de Clérieu reconnaît tenir de l'église de Vienne les deux maisons supérieures de Miribel (*duas domos superiores Castri de Mirabello in valle Clarensi*), dont l'une a appartenu à Hugues de Miribel, chevalier, et l'autre à Humbert, aussi chevalier. En 1255, le lendemain de la fête de Saint-Georges, l'hommage est renouvelé par Pierre Rostaing, chevalier, qui tenait le château de Miribel au nom de Roger de Clérieu, et après que tous les habitants du manoir sont partis, l'étendard de Saint-Maurice flotte sur la grande tour en signe de prise de possession. En 1273, un autre Silvion de Clérieu se rendit auprès de l'archevêque de Vienne pour prêter son serment de fidélité au sujet de ce fief. Le 22 février 1323, Graton de Clérieu cédait à Aimar III, comte de Valentinois, qui avait payé sa rançon au comte Amé de Savoie, Miribel, Pisançon, ainsi qu'une maison à Romans. Le lendemain, Aimar assigne à Graton l'usufruit des châteaux et lieux de Miribel, Pisançon, de la maison et tour sises en la ville de Romans, et après lui à sa femme Isabelle (de Bressieu), et après elle à Guichard. Si l'un ou l'autre des deux frères laissait des enfants, ces divers biens appartiendraient à

(1) *Cartulaire de Saint-Barnard*, N.^{os} 117, 304, 307.

eux et à leurs descendants pour les tenir en fief dudit comte, après avoir remboursé les cinq mille florins auxquels avait été taxée la libération de Graton. Dans l'hommage du même Graton au Dauphin du 2 janvier 1333 est relatée la maison de Raymond de Miribel (*domum Raymundi de Miribello cum pertinentiis suis, quæ tenetur ab ipso in feudum reddibile*). Ce Raymond, qui tenait le fief du seigneur de Clérieu, n'appartenait pas très-probablement à la famille des anciens Miribel, qui avaient autrefois aliéné la terre. A cette époque on quittait facilement son nom pour celui d'une seigneurie. Miribel passa aux Poitiers avec la baronnie de Clérieu, dont il suivit les destinées. Le 5 avril 1529, de l'avis de Claude Thomé, juge ordinaire du lieu, et de Charles Veilheu, docteur en droit, de Romans, choisis comme arbitres, une transaction fut passée entre noble Jacques Barletier, châtelain de Miribel, au nom de magnifique seigneur Jean de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, vicomte d'Étoile, baron de Clérieu et de Miribel, d'une part, et les consuls et habitants dudit Miribel. Il fut convenu que ceux-ci abandonneraient au seigneur le droit de vingtain sur le blé et le vin, qu'ils prétendaient exercer sur les forains non sujets à la taille, et qu'ils continueraient à jouir pour le cens d'une quarte d'avoine, mesure de Romans, du bois Bondonier, d'une contenance de cent sétérées, sur les mandements de Miribel et de Montrigaud (1).

Diane de Poitiers rencontra à la cour « noble et magnifique » seigneur Hierosme de Monteux, docteur en fisque et ars, conseiller et médecin du roi », et lui vendit la terre de Miribel. Fils d'un médecin originaire de Rieux, en Languedoc, il suivit la carrière paternelle avec éclat, assista Catherine de Médicis dans ses couches, fut attaché à la personne du jeune roi François II, qu'il ne put sauver d'une mort prématurée, et trouva une espèce de retraite dans l'emploi de médecin de l'hôpital de

(1) Renseignements comm., par M. Ad. Rochas; — *Registres capitulaires de l'église de Vienne*, fol. XLVIII, XLIX, LIV; — CHARVET, *Hist. de l'église de Vienne*, p. 397, 408; — Archives de l'Isère, cartons du Valentinois; — Transaction du 15 avril 1529, comm. par M. Émile Giraud.

Saint-Antoine en Viennois, où, sur sa réputation, les malades venaient le consulter de fort loin. Il livra au public bon nombre d'ouvrages latins relatifs à sa profession, qui ont eu dans leur temps une grande réputation, et fut, à ce qu'il parait, un bibliophile distingué. Brisard nous apprend qu'il avait pour femme Françoise Fournier, qui lui donna deux filles, 1^o Marguerite, mariée le 28 avril 1535 à Antoine de Beaumont, seigneur de Pélafol, Barbières, Autichamp, etc., chevalier de l'Ordre, capitaine de trois cents hommes de pied, dit le *capitaine Barbières*; 2^o Françoise, femme en 1538 de Gaspard Alleman, seigneur de Dantésieux, de la branche de Rochechinard.

« La noblesse, ajoute à cette occasion le généalogiste de la maison de Beaumont, commençoit à se rendre moins difficile sur l'article des alliances : il falloit réparer les pertes causées par les dissipations et les guerres. » Françoise Fournier étant morte, Hiérosme de Monteux la remplaça par Françoise Garnier, sœur d'un avocat de Lyon, et de ce second mariage il eut encore quatre enfants, 1^o Sébastien, dont nous parlerons plus loin; 2^o Clauda, sur laquelle nous aurons aussi occasion de revenir; 3^o Anne, mariée à Abraham Faure, sieur de Bavière; 4^o Antoinette, femme de Claude Veilheu, conseiller au Parlement de Grenoble. Elle reçut en dot mille écus d'or au soleil et cent écus pour accoustrements et bijoux. Devenue veuve, elle se remaria à Melchior de Gobert, écuyer, fort triste sire, à ce qu'il semble, dont elle se vit bientôt forcée de se séparer. Melchior ayant tué son voisin, noble Gaspard de Chastellard, il fallut lui obtenir des lettres de grâce, ce qui, en comprenant l'entérinement, ne coûta pas moins de quinze cents écus à la famille de Monteux. Mais, par de justes représailles, ce bandit fut assassiné à son tour, et ses meurtriers reçurent également leur grâce par l'influence du gouverneur de la province et de six seigneurs puissants dont ils se trouvaient les alliés. Dans ces temps où les passions étaient sans frein et les chemins peu sûrs, où des bandes ravageaient la campagne sous prétexte de religion, où l'excès des misères amenait des soulèvements parmi les paysans, les assassinats étaient fréquents et la justice demeurerait trop souvent impuissante ou vénale. Quoi qu'il en soit, mal instruite par l'expérience et descendant chaque fois d'un degré,

Antoinette convola en troisièmes noces avec M^e Pierre de Magnat, avocat au Parlement de Paris, qui amena les procès dans la famille.

Sébastien de Monteux, seigneur de Miribel après son père, ne valait pas mieux que son beau-frère Melchior, et pérît misérablement comme lui. « S'estant rendu ennemy de ses voisins, » dit le chroniqueur Eustache Piémont, et recherchant d'en tuer » ung, il receut luy mesme ung coup d'arquebuse aux reins, le » 22 décembre 1581, duquel coup il mourut 22 jours après sa » blessure. Quelques jours avant sa mort, il se fait bailler cer- » tains papiers et les fait jeter au feu. Dieu luy pardonne ses » fautes. » Ne laissant qu'un bâtard, confié aux soins de frère Claude de Butéo, commandeur de Saint-Antoine à Paris, il testa d'abord en faveur d'Ennemond Rabot, premier président au Parlement de Grenoble, et révoqua cet acte pour léguer tout son bien à sa mère Françoise Garnier. Le président attaqua ces dernières volontés et, témoignant de plus d'âpreté que de délicatesse, ne consentit à lâcher prise qu'en recevant par transaction une somme de six cents écus.

Quant à Clauda de Monteux, héritière de sa mère, elle épousa Guigues-Antoine de Rostaing (des Rostaing la Rivoire), auquel elle apporta Miribel. Chassés par la peste de la ville de Saint-Antoine, qu'ils habitaient et où leur maison fut forcée et pillée en leur absence, ils se retirèrent à Miribel, où la contagion leur enleva leurs deux fils. De là ils allèrent à Chevrières, dans l'habitation du sieur de Rostaing, et ils perdirent leurs deux filles par la même cause. Revenue à Miribel, Clauda mourut en couches (d'un enfant qui ne paraît pas avoir vécu), « après avoir » fait tous actes d'une des plus fidelles crestiennes qu'on puisse » escogiter ». Guigues-Antoine de Rostaing, qui sous le nom du sieur de Miribel joua un rôle dans les guerres du temps comme capitaine catholique, se remaria à Marguerite Alleman. Il en eut entre autres enfants Marguerite et Jacques. Marguerite, veuve de Claude Chastaing, épousa Jean-Claude de Beaumont d'Autichamp, fils de Marguerite de Monteux et devenu ainsi seigneur de Miribel. N'ayant pas d'enfants auxquels laisser leur bien, ils résolurent de rapprocher leurs deux familles par un nouveau mariage. De son union avec Espérance d'Yserand de Lemp du

Mouchet, Jacques de Rostaing, frère de Marguerite, avait une fille, nommée Louise; il la donna au neveu de Jean-Claude de Beaumont, Charles de Beaumont d'Autichamp, lieutenant de roi au gouvernement des ville et château d'Angers. Ce fut lui qui détacha de la seigneurie de Miribel celle de Saint-Christophe (aujourd'hui sur la commune de Saint-Christophe et le Laris) pour la vendre, le 3 mai 1683, à Messire Laurent de Thomé, conseiller au Parlement de Grenoble. Miribel demeura dans cette branche de l'antique maison dauphinoise de Beaumont transplantée en Anjou, qui conquit à l'époque des guerres de la Vendée une nouvelle illustration.

Marie-Louis-Thérèse de Beaumont d'Autichamp fut le dernier seigneur de Miribel (1).

L'ancienne maison forte de Vaux est sur la commune de Miribel. Noble Aynard de Chastellard, seigneur de la maison forte de Chastellard au mandement d'Hauterive, épousa, par contrat du 14 mars 1514 (1515 n. s.), Catherine de Chavannes, fille de noble Jean de Chavannes, qui lui apporta la maison de Vaux. Ils eurent entre autres enfants Antoine de Chastellard, seigneur de Vaux, marié à Fleurie de Chaponnay. D'eux sont venues les branches de Vaux, Levaux et Herpieu, toutes éteintes. Jean de Chastellard, sieur de Vaux, était le mari de Louise de Chipre. Vaux appartenait au siècle dernier aux Luzi-Pélissac. Ce fut l'habitation du lieutenant-général marquis de Luzi-Pélissac, mort récemment sénateur, après avoir été député de la Drôme (2). Dieu a fait la grâce à ce vieux soldat de ne pas voir le sol français souillé par les hordes prussiennes et les horreurs de la guerre civile.

(A continuer.)

ANATOLE DE GALLIER.

(1) ROCHAS, *Biogr. du Dauphiné*, t. II, p. 158; — P. ALLUT, *Étude sur Symphorien Champier*, p. 49, 253; — *Estat au vray de ce qui s'est passé à l'hoirie de feu damoyselle Claua de Monteux tant avant que apres sa mort.* (*Arch. de la Drôme*, E. 109); — *Mémoires d'Eustache Piémont* publiés par Ad. ROCHAS, p. 172; — BRIZARD, *Généalogie de Beaumont*, t. I^{er}, p. 10, 187, 188, 192, 197, 209, 211, 215, 218, 222, 224, et t. II, p. 128, 133, 134, 146, 158, 162, 166, 172, 173, 174, 178, 179, 182, 295, 296, 297; — RIVOIRE-LA-BATIE, *Armorial*.

(2) D'HOZIER, *Armorial général*, 5^e reg. gén. de Chastellard, p. 8; — G. ALLARD, *Nobiliaire*; — CHORIER, *Estat politique*; — *Arch. de la Drôme*, E. 110.

SAINT BERTRAND DE GARRIGUE

(DES FRÈRES PRÊCHEURS)

COMPAGNON DE SAINT DOMINIQUE.

SA VIE ET SON CULTE.

In memoria æterna erit justus.

(Ps., CXI, 7.)

(SUITE. — Voir la 16^e livr., p. 98; la 18^e livr., p. 274.)

PREMIÈRE PARTIE.

VIE DE SAINT-BERTRAND.

IV

1215. — Le bien que Dieu se plaisait à opérer par le ministère de ses deux serviteurs, avait inspiré à Dominique et à Bertrand de Garrigue l'heureuse pensée d'associer à leur genre de vie d'autres missionnaires dévoués comme eux à la même cause. Ils comptaient déjà dans leur compagnie Guillaume Claret de Pamiers, Mathieu de France, prieur de la collégiale de Saint-Vincent de Castres, Étienne de Metz et Dominique de Ségovie, auxquels ils adjoignirent deux nobles Toulousains, Thomas, prêtre plein de grâce et d'éloquence, et Pierre Cellani, fort jeune encore, mais remarquable par sa profonde piété et sa grande fortune.

Pierre Cellani offrit tout d'abord à l'Ordre naissant sa maison de Toulouse, pour servir de collège apostolique à la nouvelle communauté.

C'est là que les nouveaux Frères prirent, à l'exemple de Dominique, l'habit de chanoine régulier de Saint-Augustin.

En le recevant des mains de son bienheureux Père, Bertrand fit généreusement le sacrifice de sa liberté et se dévoua tout entier, pour le reste de sa vie, aux redoutables fonctions du ministère.

« Comme s'il eût commencé dès lors à vivre pour le prochain, » pour le service de l'Eglise et pour la gloire de Dieu, il augmenta ses austérités, ses jeûnes, ses prières, et redoubla de » vigilance sur lui-même, afin d'arriver à la parfaite pureté de » cœur, par la mortification des sens et de tous les désirs de la » chair ¹. »

Malgré la sainteté de ses premiers fondateurs, le nouvel institut ne pouvait acquérir de stabilité sérieuse qu'avec l'agrément de l'autorité pontificale. Dominique fut donc obligé de faire un voyage à Rome, voyage qu'il fit en compagnie de Foulques, évêque de Toulouse, qui se rendait à la convocation du IV^e concile de Latran.

Nul doute que cette première séparation ne fût un sacrifice pour le cœur et l'humilité de Bertrand, que Dominique laissait seul à Toulouse à la tête de la mission et de la petite communauté. Mais douce fut la joie des deux amis intimes, lorsqu'ils se revirent l'année suivante : Dieu avait béni et multiplié la jeune famille dominicaine, et le pape Innocent III se montrait favorable à son développement, en lui laissant le choix de se donner une règle religieuse, déjà existante, conformément au XIII^e canon du dernier concile.

1216. — Avec le coopérateur de toutes ses œuvres, le bienheureux patriarche s'empressa, à son arrivée en Languedoc, de réunir ses enfants au monastère de Prouille, pour élaborer les constitutions de l'Ordre. Le chapitre général, outre le président, se composait de seize membres, dont huit français : Bertrand de Garrigue, Mathieu, prieur de Saint-Vincent de Castres, Noël de Prouille, Thomas et Pierre Cellani, de Toulouse, Etienne de Metz, Guillaume Claret de Pamiers et Odoric de Neustrie, simple convers ; sept espagnols : Dominique de Ségovie,

(1) Le Père Tournon (*loco jam citato*).

Suero Gomez ¹, B. Manez de Guzman, frère utérin de saint Dominique, Michel de Falera, surnommé Hispanicus, Michel de Uzéro, Pierre de Madrid et Jean de Navarre, né à Saint-Jean-de-Pied-de-Port; un anglais : Laurent d'Angleterre.

Après mûres délibérations, l'assemblée fut d'avis d'adopter, avec les rigoureuses observances des Prémontrés, la règle de Saint-Augustin, dont on portait déjà l'habit, et d'y ajouter quelques statuts particuliers. Il fut ensuite décidé qu'on bâtirait le premier couvent de l'Ordre près de Saint-Romain de Toulouse, église mise à leur disposition par l'évêque de cette ville, et que les Frères, en embrassant la pauvreté la plus absolue, se dépouilleraient de tous leurs biens, de leurs revenus et même de leur patrimoine, pour en faire don à Notre-Dame de Prouille.

Ces résolutions étaient pleinement conformes aux premières inspirations de la jeunesse de Frère Bertrand : son âme, éclairée d'un rayon céleste, avait autrefois rêvé tour à tour et le calme de la vie contemplative, et les labeurs de la vie apostolique. Désormais ses vœux se trouvent accomplis : il pourra goûter les charmes de la solitude dans un monastère et sortir de temps en temps de ce cénacle, tout rempli de l'esprit de Dieu, pour aller par le monde à la conquête des âmes sous l'humble habit de Frère Prêcheur.

Si les chroniqueurs se taisent sur la part active que notre bienheureux prit aux décisions de l'assemblée de Prouille, les événements nous font assez connaître l'influence que durent exercer dans les séances ses sages conseils.

Bertrand était, en effet, regardé comme le premier de l'Ordre, après le fondateur, et avait toutes les qualités requises pour diriger l'institut pendant son absence. Aussi, c'est sur lui que Dominique jette les yeux pour le remplacer, lorsqu'au mois d'octobre il retourne lui-même en Italie, pour faire approuver ses constitutions : « Quand le saint patriarche fut à Rome, dit

(1) Suero Gomez, un des principaux seigneurs de la cour de Sanche I, roi de Portugal, était venu en qualité de chevalier dans l'armée de la croisade contre les Albigeois, lorsqu'il entra dans l'ordre de S. Dominique.

» la chronique, il laissa Bertrand supérieur des autres comme
 » son confident et le plus zélé de sa compagnie ¹. »

Le lieutenant de Dominique eut le talent de se maintenir, comme la première fois, à la hauteur de la confiance de son bien aimé père. Plusieurs titres de cette glorieuse administration qui ont heureusement échappé au vandalisme des siècles, en sont la preuve. On trouve encore des donations faites « à »
 » maître Dominique et à Frère Bertrand, prieur de la maison et de »
 » l'église de Saint-Romain ² ; » les titres portent la seule signature de notre bienheureux et appartiennent à la gestion de 1215 et 1216 ³.

Le soin du temporel du prieuré de Saint-Romain ne fut pas le seul objet de sa sollicitude ; il s'appliqua surtout à inculquer dans l'esprit de ses Frères les principes de la règle, et à les façonner aux rudes exercices de la discipline par l'obéissance, la mortification et par la pratique de l'oraison.

Grâce à son zèle, tous étaient prêts pour les plus généreux sacrifices, au moment où s'exécutait le retour de Dominique de la ville éternelle.

V

1217. — Le saint patriarche arriva à Saint-Romain au mois de juin. Il trouva sa petite communauté très-florissante, occupée, sous la direction de Bertrand, à l'exercice de l'apostolat dans les villes albigeoises. Deux mois après, le 15 août, fête de la glorieuse assomption de la très-sainte Vierge, il put la réunir autour de lui en assemblée générale et promulguer les deux dé-

(1) Jean DE RÉCHAC, *Vie de saint Dominique*, in-4°, Paris, 1647, p. 269.

(2) Jean de Réchac assure que ces titres de donations étaient conservés autrefois dans le couvent de Toulouse.

(3) Quem (Bertrandum) Sanctus Romam, anno M.CC.XV et iterum M.CC.XVI, profectus suis sodalibus Tolosæ præfecit, ut docent acta plura, ejus sigillo his annis munita, et apud nostros ibidem etiamnum servata. (*Vita B. Domini prior, auctore B. Jordano ejus in magistratu ordinis successore* ; Vide ÉCHARD : *Scriptores Ordinis Prædicatorum*, t. I, p. 16, nota 7.)

crets pontificaux qu'il avait obtenus du pape Honorius, le 2 décembre, décrets qui approuvaient canoniquement son Ordre et ses constitutions.

En ce jour à jamais mémorable dans les annales dominicaines, le saint patriarche donne mission à ses disciples d'aller par groupe évangéliser les nations sous la conduite des différents chefs élus par l'assemblée. On aurait dit une seconde Pentecôte. Ces nouveaux apôtres, n'emportant pour toute richesse que la croix de Jésus-Christ et la bénédiction de leur père, se dispersent, pour étendre le royaume de Dieu sur la terre. Ils ne sont que seize ; mais, étant tous des saints, ils sont assez nombreux pour éclairer et embraser peu à peu d'un feu divin l'Europe entière avec ce mystérieux flambeau que Jeanne d'Aza, mère de Dominique, avait entrevu dans une vision céleste, avant la naissance de cet homme extraordinaire.

Suero Gomez, Michel de Uzéro, Pierre de Madrid et Dominique de Ségovie sont envoyés en Espagne, pour y fonder des établissements dans la Castille. Saint Dominique se propose de passer lui-même en Afrique pour évangéliser les Maures. Dans ce dessein, il fait nommer abbé de l'Ordre l'ancien prieur de Saint-Vincent-de-Castres ; mais, Dieu s'opposant à ce projet, il charge Frère Bertrand d'accompagner l'abbé Mathieu à Paris et de l'installer en cette qualité dans le futur monastère de la capitale.

Bertrand est donc toujours l'homme de confiance de Dominique et l'exécuteur de ses ordres dans les plus graves affaires.

En s'éloignant de son prieuré de Toulouse pour aller fonder dans l'ancienne Lutèce un couvent de Frères Prêcheurs, notre bienheureux n'allait-il pas accomplir une mission au-dessus de ses forces ?

La capitale de toutes les Gaules était alors à la tête des peuples par l'éclat de sa civilisation et par la célébrité de ses écoles, qui attiraient dans son sein presque toute la jeunesse des plus nobles familles de l'Europe. Malgré la profonde sagesse du prieur de Toulouse, il y avait, ce semble, témérité de sa part d'aller produire en public dans cette opulente cité, où l'on comptait les plus grandes illustrations, de simples prédicateurs de village, sans talents oratoires et sans célébrité.

Mais Bertrand ne le jugeait pas ainsi : convaincu de sa propre indignité, il comptait uniquement sur la grâce de Dieu, en obéissant aux ordres de son supérieur ¹.

« L'abbé Mathieu et Frère Bertrand, munis de lettres du » Souverain Pontife, qui les autorisait à publier à Paris la confirmation de leur Ordre, quittèrent donc Toulouse à l'époque » de la dispersion des Frères ², » c'est-à-dire à la fin du mois d'août. Ils étaient accompagnés de cinq autres religieux de nationalités différentes, pour pouvoir plus facilement se mettre en communication avec les divers étrangers qui habitaient la capitale.

Pendant le voyage, la petite troupe de missionnaires crut devoir se partager en deux bandes, pour annoncer, avec plus de profit et selon l'habitude de l'Ordre, la parole de Dieu dans les villes et les bourgades échelonnées sur leur route. Or, il arriva que les plus âgés, peut-être les plus zélés à évangéliser les peuples, ne parvinrent à leur destination que trois semaines après l'arrivée des plus jeunes.

Écoutons sur ce fait le bienheureux Jourdain, premier successeur de saint Dominique dans le généralat :

« Frère Mathieu, l'abbé élu, et Frère Bertrand, qui fut ensuite » provincial de Provence, ces deux religieux, dis-je, munis d'un » rescrit pontifical qui les autorisait à propager leur institut, » se dirigent vers Paris avec deux autres Frères, Jean de Narbonne et Laurent d'Angleterre. Avant leur entrée dans la ville, » Dieu, par révélation, fait connaître à ce dernier ce qui arriverait aux Frères, c'est-à-dire plusieurs particularités relatives

(1) Bertrandus, cui Dominicus ob singularem virtutem plurimum confidebat, ejus jussu res sæpe gravissimas administravit, ab eoque cœnobio Tolosano præfectus, et Lutetiam Parisiorum, celeberrimam totius Galliæ urbem, ad constituendum cœnobium, missus fuit. (MAMACHI, *Annalium Ordinis Prædicatorum*, lib. 2, p. 367.)

(2) Hunc (Matheum) misit Dominicus quando Fratres dispersit de Tolosa cum Fratre Bertrandum, cum litteris Summi Pontificis Parisios ad publicandum Ordinem confirmatum. (*Brevis historia ord. Frat. Prædicatorum, auctore anonymo; ex monu. S. Sabinæ, anni 1367 eruit Mabillonus; — Vide DOM. MARTÈNE, Collect., vol. VI, p. 333-334.*)

» à leur logement, à la situation de leurs cellules et à la prospérité future de l'établissement, qui devait admettre dans son sein un grand nombre de religieux.

» Sa prédiction fut ensuite confirmée par l'événement. D'autre part, voyageaient ensemble Frère Manez, frère utérin de saint Dominique, et Michel Hispanicus, ayant avec eux un Frère convers de Normandie, nommé Odoric. Ce sont là tous les religieux qui devaient se rendre à Paris. Les trois derniers, plus expéditifs dans le voyage, arrivèrent les premiers et firent leur entrée dans la capitale, le 12 septembre 1217; ce ne fut que trois semaines après que Frère Bertrand et ses compagnons purent les rejoindre ¹. Leur réunion eut donc lieu au commencement d'octobre ². »

Sans argent et sans ressources, que vont-ils devenir? Durant dix mois, ils sont obligés de vivre dans le plus grand dénuement, sans autre appui que leur confiance en Dieu. Mais le Souverain du ciel, qui, chaque jour, avec leur nourriture offre un toit pour abri aux petits passereaux, ne les abandonne point dans leur détresse. Il les inspire dans leur prédication; et bientôt la ville toute entière est remplie du bruit de leur sainteté. Pierre de Nemours, évêque de Paris, devient leur protecteur; l'université

(1) F. Matheus, electus abbas, cum F. Bertrando qui postmodum fuit prior provincialis Proventiæ.... hi, inquam, destinati sunt Parisiis cum litteris Summi Pontificis, ut ordinem prædicarent, et cum eis alii duo Fratres, Joannes videlicet de Navarra et F. Laurentius Anglicus cui, antequam Parisiis ingrederentur, multa ex his quæ circa Fratres accidere Parisiis, videlicet de habitatione et situ domorum, de receptione multorum fratrum, a Domino revelata sunt, prout ipse prædixit. Et rei postmodum probavit eventus: seorsum autem ab iis F. Manes, uterinus frater S. Dominici, et F. Michael Hispanicus, habentes secum conversum Normanum, cui nomen Odoricus. Hi omnes Parisios sunt transmissi; sed novissimi tres agentes celeribus citibus pervenerunt, ingressi Parisios pridie idus septembris, anno Domini M.CC.XVII, quos, post trium septimanarum spatium, subsecuti sunt alii supradicti. (*Vita B. Dominici prior*; — Vide ÉCHARD: *Scriptores Ord. Prædicatorum*, t. I^{er}, p. 16.)

(2) Qui venerunt Parisios circa principium octobris, anno Domini 1217. (*Brevis hist. Ordin. Frat. Prædicatorum*, auctore anonymo; — Vide DOM MARTÈNE, loco jam citato.)

et le docteur Jean, doyen de Saint-Quentin, leur cèdent l'église de Saint-Jacques, pour en faire leur collégiale, et son hospice des étrangers, pour y bâtir leurs cellules. Telle est l'origine du célèbre monastère qui, en France, devait donner le nom de *Jacobins* d'abord aux enfants de saint Dominique, et ensuite aux clubistes de la Terreur, lorsque ces partisans de Robespierre y tiendraient leurs assemblées tumultueuses et sanguinaires.

1218. — Ce fut le 6 août que Bertrand de Garrigue fit son entrée solennelle avec ses compagnons dans le couvent de Saint-Jacques.

Après avoir réglé l'avenir de ce bel établissement et y avoir installé l'abbé Mathieu, sa mission se trouvant accomplie, il fit ses adieux à ses Frères et quitta la capitale, pour reprendre le chemin de Saint-Romain.

VI

Dominique n'était plus à Saint-Romain, depuis quelques jours ; mais, avant de partir de nouveau pour Rome, il avait eu soin de mettre la dernière main à la première maison de son Ordre, de manière à en bannir le luxe et y faire régner la pauvreté.

Dominique, dit un vieux chroniqueur, voulut que le couvent de Toulouse, qui avait été le premier de son temps, servit de modèle aux autres : c'est pourquoi il fut bâti fort pauvrement, avec des cellules si petites qu'il n'y avait place que pour y mettre un fagot d'osier ou de jonc pour dormir dessus, et une petite table pour étudier ou écrire ; le tout si chétif et d'une si vile étoffe qu'il témoignait assez la grande humilité et pauvreté en laquelle l'Ordre était fondé et l'esprit divin de ce glorieux patriarche ¹.

L'ameublement et les nouvelles dispositions de Saint-Romain ne pouvaient être que conformes au goût de Bertrand ; mais, à son arrivée, il eut le déplaisir de trouver sa communauté dans la plus grande désolation.

(1) *Vies des Saints*, par l'abbé DARRAS, t. VIII, 4 août, p. 75.

De graves événements s'étaient accomplis dans la ville même de Toulouse au sujet des démêlés de Simon de Montfort avec Raymond VI.

Dépossédé de ses états par le concile de Latran comme fauteur de l'hérésie albigeoise, Raymond s'était d'abord retiré en Espagne. Son fils, devenu majeur, avait soumis le Comtat-Venaissin à son obéissance par le bon accueil des Avignonnais et par le concours de quelques chevaliers dauphinois, parmi lesquels on distinguait Lambert Adhémar de Monteil; d'autre part, Simon de Montfort, plein de sécurité pour son comté de Toulouse, avait voulu se venger de la félonie des Adhémar et des Poitiers en ravageant leurs terres et en assiégeant la citadelle de Crest.

Raymond VI saisit l'occasion favorable. Franchissant les Pyrénées avec quelques braves, il entraîne à sa suite les comtes de Foix et de Comminges, et se présente devant son ancienne capitale, qui lui ouvre triomphalement ses portes, le 13 septembre 1217.

A cette nouvelle, Simon de Montfort abandonne le Dauphiné, marche à grands pas sur Toulouse; mais, arrêté sous ses remparts, il est obligé d'investir la ville et d'en faire le siège, qui dure pendant neuf mois. Le lendemain de la Saint-Jean, il tentait encore un assaut général, lorsqu'il est frappé à la tête d'un coup de pierre et meurt de sa blessure. A cette nouvelle son armée se débande; les hérétiques furieux dans leur victoire commettent toutes sortes d'horreurs; Guillaume IV, prince d'Orange, partisan d'Amaury, fils et héritier de Simon de Montfort, est pris par les Avignonnais, qui l'écorchent vif et coupent son corps en morceaux.

Pour mettre un terme aux criminelles atrocités de l'hérésie, le pape Honorius IV avait déjà publié, par sa bulle du 11 du mois d'août, une nouvelle croisade contre les Albigeois, lorsque Bertrand de Garrigue, de retour de Paris, revoyait Saint-Romain.

En présence des maux sans nombre qu'avait soufferts sa communauté, que pouvait faire le bienheureux? Il se contenta de relever le moral de ses compagnons encore tout tremblants de terreur au souvenir des fâcheux événements qu'ils avaient

eus sous les yeux ; il pourvut ensuite aux premières nécessités du moment, et attendit, pour régler les affaires majeures, l'arrivée de Dominique, qui accourait en toute hâte d'Italie, après avoir fondé à Rome le couvent de Sainte-Sabine.

« Dominique, dit l'histoire de l'Ordre, arriva de Rome en » Occitanie, vers le mois d'octobre M.CC.XVIII. Plusieurs motifs » urgents l'amènèrent dans la province : la mort de Simon de » Montfort, son ami le plus intime, tué, le 25 juin, après un » siège de neuf mois devant les remparts de Toulouse, par un » coup de pierre lancée d'un catapulte ; les consolations à donner à ses compagnons dans l'accablement où les avait laissés » la perte de l'illustre héros, leur protecteur le plus serviable ; » l'état des affaires de l'Ordre, bien en souffrance dans la contrée depuis les dernières victoires des hérétiques ¹. »

Autant qu'il pouvait le lui permettre sa courte visite, il remédia, de concert avec Bertrand, aux affaires du prieuré, consola ses Frères et les exhorta à supporter les misères de la vie par des motifs de foi ; puis, après leur avoir fait quitter l'aumusse et le surplis de chanoine régulier, pour revêtir l'habit et le scapulaire blancs avec le manteau noir de ses religieux de Sainte-Sabine, il leur fit ses paternels adieux et prit à travers les Pyrénées le chemin de l'Espagne.

Bertrand suivit-il dans ce voyage son bien aimé père ?

Le Père Jacques Lafon le soutient, dans l'*Année dominicaine*, où on lit : « Saint Dominique, ayant confiance en ce serviteur » de Dieu, le prit pour compagnon dans les voyages qu'il fit

(1) Dominicus Roma egressus, circa mensem octobris M.CC.XVIII, in Occitaniam venit. Ut in eam provinciam se conferret, plura urgebant: mors Simonis comitis Montisfortis, amici sui conjunctissimi, quem in obsidione Tolosæ a novem mensibus hærentem lapis e machina projectus obruerat, die XXV junii ejusdem anni; sodales sui, amisso illo insigni Heroe, patrone suo beneficentissimo, mœrore confecti et consolandi; res sui ordinis, prævalentibus in illa regione hæreticis, non parum perturbatæ: his, quantum licuit in transcurso, reparatis, recreatis Fratribus... Hispaniam ingressus est. (ÉCHARD, *Scriptores Ordinis Prædicatorum*, p. 19.)

» en France et en Espagne ¹. » L'auteur espagnol du *Sacré journal dominicain* l'affirme aussi très-positivement : « El beato Bertran de Garriga fue compañero del Padre sancto Domingo en los viagos de Italia y Espana ². »

Dans cette hypothèse, en visitant ses Frères de Madrid, notre bienheureux aurait contribué à la fondation du couvent de Ségovie, sous l'épiscopat de Gérard, évêque de cette ville.

Cependant le Père Échard ne partage pas cette opinion et croit que saint Dominique laissa son compagnon à Toulouse : « Le » saint patriarche, dit-il, prit la route d'Espagne, après avoir » laissé pour supérieur aux religieux de Saint-Romain Frère » Bertrand, qu'il avait envoyé, l'année précédente, à Paris avec » l'abbé Mathieu, mais qui, vraisemblablement, était alors de » retour à Toulouse ³. »

Cette version paraît fort probable, si l'on considère le besoin qu'avait la communauté de Toulouse d'avoir à sa tête un homme d'expérience pour remédier aux calamités de la dernière guerre.

Bertrand, paraît-il, régla si bien, en quelques mois, les affaires du Languedoc qu'il put suivre à Paris le fondateur de l'Ordre, à son retour d'Espagne.

VII

1219. — « En l'année m.cc.xix, dit le bienheureux Jourdain, » saint Dominique quitta l'Espagne et entra en France, pour » aller jusqu'à Paris. Selon la manière de compter de cette » époque, ajoute Échard, il franchit les Pyrénées après le 25 » mars, c'est-à-dire après la fête de Pâques, qui fut le 7 avril ;

(1) In-4°, Amiens, année M.DCC.XVI, p. 277.

(2) *Sacro diario dominicano en el qual contiene una breve insinuation de las vidas de los sanctos, beatos y venerables de la orden de predicadores, traducido de Italiano en Espagnol par R. P. Francisco Vidal, regente de estudios y prior del real couvento de Valencia, in-4°, 1747, Valencia.*

(3) Relicto ipsis præfecto Fr. Bertrando de Garriga, quem anno superiorum cum abbate Matheo Parisios miserat, sed qui, ut conficere est, tunc Tolosam redierat, S. Patriarcha Hispaniam ingressus est. (*Scriptores Ordinis Prædicatorum*, p. 19.)

» il regagna ensuite l'Occitanie, embrassa pour la dernière fois
 » ses enfants de Toulouse, prit pour compagnon de voyage
 » Frère Bertrand de Garrigue et se mit en route avec lui en
 » suivant les grands chemins qui devaient les conduire à la
 » capitale ¹. »

Qui pourra nous redire les touchants épisodes qui arrivèrent à ces hommes de Dieu durant le voyage ?

Prenons pour guide et écoutons le successeur de saint Dominique dans le généralat, l'écrivain de l'Ordre qui avait connu Bertrand et recueilli de sa propre bouche le récit des faits qu'il raconte :

« En allant de Toulouse à Paris, le bienheureux Père Domini-
 » que traversa Roca-Madour, où il passa pieusement la nuit
 » dans l'église de la bienheureuse Vierge Marie, ayant pour
 » compagnon de route et pour imitateur de sa sainteté et de sa
 » dévotion le Frère Bertrand, le premier prieur de Provence ². »

La réputation dont jouissait alors le pèlerinage de Roca-Madour avait sans doute engagé les deux grands serviteurs de Marie à se détourner un peu de leur chemin, pour avoir le bonheur de passer une nuit entière auprès de celle qu'ils se plaisaient à appeler Notre Dame.

Un tableau d'assez bon goût, exposé dans l'antique sanctuaire, redit encore à la postérité le souvenir de cette nuit auguste : Dominique et Bertrand y paraissent comme deux anges en contemplation en présence de la reine du ciel ; et le pèlerin, qui

(1) Anno M.CC.XIX, Hispaniam reliquisse et exinde in Franciam et Parisios usque venisse Dominicum asserit Jordanus, adæoque juxta stylum ejus ætatis post XXV martii, vel post Pascha quod fuit VII aprilis, Hispaniam ingressus est, Occitaniam repetens, et suos Tolosanos ultimo amplexus, Fr. Bertrandum de Garriga socium assumpsit, et magnis itineribus Parisios contendit. (*Scriptores Ordinis Prædicatorum*, p. 19.)

(2) Idem B. P. Dominicus de Tolosa vadens Parisios, per Rupem Amatoriæ transiens, in ecclesia B. Mariæ pernoctavit devotè, habens socium itineris, sanctitatis et devotionis Fr. Bertrandum, qui fuit primus Fratrum Provinciæ prior. (Ex supplemento *Vitz S. Dominici*, ex parte secunda libri, cui titulus : *Vitas Fratrum*. — Vide ÉCHARD, *Scriptores Ordinis Prædicatorum*, in-folio, Paris, 1719, t. I^{er}, p. 39.)

va s'agenouiller devant l'image de la Mère de Dieu, semble respirer encore, sous ces voûtes noircies par le temps, le parfum de sainteté qu'exhalèrent dans l'oraison les lèvres pieuses de ces infatigables propagateurs du rosaire.

Le lendemain matin, Maître Dominique et Frère Bertrand reprenaient leur route, n'ayant sur eux ni or, ni argent, ni provisions : ils cheminaient sous l'œil de Dieu, demandant humblement l'aumône et se contentant de la nourriture la plus grossière que voulait bien leur accorder la charité des cœurs compatissants. Le silence n'était interrompu que par les accents de la prière et des colloques spirituels ; car le saint patriarche voulait que les siens ne parlassent que de Dieu ou avec Dieu. Parfois, comme pour réveiller leur courage et tromper la longueur du chemin, ils chantaient des hymnes saintes, les litanies de la Vierge, l'*Ave maris stella* ¹, sublime expression de leur confiance en Marie ; et les échos des collines saluaient avec eux l'*étoile matinale*, la *porte du Ciel*, l'*admirable Vierge*, la *plus douce des vierges*, *guide fidèle du chaste voyageur dans le chemin de la vie* ².

« Or il arriva que le jour même où ils avaient quitté Notre-Dame de Roca-Madour, ils furent joints sur la route par des pèlerins allemands qui, les ayant entendus réciter des psaumes et des litanies, se mirent pieusement à leur suite.

» Au prochain village, leurs nouveaux compagnons les invitèrent à dîner ; et ils agirent de même pendant quatre jours consécutifs. Le cinquième jour, le bienheureux Dominique dit à Bertrand de Garrigue : Frère Bertrand, j'ai conscience de voir que nous moissonnions le temporel de ces pèlerins, sans pouvoir semer en eux le spirituel. C'est pourquoi, s'il vous plaît, mettons-nous à genoux, et demandons à Dieu la grâce d'entendre et de parler leur langage, afin que nous leur annoncions le Seigneur Jésus. Ce qu'ayant fait, ils commencèrent à s'exprimer en allemand, à la grande surprise des

(1) *Couronne de Marie*, N.° 12.

(2) *Virgo singularis, inter omnes mitis, nos culpis solutos, mites fac et castos; vitam præsta puram; iter para tutum.*

» pèlerins, et pendant quatre autres jours qu'ils furent en-
 » semble, jusqu'à Orléans, ils s'entretenirent du Seigneur Jé-
 » sus. A Orléans, les pèlerins suivirent la route de Chartres,
 » et laissèrent Dominique et Bertrand sur celle de Paris, après
 » avoir pris congé d'eux et s'être recommandés à leurs prières.

» Le lendemain, le bienheureux Père dit à Bertrand : Frère,
 » voici que nous arrivons à Paris ; si les Frères apprennent le
 » miracle que le Seigneur a fait, ils nous regarderont comme
 » des saints, tandis que nous ne sommes que des pécheurs ; et,
 » s'il vient aux oreilles des gens du monde, notre humilité
 » courra de grands risques. C'est pourquoi je vous défends d'en
 » parler à personne, avant ma mort ¹.

» Cette défense fut religieusement observée ; mais après le
 » décès de saint Dominique, Frère Bertrand raconta ensuite
 » le fait à ses pieux compagnons ². »

(1) In crastinum autem quosdam peregrinos Teutonicos obvios habuerunt in via. Qui audientes eos psalmos et litaniam dicentes, eis adhæserunt devotè, et ad villam prævenientes invitaverunt eos, et more suo dapsiliter procurarunt : sicque fecerunt per quatuor continuos dies. Quadam igitur die ingemiscens B. Dominicus dixit socio suo : Fr. Bertrande, vere conscientiam habeo, quod istorum peregrinorum carnalia metimus, cum eis spiritualia non seminemus. Unde, si placet, flexis genibus oremus Dominum, ut linguæ ipsorum intellectum det nobis pariter et loquelam, ut eis Dominum Jesum annuntiare possimus. Quod cum fecissent, stupentibus illis, intelligibiliter Teutonicè sunt locuti, et per alios quatuor dies ambulantes cum eis, et loquentes de Domino Jesu, tandem venerunt Aurelianum. Cumque dicti Teutonici vellent ire Carnutum, dimiserunt eos in strata Parisensi, eorum se orationibus humiliter commendantes.

Altera vero die dixit B. Pater Fr. Bertrando : Ecce, Frater, ingredimur Parisios. Si scirent Fratres miraculum quod Dominus fecit nobis, crederent nos sanctos, cum simus peccatores ; et si ad sæculares venerit, multæ putebimus vanitati : unde per obedientiam prohibeo tibi ne hoc ante mortem meam alicui dicas. (Ex supplemento *Vitæ S. Dominici*, ex parte secunda libri, cui titulus : *Vitas Fratrum* ; — Vide ÉCHARD, *Scriptores Ordinis Prædicatorum*, loco jam superius citato. — Notre traduction est celle du P. Lacordaire, qui, dans la *Vie de S. Dominique*, a lui-même traduit ce passage de Gérard de Fruchet, *Vies des Frères*.

(2) *Scriptores Ordinis Prædicatorum*, loco jam citato. — Sicque servatum est : post mortem enim B. Patris hoc dictus Bertrandus devotis Fratribus enarravit.

Le couvent de Paris ne comptait qu'une année, depuis sa fondation, et déjà trente religieux étaient réunis dans son sein, lorsqu'arrivèrent les deux chefs de l'Ordre. Cette prospérité les consola, et ils dispersèrent sur toute l'étendue de la France ces nouveaux missionnaires apostoliques, pour fonder de nouveaux établissements.

Le séjour de Dominique et de Bertrand dans la capitale fut de courte durée : ils n'y restèrent qu'un mois environ, selon le témoignage de Jourdain de Saxe et d'Humbert de Romans ¹.

Mais quelques semaines leur suffirent pour convertir un grand nombre de pécheurs par leurs conférences publiques ou particulières. Ils reçurent aussi dans le couvent de Saint-Jacques plusieurs personnages de distinction et promirent à Alexandre II, roi d'Écosse, alors en visite auprès de Blanche de Castille, mère de Saint Louis, d'envoyer d'outre-mer dans son royaume quelques-uns de leurs religieux.

Satisfaits des progrès de l'Ordre dans la ville royale, ils quittèrent Paris l'un et l'autre, vers le mois de septembre, Dominique pour se diriger vers Bologne, à travers les Alpes, Bertrand pour descendre en Provence, avec mission de reprendre le gouvernement de Saint-Romain, cette maison-mère qu'il administrait avec tant de sagesse, et qui était devenue par sa régularité le modèle de toutes les autres.

(A continuer.)

L'ABBÉ ISNARD,
curé de Tulette.

(1) *Eum paululum demoratum, addunt Jordanus et Humbertus, circiter mensem in regia urbe subsistere. (Ibid., p. 19.)* — Humbert, né à Romans, avait reçu l'habit des Frères Prêcheurs dans le couvent de Saint-Jacques, à Paris, en 1234; il fut élu cinquième général de son Ordre à Bade, en 1254, écrivit plusieurs ouvrages, entre autres une histoire abrégée de la vie de S. Dominique, une petite chronique de son Ordre depuis 1203 jusqu'en 1254, etc., et mourut dans le couvent de Valence, le 14 juillet 1277.

RECHERCHES

SUR

LES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE

DE LA VILLE DE VALENCE.

SUITE. — Voir *Bulletin*, N.º 6, 7, 8, 9, 11, 13, 14, 15, 16, 17.

Hôpital Saint-Sébastien ou des Infects.

Dans une délibération du Bureau des pauvres, en date du 31 janvier 1621, il est question d'un *hôpital des Infects*. C'est à l'occasion d'un recensement des pauvres qui encombraient la ville. Il y est dit : « & feront vuidier tous ceux qui » se sont rendus réfidants à l'hôpital des Infects¹. »

Cette mesure avait été précédée d'autres mesures de police administrative dont la rigueur s'explique par les idées qui dominaient à cette époque, mais ne s'excuse pas dans les nôtres. Ainsi, « du 14 janvier 1618..... a été conclu que » les pauvres qui ont l'aumône générale & qui demandent » aux portes des églises & par la ville, feront mis en prison » pour la première fois &, pour la seconde, feront fourtis » hors la ville..... » Du 20 janvier 1619, défense est faite aux habitants de la ville de loger des pauvres étrangers, « sous peine de 30 livres d'amende². »

Lorsqu'une maladie épidémique févissait autour de la

(1) Registre du Bureau des pauvres. Aux archives de l'hôpital.

(2) *Ibid.*

ville, la crainte d'une contagion que l'on était impuissant à conjurer autorisait des mesures exceptionnelles pour en préserver les habitants. C'était dans les mœurs du temps, & l'esprit public les acceptait ; telle était la terreur qu'inspirait ce mot de *peste*, si fréquemment répété dans les historiens des XV^e, XVI^e & XVII^e siècles.

Nos archives municipales nous en fournissent de curieux documents dans les délibérations de nos conseils :

Du 22 avril 1478, « il fut conclu qu'on ne laisseroit pas » entrer les pauvres de la ville, de crainte de la peste, & » qu'on leur donneroit aux portes le pain & le vin qui leur » seroient nécessaires aux dépens de la ville¹. »

Du 13 may 1491, « il fut conclu qu'on feroit fortir de la » ville tous les pauvres étrangers, à qui on donneroit de » l'argent & du pain, & qu'on défendrait aux hospitaliers de » ne recevoir que pour une nuit les pauvres étrangers, & » qu'attendu qu'il y avoit des chaînes trop courtes, on les » feroit allonger & attacher au coin de chaque rue². » On se barricadait comme en présence de l'ennemi. La rue Briffaut avait le nom de *rue de la Chaîne*, & l'on voit encore à l'entrée de l'étroite rue de l'Hôtel-de-Ville des anneaux où l'on attachait ces chaînes pour intercepter la circulation.

Du 19 mars 1500, « où, sur le bruit qui couroit » que la peste étoit à La Voûte, il fut conclu qu'on feroit » la garde aux portes..... »

Du 24 septembre 1720, « où il fut conclu qu'on » feroit réparer les guérites & les corps de garde des portes » dont on avoit besoin, attendu qu'on faisoit la garde à » cause de la contagion de Marseille³. »

(1) Aux archives de la mairie. Registre des délibérations, fol. 26.

(2) *Ibid.*, fol. 294.

(3) *Ibid.*

La peste, cette maladie dont l'essence est inconnue, mais dont les symptômes, bubons, charbons, pétéchies, sont si promptement mortels, s'étendait, en effet, avec une grande rapidité & était regardée comme éminemment contagieuse. On comprend l'émotion qu'elle devait éveiller dans les masses & les précautions que l'on cherchait à opposer à sa marche.

Au dire de nos historiens dauphinois qui les ont relatées, elle aurait fait plusieurs invasions dans nos contrées. Valbonnays en signale une en 1347 : « Il survint alors une peste » qui fit d'étranges ravages dans toute l'Europe. On com-
 » mença d'en ressentir les effets à Avignon au mois de mars de
 » cette année. Il est parlé, dans l'histoire de la vie de Clément
 » VI, du grand nombre de personnes qu'elle emporta. Les
 » cimetières de la ville ne suffisant pas pour la sépulture des
 » morts, on fut contraint de creuser de grands fossés dans
 » la campagne, où on les entassoit par monceaux. Ce fléau
 » passa bientôt d'Avignon dans les provinces voisines. Le
 » Dauphiné n'en fut pas exempt. On rejeta sur les Juifs la
 » cause de cette grande mortalité. On les accusa d'avoir em-
 » poisonné les fontaines & les fruits de la terre. Quelques-
 » uns, en Allemagne, avoient été brûlés pour ce sujet. Ils
 » ne furent pas si maltraités à Avignon. Clément VI ne
 » voulut pas souffrir qu'ils fussent persécutés pour ce pré-
 » texte. Il n'en fut pas de même dans les pays de l'obéis-
 » sance du Dauphin : plusieurs furent livrés à la justice, aux-
 » quels on fit souffrir divers tourments ¹. »

Chorier en cite plusieurs qui ont sévi dans le Dauphiné :
 « Cette province », dit-il ², « fut affligée d'une maladie po-
 » pulaire qui dégénéra en peste. Le Viennois & le Graisi-
 » vodian en reçurent les premières attaques; &, après,

(1) *Histoire de Dauphiné*, t. I^{er}, p. 347. *Humbert II*.

(2) *Histoire générale de Dauphiné*, t. II, liv. XIV, sect. XV, p. 480.

» s'étant répandue partout, il n'y eut presque point de lieu
 » qui en fût exempt. Des maisons, elle en fit des cimetières,
 » ne laissant rien qu'elle n'abattît dans celles où elle entroit.
 » Elle avoit commencé l'esté de l'an M.CCCC.LXXXII (1482).
 » L'hyver en échauffa la violence au lieu de la diminuer;
 » & l'année suivante, elle n'en eut pas moins..... »

..... « Une horrible famine affligea cette province
 » l'année suivante (1530). Le prix du festier de froment fut,
 » dans Grenoble, de 12 florins : de sorte que les peuples de
 » la campagne furent réduits à cette misère que de paître
 » l'herbe dans les prés. Il en mourut une multitude infinie
 » dans cette province & dans les provinces voisines; car ce
 » mal leur fut commun. Il fut suivi d'une peste qui dura
 » deux années¹..... »

On peut lire, dans l'*Histoire de l'Université de Valence* par M. l'abbé Nadal², le récit de la peste qui ravagea notre ville en 1564. On y verra les preuves d'active surveillance, de dévouement & de sollicitude administrative données par le premier consul de la cité, Claude Rogier, professeur de l'Université, signalé à la reconnaissance des Valentinois par d'autres & nombreux services. L'évêque de Valence, Jehan de Montluc, qui en était le seigneur temporel, avait raison de lui écrire : « Monsieur Claude Rogier, que j'ayme & honore pour vostre vertu & prudence, & pour le devoir que vous avez fait à secourir la ville en son grand besoin..... »

Vingt ans après, en 1586, « la peste qui s'enflamma de tous côtés », dit Chorier, « suspendit durant quelques mois le progrès de la guerre. Elle fut si violente qu'il n'y eut ni ville ni lieu, tant soit peu peuplé, qui en fût exempt. Dans plusieurs & presque dans toutes les villes,

(1) *Histoire generale de Dauphiné*, t. II, liv. XVI, sect. IV, p. 530.

(2) P. 86 & suiv.

» les trois quarts des habitants furent emportés. Mais Valence en fut principalement ravagée ¹..... »

« La peste régna encore », dit M. Delacroix ², « mais ce fut pour la dernière fois, de 1628 à 1631. Elle fit de grands ravages sur tous les points du département, notamment dans le Tricastin..... » En 1720, « la peste de Marfeille causa de vives alarmes, & l'on voit par les registres des communes qu'elles prirent de grandes mesures pour s'en préserver..... »

Pour nous, heureusement, nous n'avons à en noter le souvenir que pour honorer le dévouement héroïque & la charité chrétienne de Mgr. de Belzunce.

Un fait curieux & qui prouve à quel degré cette crainte d'infection était portée, c'est que, dans la peste de 1564, le Conseil de ville prit la résolution de tenir ses séances au milieu de la place aux Clercs, « attendu », est-il dit dans ses délibérations, « qu'on ne pouvoit les tenir dans la maison consulaire sans s'approcher les uns des autres & s'infecter, vu le grand nombre de pestiférés & infects qui étoient dans la cité, & qu'il y en avoit bien peu qui se pussent dire sains & exempts de l'infection; ce qui fut cause que l'on advisa faire les assemblées dans ladite place & que l'on se tiendroit un peu loin les uns des autres, sans se presser, pour obvier, autant qu'il plairoit à Dieu, au danger d'infection ³. »

Une des mesures que nécessitaient ces calamités, c'était, avant tout, un hôpital spécial où les malades pauvres & sans secours pussent être reçus. C'était la meilleure manière de les séquestrer, puisqu'on redoutait à ce point la contagion.

(1) *Histoire générale de Dauphiné*, t. II, liv. XX, sect. X, p. 715.

(2) *Statistique de la Drôme*, p. 171.

(3) Délibération du 8 octobre 1564. Aux archives de la mairie.

Cet hôpital fut créé; car, dans une requête du recteur des pauvres réclamant les pensions dues par la communauté, il est dit : « que les passants pauvres, les malades & infirmes » sont reçus dans les hôpitaux de Saint-Esprit & de Saint- » André; que les revenus de ces deux établissements sont » perdus depuis la construction de la citadelle; que les lé- » preux étoient séquestrés à Saint-Lazare, ou *la prairie*, » hors la ville; & *les pestiférés dans l'hôpital Saint-* » *Sébastien*¹. »

Cet hôpital Saint-Sébastien, que nous ne trouvons pas mentionné avec les autres dans l'inventaire des archives de Saint-Apollinaire, est évidemment le même que celui qui avait le nom d'*hôpital des Infects*.

Pour celui-ci, j'ai peu de renseignements. Rien ne nous a dit la date de sa fondation; nous avons seulement celle de sa ruine.

Dans la délibération du Bureau des pauvres du 11 avril 1689, on lit : « Mondit Seigneur », (c'était l'évêque qui le présidait; à cette date, Mgr. Guillaume Bochard de Champigny; il a occupé le siège épiscopal de 1687 à 1705) « Mondit Seigneur a encore proposé que l'*hôpital des In-* » *fects* de cette ville ayant été entièrement démolí & n'y » restant que quelques cailloux & pierres de peu de confi- » dération, & ledit sieur de Breffac pouvant se servir dedit » cailloux, qui sont enlevés & emportés par des particuliers, » a esté délibéré que lesdits matériaux sont accordés audit » sieur de Breffac². »

M. de Breffac, dont le nom se retrouve souvent à diverses époques dans nos archives hospitalières, était à ce moment recteur du Bureau des pauvres, auquel il avait rendu beaucoup de services.

(1) Aux archives de l'hôpital, série B, III, B. 1.

(2) Aux archives de l'hôpital.

L'hôpital des Infects occupait les bâtiments du vieux séminaire près Saint-Jean. « En l'année 1680, la ville accorda » à Messieurs de la Congrégation du Saint-Sacrement la » faculté de loger dans les bâtiments *dits des Infects, qui* » *sont ceux du vieux séminaire.....* Messieurs du Saint- » Sacrement étoient simultanément directeurs du séminaire » & du collège de Valence¹. »

Voici, d'ailleurs, ce titre, tel qu'il existe dans nos registres municipaux : « Du 10 avril 1680, où, sur la requête » de Messieurs du séminaire, on leur accorda la jouissance » de l'hôpital des Infects, & on leur permit d'y faire les réparations nécessaires; néanmoins, sous le bon plaisir de » M. l'Intendant & à la charge que, le malheur de la contagion arrivant, ils rendroient ledit lieu à la ville, tout le » temps que ledit mal dureroit; après quoi, ils reprendroient ledit lieu, qui seroit exempt de toutes charges². »

Nous avons vu qu'au-delà de cette date, la peste n'a plus reparu dans notre ville, de sorte que cette cession est devenue définitive.

J'ai lieu de croire que l'hôpital des Infects, dont nous venons de constater la disparition en 1680, existait bien avant le XIV^e siècle.

Dans l'inventaire de Saint-Ruf (fol. 167), il est question d'un *hospice situé dans la rue des Bancs*. A la date du 23 juillet 1367, est la « vente passée par Hugues Levrat à Roftaing Torrel, marchand de Valence, d'un hospice situé » dans la rue des Bancs relevant de la directe de Saint-Victor, sous la cense de 3 ou 4 deniers; — au tas est l'investiture & la quittance des lods passée par le prieur de » Saint-Victor. — No.^{re} Jean Reba ». — Du 17 octobre

(1) Rapport au Conseil municipal. (Séance du 10 novembre 1814.) — Aux archives de la mairie.

(2) *Ibid.*, fol. 229.

1389, est une « reconnaissance passée par noble Florimond » de Rubi au profit du seigneur abbé de Saint-Ruf, à cause » du prieuré de Saint-Victor, d'un hospice situé dans la rue » des Bancs, sous la cense de 6 deniers. — No.^{re} Jean » Cuismot. »

La *rue des Bancs* était cette rue qui « commence à ladite » place Saint-Jean & va contre la citadelle¹ ». Elle faisait suite au marché Saint-Jean & devait être une dépendance de ce marché.

Ce nom de rue des *Bancs* lui venait des bancs sur lesquels on étalait la marchandise. On trouve cette indication formelle dans l'inventaire des archives de Saint-Apollinaire : « Parchemin en date du 23^e mars 1402, par lequel M.^{re} du » Chap.^{re} de l'Église de Valence adcentent un *banc* & place » devant le grand mazel de Valence². »

A la rue des Bancs, c'étaient les bouchers qui étaient établis. Le registre de la Baylie de la Sacristie nous l'apprend : « Isle confrontant du levant & couchant les deux » rues des Bancs, & de bise la place des Hommes (c'était » l'esplanade de la citadelle), où *soulait avoir un banc de » boucher*³. »

L'indication de cet hospice de la rue des Bancs peut donc bien s'appliquer à l'hôpital des Infects, car les bâtiments de l'ancien petit-séminaire, les mêmes cédés à M.^{re} du Saint-Sacrement, étaient précisément sur cette rue.

Je dois dire que le cadastre de 1547 ne mentionne aucun établissement de ce genre dans la vingt & ugniesme isle (fol. 147) qui englobe le collège & le séminaire, « de la place » Saint-Jehan, tirant par la rue des Bancs du soleil levant

(1) Archives du chapitre Saint-Apollinaire, fol. 26.

(2) *Ibid.*, fol. 1367.

(3) Archives du chapitre, sacristie, fol. 477.

» à l'antrée d'ung violet traperceant en la rue de la
» Farnerie..... & par ladiète rue de la Farnerie à la
» mayfon de Jehan Allot dit Duguet fayfant carré à l'antrée
» du violet du cymetiere Saint-Jehan. »

Il est étonnant que cet hôpital n'y foit pas indiqué, puisqu'il est établi pour nous qu'il existait de 1367 à 1681.

(A continuer.)

F. DUPRÉ DE LOIRE.



NOTICES RELATIVES AUX GUERRES DE RELIGION

TIRÉES DES

ARCHIVES DU COUVENT DE SAINT-FRANÇOIS DE MONTÉLIMAR

MISES EN ORDRE

par **E. ARNAUD**,

d'après le manuscrit de **M. VALLENTIN**, de Montélimar.

Voir *Bulletin*, 16^e, 17^e, 18^e liv., p. 110, 212, 366.



1578

7 janvier. — Château visité pour réparer.

13 mars. — Assemblée à La Laupie des communautés catholiques icy nommées pour y recevoir les ordres de Maugiron à se bien conduire pour le service du roy.

25 mars. — Autre assemblée de ceux du ressort de Montélimar, à Marsanne, demandant permission à M. de Maugiron de se deffendre contre ceux qui les veulent forcer de contribuer contre les édits de paix. Les villes tenues par les huguenots.

18 avr. — Voleurs des Pillles pris. Gouverneur d'Orange qui les favorisoit, retenu prisonnier par les citoyens. Autre par eux mis à sa place.

14 may. — On commence à rebâtir l'église ruinée de Cruas.

18 juin. — Cimetière des huguenots à Narbonne.

1 juillet, alibi 24 juin. — États à Grenoble. On y résolut qu'on licenciéroit et payeroit les troupes, attendu l'exécution de l'édit de pacification.

2 septembre. — Ceux de Beaucaire tuent leur gouverneur et sa suite comme rançonnant.

Fin septembre. — Fut publiée la paix de Poitiers¹, en exécution de laquelle fut établie en ce pais la chambre mi-partie. Lesdi-

(1) Du 17 sept. 1577.

guières et son party n'étant contents de cette paix, il en empêcha la publication dans Gap et Die. — Cecy paraît plutôt regarder l'an 1577¹.

7 octobre. — Imposition de 4 écus par feu faite par M. de Maugiron et les gens des Comptes pour entretenir toutes garnisons de part et d'autre jusqu'à ce qu'on aye entièrement désisté des deux côtés de toute hostilité et quitté les armes, comme de ce faire ont été données assurances, ce qui pourtant n'a pu être encore convenu et accordé en la dernière assemblée de Die; et ce en attendant que l'édit de pacification soit entièrement observé et exécuté dans tout le royaume.

19 octobre. — Paroisses unies courent sur les brigands.

1579

..... Président Gentillet, un des chefs du conseil de justice établi à Die par M. de Lesdiguières devant les guerres.

13 janvier. — Noble Alain de Pracontal, gouverneur de Montélimar.

23 février. — Ligueurs au siège de Rosses par ordre du visénéchal pris le dernier février.

15 mars. — Colas, par ordre de Maugiron, mande ceux du ressort venir au Montélimar mardy prochain trouver Maugiron.

Novembre. — Chez Daniel commença la 6^e, aliis 7^e guerre par les huguenots. Pour son commencement en cette province voy. Chorier, fol. 183. — Service à l'hôpital.

10 novembre. — Jusqu'à 1580; à la récolte le bled s'est icy vendu 6 écus d'or sol la saumée : c'est 10 florins ou 2 écus d'or sol le settier.

1580

8 avril. — Nous habitons chés Roche.

3 juin. — Plainte du roy² contre les princes sur l'inobservation de la paix.

(1) Cette remarque est fondée, car on ne peut admettre qu'un an se fût écoulé sans que l'édit de paix eût été publié dans la province.

(2) Le roi déclare que son désir sincère a toujours été d'exécuter l'édit de Poitiers, et il le confirme de nouveau.

26 novembre. — 6^e chés Daniel, *aliis* 7^e paix ¹, ratifiée le 26 déc. et vérifiée en jan. 1581. Elle ne fut vérifiée ou exécutée en Dauphiné qu'au mois d'aoust 1581.

1581

Janvier. — Vente de fonds par le prieur de Saint-Marcel. Il dit que comme le roy par son édit de 1563 eut ordonné être vendus des biens d'église jusques à la somme y portée, comme les commissaires à ce députés, étant la plupart de la religion prétendue réformée, eussent sans garder aucune mesure fait tomber la cote de chaque diocèse sur certains ecclésiastiques sans garder aucune égalité, ceux-cy s'en étant plaints au roy, sa Majesté leur avoit permis de se cotiser et égaliser la somme sur eux levée, réacheter les choses vendues et vendre de nouveau leurs autres pièces moins dommageables, le chaqu'un jusqu'à sa cote, ce qu'auroit fait luy prieur, rachetant et revendant pour pouvoir payer sa cote.

22 février. — Temps de guerre. Livron aux huguenots.

Avril (*fin*). — *Pestis grassabatur*, et le père Marcon en mourut sur la fin de may.

24 may. — Garde bourgeoise icy.

3 juin. — Peste et troubles de guerre, et le 7.

7 novembre. — Selon l'ordre donné par Monseigneur le duc de Mayenne de démanteler Tullettes et en abattre les fortifications, en prenant à cet effet 36 hommes chaque jour et certain nombre de massons, que doit faire fournir M. de Chabrillan, commissaire dudit seigneur duc. Capitaine Ymbert Béraud, de Crest, proteste contre ceux de Donzère qui n'ont fourny leur contingent.

12 novembre. — Sont été les états à Grenoble.

1582

22 février. — Noble Charles de Mallet ministre icy.

(1) C'est le traité de paix signé au château de Fleix le 16 et ratifié le 26 par Henri III au château de Blois, et qui fut la reproduction des traités de Nérac et de Poitiers.

18 juillet. — Les religieux de Montélimar habitent dans la maison de Guillaume Roche.

20 juillet. — Sieur de la Roubière, écuyer, capitaine du château.

21 août. — Procédure faite par les chanoines sur les ruines dudit an : Chantreize du chapitre où étoient leurs documents rompue et les murailles abattues, leurs papiers brûlés et déchirés ; *item* que les nôtres, *quantum licuit*, furent pris, brûlés ou déchirés ; on en trouvoit beaucoup par les rues, et abattirent notre église (dit Vidal Baume, témoin assigné) aux troubles derniers, du temps que les huguenots commandoient en cette ville, démolirent Sainte-Croix (il dit qu'il sait tout cela), furent chés M. Charles Sestier, sacristain, où ils firent de même des papiers qui y étoient du chapitre, rompirent la chaire et siège de Sainte-Croix, prirent le corps de saint Hébrard dans sa chapelle, et l'allèrent brûler au milieu de la place. Sieur Arnaud Guichard, marchand, bourgeois, dit qu'il fut contraint venir chés nous *tunc* pour ayder à sauver desdits papiers, mais qu'il ne put sauver chose qui valoit guère.

1563

..... — Alain Renanquin, clavaire et capitaine du château et prison.

1^{er} janvier. — Noble Nicolas de la Roubière, commandant pour le roy à la garnison du château de Montélimar.

30 juillet. — Procession de la ligue icy ; le S.^r de Pracontal gardant la ville pendant ce temps.

1564

26 may. — Violences touchant les biens d'églises découvertes.

1^{er} aug. — Sieur Pichot confirmé icy.

22 juillet. — Stipule noble Ant. de Clermont, seigneur baron de Montoisson, gentilhomme ordinaire de la chambre du roy et lieutenant de la compagnie de cent hommes armés de Monseigneur de Maugiron, fils d'autre feu Antoine de Clermont et de dame Marguerite de Simiane.

13 déc. — Présent un soldat de la garnison du château,

Jacques Jame, notaire, met en possession et fait entrer dans le temple et commanderie de Saint-Jean, à présent ruinés par les guerres civiles, le commandeur de Saint-Vincent et Saint-Jean, étant sur l'entrée desdits temple et commanderie et ruinées, et le prenant par la main.

1585

..... — L'église de Sainte-Croix n'a pas encore été rebâtie. Le service se fait toujours en l'église de l'hôpital.

18 mars. — M.^e Claude Chevalier, avocat de Montélimar et audit lieu lieutenant du grand prévôt du Valentinois et Diois.

Avril. — Tenoit le château pour les catholiques capitaine la Roulière sous l'autorité de M. d'Épernon, premier lieutenant de M. du Passage; ne veut prendre des catholiques de la ville pour luy aider à la garder; les catholiques s'en saisirent malgré luy, comme étant mal gardée.

2 avril. — Jour de Pâques, selon Daniel. La guerre fut commencée par les ligueurs, que le 7 juillet le roy par l'édit de Nemours fit paix avec eux et la guerre y fut déclarée conjointement au roy de Navarre, et commencée sur la fin d'août; et qu'au mois d'octobre Sa Majesté rendit un édit qui ordonna à tous les protestants refusant d'abjurer l'hérésie vuidier le royaume et confisquoit leurs biens, et qu'enfin par représaille le roy de Navarre chassa les catholiques des villes et terres, et confisqua ou fit vendre leurs biens.

21 juin. — Est parlé de guerres.

10 aoust. — Publication icy de la paix (de Nemours entre Henri III et les ligueurs).

20 aoust. — Sieur Michel de Dorne dit que pour éviter les scandales qui auraient pu s'ensuivre, les huguenots étant icy les plus forts et comme les maîtres, il fit baptiser un sien fils par un ministre.

25 aoust. — Jour de dimanche, fête de Saint Louis, sur les trois heures du matin, Montélimar fut pris et les catholiques pillés et rançonnés par M. de Lesdiguières. La tour de Narbonne tint bon, et on trouve ailleurs qu'elle se rendit le 9 septembre suivant au S.^r de Poët qui l'attaquoit, ne pouvant être

ravitailée ni secourue. — Défense de quelques catholiques dans la tour de l'Abbrenier. — C'est la dernière et la troisième reprise de la ville, ayant été prise et reprise par trois fois dans deux ans environ et toujours pillée et saccagée.

10 sept. — Monseigneur de Maugiron tient la ville assiégée du côté du château pour iceluy château ravitailler, veu la prise de la ville par ceux de la religion.

1^{er} oct. — Le Sieur du Poët Celar, gouverneur, par ordonnance interdit entièrement la messe icy.

2 déc. — Gouverneur suisse icy et garnison.

1586

5 janv. — Convention entre S.^r Hector de Mirabel-Blacons, gouverneur d'Orange, et Byara, receveur des contributions.

27 janv. — Consuls huguenots passent procuration pour avoir bled.

3 mars. — La religion romaine non encore rétablie dans la ville.

14 may. — Femmes catholiques ensevelies hors de la ville près l'hôpital de Saint-Sébastien, suivant une ordonnance de M. du Poët, commandant en cette ville.

24 may. — M.^e Adrien de Basemont, pronotaire apostolique et abbé d'Aiguebelle, archidiacre et chanoine de Valence, prisonnier au château. — Noble Guillaume de Saint-Ferréol, écuyer et ministre de la Parole de Dieu, habitant au Montélimar, où il a maison. Se signe « Saint-Ferréol du Mas ».

7 juillet. — Deux poudriers d'Aubenas faisant icy la poudre à canon depuis le 13 avril dernier.

16 aoust. — Saint-Antoine de Dumels (?), soy-disant capitaine de justice, établi en ce pays de la part de M. de Lesdiguières et de la noblesse dudit pays, tenant le party de ceux de la religion réformée.

..... — Tiré de la remontrance faicte à MM. de l'assemblée de Die en 1586 et de l'ordonnance de M. du Poët du 1^{er} octobre 1587. Après la prise de Montélimar par M. de Lesdiguières en 1585, cy dessus énoncée, l'exercice de notre religion cessa *omnino Montilii*. Les huguenots s'emparèrent d'abord des biens

des catholiques ; le temple qu'on avoit bâti à leurs dépens fut réparé et agrandi de même à leurs dépens , et leurs écoles et ministres entretenus des revenus ecclésiastiques.

10 oct. — Pierre de Vinay, de Loriol, ministre icy. — Peste à la Bâtie-Roland et le 5 novembre à Puigiras.

20 oct. — Catholiques d'Espeluche cotisés pour le roy.

6 nov. — Année calamiteuse. Peste presque partout. Elle étoit alors à Roussas, mais la messe y étoit libre.

28 déc. — Jullien Jullien, notaire, rentier de nos revenus pour les huguenots, les exige.

1597

..... — Audit an les huguenots du Montélimar allèrent tant à pied qu'à cheval avec charrettes au Bodelat, domaine du S.^r de Coucoler de Châteauneuf-du-Rhône, pour y faire un fort et lui froissèrent et gâtèrent tous ses bleds. Gouverneur le S.^r du Poët.

7 février. — Cabanes pour les pestiférés hors la ville.

16 avril. — Peste icy et à Saint-Marcel-les-Sauzet.

28 avril. — Sieur Michel de Dorne, habitant catholique de Montélimar, assure dans ses mémoires qu'alors on le fit sortir de ladite ville et que tout commode et bourgeois qu'il a été il fut contraint d'emprunter deux écus d'or sol sur des bons gages.

1^{er} may. — On parle de guerre et de peste. Rosses non encore infecté de peste.

30 may. — Les deux consuls huguenots.

Aoust. — Temps de peste. Plus de 35 testaments de pestiférés.

10 aoust. — Les consuls payent au S.^r Laurent Sauvain, bourgeois, 16 écus sol 32^s pour reste de vente de 41 barreaux de vin et 13 pots vin pur pris chés luy, en sa maison de la Cloche, le 26 juin dernier, pour la gendarmerie de Monseigneur de Lesdiguières pour lors icy logée hors la ville.

16 aoust. — Prise de la ville de Montélimar par les catholiques, qui sont chassés le 19 aug.

14 sept. — Guerre et peste.

4 oct. — Noble Guillaume de Saint-Ferréol, ministre, signe un acte.

5 oct. — Gouverneur établi à la Bastie par les catholiques.

14 oct. — Les mariés noble Guillaume de Saint-Ferréol du Mas, ministre, et Louise du Pré arrentent pour 4 ans tout ce qu'ils ont à Châteauneuf-de-Mazenc près les Bégudes, et leur maison forte dite le Mas, avec pacte que s'il est fait dommage au bestail par les catholiques romains, ou autrement, le rentier les payera; si par les réformés, payeront lesdits mariés.

24 oct. — Gouverneur et commandant pour le roy de Châteauneuf-de-Mazenc, S.^r Jacques de Guichard, du Montélimar, S.^r de l'Éguilhe.

25 nov. — Reistres battus à Ancone par le duc de Guise (Daniel), et ils furent renvoyés le 10 décembre par le traité de Martigny.

1^{re} déc. — La Bâtie, sommée par le prêtre desservant luy payer ses honoraires, fait refus et le prêtre quitte.

16 déc. — Guerres civiles annoncées dans les contrats.

1588

Janvier à janvier 1590. — Assignations faites pour les fortifications de Moirenc.

15 janv. — Noble Pierre Marcel, seigneur de Savasse, surintendant en cette ville au fait de la justice.

Février. — Une cause jugée au Montélimar, portée par rappel au conseil de Die.

21 fév. — Sieur Adrien de Basemont, abbé d'Aiguebelle, baille à prix fait à réédifier les classes de l'abbaye depuis l'entrée jusqu'à la porte de l'église, les arcades y étant, et relever de bonne muraille la chambre dite de Spéluche.

5 mars. — Mourut âgé de 35 ans le prince de Condé, cousin du roy de Navarre.

12 may. — Journée des Barricades.

9 juin. — Le S.^r Guillaume de Saint-Ferréol, ministre, et sa femme demeurent icy à la maison de Naucase. On y trouve M. Pierre de Vinay, autre ministre, S.^r Pierre Marcel, surintendant de justice, M.^e Jean de Faya, régent moderne des écoles.

23 juin. — Les catholiques libres pour la religion.

22 juillet. — Édit de réunion ¹.

10 déc. — Sieur Charles de Vesc, écuyer, S.^r de Sale, Saint-Ferréol et de Vinay, ministres.

1589

..... — Consuls Nicolas Cornat et Claude Gonet fixent la livre de mouton à 9 liards et du bœuf à 6 liards.

7 mars. — Noble Alain de Saint-Ferréol commande pour le roy à Châteauneuf-de-Mazenc.

Mars. — La trêve fut publiée.

10 mars. — De Vinay, ministre.

2 avril. — Nos consuls pardevant Barth. Sablon baillent à Jean Patac, maître masson, le prix fait pour la facture du pont-levis de la porte Saint-Martin, y ayant beaucoup de bâtisse de muraille à faire hors et dedans la ville, avec une porte de ce côté, le tout à l'effect dudit pont qu'il fera en toute diligence. — M.^r de Besaugier, seigneur de Montbocher, baille aussi à prix fait à rebâtir le château dudit lieu sur les anciens fondements.

20 avril. — Noble Louis de Blain, S.^r du Poët, gouverneur moderne de Montélimar. La guerre dure. — 50 muids de sel donnés par M.^r de Montmorency au S.^r de Reboul et du Poët, gouverneur.

16 may. — Peste à Savasse. Les troubles de guerre en cette partie du Dauphiné sont adoucis par le bénéfice de la trêve qu'il a plu à Dieu nous donner en ce país.

30 may. — Mariage à Savasse sans notaire, signé du S.^r Chatalein. *Ob pestem et bellum desunt notarii.*

5 juin. — Ordonnance de Monseigneur de Lesdiguières portant injonction au capitaine Jabevin, receveur des biens ecclésiastiques, de payer des revenus ecclésiastiques au Montélimar et à particulier de ceux de M.^{rs} des chapitres de Sainte-Croix, à M.^e Antoine du Gault, régent des écoles dudit Montélimar, par provision et moyennant caution, la somme de 60 écus, quartier

(1) Entre le roi, la reine-mère d'une part et le duc de Guise de l'autre. Toutes les demandes de ce dernier sont satisfaites.

par quartier ; le S.^r Eustache de Ville, rentier dudit chapitre, ayant interjetté appel de cette ordonnance et ledit régent ayant, le 21 novembre, présenté requête à noble Louis de Vilette, commis pour le fait de justice dans la vice-sénéchaussée de Montélimar, au fait d'être payé de 15 écus pour un quartier déjà commencé le 1^{er} octobre et devant finir le 31 décembre ; la requête fut appointée et fut fait commandement audit de Ville de payer ledit quartier par provision et moyennant caution, en attendant que son appel fut vuïdé. — Autre requête dudit régent le 18 décembre 1590 aux mêmes fins appointé et signé Marcel. Le 17 dudit mois de janvier, quittance desdits 15 écus pour le judicat desdits quartiers, passé par ledit de Gault, régent, audit S.^r de Ville, rentier de Sainte-Croix, toujours pardevant Barthélemy Sablon, notaire. — On va et vient librement à cause de la trêve.

17 juin. — On trouve M.^{res} Pierre de Vinay et Guillaume de Saint-Ferréol, ministres de la Parole de Dieu, habitant au Montélimar, capitaine Pierre Cluson, sergent-major, et noble Pierre Marcel, conseiller au Parlement et coseigneur de Savasse, sous le titre de surintendant de justice, présents à un acte.

4 juillet. — Sont mis icy en prison les consuls dudit Montbouchet pour n'avoir durant la trêve payé les contributions.

2 aoust¹. — Jour qu'Henri III fut assassiné. On trouve icy noble George de Saint-Ferréol, de Saint-Pons en Vivarais. Capitaine Ant. Cabestan, le 1^{er} septembre ; noble Ant. de Poitiers, S.^r de Laye, de Beaumont en Valentinois, le 9 septembre.

4 sept. — Prix fait de deux bastions hors la ville.

14 sept. — M.^r M.^e Louis de Vilette, coseigneur de May, docteur es droits, commis en la judicature au Montélimar.

21 sept. — Stipule la femme du S.^r du Poët, gouverneur, dame Jeanne d'Allian.

21 aoust. — Noble Nicolas de Vilette, capitaine d'une compagnie de gens de pied pour le party de ceux de la religion en la ville de Montélimar. Il est natif de Châteauneuf, comman-

(1) Lisez 1^{er} août.

dant alors audit Châteauneuf et le 10 septembre S.^r Alain de Saint-Ferréol pour le service du roy.

4 oct. — Guerres un peu modérées. Prises de possession de bénéfices de Sainte-Croix icy. Camp de Vienne 8 novembre.

29 oct. — On trouve au Montélimar noble Pierre de Marsanne, S.^r de Saint-Genys, y étant à présent, capitaine d'une compagnie de gens de pied.

25 nov. — On trouve Jacques Savernin, marchand commis et surintendant moderne sur les deniers des pauvres audit Montélimar.

1590

4 janvier. — Noble Guillaume de Saint-Ferréol, S.^r du Mas, habitant icy.

17 janv. — Le 1^{er} consul capitaine Jean Barnaud, dit *Guerre*, est caution de S.^r Antoine du Gault, maître d'école, pour toucher un quartier de 60 écus à luy ordonnés par Lesdiguières et que paye le rentier de Saint-Éloy, malgré leur appel et après sentence du vice-sénéchal commis.

13 fév. — Sont icy en garnison la compagnie des gents de pied du S.^r de Vilette, où est lieutenant S.^r Laurent Gouderc, dit le capitaine la Bégude, les compagnies de pied et de gen darmes du S.^r du Poët, gouverneur, et la compagnie du S.^r de la Layre.

19 fév. — Par ordre du S.^r du Poët, prix fait du pont-levis de la porte d'Aigue.

16 mars. — Pardevant Barthélemy Sablon, S.^r Jean Barnaud, dit *Guerre*, et Ogier Barnaud, huguenots, font renouveler le cadastre.

20 mars. — Capitaine Robert Rigot, de Bordeaux, capitaine du château. Il l'était déjà le 14 novembre 1589.

6 juin. — Est en Dauphiné pour le roy l'armée des Corses. On trouve icy habitants noble Nicolas de Vilette, capitaine André Comblefault, commandant pour le roy au château d'Anconne, capitaine Franç. Davin, dit capitaine *Beaulaigue*, maréchal de logis de la compagnie à cheval du S.^r du Poët, gouverneur.

15 juillet. — M.^r d'Ornano est dit gouverneur de Provence; Nicolas de Vilette, capitaine icy en garnison.

2 sept. — Icy en garnison la compagnie de pied de noble Pierre de Marsanne, S.^r de Saint-Genys, lieutenant de Monseigneur du Poët, Barthélemy Barral, dit *Delor*, caporal de la même compagnie, qui y est encore le 25 novembre; Guillaume de Saint-Ferréol habite icy en sa maison de Naucase.

11 sept. — Ordonnance du conseil de justice de Die par requête.

10 déc. — Pardevant Barthélemy Sablon, en conséquence des mandements qu'ont eus nos consuls tant de M.^r du Poët, gouverneur, le 29 may dernier, de M.^r de Saint-André, président au Parlement, séant à Romans le 3 décembre dernier, que de Monseigneur de Lesdiguières, général de l'armée de Dauphiné pour le service du roy, le 6 décembre dernier, de le trouver à Grenoble le 15 décembre prochain, rue Saint-Laurent, pour y ouïr leur volonté et sur icelle délibérer pour le repos universel dudit pays, attendre la guerre notoirement jactante, nomment au nom de la ville pour cette assemblée S.^r Guillaume Fournier, bourgeois, pour représenter les charges et dépenses qu'on a souffertes par les guerres passées et en poursuivre le remboursement, à la forme toutefois de la transaction passée pardevant Ennemond Rossignol avec les seigneurs commis des états du pays et non autrement.

24 déc. — Ministre habite près du couvent.

1591

..... — Gendarmes du Poët sont icy. Noble Louis de Vilette, coseigneur d'Urre, visénéchal. Le conseil appelé du roy n'est plus à Die.

12 janv. — On trouve en ce mois des plaintes de ce qu'on a jetté un bastion sur un jardin vis-à-vis de Beaudina, près d'un chalas, autrefois maison, mais ruinée par la guerre.

27 janv. — Acte passé icy dans la maison de la monnoie nouvelle. Le temple de Notre-Dame d'Aigues est ruiné.

28 janv. — Pardevant Gayet, prix fait des ponts-levis de la citadelle.

3 fév. — Payements de ceux qui ont conduit l'artillerie en 1589 entre Vienne et Coindrieu.

6 *fév.* — Acte passé dans la maison de noble et puissant seigneur Jacques Pape, seigneur de Saint-Auban et Aland.

13 *aug.* — Mariage de la Planche, natif de Genève et ministre de Vesc, avec Ève de Saint-Ferréol, fille du ministre Guillaume ; présent Jean Baratier, professeur du ministère.

8 *oct.* — Accord au sujet de la maison de Claude Lachampt, se trouvant dans le fossé de la citadelle qui se construit et ayant été cy-devant démolie.

12 *nov.* — Capitaine Robert Rigot capitaine et commandant au château ou citadelle sous l'autorité du S.^r du Poët, gouverneur. Saint-Ferréol ministre icy et en décembre 1592.

1592

29 *janv.* — Acte passé en la maison d'haut et puissant seigneur S.^r Louis de Blayn, gouverneur, S.^r du Poët et aussi de la Bâtie-Roland et Saou, qu'il a acquis du roy depuis les mois de septembre et décembre 1551.

26 *may.* — Et en décembre chef des troupes icy.

1593

15-18 *mars.* — États à Valence. Monnoyes pinabelles alors. Leur cours. Puis sur la fin de mars, réduction.

21 *mars.* — Noble Pierre de Marsanne, S.^r de Saint-Genys, commence à faire bâtir sa maison de Fontjuliane, vers Saint-George, et le 11 septembre baille prix fait pour faire la tour et corps de maison de 31 pas de long et 10 de large, à 3 étages ; le tout près de son grangeage.

9 *may.* — Pardevant Gayet teste. Françoise Lacour, femme d'un chirurgien ; élit en l'église Sainte-Croix, voulant néanmoins que ses funérailles se fassent à la manière de l'église réformée.

25 *julii.* — *Henricus 4 ecclesie redditus est et per eum pax toti regno. Tunc cogitatum de restituenda S. Vincentii Vivariensis basilica, perfectumque est opus anno 1599, Joannis de Lhostel episcopi et capituli impensis ; hic sedit ab anno 1573 ad annum 1621, quo mortuus est die aprilis.*

14 *nov.* — Louis de Blayn, gouverneur, S.^r du Poët, est dit

capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances de sa Majesté et lieutenant général pour le roy au marquisat de Saluces. Présent icy le 2 septembre 1594.

1594

9 oct. — Procuration du visénéchal Colas pour retirer sa charge au S.^r de Vilette et son effect.

6 nov. — Jean Barbier, frère de Jacques, ministre à Crest. Le 20 juin 1596 paye ce qu'il devait à Genève et n'est plus dit ministre.

1^{er} déc. — On trouve Pierre Hérieu de Flandres, l'un des régents du collège de Montélimar, qui dit avoir cy-devant envoyé pour et au nom de demoiselle Dauphine de Serve 21 écus à M.^e Jean Baratier, son fils, étudiant à Genève.

1595

20 février. — S.^r Jacques Colas, visénéchal, écrit icy de la Fère, où il étoit gouverneur d'abord pour la Ligue, puis pour l'Espagne. Jean, son neveu, et autres d'icy y étoient le 4 septembre.

..... — Au dit an M.^r de Lesdiguières fit bailler à M. du Poët et de Blacons pour leurs états de leurs compagnies de gendarmes 12,000 écus à prendre sur les bailliages de Graisivaudan, Ambrunois et Briançonnois. — Consulat : Jacques Rabot et Ant. Cabestan, consuls; Ant. Roche, Nicolas Feaubrier, Ant. Dezegauls, Claude Rascas, conseillers; Blaise Alancon, notaire, secrétaire. — Noble Hector de Mirabel de Forets, S.^r dudit Mirabel et Blacons; Robert Rigot, commandant au château sous l'autorité du S.^r du Poët, gouverneur; noble Pierre de Marsanne, S.^r de Saint-Genys; Louis de Vilette, visénéchal. M.^{res} Daniel et Adrien Chamier en juin ministres *verbi Dei*.

9 sept. — Édit du roy donné à Lyon pour prêter au denier quinze.

1596

..... — Consuls : Jean Albert et Jean Barbanson; Crose, conseiller. M.^r du Poët avoit chambre au château, où R. Rigot commandoit sous luy.

22 mars. — Maison monnoye vieille, confrontant de bise la maison ruinée à cause des fortifications du visénéchal Colas.

25 apr. — Pardevant Durand Bérole, stipule noble Hector de Forets, seigneur de Mirabel-Blacons et autres places, gentilhomme de la chambre du roy, capitaine de 50 hommes d'armes et gouverneur de la principauté d'Orange.

22 may. — Henri IV prit la Fère, défendu vaillamment par S.^r Jacq. Colas, visénéchal du Montélimar, et par Osoris, capitaine espagnol. La maison en monnoye vieille fut ruinée pour faire la citadelle.

1597

2 janv. — Pardevant B. Sablon, les consuls d'Aulnes, Dezegauls et Claude Gonet baillent le prix fait pour bâtir les portes du Fust et de Saint-Gaucher, et faire les ponts-levis d'icelles.

24 may. — Feu Hector de Mirabel S.^r de Blacons.

13 juin. — Noble Louis d'Urre, capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances de sa Majesté.

28 juillet. — Pardevant Gayet, capitaine, R. Rigot, commandant au château sous l'autorité du gouverneur Louis de Blaïn, lieutenant de roy au marquisat de Saluces absent, agissant au nom dudit seigneur qui luy en a laissé charge expresse et commandement, baille à prix fait de faire une muraille sur le parapet du mur du château.

6 déc. — On présente à R. Rigot par les consuls un contrôleur nommé par les trésoriers généraux pour lever l'impôt sur le Rone; l'examine.

20 déc. — Louis de Vilette, coseigneur d'Urre, visénéchal de Montélimar.

(A continuer.)



VINGTIÈME SÉANCE.

(23 mars 1871.)

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

M. Bonnet, vice-président, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance, et M. l'abbé Isnard donne pouvoir à M. le Secrétaire de le représenter.

M. le Président rappelle en quelques mots la douloureuse situation créée à la France, aux arts et aux lettres par la dernière guerre. Non-seulement les membres de la Société d'archéologie n'avaient plus assez de quiétude pour se complaire aux travaux historiques, mais un certain nombre d'entre eux défendaient courageusement la Patrie sur les champs de bataille, où deux ont trouvé une mort glorieuse : MM. Peloux et Douglas.

Ainsi s'explique la suspension des séances trimestrielles et de l'impression du *Bulletin*.

Mais, aux premiers moments de calme, il a paru nécessaire d'affirmer l'existence de la Société et d'aviser aux moyens de continuer la publication de ses travaux.

M. le Président donne ensuite la parole à M. le Trésorier.

Chaque année à pareille époque, dit M. Poinçot, j'avais l'honneur de vous présenter la situation financière de la Société sous un jour relativement prospère, parce que toutes les cotisations étaient à peu près recouvrées et qu'après le paiement des dépenses il restait encore un *boni* suffisant pour marcher régulièrement l'année suivante.

Aujourd'hui, cette situation est loin d'être la même, parce que le recouvrement des cotisations a été à peu près impossible à cause de l'interruption des communications, des absences et des angoisses de toute sorte.

Voici quel est l'état de nos finances :

Au commencement de 1870, la Société comptait 214 membres, dont 144 fondateurs ou titulaires et 70 correspondants.

Nous avons eu *deux* décès et *six* démissions; mais la réception d'un nouveau membre a maintenu le nombre des membres à 136 titulaires.

Deux membres correspondants sont décédés, et *deux* nouveaux ont été admis; ce qui a laissé le nombre à 70.

Les recettes de 1870 ont été :

1° Pour 98 membres honoraires ou titulaires, à raison de 20 francs, de	1960 »
2° Pour 28 membres correspondants à 6 fr., de	168 »
3° Une cotisation de correspondant en 1871.	6 »
4° 4 bulletins des années antérieures et un abonnement en 1870	30 »
5° Subvention de l'État en 1870	400 »
6° Subvention du département allouée en 1869	500 »
TOTAL.	3064 »

Il reste encore à recouvrer sur 1870 :

38 cotisations de membres titulaires à 20 fr., soit	760 »
41 cotisat. ^{ns} de membres correspondants à 6 fr., soit.	246 »
TOTAL.	1006 »

Dans le compte-rendu de l'année dernière, on trouve, comme restant à recouvrer pour 1869, 7 cotisations de membres titulaires et 17 de membres correspondants.

3 membres titulaires ont depuis lors donné leur démission; il n'en reste plus que deux à recouvrer. 40 »

Un membre correspondant étant décédé, il ne reste plus à recouvrer que 16 cotisations 96 »

C'est donc une somme totale de **1142 »**

qui est encore due à la Société. Espérons qu'elle se recouvrera en grande partie pendant cette année.

Les dépenses faites et payées pendant 1870 sont les suivantes :

3 livraisons du Bulletin. (Impression et frais de poste.)	2004 55
Cartulaire. (Deux feuilles.)	130 »
Affranchissement de bulletins, de manuscrits, de lettres, etc., etc.	33 20
Frais de copie de pièces	38 »
Frais de recouvrement de cotisations	36 30
Tirage de gravures pour les bulletins	80 »
Éclairage, chauffage de la salle et frais de bureau.	65 »
Lettres d'invitation.	6 »
En tout.	<u>2393 05</u>

En comparant ces dépenses aux recettes de l'année, qui s'élevaient d'après ce qui vient d'être dit à 3,064 fr., on trouve un boni de 670 francs 95 centimes.

Seulement, il est à observer que ce boni sera absorbé et au-delà par le paiement du dernier bulletin de l'année 1870, qui n'est encore ni publié ni payé.

Si l'on ajoute l'excédant de recette de 1870, soit 670 fr. 95 c., au reliquat constaté à la fin de 1869, on trouve que la Société a aujourd'hui en caisse 3,716 fr. 82 c., et, si l'on admet le recouvrement de toutes les cotisations en retard, cet encaisse deviendra 4,858 francs 82 centimes.

Maintenant, Messieurs, que vous connaissez la situation de la Société à la fin de 1870, permettez-moi de vous présenter le budget qui a été préparé par votre bureau pour 1871.

**Ressources ordinaires prévues d'après les membres constatés
à la fin de 1870.**

136 cotisations de membres titulaires, à 20 fr. l'une.	2720 »
70 cotisations de membres correspondants, à 6 fr.	360 »
TOTAL.	<u>3080 »</u>

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES DU 8^e VOLUME.

5^e ANNÉE.

AMPLE DISCOURS DU SIÈGE ET PRISE DE LA MURE, 137.

CHRONIQUE, par M. A. LACROIX, 121, 251, 379, 476.

COMPTE-RENDU de la 17^e séance, 129.

— de la 18^e séance, 248.

— de la 19^e séance, 376.

— de la 20^e séance, 468.

DAUPHINÉ (LE) EN 1698, par M. J. BRUN-DURAND, 169.

ÉGLISE CATHÉDRALE DE SAINT-APOLLINAIRE DE VALENCE, par M. F. DE SAINT-ANDÉOL, 335.

ESSAI HISTORIQUE SUR LA BARONNIE DE CLÉRIEU ET SUR LES FIEFS QUI EN ONT DÉPENDU, par M. A. DE GALLIER, 59, 153, 306, 410.

ÉTYMOLOGIES DES NOMS DE LIEU DU DÉPARTEMENT DE LA DRÔME, par M. le baron DE COSTON, 21, 153, 258, 385.

GENTON DE BARSAC, par M. A. LACROIX, 181.

GOLAT DE LA GARENNE, par M. A. LACROIX, 473.

LETTRÉ DE M. ALLMER, 257.

LETTRÉ SUR L'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE DU DAUPHINÉ, par M. J. BRUN-DURAND (fin), 5.

NÉCROLOGIES, par M. A. LACROIX, 476.

NOTICE HISTORIQUE SUR LE COUVENT DE SAINTE-CLAIRE DE ROMANS. par M. le docteur CHEVALIER, 289, 400.

NOTICES RELATIVES AUX GUERRES DE RELIGION, par M. E. ARNAUD, 110, 242, 366, 463.

ORGANISATION DE LA PROVINCE NARBONNAISE, par M. ALLMER, 224.

RECHERCHES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE DE LA VILLE DE VALENCE, par M. DUPRÉ DE LOIRE, 84, 189, 444.

SAINT BERTRAND DE GARRIGUE, par M. l'abbé ISNARD, 98, 202, 274, 429.

TABLEAU DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ, 129.

TOUR DE CREST (LA), par M. l'abbé PERROSSIER, 40, 202, 351.



Quant aux ressources extraordinaires, qui se composaient, pour les années précédentes, des subventions de l'État et du département, votre bureau a pensé qu'il n'y avait pas lieu de les attendre en 1871.

Les dépenses à prévoir sont les mêmes que celles du budget de 1870, augmentées du prix du bulletin qui n'a pas encore paru.

1 ^o Impression et affranchissement du Bulletin . .	3600	»
2 ^o <i>Idem</i> du Cartulaire .	300	»
3 ^o Indemnité au concierge de la bibliothèque. . .	50	»
4 ^o Chauffage et éclairage de la salle.	35	»
5 ^o Frais de recouvrement	50	»
6 ^o Timbres-poste, enveloppes, papier et écritures.	80	»
7 ^o Dépenses éventuelles pour recherches, achats, etc	300	»
TOTAL.		<u>4415</u> »

En balançant les recettes et les dépenses, on trouve un déficit de 1,335 fr., qui peut être couvert et au-delà avec le reliquat en caisse que j'ai eu l'honneur d'indiquer ci-dessus.

Telle est, Messieurs, la situation, à ce jour, de la Société.

L'exposé financier si clair de M. le Trésorier ayant provoqué une discussion sur les moyens à prendre pour assurer la publication du *Bulletin*, il a été proposé d'obtenir ou une réduction des frais d'impression, ou une réduction des quatre livraisons de l'année en une seule qui formerait un volume.

Sur le premier point, il a été reconnu que les articles commencés avec des caractères spéciaux et un bon papier ne permettraient pas facilement d'obtenir les diminutions espérées; mais que, néanmoins, des démarches seraient faites auprès de l'imprimeur; sur le second point, la décision a été ajournée à la prochaine séance, où tous les renseignements nécessaires seront fournis.

Il est décidé, en attendant, que la 4^e livraison de 1870 sera publiée dans un bref délai, et que le Cartulaire du Bourg, avec son introduction et sa table, sera promptement achevé.

Dans cette séance ont été proclamés à l'unanimité membres correspondants :

MM. Gueyffier, juge de paix à Bressieu ;
Peyrot, chef de division à la préfecture de l'Isère ;
Dubois, juge de paix à Lavoulte.

Avant de clore la séance, M. le Secrétaire rend compte des communications reçues depuis le dernier *Bulletin*.

M. l'abbé Jassoud signale à Peyrins, au quartier des *Grenouillets*, non loin de la route de Saint-Donat à Romans, « une » maison carrée avec deux restes d'anciens portails de la fin du » XVII^e siècle. La cuisine est vaste et carrée, avec plusieurs » portes, dont une ou deux du XV^e siècle. On y remarque une » vaste cheminée en pierre de taille, auprès de laquelle se » trouve une fenêtre du XV^e siècle coupée en croix à l'exté- » rieur.

» Le manteau de cette cheminée est formé d'une plaque de » chêne de 2^m 30 de long sur 0,002 d'épaisseur. On y a sculpté » six médaillons ou portraits d'hommes et de femmes en cos- » tume de Louis XII ou de François I^{er} et trois écussons. »

Malgré la description donnée par M. l'abbé Jassoud et les dessins de M. Charles de Rostaing, je ne suis pas de force à reconnaître les personnages représentés ni leurs armoiries, et j'appelle l'attention des connaisseurs sur cette découverte ¹.

M. l'abbé Jassoud signale encore la présence de tuiles d'ensevelissement sur le chemin de Saint-Bardou à Romans, près du pont de la Savasse et au quartier des Balmes, puis sur la route de Parnans à Romans et près de Châtillon, et enfin à Chatuzange, au quartier de Saint-Alban.

(1) L'écusson d'or au chevron de gueules rappelle les de Brina ou de Brive, éteints au XV^e siècle dans les de Gastes.

GOLAT DE LA GARENNE.

Dans la pléiade un peu nébuleuse des poètes dauphinois du XVII^e siècle, de la Garenne passerait à bon droit pour l'astre le plus brillant, s'il était mieux connu. Mais, les bibliographes ne signalent guères de cet auteur à l'imagination féconde et au style gracieux et facile que deux compositions d'un genre fort opposé :

Les Bachanales ou loix de Bachus, suivies de l'éloge du tabac, et une Paraphrase de l'office de la glorieuse Vierge Marie.

De ces deux opuscules à peu près introuvables aujourd'hui, l'imprimeur de notre *Bulletin* vient de rééditer le premier, avec le goût artistique auquel il nous a habitués depuis longtemps. Encourager cette initiative, en achetant la nouvelle édition des *Bachanales*, semble presque un devoir pour les bibliophiles et les archéologues, car l'auteur mérite d'être connu d'eux autant et plus que des « buveurs qui n'ont pour but de leurs sociétés » que de se réjouir avec leurs amis et célébrer plutôt les santez que pour conserver la santé, que pour se rendre malades. »

Le sujet des *Bachanales* ne manque ni d'originalité ni d'invention. « Je commence par la cause d'un deluge universel et » fais voir comme les dieux punissent les buveurs insolents » et récompensent les discrets et sociables, comme l'on voit » par la punition des Titans et par l'honneur que reçut Bachus et ses confédérés en la restauration des vignes et des » biberons, après le deluge. Les loix de Bachus, que je feints » avoir esté prononcées par ce grand conquérant, n'est autre » chose que ce que le vin fait faire à ceux qui en boivent beaucoup. »

Bien que la vie et les exploits du dieu tiennent une assez bonne place dans le poème, le principal mérite de l'écrivain réside, en effet, presque tout dans la description un peu amplifiée des « divers et merveilleux effets du vin », des « extravagantes et ridicules saillies où il porte l'homme. »

Chorier nous présente la Garenne comme un homme sans lettres ni éducation première, mais doué d'une vive intelligence et d'un grand esprit naturel : l'historien dauphinois avait sans doute peu étudié les *Bachanales*, ayant d'autres sujets de prédilection, témoin l'*Aloysia*. Aussi le lecteur attentif, le philologue et l'observateur n'accepteront-ils son jugement que sous bénéfice d'inventaire.

La première ébauche du poème ayant été lue en 1630, dans l'hôtellerie des trois Gambres à Turin, des *confrères pamprez* la firent imprimer à Chambéry, à l'insu de l'auteur, peu de temps après. La Garenne, sollicité de *renouveler* et de *mettre en lumière* son œuvre, l'augmenta et la publia en 1650, chez de Masso, à Lyon, et en 1657, à Grenoble, chez André Gales.

M. Antonin Chenevier a reproduit exactement l'édition de Grenoble, en lui donnant une grâce et une forme extérieures nouvelles.

Le privilège de la *Paraphrase de l'office de la Vierge*, imprimée à Grenoble, chez Mercadier, en 1636, est au nom de noble Humbert Guillot de Goulat, sieur de la Garenne, et la 2^e partie, en prose et en vers, est dédiée à M^{me} de Miolans, dame d'Anjou.

C'est qu'en effet le poète habitait dans les environs, « sur » les agréables collines de la Valoire, en Dauphiné, dans un » lieu où les vins sont les plus excellents de toute la province. » — De la Garenne ne connaissait pas sans doute l'Ermitage, le Mercuriol ou le Croze, autrement il y aurait lieu d'infirmier sa sentence.

Quoi qu'il en soit, le château de Golat, propriété actuelle de M. Jourdan, député de l'Isère à l'Assemblée nationale, occupe « une position charmante dominant les vertes prairies qu'ar- » rose, au fond de la vallée, la rivière du Dolon et qu'entourent » des coteaux boisés, dont l'un des sommets est occupé par le » village de Chambalud. »

M. Rochas, dans son livre si rempli de faits nouveaux, semble avoir prêté à Humbert Guillot le dessein d'échanger son nom patronymique, trop vulgaire, contre celui beaucoup plus aristocratique de la Garenne. Mais, l'*Armorial du Dauphiné* justifie le poète de ce reproche.

Il y avait à Anjou deux maisons nobles : les Golat ou Goulat et les Guillioti, qui, dès 1590, par suite d'une alliance, n'en formèrent plus qu'une.

Humbert de Guillioti de Golat de la Garenne obtint en 1643 des lettres de réhabilitation en récompense de ses longs services militaires.

Admis auprès de Louis XIII et protégé par l'intendant des finances Sublet des Noyers, il perdit à la fin, avec ses protecteurs, ses emplois et ses ressources et s'unit avec une jeune fille pauvre, aussi admirablement belle.

Raconter ses campagnes, rédiger des traités de manœuvres pour la cavalerie, faire l'amour et des vers patois fut d'abord pour le poète guerrier une fort agréable, mais peu lucrative occupation; aussi les exigences de la vie se multipliant, son pauvre ménage se trouva-t-il bientôt menacé de la faim. La Garenne en mourut de douleur, vers 1675, laissant cinq petits enfants dans la misère et une veuve dans les procès.

Il y aurait tout un drame émouvant dans l'histoire de l'écrivain dauphinois que la nouvelle édition d'une partie de ses œuvres va rendre cher aux érudits. Puisse un nouvel ami de sa gloire exhumer encore quelques-unes de ses productions joyeuses, et, au milieu de nos malheurs et du deuil de la Patrie, nous aurons encore le droit d'être fiers de l'esprit gaulois de nos pères.

A. LACROIX.

NÉCROLOGIES.

Depuis le dernier *Bulletin*, plusieurs deuils sont venus ajouter à nos angoisses patriotiques des douleurs intimes et d'autant plus sensibles.

Deux membres de notre Société, parmi les nombreux défenseurs qu'elle a donnés à la France, ont payé de leur vie leur abnégation et leur courage. En se sacrifiant ainsi, MM. Peloux et Douglas ont acquis non-seulement des titres impérissables à nos regrets, ils ont prouvé de plus l'intime union de la science et de la valeur. Oui, tous les deux aimaient l'archéologie et l'histoire, et chez tous les deux une éducation solide et les vertus chrétiennes ont été la base de leur patriotisme.

Nous laisserons parler ici de M. PELoux un de ses collègues et des nôtres, qui, l'ayant approché de plus près, a pleinement réussi à photographier sa figure souriante.

« Adrien Peloux, dit M. Guichard, était né en 1830 dans la » Bresse, d'une famille où le dévouement au Pays était traditionnel. Son grand-père maternel, M. Rodet de l'Ain, fut l'un » des volontaires de 1792 qui combattirent alors l'invasion étrangère. Son père, le colonel Peloux, avait brillamment fait sa » carrière dans l'artillerie. »

Après avoir esquissé les premières années de la vie studieuse et active du bâtonnier de l'ordre des avocats de Valence, et fait connaître l'intérieur paisible et charmant où il vivait, M. Guichard continue ainsi : « Nous étions au mois d'août ; la » guerre avec la Prusse venait d'éclater, et déjà nous subissions » nos premiers revers de Wœrth et de Wissembourg. A ces » défaites imprévues, le cri *aux armes !* retentit d'un bout de » la France à l'autre. Ce cri, Adrien Peloux l'entendit ; de ce » jour sa détermination fut prise, détermination inébranlable, » froidement arrêtée, et qu'aucun lien, si puissant qu'il fût, ne » pouvait entraver. Femme, enfant, position, tout s'effaça » devant un devoir supérieur : le dévouement à la mère commune qui appelait ses enfants à son aide. »

Engagé volontaire , il apprend manœuvre et théorie et part avec son bataillon dans les premiers jours de septembre , pour défendre Paris. Pendant le siège, il ne cessa jamais d'être le chef respecté et écouté des jeunes soldats de la Drôme, et le grade de capitaine, qu'on avait imposé à sa modestie, augmentait encore son influence sur eux.

Arrive le jour fatal du 19 janvier. « Depuis 7 heures du » matin, Adrien Peloux combattait à la tête de sa compagnie , » sur le plateau de Montretout, position formidable prise et reprise » plusieurs fois dans la journée ; sa compagnie était déployée en » tirailleurs ; il l'avait fait coucher pour la préserver le plus possible du feu de l'ennemi ; seul il était debout à côté de son » commandant, lorsque une balle le frappe à la cuisse. Il tombe, » et quelques instants après il rendait le dernier soupir dans une » ambulance, entre les bras de son ami , le capitaine Huz, qui » n'avait pas voulu le quitter.... Sur lui on retrouvait une *Imitation de J. C.* ; sur son cœur les portraits des siens. Ces pieuses » reliques n'avaient pas détourné le coup fatal. Il est mort au » champ d'honneur , mort pour la patrie..... »

Quant à M. le comte DOUGLAS, d'une ancienne famille qui appartenait à notre province par ses alliances, sa mort a été des plus glorieuses. « Blessé à la main droite, on l'avait vu saisir » son sabre de la main gauche et continuer ainsi pendant quelque temps à ranimer le courage de sa compagnie, dont le commandement lui était échu par suite de la mort de son capitaine. » Bientôt blessé de nouveau à la main gauche, puis à la jambe, » il dut être emporté, et c'est alors qu'il reçut dans le flanc une » quatrième blessure par un éclat d'obus. » Il avait 27 ans, était décoré de la croix de Mentana et porté à l'ordre du jour et pour la croix de la Légion d'honneur.

A côté de ces martyrs du devoir , il est d'autres collègues qui laisseront aussi dans nos rangs des places inoccupées.

M. BOREL-SOUBEYRAN, membre du Conseil général de la Drôme, membre fondateur de notre Société, est décédé à Crest le 19 janvier dernier, à l'âge de 75 ans. « Héritier de l'une de ces » anciennes familles chez qui les vieux principes de probité et » d'honneur se transmettent avec le sang plus encore qu'avec » la fortune, il a toujours été le digne représentant de sa race :

» ce qu'il est convenu d'appeler, *un homme d'un autre temps*, en ce sens qu'il n'avait pas les vices et les défauts du nôtre. Homme des vieux souvenirs et des vieilles traditions autant que des vieilles alliances, des vieilles amitiés et des vieux serviteurs, il opposait une bienveillance sans bornes à l'esprit de dénigrement qui de nos jours semble être une maladie épidémique des âmes. Négociant, administrateur, citoyen, il brilla dans tous ces milieux par l'aménité de ses formes, la distinction de ses manières et la noblesse de son maintien... »

M. Brun-Durand a fort éloquemment résumé cette vie de dévouement et de bienfaisance en disant qu'elle n'avait jamais eu d'autre objectif que le devoir.

M. le marquis DE CHABRILLAN (Alfred-Philibert-Victor-Guigues de Moreton), nommé pair de France en 1824, s'est toujours montré le Mécène éclairé des littérateurs et des artistes ; collectionneur bienveillant et instruit, il s'intéressait à toutes les gloires de la France et surtout à celles d'une province où ses aïeux avaient occupé une si large place.

M. le comte DE LARNAGE (Louis-Charles-Marie-Hector Mure) a été membre du Conseil général de la Drôme et maire de Tain. Il a consacré son existence au soulagement des malades et des malheureux et à la prospérité de sa commune. Il a toujours pris le plus vif intérêt à notre Société et à ses travaux.

M. BANCEL (Désiré), membre des assemblées nationales, a été un orateur éloquent et un écrivain remarquable. Sa renommée littéraire est du reste assez brillamment établie pour qu'il soit nécessaire de rappeler les titres de gloire de notre illustre collègue.

M. le baron DE SAINT-ANDÉOL (Henri-Louis-Fernand de Malmazet) a collaboré à notre *Bulletin* et à celui de l'Académie delphinale. Ses travaux en archéologie ont mis en relief tout ce que nos monuments religieux avaient de plus remarquable, et nous espérons que ses héritiers nous aideront à terminer son intéressante notice sur la cathédrale de Valence.

Enfin, M. COURBASSIER, médecin, s'est toujours empressé de signaler aux érudits les découvertes archéologiques faites dans le Royannais.

A. LACROIX.

OUVRAGES REÇUS

pendant le dernier semestre de 1870.

Revue des Sociétés savantes, janvier et février; — mars et avril; — mai. Le numéro de janvier et février rend compte du 3^e volume de notre *Bulletin*. — 3 broch. in-8°.

Notice historique et bibliographique sur les imprimeurs de l'Académie protestante de Die en Dauphiné au XVII^e siècle, par E. ARNAUD. — Grenoble, Éd. Allier, 1870, broch. in-4°. Travail fort intéressant.

Comptes-rendus des travaux du Congrès agricole de Valence. (Séances des 28, 29 et 30 avril 1870.) — Valence, au siège de la Société d'agriculture de la Drôme, 1 vol. in-8°.

Cartulaire de Saint-Hugues, par M. J.-J.-A. PILOT, archiviste de l'Isère. — Fasc. in-8°, Grenoble, Prudhomme.

Discussion sur la génération de la truffe, par M. F. CHARVAT, curé de Réauville. — Valréas, Gauthier, 1870, broch. in-8°.

Etude sur l'organisation communale, par Oscar VERNET, préfet intérimaire de la Drôme. — Paris, Dentu, 1870, br. in-8°.

Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace. — Paris, veuve Berger-Levrault, 1870, broch. in-4°.

La Tour de Crest. Monographie historique et descriptive par l'abbé Cyprien PERROSSIER. — Valence, Chenevier et Chavet, 1870, broch. in-8°.

Nécrologe et Cartulaire des Dominicains de Grenoble, par C.-U.-J. CHEVALIER. — Romans, H. Rosier, 1870, broch. in-8°.

Les budgets des départements de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes. De la nécessité d'une meilleure répartition des fonds dans quelques services et des améliorations urgentes que réclament plusieurs branches de l'administration départementale, par Aimé CHAMPOLLION-FIGEAC. — Grenoble, Allier, 1870, broch. in-8°.

